UNIVERSITÉ DE TOURS

ÉCOLE DOCTORALE « Sciences de la société : territoires, économie, droit »

UMR 7324 CNRS– CITERES

En cotutelle avec

UNIVERSITÉ ANNA, CHENNAI (INDE)

THÈSE présentée par :

Karine HOCHART

Soutenue le **18 juin 2019**

Pour obtenir le grade de : **Docteure de l'université de Tours**

Discipline : Aménagement de l'espace et urbanisme

L'ADYAR N'EST PAS UN LONG FLEUVE TRANQUILLE

Politisation de l'habiter au prisme de l'inondation à Chennai, Inde du Sud

THÈSE co-dirigée par :

M. MARTOUZET Denis	Professeur, Université de Tours
Mme VEDAMUTHU Ranee	Professeure, Université Anna, Chennai

JURY :

Mme KENNEDY Loraine – Rapportrice
Directrice de recherche, CNRS EHESS, CEAIS

M. MANCEBO François – Rapporteur
Professeur, Université de Reims Champagne-Ardenne

M. MARTOUZET Denis – Directeur
Professeur, Université de Tours

Mme MARIUS Kamala – Présidente du Jury
Maitresse de conférences HDR, Université Bordeaux Montaigne

Mme MORANGE Marianne – Examinatrice
Maitresse de conférences HDR, Université Paris-Diderot

Mme VEDAMUTHU Ranee – Directrice
Professeure, Université Anna, Chennai

Mme VERDELLI Laura – Encadrante
Maitresse de conférences, Université de Tours

"La vie est un long fleuve tranquille, ce sont les rives qui sont dangereuses.
Il ne faudrait jamais aborder."

Denis Langlois

Remerciements

En écrivant ces dernières lignes, alors que je pose un regard par-delà mon épaule et prends conscience du chemin parcouru, je mesure l'ampleur de ma gratitude. Je tiens à remercier chaleureusement celles et ceux qui m'ont accompagnée dans cette aventure.

Je souhaite avant tout faire part de ma reconnaissance à Denis Martouzet et Laura Verdelli, co-directeur et encadrante de la thèse, pour leur confiance, et pour m'avoir donné l'opportunité de mener ce projet. Le soutien que vous avez apporté, chacun à votre façon, et de manière complémentaire, a permis de guider mes réflexions sans les contraindre. Je remercie vivement Ranee Vedamuthu, co-directrice à l'Université Anna, d'avoir su réunir, avec patience et bienveillance, les conditions nécessaires à la réalisation de ce travail.

Mes remerciements sincères vont également à Loraine Kennedy, François Mancebo, Marianne Morange et Kamala Marius pour l'intérêt qu'ils portent à mon travail en acceptant de participer au jury de cette thèse.

Lors de mes visites à l'Institut Français de Pondichéry, j'ai trouvé un grand soutien auprès d'Aurélie Varrel et Audrey Richard-Ferroudji. Elles ont accompagné et encouragé ce travail depuis ses débuts et je tiens à leur exprimer ma reconnaissance. Aussi, les rencontres avec Pushpa Arabindoo ont contribué à nourrir et à stimuler les questionnements de cette recherche de ses apports généreux, tout comme les échanges avec Frédéric Landy qui ont été ponctués de remarques constructives.

Je dois également beaucoup à Joël Cabalion, qui a suivi de près l'aboutissement de ce travail en prodiguant des conseils pertinents et des critiques positives ; qu'il soit ici sincèrement remercié pour son implication et son aide très précieuse.

La présence d'Anna Perraudin, son aura positive et son amitié ont été une grande source de motivation : j'ai trouvé beaucoup de compréhension et de soutien à ses côtés.

Merci également à Marion Amalric, Anna Madoeuf et Patrice Melé pour leur regard critique et avisé sur mon travail.

La réalisation d'un projet de recherche au sein de l'Université UFPE de Recife, au Brésil, m'a permis d'élargir mes horizons et de poursuivre des réflexions stimulantes au sein de l'équipe de la CIAPA tout au long de ce parcours. Cela n'aurait pas été possible sans les encouragements de Jean-Paul Carrière et la générosité de Luis de la Mora, dont l'engagement politique a été exemplaire et continue de m'inspirer.

Merci également à Alexander Follmann pour nos discussions et perspectives croisées sur le fleuve indien, ainsi qu'à Beth Cullen, pour cette belle rencontre et nos échanges enrichissants à Chennai.

Je voudrais faire part de ma gratitude à Mauve Létang, une amie hors pair, qui a été présente, même à distance, à chaque étape de ce parcours. Un immense merci pour ton soutien, pour nos réflexions, tes relectures et ton enthousiasme.

La disponibilité et l'amitié de Romain Gallart ont également été très précieuses, tout comme ses conseils avisés.

Ma participation aux évènements de l'Association des Jeunes Études Indiennes a été riche de beaux moments et de rencontres inspirantes, qui doivent beaucoup à la présence et à l'enthousiasme d'Arthur Cessou, Sugandha Singh, Marine Al Dahdah, Nagesh Anand, Caroline Alice-Michon et Lola Salès.

Un grand merci aux collègues et ami·e·s de la MSH à CITERES : Zara Fournier et Cécile Forgue, mes « co-marathoniennes » de fin de thèse et tous les copains de « galère » du bureau : Sarah-Anaïs Achache, Oumar Plea, Cédric Mpie, Fatemeh Ghalehnoee. Je pense aussi à Lydia Seabra et Viviane Souramasing, et à toutes leurs petites attentions ; merci aussi Pascale Le Halper et Marie-Madeleine Talon, pour leur gentillesse et leur rôle de facilitatrices.

L'accueil et la générosité de Stéphanie Gosset ont contribué à adoucir, autant que possible, la fin de ce marathon. Merci Stéphanie pour ton soutien sans faille.

Mes remerciements vont ensuite à l'ensemble de l'équipe ARCUS avec qui j'ai eu grand plaisir à travailler : Rukkumany pour l'entraide et nos discussions enrichissantes ; Marc Desmet, Cécile Grosbois, Sébastien Salvador, du département GéHCo de l'université de Tours, pour leur dynamisme et leur ouverture d'esprit, SP Saravanan Anna, pour sa bienveillance fraternelle.

Cela va sans dire, l'enquête de terrain n'aurait pas eu la même saveur sans la générosité et l'amicalité des personnes rencontrées ; je leur en suis extrêmement reconnaissante :

Venkatesh, Sreemathy, Nivedita, Venkat, Uma, Nandan auprès de qui j'ai beaucoup appris et grandi, et qui m'ont accordé une place de choix au sein de la famille du « Cooum Cultural Mapping ».

Krishnamohan, Prabhakar, Ravi, Abishek et les amis du Boat Club : merci pour votre hospitalité, votre simplicité et enthousiasme.

Merci à Renuka, Priyanka, Pati et les habitants d'Attur Nagar pour leur disponibilité et leur confiance.

Je suis heureuse d'avoir pu croiser sur mon chemin des personnes exceptionnelles, débordant de générosité : Jocelyn Georges, Thirupura Sundari Akka, Sumayiah Navas, Ragaav, Ridje, Ancy, et tou·te·s celles et ceux dont le nom m'échappe aujourd'hui mais qui se reconnaîtront. Mes pensées vont bien sûr vers mes mères adoptives, Bhavani, Rejima et Jessy Georges, qui ont fait preuve d'une grande affection à mon égard.

Lors de mes escales par le monde, j'ai été accueillie à bras ouverts par des collègues et ami·e·s que je souhaite remercier ici : les colocs de Joué-les-Tours, Edgar, Ada, JN, Tamil. Un très grand merci à Léa Golfier, Florence Orillard, Mounia Salhi, Lucy Vaseux, Manon Girard, Cindy Fressard, Marie Zaragoza, Alice Cornou pour leur amitié, leur écoute et leur appui.

Cynthia Lucienne m'accompagne avec constance depuis les débuts de ce parcours. Sa présence et son expérience ont constitué une profonde source de motivation.

Cette thèse n'aurait pu voir le jour sans le soutien inconditionnel de ma famille. Je tiens à exprimer ma reconnaissance à mes grands-parents, pour leurs encouragements bienveillants, à mon frère pour sa présence et sa compréhension, et aussi ma tante Véronique qui, à travers ses voyages, a très tôt attisé ma curiosité pour l'étranger. Enfin, j'adresse des remerciements tout particuliers à mes parents pour leur soutien indéfectible ces 27 dernières années. Cette thèse a pu se concrétiser grâce à leur patience et leur générosité, et je leur dédie ce travail.

Enfin, et par-dessus tout, je voudrais exprimer mon immense gratitude à Glauber Cavalcanti, pour son amour et sa confiance à toute épreuve. Cette thèse est l'aboutissement d'un chemin que nous avons parcouru ensemble.

Résumé

En décembre 2015, à la suite de pluies torrentielles et de l'ouverture brutale des vannes d'un réservoir d'eau en amont de la rivière, l'Adyar entre en crue, inondant une grande partie de la ville de Chennai. Dans le sillon de la catastrophe, 3 464 familles issues de quartiers informels situés sur les rives sont déplacées par les autorités étatiques sur des sites de relogement situés à une trentaine de kilomètres en périphérie au sud de la ville.

Cette (re)mise en ordre de l'espace social, spatial et politique met en jeu une série de dispositifs participant à la redéfinition des légitimités citadines. Cette thèse s'attache à éclairer les logiques de ce replacement, en proposant une réflexion sur les relations de pouvoir exercées autour de la rivière, et en particulier de la question environnementale qui lui est associée.

Dans le champ des études urbaines, cette recherche propose de faire converger deux pans de la littérature scientifique : celui sur la territorialité en géographie sociale, d'une part, et celui sur la gouvernementalité foucaldienne, d'autre part, afin de saisir les enjeux de l'exercice du pouvoir *depuis*, *sur* et *par* l'espace. La théorie de l'environnementalité, issue des travaux anglophones menés dans le courant de la *political ecology,* s'avère particulièrement utile pour penser les rapports de domination autour de l'environnement. Clé de lecture relativement peu mobilisée dans les recherches francophones, l'environnementalité est essentiellement rattachée à l'examen des dynamiques liées à la mise en réserve ou à la gestion de zones naturelles en milieu rural. Il s'agit donc de poursuivre cette réflexion à la lumière du cas de la métropole indienne de Chennai pour saisir les particularités de ses manifestations dans le contexte urbain. Là se situe l'un des principaux apports de ce travail.

En guise de fil conducteur, la problématique suivante est retenue : *comment la mise en environnementalité des usages de la rivière Adyar et de ses rives participe-t-elle à la redéfinition des légitimités citadines à l'issue de l'inondation à Chennai ?*

Menée dans une approche transdisciplinaire, cette recherche emprunte les méthodes de l'enquête ethnographique en sciences sociales. Elle repose sur des observations *in situ* à partir de séjours prolongés sur le terrain (trois séjours de six mois de 2014 à 2017) qui recouvrent une temporalité allant d'un an en amont de l'inondation jusqu'à un an et demi en aval de l'évènement. À ces observations, se couple la conduite d'entretiens auprès d'acteurs aux profils variés : des représentants de l'autorité étatique, des architectes et des aménageurs, des étudiants, des résidents de *slums* déplacés après la catastrophe, des résidents de quartiers aisés riverains, des membres de clubs élitistes situés sur les rives ainsi que des membres d'un groupe à visée patrimoniale dont les pratiques sont en lien avec la rivière. En partant des perspectives des enquêtés, ce travail montre les appropriations différenciées de la rivière et de ses rives et révèle les territorialités concurrentes sur cet espace. Dans un contexte où l'Adyar est fortement dépréciée dans la culture habitante, considérée comme un égout à ciel ouvert, l'invention du fleuve par des élites devient un dispositif d'une environnementalité néolibérale induisant une nécessité de l'action en vue de sa restauration écologique. Les dynamiques donnent alors à voir un phénomène de colonisation écologique de cet espace qui s'exacerbe sous les effets de l'inondation.

Véritable brèche dans l'espace social, la catastrophe est un moment de re-spatialisation du pouvoir, où la montée du discours sur l'empiètement (*encroachment*) du cours d'eau apparaît comme un des dispositifs majeurs du réordonnancement socio-spatial urbain. De frontière morale entre les élites et les résidents de *slums*, la rivière devient l'instrument de leur mise à distance, reléguant alors les populations pauvres aux

confins de l'urbain. En examinant les représentations et modes d'actions d'élites *envers*, ou *au nom de* la rivière, ce travail éclaire l'instrumentalisation des relations à la rivière visant la mise en ordre et aux normes des rives urbaines pour produire un front de fleuve répondant à une esthétique de « classe mondiale ». Ce phénomène de politisation de l'habiter révèle l'intrication des rapports de pouvoir aux relations tissées entre les habitants et l'espace ; son examen suggère alors de penser ensemble l'articulation des théories de l'habiter et de celles du pouvoir.

Mots-clés : appropriation, empiètement, rivière, mise en ordre, urbain, rapports de pouvoir, inondation, Chennai, Inde, ethnographie, environnementalité

Résumé en anglais

In December 2015, following torrential rains and the sudden opening of the sluice gates of a water reservoir upstream the river, the Adyar river rised rapidly, flooding a large part of the city of Chennai. In the wake of the disaster, 3,464 families living in the slums on the riverbanks were displaced by state authorities on relocation sites located about thirty kilometers away in the outskirts of the city.

This (re)ordering of social, spatial and political space involves a series of apparatuses involved in the redefinition of urban legitimacies. This thesis aims to clarify the logic of this replacement, by proposing a reflection on the power relations exercised around the river, and in particular around the environmental issues which are associated with it.

In the field of urban studies, this research proposes to converge two parts of the scientific literature : on the one hand, that on territoriality in French social geography, and on the other hand, that of Foucauldian governmentality. In this way, it makes it possible to grasp the stakes of the exercise of power *from*, *upon* and *through* space. The theory of the environmentality, resulting from the English works carried out within the frame of political ecology, is particularly useful to reflect on the relations of domination around the environmental issue. As a reading key that is used relatively little in French researches, the environmentality is mostly related to the study of dynamics related to the protection of natural spaces in rural areas. The objective is then to take this reflection further in the light of the case of the Indian metropolis of Chennai, in order to grasp the peculiarities of the manifestations of the environmentality in the urban context. This appears to be one of the main contributions of this work.

The following research question is retained as a guideline : *how does the environmentality on the uses of the Adyar River and its banks contribute in the redefinition of urban legitimacies after the flood in Chennai ?*

Conducted in a transdisciplinary approach, this thesis borrows the methods of the ethnographic survey in the social sciences. It is based on *in situ* observations from extended stays in the field (three stays of six months from 2014 to 2017) which cover a timeframe ranging from one year upstream of the flood to one and a half years downstream of the event. In addition to these observations, interviews were conducted with actors of various profiles : representatives of the state authority, architects and developers, students, the slums residents displaced after the disaster, residents of wealthy neighborhoods, members of elitist clubs located on the shores as well as members of a heritage group whose practices are related to the river. Based on the perspectives of the respondents, this work shows the differentiated appropriations of the river and its banks and reveals the competing territorialities in this area. In a context where the Adyar is strongly depreciated in the inhabitant culture, commonly considered as an open sewer, the invention of the river by elites becomes an apparatus of a neoliberal environmentality strenghtening the necessity of an ecological restoration. The dynamics then reveal a phenomenon of ecological colonization of this space which is exacerbated by the effects of flooding.

As a breach in the social space, the disaster is a moment of re-spatialisation of power, where the rise of the discourse on the encroachment on the watercourse appears as one of the major apparatuses of urban socio-spatial reordering. From a moral frontier between the elite and the slums' residents, the river becomes the instrument of their distancing, relegating the poor to the confines of the urban. By examining the representations and modes of action of elites *towards*, or *in the name of* the river, this work highlights the instrumentalization of the relations with the river which are in play, contributing to reorder and standardize

the urban banks to produce a river with a « world class » aesthetic. This phenomenon of politicization of inhabiting reveals the entanglement of relations of power with the relations woven between inhabitants and space; its examination suggests then to think together the articulation of the theories of inhabiting and those of power.

Keywords : appropriation, encroachment, river, urban space, floods, power relations, Chennai, India, ethnography, environmentality

Sommaire

INTRODUCTION 13

Organisation de la thèse 33

Note de lecture 35

Chapitre liminaire - De la rencontre du terrain à la définition de l'objet 40

Définition de l'objet 41

Méthodologie 48

Regard réflexif sur mon engagement dans l'enquête 71

PREMIERE PARTIE : DU FLEUVE INVENTÉ AU FLEUVE GOUVERNÉ 95

Chapitre 1 – L'Adyar : des territorialités concurrentes 99

De la territorialité 102

De Madras à Chennai au fil de l'eau 107

L'Adyar : une marge urbaine prisée 131

Chapitre 2 – Gouverner la rivière et ses usages. La fabrique du front écologique 155

Préambule : Structure administrative du système décisionnel à Chennai 158

Le gouvernement de la rivière et de ses usages 163

L'environnement, un instrument politique 184

« *Elegant Adyar, Eloquent Chennai* » ou l'exclusion par l'embellissement 197

Chapitre 3 – L'invention du fleuve, dispositif de l'environnementalité 212

De l'invention d'un fleuve 216

Une colonisation écologique 238

DEUXIEME PARTIE : L'INONDATION, UNE BRÈCHE DANS L'ESPACE SOCIAL 263

Chapitre 4 – L'évènement comme mise à l'épreuve 266

Appréhender la catastrophe et les discontinuités 267

Récits, émotions et rationalités 271

« *Are, da !* » Un renversement des représentations du cours d'eau 286

Chapitre 5 – Une re-spatialisation du pouvoir 296

Prémisses et écueils d'une action collective 297

Une fenêtre d'opportunismes 314

TROISIEME PARTIE : UNE POLITISATION DE L'HABITER 331

Chapitre 6 – L'empiètement ou la problématisation de l'inondation 334

La politisation de l'habiter 341
Une cristallisation des luttes pour l'espace public 345
Construction de la figure de l'empiéteur 356
Chapitre 7 – La production d'une hétérotopie 369
L'éviction, dispositif du désastre après la catastrophe 370
Le relogement en périphérie : des marges à l'hétérotopie 388
CONCLUSION 409

INTRODUCTION

En décembre 2015, la ville de Chennai, en Inde du Sud, est touchée par des inondations destructrices. À la suite de la catastrophe, 3 464 familles[1] issues de quartiers informels situés sur les rives de la rivière Adyar sont déplacées, sous la contrainte, par les autorités étatiques sur des sites de relogement périphériques situés à une trentaine de kilomètres au sud de la ville. Cette (re)mise en ordre de l'espace social, spatial et politique met en jeu une série de dispositifs participant à la redéfinition des légitimités citadines. Cette thèse s'attache à éclairer les logiques de ce replacement, en proposant une réflexion sur les relations de pouvoir exercées autour de la rivière, et en particulier la question environnementale qui lui est associée.

L'instrumentalisation de la « nature » pour la réorganisation du territoire au profit des dominants est loin d'être un phénomène récent (Castonguay, Evenden, 2012). Les évènements majeurs tels que les catastrophes, naturelles, sociales, écologiques ou industrielles, constituent autant de moments de rupture et de crise collective dont les dirigeants et élites se saisissent pour renforcer le pouvoir en place (Gilbert, 1992). Dès lors, les liens étroits entre catastrophe et ordre du monde (Journet, 2010) se cristallisent dans le gouvernement de ces évènements, l'essor d'énoncés normatifs (Douglas, 1986) allant de pair avec la désignation de boucs émissaires[2], souvent parmi les populations marginalisées et touchées par le drame. Dans ce contexte, les mesures de réhabilitation des résidents sinistrés en périphérie lointaine et la récupération du foncier urbain par l'État ou les promoteurs privés concourent au réordonnancement de l'espace : ces processus illustrent une des manières dont les rapports de domination peuvent être territorialisés.

Depuis des perspectives critiques en géographie, nombre de travaux s'attachent à rendre compte des formes d'exclusions et de dominations à l'œuvre dans la production territoriale dans le moment néolibéral. Ces dernières années ont marqué un renouvellement des approches en géographie francophone, à la fois nourries par une reprise des réflexions critiques ou radicales des années 1970 en France (Mathieu, 2010), et inspirées par la géographie radicale anglophone (Clerval et al., 2015). Ce dernier demeure le corpus théorique et empirique de référence dans les recherches, toutefois enrichi et alimenté par les études postcoloniales[3] des années 1990 et sulbaternistes[4] issues du monde indien.

---

[1] A Chennai, 3 464 familles résidant dans des quartiers informels sur les rives de l'Adyar ont été évincées entre décembre 2015 et juin 2016, tandis que 2 519 familles étaient menacées d'être expulsées en juillet 2017. D'après le rapport intitulé "2015 Flood in Tamil Nadu, India: Disaster-induced displacement" rédigé par Magdalena Szynkowska et publié dans l'ouvrage « The state of environmental migration 2015 ».

[2] Le glissement de terrain du Venezuela étudié par Sandrine Revet (2010) révèle, une argumentation qui montre du doigt les habitants des quartiers autoconstruits emportés par le flot, taxés d'irresponsabilité voire d'irrespect de la nature.

[3] Les études postcoloniales (*postcolonial studies*) constituent un champ transdisciplinaire initié dans les années 1970 et qui a connu un essor important dans les années 1990 qui porte sur les logiques de dominations héritées de la colonisation. L'écart entre le radicalisme politique revendiqué et les résultats assez conventionnels leur a valu nombre de critiques (Sibeud, 2004)

[4] Les études subalternistes (*subaltern studies*) désignent un courant de recherche issu d'un mouvement d'idées émergeant en Inde dans les années 1960 dans une tentative de renouveler l'historiographie de l'Inde coloniale en approchant « l'histoire par le bas » (*history from below*). Il a contribué au développement des études postcoloniales. Ces études portent sur les subalternes, définis à travers la relation de subordination dans laquelle les élites les tiennent, relation qui se décline en termes de classe, de caste, de sexe, de race, de langue et de culture.

La géographie critique comprend le vaste champ des recherches sur le néolibéralisme, saisi alors en tant qu'objet à part entière, ou constituant la trame de fond, cette dernière approche étant la plus fréquente (Morange, Fol, 2014). À cet égard, le politiste Jamie Peck est l'un des auteurs ayant largement contribué à façonner les conceptions scientifiques du néolibéralisme. Les travaux récents montrent un glissement opéré depuis des tentatives de définition du néolibéralisme en tant qu'idéologie, vers des efforts pour saisir les processus de sa diffusion, la néolibéralisation (Castree, 2006, 2010). Termes polysémiques et complexes, aussi englobants que ceux de « nature » ou de « globalisation », pour reprendre le parallèle dressé par Noel Castree (2010), néolibéralisation et néolibéralisme sont mobilisés selon une diversité d'entendements, montrant de fortes variations dans leur usage (Ferguson, 2009). Alors que Jamie Peck faisait remarquer un manque de « travaux « fondés » sur les problèmes spécifiques et les routines, pratiques, réseaux et structures concrets à travers lesquels le projet néolibéral a été construit et maintenu » (Peck, 2006: 731), nombre de recherches, menées en particulier dans le cadre des études urbaines anglophones, ont depuis contribué à combler cette lacune empirique. Les transformations sociétales sous les effets de la néolibéralisation constituent aujourd'hui un vaste champ de recherche, à tel point qu'il serait vain de poursuivre l'élaboration d'un inventaire (voir Morange, Fol, 2014 pour un aperçu des approches). Du point de vue théorique, ces travaux relèvent de deux approches principales : l'une politico-économique, généralement néomarxiste, et l'autre foucaldienne, avec toutefois des chevauchements possibles entre les deux (Castree, 2010: 6). Le droit à la ville d'Henri Lefebvre (1968) a notablement influencé le courant néomarxiste (Harvey, 2009, 2011 ; Brenner et al., 2012) et continue de l'inspirer : dans cette perspective, l'ordre urbain actuel est l'expression de l'état des rapports de forces de domination assurant la reproduction du capitalisme dans le moment néolibéral (Morange, Spire, 2017). L'approche de Foucault, quant à elle, porte l'accent sur les techniques d'asservissement, notamment celles liées à la production d'un sujet néolibéral. La néolibéralisation reflète en ce sens la diffusion d'une rationalité englobante qui est « partout et nulle part à la fois » (Peck, 2001), mettant en jeu des micro-pouvoirs (Foucault, 2012). Or, cette rationalité se déploie, se manifeste et se met en œuvre *quelque part*, au niveau spatial. Tandis que le corpus de géographie constitué en France dans les années 1970 et 1980 se veut contestataire[1] et engage des réflexions entre rapports de domination et espace, la critique sociale se distancie progressivement d'un regard sur l'espace[2]. Le renouvellement des approches en géographique critique cette dernière décennie, en lien avec la montée du néolibéralisme, atteste d'une volonté de restituer le fondement matériel des rapports sociaux de pouvoir au cœur du débat (Clerval et al., 2015). Ainsi, la revue *Justice spatiale/Spatial justice*[3] voit le jour en 2009 et propose d'explorer, depuis différentes postures disciplinaires, la manière dont le concept de justice donne sens à l'analyse des lieux et faits sociaux territorialisés. Les travaux menés ensuite à l'université de Marne-la-Vallée, publiés dans

[1] La géographie française a accueilli un courant marxiste, et a été marquée par la lutte anticoloniale dans les années 1970-1980, constituant un large corpus de géographie des inégalités (Clerval et al., 2015). L'ouvrage d'Alain Reynaud intitulé *Société, espace et Justice* (1981) et les travaux d'Henri Lefebvre sont des exemples de réflexions critiques sur la production de l'espace.

[2] Les références les plus citées comme Luc Boltanski, Pierre Bourdieu ou Michel Foucault accordent une place réduite à l'espace dans leurs réflexions.

[3] Cette revue s'inscrit dans la lignée des réflexions engagées lors du colloque « Justice et injustices spatiales » qui s'est tenu à l'université de Nanterre en mars 2008.

l'ouvrage intitulé *Espace et rapports de domination* (Clerval et al., 2015) réaffirme l'utilité de penser l'espace dans la critique sociale.

Considérant que les rapports de dominations se manifestent tangiblement dans l'espace, autant que ce dernier contribue à produire des faits sociaux, la néolibéralisation peut se saisir au prisme des transformations territoriales. La mise en compétitivité des territoires, ciblés de la croissance métropolitaine, la spéculation foncière et immobilière, la gentrification (Smith, 1996), ou encore la surveillance et le « nettoyage » des espaces publics sont autant de procédés de « mise en ordre et mise aux normes » (Morange, Spire, 2017) du territoire, caractéristiques du projet néolibéral. Ceux-ci entraînent des inégalités, une perte du droit à la centralité et une redéfinition de légitimités citadines. L'espace urbain devient à ce titre une focale privilégiée pour observer la néolibéralisation à l'œuvre. Neil Brenner et Nik Theodore (2002) proposent de penser « l'urbanisation du néolibéralisme »[1], participant à la construction d'un cadre théorique unifié tout en invitant les géographes et urbanistes à s'emparer de ce débat (Morange, Fol, 2014). Dans ce sillon, émergent les travaux de *urban political ecology* (Swyngedouw, Heynen, 2010). Noel Castree (2010) note toutefois que la gouvernance environnementale néolibérale reste peu thématisée dans la littérature empirique et théorique. La néolibéralisation des politiques urbaines s'observent à différentes échelles et se déclinent selon des degrés et des formes variés en fonction des contextes locaux. Aussi, si on peut faire état de dynamiques semblables dans nombre de métropoles au niveau mondial, les terrains Nord et Sud sont associés à des approches différentes selon les spécificités des espaces considérés. Dans les Nords, ce sont plutôt les partenariats avec le secteur privé, ce que certains appellent des « public–private networks », qui sont au centre de l'attention, tandis que dans les Suds, les réflexions sur la néolibéralisation ont permis de dépasser les approches développementalistes sur l'accès aux infrastructures et services notamment, qui dominaient les recherches postcoloniales (Morange, Fol, 2014).

En Inde, les politiques de libéralisation des années 1990 marquent le début de la mise en concurrence des marchés et de l'ouverture aux investissements privés. Depuis, la montée des interventions du secteur privé et d'organismes financiers dans les projets caractérise les politiques urbaines. Les métropoles du pays sont alors placées au rang de moteurs de la croissance nationale et de passerelles vers le capital global. Bien que le « tournant urbain »[2] dans les recherches indiennes, évoqué par Gyan Prakash (2002), ait été largement débattu, il ne subsiste plus de doute quant au fait que l'urbain soit devenu un terrain d'étude privilégié, marquant le passage des approches développementalistes de l'Inde postcoloniale, aux réflexions sur la néolibéralisation des politiques urbaines.

Les transformations de l'espace urbain en Inde et la reproduction ou renforcement des inégalités sociales ont été abordées de multiples manières dans les recherches : au prisme des reconfigurations économiques et territoriales liées au changement de paradigme des méga-projets de développement (Kennedy, 2015a), de l'émergence de zones économiques spéciales (zones franches) (Kennedy et al., 2014 ; Kennedy, 2015b) dans

[1] « *Urbanization of Neoliberalism* », du nom de la revue *Antipode*

[2] Par cette expression, Gyan Prakash (2002) souligne l'intérêt renouvelé des chercheurs pour la ville indienne comme lieu de production de la société et y voit une opportunité pour réviser l'histoire de la modernité indienne, de mettre en lumière des espaces de pouvoir et de différence supprimés par le discours historiciste de la nation.

le cadre de politiques incitatives à l'investissement, entraînant le redéploiement des activités économiques le long de *corridors* en périphérie, sous l'angle des mesures de participation de la gouvernance néolibérale (Coelho et al., 2013), ou encore de la reproduction des inégalités à travers les procédures judiciaires (Bhan, 2016). Certains auteurs proposent une lecture des dynamiques urbaines indiennes à la lumière du droit à la ville, dans son acception onusienne (Zérah et al., 2011). Plusieurs chercheurs ont analysé les transformations urbaines qui en ont résulté comme un nouveau pacte impliquant un État financiarisé (Ranganathan, 2013), un « municipalisme social » (Nair, 2005), ou encore une gouvernance par l'esthétique (Ghertner, 2011b) aboutissant au durcissement des politiques anti-pauvres. Les opérations de déguerpissement des *slums* pour la mise en œuvre de projets s'affichent alors comme dénominateur commun des transformations des métropoles : à Delhi (Dupont, 2008, 2010 ; Dupont, Ramanathan, 2007), Mumbai (Patel et al., 2002 ; Doshi, 2013), Ahmedabad (Chatterjee, 2014) Kolkata (Roy, 2002), et dans la ville de Chennai (Coelho, Raman, 2010, 2013), témoignant des multiples formes des rapports de domination et des exclusions des populations pauvres. Certains voient en ces exclusions la manifestation de phénomènes d'accumulation par dépossession, issus de la théorie marxiste (Chatterjee, 2014). Les projets urbains contemporains s'apparentent à des politiques d'embellissement et de « nettoyage » des centres urbains. Dans un contexte de plébéisation récente des espaces publics urbains en Inde (Kaviraj, 1997), la concurrence de leur usage est source de tensions sociales, laissant place à un débat quant à la nécessité de leur régulation. Ces discours prennent place dans une conception de l'intérêt public (Bhan, 2016). Les luttes sociales se cristallisent autour de l'appropriation de l'espace public urbain (Baviskar, 2003). La question du « nettoyage » des espaces publics urbains apparaît fortement associée à des considérations environnementales, reposant sur une conception hygiéniste : la pollution et la présence des *slums* s'amalgament ainsi dans des discours dominants stigmatisants, contribuant à doter les pauvres d'une « illégitimité écologique » (Rademacher, 2011). Les politiques d'embellissement opposent alors le *green* (écologique) au *brown* (social) agenda en privilégiant le premier sur le second (Dupont, Ramanthan, 2007), bien que l'on note la convergence des discours sur l'écologie et sur la « ville sans bidonvilles » (Coelho, Raman, 2013 ; Ghertner, 2011a).

En concentrant de forts enjeux écologiques et paysagers, les fronts d'eau urbains (rives, front de mer, etc.) deviennent des lieux privilégiés de l'expression de ce mode de gouvernement par l'esthétique (Ghertner, 2011b) visant à la production d'une ville de « classe mondiale », qui s'inscrit dans la logique de l'attractivité des politiques néolibérales. La conquête de la « nature en ville », exemplifiée par les processus d'appropriation des fronts de fleuve urbain, est un enjeu d'exercice du pouvoir. L'aménagement, la gestion et la définition de la nature est alors le produit des imaginaires et pratiques dominantes, tandis que les actions *envers* ou *au nom de* la nature servent de prétexte à la (re)production de mécanismes de domination (Harvey, 1996 ; Swyngedouw, 2004). Plusieurs auteurs s'attachent à éclairer ces procédés dans les métropoles indiennes, montrant comment les espaces riverains constituent « une nouvelle frontière pour le développement urbain » (Follmann, 2015). Les transformations des rives de la Yamuna à Delhi ont fait l'objet d'une attention particulière dans les travaux (Follmann, 2015 ; Baviskar, 2011a ; Gerthner, 2011a) : espace « entre-deux » (Sharan, 2016) déprécié par la majorité des habitants, il est devenu le lieu privilégié de l'implantation de projets d'infrastructure urbaine (Baviskar, 2011a). L'ouvrage coordonné par Harit Joshi et Anne Viguier (2014), intitulé *Villes et fleuves en Asie du Sud* défriche les questionnements liés à la place du fleuve dans le contexte indien, révélant la complexité des enjeux liés à la transformation de ces espaces, avec

la superposition de significations sacrées de la rivière et les défis environnementaux. Ces regards croisés mettent en évidence les enjeux différenciés qui se dessinent selon qu'il s'agisse d'espaces ruraux, urbains, ou de la sacralité du fleuve. Parmi les projets d'aménagement des fronts d'eau urbain indien, le projet pionnier du *Sabarmati Riverfront* à Ahmedabad est le plus célèbre mais aussi le plus controversé, illustrant l'aspiration à la fabrique d'une ville de « classe mondiale » labélisée « durable » (Pessina, 2012).

Ces projets et transformations prennent place dans le contexte marqué par l'émergence de « nouvelles classes moyennes » (Fernandes, 2004) dont les aspirations à une ville moderne et durable convergent avec les intérêts de l'État. L'analyse critique des rôles et de l'impact des classes moyennes et supérieures dans la planification urbaine s'est progressivement imposée, comme le dénote l'usage croissant de la notion « d'environnementalisme bourgeois » dans les recherches urbaines (Arabindoo, 2010, 2011 ; Follmann, 2016 ; Baviskar, 2011a). Introduit par la sociologue Amita Baviskar (2011b), l'environnementalisme bourgeois désigne une conception, ou plutôt un « schème de perception » (Bourdieu, 1994), dominante au sein des classes moyennes indiennes selon lequel la « nature » urbaine serait perçue comme une plus-value et un décor, essentiellement réservé à une élite. Couplée aux considérations hygiénistes et esthétiques, cette approche résonne avec des valeurs morales qui ancrent le discours environnemental dominant sur la propreté et la pollution. L'expression « environnementalisme bourgeois » reflète également une double intrication caractéristique de la pensée environnementale des classes moyennes, renvoyant à l'écart entre le précepte et la pratique : les individus s'investissent dans des actions citoyennes environnementales alors que leurs modes de consommation intensifs portent préjudices à l'environnement (Baviskar, 2011b). Le renforcement de l'intérêt pour cette notion atteste certainement des changements de modes de pratiquer et de concevoir la ville en Inde, avec des aspirations d'une classe sociale plus prégnantes dans les pratiques urbanistiques. Toutefois, celle-ci demeure une notion émergente qui gagnerait à être étayée empiriquement : Emma Mawdsley (2004) rappelle que les classes moyennes urbaines indiennes sont un construit complexe et hétérogène dont on peut difficilement tirer des conclusions générales sans opérer de réductions simplistes. De surcroît, les travaux de Leela Fernandes (2011) sur la fracture de l'hégémonie de la classe moyenne révèlent un concept de « classe moyenne » finalement inopérant dans l'analyse[1]. En dépit de ces limites, l'environnementalisme bourgeois permet toutefois de renouveler les travaux sur les luttes de l'appropriation de l'espace de « nature », pour déplacer le regard sur le contexte urbain. Dans le champ des *postcolonial studies* et *subaltern studies*, les luttes autour de l'environnement ont été essentiellement abordées en Inde au prisme de l'environnementalisme des pauvres (Guha, Martinez-Alliez, 1997), avec une focale sur le milieu rural (Mawdsley, 2004). Partant, la notion d'environnementalisme bourgeois propose une piste à explorer, dans la poursuite de la célèbre interrogation formulée par Partha Chatterjee : *Les villes indiennes sont-elles finalement en train de devenir bourgeoises ?* (Chatterjee, 2004), en faisant des politiques de l'environnement un angle d'approche privilégié. L'environnementalisme bourgeois constitue en ce sens moins un concept analytique qu'une perspective de recherche. Malgré l'importance des travaux réalisés sur l'espace urbain en Inde, les rôles, les motivations et imaginaires des classes supérieures dans les dynamiques actuelles restent un pan méconnu des études urbaines indiennes. Au-delà du constat de l'intrication des intérêts entre l'État et les

[1] Pour une discussion sur les difficultés conceptuelles à saisir les fractions des classes moyennes indiennes, voir Deshpande (2003).

classes supérieures, Asher Ghertner (2011c) souligne que peu d'enquêtes renseignent l'articulation entre ces deux acteurs. L'exploration des processus urbains contemporains nécessite en effet de se pencher sur la manière dont la gentrification des politiques urbaines s'opère concrètement, examinant la nature des relations entre les élites et le gouvernement, notamment en lien avec la question environnementale. L'ensemble de ces travaux donne la mesure de l'enjeu à décrypter le fonctionnement des classes supérieures en Inde et leur rôle dans les transformations des politiques urbaines. En particulier, les procédés de mise en ordre socio-spatial par le biais d'un argument écologique renforçant un certain ordre moral, parfois qualifié de « bourgeois », gagneraient à être explorés empiriquement de manière plus fine.

Le terrain

Les réflexions de cette thèse reposent sur l'examen des transformations urbaines et des appropriations habitantes des rives et de la rivière Adyar dans la métropole de Chennai. Une combinaison de facteurs fait de la ville de Chennai un terrain pertinent pour l'observation de ces dynamiques. Capitale de l'État du Tamil-Nadu, avec 4,6 millions d'habitants[1] en 2011 et une population estimée à 10,3 millions d'habitants en 2018, Chennai (anciennement Madras) figure parmi les principales métropoles indiennes, la quatrième après Delhi, Mumbai (Bombay) et Kolkata (Calcutta). Depuis une vingtaine d'années, la ville connaît un essor du secteur de l'information et de la communication, de l'automobile, des services de soins et des finances. En observant les transformations de son espace urbain, ce travail permet d'alimenter les réflexions sur les modes de « faire la ville » en Inde, et, de manière plus indirecte, d'éclairer la manière dont opère la néolibéralisation à plusieurs échelles : dans le quotidien des habitants et au niveau de la planification urbaine. Au-delà d'une approche binaire, il s'agit plutôt de réfléchir à l'articulation de ces deux sphères, en particulier aux modes d'accès différenciés à l'État en fonction des groupes sociaux.

Métropole indienne avec de forts enjeux en matière d'environnement, Chennai est soumise à des aléas climatiques : alternance entre sécheresse et inondations liée à la mousson, cyclones (Kennedy et al., 2014). Les vulnérabilités liées à l'eau et au climat sont accrues en périphérie sud de la ville, en particulier le long de l' « *IT corridor* », nom du couloir dédié à l'industrie de la technologie de l'information, développé sur des zones humides sensibles à partir des années 2000. Avec de faibles ressources en eau[2], l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées sur son territoire demeurent au cœur des problématiques actuelles. La ville est traversée d'ouest en est par deux petites rivières, la Cooum au nord et l'Adyar au sud, ainsi que le canal Buckingham, qui traverse perpendiculairement ces dernières. Ces trois cours d'eau sont fortement pollués, servant d'exutoire des eaux usées de la ville. Ces rivières urbaines concentrent des enjeux environnementaux de gestion des déchets et de pollution des eaux, mais aussi sociaux puisque leurs rives accueillent les populations résidant dans des *slums*.

[1] Le recensement officiel est réalisé tous les 10 ans, le prochain étant donc prévu en 2021. D'après les estimations, en 2018 la ville comptait 10,316 millions d'habitants. D'après le site : http://indiapopulation2018.in/population-of-chennai-2018.html

[2] Parmi les métropoles indiennes, Chennai présente la plus faible quantité d'eau disponible par habitant et par jour : 108 Litres par jour/habitant, comparé à 270 L/j/hab à Delhi, 260 L/j/hab à Mumbai, 250 L/j/hab à Kolkata et 140 L/j/hab à Bengaluru. D'après Asian Development Bank (2007)

Le programme de recherche *Chance 2 Sustain* (Kennedy et al., 2014), mené de 2011 à 2014, figure parmi les travaux les plus complets à ce jour sur la région de Chennai ; il s'est focalisé essentiellement sur l'espace de l'*IT corridor* au sud de la ville. Ce projet porte sur les modes de gouvernance et de participation en lien avec un développement urbain durable dans 10 métropoles des Suds. Toutes proportions gardées, le projet de recherche ARCUS dans lequel s'inscrit cette thèse, initié en 2014 pour une durée de trois ans, permet une continuité des réflexions engagées dans le cadre de ces travaux antérieurs sur les modes de gouvernance urbaine.

Sujets à de fortes mutations depuis les années 2000, les espaces péri-urbains du sud de la métropole, dans le sud de la ville avec le développement de l'*IT Corridor* sont particulièrement ciblés dans les recherches examinant les processus de spécialisation des territoires (Marius-Gnanou, 2008). D'autres auteurs ont abordé ces transformations sous l'angle des transactions dans le montage opérationnel de grands projets immobiliers et industriels sur ces espaces péri-urbains (Roxanne de Flore, 2015), en éclairant, à travers une enquête ethnographique, les micro-logiques qui sous-tendent les procédés d'acquisitions foncières. La ville de Chennai reste pourtant en marge des études urbaines indiennes, avec relativement peu de recherches menées sur cette ville (en comparaison avec les projets menés sur Delhi, Mumbai ou Kolkata), hormis les travaux de référence de Pushpa Arabindoo, Karen Coelho, Loraine Kennedy et Kamala Marius-Gnanou. Ces auteures se sont attachées à examiner les transformations urbaines sous différentes perspectives, pour montrer la convergence des intérêts de l'État avec ceux d'une société civile « bourgeoise » de plus en plus hégémonique (Arabindoo, 2011a), l'émergence de nouvelles formes de participation redéfinissant les liens entre ces deux sphères, notamment à travers les politiques de l'environnement (Arabindoo, 2011d) ou encore les mécanismes de la participation néolibérale (Coelho et al., 2013). Les effets de la néolibéralisation ont été saisis au prisme des problématiques environnementales et des réponses suscitées, comme dans le cas du projet de récupération des eaux de pluies (Arabindoo, 2011b) ou de la montée du discours sur la résilience après l'inondation (Arabindoo, 2017). Les politiques liées aux *slums* et les exclusions sociales, notamment sur les rives urbaines (Coelho, Raman, 2010) ont fait l'objet d'une attention particulière, mettant en évidence la convergence des discours écologiques et sur la pauvreté aboutissant au déguerpissement[1] des *slums* (Coelho, Raman, 2013) et le replacement de leurs habitants sur des sites en périphérie de la ville (Arabindoo, 2011c). D'autres travaux rejoignent ces réflexions, analysant l'évolution des approches politiques sur les *slums* et les évictions (Raman, 2011 ; Saharan, Baud, Pfeffer, 2018). Le présent travail s'inscrit alors dans la lignée des réflexions engagées visant la compréhension des micro-logiques de la fabrique territoriale sous les effets des politiques néolibérales.

Dans l'observation des transformations de l'espace urbain à Chennai, la focale se porte ici plus spécifiquement sur la rivière urbaine Adyar, et ce, pour plusieurs raisons. En premier lieu, la rivière constitue

[1] Le terme « déguerpissement » est retenu dans ce travail pour désigner le déplacement forcé des résidents installés sur des terains considérés comme relevant du domaine public. Vocable africaniste, ce terme apparaît à l'époque coloniale en Afrique de l'Ouest pour nommer la procédure consistant à démolir autoritairement des portions de ville (*ibid.*). Il signifie « fuir » mais aussi « chasser », traduisant dans les deux cas la précipitation et la violence du phénomène (Blot, Spire, 2014). À la différence de l'expulsion et de l'éviction, le terme de déguerpissement intègre l'idée de conflits autour de la reconnaissance du droit pour les « déguerpis » à occuper des espaces convoités mais aussi du droit à être considérés comme citadins (*ibid.*).

la thématique centrale du programme de recherche ARCUS[1] dans lequel s'inscrit cette thèse. Explorer les dynamiques associées au cours d'eau urbain dans une perspective ethnographique ou sociologique permet ensuite de renseigner et de rendre compte de territorialités spécifiques, globalement peu étudiées. Au regard d'un ensemble de travaux scientifiques menés en France sur le fleuve, on constate qu'il a longtemps été l'apanage des sciences dites « dures » (Sirost, 2011), avant de constituer un objet d'étude privilégié en géographie. Peu de travaux adoptent un regard anthropologique ou sociologique sur les rivières, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de rivières urbaines. Au-delà de ce constat, il faut ajouter que les caractéristiques des cours d'eau de la ville de Chennai ont contribué à les exclure des recherches en sciences sociales : petites rivières urbaines, soumises aux aléas de la mousson qui altère notoirement leur débit, elles restent des objets mouvants complexes à appréhender. D'autre part, la Cooum et l'Adyar ne sont pas (ou plus) associées à des valeurs spirituelles ou religieuses dans la culture habitante, elles sont fortement dépréciées, contribuant à invisibiliser leurs rôles dans les dynamiques urbaines. Enfin, leur principale fonction d'égout ou d'exutoire des eaux usées (ou de mousson) explique aussi en partie la prédominance d'approches environnementales sur ces cours d'eau. Parmi les travaux en sciences sociales portant sur les rivières indiennes, l'ouvrage d'Harit Joshi et Anne Viguier (2014), *Villes et fleuves en Asie du Sud* ouvre la voie sur la complexité des significations du fleuve dans la culture indienne et interroge sur les possibilités d'approches paysagères, écologiques ou patrimoniales du fleuve. La pluralité et la superposition de visions issues de traditions différentes sur le fleuve rend toute conclusion hasardeuse. Les travaux réalisés jusqu'alors révèlent une forme de polarisation des représentations du fleuve indien, avec d'un côté le fleuve sacré (Doron, 2013 ; Feldhaus, 1995), et d'un autre le fleuve pollué, considéré essentiellement sur le plan environnemental (Iyer, 2015 ; Sankaran Unni, 2003). Au-delà des travaux récents analysant les dynamiques socio-spatiales sur les espaces riverains dans les métropoles indiennes (Follmann, 2014, 2015 ; Baviskar, 2011a, Pessina, 2012), il semble que finalement peu de recherches abordent les relations quotidiennes des habitants aux rivières ordinaires en Inde urbaine. Ce travail propose ainsi d'éclairer ce pan de la recherche. Mais c'est avant tout dans sa capacité à mettre en exergue les rapports de pouvoir qui sous-tendent la production de l'urbain que la rivière constitue un terrain d'étude pertinent. Les rives à Chennai sont en effet le lieu de territorialités concurrentes entre groupes distants dans l'espace social. Marquée par la coprésence d'élites et de populations résidant dans des *slums* sur les rives, la rivière Adyar présente une dualité sociale particulièrement exacerbée. En traversant les quartiers aisés du sud de la ville, l'Adyar cristallise les aspirations des élites et permet donc d'observer les phénomènes d'appropriation « écologisante » qui mettent en jeu la question des légitimités citadines. Cette thèse s'inscrit ainsi dans un double objectif : d'une part, celui de renseigner les relations habitants au cours d'eau ordinaire, et d'autre part, et de mettre en relief les logiques de pouvoir qui émane de la production de ces relations.

Communément désignés par l'appellation Cooum, revêtant un sens péjoratif de ruisseau de drainage, les rivières à Chennai suscitent de l'indifférence mêlée à une certaine forme d'aversion parmi les habitants. Pourtant, une minorité d'élites fréquentant les clubs riverains issus de l'héritage colonial, les hotêls de luxe construits récemment sur l'estuaire, ou encore résidant dans les quartiers huppés au sud de la rivière considère l'Adyar comme un fleuve à nettoyer, à restaurer et à embellir. En décembre 2015, de fortes pluies

[1] Le programme de recherche ARCUS, d'une durée de trois ans, est initié en 2014 et porte sur l'étude des relations entre fleuve et formes urbaines à Chennai. Une présentation plus détaillée du projet se trouve dans le chapitre liminaire.

conjuguées à l'ouverture brutale des vannes du réservoir Chembarambakkam par les autorités étatiques provoquent une inondation dévastatrice qui paralyse la ville pendant près d'une semaine, causant plus de 500 morts. Cet évènement soudain et violent ébranle autant l'ordre social que les représentations établies sur le cours d'eau. L'Adyar est alors considérée de manière partagée comme un fleuve. Espace privilégié de l'expression d'un environnementalisme élitiste, l'Adyar se retrouve projeté sur la scène médiatique du débat environnemental. La catastrophe fait (re)émerger le fleuve des possibles, ravivant d'un même élan le débat sur le devenir de ces deux rivières urbaines. Plusieurs groupes dominants, comprenant des environnementalistes membres du Boat Club, de la Société Théosophique (institution renommée située sur les rives) ainsi que des organisations transnationales telles que le centre culturel allemand, le Goethe-Institut, s'emparent de la question environnementale et s'engagent au nom du fleuve, renforçant ainsi leur position sociale. L'inondation, en tant que rupture d'intelligibilité (Bensa, Fassin, 2002), est un moment heuristiquement fécond dont je me suis saisie pour lire les logiques et les cadres qui se défont tandis que d'autres se font. L'inondation est appréhendée comme une brèche dans l'espace social, un moment particulier qui permet d'analyser la réordonnancement du social et la re-spatialisation[1] du pouvoir. Tandis que la rivière est érigée comme frontière sociale et morale par les élites, cette frontière semble se dissoudre, temporairement et partiellement, sous l'effet de l'inondation. À l'issue de la catastrophe, la mise en ordre socio-spatiale à travers l'exclusion des pauvres en périphérie montre que la rivière devient l'instrument de la mise à distance entre les élites et les habitants de *slums*.

La thèse s'attache alors à examiner les liens entre les représentations de l'environnement et les rapports de pouvoir. L'environnementalité est alors mobilisé dans un double sens, renvoyant autant aux procédés de façonnement de représentations de la rivière, c'est-à-dire à la « production de sujets environnementaux » (*sensus* Agrawal, 2005a) par le biais de la sensibilisation, qu'à l'instrumentalisation des représentations de la rivière par les dominants dans le contexte de l'inondation.

L'observation de ces dynamiques multi-situées mobilisant une pluralité d'acteurs ammène à aborder des points de vue et des questions qui nourrissent la réflexion sans toutefois constituer le coeur de la recherche. Faut-il d'abord préciser que ce travail, bien qu'il ait trait aux politiques de l'environnement, ne cherche pas à évaluer la pertinence des actions environnementales mises en œuvre par les acteurs sur le terrain, mais vise avant tout à mettre en avant les enjeux de pouvoir autour de cette question. Par ailleurs, si la question du replacement des populations pauvres est centrale dans ce travail, ce travail ne prétend pas mener une ethnographie des subalternes (des dominés) qui aurait pour objet l'examen des procédés d'assujetissements, de résistances ou de révoltes des populations déplacées, à la manière des recherches menées dans le courant des études subalternistes. Ce sont plutôt les logiques qui sous-tendent et induisent ce déplacement qui sont à l'examen, depuis les points de vue des élites et des politiques, recoupés partiellement par la sphère politico-médiatique. Enfin, la question de l'altérité occupe une place significative dans ce travail et teinte l'ensemble des propos des enquêtés. Cette dimension est essentielle pour comprendre les processus de construction de frontières morales et de mise à distance entre les élites et les pauvres. Toutefois, la question du rapport à

[1] Le terme de re-spatialisation désigne ici le redéploiement du pouvoir au double sens d'une modification ou d'un renforcement de positions sociales des acteurs, ainsi qu'à la manière dont ce pouvoir s'exerce dans l'espace.

l'autre constitue davantage une trame de fond, et un éclairage supplémentaire, aux procédés qui sont ici à l'étude : les relations de pouvoir exercées autour de la rivière (et de l'environnement) participant à la mise en ordre socio-spatiale de l'urbain à l'issue de la catastrophe.

Question de recherche

Cette thèse porte sur les procédés de redéfinition des légitimités citadines participant à la mise en ordre socio-spatiale autour de la rivière et de la question environnementale qui lui est associée, en particulier dans le contexte de l'inondation. Elle vise à répondre à la question de recherche suivante :

Comment la mise en environnementalité des usages de la rivière Adyar et de ses rives participe-t-elle à la redéfinition des légitimités citadines à l'issue de l'inondation à Chennai ?

L'environnementalité renvoie ici tant au façonnement de représentations normées de la rivière par des classes dominantes parmi les habitants, qu'à l'instrumentalisation des représentations de la rivière émergeant lors de la catastrophe.

L'objectif de la thèse est d'éclairer les procédés de mise en ordre socio-spatiale de la ville selon un ordre moral reposant sur une vision spécifique de l'environnement portée par des élites.

Il comprend les sous-objectifs suivants :

1. Montrer l'intrication entre le gouvernement de la rivière et les territorialités concurrentes autour de la rivière (première partie)
2. Analyser l'évolution des rapports de pouvoir et des relations entre les habitants et la rivière sous l'effet de l'inondation (deuxième partie)
3. Explorer les mécanismes de la mise en ordre socio-spatiale (troisième partie)

Méthodes

Menée dans une approche transdisciplinaire, cette recherche emprunte les méthodes de l'enquête ethnographique en sciences sociales[1]. L'observation *in situ* lors de séjours prolongés à Chennai (trois périodes de six mois entre 2014 et 2017) constitue la première source de matériaux, à laquelle se couple une série de 28 entretiens semi-directifs, dont 7 réactivations d'entretiens mobilisant la méthode de la photo-élicitation. En alliant entretiens et interactions informelles, l'enquête repose sur un total de 34 personnes interrogées et/ou cotoyées sur le terrain[2]. Afin de multiplier les entrées sur le terrain et de croiser les perspectives sur la rivière (l'environnement et les évictions des habitants de *slums*, qui sont associés à cette thématique), les entretiens ont été conduits auprès d'un éventail de personnes de classes sociales, genres et statuts variés :

[1] Les méthodes et le terrain de ce travail sont présentés brièvement ici, mais font l'objet d'un développement plus approfondi dans le chapitre liminaire.

[2] Les profils de ces 34 personnes interrogées dans le cadre d'entretiens et/ou cotoyées quotidiennement sur le terrain sont présentés en annexe 1.

des résidents de *slums* déplacés après l'inondation, des résidents de classes supérieures issus des quartiers aisés riverains, des résidents de classe moyenne, des représentants des autorités publiques[1] (un agent de l'organisme étatique responsable de la restauration de la rivière, une agent du département étatique responsable du traitement des *slums,* ainsi que le responsable du département environnement de la Métropole[2]), des architectes et aménageurs et également des étudiants en architecture. Les entretiens ont été conduits en anglais, à l'exception des interactions en tamoul avec les résidents de *slums,* pour lesquelles un traducteur (étudiant en architecture) a été sollicité. L'analyse de documents écrits, tels que des rapports de projets, documents de planification et travaux académiques, ainsi qu'une revue de la presse anglophone de 2014 à 2017 a permis de mettre en perspective les énoncés et le vécu habitant avec des discours médiatiques dominants, institutionnels ou experts (pour les rapports de projets). Au-delà de cette diversité de matériaux contribuant à restituer la trame de fond de l'enquête, cette dernière se centre plus spécifiquement sur deux groupes de résidents, issus d'une classe d'élite (qui n'est pas entendue comme homogène), et organisés en groupes d'intérêt. Le premier, le *Cooum : a cultural mapping* (CCM) développe des activités à visée patrimoniale autour de la rivière, tandis que le second, le *Clean Adyar Initiative* (CAI), rassemble des membres du Boat Club (club d'aviron de l'héritage colonial), engagés dans l'action environnementale envers la rivière Adyar.

Tandis que la rivière Adyar constitue la « fenêtre » spatiale à travers laquelle sont observées les dynamiques de mise en ordre de l'urbain, le terrain social est quant à lui, relativement épars, avec toutefois une accentuation sur les fonctionnements et intérêts des groupes de classes supérieures. La recherche s'inscrit dans la temporalité de l'inondation, sur une période de trois ans allant de 2014, un an avant l'évènement, jusqu'en 2017, soit un an et demi après la catastrophe.

Positionnements théoriques

Relevant du champ des études urbaines[3], cette thèse mobilise plusieurs concepts et théories issus de différents pans disciplinaires en sciences sociales, en particulier en géographie, en sociologie et en sciences politiques. Selon la démarche inductive suivie dans l'enquête, le regard adopté sur l'objet se veut transversal et, par conséquent, transdisciplinaire. L'appréhension de l'objet fait donc appel à diverses disciplines portant sur l'urbain, l'urbain étant « entendu non pas comme une forme morphologique ou une échelle d'action, mais comme un phénomène politique (construit par une action publique et une fabrique urbaine charriant des enjeux de pouvoir, entretenue par des dispositifs de gouvernement, de gestion et de régulation) et des

[1] Les autorités étatiques, tout comme le terme « État » employé dans cette thèse renvoient à l'État du Tamil Nadu. Pour désigner le gouvernement de l'Union (Union governement), une précision est opérée à travers la mention de l'« État central » (*central government*).

[2] Le terme Métropole renvoie à l'entité administrative située à l'échelon métropolitain de la planification stratégique, la *Chennai Metropolitan Authority* (CMDA). Cet organisme et ses fonctions sont présentée dans le préambule du chapitre 2.

[3] Le terme d'« urbanisme » renvoie principalement à un champ de pratiques professionnelles et de compétences, tandis que la notion d'« études urbaines » renvoie plutôt à un champ de connaissances interdisciplinaires appliquées à l'objet qu'est la ville. (Scherrer, 2010)

conditions de vie politisée (avec des formes et rythmes de vie particuliers, des organisations et mobilisations collectives) »[1].

L'examen des liens entre les rapports des individus au milieu – à travers la question environnementale - et la dimension du pouvoir constitue le fil conducteur de ce travail. En ce sens, cette recherche rejoint le courant de la *political ecology*, ou géographie politique de l'environnement[2], visant essentiellement l'analyse du pouvoir et des luttes pour le pouvoir en matière de gestion environnementale. Cette approche s'attache en particulier à analyser les discours produits sur l'environnement au regard des intérêts des acteurs du secteur de l'environnement et du développement, ainsi que les formes de dominations qui s'y rattachent (Benjaminsen, Svarstad, 2009). L'apport de la pensée foucaldienne dans ce vaste champ de recherche permet de penser les mécanismes d'assujettissement à travers les « vérités » établies sur l'environnement, qui s'avèrent déterminantes pour l'action politique (*ibid.*). Le positionnement de ce travail s'inspire par ailleurs d'une géographie critique, elle-même influencée par les *postcolonial studies* et *subaltern studies*. Les penseurs critiques les plus cités dans la recherche francophone (Bourdieu, Boltanski, Foucault) accordent une place réduite à l'espace. Partant, les travaux menés en géographie critique visent la compréhension des rapports de dominations exercés, subis, critiqués, et coordonnés *sur* et *avec* l'espace. À la croisée de ces influences, le présent travail revendique une approche territorialisée du pouvoir qui s'exerce autour des questions environnementales en milieu urbain.

Pour cela, plusieurs notions et concepts sont mobilisés : l'environnementalité, la gouvernementalité, le dispositif et l'hétérotopie, issus de la pensée de Michel Foucault, ainsi que la territorialité et l'habiter, inspirés des réflexions en géographie sociale, en constituent les principaux. Les notions de légitimité et d'ordre moral en sociologie éclairent également les logiques à l'œuvre sur le terrain.

D'abord, l'approche du pouvoir de la pensée foucaldienne a contribué à forger le regard critique sur les procédés observés. Le concept de gouvernementalité, néologisme élaboré en 1978 à partir des termes *gouvernement* et *rationalité*, permet de renouveler les questionnements sur le pouvoir, pour y voir une « rationalité propre au gouvernement de la population » (Foucault, 2012). Dans son cours au collège de France intitulé *Sécurité, territoire et population*, Michel Foucault en propose une première définition : « par "gouvernementalité", j'entends l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, quoique très complexe, de pouvoir, qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument technique essentiel les dispositifs de sécurité » (Foucault, 2004 :111). Évoquée furtivement dans son oeuvre, telle une « piste en pointillée à explorer » (Laborier, 2014 :171), la

[1] D'après le billet en ligne « Que signifient les études urbaines ? Points de vue de chercheurs et d'enseignants-chercheurs », Carnet des études urbaines, hypotheses, écrit par Girault, 30/10/2017, URL: https://urbs.hypotheses.org/316

[2] L'appellation « géographie politique de l'environnement » proposée par Sylvain Guyot (2017) est retenue ici comme traduction de la *political ecology*. L'« écologie politique », traduction littérale de l'expression, renvoie dans un sens français classique à un type spécifique de politique de l'environnement.

gouvernementalité foucaldienne reste sujette aux interprétations, donnant lieu à quelques contresens[1]. Un des apports essentiels de la notion réside néanmoins dans la compréhension de la dimension relationnelle du pouvoir : en déplaçant le regard d'un État souverain aux *pratiques* de gouvernement des populations, les individus ne sont plus uniquement un point d'application du pouvoir mais bien son véhicule. L'approche ethnographique adoptée dans ce travail permet en ce sens de mettre en lumière les micro-logiques du pouvoir. Dès lors, emprunter les concepts de territorialité et d'habiter à la géographie sociale vise à appréhender les relations tissées entre les habitants et le territoire, ainsi que des modes d'appropriation de l'espace par les populations. Pensés ensemble, les concepts de gouvernementalité et de territorialité permettent de rendre compte et d'analyser la « politisation de l'habiter » à l'œuvre sur le terrain, en restituant à la fois sa dimension territoriale au pouvoir, et celle du politique à l'espace. En cela, il s'agit d'une piste autant que d'une proposition pour faire (ré)entrer la critique dans les réflexions sur les relations entre habitants et territoire en géographie sociale et en urbanisme.

En amont de ce travail, je propose de revenir sur les apports et limites de ces principaux éléments théoriques, avant de poser quelques questions, notamment celle de la nature et, par conséquent, celle de la symétrie des savoirs, afin de situer mon approche au regard de ces débats scientifiques actuels. Par la suite, les concepts sont discutés et définis de manière plus approfondie dans les chapitres qui les mobilisent.

Le gouvernement foucaldien

Le gouvernement, entendu dans ce travail au sens de Michel Foucault, désigne l'ensemble de « mécanismes et de procédures destinées à conduire les hommes, à diriger la conduite des hommes » (Foucault, 2012 :14). Outre l'apport conséquent en termes d'approche sur le pouvoir, le concept de gouvernementalité proposé par Foucault établit un lien entre l'exercice du pouvoir et l'ordre moral. Selon le sociologue Nikolas Rose, la gouvernementalité est « une forme de morale distinctive » (Rose, 1999). Dans cette perspective, le pouvoir n'est donc plus uniquement une autorité s'exerçant sur des sujets de droit, mais avant tout une puissance immanente à la société, qui s'exprime dans la production de normes et de valeurs.

Cette thèse s'appuie sur la théorie foucaldienne du pouvoir, en prenant en compte, toutefois, certaines critiques qui lui sont adressées. Dans la réception des travaux de Michel Foucault, certains ont souligné une tendance à présenter un discours unifié à chaque époque, et qui fournit la vérité et les bonnes pratiques dans tous les domaines (Gautier, Benjaminsen, 2012). Or, en analysant les discours formulés au sujet des questions d'environnement au niveau global, par exemple, il n'est pas rare de constater la concurrence de plusieurs discours dominants (Adger et al., 2001). De plus, on a reproché à Michel Foucault d'opérer avec ce qu'on peut appeler des discours sans acteurs (Fox, 1998). Or, il semble utile de porter l'accent sur le fait que si les discours constituent des structures importantes, ils sont formulés par des acteurs situés, et sont

[1] La proximité sémantique avec le terme de « mentalité » conjuguée à l'idée de façonnement des subjectivités qui sous-tend le concept de gouvernementalité a été à l'orginie de dérives de sens. Aussi le sociologue allemand Thomas Lemke (2000) traduit-il ce concept par l'expression « mentalité du gouvernement » (Regierungsmentalität) avant que le terme idiosyncrasique de Gouvernementalität ne s'impose également dans le milieu académique allemand (Laborier, 2014).

donc des objets d'incessants remaniements et modifications de la part de ces derniers (Gautier, Benjaminsen, 2012).

Les théories foucaldiennes ont contribué à repenser les approches sur le pouvoir en sciences sociales. Restituée dans toute sa complexité relativement tardivement dans le monde scientifique anglophone, la pensée de Michel Foucault a permis le renouvellement des approches critiques. Ainsi, c'est au milieu des années 1990, dans un contexte marqué par la montée de l'injonction à la préservation de l'environnement, que certains travaux anglophones mentionnent l'idée d'une gouvernementalité appliquée à l'environnement, à travers différents termes tels que *environmentality*, *eco-gouvernmentality* ou encore *green-governmentality*. Les recherches francophones adoptent ensuite le terme d' « environnementalité », aussi parfois appelé « éco-gouvernementalité ». Le politiste Arun Agrawal (2005a, 2005b) est l'un des auteurs qui explorent et contribuent à élaborer le concept d'environnementalité à travers son terrain dans la région de Kumaon, dans le nord de l'Inde. Selon lui, « [l]'environnementalité fait […] référence à un angle spécifique d'analyse de la politique environnementale au lieu d'en désigner une forme particulière. Les formes spécifiques d'environnementalité dépendent des caractéristiques des éléments qui le constituent. Les changements dans la nature des connaissances, de la politique, des institutions et des identités mènent par définition à de nouvelles formes d'environnementalité » (Agrawal, 2005a :226). En d'autres termes, l'environnementalité constitue une manière de penser la politique environnementale. Ce concept vise à rendre compte des procédés de « gouvernement par le bas » à travers la production de nouveaux « sujets environnementaux » (*ibid.*), au moyen d'un façonnement des mentalités sur l'environnement (les *subjectivités* environnementales). L'observation de ce mode de gouvernement passe par l'examen des micro-mécanismes de reconfiguration des subjectivités sur l'environnement, c'est-à-dire comprendre comment et pourquoi un individu devient impliqué dans les stratégies politiques liées à la préservation environnementale. Dès lors, la mise en environnementalité passe par une redéfinition des liens entre l'État et la population : « [l]'invention de nouvelles formes institutionnelles a modifié la nature et les possibilités du contrôle en introduisant des régimes de régulation dispersés mais coordonnés » (Agrawal, 2005a :203). L'environnementalité implique quatre points : « (1) la formation de nouveaux savoirs experts ; (2) la nature du pouvoir, qui est à la base des efforts pour réguler la pratique sociale; (3) le type d'institutions et de pratiques réglementaires existant dans une relation mutuellement productive avec des pratiques sociales et écologiques et pouvant être considéré comme l'expression historique de relations politiques contingentes; et (4) les comportements que les réglementations cherchent à changer, qui vont de pair avec les processus de formation de soi et les luttes entre des réglementations basées sur des visions des experts ou des autorités et des pratiques situées » (Agrawal, 2005a :229). L'auteur propose de réfléchir à l'enchevêtrement de trois concepts clés qui sont le pouvoir, l'institution et les subjectivités et de les analyser ensemble afin de rendre compte des modes d'exercice du pouvoir en lien avec la question de l'environnement : « [l]es processus autour de l'environnement impliquent toujours le pouvoir / le savoir et les subjectivités et sont toujours médiatisés par les institutions ». La théorie de l'environnementalité est retenue dans ce travail afin de penser l'articulation entre la question de l'environnement, l'ordre moral et le pouvoir. Elle permet de rendre compte de l'instrumentalisation des représentations de l'environnement pour redéfinir des légitimités citadines. Si l'environnementalité est un concept abondant dans la littérature anglophone, celui-ci est peu mobilisé dans les recherches francophones (Guyot, 2017 :23), rejoignant le constat d'un champ de recherche critique peu

unifié au sein de la géographie francophone. Cela se vérifie d'autant plus dans les approches spatiales, et *a fortiori* en contexte urbain, où les réflexions sur l'environnementalité demeurent en marge.

En effet, cette pensée du pouvoir en lien avec la question environnementale permet d'aborder les procédés de façonnement des mentalités par le biais de l'environnement, mais elle montre certaines limites dans sa portée opératoire, en particulier en sa faible intégration de la dimension spatiale. C'est notamment une critique qu'adresse Stéphanie Rutherford à ce concept, lorsqu'elle souligne que « le pouvoir est mis en œuvre quelque part - pas simplement comme métaphore, mais dans une réalité spatiale. Le pouvoir fonctionne par le biais d'institutions, de gouvernements, de sociétés et d'organismes qui sont particulièrement et matériellement situés » (Rutherford, 2007:303), l'auteure en appelle à une plus grande intégration de la notion d'espace qui est consubstantielle de celle de pouvoir (Rutherford, 2007). Fort de ces réflexions, le géographe Sylvain Guyot (2017) élabore le concept de « front écologique » pour rendre compte des appropriations « écologisante » de territoires et articuler les dimensions de l'espace, du pouvoir et de l'environnement. Il soutient que les notions de gouvernementalité et de territorialité sont « deux facettes complémentaires de la géographie politique actuelle » (Guyot, 2017 :32). D'après l'auteur, « l'environnementalité induit […] un « régime de gouvernance » composé d'États, de collectivités territoriales, d'experts, d'ONG, de militants, de populations locales etc. et qui s'appuierait sur un dispositif visant *in fine* à la protection de l'environnement » (Guyot, 2017 :24). Il note ainsi que « les fronts écologiques correspondent aux processus territoriaux initiés par les différents régimes d'environnementalité », mettant en évidence les liens étroits entre territoire, pouvoir et idéologie environnementaliste (*ibid.*:30). L'environnementalité est donc appréhendée en tant que processus territorialisé, et repose sur une dimension morale : « [l]'idée qu'une appropriation spatiale soit respectueuse de la nature correspond précisément à l'idée d'un front écologique » (Guyot, 2017 :15). De plus, le concept de front écologique, élaboré à partir de terrains en Afrique du Sud marqués par l'Apartheid, traduit les logiques de colonialité[1] qui s'infusent dans ces formes d'appropriation de l'espace (*ibid.*). Ce concept est alors emprunté pour rendre compte de l'appropriation de la thématique environnementale par des élites, de la récupération foncière et les formes de dominations à l'œuvre dans le déguerpissement des *slums* riverains à l'issue de la catastrophe. De plus, il reflète la dimension néocoloniale des pratiques (héritées de la colonisation britannique) et des approches des élites sur l'environnement.

La question de la nature

« Protéger la nature » est devenu une injonction globale omniprésente et difficilement contestable, présentée comme résolument apolitique puisque dans l'intérêt collectif : qui pourrait véritablement s'y opposer ? Or, de nombreux travaux, notamment dans le courant de la *political ecology*, montrent que cette « dimension post-politique des actions sur l'environnement est une illusion (Swyngedouw, 2009). Protéger est un choix, que

[1] « Si l'on conçoit le colonialisme comme un rapport politique, économique, sexuel, spirituel, épistémologique, pédagogique, linguistique de domination métropolitaine dans le système monde et un rapport culturel/structurel de domination ethno-racial, les mal nommées républiques indépendantes d'Amérique latine et de la Caraïbe restent des territoires à décoloniser. » (Grosfoguel, 2007 : 16, cité par Guyot, 2015 :332).

l'on peut faire ou non. Protéger quoi, protéger comment, protéger où, protéger pour qui et au détriment de quoi – ou qui, en est une série d'autres. » (Houssay-Holzschuch, 2017 :11).

Pour saisir les enjeux autour de cette politique de l'environnement, il convient d'abord de poser la question de la nature. D'un point de vue lexical, je recours aux termes « environnement », « nature », « écologie » ou encore de « milieu », qui ne sont bien sûr pas équivalents. Une discussion approfondie sur l'usage de ces termes dépasserait le cadre de cette thèse, d'autant que des réflexions sur la complexité de ces construits lexicaux ont été menées par ailleurs (Berque, 2000 ; Descola, 2005 ; Larrère, 2009 ; Latour, 2004). Toutefois, quelques lignes sur la justification de l'emploi de ces termes permettent d'éclairer mon positionnement. Ce travail porte sur des appropriations socio-spatiales de la rivière par différents groupes sociaux. Néanmoins les classes supérieures, qui occupent une place centrale dans l'enquête, tendent à adopter une vision occidentalo-centrée de la nature (de type naturaliste, *sensus* Descola, 2005). Parler de nature nécessite alors de distinguer mon propre entendement de la définition, celui produit par la communauté des géographes (Arnould, Glon, 2005) et la vision mobilisée par les acteurs sur le terrain (Guyot, 2015 :28). Cela relève d'un questionnement épistémologique complexe dans le champ de la philosophie de la nature, que l'on ne prétend aucunement résoudre ici. La question environnementale autour de la rivière urbaine est mobilisée dans ce travail comme entrée thématique pour observer les appropriations socio-spatiales et l'exercice de rapports de pouvoir. Sur le terrain, l'ensemble de ces termes sont relativement peu mobilisés par ces acteurs, qui parlent plutôt de la « pollution », du « nettoyage » ou de « restauration » de la rivière. Lorsque la question de la nature est évoquée toutefois, le terme « *environment* » est le plus usité, celui de « *nature* » l'est très rarement, tandis que celui d'« *ecology* » apparaît à travers l'expression « *ecological restoration* », renvoyant spécifiquement à l'action de restauration de l'écosystème, dans une approche technique et scientifique. Aussi dans cette thèse, le terme d'environnement est le plus employé en raison de son association à la problématique « environnementale » et de la pollution, mais également en référence à la théorie de l'environnementalité. L'« écologie » désigne la conception d'un usage « écocentré » de la nature fondé sur la science (Larrère, 2009), et renvoie plutôt au discours sur la préservation de la nature : on parle alors de « l'argument écologique ». Son usage souligne également une inspiration du concept de « front écologique » proposé par Sylvain Guyot (2015, 2017). Fondamentalement, la question de la nature, complexe et largement débattue, renvoie à celle des relations entre l'être humain et la nature : la nature est-elle pensée *avec, pour, sans, à côté* de l'humain ? Ou inversement, l'être humain est-il pensé *dans, hors, au-dessus* de la nature ?

Les relations que l'humain tisse au monde, au milieu, aux non-humains, qu'elles soient exprimées en termes de nature-culture, ou homme-milieu, société-environnement, sujet-espace, ne cessent d'être au cœur des questionnements scientifiques. Elles ont longtemps été étudiées dans le cadre d'une opposition entre nature et société. La nature est un concept ancien et solidement ancré dans le monde occidental, classiquement défini comme ce qui est inné, en opposition à ce qui serait acquis. Cette conception du monde a nourri un fossé entre nature et culture, du moins dans la manière dont il a été appréhendé dans les sciences. Le terme environnement est beaucoup plus récent, il apparaît dans les années 1960 comme problématisation du rapport de la société moderne à la nature : on parle alors de la protection et de la préservation de l'environnement. En se substituant progressivement aux termes de nature ou d'écologie, il déplace certes la question du fossé « nature-culture », mais permet aussi l'émergence de l'environnementalisme (Luke, 1995).

L'environnementalisme renvoie alors à une idéologie sur la nature, qui se traduit dans l'action visant la protection, la préservation ou la restauration environnementale. Timothy W. Luke, un des auteurs précurseurs dans les réflexions sur l'environnementalité, observe que l'étymologie du terme environnement vient « d'environner » ce qui dénote un sens premier très proche de la rhétorique du contrôle et de l'encerclement (Luke, 1995). Considérer la nature comme « ce qui environne » l'être humain relève d'une vision éminemment anthropocentrique, reposant sur les conceptions classiques occidentales de la nature.

« La nature, ça n'existe pas », énonçait l'anthropologue Philippe Descola[1]. L'auteur entend par-là que la nature est un construit social, une « invention de l'occident » (Descola, 2005). Au-delà du naturalisme fondateur et dominant en Europe, qui semble aujourd'hui s'imposer de manière quasi-hégémonique, il met au jour des rapports au monde autres parmi différentes sociétés. En montrant ainsi la relativité des *cosmologies*, cette entreprise participe également à la déconstruction de la nature telle qu'elle a été conceptualisée dans le monde occidental. Je me rapproche ici de la définition de la nature proposée par Philippe Descola. Celle-ci varie en fonction de quatre grandes ontologies, ou mode de composition du monde : naturalisme, animisme, totémisme, analogisme. L'élaboration de cette définition permet de souligner le caractère fallacieux d'une nature sauvage qui serait indépendante des sujets humains (type *wilderness* nord-américaine, qui traduit un espace de nature sauvage magnifiée) tout en restituant les significations plurielles de la nature dans le fonctionnement des différentes sociétés. Les termes d' « environnement » et de « nature » dans ce travail sont alors à comprendre comme résultant de la cosmologie *naturaliste* au sens que lui attribut Descola (2005), qui renvoie à une conception occidentalo-centrée de la nature. Le terme de « milieu », au sens de *milieu de vie*, où coexistent plusieurs formes biotiques et abiotiques, est privilégié pour définir les relations entre collectifs humains aux milieux, le milieu pouvant alors recouvrir les quatres cosmologies citées : naturaliste, animiste, totémiste ou analogiste.

L'entreprise de Phillipe Descola est loin d'être isolée. Depuis plusieurs années, nombre d'auteurs se sont attachés à désanthropocentrer les sciences sociales en réinterrogeant les termes du questionnement des relations entre nature et culture. La théorie de l'acteur réseau élaborée par Michel Callon, John Law et Bruno Latour (Callon, 1986 ; Callon, Law, 1997 ; Latour, 2006) en sociologie des sciences, s'inscrit dans cette perspective. Proposant une refonte de la sociologie, cette théorie est devenue une référence dans le monde des sciences sociales anglophones. Sa spécificité est d'élargir, avec le concept d' « actant », la gamme des entités agissantes aux « non-humains ». Dans la lignée de ces réflexions, les relations entre les humains et les non-humains sont réexaminées dans certains travaux, qui proposent des méthodes empiriques pour « repeupler » les sciences humaines (Houdart, Thiery, 2011). Au-delà du caractère discutable de cette division entre humains et non-humains[2], le risque d'une telle entreprise est aussi celui de masquer, voire d'aplanir les logiques de domination qui régissent ces rapports entre les collectifs humains et leurs milieux. Ces relations sont en effet continuellement repensées, coproduites par les pratiques et représentations de groupes d'individus et codifiées par des normes. À cet égard, le statut juridique et institutionnel d'un élément socio-

[1] D'après l'article intitulé « "La nature, ça n'existe pas" : grand entretien avec Philippe Descola » publié dans *Bibliobs*, le 20/01/2019

[2] Cette mention de l'humain comme entité séparée des êtres vivants n'est-elle pas déjà la résultante du paradigme que l'on cherche à rompre ? Ne serait-il pas moins anthropocentré de parler de soi, d'être animé ou inanimé ?

naturel (Swyngedouw, 2004) traduit les sens que les collectifs humains attribuent aux milieux. Ainsi, le changement récent du statut juridique de certains fleuves marque un tournant dans l'évolution de ces relations, ouvrant le débat et les perspectives sur les droits de la nature. Le débat s'ancre dans l'actualité récente avec l'évolution du statut juridique de grands fleuves indiens : en mars 2017, quelques jours après la décision de rendre une identité juridique au fleuve Whanganui en Nouvelle-Zélande, le fleuve sacré Gange et son affluent, la Yamuna, sont décrétés « entités vivantes ayant le statut de personne morale avec les droits afférents » par les autorités étatiques de l'Uttarakhand. Or, cette évolution suscite nombre d'interrogations, puisque, pour reprendre la formulation de Philippe Descola, accorder des droits à la nature revient à « élargir le club », plutôt que de repenser fondamentalement les ontologies. Les réflexions de cette recherche font alors écho, indirectement, au débat actuel sur les droits de la nature : comment et par qui les relations entre collectifs et milieux sont-elles redéfinies ? Quels rapports de pouvoir sous-tendent les relations des collectifs humains aux milieux ? En marge de la thèse, ces questions constituent un pan du débat dans lequel s'inscrit ce travail.

Le grand partage

Les travaux en anthropologie et sociologie des sciences participent ainsi au dépassement du dualisme entre nature et culture, humains et non humains, mais aussi objet et sujet, savoir rationnel et irrationnel ou encore scientifique et profane. La remise en cause du « grand partage »[1] laisse place au principe de symétrie des savoirs, qui fonde notamment le courant de la sociologie pragmatique. Le « programme fort »[2] énoncé par le sociologue David Bloor (1982) introduit l'idée capitale de la symétrie, un principe qui désigne à l'origine le souci d'expliquer dans les mêmes termes les succès et faillites des savants dont les énoncés ne renvoient plus à une « nature » à découvrir mais à des pratiques sociales (*ibid.*). Cette perspective constructiviste de la nature s'étend avec le principe de symétrie généralisée formulé par Michel Callon (1986) puis théorisé par Bruno Latour (1991). Soulignant que « ce que l'on appelle le social est matériellement hétérogène » (Callon, Law, 1997), ils proposent une sociologie des « collectifs hybrides ». Parallèlement, les réflexions en sociologie morale et politique donnent naissance au courant des économies de la grandeur, porté par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991). *De la justification* porte au cœur du travail sociologique les disputes entre les acteurs, et les arguments qu'ils utilisent pour critiquer et se justifier, en décomposant la pluralité des positions depuis lesquelles ces acteurs s'expriment. Ce courant reprend le principe de symétrie restreint, visant le dépassement de l'opposition entre scientifique et profane en « prenant au sérieux » les discours des acteurs. Mes réflexions mobilisent des concepts et approches issus de ces différents courants à plusieurs niveaux ; les réflexions sur les *ontologies* de Phillipe Descola et le concept d'*épreuve* de la sociologie pragmatique, mais aussi le concept d'*actant* de la théorie de l'acteur réseau me permettent, ensemble, d'appréhender le moment de *redéfinition* des rapports sociaux lors de la catastrophe sur le terrain. En particulier, les apports de la pensée bourdieusienne et de la sociologie pragmatique dans cette thèse influencent l'approche relationnelle et situationnelle (Boltanski, Thévenot, 1991) du social, en mettant l'accent sur la contingence. La notion d'actant apporte

[1] La vision d'un partage strict et stabilisé entre nature et culture est toutefois nuancée et discutée. A ce sujet, voir Charbonnier, Pierre. *La fin d'un grand partage. Nature et société, de Durkheim à Descola*, 2015.

[2] Il établit dans ce programme quatre principes épistémologiques, issus des autres sciences, qu'il applique à la sociologie des sciences : la causalité, l'impartialité, la symétrie et la réflexivité (Bloor, 1982).

une perspective heuristique en termes d'analyse de repositionnement des acteurs sur le terrain. Néanmoins, je ne partage pas le relativisme de Bruno Latour, Michel Callon et John Law qui domine dans la théorie de l'acteur réseau. Dans ce « grand tout », il me semble en effet important de pouvoir distinguer identité et relation (Gingras, 1995) dans l'analyse. En ce sens, ma posture ne s'inscrit pas dans une approche unique mais mobilise un ensemble de concepts, de manière transversale.

La survenue de la catastrophe au cours de l'enquête a impliqué une rupture avec les cadres « classiques » de l'analyse en sciences sociales, invitant à dépasser les séparations entre individuel et collectif, humains et non-humains, rationnel et irrationnel, quotidien et exceptionnel, ou encore expert et profane. Faille sociale mais aussi temporelle, l'évènement permet de repenser les échelles et les temporalités de l'analyse. En outre, l'observation de la multiplicité et la complexité des réponses à l'inondation permet de sortir d'une approche uni-causale, c'est-à-dire d'une « approche réductionniste qui consiste à s'en remettre à une seule série de facteurs pour régler la totalité des problèmes posés par la crise est moins une solution que le problème lui-même » (Peccei, Ikeda, cités par Morin, 1999). L'inondation est saisie comme moment de redéfinition de l'organisation du social : elle met au jour les enjeux des relations entre collectifs humains et rivière, révèle les forces en présence, bouscule les rapports de pouvoir et provoque l'action.

L'Adyar n'est décidemment pas un long fleuve tranquille. Son débordement en décembre 2015 a donné lieu à moultes retentissements : des phénomènes de colonisation écologique par des élites au déguerpissement des *slums* sur ses rives, en passant par l'essor de groupes environnementalistes. Cette thèse propose d'explorer ces dynamiques à travers les temporalités rythmées par la catastrophe afin de mettre en relief les contrastes et les alternances entre les creux et les pleins, les silences et les bruits ainsi que les moments d'inertie et d'action autour de la rivière.

Organisation de la thèse

Cette thèse se structure en trois parties. Le chapitre liminaire intitulé *De la rencontre du terrain à la définition de l'objet* expose en amont les conditions de réalisation de la thèse et discute les méthodes empruntées et les postures de recherches adoptées.

La première partie, **du fleuve inventé au fleuve gouverné**, expose les enjeux des luttes pour l'appropriation de l'espace de la rivière urbaine à Chennai, en analysant les dynamiques à l'œuvre au prisme du concept de « front écologique ». Cette partie met en perspective le vécu habitant du cours d'eau avec les techniques de gouvernement du fleuve et des rives, avant de montrer l'intrication de ces deux pans à travers l'invention du fleuve par des élites, appréhendée comme dispositif de l'environnementalité.

L'inondation constitue ensuite le cœur de la deuxième partie, intitulée **l'inondation, une brèche dans l'espace social**. L'accent est alors porté sur la rupture causée par la catastrophe dans les relations des habitants au cours d'eau, et les procédés de re-spatialisation du pouvoir qui s'ensuivent.

Enfin, la dernière partie, **une politisation de l'habiter**, rend compte des logiques de redéfinition des légitimités citadines à l'issue de la catastrophe. La montée d'un discours dominant sur l'empiètement du cours d'eau sert à justifier la mise en œuvre de mesures ségrégatives à travers le déplacement des résidents de *slums* riverains en sur des sites de relogement périphériques, analysés sous l'angle de l'hétérotopie foucaldienne.

Ces trois grandes parties de la thèse reprennent peu ou prou la chronologie de l'enquête de terrain, et retracent les moments de ruptures et de contiguïtés qui ont marqué cette recherche. Chaque chapitre se déroule autour d'une thématique centrale guidée par une question en fil d'Ariane. Des anecdotes de terrain ou des récits de trajectoire de vie de personnes enquêtées sont présentées ponctuellement, sous la forme d'encadrés, en début de chapitre ou dans le corps du texte. Ce choix émane de plusieurs intentions. D'une part, rendre compte du vécu habitant, d'autre part, éclairer la manière dont les enquêtés parlent et agissent de manière située dans l'espace social. À travers ces récits de terrain, c'est également l'intrication de la question abordée dans le chapitre qui se dévoile. De manière à contourner l'écueil d'une généralisation totalisante qui accompagne parfois le procédé de catégorisation, et dans un souci de précision méthodologique, le profil succinct des personnes interrogées ou côtoyées a été dressé. Il est possible de s'y référer en annexe.

Note de lecture

Usage du « je »

La thèse est écrite à la première personne du singulier. Cet usage ne dément pas le « nous » qu'il cache par ailleurs. L'apport des réflexions menées collectivement, avec directeurs, collègues et amis, a été très précieux dans l'élaboration de ce travail. Ce choix repose sur une vision de l'engagement dans l'exercice de recherche et sur le terrain, que je discute dans le chapitre liminaire. Il s'explique également par la responsabilité que je perçois dans l'acte d'écrire.

Inclusivité de l'écriture

À défaut d'adopter l'écriture inclusive, je fais le choix de l'épicène lorsque cela est possible, en utilisant les termes « personnes », « gens », « individus », « populations ».

Usage de l'italique et des « guillemets »

Les citations des personnes enquêtées sont en italique et entre guillemets. Les extraits d'entretiens, plus longs, sont isolés dans des paragraphes, toujours en italique et entre guillemets avec le nom de la personne citée indiqué entre crochets à la fin du paragraphe (pour le profil détaillé, se reporter : Annexe 1 - Profils des personnes interrogées, page 463). Les citations issues d'articles de presse anglophone suivent la même présentation. Par défaut donc, tous les termes ou expression émiques sont entre guillemets et en italique. Dans les extraits d'entretiens, les interventions de l'enquêteur apparaissent sans la forme italique.

Les citations d'auteurs sont insérées entre guillemets sans la forme italique dans le corps du texte, parfois présentées sous forme de paragraphe.

Usage des encadrés

Les encadrés sont utilisés pour illustrer le propos par des anecdotes de terrain, pour définir des notions mobilisées ou pour apporter des précisions relatives au contexte. Des histoires de vie d'habitants sont présentées dans des encadrés en début de chapitre. L'usage de l'encadré est une manière de mettre en valeur les trajectoires de personnes rencontrées sur le terrain et permet de restituer le contexte social des énoncés.

Usage des majuscules

Les institutions sont nommées avec des capitales initiales lorsqu'elles sont citées en représentation de l'action de leurs acteurs (exemple : la Corporation Municipale a décidé de).

Illustrations

Les cartes, schémas, illustrations ou photographies sont des réalisations personnelles, sauf mention contraire.

Note sur la traduction

Les langues parlées dans l'État du Tamil-Nadu sont l'anglais et le tamoul, une langue dravidienne qui comprend de nombreux dialectes.

L'enquête de terrain a été réalisée principalement en langue anglaise. Sauf mention contraire, les citations d'auteurs ou d'enquêtés en anglais ont fait l'objet de ma traduction. La version originale des propos est restituée à chaque fois en note de bas de page, ou en annexe pour les extraits d'entretien plus longs. Dans un souci de concision, les citations issues d'articles ou d'ouvrages en anglais ont été traduites en français sans en faire figurer le contenu original.

Les textes, citations et extraits d'entretiens en tamoul ont été d'abord traduits en anglais par deux collègues indiens, Thirupura Sundari Sevel et Prabhakar, puis traduits en français par moi. Dans ce cas, la mention de la traduction depuis le tamoul est précisée dans le texte.

Les noms de lieux et de ville sont orthographiés selon l'usage anglo-indien (Par exemple : Mumbai, Chennai, Delhi, Kolkata).



Figure 1 : Carte de l'Inde politique : États et territoires
Source : Hochart, 2018 (fond de carte : *www.indmaps.com)*



Figure 2 : Carte des principaux fleuves indiens
Source : Hochart, 2018 (fond de carte : *www.indmaps.com)*

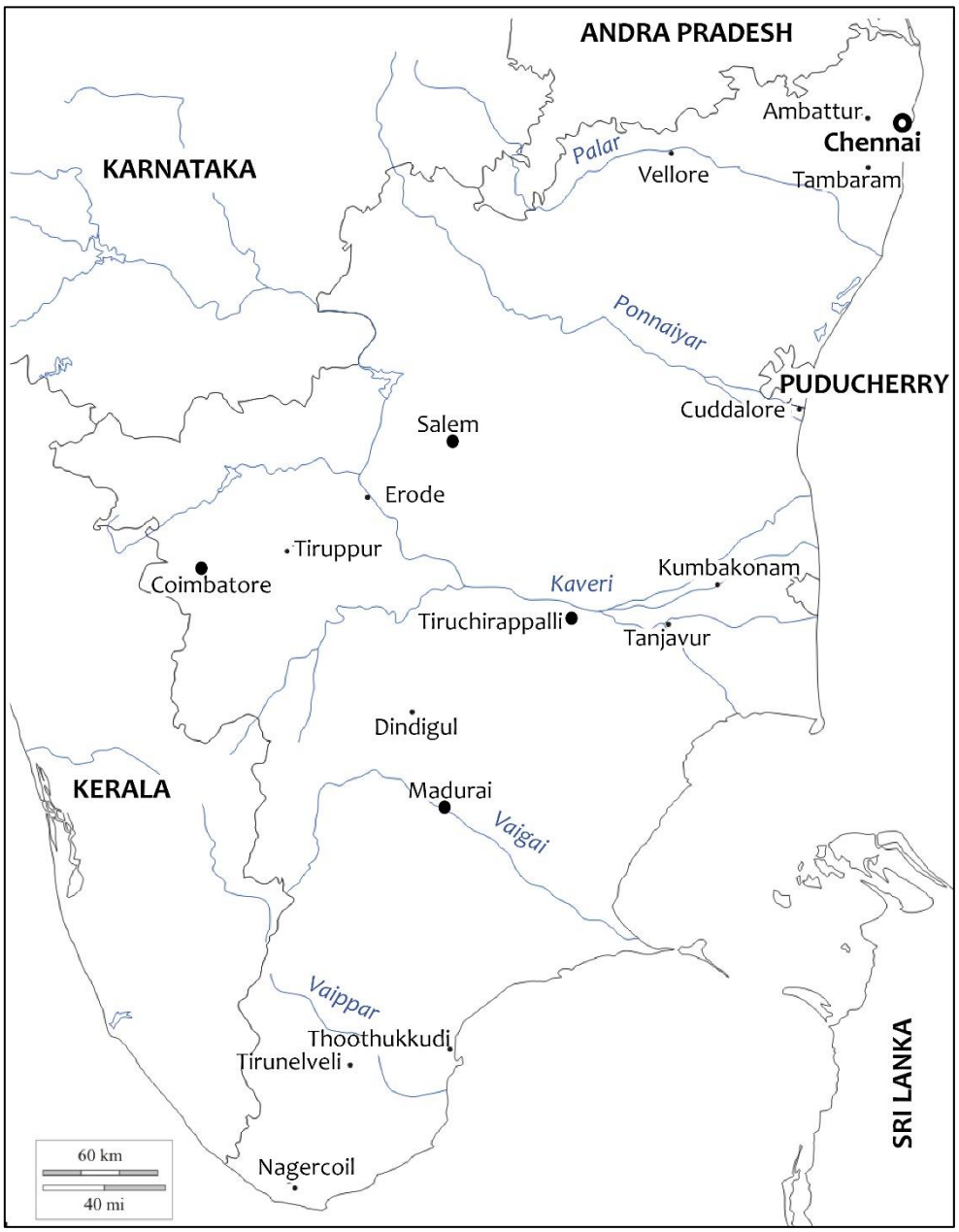


Figure 3 : Carte des fleuves du Tamil-Nadu
Source : Hochart, 2018 ; Fond de carte : *d-maps.com*

Chapitre liminaire - De la rencontre du terrain à la définition de l'objet

De la rencontre du terrain à la définition de l'objet, ce chapitre retrace les étapes majeures de la démarche empirique en revenant sur les choix et les postures adoptées au cours de l'enquête. Composant avec deux grandes traditions disciplinaires, l'ethnologie et la sociologie de terrain de l'Ecole de Chicago, je me situe dans une approche interdisciplinaire qualifiée de *socio-anthropologique* (Olivier de Sardan, 2008). Cette thèse emprunte les méthodes de l'enquête ethnographique, plaçant au cœur de la démarche les procédés souvent décrits par les métaphores de la *décantation*, de l'*infusion,* de l'*imprégnation,* caractéristiques de l'induction analytique. L'écriture du carnet de terrain, la conduite d'entretiens et l'analyse de récits écrits composent alors l'ensemble des techniques, complémentaires, sur lesquelles je m'appuie pour progresser dans l'enquête et affiner le questionnement.

Cette partie entend exposer les jalons de la thèse, ceux qui lui donnent son orientation dans l'appréhension de l'objet de recherche. Reconnaissant l'illusion de l'impartialité de tout travail scientifique (Latour, 2005), je cherche à adopter un regard sur la « science de la science », ou, pour le dire avec les mots de Pierre Bourdieu, à décortiquer l'*habitus* scientifique[1] (Bourdieu, 2001). Dévoiler l'envers de la thèse permet d'éclairer les résultats à la lumière de mes positionnements, aussi bien en amont de l'analyse que dans les relations engagées sur le terrain. Dans une perspective résolument méthodologique, l'objectif est avant tout de rendre compte des choix réalisés et de réfléchir à la manière dont ils orientent mon propos (Hunsmann, Kapp, 2013), de mettre ainsi au jour les « politiques de l'enquête » (Fassin, Bensa, 2008), les « stratégies du chercheur sur le terrain et sa gestion de la production de connaissances » (Olivier de Sardan, 2008 :76).

Les moments de rupture, de continuité, de tension, constitutifs de l'épreuve du terrain façonnent, à leurs manières, mon regard sur l'objet. Saisir ces temporalités, en revenant sur les évènements qui ont infléchi et nourri la réflexion, contribue à la compréhension de la trajectoire de recherche et à l'élaboration du questionnement.

Ce chapitre liminaire rassemble, dans un souci de clarté, les choix et les outils structurant l'enquête ; les éléments de méthode n'en demeurent pas moins disséminés tout au long de cette thèse, à l'image de leur imbrication au matériau empirique.

[1] « Réintroduire l'idée d'habitus, c'est, nous dit Bourdieu, mettre au principe des pratiques scientifiques, non pas une conscience connaissante agissant conformément aux normes explicites de la logique et de la méthode expérimentale, mais un "métier", c'est-à-dire un sens pratique des problèmes à traiter, des manières adaptées de les traiter, etc. » (Bourdieu, 2001 :78).

Je reprends la définition de Rémi Lenoir (2005) élaborée à partir de la pensée de Pierre Bourdieu : « La pratique théorique est aussi, selon Bourdieu, un habitus, c'est-à-dire un ensemble de dispositions qui structurent la perception et la pratique de la recherche : cette logique pratique du travail scientifique participe de la manière dont les problèmes sont élaborés, les explications sont développées et les instruments sont forgés et utilisés. » (Lenoir, 2005 :3)

En premier lieu, je reviens sur la construction de l'objet de recherche en identifiant les critères, évolutifs et réflexifs, participant à sa définition. J'expose dans cette même partie les principaux objectifs de cette thèse. Un résumé des questionnements structurant ce travail est ensuite proposé. De la démarche d'enquête à l'analyse, en passant par la définition du terrain et les outils mobilisés, les divers pans du cadre méthodologique font l'objet d'une troisième partie. Finalement, la dernière partie est une analyse réflexive de ma posture de chercheuse au terrain, déclinée en trois questions : ma place au sein de l'université indienne, mon regard sur l'objet et mes relations aux enquêtés.

Définition de l'objet

Elaborée « chemin faisant »[1] (Morin, 2008), par processus itératifs, discontinus et réflexifs (Cefaï, 2010 : 8), la réflexion se construit et se précise dans le dialogue perpétuel entre pratique et théorie, terrain et lecture, données et concepts. L'objet est défini au fur et à mesure de la progression du questionnement, au cœur de ce mouvement dialectique de la recherche. Cette partie propose un éclairage sur les étapes ponctuant ce passage du concret à l'abstrait, afin de saisir le processus de construction de l'objet de recherche. Dans un premier temps, je reviens sur les temporalités et les évènements participant à l'élaboration du questionnement, avant d'expliciter l'objet de recherche et les apports de cette thèse.

Construction de l'objet de recherche

Le choix de l'objet d'étude est le résultat d'un ensemble de facteurs concomitants. D'abord, le programme de recherche ARCUS initié en 2014 et dans lequel s'insère cette thèse a fourni un premier aiguillage : ce programme vise à l'analyse des rapports entre fleuves et formes urbaines à Chennai, avec une interrogation portée principalement sur le rôle structurant du fleuve dans les dynamiques urbaines. Dans ce champ relativement vaste, j'ai opté pour une approche ethnographique, en m'intéressant, de manière générale, aux relations que les habitants entretiennent avec ces cours d'eau, avant de centrer mon analyse sur certains groupes d'élites engagés - plus ou moins directement - dans l'action envers le cours d'eau. Quels sont les éléments influençant ces choix ? Comment s'est façonné l'objet au cours de l'enquête ? En revenant sur le questionnement initial et son évolution sous les effets du terrain ou d'injonctions extérieures, j'entends apporter quelques éléments de réponses à ces questions méthodologiques.

Le programme ARCUS : les rapports entre fleuve et formes urbaines à Chennai

Cette thèse est partiellement financée par le programme de recherche ARCUS du Ministère des Affaires Etrangères. L'objectif de ce programme est de développer des partenariats entre des régions françaises et des États de pays dits « des Suds », par la mise en œuvre de projets communs au niveau académique, de l'éducation, de la recherche et l'économie et le développement. Dans ce cadre, la région Centre Val de Loire a renforcé la coopération engagée avec le Tamil Nadu depuis 2006 (depuis 2009 en ce qui concerne la collaboration académique) par le lancement d'un projet de recherche scientifique d'une durée de trois ans, de 2014 à 2017 entre l'université de Tours et l'université Anna de Chennai sur le thème des « rapports entre

[1] Une démarche inspirée de la méthode du philosophe et sociologue Edgar Morin. Dans son livre intitulé *Mes démons*, il revient sur ce procédé qu'il illustre avec un extrait du poème d'Antonio Machado (*Proverbios y cantares XXIX*, Campos de Castilla (1912)) : « [c]'est le chemin que je m'étais tracé, mais qu'a tracé mon cheminement : *Caminante no hay camino, camino se hace al andar* (Marcheur, il n'y a pas de chemin, le chemin se fait en marchant) » (Morin, 2008 :205)

fleuve et formes urbaines à Chennai ». Articulé autour de la question de la place et du statut du fleuve dans la ville, ce projet est mené dans une double approche à la fois fondamentale et appliquée, combinant sciences de l'environnement et sciences humaines. Il comporte ainsi deux volets complémentaires : une approche environnementale impliquant le laboratoire GéHCO de l'université de Tours et le département de ressources en eau à Anna ; et une autre sociale avec le département aménagement de Polytech Tours et l'école d'architecture et d'aménagement de Anna. Ce programme inclut deux doctorats en cotutelle pour le volet aménagement/sciences sociales[1], un doctorat en géologie[2], des travaux d'étudiants et étudiantes en maîtrise[3] ainsi que des déplacements de professeurs chercheurs. Ce travail de thèse est donc en partie nourri par les réflexions collectives menées au cours de ce programme de recherche. Un travail de terrain conjoint entre l'équipe GéHCO, CITERES et les collègues de l'université Anna en février 2016, en particulier, a été l'occasion de croiser les approches disciplinaires et de faire ressortir des points de convergences, des corrélations ou encore des divergences sur le plan des observations[4]. Cette double approche a contribué à enrichir les travaux, représentant un apport à la hauteur du défi de sa mise en pratique. Cet effort a notamment été valorisé lors de la conférence de clôture du programme ARCUS en février 2017 à Chennai.

La place du fleuve à Chennai, son insertion et ses interactions avec l'espace urbain, a donc constitué l'un des fondements du questionnement initial de cette thèse. Celui-ci s'est ensuite affiné et modelé au gré des allers-retours entre terrain et théorie, élaborant, « chemin faisant », la question de recherche.

Retracer les moments de la réflexion

Dans le parcours de thèse, certains évènements du terrain ou discussions scientifiques ont été déterminants dans l'enquête. Le cheminement se construit au fil des rencontres, des débats, des confrontations de points de vue qui suscitent et permettent ces remises en question. Cette rubrique retrace les tournants clés de la réflexion qui ont contribué à forger la perspective adoptée sur l'objet dans cette thèse.

L'enquête a été impulsée sous l'influence d'un questionnement initial fortement ébranlé lors de ma rencontre avec le terrain. La ville de Chennai est traversée d'ouest en est par deux petites rivières, le Cooum et l'Adyar, et du nord au sud par le canal Buckingham. Mon étonnement suite aux réactions inattendues des interlocuteurs face à la mention du « fleuve » a guidé les premiers temps de l'investigation. Il faut dire que les échanges avec les habitants sur le sujet du fleuve ont révélé un désintérêt particulièrement marqué de leur part, voire un véritable rejet envers le cours d'eau. La plupart des répondants ne se réfèrent pas à l'objet par l'appellation « fleuve » mais le désignent par le terme « Cooum », nom du cours d'eau majeur de la ville,

[1] Il s'agit de la thèse de Rukummany Ramakrishnan Harishankar en architecture du paysage portant sur le changement de l'occupation du sol des espaces péri-urbains à Chennai, ainsi que ce présent travail.

[2] Ce doctorat est réalisé par SP Saravanan sur la question de la contamination des rivières urbaines à Chennai.

[3] Il s'agit des travaux suivants : le mémoire d'Alice Cornou (2015) portant sur la sensibilisation environnementale est le projet de restauration écologique de l'Adyar, le rapport de stage de Yann Sechepee (2015) visant à élaborer une cartographie des initiatives de la société civile, le mémoire de Simon Gilliot (2016) proposant une analyse des écarts entre projets institutionnels et usages spontanés des berges de l'Adyar, le mémoire de Valentin Collé (2016) sur l'adaptation du bâti au risque d'inondation, le mémoire de Marion Ralle (2017) traitant des critères objectifs et subjectifs de perception de la qualité de l'eau, ainsi que le mémoire de Romain Maas (2017) sur la gestion des déchets pendant la période post-inondation.

[4] En particulier, la comparaison de relevés de terrain (menés sur les mêmes lieux) de type « géologiques » d'une part, avec des données « sociogéographiques » d'autre part, a donné lieu a des réflexions croisées, bien qu'elles n'aient pas, pour le moment, fait l'objet de publication.

un terme aujourd'hui à connotation péjorative dont l'acception commune renvoie à l'idée de canal de drainage, voire d'égout. C'est un point que j'ai l'occasion de détailler dans le chapitre 3.

L'expérience du terrain marque alors la confrontation de mon imaginaire du fleuve -de construit occidental- au vécu des habitants de Chennai à leur cours d'eau. Ce décalage entre une attente de ma part – c'est à dire une projection de mes propres référentiels sur l'objet en question – et une absence constatée sur le terrain constitue un des points de départ du questionnement. Cet écart de référentiel du fleuve se manifeste d'autant plus fortement qu'il est lié à d'autres considérations, c'est le cas de la dimension environnementale par exemple. Ainsi, face à un certain nombre d'attentes[1] sur la relation au fleuve dans une optique de préservation environnementale, je suis confrontée à ce que je considère, au premier abord, être un déni des enjeux environnementaux.

La question de la signification que les personnes attribuent au cours d'eau constitue l'un des fils conducteurs de la recherche. Les premières expériences du terrain, conjuguées aux questionnements issus de lectures sur la rivière urbaine indienne, révèlent un pan inexploré des relations entre les habitants et le fleuve, notamment en Inde. Alors que la littérature scientifique présente un fleuve indien surtout caractérisé par une ambivalence entre fleuve sacré ou fleuve pollué abordé essentiellement en termes environnementaux, le cours d'eau à Chennai semble s'inscrire dans ni l'une ni l'autre de ces catégories. Plus encore, les relations des habitants au cours d'eau urbain ordinaire en Inde semblent être des laissés pour compte de la recherche en sciences sociales : peu de travaux s'attachent à décrire et comprendre les relations tissées dans le quotidien entre les habitants et les cours d'eau dans les métropoles indiennes. Ainsi, le creux – symbolique et matériel de la rivière, tel qu'il se donne à voir sur le terrain (voir chapitre 1), fait écho à une absence de la rivière urbaine ordinaire en Inde dans la littérature scientifique.

Une première question émerge : comment expliquer cette rupture entre les habitants et le fleuve à Chennai ? Elle soulève un ensemble de questions plus vastes : comment est défini le fleuve dans différents milieux socio-culturels ? En quoi les rapports des habitants de Chennai à leur fleuve témoignent-ils d'une rupture dans les rapports entre ville et nature en Inde ? Enfin, quel parallèle peut-on dresser entre les rapports des habitants au fleuve en Europe et en Inde ?

Guidée par ces interrogations, je me suis d'abord intéressée au sentiment d'appartenance envers un espace, en l'appréhendant au regard du droit de propriété et de la notion de « commun ». L'idée était alors de mettre en évidence les liens entre les représentations que la personne se fait de l'espace, son action en vue de le transformer et le préserver et le statut légal de l'espace. Cette approche découle d'un questionnement sur le rôle des représentations dominantes dans l'engament de l'individu envers l'espace. Il s'agissait de vérifier certaines idées véhiculées sur le terrain : la catégorisation officielle des zones humides comme '*poromboke' (wasteland,* c'est à dire friche) est souvent citée dans les discours militants comme l'une des causes principales d'une urbanisation effrénée négligeant les cours d'eau. Les difficultés liées à la vérification d'une telle hypothèse ont toutefois nécessité de repenser l'approche sur l'objet de recherche.

Par la suite, la focale a été portée sur les projets dits de 'restauration écologique' formulés par les autorités publiques. À l'épreuve des faits, il semble que ces projets de restauration du fleuve à Chennai procèdent davantage de stratégies de promotion urbaine que d'une véritable considération environnementale, comme démontré dans le chapitre 2. Ce constat fait écho aux travaux portant sur les dynamiques de développement

[1] Ces attentes sont explicitées dans la partie analyse réflexive de ce chapitre, page 71.

urbain opérées sur les fronts de fleuve dans d'autres villes indiennes, notamment à Ahmedabad (Pessina, 2012) ou à Delhi (Baviskar, 2011a ; Follmann, 2015). Les observations de terrain, au regard de ces différentes contributions, interrogent les manières dont est mobilisée la notion d'« environnement » ou d' « écologie » par les associations d'habitants, les institutions ou les autorités publiques en Inde. En particulier, la notion 'd'environnementalisme bourgeois' introduite par la sociologue indienne Amita Baviskar (2003, 2011b) à partir du cas de Delhi a ouvert des pistes de questionnement : observe-t-on des phénomènes d'appropriation d'espaces 'socio-naturels', en l'occurrence la rivière, par les habitants issus de classes supérieures à Chennai ? Comment cela se manifeste-t-il ?

Un tournant significatif dans l'appréhension du sujet est marqué en octobre 2016, lors de la présentation de mes premiers résultats auprès de collègues chercheurs et chercheuses du laboratoire CITERES : cette intervention a permis de pointer des contradictions entre les hypothèses alors formulées, portant sur une instrumentalisation de la négation du fleuve, et les observations de terrain, qui donnaient à voir une multiplicité d'usages et de représentations du cours d'eau par les habitants. Ce décalage entre théorie et pratique a amené à reformuler le problème à partir des données empiriques. Ainsi, au lieu d'enfermer les relations entre les habitants et le fleuve dans des catégories duales comme la négation ou la fascination, j'opte pour une approche socio-relationnelle qui permet de rendre compte de la plurivalence et du caractère circonstancié de ces relations entre collectifs et milieux. En outre, les réactions lors de ce séminaire ont fait surgir des projections d'imaginaires du fleuve indien, celui du fleuve sacré notamment, mettant ainsi en exergue un certain nombre de stéréotypes véhiculés sur les relations des habitants au fleuve en Inde, y compris au sein de la communauté scientifique (incluant les miens) ; c'est un point que je développe plus loin dans l'analyse réflexive. Au niveau de l'enquête, les nombreuses références des répondants à des fleuves urbains occidentaux tels que la Tamise ou la Seine, conjuguées à une forme particulière de fascination pour les grands fleuves indiens, me conduisent à introduire la notion d'*imaginaire* pour penser ces référentiels exogènes et endogènes qui entrent en jeu dans la relation des habitants au cours d'eau. Je m'interroge alors sur les rôles de ces imaginaires du fleuve dans la construction de la relation des habitants au cours d'eau à Chennai.

En décembre 2015, l'inondation de la rivière Adyar a été un évènement déterminant dans la construction de l'objet de recherche ; je reviens plus bas sur la manière dont je me suis saisie de ce moment du terrain comme outil méthodologique.

La trajectoire de la thèse est réajustée dans un virage conséquent en amont de la rédaction : échanges et discussions avec des chercheurs indianistes sur mon plan de thèse[1] indiquent que celui-ci, orienté sur la question de l'imaginaire, tend à masquer, voire « écraser », les dimensions matérielles et les intérêts socio-économiques des phénomènes observés. Ces remarques m'ont poussé à opérer un rééquilibrage afin de mieux rendre compte de la « matérialité du social », ou encore de l'imbrication de l'*idéel* et du *matériel*, pour reprendre les termes de Maurice Godelier (2010).

Cette brève appréciation du cheminement intellectuel, empruntant des sentiers multiples et exploratoires peu balisés entre pratique et théorie, renseigne le processus de définition de l'objet de recherche. Je me cantonne ici à la présentation de quelques étapes majeures, bien que nombre de réajustements se soient opérés de manière subtile et graduelle, par « infusion » de la réflexion sur le terrain. Finalement, cette thèse

[1] Je remercie Frédéric Landy et Joël Cabalion pour ces remarques.

apparaît comme une synthèse, complexifiée, de l'ensemble de ces cheminements, de ceux poursuivis et des autres avortés.

L'objet de recherche

La thèse porte sur le rôle de la catastrophe dans le gouvernement *de* et *par* la rivière à Chennai. Dans le champ de la géographie politique de l'environnement (*political écology*) visant l'examen des rapports de pouvoir en lien avec les actions sur - ou au nom de - l'environnement, la particularité de la thèse réside dans l'approche relationnelle des relations de pouvoir, avec l'accent porté sur les représentations et les pratiques associées à l'espace de la rivière. Trois thèmes principaux recouvrent l'objet de recherche : les représentations, les actions (déclenchées par l'inondation) et le pouvoir. En abordant les territorialités de la rivière Adyar au prisme de l'inondation, cette thèse entend éclairer les enjeux liés à la fabrique de la rivière comme « front écologique ».

Problématique et hypothèses de recherche

Afin de clarifier le questionnement, je propose de récapituler la question de recherche, en présentant les sous-questions avec l'ancrage théorique correspondant.

Au départ, le problème émerge du terrain, de la contradiction soulevée par les représentations plurielles et antagonistes des habitants sur les cours d'eau de Chennai. Ce problème m'a amenée à questionner la définition de « fleuve » et ce que cette appellation induit en termes de relations de pouvoir. Je suis alors partie de la question suivante : dans un contexte d'indifférence pour les cours d'eau dans la « culture habitante », comment expliquer que certains groupes d'intérêts les considèrent comme « fleuve » et s'engagent en son nom ?

L'inondation de décembre 2015, en bousculant l'ordre établi, a ensuite « mis en action » le terrain. Au fil de l'enquête, la réflexion s'est élaborée de manière itérative pour aboutir à la question de recherche suivante, servant de fil conducteur à ce travail :

Comment la re-spatialisation du pouvoir après l'inondation participe-t-elle à l'appropriation de l'Adyar comme front écologique par une élite ?

Bien que la démarche adoptée rompe avec le raisonnement hypothético-déductif classique de la recherche scientifique, la formulation d'hypothèses - même implicites - est indissociable de l'enquête.

Trois sous-questions et hypothèses rattachées à un cadre théorique structurent la recherche en constituant les trois grandes parties de cette thèse :

Sous-questions	Hypothèses	Approche théorique
1. Comment le cours d'eau est-il vécu et approprié par différents groupes sociaux ?	Le cours d'eau fait l'objet de territorialités concurrentes	Territorialités (Aldhuy, 2008), habiter, frontière écologique (Guyot, 2017)
2. Comment l'inondation bouscule l'ordre social existant ?	L'inondation est un moment de re-spatialisation du pouvoir	Ethnographie de la catastrophe (Bensa, Fassin, 2002 ; Clavandier, 2015 ; Revet, Langumier, 2013)
3. Quels sont les dispositifs mis en œuvre dans le gouvernement de la rivière et de ses usages ?	Le discours sur l'empiètement est un dispositif du gouvernement de la rivière et des humains	Environnementalité (Agrawal, 2005a), dispositif (Foucault, 1994a, 2012)

Ces questions sont imbriquées et découlent les unes des autres. Les représentations et pratiques des habitants, liées au cours d'eau (question 1) sont bouleversées sous l'effet de la catastrophe qui bouscule l'ordre social (question 2). L'exploration des dispositifs permet d'entrevoir les contours de l'éco-gouvernementalité autour de la rivière (question 3).

Le schéma n°4 ci-dessous situe l'objet de recherche dans le vaste réseau d'interactions sur le terrain. Il illustre la manière dont les relations entre les habitants et le cours d'eau sont le produit de multiples influences.

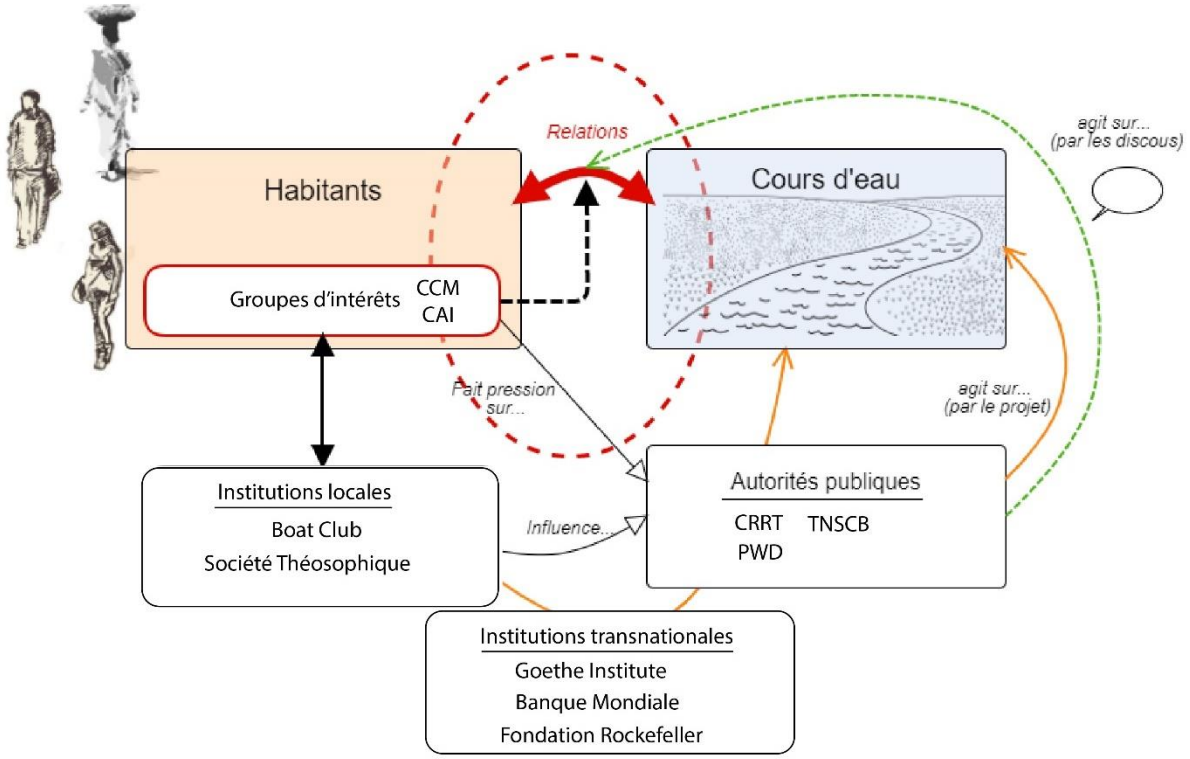


Figure 4 : Schéma de l'objet de recherche
Source : Hochart, 2017

L'ovale rouge en pointillé délimite l'objet de recherche au sens restreint, à savoir l'influence de groupes d'élites environnementalistes (encadré en rouge) dans la redéfinition des relations que les habitants entretiennent aux cours d'eau. Leurs rôles et modes d'actions envers le cours d'eau et les autres groupes sont abordés dans la deuxième partie de cette thèse. L'intérêt de ce schéma est de représenter l'imbrication de cette relation des habitants (collectifs) aux cours d'eau (milieux) au sein d'une multiplicité d'interactions complexes. Ces groupes d'intérêts n'agissent pas isolément : ils font pression sur les autorités étatiques (l'agence étatique de restauration des rivières à Chennai CRRT, les travaux publics PWD, le département des ressources en eau WRD, etc.) - elles même financées par des organisations internationales telles que la Banque mondiale, la Fondation Rockefeller - pour agir sur le cours d'eau *via* le projet d'aménagement. Ils sont également en lien étroits avec des institutions telles que la Société Théosophique, le Boat Club (club d'aviron) ou l'institut culturel allemand, le Goethe-Institut. Ces institutions influencent indirectement les autorités publiques, mènent des projets qui impactent directement la situation du cours d'eau, ou des actions de sensibilisation. Les services de l'état conservent l'autorité la plus influente dans le « gouvernement » du cours d'eau : par la décision de mise en œuvre de projet, mais aussi dans l'inflexion des relations des habitants au cours d'eau à travers des discours politico-médiatiques. Finalement, ce schéma présente les différentes perspectives dont cette thèse rend compte : principalement des habitants et en particulier de groupes d'élites ainsi que des institutions et autorités publiques. Cette thèse entend décrypter la manière dont l'ensemble des relations représentées sur ce schéma évoluent sous les effets de la catastrophe.

Méthodologie

Cette rubrique explicite la démarche méthodologique en énonçant les étapes et les choix qui ponctuent et constituent cette recherche. Ce travail s'inscrit dans une approche socio-anthropologique caractérisée par une démarche ethnographique, qui implique des raisonnements inférentiels à partir de mon expérience située et prolongée sur le terrain. Dans une perspective d'épistémologie constructiviste, on s'intéresse au corpus, c'est-à-dire aux données, à leur recueil et leur analyse, et surtout aux choix effectués au cours de l'enquête.

Une démarche ethnographique

Les sciences sociales, au-delà de leur diversité, accordent au *terrain* - entendu au sens large de lieu de production de données empiriques – une place déterminante dans la construction d'une réflexion scientifique. Les recherches menées dans différents champs disciplinaires, en ethnographie, ethnologie, sociologie et en anthropologie, ont en commun une méthode inductive impliquant un engagement spécifique de l'enquêteur au terrain. La dénomination 'ethnographie' est davantage associée à la méthode relevant du travail empirique, tandis que les termes 'anthropologie' ou 'sociologie' font référence à une approche, un ancrage disciplinaire renvoyant plutôt à des objets spécifiques. Toutefois, les frontières entre les deux disciplines tendent à s'effacer, comme en atteste l'émergence du terme *socio-anthropologie* (Bouvier, 2000 ; Paillé, 2010 ; Olivier de Sardan, 2008) soulignant que la sociologie et l'anthropologie « ont très largement en commun leurs objets, leurs postures et leurs problématiques » (Olivier de Sardan, 2008 :37). Je qualifie la perspective transdisciplinaire adoptée dans cette thèse de socio-anthropologique[1] en référence aux postures, à l'approche, à la méthode et aux outils. En outre, cette expression permet d'affirmer « un double héritage méthodologique convergent : celui de l'ethnologie (à partir de Franz Boas et Bronislaw Malinowski), aujourd'hui appelée anthropologie, et celui de l'école de Chicago (à partir de Robert Park), laquelle a développé de son côté une sociologie de terrain très proche des méthodes ethnographiques » (Olivier De Sardan, 2008 :37). En m'appuyant sur la définition de Daniel Cefaï, j'emploie le terme *ethnographie,* pour désigner une « démarche d'enquête, qui s'appuie sur une observation prolongée, continue ou fractionnée, d'un milieu, de situations ou d'activités, adossées à des savoir-faire qui comprennent l'accès au(x) terrain(s) » (Cefaï, 2010 :7).

Cette partie reprend d'abord les principes du raisonnement inférentiel caractérisant la démarche ethnographique, avant d'aborder le vécu et l'expérience incarnée de l'enquêteur sur le terrain comme source première de production de la connaissance. En dernier point, je discuterai d'un aspect sur lequel portent certaines critiques de la démarche ethnographique, celui des procédés d'interprétation et de généralisation permettant la montée en abstraction.

L'induction analytique

La démarche inductive suivie dans cette enquête part du principe que le problème de recherche naît d'abord de la rencontre entre le chercheur ou la chercheuse et le terrain. Inspirée de la posture critique de l'anthropologue Sophie Caratini quant aux méthodes hypothético-déductives en sciences sociales, j'interroge

[1] L'enquête de terrain implique, par les méthodes employées, une déconstruction des cadres disciplinaires. La transdisciplinarité permet de pallier les limites d'une approche spécifique pour comprendre certains faits dans leur complexité.

la pertinence de l'élaboration d'une problématique *a priori* de l'expérience de terrain : « comment pourrait-on définir a priori une « problématique », au sens du « problème » de « l'objet », alors qu'on ne le connaît pas, qu'on ne l'a même jamais rencontré ? » (Caratini, 2004 : 65). La problématique, s'il en est, ne peut être que le fruit « de la rencontre entre les « problèmes » du sujet cherchant, qui tente justement de mettre en mots « son problème » quitte à le déplacer sur un autre, et du sujet cherché qui, en cette occasion, va être sollicité pour énoncer le sien » (*ibid.* :65) En pratique, cela suppose de veiller à ne pas projeter un problème préalablement supposé sur un objet, mais de laisser celui-ci émerger des interactions sur le terrain. J'ai alors cherché à aborder le terrain l'esprit le plus dénué d'attentes possible, sans anticiper la formulation de questions ou d'interprétations. Le but n'étant évidemment pas d'atteindre un idéal de neutralité - qui serait impossible par ailleurs - mais plutôt de conscientiser mes représentations préformées sur l'objet en développant un regard réflexif sur mes choix dans l'enquête. C'est l'objet de la dernière partie de ce chapitre.

Ainsi, une absurdité, une énigme ou un paradoxe (Katz, cité par Cefaï, 2010 :51) constitue le point de départ du questionnement, une « occasion de perplexité envers l'état ordinaire des choses, […] amenant [l'enquêteur] à se poser des questions, à percevoir la relativité des points de vue, à mettre en doute la légitimité de l'ordre existant » (*ibid.*). Le décentrement induit par l'épreuve du terrain et la rencontre (parfois la confrontation) de l'altérité, permet le décalage du regard qui suscite la réflexion. Le questionnement s'élabore ensuite progressivement au gré des multiples interactions *sur* et *avec* le terrain. Les métaphores de l'immersion, de l'imprégnation ou de l'infusion, récurrentes quand on parle du terrain, témoignent de ce procédé d'induction qui peut se déployer uniquement dans la coprésence inscrite dans le temps long. L'enquête suit son rythme propre et la durée étant l'une des conditions nécessaires pour tisser des relations qui permettent la mise en lumière des circonstances des phénomènes. « Appréhender lentement signifie séjourner », rappelle Pierre Bouvier (2000 : 67). En ce sens, l'adoption de la méthode ethnographique s'interprète comme une résistance à la « tendance productiviste imposée aux chercheurs, rendue visible par l'adoption désormais fréquente de critères quantitatifs dans l'évaluation de la recherche » (Hunsmann, Kapp, 2013 :21). Le travail de terrain se veut au plus près des situations ordinaires, des pratiques quotidiennes, des conversations banales et des routines des enquêtés, la notion de quotidienneté étant « consubstantielle aux conditions de production de […] connaissances » (Bouvier, 2000 :66). Cette posture particulière du chercheur, intégrée au quotidien du groupe d'accueil, marque une rupture par rapport à l'anthropologie classique, basée sur une hiérarchie des savoirs entre enquêteur et enquêté. Je reviens plus bas sur les implications d'une telle posture. L'entrée dans le registre de la familiarité permet alors de produire des connaissances *in situ*, contextualisées, transversales qui rendent comptent du « point de vue de l'acteur », des représentations ordinaires, des pratiques usuelles et de leurs significations autochtones (Olivier de Sardan, 2008). Pour reprendre la catégorisation méthodologique *emic/etic* proposée par le linguiste Kenneth Pike (Pike, 1967) où *emic* renvoie à la perspective des enquêtés sur le terrain, et *etic* les catégories d'analyse du chercheur, il s'agit d'accéder aux données *emic*, c'est à dire la manière dont les enquêtés perçoivent, représentent et catégorisent leur réel.

L'approche ethnographique vise d'abord à recueillir et décrire les pratiques et perspectives des enquêtés dans un contexte donné. Plutôt que de s'attaquer de front au « pourquoi ? » de certaines pratiques, on cherche à décrire et comprendre le « comment ? » laissant ensuite apparaître, en filigrane, les motifs individuels ou collectifs qui sous-tendent les logiques d'action (Katz, 2010 ; Becker, 2002). À la croisée entre la sociologie, qui interroge les individus et les collectifs humains, et la géographie, qui interroge les pratiques du territoire, la démarche ethnographique cherche à expliquer les phénomènes observés. Au-delà d'une attention particulière au terrain, elle implique un ensemble de savoir-faire et savoir-dire incarnés, parfois

inconscients, et c'est avant tout dans l'expérience pratique que l'enquêteur apprend les « ficelles du métier » (Becker, 2002), autant de méthodes ou cheminements qui l'amènent à exercer son regard analytique sur le terrain.

Il existe « une dimension interprétative ou herméneutique » (Sayer, 2000 : 17) dans l'enquête, puisque l'on procède surtout par raisonnements inférentiels (Cefaï, 2010 : 34) à partir des faits observés, décrits et collectés. L'avancée dans l'enquête se fait pas à pas, à tâtons, en suivant des « pistes », des intuitions et à la recherche de preuves, à l'image du déroulement d'une investigation policière. Le terme même *d'enquête* utilisé tant pour la recherche socio-anthropologique que dans le registre policier exprime cette proximité des méthodes. D'ailleurs, les allusions à l'investigation policière ne sont pas rares : « Carlo Ginzburg parle des mots indices et traces à l'appui du « paradigme indiciaire » qui caractérisait selon lui la microstoria et au sujet duquel il évoquait Sherlock Holmes » (Olivier de Sardan, 2008 :86). La compréhension des logiques sociales s'affine au fur et à mesure que l'enquête progresse, dans un dialogue intellectuel permanent, des rétroactions multiples entre production de données et interprétations, réponses et questions. Dès lors, on comprend mieux pourquoi la démarche hypothético-déductive - qui suppose un cadre interprétatif préétabli est peu adaptée à l'approche socio-anthropologique. C'est ce que souligne, entre autres, Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008) dans son ouvrage *La rigueur du qualitatif*, dans lequel il expose les principes de rigueur en sciences sociales qui ne dépendent pas de la formulation d'hypothèses préalables. Selon lui, la « quête de confirmations, falsifications ou vérifications » tend à emprisonner le chercheur dans une « structure mentale de l'hypothèse » et peut « figer l'enquête » voire brider la « découverte » » (*ibid.* :77-78).

Pour autant, l'induction analytique n'équivaut pas à l'absence de toute hypothèse. Les « pistes » suivies dans l'enquête sont ponctuées d'infirmations et de confirmations d'hypothèses implicites. C'est ici qu'entre en jeu la logique de l'abduction, raisonnement sérendipien par excellence, indissociable de la démarche inductive qui caractérise la recherche qualitative (Dumez, 2012). L'abduction, qui signifie « conduire en partant d'un point, emmener » est l'action d'inférer les prémisses les plus vraisemblables permettant de parvenir, par déduction, à une conclusion concordante aux observations. Si la notion prend racine dans l'*apagogè* d'Aristote, aussi appelé le raisonnement par l'absurde, ou puise encore dans certains passages de Laplace (*ibid.*), elle a été théorisée par le sémiologue et philosophe Charles Sander Pierce en 1954. Appelée également *rétroduction* ou *inférence hypothétique*[1], l'abduction a été interprétée de manières variées parfois contradictoires, Pierce lui-même en ayant proposé une dizaine de définitions (*ibid.*). De manière générale, on peut définir « l'abduction [comme] un processus de raisonnement invoqué pour expliquer une observation déroutante »[2] (Aliseda, 2006 : 28, cité par Dumez, 2012 :3). Ce type de raisonnement repose sur les logiques combinées de la déduction et de l'induction ; une complémentarité qu'explicite Hervé Dumez :

> « [l]'abduction démarre avec un fait surprenant. Ce point de départ est fondamental et, bien que Peirce ne s'en soit pas vraiment expliqué, il est sans doute ce qui l'a incité à voir le processus scientifique comme un continuum en trois étapes. Car un fait ne surprend que si l'on s'attendait à autre chose. Pour s'attendre à autre chose, il faut qu'il y ait eu déduction et induction au préalable. On avait une première hypothèse (ce que Aliseda, 2006, appelle une théorie d'arrière-plan – *background theory*). Cette hypothèse a fait l'objet d'une déduction, c'est-à-dire d'une spécification en termes d'effets prédits : si cette théorie est vraie, alors voilà ce que je devrais observer. » (Dumez, 2012 : 4)

[1] L'usage du terme « inférence » ou « procédé référentiel » dans ce chapitre renvoie au raisonnement d'abduction.

[2] "Broadly speaking, abduction is a reasoning process invoked to explain a puzzling observation."(traduction)

Finalement, « [e]n aucune manière, l'abduction à elle seule ne permet de dire si une hypothèse est vraie ou fausse. C'est à partir de la déduction, puis de l'induction comme étape finale que la question de la vérité pourra être abordée. L'abduction ne porte que sur le possible (ou l'impossible) » (Dumez, 2012 :5). L'abduction nécessite alors un mouvement de retour en arrière à partir d'un fait observé et considéré comme surprenant, à la recherche de facteurs explicatifs plausibles. En ce sens, il s'agit d'un procédé largement à l'œuvre et mobilisé parfois inconsciemment par le chercheur dans le travail ethnographique. Quant à la logique déductive, elle fait inévitablement partie de la démarche d'interprétation et de généralisation et n'est pas absente des méthodes d'élaboration de théories à partir du matériau empirique, telles que la théorie ancrée. Entre induction, déduction, il semble donc qu'il n'y ait pas d'incompatibilité, mais bien complémentarité, dans la mesure où « toute science sociale combine les deux démarches, mais dans des proportions variables » (Olivier de Sardan, 2008 :24). Pierre Paillé souligne même l'inextricabilité de ces types de raisonnement, rappelant « qu'il n'est pas possible de séparer deux moments, l'un psychologique, de l'émergence des intuitions, l'autre logique, de l'administration des preuves » (Paillé, 2010 :58). Si je qualifie d'inductive la démarche empruntée dans cette recherche, en raison de la primauté accordée à l'enquête et au raisonnement inférentiel, ce dernier mêle à différents niveaux des logiques intuitives, abductives et déductives (Becker, 2003).

Encadré 1 : Les types de raisonnement logique[1]

- La déduction est une opération qui permet de conclure une affirmation à partir d'hypothèses, de prémisses ou d'un cadre théorique. Les conclusions résultent de ces prémisses ou de cette théorie. Ce principe de la logique a été développé, entre autres, par Aristote dans les premiers analytiques. Il s'agit d'un mouvement du général au particulier.

- L'induction correspond au processus, presque inverse, qui permet de passer du particulier (faits observés, cas singuliers, données expérimentales, situations) au général (une loi, une théorie, une connaissance générale). Selon un procédé synthétique, l'induction établit ce qui est en généralisant d'un échantillon à une classe entière de phénomènes.

- La logique d'abduction porte quant-à-elle sur ce qui peut être. Cela consiste à générer une règle hypothétique à partir d'un cas unique ou un fait surprenant. Selon Pierce, le premier critère permettant d'évaluer la qualité d'une démarche abductive est le caractère explicatif de l'hypothèse. Il évoque le procédé en ces termes :

  « Un fait surprenant, C, est observé ; Mais si A est vrai, C serait une évidence ; Par conséquent, il y a une raison de penser que A est vrai. Ainsi, A ne peut pas être abductivement […] conjecturé tant que l'intégralité de son contenu n'est pas déjà présente dans la prémisse : « Si A était vrai, C serait une évidence » (Pierce, 1978 : paragraphe 189)[2]

  Selon lui, ce type de raisonnement est le seul qui peut conduire à la découverte, à la production de connaissances nouvelles.

[1] Les définitions de cet encadré proviennent du texte d'Olivier Martin intitulé « Induction-déduction » publié dans *Sociologie* [en ligne], *Les 100 mots de la sociologie*, mis en ligne le 01 octobre 2012 et consulté le 21 septembre 2018; ainsi que de l'article de Hervé Dumez intitulé « Qu'est-ce que l'abduction, et en quoi peut-elle avoir un rapport avec la recherché qualitative ? » publié dans *Le Libellio d'AEGIS*, 2012, vol.8, n°3 pp. 3-9.

[2] Pour une analyse logique du raisonnement par abduction, voir l'ouvrage d'Atocha Aliseda, (2006), *Abductive Reasoning. Logical Investigations into Discovery and Explanation*, Synthese Library, vol. 330. Berlin: Springer.

L'expérience par corps

Le matériau empirique de cette thèse provient essentiellement de mon expérience prolongée des situations d'interactions sur le terrain : observations, participations, discussions, échanges. L'engagement ethnographique est avant tout « corporel et inter corporel, avant de se sublimer dans la "bousculade ordonnée" des mots – par cette conversion subtile de la chair du monde dans la chair du langage » (Paillé, 2010 : 55). Le vécu, c'est-à-dire l'expérience incarnée du chercheur ou de la chercheuse sur le terrain, est le médium de l'enquête, à la base même de la production de connaissances. Les dimensions corporelles et émotionnelles, étroitement intriquées, sont fondamentales dans l'expérience du terrain : « le corps est par excellence l'organe d'exploration du monde à la première personne, [...] le lieu d'une percolation et d'une distillation de significations, qui, extraites petit à petit en cours d'enquête, cristallisent après coup dans l'inscription du récit descriptif » (Cefaï, 2010 : 29). À partir de ses propres expériences de terrain, Sophie Caratini souligne également le rôle essentiel du corps dans le processus d'assimilation et de production du savoir :

> « [l]e corps est une mémoire et un système de symboles : un temps et un espace. Il réagit à l'expérience, véritablement chimique, du « terrain », en effectuant des connexions internes, dont la plupart restent hors de portée de « sa » conscience, entre son histoire passée et ce qui lui est donné à vivre. Le capital de savoir qu'il recèle est perpétuellement réveillé par le vécu, car le principe des associations qui est au cœur de l'activité inconsciente est le même que celui qui régit la part consciente de tout travail de « réflexion ». » (Caratini, 2004 :73).

Le travail de terrain, dans certaines circonstances, ne peut s'accomplir qu'au travers d'une implication émotionnelle, corporelle, charnelle (Wacquant, 2011). Ces états émotionnels, souvent perçus comme des limites, des dysfonctionnements ou des obstacles à la production d'une connaissance « objective », sont pourtant au contraire la condition d'assimilation du savoir. Ils permettent de passer la succession d'épreuves de compréhension du terrain. Considérant les travaux de Jon Elster (2003) sur le rôle de l'émotion dans la déconstruction et l'élaboration de croyances, il semble évident que l'emprise de l'émotion sur l'enquêteur soit à la base de la transformation de son regard, aussi bien que de lui-même. Pour reprendre les écrits de Sophie Caratini, « c'est dans ce contexte émotionnel où l'état du corps domine au point parfois d'empêcher la pensée de se développer, que se forgent plus ou moins consciemment les représentations premières qui vont ensuite constituer le fondement du savoir. Un savoir sur l'« Autre », mais aussi un savoir sur soi.» (Caratini, 2004 : 32). La dominance de ces états du corps, submergeant et modifiant continuellement les états de consciences et perceptions du chercheur peut d'ailleurs conduire à des tiraillements, notamment lorsque le corps devient le lieu de tension entre des rôles pas toujours compatibles (Sorignet, 2011).

À travers ses travaux sur la sorcellerie dans le Bocage en Normandie, l'anthropologue Jeanne Favret-Saada ébranle et renouvelle les méthodes en sciences sociales, du moins telles qu'elles étaient pratiquées dans la recherche française. La seule façon de saisir *l'intensité* de l'indicible, selon elle, est à travers l'expérimentation, en acceptant d'« être affectée » par son terrain (Favret-Saada, 2009 [1990] :156). Rompant avec la partition classique entre « eux » et « nous » de l'anthropologie empiriste, elle invite à repenser la place de l'ethnographe, et la reconnaissance des mêmes qualités ontologiques et cognitives entre le chercheur et ceux qu'il enquête est la condition de cette transformation profonde. En ce sens, elle pose les jalons de l'anthropologie symétrique (Kaufmann et Kneubühler, 2014). Mais abolir cette distance entre l'enquêteur et l'enquêté, accepter d'être affecté, c'est aussi voir croître la propension à « basculer » de l'autre côté, et courir le risque que « le projet de connaissance [...] sombre dans l'aventure » (Favret-Saada, 2009 : 159). Jeanne

Favret-Saada en fait elle-même l'expérience : « J'ai complètement basculé », écrit-elle le 7 février, « [m]e voilà de l'autre côté » (Favret-Saada, Contreras, 1981 :152). Le récit du « basculement » de l'ethnographe, présenté comme un « rite de passage » du terrain, est « brandi comme preuve de la réussite du terrain, comme la légitimation liminaire du texte ethnologique » (Fogel, Rivoal, 2009). Sophie Caratini parle du « traumatisme » du terrain, et affirme que « [c]e qui donne à l'expérience sa valeur heuristique est la profondeur de l'ouverture, le degré de traumatisme auquel le chercheur atteint sans pour autant basculer de "l'autre côté". » (Caratini, 2004 : 26)

L'expérience incarnée de l'enquêteur est bien la condition du décentrement nécessaire à la transformation de son regard, mais surtout de lui-même. Le vécu reste la première forme de connaissance du terrain, bien que ces informations ne soient pas systématiquement compilées ou organisées en corpus. Souvent, c'est la combinaison d'informations recueillies et formalisées et d'autres restées inexprimées qui servent l'élaboration de la réflexion : « les informations et connaissances acquises peuvent d'un côté être consignées de façon systématique par le chercheur, qui tire parti de sa présence sur les lieux pour interviewer, observer, noter, compter... D'un autre côté, elles peuvent rester informelles ou latentes, en étant en quelque sorte "incorporées dans sa présence, à travers sa mémoire, ses perceptions, ses affects, son inconscient." » (Olivier de Sardan, 2008 :48-49). La démarche associe donc improvisation et systématicité. Toutefois, la reconnaissance de l'importance de l'expérience n'en pose pas moins un problème d'épistémologie concrète, souligné par nombre d'auteurs : « comment passer des tripes à l'intellect, de la compréhension de la chair au savoir du texte ? » (Naudier, Simonet, 2011 :20) Ceci relève de l'étape suivante, à savoir comment interpréter et conceptualiser ce savoir incorporé dans l'expérience.

Au-delà du singulier : comment généraliser ?

La grande question entourant la démarche ethnographique demeure « comment généraliser ? » à partir d'une enquête singulière. C'est d'ailleurs souvent le point de convergence des critiques qui lui sont adressées. D'abord, il faut rappeler que la simple monographie n'existe pas « puisqu'elle se construit sur la comparaison – jamais explicite – entre les traits culturels dont chaque ethnologue est porteur et ceux auxquels son expérience de terrain le confronte » (Caratini, 2004 :17). De cette mise en perspective implicite découle le décentrement du chercheur, appelant à la critique et à la comparaison en sciences sociales. Le regard de l'ethnologue porté sur une autre culture, celui du sociologue enquêtant auprès d'une classe sociale particulière, ou encore de l'historien s'intéressant à une époque donnée, sont autant de déclinaisons d'un même mouvement de distanciation (Haag, Lemieux, 2012 :15). Toute recherche en sciences sociales implique ce décalage nécessaire pour « penser autrement » les catégories dominantes (*ibid.*). C'est peut-être au cœur même de ce procédé que se trouve la portée nomothétique des sciences sociales.

Ensuite, comme le rappellent Emmanuel Désveaux et Michel de Fornel, il convient de distinguer les procédés de généralisation et d'universalisation (Désveaux, Fornel, 2012) : la généralisation s'apparente à la conceptualisation, à une montée en généralités, sans toutefois prétendre à universaliser les phénomènes observés. La généralisation est le processus qui permet le dépassement de la contingence. En effet, « [c]haque situation observée possède une double singularité : celle de l'individu impliqué […] et celle tenant à la contingence d'un lieu et d'un moment donnés » (Désveaux, Fornel, 2012 :13). En mettant en relation les faits observés à d'autres phénomènes du même ordre, le chercheur « s'efforce de transcender la contingence historique et psychologique de chacune de ses observations initiales » (*ibid.)*, suivant un procédé de « mise en cohérence par fragments » (Arborio, Fournier, 2005 : 68).

La pertinence de la généralisation renvoie à une autre question, celle du choix des *fragments de réalité* observés, à savoir l'échantillonnage. Comment choisir l'échantillon ? Puisque le choix des « fragments du social » repose sur l'anticipation de la pertinence de l'échantillon dans la compréhension des phénomènes étudiés, cela ramène à la question de la généralisation : comment l'échantillon permet-il de tirer des conclusions sur l'ensemble ? Howard Becker (2002) et Hunter [1990] analysent tous deux l'échantillon comme une « version du trope classique de la synecdoque » (Becker, 2002 :123), c'est à dire un détail qui renvoie au tout. L'intérêt de la synecdoque ne réside pas dans sa représentativité de l'ensemble mais plutôt dans sa *capacité* à faire référence à la totalité. Ce ne sont donc pas les proportions qui importent, mais bien « la manière dont les parties d'un tout complexe peuvent en révéler le plan d'ensemble » (Hunter [1990], 122-27 ; cité par Becker, 2002 :123). Et celle-ci ne peut se refléter qu'à travers la particularisation. L'ethnographie se construit en effet sur le paradoxe entre le singulier et la totalité. Ainsi, cette méthode propose d'établir une double assise, une appréhension qui a pour objectif des holismes, des faits sociaux circonscrits et heuristiques. (Bouvier, 2000). Je m'appuie ici en grande partie sur les réflexions de Daniel Cefaï publiées dans le chapitre « *Comment généralise-t-on ? Chronique d'une ethnographie de l'urgence sociale »* de l'ouvrage *Faire des Sciences Sociales : Généraliser* dirigé par Pascale Haag et Cyril Lemieux. L'auteur souligne la dialectique de la généralisation et de la particularisation : « la découverte de catégories et de règles d'analyse va de pair avec la circonscription des cas que l'on entreprend de décrire » (Cefaï, 2012 :32). Ainsi, la démarche de généralisation s'amorce « au ras des "données"» (*ibid.*), par la description minutieuse de cas empiriques singuliers, l'observation de traits récurrents, de dilemmes au sein des interactions. Cerner le cas, « situer l'existant dans un espace de possibilités » (*ibid.*) permet d'entrevoir sa particularité et par là même, sa portée générale. En écho au décalage du regard sur les catégories dominantes, la généralisation repose sur l'observation de la mobilisation de telle ou telle catégorie par les enquêtés : « [g]énéraliser, pour l'enquêteur, c'est d'abord apprendre comment ses enquêtés généralisent eux-mêmes, dans telle ou telle situation » (Cefaï, 2012 :35). En ce sens, c'est uniquement « l'expérience située qui permet de savoir si la généralisation *via* certaines catégories a du sens ou non » (Cefaï, 2012 :38).

Il ne s'agit pas pour autant de minimiser les écueils inhérents à la généralisation, notamment celui de la dérive interprétative (Becker, 2002). Une explication est, par définition, toujours une hypothèse. Ainsi, Jack Katz, sociologue de l'Ecole de Chicago, montre que l'attachement à la description des causes des phénomènes est un moyen d'en saisir les motifs, sans tomber dans le piège de la projection explicative (Katz, 2010 :48). Je développe cette posture méthodologique un peu plus loin, celle-là ayant contribué à guider mon écriture du carnet ethnographique sur le terrain. D'autre part, l'ambition nomothétique peut mettre en péril l'essence empirique du travail ethnographique dans une forme d'abstraction qui fondrait la particularité dans le grand tout. Le recours aux concepts étant en soi déjà un procédé de généralisation, il semble important de rechercher un équilibre entre données et abstraction : c'est, selon Howard Becker, probablement dans cette perspective que Robert K. Merton a développé la « théorie à moyenne portée »[1] (Merton, cité par Becker, 2002).

Cet équilibre provient de l'amorce d'analyse qui s'élabore et se renforce « dans une dynamique d'aller-retour entre observations, descriptions, analyses, discussions et lectures » (Cefaï, 2012 :37). La production de

[1] Dans son ouvrage *Social Theory and Social Structure* paru en 1949, Robert K. Merton développe, à partir d'une critique de l'approche de Malinowski, une vision de la sociologie plus en phase avec l'empirisme de la sociologie américaine. Il soutient que les sociologues doivent produire des théories soutenues par des observations limitées à un domaine restreint de la vie sociale.

données implique un processus de restructuration incessante de la problématique, à travers un ajustement entre le cadre interprétatif et les éléments empiriques : Baldamus parle de « double ajustement réciproque » (*reciprocal double fitting*) (Baldamus, 1972, cité par Katz, 2015 :135) en référence à ce procédé, mobilisant « l'image d'un menuisier qui ajusterait une porte à son cadre en rabotant alternativement le cadre et la porte » (Olivier de Sardan, 2008 :84).

La généralisation s'inscrit donc dans ce dialogue continuel entre données et concepts, au cœur d'une dialectique ouverte entre général et particulier. Les propos de Daniel Cefaï rendent compte de cette imbrication multiple de mouvements réflexifs caractérisant la généralisation :

> « Il n'y a donc pas un mouvement simple qui va du particulier au général ou du général au particulier mais, mais un mouvement d'emboîtement de contextes successifs de généralisation, qui se corrigent, se confirment ou s'infirment les uns les autres ; et en contrepoint, un autre mouvement d'emboîtement de contextes successifs de particularisation des cas, pour lequel il existe une locution verbale en anglais : *to case cases*[1]. » (Cefaï, 2012 : 44)

En conclusion, la démarche d'enquête ethnographique adoptée dans cette recherche renvoie à une posture à la fois méthodologique et épistémologique visant l'appréhension des manifestations plurielles du singulier. Le recueil des perspectives des enquêtés, au plus près des phénomènes, constitue l'essence du procédé d'induction analytique. À l'encontre du principe positiviste, un autre cheminement est proposé, celui de l'implication du chercheur à la première personne, visant à définir dans un même mouvement l'objet et les facteurs explicatifs (Cefaï, 2010). Arborant une étiquette « terrain » de plus en plus prisée en sciences sociales[2], l'ethnographie continue d'être « pénalisée par une logique du modèle et du nombre » (Cefaï, 2003 :39), ce qui lui vaut aujourd'hui son statut paradoxal en sciences sociales. La posture au terrain témoigne d'un ancrage phénoménologique fort, en même temps que l'approche relationnelle se fonde aisément dans l'interactionnisme symbolique. Ainsi, nombre d'auteurs revendiquent aujourd'hui un pluralisme ethnographique à la croisée du pragmatisme, de l'herméneutique, et de la phénoménologie. L'ethnographie puise sa force dans le terrain, « puissant antidote contre la pensée abstraite, la caricature idéologique et l'esprit gestionnaire [qui] soigne l'esprit contre le simplisme » (Cefaï, 2010 :10). En ce sens, on peut voir en l'ethnographie un « incubateur de théorie et de politique » (Cefaï, 2012 :52). Bien plus qu'une simple méthode de collecte de données, cette dernière « requiert une transformation du regard sociologique ou anthropologique » (Cefaï, 2010 : 9) ; c'est pourquoi elle est indissociable d'une dynamique réflexive.

Le terrain à l'épreuve des aléas de l'enquête

Le terrain, en tant qu'espace social de production de données, est défini au fur et à mesure de la progression de l'enquête. L'inondation de décembre 2015, en particulier, a marqué une rupture et une « mise en mouvement » du terrain, appelant à sa redéfinition. Au-delà des incertitudes inhérentes au déroulement de l'enquête, deux critères principaux ont orienté la circonscription du terrain : le questionnement de recherche, et la faisabilité, prenant en compte à la fois les enjeux pratiques, temporels et matériels.

[1] Expression que l'on peut traduire littéralement par « emboîter des cas ».

[2] Bien que cela ne soit pas le cas dans toutes les disciplines : en géographie, par exemple, les réflexions de Jean-François Staszak (2001) tendent à remettre en cause la place prédominante du terrain dans l'analyse.

Une focale sur l'Adyar

Lors de premiers temps exploratoires sur le terrain, mon intérêt se porte sur un éventail de personnes impliquées, de près ou de loin, dans le devenir du cours d'eau à Chennai. Cela regroupe des habitants aux profils sociologiques variés, résidant à proximité ou à distance des cours d'eau, des représentants des autorités gouvernementales, des militants écologiques, des académiciens. J'ai d'abord été attentive à l'ensemble des événements en lien avec les trois principaux cours d'eau de Chennai : la Cooum, l'Adyar ainsi que le canal Buckingham. Quelques brèves explications du contexte de Chennai (plus amplement détaillé dans le chapitre 1) permettent de saisir les particularités de chacun de ces cours d'eau, et ainsi d'éclairer les raisons d'un choix plus spécifiquement porté sur les dynamiques autour de l'Adyar.

Fondée comme comptoir colonial en 1639, Chennai, anciennement Madras, capitale du Tamil Nadu, tient son origine de l'implantation du fort St-George par les Anglais. Le territoire est traversé par deux rivières, la Cooum au nord et l'Adyar au sud, ainsi que par le canal Buckingham longeant la côte (voir Figure 5 ci-dessous).

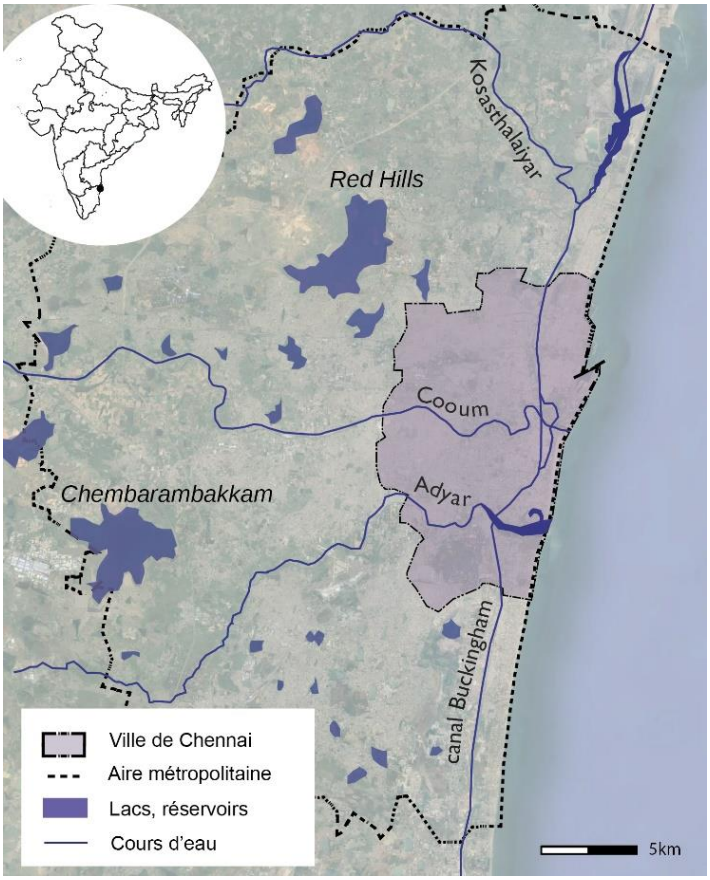


Figure 5 : Carte des cours d'eau de Chennai
Source : Hochart, 2018 ; Fond de carte : Google Earth® 2002

Alimentées seulement quelques mois par an par les pluies de mousson, ces cours d'eau n'ont pas constitué une ressource pérenne[1] en eau pour les habitants. La colonisation britannique a attribué aux cours d'eau des usages différents, issus d'un imaginaire fluvial occidental : la Cooum devient une voie navigable et ses abords

[1] L'apport en eau a reposé essentiellement sur les réservoirs des temples et le système de *eris*, imbrication de lacs semi-artificiels dans la région sud-indienne ayant permis de pérenniser la ressource en eau.

s'urbanisent rapidement, les travaux de construction du canal Buckingham son initiés, tandis que les *garden-houses* anglaises fleurissent sur les rives de l'Adyar, prisée pour sa fraicheur et son cadre verdoyant (Muthiah, 2014 [1981]). Le Boat Club, club d'aviron fondé par les colons anglais en 1867 est implanté en 1892 sur la rive nord de l'Adyar. Aujourd'hui, l'Adyar conserve les marques de cette appropriation élitiste, tant dans l'occupation de ses rives que dans la portée socialement exclusive des projets de restauration écologique. Lieux de forts contrastes sociaux, marqués par la coprésence de résidences luxueuses et de quartiers d'habitats précaires, les abords de l'Adyar sont largement privatisés et acueillent des quartiers résidentiels aisés. Tandis que les rives de la Cooum sont largement urbanisées, l'Adyar, plus excentrée, a été moins impactée par cette densification, expliquant aujourd'hui la présence de quelques « poches » de verdure à ses abords. Ces espaces relativement préservés sont concentrés dans les sites d'institutions telles que la Société théosophique, l'université Anna, ou encore *l'Indian Institute of Technology*, et le parc national de Guindy. Considérant l'étalement croissant de la ville vers le sud, les abords de l'Adyar constituent un enjeu stratégique dans la planification urbaine. Par ailleurs, l'étiquette « verte » associée à l'Adyar renforce les intérêts d'une élite en quête d'une meilleure qualité de vie urbaine. Finalement, alors que l'Adyar concentrait déjà les préoccupations environnementales, sa forte médiatisation à la suite de l'inondation n'a fait que renforcer son appropriation « écologisante » et sa place sur le devant de la scène.

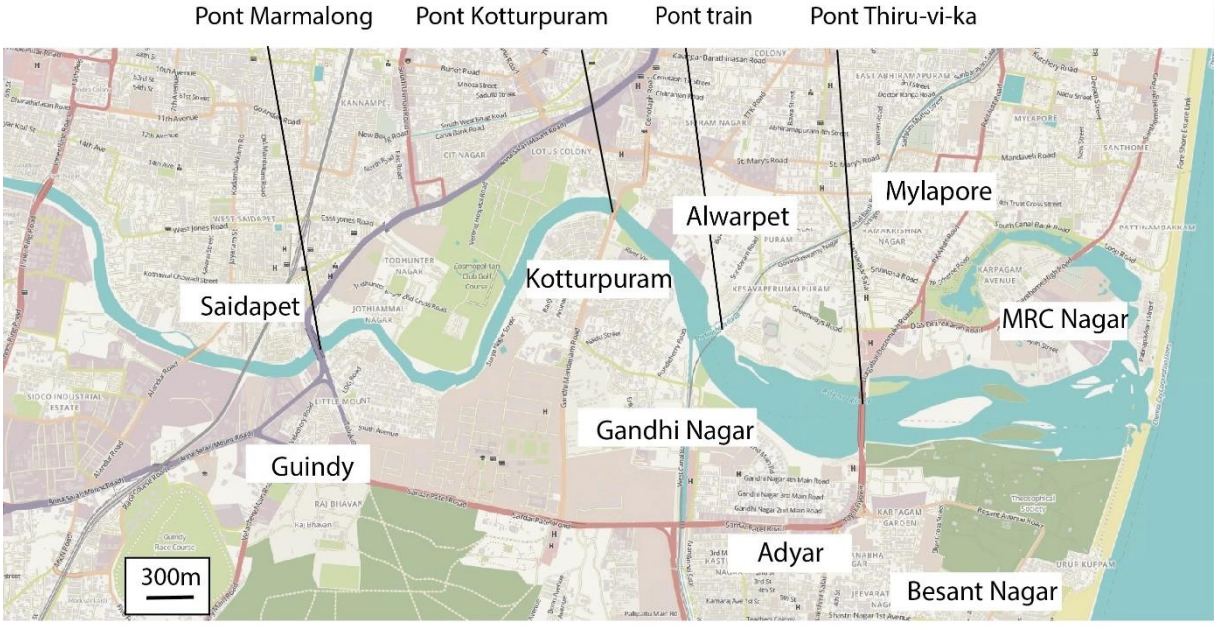


Figure 6 : Carte des quartiers aux abords de l'Adyar et des ponts la traversant
Source : Hochart, 2019 ; Fond de carte : Open Street Map

Espace convoité dont le devenir cristallise les aspirations bourgeoises, l'Adyar est le lieu de convergence et d'expression d'un environnementalisme élitiste, ce qui lui confère cette attention particulière dans l'enquête.

L'inondation comme évènement

Les termes de l'investigation et les enjeux du terrain sont mis à l'épreuve lors d'un évènement brutal et déterminant de l'enquête, les inondations de décembre 2015. Les fortes pluies de moussons conjuguées à l'ouverture du réservoir *Chembarambakkam* (situé en amont de l'Adyar) par les autorités publiques ont conduit au débordement violent de la rivière. L'événement induit un véritable bouleversement de l'ordre

social et des représentations établies sur le cours d'eau a lieu. Jusqu'alors négligée et évincée des discours, l'Adyar devient le cœur des préoccupations. La période post-inondations est alors ponctuée de contestations, d'actions et de revendications de la part de divers groupes de la société civile.

Ébranlant les cadres d'intelligibilité, la catastrophe a impliqué une redéfinition de la problématique et du terrain, marquant un tournant significatif dans l'enquête. Cet évènement, « modification sensible des rapports de force et de la configuration des possibles » (Bensa, Fassin, 2002 :7) a permis de saisir les relations de pouvoir dans l'action envers - et au nom de - la rivière. En « bouleversant les conditions d'énonciations et le contenu des énoncés » (Bensa, Fassin, 2002 :7), l'inondation a représenté un moment heuristiquement fécond dans l'analyse des discours sur le cours d'eau.

Inspirée des réflexions de Alban Bensa et Eric Fassin sur la place de l'évènement en sciences sociales, j'ai saisi ce moment du terrain pour en faire un outil méthodologique. L'inondation a fait émerger l'action sur le terrain. Pour reprendre les termes de Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008), l'inondation est ici le « *diagnostic event* », c'est-à-dire l'événement social choisi pour ses propriétés symptomatiques qui sert de « révélateur ». Ce statut lui est attribué parce que « dans les interactions qui s'y produisent, on observe le jeu de logiques sociales plus vastes, la mise en œuvre de normes pratiques plus répandues, le déploiement de stratégies récurrentes, le poids de contraintes exogènes, l'effet de forces ou de mécanismes extérieurs » (Olivier de Sardan, 2008). En somme, il transforme le regard sur l'objet, et l'objet en lui-même.

Les gens : profils des groupes enquêtés

Si je me suis intéressée à un ensemble d'acteurs divers, tous liés de manière directe ou indirecte dans le gouvernement du cours d'eau (habitants de résidences riveraines, habitants de bidonvilles, étudiants, architectes, responsables officiels), mon attention s'est portée sur deux groupes sociaux en particulier : le *Cooum : A cultural Mapping* et la *Clean Adyar Initiative*.

Dans un contexte essentiellement caractérisé par la négation ou l'effacement du fleuve, certains groupes d'élites s'emparent, à la suite de l'inondation, de la question de la restauration écologique. L'enquête porte plus spécifiquement sur deux groupes d'intérêts exprimant un engagement spécifique à la rivière : le « *Clean Adyar Initiative* » (écrit ensuite CAI), et la « *Cooum : a cultural mapping* » (écrit CCM). Ces groupes ont le statut de « groupe social témoin », selon l'expression de Jean-Pierre Olivier de Sardan, c'est à dire qu'ils constituent un « lieu de recherche intensif [...] [servant] de base de référence pour des enquêtes plus extensives » (Olivier de Sardan, 2008 :89). Si ces groupes occupent une place privilégiée dans l'enquête, cette stratégie n'omet pas la nécessité de comparer, nuancer et éclairer les résultats avec l'apport de perspectives issues d'autres groupes sociaux, de récits écrits ou de discours médiatiques. Ainsi, « la notion de groupe social témoin cherche à récupérer un des atouts des monographies ethnographiques d'antan (le séjour prolongé dans un petit groupe) tout en contournant son inconvénient (l'enfermement dans le micro) et en l'adaptant à de nouveaux contextes, en particulier des enquêtes comparatives « multisites ou des enquêtes sur des groupes non localisés ou des groupes professionnels » (*ibid.*: 90). Cela permet ainsi de « démultiplier les points d'accès au terrain en s'assurant de l'aide de plusieurs médiateurs, informateurs et interprètes, […] condition de satisfaction de l'idéal d'impartialité et d'objectivité » (Paillé, 2010 : 38)

Le groupe CAI inclut certains membres du Boat Club impliqués dans la restauration écologique de l'Adyar, et le second groupe CCM documente les rivières de la ville dans une visée de découverte patrimoniale.

Ces deux groupes se rejoignent dans la revendication d'une posture non militante. Ils sont ainsi appréhendés ici comme des groupes d'intérêts (ou groupes d'intérêts particuliers), c'est-à-dire des groupes de personnes cherchant à influencer les décisions des autorités de manière à défendre collectivement un intérêt spécifique (à l'inverse des partis politiques qui ont pour but la conquête du pouvoir). En particulier, on retient ici la définition de Michel Offerlé, selon laquelle les groupes d'intérêts sont « des (re)groupements de représentation, durables ou ponctuels, que leur porte-parole font agir pour promouvoir, à titre principal ou accessoire, la défense d'intérêts sociaux, de quelque nature que ce soit » (Offerlé, 2009).

Intéressés par l'histoire et la culture locale, les membres du CCM organisent des sorties patrimoniales thématiques en lien avec les activités de la Madras Week. Ce groupe coïncide avec celui créé sur les réseaux sociaux sous le nom de « *Cooum : a cultural mapping* » (décliné en « *Adyar : a cultural mapping* ») créée en 2014, qui vise la documentation du patrimoine matériel et immatériel le long des rivières de Chennai. Les photographies ci-dessous (Figure 7 et Figure 8) sont issues de sorties organisées dans le cadre des activités du « *Cooum : a cultural mapping* ».



Figure 7 : Photo du groupe CCM à Kovur lors d'une sortie patrimoniale le long de l'Adyar
07/01/2017



Figure 8 : Photo de la visite d'un temple situé à proximité de la rivière Cooum avec le groupe « Cooum : a cultural mapping »
19/12/2015

Malgré l'importance de ce groupe (1700 membres), le nombre d'individus effectivement impliqués est bien plus réduit, et l'enquête repose sur l'expérience de 25 membres actifs. Ensemble fortement hétéroclite, on peut toutefois mettre en évidence quelques traits communs. Les résultats de 68 répondants au questionnaire en ligne partagé au sein du groupe sur les réseaux sociaux permettent de confirmer et préciser les observations de terrain. Originaires de Chennai ou du Tamil Nadu, les membres du groupe manifestent une forte attache au territoire, qu'ils connaissent et renseignent finement à travers leurs pratiques. Ils sont pour la plupart hindous pratiquants et ne dérogent pas aux obligations familiales et sociales (mariage arrangé, par exemple). Agés de la cinquantaine, travaillant (ou retraités) pour la majorité dans le domaine de l'informatique ou du journalisme. Certains d'entre-eux bénéficient d'une relative ouverture culturelle : ils voyagent fréquemment et ont généralement de la famille installée à l'étranger (aux États-Unis, en Europe et aux Émirats Arabes Unis). Pour autant, ils privilégient entre eux les échanges en tamoul et poursuivent une

démarche de valorisation de la culture locale. Bien que les temples hindous demeurent centraux dans leurs approches de l'histoire, leurs pratiques révèlent un penchant pour le patrimoine colonial. Cela transparaît dans les lieux qu'ils fréquentent pour certains, tels que les clubs de quartier – le Mylapore Club, le Cosmopolitan club, ou encore leur admiration pour le Madras Club.

Le second groupe, la *Clean Adyar Initiative* (CAI), rassemble des habitants engagés dans des actions environnementales envers la rivière Adyar. Co-fondée en mars 2016 par deux adhérents du Boat Club, cette initiative implique une dizaine de personnes dont les membres les plus actifs font partie du club. Plusieurs groupes ou associations à visée environnementale opèrent à Chennai, souvent indépendamment et selon des approches divergentes, parfois contradictoires. La particularité de ce groupe réside en leur stratégie d'action en collaboration avec les autorités publiques. La capacité d'influence de ce groupe quant à l'aménagement futur de la rivière est l'un des critères du choix de ce groupe témoin. Au-delà des trajectoires individuelles, les membres de la CAI partagent un certain nombre de caractéristiques : représentant une minorité d'élites, issus pour la plupart de la caste des brahmanes[1], ils jouissent d'un haut niveau d'éducation. La culture occidentalisée dont ils sont imprégnés se reflète dans leurs pratiques quotidiennes (course à pied, aviron, sortie), la manière dont ils s'expriment (usage de l'anglais britannique) ainsi que dans leurs centres d'intérêts et dans certaines de leurs valeurs (écologie, engagement social) ou encore les voyages fréquents en Inde ou à l'étranger. Cela ne les empêche pas, du moins pour quelques uns d'entre eux, de valoriser le tamoul littéraire, la culture cinématographie ou encore la cuisine locale. La présence d'un *Puja Mandir,* un petit temple hindou dans la cuisine chez Praveen, comme il est coutume en Inde traditionnelle, est représentative de cette double culture.

Le choix d'enquêter plus spécifiquement auprès de ces deux groupes repose sur plusieurs facteurs. D'abord, le CCM représente l'un des groupes les plus importants portant un intérêt au cours d'eau, et le prosélytisme et l'expansion qui le caractérise atteste d'une propension à faire infuser certaines valeurs ou pratiques plus largement auprès d'autres groupes sociaux : il est en ce sens un groupe témoin, indicateur des dynamiques sociales associées à la rivière urbaine. L'essor de leurs pratiques reflète le regain d'intérêt pour la rivière de la part des élites locales. Par ailleurs, la focale portée sur la dimension patrimoniale et historique de la rivière dans leurs pratiques permet de mettre en perspective leur approche avec celle des groupes environnementalistes sur la rivière. D'un autre côté, la CAI figure parmi les rares groupes environnementalistes qui concentre leurs efforts sur la restauration écologique de la rivière Adyar. L'examen de leurs positionnements par rapport à l'État et leurs modes d'actions permet d'éclairer les logiques de l'environnementalité. Les noms des groupes (CAI et CCM) sont directement issus du terrain.

Mobiliser les discours de personnes enquêtées soulève également une question méthodologique de taille : comment retranscrire les propos d'enquêtés énoncés sans tomber dans le piège de la surinterprétation ? En considérant les risques de la dérive interprétative, il apparaît essentiel de replacer systématiquement les propos des enquêtés dans leur contexte d'énonciation : une précaution méthodologique que je m'efforce d'adopter tout au long de cette thèse. Aussi, le recours aux portraits d'enquêtés, distingués par des encadrés en début de chapitre, permet de rendre compte du point de vue situé de la personne enquêtée, forgé à partir de sa trajectoire personnelle et sociale. Plus encore, détailler l'histoire de l'enquêté apparaît comme un moyen

[1] Traditionnellement, un brahmane est un membre d'une des quatre castes définies par l'hindouisme, regroupant notamment les prêtres, les sacrificateurs, les professeurs et les hommes de loi – ou plus largement les enseignants du Brahman comme l'indique clairement le titre de « brâhmane ». La caste des brahmanes recouvre une réalité variée. Toutefois, dans le cas du groupe enquêté ici, ils représentent une classe d'élite intellectuelle.

de contourner l'écueil de la généralisation qu'opère le travail sociologique classique lorsqu'il homogénéise des caractéristiques individuelles. En dévoilant les « plis du social »[1] (Lahire, 2011), l'histoire de vie apporte une densification et une singularisation des propriétés contextuelles et dispositionnelles des enquêtés, donnant ainsi davantage de corps aux notions dispositionnalistes comme « schèmes » ou « habitus » (*ibid.*). Par ailleurs, le recours aux anecdotes de terrain ou à d'autres supports illustratifs tels que le matériau cinématographique s'inscrit dans la même volonté de donner du relief au contexte d'énonciation des enquêtés.

Le terrain, entendu au sens large d'espace matériel, social, politique et temporel de production de données, a été circonscrit de manière itérative et réflexive en fonction des évènements et phénomènes survenus au cours de l'enquête. La catastrophe de décembre 2015 constitue un moment crucial, à la fois révélateur et catalyseur des dynamiques sociales : l'évènement a occasionné une réponse de l'État et mis en lumière des revendications de groupes d'élites. Parmi ces derniers, deux groupes témoins ont été placés au centre de l'enquête : le « *Cooum : a cultural mapping* » (CCM) et la *Clean Adyar Initiative* (CAI), tous deux affirmant un engagement particulier envers le cours d'eau.

Les outils de l'enquête socio-anthropologique

L'enquête s'appuie sur une combinaison d'outils empruntés tant à l'anthropologie qu'à la sociologie. La majeure partie des données provient de l'imprégnation sur le terrain, des interactions, des discussions informelles et observations recueillies dans un carnet de terrain. Par ailleurs, plusieurs séries d'entretiens (exmploratoires, semi-directifs et avec photo-élicitation) ont permis de compléter, corroborer ou réorienter les hypothèses inférées au cours de l'investigation. Une revue de presse a également permis l'analyse du discours dominant sur la rivière dans les différentes phases de l'enquête. Cette partie énonce la manière dont ces méthodes de recueil de données ont été mobilisées et croisées, en soulignant notamment leurs apports, leurs limites mais surtout leur complémentarité.

Le carnet de terrain : outil de l'induction analytique

L'observation *in situ* lors de séjours prolongés sur le terrain – 3 périodes de 6 mois de janvier 2015 à mai 2017 – constitue la source principale d'informations recueillies par le biais de l'imprégnation. La première phase exploratoire d'un an et demi a été ponctuée de discussions informelles et d'entretiens auprès d'un large éventail d'individus en lien plus ou moins direct avec le cours d'eau. Les rivières urbaines de Chennai – la Cooum et l'Adyar – ont constitué le fil conducteur de l'enquête, orientant les choix d'interactions. La participation aux évènements académiques, associatifs, militants a permis de cerner les acteurs impliqués dans le devenir des cours d'eau.

Avant tout, c'est l'expérience et le partage du quotidien des habitants sur place qui a été la première source d'informations. J'ai passé quelques semaines à la résidence de l'université Anna avant d'habiter, sur deux périodes consécutives, en colocation avec deux amies originaires de l'état du Kerala, l'une doctorante en physique médicale à l'université Anna, l'autre employée à la banque, ainsi qu'une troisième personne originaire de Pondichéry et employée chez Tata Consultant. Nous résidions dans le quartier de Besant Nagar,

[1] En considérant l'individu comme un plissement des institutions et des cadres sociaux, Bernard Lahire livre dans son ouvrage les conditions d'une « étude sociologique des plis les plus singuliers du social » (Lahire, 2011:17).

situé au sud de l'Adyar (voir la carte ci-dessous Figure 9). L'année suivante, celle de l'inondation, j'ai partagé un appartement dans le quartier Adyar avec une employée de banque originaire de Trichy et une enseignante américaine, dont j'ai fait la connaissance au moment de l'emménagement. Enfin, en dernière année, j'ai vécu avec une keralaise, étudiante à l'*Indian Institute of Technology* dans le quartier de Thiruvanmyiur. La carte ci-dessous (Figure 9) situe ces quatre lieux de résidence dans la ville de Chennai. Ces éléments permettent d'éclairer l'orientation de l'enquête et l'accès aux données, en lien avec mon expérience de terrain, essentiellement basée dans les quartiers suds, relativement aisés, à proximité de l'Adyar.



Figure 9 : Carte situant mes quatre lieux de résidence à Chennai
Source : Hochart, 2019 ; Fond de carte : Google Earth® 2002

D'autre part, mon insertion au sein des groupes enquêtés m'a permis de saisir les pratiques des individus en situation (par exemple lors des sorties patrimoniales, ou lors de réunions de la *Clean Adyar Initiative*) mais aussi dans des circonstances plus informelles (lors de repas, fêtes, cérémonies, festivals, course d'aviron, course à pied etc.). C'est d'ailleurs dans ces moments de convivialité, alors que ma posture d'enquêtrice tend à se faire oublier, que j'ai pu avoir accès aux pratiques et aux propos les plus spontanés.

Plongée dans des systèmes d'interactions mettant inévitablement en jeu ma propre subjectivité, le carnet de terrain ethnographique a été le principal instrument de cette enquête : outil de collecte, d'analyse des données, mais aussi de distanciation et d'orientation (Hess, 2010). D'abord, il permet d'organiser la trace, la description, le souvenir des interactions, des phénomènes et évènements observés ou vécus sur le terrain (*ibid.*). Il est le support de recueil des données « brutes », et en même temps le « lieu où s'opère la conversion de l'observation participante en données ultérieurement traitables » (Olivier de Sardan, 2008 :52). Par la formulation d'intuitions, la mise en mots d'énigmes ou d'ébauches d'analyse, l'écriture sur le terrain est à la base de l'induction analytique (Cefaï, 2010). D'autre part, en rassemblant les indices, traces, données, et réflexions, le carnet de terrain permet la mise en relation des informations, se révélant d'ailleurs indispensable dans le codage et la triangulation entre les données (*ibid.*). Surtout, le carnet de terrain sert d'outil principal d'objectivation (Olivier de Sardan, 2008 ; Paillé, 2010) : chacune des notes descriptives des scènes s'accompagne de commentaires sur les signes de mon interférence dans l'enquête. Ce sont des

données que j'exploite dans la partie réflexive. Enfin, dans une autre mesure, le carnet a été un outil d'orientation, une boussole dans les moments d'égarements, ceux où j'ai pu « perdre pied » dans le tourbillon des interactions. Jeanne Favret-Saada, dans un entretien publié en 1980, relate comment la prise de note a été justement un moyen de retrouver une prise sur l'enquête :

> « Dans la journée, je n'avais aucune maîtrise des situations : on me mettait à des places inconnues de moi, ou connues mais difficiles à occuper. Je jouais ma partie comme je pouvais, toujours un peu de travers. Ecrire le soir était une manière de reconquérir un minimum d'initiative, au moins je pouvais prendre vue sur les événements et les ressaisir verbalement. » (Favret-Saada, 1980)[1]

Le carnet de terrain est donc l'outil de collecte et d'analyse des « traces *objectivées* de "morceaux de réel' » (Olivier de Sardan, 2008 :50) auxquels l'enquêteur ou l'enquêtrice accède depuis son point de vue situé. Ce recueil est possible par l'adoption d'une méthode combinant participation et observation, que je nomme « participation observante » (Soulé, 2007). Quels sont les apports et les limites de cette méthode ? D'abord, la participation observante, *a contrario* de l'entretien ou d'autres méthodes d'observations dites indirectes, permet d'appréhender des pratiques qui ne sont pas nécessairement conscientisées par les individus. À ce sujet, l'anthropologue Jean Bazin exprime avec justesse la dimension énigmatique qui entoure l'action humaine :

> « Il y a opacité inhérente aux actions quelles qu'elles soient, à commencer par celles qui nous sont le plus familières, les nôtres, qui tient à ce qu'elles procèdent par prétérition : elles n'exposent pas à la ronde, pas même à bon entendeur, les conditions de leur effectuation. Elles ne sont pas didactiques [...] Que nous sachions entre nous comment faire n'implique pas en effet que nous sachions dire à un tiers comment nous faisons. » (Bazin, 2008 :359)

Si l'action est parfois inintelligible pour l'individu lui-même, comment pourrait-il la décrire ou la justifier ? Pierre Paillé souligne la difficulté de se remettre entièrement aux propos des individus, tant ils peuvent être équivoques :

> « [l]es éventuelles déclarations de cet individu, à quoi il est courant de se référer, n'en sont qu'un succédané. Il peut en effet ignorer ce qui l'a motivé, être confus sur ses sentiments, avoir oublié son état au moment de l'acte en question. Il peut être incapable d'en parler à autrui, ou, du moins, paraître hermétique ou confus aux yeux de son interlocuteur, comme c'est le cas lorsqu'il existe un écart social et culturel (Schatzman et Strauss, 1955). Il peut, en toute bonne foi, fournir au titre de motifs des élaborations survenues après coup, qui n'ont rien à voir avec ses intentions ou ses pensées d'avant ou pendant l'action, à supposer même qu'il ait eu des intentions ou des pensées en rapport avec cette action. » (Paillé, 2010 : 68)

Par la participation observante, il est possible d'avoir accès à des données plus proche de l'individu, une pratique spontanée qui ne passe pas par une formalisation consciente possiblement inhibitrice, problématique ou déformante.

Cela permet, en outre, de mettre en évidence les circonstances des phénomènes. Un passage de l'article de Laura Ferilli évoque en subtilité la contingence de l'action humaine, soulignant l'importance de sa considération :

[1] « La puissance du verbe, entretien avec Jeanne Favret-Saada », publié dans la revue *Question De*. No38. Octobre 1980, en ligne sur le site : http://www.revue3emillenaire.com/blog/la-puissance-du-verbe-entretien-avec-jeanne-favret-saada/

> « En occultant le poids du contexte, le chercheur suppose que les personnes en vis-à-vis sont en connexion directe avec leur essence figée insérée dans une réalité de marbre. Dès lors, ce que les enquêtés disent, ce qu'ils donnent à voir, ce qu'ils disent penser et être ou ce que l'anthropologue pense qu'ils sont, semble toucher une sorte d'immuable quintessence de leur être. Or une grande part de ce qui est l'est dans une situation donnée, déterminée par une multitude de facteurs. » (Ferilli, 2014 :4)

En ce sens, la description à partir de l'observation tend à atténuer cet écueil en replaçant les actions et les propos des enquêtés dans leur contexte d'occurrence. Finalement, l'observation possède également l'avantage de dépasser les barrières ou biais linguistiques en donnant accès directement aux pratiques (bien qu'il y ait également une dimension socio-culturelle des pratiques). Sans nier les atouts de la méthode d'observation directe, cette posture n'en pose pas moins un problème pratique et épistémologique concret : comment observer tout en étant extérieur à l'interaction ? Les réflexions de Jeanne Favret-Saada et Sophie Caratini m'ont largement inspirées sur ce point. Je rejoins d'ailleurs leur posture critique quant à la méthode que certains ont appelé « observation participante » à la suite des travaux de Malinowski, et qui consisterait à « observer » en même temps que l'on « participe ». Cela repose sur la contradiction entre le fait d'observer, qui suppose une extériorité, et de participer, qui implique d'être dans l'interaction : « en rhétorique, on appelle cela un *oxymoron* » (Favret-Saada, 2009 :147). « Comment être en même temps dedans et dehors ? » interroge Sophie Caratini (Caratini, 2004 :77), mais peut-être faudrait-il considérer que l'on se trouve toujours un peu à la fois dedans et dehors (Lahire, 2011 ; Schütz, 2014). Quoi qu'il en soit, personne ne saurait observer sans d'abord participer, en ce sens l'expression « participation observante » semble plus appropriée pour traduire la posture impliquée du chercheur. Pour autant, cette formulation ne résout pas l'ambiguïté qui plane sur le degré d'engagement : « [l]a participation est un leurre, du moins pour une grande part, car participer à quoi, comment, jusqu'où ? Voilà la triple question à laquelle il nous faut répondre. » (Caratini, 2012 :155)

Pour conclure, la participation observante a été la méthode adoptée pour recueillir les données notées dans un carnet de terrain. Ce dernier a été également un instrument de prise de recul. La participation observante offre l'avantage d'un point de vue depuis l'intérieur des interactions, permettant d'accéder à des informations non conscientisées par les enquêtés. Ces données sont continuellement confrontées avec le discours des enquêtés sur leurs pratiques, obtenu à travers les entretiens.

Les entretiens et la photo-élicitation

Au cours de l'enquête, plusieurs types d'entretiens ont été réalisés : exploratoires, semi-directifs ainsi que des réactivations d'entretiens avec des supports photographiques. L'ensemble de ces entretiens ont visé à compléter, corroborer ou réorienter les hypothèses inférées au cours de l'investigation.

Sur un ensemble de 29 entretiens réalisés au cours de l'enquête, 10 entretiens exploratoires ont été conduits de février à mai 2015 auprès d'acteurs variés (résidents de *slums* relogés, résidents de quartiers aisés, représentants de l'autorité étatique (CRRT, TNSCB, département environnement du CMDA), architectes, étudiants en architecture, etc.) et 13 entretiens approfondis (dont 7 avec photo-élicitation) ont été réalisés de mars à avril 2016 auprès des membres des groupes CCM et CAI. Plus tard, 4 réactivations d'entretiens ont été conduites avec les mêmes enquêtés dans un contexte différent, ce à quoi il faut également ajouter un entretien de groupe auprès de 8 architectes, réalisé avec la méthode de photo-élicitation.

Les entretiens exploratoires étaient relativement courts (de trente minutes à une heure) plutôt directifs, comprenaient des questions générales sur le rapport des enquêtés à la ville, à l'espace urbain, à la nature et l'environnement, puis au cours d'eau avant de les interroger sur leurs projections sur ce dernier (en annexe page 466). Les profils des répondants ont été sélectionnés de manière la plus diversifiée possible, selon des critères spécifiques : leur statut ou fonction (représentants des autorités publiques, étudiants en architecture, membres d'associations non-gouvernementales), leur proximité spatiale au cours d'eau (personnes résidant à proximité ou à distance du cours d'eau) ou enfin leur groupe social. Des entretiens semi-directifs plus ciblés ont été conduit auprès des membres des groupes CCM ou CAI, des membres de clubs ayant une pratique en lien direct ou indirecte avec le cours d'eau. Il s'agit d'entretiens longs (autour de deux heures), semi-directifs et articulés autour de cinq grands thèmes : la relation de l'enquêté à l'espace urbain, aux projets, au cours d'eau, sa relation à la société et enfin sa relation aux autres. Un questionnaire en ligne (en annexe page 480) a également été diffusé auprès du groupe CCM afin de situer le groupe dans l'espace social, tout en renseignant leurs approches sur les rivières de Chennai.

En dernière étape de l'enquête, des entretiens, ou réactivation d'entretiens ont été réalisés avec un support photographique selon une méthode appelée *photo-élicitation* dans les recherches américaines (Harper, 1986). Le recours à cette méthode « basée sur l'idée simple d'insérer une photographie dans un entretien de recherche » (Harper, 2002 : 13) répond à la volonté d'approfondir l'examen des représentations des enquêtés sur le fleuve. Une série de 9 photographies de fleuves sont alors présentées à l'enquêté, par tranche de 4 photos (en annexe page 474).

Quel est alors l'avantage de l'utilisation de la photo-élicitation dans le cadre de cette enquête ? La prise de conscience de certaines réticences ou impossibilité des enquêtés à développer le thème du cours d'eau dans les entretiens semi-directifs classiques m'a amenée à considérer l'idée d'insérer des photographies. Méthode largement utilisée en sociologie, la photo-élicitation présente de nombreux avantages, le premier étant de faciliter la communication entre l'enquêteur et l'enquêté en favorisant la création d'un monde commun (Woodward, Jenkings, 2011, cités par Trépos, 2015). John Collier, photographe et chercheur, est pionnier dans l'emploi du terme de photo-élicitation et dans l'explicitation de cette méthode en 1957. Il voit en cette méthode un moyen de surmonter la barrière linguistique, d'éclairer implicitement les objectifs de l'entretiens, de fluidifier l'entrée en matière grâce au caractère univoque de la photographie, tout en évitant les inductions verbales de la part des chercheurs (Collier, 1987). Selon lui, la fonction même de la photographie, celle de représenter le réel, stimule la mémoire et les imaginaires des enquêtés assurant en même temps le maintien de leur intérêt dans le temps (*ibid.*). Par la distance qu'elle impose du fait qu'elle ne soit qu'une représentation de la réalité, la photographie libère la parole (*ibid.*). En outre, cette technique revêt un aspect pratique qui a été mis en évidence par Yves Trépos (2015) dans son travail avec une population sensible, en montrant sa capacité à enrayer la difficulté d'approche des répondants. Ainsi, lorsque la personne enquêtant et celle enquêtée sont issus de milieux socio-culturels éloignés, la photographie permet de réduire leur dissymétrie (Trépos, 2015). En somme, la photo-élicitation permet d'obtenir des réponses dans de meilleures conditions que dans l'entretien classique (dans le cas d'une population sensible) mais aussi des réponses plus étoffées (un mélange d'émotion et de connaissance, de morale et de politique) (*ibid.*). Toutefois, certains auteurs mettent en garde contre l'illusion d'une mise en œuvre systématique de cette méthode sans réélaboration. D'abord, le caractère polysémique de la photographie peut entrainer des enchainements de représentations, cognitif, jugements, dérive de l'imaginaire, dimension émotionnelle au cours de l'entretien. Ensuite, étant donné la dimension subjective de la photographie, un des biais réside sûrement dans le choix des

photographies par l'enquêteur. Ceci a d'ailleurs été soulevé par certains enquêtés, indiquant que le choix préalable des photographies limitait l'expression de leur imagination.

Finalement, bien que non dénuée de limites, cette méthode présente plusieurs atouts, dont celui de libérer la parole autour d'un support iconographique (Collier, 1987). Dans l'enquête, l'usage de cette technique a effectivement favorisé la communication, et certains cas, elle a donné lieu à des quiproquos productifs (Papinot, 2016) révélant les représentations antagonistes. L'intérêt principal a été de raviver chez les imaginaires du fleuve des enquêtés pour les confronter aux représentations du cours d'eau de Chennai. Surtout, la photo-élicitation a permis de maintenir l'intérêt des enquêtés sur la durée de l'entretien en apportant un support à la discussion sur le cours d'eau de Chennai, donnant ainsi accès à des descriptions plus étayées.

En définitive, ces séries d'entretien ont permis de renseigner des aspects différents de la relation des enquêtés au cours d'eau. L'entretien exploratoire a resitué le cours d'eau dans des pratiques urbaines générales tandis que l'entretien semi-directif a été un moyen d'approfondir les relations à l'environnement et de recueillir les discours sur les pratiques. Enfin, l'emploi de la photo-élicitation a donné accès aux images et imaginaires du fleuve, ouvrant une fenêtre supplémentaire pour appréhender la relation des habitants au cours d'eau.

Les sources écrites : identifier les discours dominants

En parallèle de la participation observante et des entretiens, les documents écrits, la presse ainsi que les publications sur les réseaux sociaux ont constitué des ressources informatives.

Le corpus de documents écrits rassemble des rapports officiels du gouvernement (le rapport de projet de restauration écologique de l'Adyar de l'agence étatique en charge des cours d'eau de la ville (CRRT), le rapport de réhabilitation des bidonvilles de l'agence étatique en charge de l'éradication des *slums* (TNSCB), les rapports de projets d'infrastructures sanitaires de la *Chennai Metropolitan Water Supply and Sewerage Board* (CMWSSB)), des rapports d'organisations non-gouvernementales (Citizen Action Group, Arappor Iyakkam, Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network, Save Chennai Beaches Campaign), des articles de presse de journaux anglophones (*Times of India, The Indian Express, The Hindu, Madras Musings*) ainsi que des rapports de travaux académiques (projets de Master d'étudiants d'architecture et aménagement dans les universités Anna et SRM *Institute of Science and Technology*. Je m'appuie également sur les travaux menés par les étudiants en urbanisme de Polytech Tours (les six rapports cités préalablement de Cornou (2015), Sechepee (2015), Gilliot (2016), Collé (2016), Ralle (2017) et Maas (2017)) pour illustrer ou étayer certains arguments de ce travail.

Par ailleurs, le corpus de données inclut des publications sur les réseaux sociaux : sur le groupe *Cooum : a cultural mapping* et *Clean Adyar Initiative*. Le tableau ci-dessous (Figure 10) présente et énumère l'ensemble de ces sources écrites mobilisées :

Type de document		Nombre
Rapports officiels du gouvernement	*Adyar river eco-restauration project – phase III* (CRRT - TNUIFSL) rapport final, octobre 2015	4 rapports
	Cooum River restoration Social assessment report (CRRT - TNUIFSL) rapport final, septembre 2014	

	Slum rehabilitation project assessement (TNSCB)	
	Plan directeur – *Chennai Metropolitan Development Authority (CMDA) Second Master Plan 2026*	
Rapports d'organisations non-gouvernementales	Citizen Action Group	5 rapports
	Arappor Iyakkam	
	Save Chennai Beaches Campaign	
	Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network (2)	
Articles de presse (de 2011 à 2018)	Articles issus des journaux anglophones : *The Hindu* (127 articles), *The Times of India* (25), *The New Indian Express* (22), *Deccan Chronicle* (6), *India times* (4) et autres journaux anglophones locaux (14)	198 articles
Travaux académiques	Rapports de mémoire de master en architecture et aménagement - Anna University (2)	4 rapports
	Rapports de mémoire de licence en architecture - SRM University (2)	
Publications sur les réseaux sociaux	Publications sur les groupes/pages « Cooum : a cultural mapping », « Madras local history », « Clean Adyar Initiative » et « Coovum Art Festival »	Veille informationnelle

Figure 10 : Tableau récapitulatif des documents écrits utilisés

Les rapports officiels ont permis de recueillir les discours et approches dominants sur le cours d'eau à Chennai en renseignant notamment les projets du gouvernement.

L'analyse de la presse a également contribué à cerner les représentations dominantes du cours d'eau. Les journaux anglophones sélectionnés sont lus par des classes supérieures, dont font partie les personnes enquêtées des groupes CCM et CAI, permettant d'analyser l'écart entre le discours public médiatique et sa réception auprès des groupes d'intérêt. La revue de presse sur le cours d'eau a été réalisée par une recherche en ligne à partir des mots clés *Adyar, Cooum, river, enchroachments* (couplée à une recherche automatique hebdomadaire *via google ® alerts*), sur une période de 2011 à 2018, avant et après les inondations. Instrument de mise en visibilité et de circulation de l'information, la presse anglophone donne accès à un point de vue dominant relativement partagé sur les questions sociales et le traitement des cours d'eau à Chennai. Les médias sont considérés comme permettant de développer la connaissance du public sur les questions environnementales, ou de favoriser leur mise à l'agenda (Nambiar, 2014 ; Nirmala et Arul Aram, 2016) et peut donc être considéré comme un « instrument d'objectivation » (Richard-Ferroudji, 2017 :4) des questions environnementales. Parmi l'ensemble des articles de journaux examinés dans cette revue de presse, le journal *The Hindu* figure au premier rang d'apparition. Quotidien né à Chennai à la fin du 19ème siècle, *The Hindu* bénéficie d'un lectorat important, essentiellement dans le sud de l'Inde. Journal de centre gauche, *The Hindu* est présenté comme un journal sérieux dans une enquête sur les pratiques de lecture des journaux indiens,

un « journal de la communauté brahmane [...] mais dont les brahmanes n'aiment pas le contenu » (Peterson, 2010, cité par Richard-Ferroudji, 2017 :4).

Concernant les rapports des ONGs, ils apportent un point de vue critique sur les projets officiels et les représentations dominantes. Les travaux académiques ont contribué à appréhender les représentations du fleuve qui sous-tendent les projections sur le cours d'eau de Chennai. En effet, les projets de maîtrise en architecture sont généralement des propositions d'aménagement d'un espace qui se basent sur un exemple type (*case study*). L'analyse de plusieurs de ces rapports informe donc des projets de réaménagement ou restauration du fleuve promulgués en exemples (le *Sabarmati riverfront project* à Ahmedabhad ou la *Singapore river project* figurent en haut de la liste), et la manière dont ceux-ci influencent l'approche de futurs architectes ou aménageurs sur le devenir du cours d'eau à Chennai. Pour finir, les réseaux sociaux ont été le principal support d'un travail de veille informationnelle sur le temps de l'enquête. Les publications, articles, commentaires de publications, débats, annonces d'évènements sur les réseaux sociaux ont été des indicateurs de l'évolution des représentations et discours des enquêtés sur le cours d'eau (Adyar et Cooum). Ceci m'a également permis de me tenir informée des évènements sur place et d'avoir une vision actualisée des activités associatives et militantes.

L'ensemble de ces documents a servi d'appui pour nuancer, corroborer ou étayer mes hypothèses issues de l'induction analytique à travers mon expérience des interactions sur le terrain et les entretiens.

Complémentarité des méthodes, triangulation des données

Puisque l'enquête de terrain est « fondamentalement polymorphe » (Olivier de Sardan, 2008 :72), la mobilisation de méthodes plurielles permet de multiplier les données, bien qu'elles soient de précision variable et éclairent plus ou moins directement l'objet de recherche. Comme le souligne Olivier de Sardan, « tout plaide [..] pour prendre en compte des données qui soient de référence, de pertinence et de fiabilité variables, dont chacune permette d'appréhender des morceaux de réel de nature différente, et dont l'entrecroisement, la convergence et le recoupement valent garantie de plausibilité accrue » (Olivier de Sardan, 2008 :72). Le croisement des données quasi permanent conduit à une compréhension plus ample des circonstances des phénomènes observés puisque l'éclectisme des sources « permet de mieux tenir compte des multiples registres et stratifications du réel social que le chercheur veut investiguer » (*ibid.*:71).

L'analyse s'appuie sur la mise en relation des données de différents niveaux : de l'ordre des pratiques, du discours, du côté des habitants, des officiels, des militants. Ainsi, le « recueil de données «émiques » (données discursives entendant donner accès aux représentations des acteurs autochtones) se combine au recueil de données « étiques » (données construites par des dispositifs d'observation ou de mesure) » (Olivier de Sardan, 2008 :67). Ce croisement des données permet d'apporter une vision plus complexe et élaborée du *fragment* de réalité observé.

La participation observante reste de loin la méthode la plus compréhensive, renseignant à la fois les pratiques spontanés des individus, les interactions en situation, les circonstances des actions, mais aussi, à travers les propos informels, les représentations des enquêtés. Pierre Paillé indique à ce propos que cette méthode peut faire office de référence dans la collecte des données : « [l]'observation participante nous donne l'information la plus complète sur les événements sociaux et peut en conséquence être prise comme la pierre de touche pour suggérer quels genres de données nous échappent quand nous employons d'autres méthodes. » (Paillé, 2010 : 72). Participer aux interactions donne accès à davantage d'éléments que ce

qu'apporte une description obtenue auprès d'une ou plusieurs personnes, bien que ces personnes puissent en donner un sens ; il est donc possible, par comparaison, d'identifier quelles données sont perdues par l'emploi d'une autre méthode (*ibid.*). En écho à la réflexion sur le caractère parfois inintelligible de l'acte qui empêche une formulation limpide, il reste une interrogation quant à la valeur de vérité de la parole. Parmi les indianistes, il n'est pas rare d'entendre qu'il existe « plusieurs vérités en Inde ». Cela va dans le sens de certaines de mes expériences de terrain, lors desquelles j'ai été confrontée à des dissonances entre la parole et l'acte, ou entre les paroles des répondants. La participation observante permet de prendre en compte ces incertitudes sur le discours. Cette méthode a ainsi constitué la clé de voûte de l'enquête articulant les données obtenues *via* d'autres techniques.

Ainsi, la mise en relation des données recueillies *via* les entretiens avec celles collectées dans le carnet de terrain offre la possibilité d'analyser le décalage entre le discours et les pratiques des individus. Les données du carnet de terrain ont enrichi les entretiens et réciproquement, permettant ainsi d'aller plus loin dans l'analyse. L'analyse des documents et rapports, qui donnent à lire tant les perspectives légitimées par le pouvoir que d'autres plus critiques, participent à la compréhension globale des postures des acteurs sur le terrain ainsi que les enjeux liés au devenir des cours d'eau. Ceci a contribué à situer les groupes enquêtés dans une sphère sociale plus large, et prendre conscience de leur insertion dans des dynamiques d'intérêts et de pouvoir.

Cette thèse s'appuie sur des méthodes plurielles empruntées à la sociologie et l'anthropologie, la participation observante servant de socle à l'enquête. Les résultats sont issus d'un processus de « décantation » des idées sur le terrain. La tenue du carnet de terrain, la conduite d'entretiens de types variés et l'analyse des documents écrits ont été complémentaires, donnant accès à différentes facettes de mêmes phénomènes observés, décris ou représentés. En multipliant les points d'accès et les *méthodes* de collecte des données, la définition de l'objet s'affine au fur et à mesure qu'il se complexifie. Il reste alors à estimer le moment de clôture de l'enquête, lorsque est atteinte l'étape de « saturation des données » (Paillé, 2010). Les sociologues Barney Glaser et Anselm Strauss, auteurs de l'ouvrage fondateur de la théorie ancrée, ont été les premiers à développer cette notion de saturation mais sur un plan théorique, au sens d'idéal-type (Olivier de Sardan, 2008 :87). La saturation apparaît alors moins comme un signal de fin qu'une garantie méthodologique. La multiplication des groupes enquêtés et le recours à plusieurs groupes témoins dans cette enquête permet de faire varier les perspectives, reculant ainsi la saturation.

L'analyse des données

L'analyse commence dès le recueil de données, au cœur même des interactions sur le terrain. Il n'est pas possible de séparer la collecte des données d'une phase d'analyse et de conceptualisation, tant ces logiques sont imbriquées dans un mouvement itératif et réflexif. Toutefois, j'essaie dans cette partie d'extraire les moments de l'analyse de cet entrelacement, pour en expliciter la démarche. En écho à la pluralité des méthodes de collecte, la phase d'analyse s'appuie également sur une combinaison de méthodes. Le corpus de données, composé de carnets de terrain, d'entretiens de type variés, de rapports et d'articles de presse a été traité selon des thématiques spécifiques, récurrentes ou faisant l'objet d'une interrogation particulière. Il s'agit ici, par un retour sur le traitement de ces données, d'éclairer les choix de ces thèmes dans l'analyse.

Le déchiffrement ethnographique

Les données recueillies dans les carnets de terrain – les descriptions de phénomènes d'interactions, les bribes de discussions informelles et les notes personnelles - ont été répertoriées en fonction des idées récurrentes et les thèmes auxquels elles renvoient. La lecture successive des carnets de terrain à différents moments de l'enquête, dans un perpétuel aller-retour entre terrain et théorie, constitue la base du processus d'analyse des données. Concrètement, l'usage d'un code couleur lors de la relecture des annotations des carnets de terrain a permis de faire ressortir des thématiques spécifiques : environnementalisme, intérêts, profil sociologique, rapports entre groupes, mode d'action, relation d'enquête etc. À travers un examen minutieux des données, la constitution de thématiques clés a contribué à les structurer et les penser en relation.

De manière concomitante, les entretiens ont été classés et thématisés à l'aide du logiciel SONAL. Dans la définition des thématiques, trois aspects ont été considérés : le questionnement de recherche, la récurrence du thème abordé ainsi que les éventuelles divergences du propos vis-à-vis des attentes (les propos atypiques, contradictoires ou inattendus). La création d'étiquettes constitue un outil supplémentaire permettant de référencer des extraits d'entretiens jugés pertinents sous un label spécifique, facilitant ainsi la mise en perspective de discours sur un même thème (par exemple, sur les habitants des *slums*, sur la pollution du cours d'eau, etc.).

Encadré 2 : Pseudonymisation

> Pour des questions éthiques et déontologiques, les noms des enquêtés ont été remplacés par des noms d'emprunt. Les noms des enquêtés offrent néanmoins des premières indications sociologiques significatives que nous avons cherché à conserver : dans le contexte indien, les noms peuvent en effet apporter des indices sur la classe social, la caste, la religion, l'âge, le caractère plus ou moins traditionnel du milieu familial de l'enquêté. Ainsi, comme le rappelle Emmanuelle Zolesio (2011), il est important que l'anonymisation ne se limite pas à une simple opération technique mais revête un sens sociologique. Les noms d'emprunt ont donc été choisis de façon significative selon des principes d'analyse sociologique propres au contexte socio-culturel.

Expliciter ce processus d'épluchage des données permet de rendre compte de son caractère itératif et réflexif. Si je me suis davantage étendue ici sur la thématisation et l'étiquetage des portions d'entretiens, c'est parce qu'ils répondent à un certain nombre de critères dont l'explication est utile. Toutefois, celle-ci s'est faite en parallèle de l'analyse des notes des carnets de terrain ainsi que des rapports écrits, dans une dynamique de croisement des données.

Revue de presse

Les articles de presse recensés à partir de la recherche par mots-clés (*Adyar, Cooum, river, enchroachment*) ont été classés par ordre chronologique dans un tableau Excel. Pour chacun des articles, diverses informations ont été renseignées : le nom du cours d'eau dont il est question dans l'article (Adyar, Cooum, canal Buckingham), les acteurs dont la voix est portée (résidents, gouvernement, militants) ainsi que le thème principal abordé (pollution, aménagement, empiétement etc.). Ce mode de classification permet une analyse thématique chronologique (analyse du discours médiatique sur la rivière avant et après la catastrophe) ainsi qu'une analyse thématique croisée, mettant en évidence les associations entre thème, cours d'eau et voix

portée (révélant par exemple si un thème particulier est davantage associé à tel cours d'eau, ou mobilisé par tel acteur plutôt qu'un autre).

L'analyse du corpus de données a été réalisée de manière concomitante entre les différents types de matériaux, qu'il s'agisse des sources écrites, des entretiens ou des annotations issues du carnet de terrain. Cette phase d'interprétation et de production de résultats s'est d'ailleurs poursuivie tout au long de la rédaction du manuscrit, moment de mise en relation des données et de cristallisation des idées.

Du recueil des perspectives des enquêtés sur le terrain à l'analyse graduelle des données, la pratique ethnographique requiert un certain nombre de savoir-faire et de méthodes. Cette partie a ainsi contribué à mettre en lumière les logiques, les outils, les apports et les limites de cette méthode d'enquête. En revenant sur les critères de définition et de modalité de l'enquête, de la circonscription du terrain à la sélection des groupes enquêtés, éclairés à la lumière des évènements du terrain, cette section rend compte du processus de construction de la question de recherche et des conditions de production des données. La triangulation des données constitue la méthode de base de l'enquête ethnographique, chaque nouvel élément, ou chaque point de vue, vient éclairer et préciser l'ensemble du corpus, en même temps que sa pertinence est évaluée à la lumière de ce dernier. À l'instar du recueil des données, l'analyse a suivi un procédé incrémental, s'élaborant en une succession d'étapes, selon la méthode artisanale, et lente, du déchiffrement ethnologique. Au vu de l'ensemble de ces éléments, une facette de l'enquête semble faire encore défaut, celle qui a trait au « regard ethnographique » sur l'ethnographe, pour reprendre les termes de Daniel Cefaï (2010). C'est l'objet de la partie suivante, visant l'examen de mon propre engagement et des perturbations liées à ma présence sur le terrain.

Regard réflexif sur mon engagement dans l'enquête

Si la relation à l'autre constitue fondamentalement toute réalité sociale, le terrain, prenant part à cette réalité, est à envisager avant tout comme une situation relationnelle (Laflamme, 2009 ; Mohia, 2008). Comme le souligne Nadia Mohia, psychanalyste et anthropologue, la « démarche anthropologique [...] se révèle ainsi résolument *relationnelle*, tout comme est *relationnel son objet* : s'il n'y a pas de connaissance anthropologique sans l'expérience anthropologique, s'il n'y a pas d'expérience sans la relation à l'autre et sans la différence, alors la différence ne peut pas être une question, mais une donnée, une *condition primordiale* » (Mohia, 2008 :290). Tout travail de recherche repose donc sur l'implication du chercheur dans une relation, mettant en jeu sa propre subjectivité (Wolcott, 1975). Cet engagement spécifique du chercheur sur le terrain entraine des liens, qu'ils soient directs ou indirects, avec les enquêtés et son objet d'étude. Le « tournant réflexif » des sciences sociales, emprunté depuis longue date dans les recherches aux États-Unis (Cefaï, Amiraux, 2002a) invite à considérer davantage la nature de ces liens. Cette approche est plus récente dans les travaux français, même si l'ethnologue et psychanalyste franco-américain Georges Devereux appelait déjà dans ses travaux en 1967 à « accepter et exploiter la subjectivité de l'observateur » (Devereux, 1980 :30). Pourtant, les effets du dogme de la « neutralité axiologique » énoncé par Max Weber (Weber, 1965 [1917]) semblent perdurer, l'engagement du chercheur étant encore parfois perçu comme une mise en péril de la scientificité. Nombre d'auteurs se sont néanmoins attachés à déconstruire cette idée, en montrant que l'engagement politique, par exemple, loin d'être incompatible avec le champ ethnographique, en est au contraire consubstantiel (Bensa, 2011).

Le questionnement de la science par une approche ethnographique (Latour, 1995 ; 2001 ; 2005) a grandement contribué à enrichir l'analyse réflexive en sciences sociales, privilégiant l'examen de « la science en train de se faire » plutôt que de « la science toute faite » (Latour, 2005) qui occulte les conditions de sa production. Les perturbations induites par la présence du chercheur sur le terrain recèlent en effet un fort potentiel heuristique (Naudier, Simonet, 2011 :13 ; Renahy et Sorignet, 2006). Pour en tirer parti, encore faut-il accepter de penser ces engagements et d'interroger les *déconvenues*, pour reprendre un terme de Daniel Bizeul (Bizeul, 1999). À mon sens, un des apports majeurs de l'« impératif de réflexivité » (Naudier, Simonet, 2011 :11) réside dans la déconstruction de l'image d'une recherche objective, sanctifiée et figée, dont la réalité du travail sociologique serait essentiellement associée à des théories et des méthodes. En acceptant que chacun compose avec ses diverses expériences du monde, la pratique de la recherche devient aussi plus humaine, « histoire de conviction et d'imagination créatrice » (Bizeul, 2011 :185). Ainsi, si le terrain est bien le *laboratoire* de l'ethnologue (Malinowski, 1968), « [i]l ne saurait être question pour l'anthropologie, d'enfiler une blouse blanche et de procéder à la manière d'un chimiste – même si les réactions chimiques sont omniprésentes dans la nature comme dans les organismes vivants. Il ne suffit pas de déposer au fond d'une éprouvette deux corps étrangers l'un à l'autre (comprendre ici, deux personnes) et d'observer ensuite les interactions : il s'agit de se mettre soi-même dans l'éprouvette » (Caratini, 2004 : 122). Tout le défi tient alors de la difficulté à s'observer soi-même, en évitant le double écueil de l'épanchement narcissique et celui de la dissimulation des engagements (Naudier, Simonet, 2011 :13) : c'est, du moins, le pari relevé dans cette partie.

En retraçant le récit de l'enquête, il s'agit de démêler les multiples tensions et engagements déterminant ma place de chercheuse sur le terrain. Je reviens alors sur les postures adoptées et les différents rôles qui m'ont été attribués sur le terrain. Si je fais le choix d'écrire cette thèse en « je » pour « réinstaurer la situation d'énonciation première où l'ethnographe et ses vis-à-vis reprennent chacun leur place d'interlocuteurs » (Ferilli, 2014), l'analyse réflexive témoigne d'une volonté d'inscrire ce « je » dans la démarche sociologique, en explicitant sa place et « ce qu'il doit aux socialisations concurrentes, aux impératifs qui y sont liés » (Paillé, 2010 :17). Cette analyse est faite à la lumière de mon expérience de jeune chercheuse prenant tout juste ses distances avec son terrain.

Ces engagements pluriels sont déclinés sous trois aspects. Je reviens d'abord sur mon rapport à l'institution indienne, l'université de Chennai, en dégageant les enjeux de mon intégration au sein de ce milieu hiérarchisé. Ensuite, les transformations successives de mon regard sur l'objet de recherche à l'épreuve du terrain sont présentées en seconde partie. Enfin, je m'attache à développer les ressorts de la relation d'enquête, déployée au cœur de tensions entre affects, intérêts et jeux de pouvoir.

Le rapport à l'institution : circuler dans un milieu hiérarchisé

Cette thèse présente la particularité d'être menée entre deux universités, française et indienne. Ma posture située et engagée dans l'enquête doit beaucoup à mon affiliation à l'université de Chennai, condition de mon immersion prolongée sur le terrain. Aussi cruciale soit elle, ma place au sein de l'institution indienne n'est pas allée de soi, sa conquête et son attribution résultant de multiples négociations et compromis. L'insertion dans un milieu fortement hiérarchisé, normé et codifié, jusqu'alors étranger, a nécessité d'apprivoiser un certain nombre de codes, de savoir-être et savoir dire. C'est en particulier à travers les heurts liés à la définition de ma place que j'ai fait l'apprentissage des contours des normes, de la culture et du fonctionnement de l'institution. Cette expérience a permis d'adopter une perspective *sur,* et *depuis* l'intérieur des rouages de la structure académique et du système relationnel.

À la rencontre de différents milieux socio-culturels, la thèse partage avec tout projet un certain nombre d'enjeux, dont celui de composer avec des attentes et injonctions plurielles, parfois contradictoires. Prendre conscience des multiples intérêts des parties engagées dans cette recherche permet d'analyser certains choix à la lumière de ces influences. Pour cela, le récit de la genèse du projet invite à déceler les motivations initiales façonnant, de manière plus ou moins directe, la trajectoire de la thèse. Je reviens ensuite sur les stratégies de circulation dans le milieu de l'université, notamment sur le jeu de double appartenance par lequel il m'a été possible d'intégrer l'institution tout en échappant partiellement au régime de contraintes sociales. Dans un dernier temps, c'est le travail de recherche en tant que tel qui fait l'objet d'une réflexion, ses différentes représentations permettant de réinterroger ma propre conception de la recherche.

Des motivations à l'entre-définition des rôles

Un retour sur l'amorce du projet avec une attention portée sur les diverses motivations des personnes et structures impliquées permet de mieux saisir le cadre et les ressorts de la recherche. Parcours intellectuel mais aussi expérience de vie, la thèse est sujette à de multiples critères (financements, type de contrat, insertion ou non dans une équipe de recherche, encadrement, etc.) dont certains entrent parfois en jeu de manière déterminante. Les conditions structurelles de réalisation du doctorat restent encore en marge des préoccupations : « la thèse, en tant qu'institution universitaire et parcours individuel, devient rarement un objet de réflexion épistémologique ou méthodologique » (Hunsmann, Kapp, 2013 : 23). Dans la lignée des réflexions engagées à l'EHESS[1] et publiées dans l'ouvrage intitulé « *Devenir Chercheur : Ecrire une thèse en sciences sociales »* de Moritz Hunsmann et Sébastien Kapp (2013), je cherche, à travers le récit de ma propre trajectoire, à éclairer les facteurs individuels et institutionnels qui influencent la production scientifique. Leur démarche, dont je m'inspire dans cette partie réflexive, vise à expliciter les attentes et injonctions souvent non formulées, mettant en évidence les « impensés et autres procédés qui vont sans dire, mais qui "vont mieux en les disant" » (*ibid.* :23).

Mon engagement dans ce doctorat relève avant tout d'une trajectoire personnelle, et les motivations qui m'ont poussée à conduire ce projet sont à chercher en amont, dans une quête de l'altérité. Ma première rencontre avec l'Inde remonte à l'année 2012, lorsque je réalise une année d'échange académique à l'université Anna de Chennai pour ma quatrième année d'école d'ingénieur en aménagement du territoire à Polytech' Tours. Avec une collègue, nous défrichons la voie d'un partenariat entre les deux universités qui se met tout juste en place. Une expérience pionnière qui a valu son lot de complications et d'incompréhensions, mais rien qui ne soit compensé par l'excitation de la découverte d'un monde jusqu'alors méconnu. À mon retour en France, je ne suis animée que par un seul désir : repartir en Inde, dans l'idée d'y mener un travail ethnographique. Je fais part de ce projet à mon encadrante. Le programme de recherche ARCUS est lancé l'année suivante, et la possibilité m'est offerte de réaliser trois mois de terrain à Chennai dans le cadre de ma recherche de fin d'étude. En menant des enquêtes auprès d'habitants d'un quartier d'habitat spontané situé le long du fleuve ainsi que d'un site de réinstallation[2], j'ai principalement cherché à mesurer les impacts du relogement sur leur qualité de vie. Puis, c'est dans le contexte brésilien, à Recife en particulier, que je prolonge mes investigations. À l'université fédérale du Pernambouc, je réalise un stage de

[1] Notamment aux cours des séminaires doctoraux « Les aspects concrets de la thèse » qui se tiennent depuis quelques années à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)

[2] Ces deux terrains sont le quartier de Attur Nagar à Saidapet, détruit par les autorités publiques à la suite des inondations de décembre 2015 et le site de relogement périphérique de Kannagi Nagar, à Okkyam Thoraipakkam.

cinq mois portant sur l'analyse comparée des politiques de logement social entre Chennai et Recife. À la fin de cette expérience, résolument décidée à approfondir mes recherches, je souhaite m'engager dans un doctorat. En Inde ou au Brésil ? La question s'impose à moi lorsque surviennent plusieurs possibilités. Et dans ce dilemme, je prends conscience de la force de mon attachement à l'Inde, cette culture qui me « porte ». Sans que je puisse le formuler de manière argumentée, mon choix se porte sur ce pays, cette culture, ces habitants qui me fascinent, m'interrogent, m'attirent et que je voudrais côtoyer et appréhender de plus près.

C'est ainsi qu'en janvier 2015, débute officiellement ce travail de doctorat. Par choix méthodologique autant que pour des raisons pratiques, j'entame ma recherche par une période de cinq mois de terrain[1]. Aussi, il faut l'avouer, parce que ma motivation première était de repartir en Inde. Si d'un côté le pan obscur et inconnu du travail qui m'attend m'apparaît alors comme un gage de liberté stimulant, je compte largement sur le « terrain » pour dissiper mes doutes. C'était évidemment sans compter la propension du terrain à accentuer cette perte de repères.

Auprès de l'université, mon inscription s'avère dès le début un processus particulièrement opaque. Première cotutelle de thèse mise en place à l'université Anna avec une université étrangère, ce cas singulier, hors des cadres établis, bouleverse les procédés bureaucratiques de la structure. Si bien que plus personne ne semble vouloir prendre la responsabilité de mon inscription : ma co-directrice se retrouvant désarçonnée, je suis renvoyée de bureau en bureau afin de rencontrer les différents directeurs de départements. Ces visites de courtoisie et de présentation mutuelle, se prolongent sur plusieurs semaines, sans toutefois estomper le flou qui règne autour de ma situation. Au milieu de cette confusion ambiante quant aux modalités de mon inscription, la question du double diplôme fait surface. Convenue préalablement dans la convention de cotutelle, sa ré-interrogation s'accompagne d'une nouvelle significative, celle de l'impossibilité légale pour l'université indienne d'attribuer un double diplôme avec une université étrangère. Cette information décisive met fin à mes vaines tentatives d'inscription à l'université d'Anna. Malgré cela, la perplexité quant à mon rôle au sein de l'institution indienne demeure. À partir d'une réunion avec mon directeur et ma co-encadrante à Tours, je m'étais représenté une vague idée du travail attendu, pour le moins en France. En revanche, à Chennai, les questions d'ordre pratique et organisationnel- le cadre de travail, la présence dans la structure, les moyens à disposition, l'accès aux ressources – aussi bien que structurel – mon rôle, déroulement de la thèse - ont été évacuées. Souvent évincée, cette étape « d'entre-définition […] caractéristique d'un processus de traduction permettant de rendre intelligible les différents rôles et postures en présence » (Bourhis, 2016 : 320), est pourtant cruciale dans la définition des termes de la relation. Or, « si le monde académique, et plus particulièrement celui du doctorat peut être méconnu, il l'est également pour tout doctorant qui débute, rendant difficile l'identification et l'affirmation d'un rôle » *(ibid.)*. Ce manque de familiarité avec le milieu de la recherche reste un constat partagé par nombre de doctorants débutants (Hunsmann, Kapp, 2013). De fait, le processus d'entre-définition, s'il est nécessaire à tout début de projet, se complique dans le cas de milieux socio-culturels distants, lorsqu'il prend place dans plusieurs « mondes », selon la terminologie de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (Boltanski, Thévenot, 1991), dont les codes restent à apprivoiser. S'agissant d'un premier échange universitaire, ces points n'avaient probablement pas fait l'objet d'une définition préalable. À cela s'est ajoutée ma propre réticence à évoquer ces questions,

[1] Comme évoqué dans la section « méthodologie » de ce chapitre, la démarche inductive visant à laisser la problématique « émerger » du terrain implique d'initier la recherche par le terrain plutôt que par les lectures.

freinée par les possibles répercussions de l'attribution formelle d'une place au sein de l'université. Avec l'appréhension de me retrouver piégée dans un système que je perçois d'ores et déjà comme contraignant, je m'accommode de cette indéfinition quant à mon statut. C'est un point que je développe dans le paragraphe suivant. Finalement, la première année a constitué un apprentissage des codes à la fois de l'institution, mais aussi du milieu doctoral, deux mondes avec lesquels j'étais très peu familiarisée.

Mon affiliation au département d'Aménagement et d'Architecture de l'université Anna a été déterminante dans cette recherche, conditionnant la réalisation d'un terrain conséquent sur place et sur la durée. Au-delà de la facilitation de certains aspects pratiques, ce rattachement officiel à l'institution publique a représenté un gage de légitimité décisif dans l'accès au terrain. La mention de mon appartenance à l'université Anna, institution réputée à Chennai, accompagnée de l'appui de ma directrice de thèse à Anna pour les demandes d'entretiens a amplement facilité la prise de contact avec les autorités publiques, représentants d'associations ou militants. D'autre part, mon insertion prolongée au sein de l'université m'a également permis d'accéder à une place située (socialement), immergée dans les rapports sociaux du monde académique, qui a rendu possible une observation du fonctionnement de l'institution depuis l'intérieur. Surtout, et cela constitue à mon sens un aspect essentiel, cette expérience dans l'institution est à l'origine d'un sentiment d'appartenance à la société indienne au sens plus large, garantissant une légitimité, d'abord vis-à-vis de moi-même, à conduire cette recherche.

Hiérarchies et stratégies de circulation

L'institution publique en Inde est un milieu fortement hiérarchisé, codifié et normé ; l'université Anna ne déroge pas à la règle. C'est un mode de fonctionnement propre et des codes relationnels spécifiques qu'il m'a fallu apprivoiser. Un détour par les approches sociologiques des organisations aide à éclairer certaines logiques à l'œuvre dans l'institution. Pour reprendre les catégories théoriques développées par Boltanski et Thévenot dans ce qui est appelé l'économie des grandeurs (Boltanski, Thévenot, 1991), l'université emprunte en grande partie les codes du *monde domestique*, valorisant plutôt la tradition et le sens de la hiérarchie. Le déroulement des conférences est un exemple particulier cette « culture de l'honneur » perpétuée au sein de l'institution : la panoplie de remise de prix et de remerciements, qui peut s'étendre sur plusieurs heures, vaut bien plus que le contenu de la présentation. La maîtrise des codes de ce système hiérarchique a évidemment demandé du temps, et un certain nombre d'ajustements. La manière dont cette hiérarchie sociale s'impose dans la relation au temps a sans doute été le plus difficile à saisir et, d'autant plus, à accepter. Ainsi, le temps d'attente pour l'examen d'une requête varie selon la position sociale du demandeur. L'expression « *fais-la attendre* »[1] ponctuant les échanges entre les représentants de l'autorité à l'université dénote cette imbrication du statut social et de la question de l'attente. La durée d'attente semble être un moyen de renvoyer le demandeur à sa place dans le rapport hiérarchique, tout en mesurant, par sa réaction, son degré d'acceptation de l'ordre social. Lorsque le demandeur ne se soumet pas au protocole de l'attente inhérent à sa condition, sa requête peut être rejetée à travers un procédé d'humiliation. J'ai à l'esprit une scène qui illustre particulièrement ces rapports de forces : une professeure, affairée déjà depuis plusieurs heures à résoudre une question administrative dans le bureau de la directrice du département, lui demande frileusement la permission de quitter les lieux pour aller chercher sa fille à l'école. La directrice répond en haussant le ton, éprise de colère : « *Tu penses que les papiers vont se faire tout seul ! Moi aussi j'ai une fille qui m'attend !*

[1] "*Make her wait*"

Qu'est-ce que tu crois ? » Au-delà de l'embarras d'être témoin de cette altercation, je me rappelle avoir été particulièrement frappée par le caractère disproportionné de la réaction de la directrice. Dans ses travaux sur la théorie du choix rationnel, Jon Elster se penche sur le rôle des émotions. Il souligne que « la colère, pour Aristote, était une émotion intensément sociale » et que « ses cas centraux mettent en jeu la relation triadique d'être offensé devant un public » (Elster, 2003 : 105). Poursuivant le raisonnement d'Aristote, Elster évoque la conception de l'affront « justifié », allant à l'encontre des représentations classiques de la colère comme une réaction suscitée par une offense injustifiée. Selon Aristote, « nous nous mettons en colère quand quelqu'un nous offense qui n'est pas dans la position (sociale) de le faire.» (*ibid.*). L'interaction relatée entre bien dans ce cas de figure : la requête de la professeure, moins gradée, offense la directrice, qui répond par une offense devant un public, en l'occurrence moi et quelques autres étudiants. L'argument de la petite fille qui attend tend à susciter une forme de culpabilité, qui constitue, avec la honte, « le maintien de la norme sociale » (Elster, 2003). Des mécanismes similaires forgeant les rapports sociaux avec les autorités. L'épreuve du bureau de l'immigration, en particulier, est un exemple de ces « rites d'interaction » (Goffman, 1974) auquel ne peut se soustraire le nouvel arrivant étranger, et à travers lequel il apprend à s'armer d'humilité et de patience.

Marquées de conventions sociales, les relations que je tisse au sein de l'université, notamment avec les figures de l'autorité, sont alors empreintes d'ambivalence. D'un côté, ma position de simple doctorante invite à l'indifférence, tandis que mon statut d'étrangère suscite de la curiosité voire des traitements de faveur. Après les premiers moments de détachement quant à ma situation, s'ensuit une volonté de contrôle sur mes faits et gestes. Je note les quelques tentatives de ma directrice de recherche de me « cadrer » dans l'institution, au moyen de rappels épisodiques sur la nécessité de mon inscription à l'université ou par l'incitation à résider sur le campus. Déclinant cette dernière proposition en énonçant les contraintes et restrictions notamment sur les horaires de sorties, auxquelles je ne suis pas habituée, elle me répond que je « *vais devoir [m]'y habituer* »[1]. Plus qu'une demande de souscription aux règles du fonctionnement universitaire, cette remarque souligne la nécessité de me conformer aux codes sociaux de manière plus large. L'une des premières rencontres avec le directeur des affaires internationales de l'université donne également lieu à des échanges révélateurs sur la manière dont je suis perçue. Alors que j'expose le calendrier de la thèse avec des périodes de séjour alternées entre Chennai et Tours, le directeur s'exclame, avec une ironie éloquente : « *c'est bien, comme ça, on ne sait jamais où tu es !* »[2]. Du fait de mon statut et mon mode de fonctionnement, je représente un « élément potentiellement incontrôlable au sein d'un système extrêmement contrôlé » (Spencer, 1973, cité par Bourhis, 2016 : 331). Mon arrivée constitue en ce sens un risque de perturbation du fonctionnement de l'institution avec l'introduction de codes sociaux possiblement divergents.

Certains obstacles accompagnent mon parcours d'intégration au sein de la structure. La question de l'espace de travail constitue sans doute l'anecdote la plus éloquente, intrinsèquement associée aux rapports de pouvoir au sein de l'institution. Dans les premiers mois du terrain, le manque d'espace de travail adéquate m'amène à déserter l'université : sans bureau et avec l'interdiction d'utiliser l'ordinateur à la bibliothèque, je m'installe dans des salles de classe, jusqu'à ce que les déménagements inopinés aient raison de ma bonne volonté et que je me résolve à étudier depuis chez moi. À partir de la deuxième année, ma directrice accommode un espace de travail dans l'ancien bureau de sa secrétaire. En proie à de nombreuses

[1] "*You'll have to get used to that*"

[2] "*Good ! So that, we never know where you are!*"

sollicitations - car chaque entrevue avec ma directrice est précédée d'une visite d'annonce auprès de sa secrétaire (en l'occurrence moi qui suis dans le bureau de la secrétaire) - je prends quelques mesures pour assurer ma tranquillité, la première étant de fermer la porte. Ma directrice me rappelle alors à l'ordre et m'indique que cette porte doit rester ouverte sur le couloir, m'invitant à ne pas considérer cet espace que l'on m'accorde comme personnel. Ces détails sont relatés ici car ils revêtent, selon moi, un intérêt pour éclairer la place que l'on m'a attribuée, physiquement et socialement, dans l'université. Sur le moment, je n'analyse pas ces actes sous cet angle, et considère cette solution du bureau comme amplement satisfaisante, avec beaucoup d'avantages pratiques. Du fait de la proximité du bureau de ma directrice, nos échanges sont facilités : je la sollicite pour les demandes administratives et en contrepartie, elle peut garder un œil sur mes mouvements. À mon retour l'année suivante, le bureau de la secrétaire est occupé à nouveau, et ma directrice me propose de m'installer dans son ancien bureau. Devant mon enthousiasme à la vue de cette table spacieuse disposée au milieu d'une grande salle, elle précise que mon statut ne me permet pas de l'utiliser ; en revanche, je peux occuper la petite table rangée au fond de la salle, qui de toute manière, « suffit pour ce que [j'ai] à faire ». Episode à première vue anodin, cette série de négociations autour de l'espace de travail révèle pourtant l'évolution de la place qui m'est attribuée dans l'institution. Celle-ci s'acquiert dans la construction progressive d'une relation de confiance avec ma directrice, par une certaine socialisation au terrain (Aït-Aoudia *et al.*, 2010), en démontrant ma compréhension des codes sociaux et ma capacité à m'y plier. En m'accordant le droit d'occuper son ancien bureau, elle me concède, du même fait, une parcelle de reconnaissance et de son autorité. Ce bureau devient alors un gage de légitimité vis-à-vis de mes collègues, mais surtout vis-à-vis de moi-même.

Des conceptions divergentes de la recherche

Empreint de milieux socio-culturels éloignés, ce travail de recherche donne lieu à des injonctions académiques divergentes et parfois contradictoires. Si le doctorat est globalement perçu comme un cursus d'étude supérieur de recherche, il existe une multitude de manières d'aborder ce travail, avec des degrés d'encadrement et des exigences variables. Mon expérience au sein des institutions française et indienne m'a permis de prendre la mesure des écarts de conception de la recherche dans ces deux milieux. Identifier ces différentes approches permet de cerner d'abord les attentes vis-à-vis de la thèse, mais aussi l'organisation sociale dans laquelle elle s'inscrit. Devant la multiplication des exigences vis-à-vis du doctorant, je choisis de concentrer ici mes interrogations sur les attentes de la thèse.

D'abord, les formes de l'encadrement peuvent être très variables ; en France, le doctorat est considéré comme une expérience relativement autonome, tout du moins en sciences humaines et sociales, alors qu'il procède d'une démarche plutôt protocolaire et encadrée en Inde. À l'université Anna, le cursus est rythmé par des comités de suivi intermédiaires obligatoires pour la validation du diplôme. Certaines règles tacites, dérivées de la hiérarchisation des relations encadrant-doctorant, sont également prescrites : il est demandé de publier dans certaines revues classées, et on ne publie pas, par exemple, sans le nom de son directeur ou sa directrice de recherche, qu'elle qu'ait été sa participation à la publication.

Sur les façons de penser la production scientifique, on retrouve là aussi des approches différentes. En Inde, le travail de recherche implique un raisonnement scientifique « classique » de type hypothético-déductif, avec des protocoles opératoires bien définis. Une entrevue avec ma directrice de recherche à Anna en première année m'a avertie de ces attentes spécifiques. Selon elle, je devais terminer mon état de l'art d'ici trois mois, établir clairement mon hypothèse (elle insiste sur ce point) avant de la vérifier par les enquêtes.

Cet écart entre la rigidité quant au calendrier de la thèse et la permissivité caractérisant l'accompagnement académique se révèle déstabilisant, la sensation d'« isolement intellectuel » sur le terrain ne faisant que l'accentuer. Entre recherche fondamentale et appliquée, le doctorat en Inde induit une dimension descriptive et prescriptive dans une visée opérationnelle[1]. Dans mes interactions avec des étudiants d'Anna, l'interrogation quant à la visée « concrète » de mon projet de thèse est récurrente, bien que l'on retrouve aisément ces réactions dans le contexte français. Les propos inattendus de ma colocataire Joye, doctorante en physique médicale à l'université d'Anna, ont éclairé ces divergences de conception du doctorat. En souhaitant me réconforter, elle m'explique la démarche de recherche à travers un exemple : « *il suffit de calculer la hauteur entre le fleuve et le pont de l'Adyar, de s'appuyer sur la littérature pour montrer le risque de contamination pour les passants, et d'en conclure sur la nécessité d'ériger un mur de protection sur le pont* »[2]. On retrouve d'ailleurs dans son récit la portée opérationnelle de la recherche mais aussi les représentations communes du cours d'eau liées à des conceptions hygiénistes, sur lesquelles je reviens par la suite.

Par ailleurs, le regard porté sur le doctorat n'est pas sans lien avec les valeurs qui sont accordées aux études de manière générale. En Inde, les études font partie d'un parcours parfois suggéré ou imposé, expliquant un possible désintérêt de l'étudiant ou de l'étudiante pour le contenu de l'enseignement. Alors que j'étais étudiante en échange à Anna, j'ai été particulièrement interpellée par la passivité de mes collègues vis-à-vis de leur parcours académique. Tandis que le professeur demande à l'ensemble de la classe (une vingtaine d'étudiants) d'indiquer qui est ici par choix, seules ma collègue et moi nous manifestons. Face à cette vision des études comme une obligation soumise aux pressions sociales et familiales, la trajectoire de cette thèse apparaît peu habituelle et interroge. Lors du passage à l'immigration à l'aéroport de Chennai, l'agent me questionne sur ma formation, il s'étonne *: « cette formation n'existe pas dans ton pays ? Pourquoi venir à Chennai ?* » Aux yeux de mes interlocuteurs, la réalisation d'un doctorat à l'université de Chennai pourrait difficilement relever d'un choix délibéré. Cette réaction rejoint les propos tenus par une professeure de l'université Anna, qui en s'adressant à mon amie Joye, préjuge de mes origines sociales pour expliquer cette situation : « *elle doit venir d'un endroit reculé en France, d'une famille pauvre, pour venir en Inde et galérer comme ça pour ses études ! »* [3]. Si le doctorat est une voie souvent méconnue, elle donne lieu à toutes formes d'idées reçues ou de conclusions hâtives lorsqu'il s'inscrit dans une autre réalité sociale.

Cet écart dans la conception du travail de recherche en Inde et en France m'a amené à opérer un travail de traduction (Callon, 1986) dans mes manières de présenter mon activité de doctorante. Mais mes explications n'ont pas toujours fait sens pour mes interlocuteurs, ce qui m'a conduit à réinterroger ma propre conception de la recherche.

Cette insertion partielle au sein de l'institution résulte de réponses à des « obligations d'allégeance », d'arrangements et de modes de résistance (Naudier, Simonet, 2011 :19). Si la négociation de ma place a généré son lot de tensions, c'est dans ces heurts, en me cognant aux limites du système que j'ai pu en appréhender les contours. Pour reprendre la formulation de Jeanne Favret-Saada, « on ne réalise l'existence d'un système de places que si on se cogne à ses limites, si on se fait « remettre en place » » (Favret-Saada, 2004). Face à des exigences plurielles, j'ai souvent joué de ma double appartenance, faisant preuve de

[1] Ceci s'explique notamment par la nécessité de produire des données avant de pouvoir en faire une analyse plus poussée et les relier à des considérations théoriques.

[2] Carnet de terrain, 16/03/2015

[3] « *She must be coming from a remote place in France, from a poor family, to come to India and struggle like this for her studies*.", carnet de terrain, 20/04/2015

discrétion dans certaines sollicitations afin d'échapper au régime de contrainte de l'université. Cette socialisation au terrain a relevé d'un processus d'apprentissage progressif de codes sociaux et culturels de différents « mondes »[1], le monde de la recherche d'une part, le monde de l'université indienne d'autre part, avec les modes de fonctionnement qui leurs sont propres.

Au-delà d'assurer ma légitimité d'enquêtrice par mon insertion dans la trame sociale sur le terrain, mon affiliation à l'université Anna a également été, indirectement, une source d'enseignements nourrissant mes réflexions. Mon expérience au sein d'une structure hiérarchisée et ma confrontation au système de places m'a permis d'appréhender les rapports de dominations qui régissent le monde social, et ce, en étant située. C'est depuis ce cadre institutionnel de référence que j'ai pu analyser le fonctionnement des groupes enquêtés, relevant l'importance accordée au statut, à la réputation sociale, et en identifiant les divers mécanismes de distinctions mobilisés. En somme, cette expérience au sein de l'institution académique indienne m'a fourni des outils et de la matière pour penser les rapports de pouvoir entre groupes sociaux tout au long de ma thèse.

Regards sur l'objet : le cours d'eau, un construit culturel

Le propre de son point de vue est d'être un point de vue sur un point de vue, formulait Pierre Bourdieu (1993 : 1424) pour rendre compte de la dimension intersubjective du regard que l'on porte sur les choses. La mobilisation inconsciente des propres catégories d'analyse de la chercheuse ou du chercheur est un risque inhérent à tout travail scientifique. Les expériences de vie prenant place dans un contexte social et culturel donné façonnent sans cesse le regard de tout individu. Sans y prendre garde, car ce sont « des « savoirs » dont nous avons à peine conscience » (Becker, 2002 : 41) ces représentations influencent nos observations et interprétations de la sphère de vie sociale empirique. Elles font partie du bagage de la vie ordinaire, ce sur quoi chacun se repose pour interpréter le réel et agir dans la vie quotidienne (*ibid.*). Howard S. Becker (2002) distingue deux types de représentations qui interviennent dans le travail du chercheur, les représentations substantives et les représentations scientifiques. Les premières désignent les stéréotypes, les croyances et images mentales que le chercheur possède déjà et dont il se sert pour élaborer une vision plus ou moins intelligible de la sphère qu'il étudie. Quant aux représentations scientifiques, ce sont des narrations, de nature abstraite, partagées par des pairs. Elles renvoient aux modèles interprétatifs, aux paradigmes que l'on mobilise et qui proviennent de la participation à un monde de professionnels. Inévitablement, ces représentations, jouent un rôle de « filtre » dans l'appréciation de la réalité et orientent la production scientifique. Selon Blumer, « la représentation sous-jacente du monde est toujours identifiable sous la forme d'un ensemble de prémisses. […] Tout traitement méthodologique digne de ce nom doit donc nécessairement inclure un travail d'identification et d'évaluation de ces prémisses » (Blumer, 1969, 24-25, cité par Becker, 2002 :37) Mais une fois que l'on admet cette subjectivité, encore reste-il à savoir comment s'y prendre. Un premier moyen ne serait-il pas d'interroger son histoire personnelle en mettant au jour ses propres représentations de la réalité ? (Arborio, 2007) La pratique du terrain, par le mouvement de décentrement qu'elle occasionne, confronte le chercheur aux représentations des enquêtés, révélant du même fait ses propres filtres.

Je tâche alors dans cette partie de m'adonner à un exercice réflexif sur mon point de vue, en interrogeant en particulier mon rapport à l'objet « fleuve ». Les quiproquos et malentendus du terrain, les entretiens jugés

[1] Je reprends le terme de l'économie des grandeurs introduit par Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991).

ratés ou les échanges mis de côté car considérés « hors-sujet » se sont révélés des ressources riches sur le plan heuristique. Leur réhabilitation a permis de mettre en évidence les écarts entre ma représentation du fleuve et celles des habitants, renseignant ainsi mes propres représentations. Par ce récit, je cherche à repérer les indices de ma propre subjectivité, et rendre compte de la transformation de mon regard sur l'objet à l'épreuve du terrain.

Le fleuve et la désillusion du terrain

À mon arrivée sur le terrain, l'annonce de mon intérêt pour le « fleuve de Chennai » a provoqué des réactions vives et inattendues de la part des habitants : de l'étonnement, de l'incompréhension en passant par de la dérision. Pour beaucoup, leurs réponses font allusion à l'absence de fleuve : « *Mais quel fleuve ?* », « *il n'y a pas de fleuve à Chennai* »[1], « *des fleuves, j'en ai vu beaucoup mais pas à Chennai !* » D'autres, comme pour démontrer l'incongruité de ma question, m'interrogent à leur tour : « *Tu as vu un fleuve à Chennai ? Dis-moi, où as-tu vu un fleuve à Chennai ?*[2]» Mêlant curiosité et ironie, un habitant s'hasarde, dans une tentative de cerner l'objectif de mes recherches : « *Je sais, peut-être que tu essaies de prouver qu'il y a bien des fleuves à Chennai !* »[3] Confrontée à ce que je perçois alors comme une série de méprises, j'appréhende, progressivement, d'énoncer les raisons de ma présence auprès des habitants. Surtout, je commence à douter sérieusement de la validité de mon questionnement, me persuadant que « *je n'ai pas de sujet puisque je m'intéresse à quelque chose que personne ne voit, ou dont tout le monde se moque* »[4]. Là où je pensais observer un rapport sacré des habitants au fleuve, la réalité que je rencontre est toute autre, marquée par une absence de considération pour cet élément, tout du moins en ces termes. Ponctuée de déceptions, cette première période sur le terrain aux signes infructueux s'avère pour le moins déroutante. À l'instar de l'épreuve de terrain relatée par la sociologue Laura Ferilli, « la tension qui est apparue entre mes attentes et ce qui m'était donné à expérimenter était trop importante pour que je n'en tienne pas compte et n'en sois pas ébranlée. » (Ferilli, 2014 :4). Laissant de côté cette quête obstinée du fleuve, je résous de m'en remettre d'abord à l'expérience du terrain : écouter, sentir, tisser des relations et participer pleinement au quotidien des habitants pour saisir ce « vivre avec le cours d'eau ». Ici encore, les mots de Laura Ferilli traduisent avec sensibilité mes réflexions quant à mon approche du terrain : « [c]onfrontée à une dissonance entre ce que je m'attendais à voir et ce que l'on me donnait à vivre, il me fallut prendre conscience qu'à force de vouloir saisir mon *objet* avec un regard distancé d'anthropologue, je n'y voyais rien. » (Ferilli, 2014 :5). Dans cette appréhension du quotidien, j'ai prêté une oreille attentive à la manière dont les gens évoquent cet objet que j'appelle fleuve. Les écarts de représentations me sont alors apparus plus distinctement. D'abord, je comprends que le terme *« fleuve »* ne correspond pas à la réalité du vécu des habitants avec la Cooum et l'Adyar, les deux sont appelés « Cooum ». Premier pas significatif dans l'appréhension des relations entre les habitants et les cours d'eau, cette découverte me permet de formuler différemment ma question à partir de cette vision[5].

Mais cela ne suffit pas à dissiper pas les malentendus, le « Cooum » étant difficilement perçu comme un sujet digne d'intérêt. Mes propos sont mis en doute ou tournés en dérision. Un échange avec une employée

[1] "*There are no rivers in Chennai*", Kannan, 25/11/2015

[2] "*Did you see a river in Chennai* ? *Where did you see a river in Chennai ?*" Kannan, 25/11/2015

[3] "*I know, maybe you are trying to prove that there are rivers in Chennai!*" Vinay (CCM) lors d'une discussion informelle sur la thèse, carnet de terrain, 7/01/2017.

[4] Carnet de terrain, 25/02/2016

[5] L'enjeu social et symbolique de la définition du cours d'eau est un point que je développe dans le chapitre 3.

de la banque en est un exemple révélateur. Étonnée par la mention du destinataire de mon paiement, l'association « *Cooum : a cultural mapping* », elle me demande, sans dissimuler son trouble, s'il s'agit d'une promenade en bateau sur la Cooum. Je lui réponds que la sortie est en voiture le long du cours d'eau. Elle se met alors à rire, avant de me recommander la prudence avec « *ce genre d'associations* » car *« il y en a qui profitent pour faire faire aux touristes n'importe quoi* ! » Face au décalage de mes propos avec les représentations du Cooum, envisager cette sortie sous l'angle d'une attraction touristique est un moyen de rendre le tout cohérent. En psychologie sociale, on pourrait dire que cette opération consiste à résoudre cette tension que Leon Festinger a théorisé sous le nom de *dissonance cognitive* (Festinger, 1957). Cette dissonance ne disparaît pourtant pas complètement, elle devient acceptable, même si l'ombre du doute de la validité de nos propres représentations continue de planer. Laissant alors ce doute s'exprimer en un élan de curiosité, mon interlocutrice m'invite, au moment où je prends congé, à revenir après la sortie pour lui faire part de cette expérience.

Réciproquement, j'ai pu mettre en lumière certains de mes propres mécanismes d'atténuation de la dissonance cognitive expérimentée sur le terrain. Troublée face aux remarques des habitants sur l'absence de fleuve, je vois en l'hypothèse d'une négation du fleuve une explication cohérente de la situation. Cette interprétation est d'autant plus confortable qu'elle ne remet pas en cause mes propres représentations. Avec le recul qu'il m'est possible d'avoir aujourd'hui, je reconnais que cette hypothèse n'émanait pas véritablement de mon « ressenti » du terrain, mais plutôt d'interactions avec mes encadrants. Elle s'appuyait en quelques sorte sur les représentations scientifiques qu'évoque Howard Becker, à savoir *l'histoire* que les professionnels, en l'occurrence ici les géographes, se racontent pour expliquer le fonctionnement de certaines sphères de vie sociale (Becker, 2002). Tiraillée entre mon intuition du terrain et la volonté de correspondre à ce que j'interprète comme une attente de la sphère scientifique, je ne parviens que maladroitement à relier ce cadre interprétatif à mes données de terrain. De surcroît, ce hiatus entre expérience et théorie m'amène, de manière inconsciente, à plier mon matériau empirique pour le conformer à cette explication. C'est seulement au moment de la restitution de mon travail auprès de chercheurs et chercheuses du laboratoire que j'en prends véritablement conscience[1]. À l'image des entretiens « ratés » dont parle Bizeul (2011), le retour sur le travail de thèse fait partie de ces interactions nécessaires qui remettent dans le droit chemin. Par ailleurs, une entrevue avec la psychanalyste Lise Gaignard bouscule ma manière de penser la négation du fleuve. En posant la question par l'inverse, elle me renvoie à certaines de mes intuitions esquissées sur mon carnet de terrain : « *finalement, je me demande si ce n'est pas moi qui nie que c'est un égout et qui veux à tout prix y voir un fleuve* »[2]. Quoi qu'il en soit, l'hypothèse de la négation s'effrite lors d'une ultime période passée sur le terrain à l'aune de ces réflexions. Je perçois alors mieux comment cette notion, en masquant d'autres façons de percevoir l'espace, s'avère finalement réductrice de la complexité des rapports des habitants au cours d'eau à Chennai. Howard Becker affirme que « nos représentations n'ont pas nécessairement besoin d'être exactes. Du moment qu'on finit par les vérifier par rapport à la réalité, certaines représentations inexactes des choses peuvent se révéler très utiles » (Becker, 2002 :51). Je ne sais pas si l'on peut véritablement parler de « l'exactitude » des représentations, au sens où elles sont inévitablement une image déformée du réel, néanmoins, je rejoins son propos sur l'utilité des représentations parfois très distanciées du réel. Ici, ces représentations ont été utiles en révélant la question de la définition du fleuve, les écarts de représentations

[1] Il s'agit du tournant de définition du sujet de thèse en octobre 2016 que j'évoque dans la section « Retracer les moments de la réflexion », page 42.

[2] Carnet de terrain, 10/05/2016

partagées par des groupes sociaux sur le cours d'eau. C'est la confrontation à la réalité qui a permis de mettre au jour mes propres filtres. L'expérience de l'altérité sur le terrain, par sa force de désillusion, permet de déconstruire les catégories et les questionner pour les repenser au plus proche du réel. Comme le souligne Howard Becker au sujet des représentations substantives, « sans une immersion plus profonde dans la société nous n'accéderons jamais aux choses toutes simples qui peuvent nous empêcher de faire des erreurs idiotes » (Becker, 2002 :45). En ce sens, la déconstruction de la logique avec laquelle le chercheur aborde le terrain est indispensable pour pouvoir étudier un phénomène.

Ce retour sur la pratique d'enquête laisse entrevoir les possibles écueils qui guettent le chercheur dans son appréhension de l'objet. Ainsi, ces diverses étapes montrent comment il m'a fallu me dessaisir de la prise que je pensais avoir sur mon objet pour déconstruire progressivement mes propres représentations et cadres interprétatifs. Ce procédé fait écho aux propos de Jean-Pierre Olivier de Sardan, lorsqu'il souligne que « toute la compétence du chercheur de terrain est de pouvoir observer ou écouter ce à quoi il n'était pas préparé » (Olivier de Sardan, 2008 :51). C'est également en ce potentiel de déconstruction des représentations établies que Daniel Cefaï voit en l'expérience du terrain un antidote puissant aux idées préconçues (Cefaï, 2010).

L'approche environnementale : une réalité qui dérange

Réceptionné tantôt avec curiosité, tantôt avec perplexité, le sujet du cours d'eau à Chennai a souvent été discrédité par mes interlocuteurs sur le terrain. Lorsqu'il est abordé, notamment du point de vue des autorités étatiques ou académiques, c'est souvent sous un angle particulier, celui de la gestion environnementale. D'autre part, dans mes interactions quotidiennes, les attitudes, remarques et parfois tensions vis-à-vis de mes pratiques en lien au cours d'eau ont révélé la prévalence d'un discours hygiéniste associé à des formes de discriminations sociales. Á l'instar des quiproquos autour de l'usage du mot « fleuve » que j'évoque ci-dessus, ces réactions, d'abord déstabilisantes, m'ont amené à conscientiser mon approche sur le cours d'eau et à en réexaminer le fondement, voire la pertinence.

L'inextricabilité du cours d'eau et de la question environnementale doit largement à l'état de pollution alarmant de la Cooum et de l'Adyar qui récupèrent une grande partie des eaux usées domestiques et industrielles de la ville. Dans ce contexte, mon questionnement sur les interactions entre les habitants et les cours d'eau est difficilement reçu autrement que sous la forme d'une recherche à visée de restauration écologique. D'autant plus que ma position sociale de chercheuse étrangère m'assignait au statut d'« experte française ». Il est alors arrivé que mes interlocuteurs me perçoivent comme une spécialiste de la rivière Adyar supposée apporter une solution, ou du moins des connaissances scientifiques appliquées dans la dépollution de l'eau. Ma première rencontre avec un membre de l'agence gouvernementale *Chennai River Restoration Trust* (CRRT), ponctuée de questions spécifiques et techniques sur le fleuve, en constitue un exemple. Dans cet exercice d'introduction mutuelle, le procédé de mise en examen s'apparente à un moyen d'identifier les contours de mon statut. De même, plusieurs entrevues avec des militants ou personnes du monde académique ont donné lieu à des malentendus quant à mes objectifs. Ainsi, une discussion avec l'écologue Dr. Sultan Ismail, en mai 2015, me dirige sur des pistes relevant davantage de la recherche appliquée : il partage sa vision des alternatives pour la restauration des cours d'eau à Chennai, à savoir l'installation de stations d'épurations locales, *via* un système de gestion décentralisé. C'est selon lui, à défendre cette idée que

doit servir ma thèse, pour « [faire] *quelque chose qui soit utile* »[1]. À la prédominance de la thématique environnementale, s'ajoute la valorisation d'un pragmatisme et de l'opérationnalité. Dans ce contexte, l'approche essentiellement socio-anthropologique avec laquelle je m'attache à aborder mon objet apparaît secondaire, dénuée d'applications concrètes. Cette intrication du cours d'eau à la problématique environnementale a influencé notablement la manière de présenter mon travail. La dimension technique liée à la pollution du cours d'eau un été un pan qu'il m'a fallu appréhender sur le terrain, pour pouvoir établir un langage commun avec les enquêtés. À certains égards, il m'a fallu ajuster mes connaissances techniques sur le cours d'eau pour asseoir ma légitimité de chercheuse.

Je retrouve cette prévalence de la perspective environnementale et opérationnelle dans la manière dont certaines personnes de mon entourage perçoivent mon activité de thèse. Plusieurs remarques laissent entendre que l'objectif de ma recherche est le nettoyage du cours d'eau : « *J'espère voir le moment où tu auras terminé de nettoyer cette rivière* »[2], ou encore « *fais quelque chose pour ce fleuve* »[3]. Une anecdote illustre d'autant plus expressément cette vision : à la suite des fortes pluies de mousson, un ami m'appelle pour m'annoncer : « *tu vois, le fleuve est propre, maintenant ! Ton doctorat est terminé ! Alors maintenant, qu'est-ce que tu vas faire ?* »[4]

Mais cette approche pragmatique vis-à-vis du cours d'eau, si elle semble dominer, est loin d'être communément partagée. Mon expérience de collocation en témoigne. Dans ma pratique du terrain, je m'engage auprès d'une association environnementale, *Environmentalism Foundation of India*, et participe à des opérations de nettoyage des lacs et cours d'eau. J'étais loin de soupçonner que mon implication provoquerait autant de trouble au sein de mon cercle amical. Mes colocataires[5], notamment, ne voient pas cette pratique d'un bon œil, craignant d'abord pour ma santé, mais aussi en raison de la possibilité que ces sorties ramènent des bactéries dans l'appartement. L'accueil de ma colocataire à mon retour d'une opération de nettoyage a été particulièrement éloquent : avec un air de dégoût, elle me fait remarquer que cela sent mauvais, et que je ne devrais pas entrer avec ces vêtements sales, « contaminés » dans la maison. D'abord, elles essaient de me dissuader de me rendre près des cours d'eau et des lacs pollués, m'alertant des risques sanitaires : « *tu devrais arrêter d'aller là-bas, tu vas attraper des maladies* » [6]. Rapidement, je m'aperçois que cette considération sanitaire ne vaut pas pour tous, et que, étant donné mon statut d'étrangère, d'européenne, mon implication dérange : « *les gens d'ici sont habitués, ils ont des défenses immunitaires contre tous ces trucs que l'on peut trouver dans l'eau… Mais toi, c'est pas pareil, tu vas tomber malade !* Ce *ne devrait pas être à toi de faire ça* » [7]. Surtout, la pratique du nettoyage ou de la collecte de déchets est étroitement associée à un statut social. En me rappelant la vanité de ces actions, stipulant que « *ça ne sert à rien ! Même si on nettoie ce Cooum, d'ici une semaine il sera dans le même état* » [8], mon amie ajoute qu'« *on pourrait payer des pauvres pour faire ça !* »[9]. Désemparée devant ma persévérance, ma

[1] Carnet de terrain, 05/05/2015

[2] « *I hope to see the time when you finish to clean this river*" Anand, carnet de terrain, 22/11/2015.

[3] « *Do something for this river, Karine*" Joye, carnet de terrain, 21/11/2016.

[4] « *See, the river is clean now ! Your PhD is over ! So, what will you do now?"* John, carnet de terrain, 17/12/2015.

[5] Majoritairement des individus entre 25 et 30 ans originaires de Chennai ou du Kerala, habitant Chennai depuis au moins 5 ans et travaillant dans le secteur informatique (Tata Consultant Service).

[6] "*You should stop going there, you will get diseases*" Nancy, carnet de terrain, 03/05/2015.

[7] "*People from here are used to that, they have immune defense for all these things you find in water... But you don't, you'll get sick! You shouldn't be doing that!*" Nancy, carnet de terrain, 20/04/2015

[8] "*It it pointless! Even if we clean that Cooum in one week it will be polluted the same way*" Joye, carnet de terrain, 10/05/2015

[9] "*We could pay poor people to do this*" Joye, carnet de terrain, 10/05/2015

colocataire s'adresse directement à Joye à mon sujet : « *c'est ton amie, non ? Alors pourquoi tu la laisses faire ça ?* » [1]. Celle-ci répond alors, résignée : « *C'est comme ça… elle pense qu'il faut qu'elle fasse quelque chose tous les jours pour le monde* ! » [2]. Derrière l'évidence de la question du rapport à l'action, cette réplique m'a frappée tant elle révèle une puissante portée cosmologique, renvoyant au rôle et à la place de l'humain dans la nature ; une réflexion dont l'ampleur dépasse de loin le cadre de cette thèse. Une autre anecdote, toutefois, illustre des divergences majeures dans les conceptions sur l'environnement : en apercevant un ami jeter délibérément un papier plastique « dans la nature », je ne peux me contenir, face à cette pratique que je juge alors polluante, et lui adresse une remarque tout en l'informant de la présence d'une poubelle à proximité. Celui-ci s'explique : « *qu'on le jette ici ou ailleurs, c'est la même chose* !» [3]. Je n'ai compris le sens de cette remarque qu'après mon expérience de *Pallikaranai*, un marécage au sud de la ville dont une grande partie est devenue décharge et reçoit chaque jour près de 5000 tonnes de déchets produits par la ville. On s'approche là encore d'un vaste débat, mais cette réflexion a le mérite de montrer à quel point la question environnementale est loin d'aller de soi ; c'est une notion que je discute dans la thèse à travers la question de l'environnementalisme des classes supérieures. Pour le moment, je m'en tiens à la question des approches sur le cours d'eau. Finalement, au-delà de l'incompréhension qu'elles suscitent, mes pratiques dérangent, avant tout parce qu'elles mettent en évidence une réalité qu'il est plus confortable de nier. Après avoir publiée des photographies de terrain les réseaux sociaux (notamment une photo de l'Adyar jonchée de déchets), un ami y fait allusion, et sur le ton de la réprimande bienveillante, me recommande de ne pas réitérer : « *Qu'est-ce que c'était que ça ? Surtout, plus de photos de ce genre sur Facebook !* » [4]. L'indifférence pour le cours d'eau face à laquelle je suis confrontée à mon arrivée sur le terrain ne serait-elle pas davantage liée au malaise que génère la publicisation de cette réalité difficile à assumer ?

L'ensemble de ces attitudes contribuent à renseigner les perspectives des habitants sur le cours d'eau, celles qui proviennent de leur expérience quotidienne du territoire. Encore une fois, je suis confrontée à des divergences d'approches : tandis que je m'intéresse aux représentations que les habitants se font du cours d'eau, mes interlocuteurs revendiquent une priorité locale autre, celle de la dépollution. Partagée face à ces intérêts et approches hétéroclites, ma thèse apparaît comme un questionnement « décalé », peu en lien avec les nécessités et priorités auxquels les habitants font face.

Projections occidentales et décolonialité

Ces expériences du quotidien et des quiproquos dans les interactions m'ont conduite à interroger ma propre relation au cours d'eau. La démarche inductive consiste à « laisser parler » le terrain en arrivant libre de toute projection. Or, des attentes, intentions et projections sous-tendent continuellement notre activité de pensée. Il a bien fallu l'admettre, là où je pensais arriver avec la tête vide de théories, elle était en fait saturée de représentations sur mon objet. L'image stéréotypée du fleuve sacré indien était l'une d'entre elles ; une autre étant la vision romantique d'un certain attachement des habitants au fleuve. L'esprit sérendipien que je m'efforçais de cultiver sur le terrain n'a donc pas empêché le recours à mes préconstruits occidentaux, entachant de ce fait ma relation à l'objet. Une remarque très spontanée du directeur des affaires internationales de l'université Anna, entre autres, m'a guidée sur la voie de l'auto observation quant à l'usage

[1] "*She is your friend, no? Then? Why do you let her do that?*" Nancy, carnet de terrain 03/05/2015

[2] "*It is like this... She always thinks she has to do something every day for the world!*" Joye, carnet de terrain, 03/05/2015

[3] "*Throwing it here or there is the same thing!*" Joe, carnet de terrain, 25/02/2014

[4] "*What was this? No more pictures like this on facebook !*" Joe, carnet de terrain, 04/11/2016

de ces catégories. Tandis que je lui énonce dans un discours bien rodé sur la raison de ma présence, à savoir étudier les relations entre les habitants et le fleuve à Chennai, celui-ci s'esclaffe : « *Le fleuve ? Mais ce n'est pas la Loire !* » [1]. Evidemment, ces propos ont fait écho aux nombreuses réactions d'incompréhension que j'évoquais précédemment. Je m'interroge : en fin de compte, pourquoi est-ce que j'y vois obstinément un fleuve ? La formulation initiale du sujet dans le programme de recherche - fleuve et formes urbaines à Chennai - y est sûrement pour beaucoup, j'en conviens. Mais cet emploi du terme « fleuve » renvoie avant tout à une représentation cartographique : ce tracé bleu sur la carte, qui se jette dans l'Océan indien, serait forcément un fleuve. Ce sont donc des visions antagonistes qui sont mises au jour, celle du géographe qui lit l'espace à travers les cartes d'un côté, et celle de l'habitant qui vit et expérimente un territoire, de l'autre. Cette prise de conscience de représentations distendues de la réalité, loin d'être une particularité de mon expérience, s'avère, somme toute, inhérente à toute épreuve du terrain. Laura Ferilli dépeint un décalage similaire : « le terrain me montrait les taches aveugles de mes convictions élaborées sur une littérature qui offrait essentiellement une vision « d'en-haut ». » (Ferilli, 2014 :5). Mais ces convictions étaient pour moi basées sur des « représentations scientifiques » (Becker, 2002), celles qui circulent dans le milieu des géographes et des urbanistes. Comme le stipule Howard Becker, « [e]n l'absence de connaissance réelle, nos représentations prennent le dessus » (Becker, 2002 :42).

Un autre évènement m'a mise face à des représentations scientifiques prégnantes. Ainsi, la présentation de mes travaux lors d'un séminaire de doctorants en octobre 2016 a provoqué une pléiade de réactions enrichissantes. D'abord, la question de la sacralité et du rapport religieux au fleuve est survenue dans les commentaires de quelques-uns des collègues chercheurs, avec les références au Gange, ou encore au film de Jean Renoir intitulé *Le fleuve*. Ensuite, une autre idée largement répandue dans la communauté de chercheurs a été évoquée, celle selon laquelle les phénomènes observés en Inde sont similaires à ceux qu'a connue l'Europe, avec un décalage temporel. Ce modèle interprétatif correspond alors à des représentations scientifiques, elle s'apparente aux « histoires », pour reprendre les mots de Howard Becker (2002), sur lesquelles les scientifiques se reposent pour élaborer leurs théories. Ainsi, la comparaison avec les fleuves en occident amène à faire le parallèle avec la question politique de réappropriation des berges en France. Or, le terme de réappropriation en Europe a une connotation spécifique, très orientée *marketing*. Face à l'usage de certains termes, je m'interroge sur les risques que peuvent comporter une projection occidentale sur le devenir du cours d'eau en Inde, en particulier celui de perpétuer une domination emprunte de colonialisme *via* les représentations. En lien avec ces questions, cette thèse esquisse une réflexion conjointe sur les imaginaires et la *décolonialité*. Ce débat rejoint celui épistémologique sur le fondement occidental de l'anthropologie, que Sophie Caratini aborde en lien avec la représentation de l'altérité : « [l]'anthropologie occidentale, du fait qu'elle est occidentale, apparaît comme la seule approche légitime. Le discours de l'Occident est politiquement hégémonique. Il ne saurait laisser à aucun Autre ce pouvoir de marqueur de l'altérité, partant de reconnaissance – ou non – des identités, qui est le sien. » (Caratini, 2004 :115)

Si inscrire cette thèse dans le courant de la décolonialité (de l'anglais *decoloniality*) apparaît comme une entreprise ambitieuse, peut-être que le questionnement et la déconstruction de ses propres filtres participe tout du moins, à son échelle, au renforcement de ce mouvement.

[1] « *The river? But this is not the Loire!* », Directeur des Affaires Internationales de l'université Anna, carnet de terrain, mars 2015

Finalement, la rencontre, ou plus souvent la confrontation, d'approches divergentes sur le cours d'eau a été la condition de la transformation de mon regard sur l'objet. Tirer parti des quiproquos du terrain pour leur attribuer une place centrale dans le questionnement de recherche est un moyen de repenser une dichotomie souvent trop simpliste entre matériaux nobles et riches et « rebuts » et « résidus » inutiles (Guionnet, Rétif, 2015). Au lieu de dissimuler les malentendus, le manque de « tact » ou les éventuelles incompréhensions sur le terrain, il s'agit de prendre la mesure de leur potentiel heuristique en éclairant la manière dont leurs répercussions renseignent des approches singulières à l'objet. L'expérience du terrain est à la base de la déconstruction d'attentes et de projections sur l'objet. Pour citer Sophie Caratini, il semble que « le sens profond de toute recherche soit ce déplacement du regard – ou des regards – qu'on porte sur les mêmes choses » (Caratini, 2004 :5-6). Pour cela, la déconstruction des représentations du chercheur est une étape essentielle, voire indispensable à l'appréhension de l'objet depuis la perspective des enquêtés : « [si] l'anthropologue parvient à assimiler la logique structurelle sous-jacente aux situations qui lui sont données en partage, c'est bien parce que l'autre logique, celle de sa culture, s'est momentanément effacée de sa conscience, qu'il s'est laissé interloquer par la puissance de l'expérience. De même qu'il est préférable de se taire pour entendre, il faut avoir arrêté de réfléchir[1] pour enregistrer d'autres structures de pensée » (*ibid.* :95). La prise de conscience des représentations sous-jacentes à mon regard sur les choses s'est accompagnée d'une reconnaissance de ma propre méconnaissance, ce que Jeanne Favret-Saada a appelé l'« opacité essentielle du sujet à lui-même » (Favret-Saada, 2009).

La relation d'enquête : jeu de ressemblances et de différences

La pratique du terrain est avant tout « un ensemble de relations qu'il faut établir avec des inconnus, sur leur propre territoire. Une inscription dans un espace géographique, économique, social, politique et mental dont le chercheur n'a, a priori, aucune prise » (Caratini, 2004 :22). L'accès et le maintien de l'enquêteur ou de l'enquêtrice sur le terrain se jouent dans la dynamique de ces interrelations. La place de l'enquêteur au sein du groupe d'accueil, sans cesse négociée, découle d'une série d'arrangements en lien avec les stratégies qu'il entreprend pour se présenter mais aussi aux rôles qui lui sont affectés. Mais cet accord tacite n'évince pas le « soupçon d'hétéronomie » qui pèse sur ces engagements non formalisés (Naudier, Simonet, 2011 :19), et l'enquêteur doit composer avec l'incertitude entourant la relation d'enquête. En effet, « la participation comme l'observation s'accompagnent d'une négociation de positionnement dont l'issue est aussi instable qu'imprévisible. » (Caratini, 2004 :92)

Les conditions d'établissement de la relation d'enquête sont essentielles pour objectiver la relation enquêteur-enquêté afin de comprendre le déroulement de l'investigation (Beaud, Weber, 2003). Les relations sur le terrain sont influencées par des intérêts, des affects, des stratégies et jeux de pouvoir, dont le démêlage participe à l'intelligibilité des résultats. Ces relations sont traversées par des rapports de colonialité, entendus comme les rapports de domination articulés sur les bases du racisme/ethnicisme qui caractérisent les relations sociales dans la mondialisation. Je propose alors ici de retracer l'histoire des rapports intersubjectifs de l'enquête, en observant les effets de ma présence et la forme d'« intégration» qui m'est octroyée sur le terrain. La négociation continuelle de ma place auprès des enquêtés s'inscrit dans un jeu d'interrelations reposant sur le paradoxe de l'appartenance et de la distinction. Les règles de ce jeu s'observent à travers les

[1] Tout du moins, que le mode de pensée préexistant s'estompe et ne domine plus.

stratégies de présentation de soi, les rôles et les étiquettes qui m'ont été attribués ou que j'ai moi-même endossés sur le terrain. Après ce retour sur les moments de (re)définition de la relation d'enquête, il s'agit d'évaluer la pertinence de ces postures adoptées, pas toujours consciemment, sur le terrain par une analyse *a posteriori* des répercussions qu'elles ont induites sur l'enquête.

Introduction, présentation et rites d'intégrations

Largement défrichée par Erving Goffman, la thématique de la présentation de soi sur le terrain renvoie à celle de l'*impression management* dans la recherche anglo-saxonne. Selon lui, « les premières impressions » ont cela d'important qu'elles cadrent les interactions, et déterminent en partie le type d'observation qui sera accessible à l'enquêteur (Goffman, 1973). L'enquête en immersion peut en effet se faire « à découvert » ou *incognito*. La posture adoptée par l'enquêteur repose essentiellement sur le « paradoxe de l'observateur » (Schwartz, 1993) : comment observer un phénomène en étant présent, tout en faisant en sorte que sa présence perturbe le moins possible ce phénomène ?

Jean-Pierre Olivier de Sardan expose deux options radicales pour le chercheur, celle de tenter d'annuler les effets de sa présence en éliminant son statut d'observateur, ou l'autre, qui est d'en tirer profit (Olivier de Sardan, 2008). Entre ces deux archétypes de posture, j'ai fait le choix d'avancer « à découvert » en révélant mes objectifs sur le terrain, tout en analysant les perturbations induites par ma présence.

Au premier abord, je me suis présentée comme doctorante travaillant sur la relation entre la ville et les cours d'eau à Chennai, et en particulier l'Adyar. Sans demande de détails supplémentaires, je laisse ce flou orienter l'interprétation de mes interlocuteurs. Auprès du groupe CCM, cette carte de visite paraît suffisante, et bien que certains semblent juger l'idée saugrenue ou admirable, on ne me pose que très peu de questions. Je note au fil de ma familiarisation au terrain que la mention de mon affiliation à l'université Anna me confère davantage de crédibilité. L'intérêt du groupe CAI pour ma recherche est immédiat, étant eux-mêmes dans l'optique de créer un réseau d'acteurs pour la restauration écologique de l'Adyar. L'adoption d'un même langage, celui de la recherche académique et scientifique, facilite la compréhension mutuelle. C'est auprès d'autres groupes sociaux, et en particulier auprès des habitants de bidonvilles à Saidapet, que je rencontre le plus de difficultés à me présenter. Évidemment, la langue constitue le premier obstacle de taille, mon niveau de connaissance et de pratique du tamoul étant bien insuffisant et la plupart d'entre eux ne parlant pas anglais. Faisant appel à plusieurs reprises à des collègues architectes pour la traduction, je prends la mesure des biais qu'implique la présence d'une tierce personne non qualifiée pour ce type d'exercice. En dépit de mon niveau rudimentaire en tamoul, je comprends que je suis présentée comme une américaine travaillant pour le gouvernement. Manifestant alors ma désapprobation auprès du traducteur (architecte et enseignant en architecture), ce dernier affirme que cela facilite les échanges : « *Ils verront plus d'intérêt à répondre à tes questions si tu dis que tu es au gouvernement, et, de toutes façons, pour eux, France ou Amérique, c'est la même chose* »[1]. Cet épisode me dissuade de faire appel à un traducteur. Les fois suivantes, ma colocataire Joye m'accompagne à Saidapet pour m'aider à rencontrer une habitante du quartier qui communique en anglais. C'est ainsi que je rencontre, Krithika, avec qui se tisse une relation de confiance et qui devient mon point d'entrée dans le quartier. À la suite du relogement des habitants de ce quartier précaire affecté par les inondations, je réitère l'expérience de la conduite d'entretiens avec un traducteur étudiant en architecture : c'est seulement lors de

[1] "*They will have more interest in responding to you when you say you are working for the government. And anyways, France or America, for them it is the same, they don't know where it is*." Durganand, carnet de terrain, avril 2014

la retranscription que je prends conscience de certains biais de traduction, et, pire encore, de la mobilisation de la part du traducteur d'un discours moralisateur à l'encontre des enquêtés. Au-delà du tourment éthique que génère ce malentendu, c'est également la relation d'enquête qui est mise en péril : je retourne alors présenter mes excuses aux enquêtés, en tentant dans le même mouvement, de me distinguer du traducteur et de son discours incriminant. Sur le plan de l'enquête, ces entretiens, jugés d'abord « ratés », ont eu finalement l'impact évoqué par Daniel Bizeul de remettre dans le droit-chemin : celui des petites gens (Bizeul, 2011 :179).

Mis à part ces incidents, j'ai rencontré relativement peu de barrières dans l'accès au terrain, mon statut de jeune femme étrangère y jouant assurément un rôle non négligeable ; je reviens sur ces implications par la suite. Bien que mon introduction auprès du groupe des CCM ait été facilitée par une collègue architecte, il semble que ma présence ait été véritablement acceptée seulement à l'issue de plusieurs « rites d'intégration ». L'accord de la confiance de Vidyadhar, fondateur du groupe, a représenté un moment charnière, son acceptation spontanée de ma demande d'entretien modifiant sensiblement la place qui m'était alors attribuée au sein du groupe. Je propose de déconstruire ici ces moments de la relation d'enquête avec Vidyadhar en particulier car elle illustre les possibles apports et écueils de l'accès au terrain *via* un informateur privilégié. Figure d'autorité dans le groupe, Vidyadhar en organise les activités, et sa posture d'ouverture à mon égard a marqué une étape décisive dans mon intégration. Vidyadhar compte parmi les informateurs privilégiés qui jouent le rôle de « passeur » ou de « gardien » (*gatekeepers*), ouvrant les portes du terrain. Pierre Paillé souligne l'importance d'identifier ces *gatekeepers*, parfois « de simples « introducteurs » qui, par le crédit et la confiance dont ils jouissent, concèdent à l'enquêteur une parcelle de leur autorité et de leur légitimité, se font son promoteur et son protecteur. » (Paillé, 2010 : 36-37). Rarement exempte de contrepartie, cette facilitation d'intégration s'accompagne parfois de l'instauration d'une relation de protection, voire de contrôle, vis-à-vis de l'enquêteur. La relation d'enquête avec Vidyadhar change ainsi progressivement de registre, la formalité laissant place à une approche plus familière, mais toujours hiérarchique, dans laquelle il se place en tant que responsable bienveillant et me prend sous son aile, dans une approche paternaliste. Il me propose alors de coordonner une sortie patrimoniale, le *Saidapet walk,* en soulignant l'opportunité que cela représente de valoriser mon travail. Ce n'est que bien plus tard que je prends la mesure de l'importance de cette invitation dans l'évolution de la relation d'enquête. Cette épreuve de confiance à tous les atours du rite initiatique du terrain, souvent évoqué par les anthropologues et qui consiste à « se mettre à l'école de ses enquêtés » (Cefaï, 2010 : 8). En effet, participer aux activités du groupe, en étant soumise à leur évaluation, m'a permis de me défaire de mon rôle d'enquêtrice. L'« enquête des enquêtés » se poursuit par une demande d'entretien de la part de Nishta en vue de publier un article de presse. Le fait que cette sollicitation ne me soit pas adressée directement mais relayée par Vidyadhar confirme mon impression d'être considérée sous sa « tutelle ». Percevant cette entrevue comme une éventualité de redéfinir mon image sur le terrain, et indirectement, celle du groupe, Vidyadhar me fait part de ses recommandations : « *Je t'ai envoyé un message pour te prévenir : pas d'activisme !* »[1] C'est seulement *a posteriori* qu'il avoue que sa présence pendant l'entretien relevait d'un positionnement stratégique : *« Je suis venu pour vérifier ce que tu disais. Certains sujets peuvent être hautement politiques »*[2]. La mise en publicité de mon image à travers cet entretien devient un enjeu pour l'image du groupe, et la présentation de moi faisant alors l'objet d'un contrôle. Dans un mouvement de réciprocité, le « gardien » du terrain devient « gardien » de l'enquêteur, sur qui il pose un regard de surveillance. Cette

[1] « *I messaged to warn you: no activism!* », Vidyadhar, carnet de terrain, 17/01/2017

[2] « *I came to check what you were saying. Some topic can be highly political* », Vidyadhar, carnet de terrain, 04/02/17

association de mon image à celle de Vidyadhar se rapproche du piège, redoutable mais inévitable, de l'« encliquage » (le fait d'être assimilé à une clique), une situation dans laquelle « le chercheur devient dépendant des propres affinités et hostilités de son [informateur privilégié], comme des appartenances ou des ostracismes auxquels le voue le statut de ce dernier » (Olivier de Sardan, 2008: 94).

La présentation auprès des enquêtés est donc loin de se jouer uniquement lors de l'entrée sur le terrain : elle est continuellement redéfinie dans les actions, les choix, et les attitudes adoptées. Ces mouvements dépendent en partie de la familiarisation au terrain, le fameux « tact » de l'enquêteur dont parle Jeanne Favret-Saada (2009). Mes manœuvres pour me présenter ont été évolutives et réflexives au regard des expériences passées et des réactions des enquêtés. Cette expérience appuie cependant un constat : si la présentation de soi peut faire l'objet d'une stratégie, elle est finalement rarement contrôlée par l'enquêteur, qui se voit assigné différents rôles par les enquêtés sur le terrain.

L'étiquette de « *fille blanche* »

La relation d'enquête est inconstante et ponctuée d'évolutions dans les comportements vis-à-vis du chercheur. Ces revirements témoignent d'inflexions liées à l'acquisition de nouvelles informations sur le chercheur, de réactions à l'image changeante qu'ils ont de lui (Bourhis, 2016). Celle-ci renvoie à une pluralité de rôles (Goffman, 1973), endossés par l'enquêteur ou assignés par les enquêtés, déterminant les termes de la relation d'enquête.

Rapidement installée par le groupe d'accueil dans une position d'« étrangère sympathisante » ou de «compagne de route », je me suis attachée à identifier les enjeux de mon intégration. L'écriture du carnet de terrain a été essentielle dans cette analyse des effets de ma présence. Tantôt privilégiée, tantôt vulnérable, j'ai été perçue de multiples manières influençant la relation d'enquête. En tant qu'étrangère, j'ai souvent servi d'outil de légitimation des pratiques des enquêtés, et c'est auprès des membres du groupe CCM que cette attente a été la plus manifeste. Mon intérêt pour leurs activités a été reçu comme une opportunité de publicité, au sens de mise en visibilité de leurs pratiques et apport d'une potentielle reconnaissance. C'est ce que confirme Vidyadhar au cours d'un entretien, lorsqu'il affirme : « *Tu es venue à ce moment. Ça nous a aidés !* »[1]. Ainsi, le parallèle entre ma présence et le gain de popularité du groupe est souvent dressé. Une anecdote en témoigne : une photographie de moi devant la rivière Cooum est sélectionnée comme affiche du groupe sur les réseaux sociaux, et Vidyadhar commente avec une ironie bienveillante l'arrivée d'« *une centaine de demandes supplémentaires depuis que tu es sur la page d'accueil* »[2]. L'image de la « fille blanche » à laquelle je ne peux échapper est perçue comme un vecteur de valorisation sociale. Cela se vérifie même dans les relations proches, où les surnoms qui me sont attribués révèlent des représentations de la femme blanche issues de l'imaginaire colonial : à Coimbatore, c'est « *Missy* », un surnom de l'héritage colonial, utilisé par les indigènes pour désigner les femmes anglaises, à l'université, plusieurs collègues m'appellent « *Doriama* », en référence à la jeune anglaise du film tamoul *Madraspatinam*, pour les habitants du *slum* d'Attur Nagar, je suis « *Yazhini* », nom également tiré d'un film tamoul dans lequel l'actrice principale a la peau claire. Dans les relations quotidiennes, l'appellation *« white girl* » avec laquelle je suis parfois référée sert autant d'éloge que de marqueur distinctif de mon statut privilégié.

[1] "*You came at that time. That helped us"* Vidyadhar (CCM), entretien du 18/04/17

[2] "*We've got hundred more requests to the group since your picture is in the front page"* Vidyadhar (CCM), carnet de terrain, 03/2016

Dans ces jeux d'interrelation, je m'accommode relativement aisément d'un rôle de jeune étrangère « apprentie », dont je perçois le potentiel pour l'enquête, notamment sa propension à susciter des mouvements de bienveillance et d'aide (Bizeul, 1998). Ces élans de prévenance se sont d'ailleurs accentués pendant et à la suite des évènements majeurs comme l'inondation de décembre 2015, la démonétisation en novembre 2016 ou encore l'épreuve du cylcone Vardha en décembre 2016. Face à ces catastrophes, les relations entretenues sur le terrain ont permis de surmonter les difficultés puisqu'à plusieurs reprises, des enquêtés m'ont porté assistance (prêt d'argent alors qu'il y a pénurie de billets dans les banques après la démonétisation, par exemple). Ces évènements ont donc renforcé les liens d'interdépendance, modifiant sensiblement la tournure de la relation d'enquête.

D'autre part, en tant qu'étrangère, mon statut différencié me permet d'échapper à certaines contraintes sociales auxquelles les enquêtés sont soumis. Bien conscients de cette légitimité qui m'est dotée, mes amis en usent parfois pour contourner la règle. Je sers alors d'alibi ou de passe-droit, relayant les requêtes et sollicitations : « S*i tu le demandes, ils ne diront pas non* »[1], « *C'est bon, tu es une fille blanche* ! »[2]. Ce rôle d'étrangère, donnant lieu à de nombreux traitements de faveur, m'octroie une plus grande marge de manœuvre dans les interactions quotidiennes. En même temps, cet avantage est rapidement saisi par les enquêtés, justifiant, par ma présence, leurs pratiques auprès des autres. Plus qu'un simple prétexte, je sers même de facilitatrice pour leurs activités. Là encore, une anecdote du terrain en atteste. Lors d'une sortie préparatoire du *Saidapet walk*, Minakshee, membre du CCM, observe avec curiosité une ancienne maison sur *Jennis Street*. De la discussion en tamoul qu'elle entame avec le propriétaire, je saisis quelques mots, suffisamment pour comprendre qu'elle parle de moi, étrangère, qui aimerait visiter leur maison. Toujours au cours de cette même sortie de terrain, un garde nous interpelle pour nous interdire de photographier le bâtiment du *Teachers College*. De nouveau, je sers de justification et négocie (de moi-même, et parce que j'ai intégré que c'est attendu de moi) l'autorisation auprès du garde. La narration après-coup de ces épisodes entre les enquêtés, lors d'un repas qui s'apparente à un *débriefing*, révèle explicitement mon rôle, jusqu'alors tacite, d'alibi. Faisant fi de ma présence, Rama conclue avec satisfaction : « *C'est l'avantage d'avoir une fille blanche (avec nous) ! Elle est notre passe-droit !*»[3].

Cette intégration, bien que sincère, sur le terrain n'en demeure pas moins relative, n'écartant pas l'expression d'une certaine méfiance des enquêtés vis-à-vis de mes attitudes d'enquêtrice. C'est notamment le cas de la prise de note, qui fascine et dérange, donnant lieu à des commentaires curieux et agacés : « *Elle est toujours en train d'écrire quelque chose ! Qu'est-ce que tu écris comme ça ?*»[4]. À la manière dont le décrit Pierre Paillé, il semble que « même quand [l'enquêteur] parvient à se faire oublier, tôt ou tard, il est appelé à se justifier, à rappeler le pourquoi et le comment de ses enquêtes […] à donner des garanties de son honnêteté, de son sérieux et de sa discrétion – sans jamais complètement y croire, ni être cru. » (Paillé, 2010 : 53). Bien que ma présence sur le terrain soit devenue quotidienne et habituelle, je demeure aux yeux de certains enquêtés une participante exotique, tiraillée entre plusieurs mondes, une *«* étrangère par profession » (Agar, 1996).

Amie, collègue et étrangère mais aussi parfois apprentie, souvent privilégiée ou potentiel alibi, les étiquettes accolées à mon statut sont aussi plurielles que contradictoires. Souvent déroutante, « cette mosaïque de soi

[1] « *If you ask, they won't say no »,* Joye, carnet de terrain

[2] « *It is ok, you are a white girl »,* Joye, carnet de terrain

[3] *« That's the advantage of having a white girl ! She is our pass !»,* Rama (CCM), carnet de terrain, 03/12/2016

[4] *« She keeps writing something ! What are you all writing ?",* Nishta (CCM), carnet de terrain, 07/01/16.

à configuration variable [est] à accepter comme un fait incontournable » (Paillé, 2010 :48). Les relations tissées sur le terrain sont traversées par des rapports de race, de classe et de sexe qui s'imbriquent de manières différenciées en fonction de la position sociale de l'interlocuteur (Nicolas-Artero, 2018). Le statut de *«* fille blanche » associé à un certain nombre de privilèges et de traitements de faveur, s'il a conditionné en grande partie mon accès au terrain, a été le plus difficile à assumer tant cette étiquette est empreinte de colonialisme. Je mesure désormais la portée des propos de Daniel Cefaï, lorsqu'il souligne que « les *"*statuts assignés*"* sont plus puissants que les *"*rôles choisis*"* » (Cefaï, 2010 :37). Cette posture favorisée s'avère d'autant plus ardue à déconstruire lorsque, dans l'interrelation, la place qui m'est attribuée, parfois inconsciemment, mais de manière quasi-systématique, correspond à celle du pouvoir dominant.

Être affectée en toute mesure ?

Sur le terrain, « se positionner et négocier sa légitimité implique des arrangements, parfois soumis à des injonctions paradoxales, sinon contradictoires, et conduit souvent à des arbitrages » (Naudier, Simonet, 2011 :17-18). Penser ces arbitrages du point de vue méthodologique permet d'évaluer la pertinence des postures adoptées et leurs répercussions sur le déroulé de l'enquête. Finalement, de quelles manières les stratégies de présentation, les étiquettes, les rôles, choisis ou assignés, ont-ils influencé la relation d'enquête ? Ont-ils constitué un apport ou au contraire, une entrave à l'accès aux données ?

L'ambiguïté qui entoure mon statut d'enquêtrice, tantôt étrangère, tantôt familière, insérée dans le système de relations sociales sans l'être jamais tout à fait, est à la base des stratégies de présentation de moi sur le terrain. L'affiliation à l'université Anna en est un exemple : si elle représente d'un côté un gage de légitimité notable auprès des enquêtés, au sein de l'institution, la revendication de mon statut d'étrangère me permet d'échapper à certaines contraintes sociales ou administratives. Dans la relation aux enquêtés, l'adoption d'une telle posture hybride composant avec cette identité plurielle m'a permis de recueillir des informations aux divers degrés de confidentialité ou de publicité.

Accepter d'« être affectée » par le terrain a d'abord relevé d'un choix méthodologique et épistémologique. Il a été en partie guidé par la volonté de déconstruire les barrières entre enquêteur et enquêtés. En effet, « prendre le risque d'être affectée en se mettant en jeu protège de la tentation de la dichotomie » (Ferilli, 2014 :8). Les liens d'amitiés tissés avec certains des enquêtés ont octroyé à mon statut d'enquêtrice une place secondaire dans les interactions. L'oubli par les enquêtés (et moi-même) de ma position particulière a permis d'avoir accès à des sphères plus intimes de leur vie et de leur trajectoire, une manière de recueillir les données au plus proche des enquêtés.

D'un autre côté, la relative transparence quant à mes objectifs sur le terrain a parfois donné l'impression de mener une enquête *avec* les enquêtés plutôt qu'*auprès* des enquêtés. Comportant son lot de heurts, les tentatives d'association des enquêtés à l'enquête ont mis en évidence les limites d'une telle ambition. Une anecdote illustre particulièrement les tensions induites par l'abolition de la distance dans la relation d'enquête. Vinay, membre du CCM, manifeste sa volonté de participer à la recherche en proposant de m'accompagner comme interprète dans mes enquêtes. Mais rapidement, mon nouvel assistant, investi, prend en charge sa mission et me fait part de ses recommandations quant à ma manière de prendre mes notes et de conduire les entretiens. Face à cette ingérence dans mes pratiques de recherche ou mon emploi du temps, je me sens envahie, contrôlée, dépossédée de mon rôle d'enquêtrice. Des notes prises sur le carnet de terrain relatent mes sentiments à cet égard : « *Je regrette de m'être livrée à Vinay sur mes intentions et mon emploi du temps. Maintenant il veut assister aux conférences auxquelles je me rends et insiste pour m'accompagner sur le terrain.*

Toujours trop ou pas assez. Entre ceux qui ne s'intéressent pas à ce que je fais, et d'autres qui s'y intéressent de trop près et m'envahissent… il faudrait trouver une juste distance »[1]. Ce rapprochement inopiné s'est suivi d'une phase de distanciation nécessaire à la « reprise » de moi et à ma « prise » sur l'enquête. Le rôle d'apprentie, avantageux dans certaines circonstances, s'accompagne de son revers, la perte de crédibilité auprès des enquêtés pouvant conduire à des dérives paternalistes. Comme souligné par Daniel Cefaï et Valérie Amiraux (2002), il arrive que le « paradoxe du comédien » rattrape l'enquêteur, se retrouvant pris au piège de ses propres tactiques ou possédé par ses rôles. Dans ce cas, la volonté de s'extirper de ces rôles et de la relation d'enquête se fait sentir. Or, il est « difficile de se distancier des processus relationnels en cours (Bensa, 1995), l'enquête de terrain s'apparentant à une multiplicité d'interactions enchevêtrées, empreintes d'affinités et de distances (Bué, 2010) » (Bourhis, 2016 :326). L'alternance d'épreuves de « dépossession et de reprise de soi » (Paillé, 2010) renvoie à l'expérience du *surrender-and-catch* décrite par Kurt Heinrich Wolff (1976) : aux moments d'abandon de soi sur le terrain, de mise entre parenthèse de ses préjugés se succèdent des mouvements de retour, par le recul de la réflexion et de la thématisation, sur le moment de la saisie objectivante (Paillé, 2010). Dans l'analyse réflexive de son terrain, Marion Bourhis évoque ce procédé comme un « va-et-vient constant pouvant nécessiter de quitter le terrain pour reprendre du souffle, et permettre la construction de la recherche et l'analyse des données » (Bourhis, 2016 :326).

Par ailleurs, mon implication sur le terrain a déterminé la tournure de l'enquête à bien des égards. Le décentrement a été essentiel pour accéder au terrain. L'expérience a confronté mes attentes à la réalité, ce que j'ai traduit dans mon carnet : « *Il m'apparaît désormais plus clairement que les CCM ne mobilisent pas d'imaginaire du fleuve pour l'instrumentaliser, comme je voulais le croire. En fait, le fleuve n'est même pas mentionné, mise à part une fois dans le temple de Thiruneermalai, où une légende offre le premier témoignage d'une crue de l'Adyar. Sinon, le sujet du fleuve est évité, les discussions tournent autour de faits historiques, des batailles entre peuples, de l'époque des temples, Cholla ou Pallava* »[2]. Cette prise de conscience de la divergence de mes intérêts avec ceux du groupe me permet d'analyser l'évolution de la relation d'enquête au prisme de ces attentes réciproques. Plus loin, j'inscris dans mon carnet : « *En réécoutant l'entretien de Vidyadhar dans lequel il explique qu'il a eu du succès avec le groupe et que ma présence a beaucoup aidé, je me demande s'ils ne s'intéressent pas au fleuve simplement parce que je m'y intéresse. Je crois que le mot river est chargé d'imaginaire européen, et c'est juste un outil de propagande, comme moi* »91. Cela s'apparente au « discours vitrine » dont parle Laura Ferilli, « l'identité que l'on livre et que l'on donne à voir dans le but d'être compris par ceux n'appartenant pas à l'entre nous » (Ferilli, 2014 :7). Le terme '*river*' est un « hameçon », auquel je me prends, en même temps que ma curiosité pour ce dernier renforce. À ce propos, il est important de noter que l'idée d'une sortie aux abords de l'Adyar avait constitué l'une de mes suggestions. Il est ainsi difficile d'évaluer si sa concrétisation relève d'une volonté propre des enquêtés, ou bien d'une projection de mes propres intérêts sur ceux des enquêtés. Finalement, ma présence au sein du groupe et mon engagement s'apparente autant à un biais de l'enquête qu'à un révélateur des subjectivités, celles des enquêtés et les miennes. Comme la possibilité évoquée par Jean-Pierre Olivier de Sardan, « l'enquête se prend en quelque sorte elle-même en compte et devient son propre révélateur » (Olivier de Sardan, 2008 :93). Cette configuration, déployée malgré elle, offre la possibilité d'observer les intersubjectivités en évolution dans les adaptations aux attentes réciproques. La rencontre de mes représentations, mes attentes, mes intentions avec celles des enquêtés sur le terrain créé la situation d'enquête. L'enquêteur ainsi « pris » dans la « spirale de l'enquête » (Cefaï : 2010 :7) ne doit pas pour autant

[1] Carnet de terrain, 31/01/17

[2] Carnet de terrain, 05/01/2017

omettre « le propre de sa posture hybride ou marginale qui […] permet de voir, d'entendre et de penser autrement que les enquêtés » (Paillé, 2010 : 53). En quelque sorte, pour reprendre les termes de Daniel Cefaï, la « capacité à être affecté doit être plus ou moins maîtrisée » (Cefaï, 2012 :36).

En définitive, la posture hybride adoptée sur le terrain a permis un accès aux données du quotidien, les enquêtés oubliant parfois mon statut de chercheuse. La relation d'enquête se construit dans cette ambivalence de la posture de l'enquêteur, prenant part à un véritable jeu de ressemblances et de différences (Paillé, 2010). Comme le souligne Olivier Schwartz, « l'enquête est un pari : enquêter, c'est parier que l'on pourra jouer avec le paradoxe de l'observateur, que l'on saura à la fois s'en servir et s'en libérer partiellement » (Schwartz, 1993 : 280).

La posture de recherche est ainsi abordée sous l'angle des multiples tensions qui interpellent le chercheur à divers moments du processus. Les réflexions sur l'enquête de terrain et la posture du chercheur sont loin d'être nouvelles. Elles accompagnent les travaux en sociologie et anthropologie depuis leurs débuts, à l'ordre du jour au motif de « décentrement par rapport à soi » (Godelier, 2002 :193) nécessaire pour produire la connaissance. En effet, l'engagement de l'ethnographe *à la première personne* est la condition d'accès aux perspectives des enquêtés. Ce n'est que parce qu'il est « pris » et affecté par un phénomène qu'il prend conscience des jeux d'énonciation et de distribution de places qui le définissent (Favret-Saada, 1994). Sa subjectivité s'ancre alors dans une intersubjectivité issue des perspectives des enquêtés. Les tensions morales, de duplicité, voire de schizophrénie accompagnent l'ensemble du déroulé de l'enquête, s'apparentant à un « numéro d'équilibriste » (Bourhis, 2016). Le retour réflexif sur la pratique de l'enquête apparaît alors comme une étape essentielle participant à objectiver le regard du chercheur sur l'objet.

Si je retrace une trajectoire singulière, la mienne, celle-ci est loin de représenter une expérience isolée (Favret-Saada, 1994, 2009 ; Caratini, 2004 ; Wacquant, 2011, Sorignet, 2011 ; Bourhis, 2016 ; Ferilli, 2014). Pour autant, comme le note avec justesse Marion Bourhis, « en faire état n'est pas dénué de sens, tant il semble que chaque chercheur doive refaire pour et par lui seul ces expériences, comme si s'y jouait une quête identitaire, quasi-initiatique, sans réelle cumulativité et apprentissage collectif d'une enquête de ce type » (Bourhis, 2016 : 341).

Conclusion

« Accepter de se perdre » (Rémy, 2014) : cette formulation résume peut-être, à elle seule, la posture adoptée dans cette expérience de terrain. Bousculer la familiarité, le connu pour appréhender l'étranger, faire place pour apprendre par l'Autre, avec l'Autre. C'est alors faire l'expérience de l'altérité, du différent, de l'exotisme, au sens de ce qui est extérieur à nous. Victor Segalen, dans son *Essai sur l'exotisme,* définit la sensation d'exotisme comme « la notion du différent; la perception du Divers; la connaissance que quelque chose n'est pas soi-même; et le pouvoir de l'exotisme, qui n'est que le pouvoir de *concevoir autre.* » (Segalen, 1978 :23). Selon lui, l'« exote » (mot de Segalen) est celui qui reconnaît et accepte le « Divers », qui pense que « des différences fondamentales n'aboutiront jamais à un tissu réel sans couture et rapiècements » (*ibid.*). L'exotisme vrai ne revient pas à gommer les différences pour se confondre avec l'Autre, il est au contraire « la perception aiguë et immédiate d'une incompréhensibilité éternelle » (*ibid.* 24-25), c'est-à-dire « cet état de sensibilité intense où l'on perçoit les diversités irréductibles dans le réel » (Besse, 2013 :223). Ainsi,

comme le souligne Alfred Schütz, l'appartenance au nouveau monde n'est jamais ou rarement complète, l'étranger reste un « hybride culturel qui vit à la frontière de deux modèles différents de vie, sans savoir auquel des deux il appartient » (Schütz, 2014 : 37). De la même manière, le chercheur « devenu, pour l'Autre, si ce n'est l'un des siens tout au moins un proche, [...] se découvre lointain dans les yeux de ses proches, et doit assumer, partout, l'effet de la transformation, ce morceau d'altérité radicale dont il est désormais porteur et qui lui "colle à la peau". » (Caratini, 2004 :112). Les mots de Sophie Caratini traduisent encore une fois avec acuité cette quête identitaire indissociable de la rencontre avec altérité :

> « [c]'est dans la rencontre plus ou moins fusionnelle au sein de l'organisme de deux systèmes symboliques distincts, ou même divergents, que s'effectue la "réaction" chimique ou… alchimique qui transforme l'être, le fait renaître différent, et désormais porteur d'une double naissance, c'est à dire d'une autre co(n)naissance, ou de la connaissance d'un Autre, ce avec quoi tout être naît à lui-même. » (Caratini, 2004 :38)

Si ce chapitre dévoile, dans une analyse réflexive, les ressorts de cette expérience de l'altérité sur le terrain, c'est avant tout pour mieux cerner le positionnement épistémologique et méthodologique de la recherche. Suivant une démarche ethnographique et mobilisant un raisonnement essentiellement inductif, l'enquête de terrain résulte, autant qu'elle induit, un certain nombre de choix méthodologiques. Démêler les intrications de l'enquête éclaire les perspectives adoptées et les résultats présentés dans la thèse. Face aux éventuels biais méthodologiques qui comprend la recherche qualitative, je rejoins le point de vue de Jean-Pierre Olivier de Sardan, selon lequel la « lucidité méthodologique est [...] le point de départ de toute solution » (Olivier de Sardan, 2008 :94). C'est donc bien dans l'optique de rendre compte de mon point de vue socialement et culturellement situé que s'inscrit ce chapitre liminaire. De plus, cette partie a pour objectif d'exposer les fondements de la thèse, les postures de recherche et les méthodes d'enquête : l'ensemble permettant de lire les résultats au prisme des conditions de leur production.

PREMIERE PARTIE :
DU FLEUVE INVENTÉ
AU FLEUVE GOUVERNÉ

Convoitée pour ses qualités paysagères et ses réserves foncières, la rivière Adyar à Chennai est au cœur d'enjeux de luttes pour l'appropriation de l'espace urbain. La coprésence de *slums* et de quartiers résidentiels huppés sur les rives apparaît comme l'expression tangible de contrastes sociaux fortement marqués. Considérée par la plupart des habitants comme un égout, un drain[1] évacuant les eaux de mousson ou encore comme un marigot, l'Adyar recouvre une réalité plurielle, sans toutefois rejoindre la définition du fleuve. Pourtant, aux yeux d'une minorité d'élites, l'Adyar correspond bel et bien à un fleuve. Loin des représentations dominantes dans la culture habitante, un groupe d'élite pratique l'aviron sur l'Adyar, et y voit un lieu au fort potentiel, un espace à restaurer, à aménager et à embellir. Les représentations antagonistes, les approches divergentes et la variété des pratiques, souvent incompatibles, qui se déploient sur les rives sont autant de manifestations des territorialités concurrentes qui caractérisent l'espace de la rivière. Les représentations et usages actuels de la rivière sont le fruit de l'enchevêtrement de strates successives d'imaginaires fluviaux au cours de l'histoire. De l'époque coloniale et l'implantation de clubs et de *garden houses* des britanniques sur les berges, les rives ont hérité du caractère essentiellement élitiste de leur occupation. Prisée pour son cadre verdoyant, et sa proximité avec les dernières « poches » de verdure et d'espace non bâti de la ville, l'Adyar représente un enjeu foncier important. En rupture de l'urbain, largement privatisées et peu accessibles au public, les rives et la rivière sont méconnues ou ignorées par la majorité des habitants, à l'exception des occupants de *slums* qui y résident et des élites qui fréquentent les *clubs*. Elles font l'objet d'une appropriation « écologisante » parmi les classes supérieures, et les autorités gouvernementales qui visent la récupération du foncier pour la réalisation de projets urbains.

L'espace de la rivière Adyar tient lieu de marge urbaine prisée, une « frontière » pour le développement urbain, qui met en jeu une logique de front contre front.

Quelles sont les logiques sous-jacentes à cette appropriation écologisante de l'Adyar ? Cette première partie entend en premier lieu dresser le contexte de la recherche en éclairant les différents enjeux associés à l'Adyar. Il s'agit en outre de restituer les dynamiques liées à l'appropriation de l'Adyar par des élites dans l'ensemble des transformations urbaines à Chennai. Un regard sur la place et les rôles attribués aux autres cours d'eau de la ville permet de mettre en relief ce qui fait la singularité de cet espace.

Les dynamiques sociales autour du cours d'eau sont appréhendées depuis deux perspectives, celle des habitants d'abord, puis celle des autorités étatiques et autres institutions. À travers une approche ethnographique, il s'agit de rendre compte de la manière dont l'espace de la rivière est vécu et représenté, mais aussi de la manière dont il est gouverné par un certain nombre d'acteurs. Le premier chapitre entend restituer le cours d'eau au cœur des pratiques quotidiennes habitantes. Il s'agit, en quelque sorte, de saisir la place qu'occupe le cours d'eau dans les pratiques, les récits, les représentations des habitants, c'est à dire d'appréhender la manière dont s'organise le « vivre avec » le cours d'eau. Le second chapitre rapporte un point de vue « institutionnel » en cherchant à saisir l'ambivalence du rôle des institutions vis-à-vis du cours d'eau, qui oscillent entre négation et instrumentalisation. Ce sera donc l'occasion de revenir sur les positionnements et alliances de chacun des acteurs institutionnels engagé dans la planification du cours d'eau à Chennai : les autorités gouvernementales, les groupes privés et consultants étrangers ainsi que des institutions culturelles étrangères telles que le Goethe-Institut.

[1] Le drain, traduction du terme hindi *nala*, n'est pas ici à entendre au sens français du terme puisqu'il ne draine pas les eaux usées. En revanche, ce terme renvoie à la fonction d'évacuation du surplus d'eau en période de mousson.

Ce double regard sur le cours d'eau, à travers le vécu habitant, d'une part, et l'espace des projets, de l'autre, permet de saisir les enjeux d'appropriation qui se dessinent parmi différents groupes autour de la question du cours d'eau. Présentant des perspectives imbriquées et complémentaires, ces deux chapitres éclairent la manière dont se déploie l'environnementalité autour de la rivière Adyar, en dévoilant les liens entre autorités et gouvernement.

Chapitre 1 – L'Adyar : des territorialités concurrentes

Au cœur de multiples enjeux liés au développement urbain, les cours d'eau sont des espaces sur lesquels se donnent à lire des rapports de forces et des tensions sociales liées à leur appropriation par différents groupes sociaux. Les dynamiques associées aux cours d'eau urbains à Chennai, en Inde du Sud, en sont un exemple. La ville est traversée par deux petites rivières, la Cooum et l'Adyar, ainsi que le canal Buckingham, tous fortement pollués et globalement dépréciés dans la culture habitante. Pourtant, l'observation des dynamiques autour de ces espaces montrent qu'ils font l'objet d'appropriations différenciées parmi certains des habitants : les pratiques concurrentes sur ces espaces résonnent avec les représentations et imaginaires antagonistes qui dominent l'espace idéel. Lieu de forts contrastes sociaux, les rives sont à la fois occupées par les populations pauvres résidant dans des *slums,* et prisée pour le développement de projets urbains élitistes. Ce contraste est particulièrement exacerbé aux abords de la rivière Adyar, dans la partie sud de la ville. Les rives fluviales urbaines cristallisent alors les enjeux liés aux luttes sociales autour de l'espace urbain.

À travers une approche ethnographique, il s'agit de restituer les perspectives habitantes sur la rivière et les rives, afin de rendre compte des territorialités et des formes d'appropriation de cet espace par les différents groupes sociaux à Chennai. Cette thèse porte sur les dynamiques associées à la rivière Adyar : ce terrain constitue donc le cœur de l'analyse, bien que cela n'empêche pas de mobiliser les autres cours d'eau – le Cooum, le canal Buckingham, et la rivière Kosasthalaiyar au nord – afin de mettre en perspective et valoriser les données présentées sur l'Adyar. En évoquant la rivière, ce sont également souvent des rives (et de son occupation par les *slums*) dont il est question dans les discours habitants : l'expression « l'espace de la rivière » employée permet de se référer aux berges ainsi qu'à la rivière. Ce chapitre porte sur les relations que les habitants tissent avec la rivière Adyar à Chennai. L'objectif est alors de saisir les sens qui sont prêtés à la rivière et les usages qui en sont fait. Pour cela, plusieurs questions sont retenues, auxquelles on s'attache à répondre : Quelles sont les singularités de l'Adyar ? Comment cet espace est-il représenté, éprouvé et pratiqué au quotidien par les habitants ? Ici, usages, pratiques, perceptions, affects, représentations et imaginaires sont autant de marqueurs de ce que l'on nomme la *territorialité*. Notion largement mobilisée dans les travaux récents en géographie, la territorialité permet de penser les relations entre sociétés et espaces, et d'appréhender leurs évolutions. Avant de discuter plus amplement ce concept dans le corps du chapitre, on peut d'ores et déjà préciser un emprunt ici aux travaux de Julien Aldhuy (2008), qui, dans la lignée des réflexions engagées par les géographes Claude Raffestin et Guy di Méo, définit la territorialité comme « l'ensemble des rapports existentiels et sociaux que les individus en groupe entretiennent avec l'espace qu'ils produisent et reproduisent quotidiennement à travers les figures, les images, les catégories et les objets géographiques qu'ils mobilisent dans un projet de production de la société plus ou moins intentionnel et explicité » (Aldhuy, 2008 :4).

Les méthodes de l'enquête de terrain, reposant sur l'observation *in situ* sur la durée, les échanges informels et les entretiens avec les habitants, ont donné accès à un ensemble de discours et pratiques habitants relatifs à la rivière. Ainsi, les pratiques, perceptions, représentations, imaginaires et affects des habitants recueillis sur le terrain traduisent, ensemble, différents degrés d'appréhension de la réalité. Leur croisement et mise en perspective participe à saisir la territorialité. Selon l'anthropologue Maurice Godelier (2015), il existe

différents niveaux de ce que l'on « voit » : l'objet que l'on perçoit (la perception), ce que l'on se représente de lui (les représentations) et enfin de ce que cet objet nous évoque, les souvenirs, l'émotion ou les images (auxquels on accède par l'imaginaire). En ce sens, il soutient que « l'objet [est toujours] […] une présence qui […] rend présente une absence » (Godelier, 2015). La rivière urbaine à Chennai est donc à la fois perçue, représentée, vécue mais aussi imaginée, au sens où elle est associée à un certain nombre d'images – ici, du fleuve ou de la ville - qui retentissent dans les dimensions matérielles (Lynch, 1998). L'imaginaire inclut l'idée de création, d'invention, de dépassement de l'espace-temps, si l'on s'en tient à l'acception de Maurice Godelier (2015) : c'est en cela qu'elle diffère de la représentation, bien qu'elle alimente en partie cette dernière. Aussi, la représentation est entendue au sens général de « configuration idéelle, immatérielle ou stabilisée dans des objets, qui réfère à une entité autre, de nature idéelle ou matérielle, à des fins pratiques de communication, d'illustration, d'action » (Lévy, Lussault, 2013 :191). Parler de représentations mentales fait alors référence à des actes de pensées et des états mentaux, des schémas cognitifs élaborés à partir d'expériences personnelles et interpersonnelles, et d'informations reçues et transmises. Celles-ci diffèrent ainsi de la perception sur deux plans : d'une part, la perception est un phénomène d'ordre physiologique, même si l'on sait par ailleurs que ce dernier est largement influencé par des préconstruits et des *habitus* socio-culturels[1] (Bourdieu, 2000), et d'autre part, la perception se réalise en présence de l'objet perçu alors que la représentation suppose un temps différé, d'une courte durée (mémoire immédiate) ou d'une durée plus conséquente (histoire), ce qui lui confère une plus grande capacité d'autonomie culturelle par rapport au réel auquel elle se réfère. En outre, les affects occupent également une place centrale dans l'analyse, puisque « [c]'est l'éprouvé, notamment dans sa dimension affective, qui conduit la personne à dévoiler le sens du lieu relativement au réseau de lieux » (Laffont, Martouzet, 2018 : 201). Cette dimension affective est appréhendée à travers les discours, comme composante intrinsèque de la territorialité. La perspective adoptée invite donc à approcher et considérer l'inextricabilité de l'émotionnel et du discursif : comme le soulignait déjà l'anthropologue Vincent Crapanzano (1994), « peut-être faut-il commencer par poser la question : y a-t-il des discours, des énoncés, des paroles (peu importe ici la distinction) qui ne soient pas émotionnels ? »

Au prisme de ces notions imbriquées, à la croisée des approches d'ordre psycho-affective et d'ordre socio-économique, se dessine et s'appréhende alors les contours des territorialités plurielles de la rivière, en tant qu'espace approprié, matériellement et symboliquement, par différents groupes sociaux. Paradoxalement, malgré la dispersion caractéristique des approches représentationnelles et affectives qui restent difficilement spatialisables (Laffont, Martouzet, 2018), c'est sous cet angle que se donnent à lire les territorialités singulières. Cette lecture croisée entend donc rendre compte de la « matérialité du social », en restituant l'intrication de l'*idéel* et du *matériel*, selon la terminologie de Maurice Godelier (2010).

La réflexion de ce chapitre est alors conduite par la question suivante : *quelles sont les territorialités de la rivière Adyar à Chennai et les enjeux qui y sont associés ?*

En premier lieu, les cours d'eau à Chennai sont appréhendées dans leurs singularités, retraçant l'évolution de leur rapport à la ville à la lumière des rôles et fonctions qui leurs ont été attribués au cours du temps. Après une première partie essentiellement descriptive qui replace le cours d'eau dans son contexte singulier,

[1] L'*habitus* forme les conduites ordinaires. Il les rend automatiques et impersonnelles, « signifiantes sans intention de signifier ». (Bourdieu, 2000)

ce sont les pratiques et les représentations des habitants en lien avec la rivière qui sont abordées afin de saisir la place et les rôles attribués à la rivière dans la « culture habitante »[1]. La rivière Adyar occupe la place centrale dans l'analyse en seconde partie de ce chapitre. Il s'agit de montrer les enjeux associés à cet espace, au statut de marge urbaine pourtant convoitée par des élites. L'analyse des représentations et pratiques qui lui sont associées mettent en évidence les territorialités concurrentes qui s'y déploient.

En guise d'ouverture de ce chapitre, une anecdote de terrain est proposée. Car bien que l'anecdote soit souvent perçue comme secondaire ou marginale en littérature, en opposition à ce qui serait primordial ou central, ce type de récit a un rôle significatif en sciences sociales[2]. Ainsi, « [l]'anecdote permet paradoxalement d'aller à l'essentiel » (Renard, 2011). Pour reprendre la formulation du philosophe Friedrich Nietzsche : « À l'aide de trois anecdotes, on peut faire le portrait d'un homme » (Nietzsche, 1951 [1879] :27) » L'anecdote de terrain permet de retranscrire, à travers un exemple, la complexité des faits ou d'une réalité sociale : « en un bref récit, l'anecdote miniaturise et illustre un problème social, une question morale, sur un mode moins dramatique que le fait divers mais tout aussi révélateur. » (Renard, 2011). Ici, elle illustre les contrastes sociaux, les pratiques concurrentes et les imaginaires antagonistes associés au cours d'eau, qui font l'objet de l'analyse dans cette partie.

Encadré 3 : Anecdote de terrain : choc des cultures sur les rives de l'Adyar à Kotturpuram

Une après-midi, Joye, ma colocataire, m'appelle depuis son bureau à l'université Anna, pour que nous convenions, comme à notre habitude, du programme pour la fin de journée. Elle souhaite trouver un endroit tranquille, et mentionne le nom de Kotturpuram. Je dis connaître un endroit sur la rive de la rivière Adyar. À l'évocation du nom « *Adyar* » elle marque un temps d'hésitation : il semble que ne parlions pas du même lieu. Elle manifeste néanmoins rapidement sa curiosité et son enthousiasme : « *Allons-y !* » Comme j'ai du travail à finir, je lui suggère d'y aller d'abord, et que je la retrouverai sur les lieux plus tard. Elle répond : "*non, une fille seule, non... deux filles, ça va, si tu es avec moi. Une fille seule, les gens vont penser que je suis déprimée et que je vais me jeter à l'eau. Ils vont se demander pourquoi je vais là-bas.*"[3] Avec déception, elle ajoute : « *c'était pourtant une bonne idée* ». Une remarque qui finit par me convaincre et je lui propose de nous y rendre ensemble.

On arrive sur les lieux. Je lui indique qu'il faut grimper sur le talus. Il y a des poubelles et un tas de détritus au sol, qu'il faut enjamber. Elle a l'air perplexe : « *C'est là ? Il faut grimper là-dessus ?*». J'acquiesce d'un signe de la tête. Dans un mélange de méfiance et d'appréhension, elle fait remarquer : « *Ces deux gardes nous regardent. Peut-être qu'ils savent déjà que l'on va se rendre là-bas* », avant d'ajouter : « *Si quelqu'un nous demande ce qu'on fait là, on dira que c'est pour une recherche !* »

Nous grimpons sur le muret pour accéder au talus, que nous contournons pour arriver sur la berge, surplombant la rivière, juste en face du Boat Club. Sur la rive opposée, on peut voir les pontons du Boat Club, la coupole du Madras Club, sa Villa blanche avec son jardin, et à côté, la villa avec piscine au milieu de la verdure. « *Ah, ça pue !* », s'exclame Joye, avec le même air dégouté qui ne quitte pas son visage depuis notre arrivée sur les lieux. Puis elle lève les yeux : « *mais c'est beau !* », « *si cette odeur n'était pas là* », « *si c'était l'eau du Kerala...* », « *s'il n'y avait pas cette eau...* ». Elle tourne la tête et s'adresse à moi : « *Karine, fais quelque chose pour ça, non ?* » Elle continue ses observations à voix haute : *« et les*

[1] Les expressions « vécu habitant », « point de vue habitant » ou « culture habitante » renvoient à l'ensemble des discours et pratiques recueillis sur le terrain et permettent de saisir le « point de vue » dominant dans la « culture habitante », bien qu'il existe de nombreuses autres « sous-cultures ».

[2] En géographie, l'ouvrage récemment publié de Jean-François Troin (2018) intitulé « Carnets de géographie anecdotique. Ce que les géographes ne disent pas » propose une mise au jour de ces non-dits et non-écrits des carnets de terrain, afin de montrer leur portée révélatrice et heuristique.

[3] "*A girl alone people will think I am going to dive in the water they would wonder why I am going there. If it's two girls, they will leave us, they will think: okay they are going to chill*"

gens vivent ici... », en faisant référence à la gêne occasionnée par l'odeur. « *Si tu tombes dans l'eau, tu ne meurs pas de noyade, tu meurs d'une infection !* », commente-t-elle.
En observant la rive d'en face, elle aperçoit les infrastructures du Boat Club, et s'esclaffe : « *Oh, de l'aviron !* », « *Je n'aurais jamais pensé...* » Elle me demande « *donc c'est ici que tu fais ton terrain ?* » - « *Oui* », je réponds. « *C'est un endroit sympa. Je découvre cette partie de Chennai.* », dit-elle.
Quelques instants plus tard, sur la rivière, un groupe de trois rameurs en aviron traverse notre champ de vision, en direction du pont Thiru-Vi-Ka. Deux rament tandis que l'autre est barreur, et fournit les instructions. Joye n'en croit pas ses yeux : « *Oh mon Dieu ! Sérieusement ?* »[1] Elle essaie de trouver des éléments d'explication à cette scène qu'elle considère surréaliste : « *Non, mais ce sont des étrangers !* », « *ce ne sont pas des locaux, ces gens ne sont pas d'ici ! »* Je confirme que si, ils sont d'ici, ce sont les gens du Boat Club qui pratiquent l'aviron, et qu'on les voit presque tous les jours sur l'Adyar. Mais sans porter crédit à mes propos, elle persiste dans son explication : « *Regarde, il y a un guide avec eux ! Un gars qui raconte des histoires, il explique sûrement "ceci est le fleuve Adyar, si on continue en bateau nous arriverons à Hyderabad (rires) » Oui, mais ça, c'était autrefois ! »*[2] Sur le ton de la plaisanterie, elle ajoute : *« Et maintenant il doit penser « Oh, ces filles savent que je suis en train de les berner ! Mais tant pis, je vais continuer ma visite guidée ! »*[3]

[Carnet de terrain 4, le 10/11/2016]

Cette anecdote met au jour plusieurs points évoqués dans ce chapitre. D'abord, elle rend compte des représentations plutôt négatives associées à la rivière dans la culture habitante : la question du danger, l'inconfort suscité par l'odeur et le thème de la pollution transparaissent dans les propos de Joye. En restituant un moment de rencontre de « mondes sociaux » ou de « sous-cultures » distinctes sur l'espace de la rivière, elle permet surtout d'appréhender les modes d'appropriation de la rivière par différents groupes sociaux, ce que l'on analyse au prisme de la territorialité.

De la territorialité

La territorialité est une notion largement mobilisée en sciences sociales, en particulier en géographie, pour penser les relations complexes tissées entre les sociétés et les espaces, et appréhender leurs évolutions. Souvent de pair avec les réflexions sur la territorialisation, ces travaux s'inscrivent dans la volonté de comprendre le territoire à partir des processus liés à sa construction, ou des formes – non systématiques et non exclusives – que ce phénomène peut engendrer. Le questionnement sur le recours à ces concepts s'en tient ici aux travaux menés en géographie, bien que le champ de recherche dépasse de loin les cadres de cette discipline[4]. En premier lieu, il convient de noter que l'usage du terme territoire prévaut plutôt dans les recherches francophones[5] (Debarbieux, 1999), la recherche anglophone privilégiant la notion de lieu (*place*) en géographie « humaniste », celle de paysage (*landscape*) en « nouvelle géographie culturelle »; seules la

[1] "*Oh God! Seriously ? (surprised!) No, but they are foreigners! They are not local people! These people are not from this place. See, one guide is there with them, telling stories, explaining"*

[2] "T*his is the Adyar River if we continue by boat it will reach Hyderabad (laughing). But that was before!!!*" Joye, carnet de terrain, le 10/11/2016

[3] "*And now he is thinking "oh these girls know I am fooling them... I will continue my guideship though!*" Joye, carnet de terrain, le 10/11/2016

[4] Sur les échanges transdisciplinaires autour de la notion de territoire, voir l'ouvrage de Bernard Debarbieux et Michel Bernardy (éds.), *Le territoire en sciences sociales : approches disciplinaires et pratiques de laboratoires*, Grenoble : MSH – Alpes, 2003, 246p.

[5] L'auteur émet deux hypothèses : le concept est déjà associé à un ou plusieurs autres termes, place ou space notamment ; ou il existe une différence significative dans les manières de concevoir la géographie et les objets associés, signe d'un positionnement différent de la géographie dans le concert des sciences.

géographie politique et une certaine géographie critique nourrie de références marxistes ont investi le terme territoire (*territory*) (Lafitte, 2014) . Le territoire est un terme hautement polysémique : il renvoie au moins à huit définitions différentes (Lévy, Lussaut, 2013). C'est pourquoi Julien Aldhuy recommande et s'emploie lui-même à une utilisation circonspecte et progressive du territoire (Aldhuy, 2008), soulignant le risque de réification du concept alors que le territoire est une production sociale. La mobilisation de la notion de territoire implique généralement l'idée d'appropriation d'un espace par un individu ou un collectif. En ce sens, le territoire où s'exerce l'appropriation est le support par excellence des investigations menées sur l'intentionnalité des acteurs (Elissade, 2002). À partir de cette acception large du territoire, l'ajout du suffixe *-ité*, pour former le terme territorialité, désigne alors la caractéristique de ce procédé, les manières dont les personnes s'approprient cet espace.

La territorialité en géographie est un concept emprunté à l'éthologie et à la psychologie comportementale, qui elles-mêmes l'avaient empruntée à diverses réflexions universalistes du 18ème siècle. Ces dernières années ont été marqué par un regain d'intérêt pour cette notion, peut-être en raison de sa capacité à rendre compte des évolutions des relations que les habitants tissent avec leur territoire. Le recours aux notions de territoire, territorialité et territorialisation permettent d'aborder les effets de phénomènes contemporains qui induisent une mutation des relations des populations à l'espace (Melé, 2009). L'émergence des problématiques de l'environnement et du patrimoine, par exemple, amènent à repenser les ancrages territoriaux (Melé, 2008a). Toujours est-il que l'usage pléthorique de la notion de territorialité dans les travaux en géographie s'accompagne d'une forme d'imprécision qui nuit à son potentiel analytique. Pour remédier à ce « vaste flou conceptuel et opérationnel » causé par des « confusions des genres », Mario Bédard propose une clarification des définitions de la territorialité les plus fréquemment mobilisées avant de partager « une conception culturelle et une conceptualisation tripartite de ce concept » (Bédard, 2017), sur laquelle on revient par la suite. Pour expliciter la manière dont on recourt à la territorialité dans ce travail, il est utile de s'attarder sur les différentes définitions qui coexistent dans les recherches en géographie. À partir de ses travaux, Mario Bédard en retrace six définitions-types (*ibid.*), que l'on reprend ici succinctement. David Lowenthal est l'un des premiers à employer le terme de territorialité, qu'il définit comme « la propriété, la division et l'évaluation de l'espace » (1961 : 253). Inspiré des courants de pensée humanistes des années 70, il entend, à travers ce terme, rendre compte du regard subjectif sur le territoire. Plus tard, Edward Soja emploie la notion de territorialité pour désigner une composante fondamentale de l'organisation politique de l'espace. Il définit la territorialité comme « un phénomène de comportement associé à l'organisation de l'espace en sphères d'influence ou en des territoires clairement délimités, différenciés et considérés au moins partiellement exclusifs par leurs occupants ou par ceux qui les définisse » (1971 : 19). Il y voit une politique plus processuelle que stratégique : le pouvoir résulterait d'une volonté d'organiser l'espace. La troisième définition-type de la territorialité est celle élaborée par le géographe suédois Torsten Malmerg selon une acception constitutive et existentielle. Selon lui, la territorialité exprime des « besoins psychologiques de base en matière d'identité, de vie privée et de sécurité » (Malmerg, 1980 : 10, cité par Bédard, 2017). Témoignant de la montée des problématiques environnementales, cette définition intègre un principe de précaution et de responsabilisation du groupe humain dans l'appropriation d'un territoire.

La territorialité au sens de Robert D. Sack renvoie à une stratégie spatiale consciente et désirée, définie comme une action qui consiste à « affecter, influencer ou contrôler les ressources et les personnes, en contrôlant la zone » (Sack, 1986 : 1-2). Le territoire est ici plutôt considéré comme objet de souveraineté.

Déployée dans une approche résolument politique, cette définition de la territorialité relève toutefois d'un plan méthodologique plutôt que critique. Cette acception constitue, avec celle de Claude Raffestin, la définition la plus mobilisée dans les travaux en géographie.

Les réflexions de Claude Raffestin s'incrivent dans la volonté de construire une théorie de l'éco-genèse territorial, c'est-à-dire qui rendrait compte des ressorts de production de la société (Raffestin, 1986a). Dans une approche systémique et organisationnelle, il analyse la manière dont s'opèrent les relations entre société, espace et pouvoir au prisme des médiateurs - codes, altérités, langage etc. - qui sont autant de registres de sens. Selon lui, la territorialité humaine est « l'ensemble des relations entretenues par l'homme, en tant qu'il appartient à une société, avec l'extériorité et l'altérité à l'aide de médiateurs ou instruments » (Raffestin, 1987 :5). Il conçoit la territorialité non pas uniquement comme un concept permettant de penser les relations au territoire, mais plutôt comme un nouveau paradigme par lequel sonder et exprimer notre condition territoriale (Raffestin, 1986b), ouvrant des perspectives de refondation à la géographie sociale (Racine, Raffestin, 1983).

Au terme de la revue de ces cinq premières définitions, on peut d'ores et déjà souligner que celles-ci empruntent différents regards sur la territorialité, selon son appréhension comme procédé causal ou efficient. Ainsi, Francisco Klauser (2012) et Alexander Murphy (2012) notent que pour Robery D. Sack, Edward Soja, Torsten Malmerg, la territorialité est un processus géographique qui « produit des relations » et grâce auquel on peut analyser le comportement humain (Malmberg) ou les divisions territoriales (Soja, Sack). L'approche de Claude Raffestin diffère, puisque la territorialité est pour lui avant tout un système qui « est produit par des relations ». Dans cette perspective, la territorialité s'observe à partir des processus de médiation à l'œuvre, impliquant l'analyse du contexte des actions sociales car elle perçue comme causale (Murphy, 2012).

La sixième définition-type et la plus récente est celle proposée par Guy Di Méo. À partir des apports primordiaux de Claude Raffestin, l'auteur fait de la territorialité « une relation individuelle et/ou collective [dans] un rapport complexe au(x) territoire(s) » (Di Méo, 2004 :101). Dans le courant de la géographie sociale, la territorialité est abordée dans une dimension constitutive et existentielle, entendue « comme une donnée consubstantielle de tous les rapports » (Di Méo, 1991 :129). Selon Guy Di Méo, la territorialité associe trois éléments essentiels : une relation existentielle à la terre, le « réseau réel des lieux pratiquées et vécus » par les individus et collectivité, et enfin elle repose sur des « référentiels représentés d'échelles multiples [qui sont] plus qu'[un simple] emboîtement impeccable de formes territoriales » (Di Méo, 2004 :101). En ce sens, sa réflexion rend compte de la tension permanente entre territorialité et territoire (Aldhuy, 2008). Cette définition approfondit la fonction relationnelle et la vocation identitaire de la territorialité.

L'examen de ces différentes définitions-types montre peu de perméabilité entre les approches sur la territorialité (Bédard, 2017). Finalement, il semble que globalement, l'usage de la territorialité dans les travaux se partage encore entre deux visions distinctes, l'une plutôt constitutive, et une autre, plutôt relationnelle. À cet égard, la tension entre ces deux acceptions, déjà évoquée par Philippe Tizon en 1996, ne semble pas foncièrement dépassée :

Sous le même mot de territorialité, la vision des géographes contemporains oscille donc entre celle d'une géographie de la *territorialité très large*, englobant tout l'être et tous ses univers […] et celle d'une *correspondance* entre le territoire administratif (celui des juristes), les populations qui l'occupent et les pouvoirs qui l'organisent (Tizon, 1996 :27).

Ce constat est également partagé par Patrice Melé, qui note que la notion de territorialité est mobilisée par les géographes français dans des traditions de recherche le plus souvent irréconciliées (Melé, 2008a) : d'une part, elle est employée pour saisir les modalités d'appropriation de l'espace par des habitants ou usagers, en s'intéressant aux pratiques et aux représentations des « espaces de vie », et d'autre part, pour appréhender les actions de contrôle de l'espace par des pouvoirs, *via* les politiques publiques. Dépassant le clivage entre ces deux approches, l'auteur souligne au contraire la capacité de la notion de territoire à saisir ce qui se joue dans les relations entre « espace de vie » et « espace de mobilisation » (Melé, 2008a).

Le recours à la territorialité induit un déplacement du regard sur le territoire. Aldhuy (2008 :4) liste les apports de la conception de la territorialité de Claude Raffestin :

> « Cette définition permet de mobiliser les géographes autour d'un nouveau paradigme plus que d'un réel concept, suppose la réalisation préalable de trois conditions. La première consiste à admettre que l'objet de la géographie n'est pas l'espace mais la pratique et la connaissance que nous avons de cette réalité que nous appelons espace. Les relations avec le monde bio-physique, d'une part, et l'altérité, d'autre part, que traduisent ces pratiques et ces connaissances forment ainsi la territorialité. La deuxième condition « consiste à recourir à des représentations sociales construites et non tirées d'une observation quotidienne », ce qui revient à admettre une rupture avec le sens commun et à refuser de faire de la connaissance géographique un simple reflet du réel. De ces premières conditions découle la troisième qui consiste à reconnaître « que toute relation à l'espace concret (écologique et/ou géographique) est toujours médiatisé par un espace abstrait (la société). Ainsi, la territorialité conduit à porter l'attention sur les sociétés telles qu'elles se constituent et se reproduisent. Elle implique également l'impossibilité de concevoir la connaissance géographique en dehors d'une théorie de la production de la société. »

Dès lors, la réflexion sur la territorialité s'inscrit dans une perspective constructiviste, permettant « de dépasser la seule question de l'organisation de l'espace des sociétés pour s'engager vers la compréhension de la condition spatiale des individus vivant en société » (Aldhuy 2008 :4). La territorialité permet donc d'aller au-delà de l'approche par le territoire (Aldhuy, 2008) et de déjouer les écueils qui l'accompagnent. La notion de territoire souffre, en effet, de définitions qui tendent à « enfermer » ou « immobiliser » l'analyse. C'est ce que met en évidence le géographe politique John Agnew (1994) dans son article devenu célèbre du « *territorial trap* » (le piège territorial). Je m'appuie ici sur les travaux publiés par Jérôme Lafitte sur ce thème (Lafitte, 2014). Selon Agnew, le territoire est un type de spatialité, c'est-à-dire une manière d'utiliser et s'approprier l'espace, à l'instar du réseau. Il souligne la nécessité de considérer d'autres acteurs qu'étatiques et d'autres logiques que territoriales (les réseaux) qui obligent à ne plus penser les États comme les seuls « conteneurs » de sociétés de plus en plus transnationales et mondialisées (Agnew, 2009a). La territorialité renvoie alors, selon lui, à l'usage stratégique du territoire pour atteindre des buts de type organisationnel. Celle-ci est mise en pratique de différentes façons, souvent complémentaires :

1. par l'acceptation populaire des classifications de l'espace marquées des possessifs «notre» contre «votre»;
2. par la communication d'une symbolique du lieu (*sense of place*)

3. en appliquant un contrôle de l'espace (par la surveillance, le maintien de l'ordre et la légitimation).

D'un point de vue théorique, la territorialité peut être appréhendée par ses différentes origines incluant :

1. le résultat de stratégies territoriales de dévolution administrative et de contrôle;
2. le résultat secondaire de résolution de dilemmes sociaux en rapport avec les biens publics;
3. un expédient facilitant la coordination entre les capitalistes en concurrence
4. La centration (*focus*) sur une stratégie parmi plusieurs de gouvernementalité ;
5. le résultat de la définition des limites entre les groupes sociaux pour identifier et maintenir la cohésion de groupe; (Agnew, 2009b)

Tandis que le territoire est classiquement défini en opposition au réseau[1], constituant les deux principales familles d'espaces, le territoire et le réseau (Lévy, 1997), la territorialité permet de penser ensemble et articuler deux approches (Painter, 2008). De même, Patrice Melé propose de revoir la définition stricte du territoire telle qu'il l'a mobilisée antérieurement dans ses travaux, au sens « d'espace délimité chargé de valeurs » (Melé, 2008b), pour mener une analyse à partir de la territorialisation. Il considère ce phénomène à la fois au sens d'identification/production d'espaces délimités, de diffusion d'une vision « territoriale » de la relation à l'espace des populations, et d'appropriation par des individus ou des collectifs d'espaces plus ou moins strictement délimités (Melé, 2008a :2). La territorialisation permet alors d'appréhender les modalités de l'extension du contrôle des pouvoirs publics entraînant une normalisation des pratiques. Outre la dimension quelque peu « figée » de l'approche par le territoire, la notion d'échelles et de niveaux des entités spatiales qu'elle implique reste problématique, puisqu'elle renvoie souvent à « une conception mécanique d'emboîtement, et ne laisse plus apparaître les relations entre le tout et les parties » (Melé, 2008a). En un sens, ces réflexions reflètent les écrits de Claude Raffestin, selon lesquels « le territoire est la prison que les hommes se donnent » alors que la territorialité révélerait la « multidimensionnalité du vécu de ces mêmes hommes » (Raffestin, 1980).

Dans la lignée des réflexions sur la territorialité depuis les travaux séminaux de Claude Raffestin jusqu'aux évolutions récentes dues à Guy Di Méo, on retient la définition proposée par Julien Aldhuy (2008), qui entend la territorialité comme :

> « l'ensemble des rapports existentiels et sociaux que les individus en groupe entretiennent avec l'espace qu'ils produisent et reproduisent quotidiennement à travers les figures, les images, les catégories et les objets géographiques qu'ils mobilisent dans un projet de production de la société plus ou moins intentionnel et explicité » (Aldhuy, 2008 :4).

La notion de territorialité mobilisée dans ce travail s'avère alors non seulement utile pour penser la relation au territoire, mais elle traduit en outre un regard sur les procédés de reproduction de sociétés par le territoire. Elle porte l'accent sur les procédés d'appropriation de l'espace et d'identification par des groupes de personnes. Je rejoins donc les conceptions de la territorialité telles que mobilisées dans les travaux de Patrice Melé (2008a) et de Julien Aldhuy (2008). Pour autant, la territorialité est ici moins appréhendée au prisme de l'action publique, selon l'angle privilégié par Patrice Melé, mais renvoie plutôt aux modalités d'ancrage territorial. L'auteur s'intéresse aux conflits en ce qu'ils révèlent les territorialités préexistantes, soulignant

[1] Jacques Lévy définit le territoire comme un espace à métrique topographique (métrique continue). Autrement dit, il décrit une grande famille d'espaces, et s'oppose à une autre grande famille d'espaces et sa métrique associée, celle topologique (discontinue) des réseaux (Lévy, Lussault, 2013).

que « [l]es mobilisations, les controverses et les conflits sont souvent étudiés comme révélateurs des ancrages territoriaux interprétés en termes d'appartenance, d'appropriation ou même d'identités territoriales » (Melé, 2008a). Or, le recours à la territorialité dans cette thèse vise plutôt à rendre compte de la manière dont différents groupes s'approprient l'espace, permettant de saisir des rapports de force et tensions latentes qui ne s'expriment pas nécessairement dans les conflits. Il s'agit d'aborder les modalités d'ancrages des habitants au territoire, la manière dont elles se manifestent sous forme d'identité territoriale, largement travaillée par le politique, sans pour autant s'y réduire (Di Méo, 2013). La territorialité permet ici d'observer les dynamiques déployées, non pas sous l'angle d'un territoire partagé, mais plutôt des formes d'appropriation différenciées. Ainsi, « une lecture par la territorialité plus que par le territoire, permet de saisir la multiplicité et le non-emboîtement des référentiels territoriaux mobilisés » (Aldhuy, 2008).

De Madras à Chennai au fil de l'eau

Les rapports entre les cours d'eau et la ville à Chennai s'inscrivent dans un contexte déterminé par le caractère saisonnier et dynamique des ressources en eau dans la région tamoule. Espaces singuliers, les cours d'eau de Chennai portent les marques des rôles, fonctions et signification qui leur ont été successivement attribués à travers l'histoire du développement de la ville.

En premier lieu, cette partie expose, de manière synthétique, les réalités des cours d'eau du territoire de Chennai au prisme de leurs particularités géographiques, hydrologiques et morphologiques afin de mettre en évidence la saisonnalité qui caractérise leurs dynamiques. Cela permet de comprendre ensuite la nature, et les modalités des liens tissés entre les habitants et ces cours d'eau. Afin d'appréhender les usages actuels des cours d'eau dans l'espace social urbain, il est utile de retracer l'évolution des rôles, fonctions et signification qui leur ont été attribués dans le développement de la ville : ce que propose la seconde partie. En abordant les imaginaires successifs associés aux rivières et au territoire, il s'agit également de nourrir, en filigrane, une réflexion plus générale sur la ville indienne.

Le cours d'eau à Chennai : une réalité plurielle et mouvante

Les cours d'eau de la région de Chennai sont soumis aux aléas du climat tropical, et alimentés essentiellement par les pluies de mousson. Le terme de *saisonnalité* renvoie à cette caractéristique dynamique du cours d'eau, marqué par l'absence d'une source pérenne. Cette partie plutôt descriptive appréhende ces rivières au regard de ces particularités, de manière à identifier leur nature, et ainsi mieux saisir les enjeux liés à leur place et leur définition dans l'espace urbain.

Saisonnalité de la ressource en eau en pays tamoul

Trois rivières majeures traversent le territoire métropolitain de Chennai d'ouest en est, la Kosasthalaiyar au nord (aussi appelée *Kortalaiyar*), la Cooum (ou *Cuvam* ou *Kuvam ou Kooum*) et l'Adyar (ou *Adayar*) au sud, avant de se jeter dans le Golfe du Bengale. Du nord au sud, le canal Buckingham[1], dont le premier tronçon

[1] Le canal de Buckingham est un long canal de navigation d'eau douce long de 796 kilomètres, parallèle à la côte de Coromandel en Inde du Sud, de Kakinada dans le district de Godavari Est à Andhra Pradesh au district de Villupuram

a été construit en 1806 par les administrateurs et colons anglais, longe la côte du Coromandel[1] (voir carte ci-dessous Figure 11). La Kosasthalaiyar, la Cooum et l'Adyar sont ainsi reliées par le canal Buckingham qui les traverse. À ces cours d'eau principaux, il faut ajouter de nombreux petits canaux souvent qualifiés de *nalas* (drains) qui forment un maillage hydraulique sur le territoire.

La ville de Chennai est située dans les deux bassins-versants de la Cooum et de l'Adyar, tandis que l'aire métropolitaine comprend, dans sa partie nord, le bassin de la Kosasthalaiyar. La carte ci-dessous : Les cours d'eau et étendues d'eau dans la région métropolitaine de ChennaiFigure 11) présente les cours d'eau et étendues d'eau dans la région de Chennai.

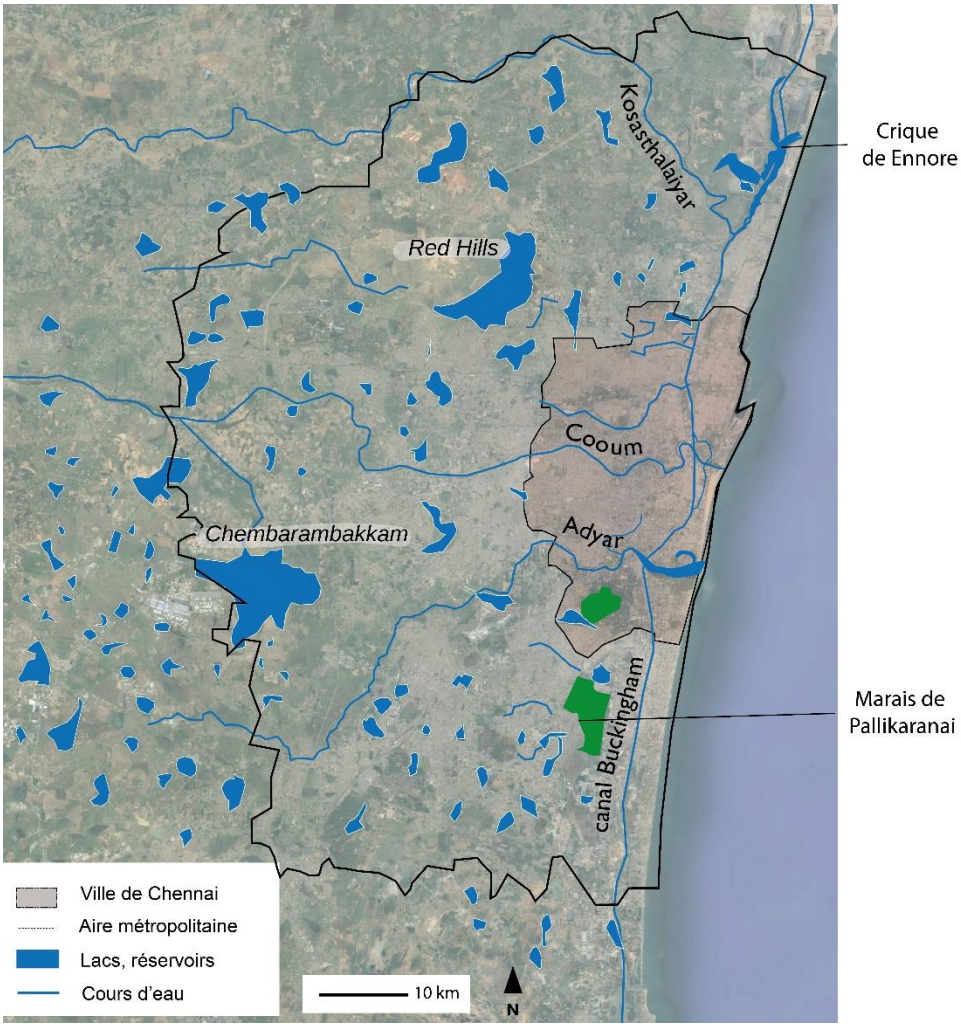


Figure 11 : Les cours d'eau et étendues d'eau dans la région métropolitaine de Chennai
Source : http://maps-chennai.com/chennai-water-map , adapté par Hochart, 2019 ; Fond de carte : Google Earth® 2002

au Tamil Nadu. Le canal relie la plupart des *backwaters* naturels (les eaux dormantes) le long de la côte au port de Chennai. Il a été construit pendant la domination britannique et était une voie navigable importante à la fin du XIXe et au début du XXe siècle : le premier tronçon de 18 kilomètres dans la ville de Madras a été construit en 1806, et les travaux sur l'ensemble du canal ont été achevé en 1872.

[1] La côte du Coromandel est la région côtière sud-est du sous-continent indien, délimitée au nord par les plaines d'Utkal, à l'est par la baie du Bengale, au sud par le delta du Kaveri et à l'ouest par les Ghats, s'étendant sur une surface d'environ 22 800 kilomètres carrés.

Parcourant une distance de 136 kilomètres, la Kosasthalaiyar prend sa source près de Pallipet dans le district de Thiruvallur et traverse la métropole sur quelques 16 kilomètres avant de se jeter dans la crique de Ennore. Avec neuf barrages construits sur son parcours, la Kosasthalaiyar alimente, avec d'autres cours d'eau comme la Cooum, le réservoir de Poondi, au nord, qui approvisionne en partie la ville de Chennai en eau. Son débit est relativement faible en moyenne mais extrêmement variable, atteignant jusqu'à 1400 m^3/s pendant la période de mousson[1].

En comparaison, la Cooum et l'Adyar sont de petites rivières, principalement urbaines. La rivière Cooum est l'une des plus courtes rivières classées comme telle et se jetant dans le golfe du Bengale. La Cooum, originaire du village du même nom à 70 kilomètres à l'ouest de Chennai, traverse la ville sur 18 kilomètres (et l'aire métropolitaine sur 40 kilomètres). Le barrage de Kesavaram, en amont, dévie une grande partie de l'eau de la rivière vers le réservoir Poondi, réduisant considérablement son débit à son entrée dans la ville. Le débit moyen de la Cooum est très faible et ponctuel : un rapport officiel note que le débit de la rivière Cooum, mesuré à Korattur sur 31 jours de l'année, est de 40,2 millions de m^3/an[2]. Avec un débit variant entre 0,26 m^3/jour à 709 340m^3/jour (Gowri et al., 2008), celui-ci apparaît extrêmement fluctuant. Le cours d'eau est aujourd'hui essentiellement alimenté par les eaux résiduelles. D'une largeur de 30 à 80 mètres dans les limites de la ville, le lit[3] de la rivière Coum est plus étroit que celui de l'Adyar. Dans la ville, ce cours d'eau s'apparente à une étendue d'eau stagnante noirâtre, peu profonde, de laquelle émane continuellement des odeurs d'égouts. Ces odeurs sont particulièrement prononcées lors de la saison sèche, lorsque le niveau de la rivière est au plus bas.

L'Adyar, quant à elle, prend sa source au confluent de deux ruisseaux qui drainent la zone amont du réservoir de Chembarambakkam au sud-ouest (dans le lieu-dit de Thiruneermalai) et est alimentée par le surplus d'eau de près de 200 lacs et de petits ruisseaux pendant la saison des pluies. Le cours d'eau se déploie sur quelques 42 kilomètres, dont 24 kilomètres dans la région métropolitaine. Son débit moyen, pourtant plus du double de celui de la Cooum, reste également faible : un rapport officiel enregistre 89,43 millions de m^3/an au pont-jetée situé dans la zone de Jafferkhanpet, à l'entrée de la rivière dans Chennai. Bien que ce rapport stipule un approvisionnement en eau de cette rivière tout au long de l'année, en ville, l'eau apparaît comme quasiment stagnante en dehors de la saison des pluies. Le cours d'eau présente une faible profondeur, comprise entre 0,5 à 0,75 mètres. De même que pour la Cooum, le débit de l'Adyar est très variable, situé entre 0,51 m^3/jour à 2 500 m^3/jour (*ibid.*). En période de mousson, le débit augmente fortement, pouvant atteindre 1000 m^3/s (1500 m^3/s pendant l'inondation de 2015). La partie la plus large du lit de l'Adyar se situe sur la zone de l'estuaire (100 mètres de large). Il faut également souligner ici une particularité de l'Adyar : pendant les grandes marées, les eaux de la baie du Bengale pénètrent dans les terres sur une distance

[1] Pour donner un ordre de grandeur, voici le débit moyen de quelques fleuves indiens et européens : le débit de la Kaveri est de 677 m^3/s, de la Krishna 1642 m^3/s, du Gange 12 020 m^3/s, de la Seine 500 m^3/s et de la Tamise est de 82 m^3/s.

[2] D'après le rapport du Gouvernement Central « Central Ground Water Board » intitulé « District Groundwater Brochure Chennai District - Tamil Nadu » (2008)

[3] En hydrologie, le lit est l'espace occupé par un cours d'eau, de façon permanente ou temporairement. Il regroupe le lit mineur, le chenal où l'eau s'écoule avant débordement et le lit majeur, appelé aussi « plaine d'inondation », partie adjacente au lit mineur, inondée seulement en cas de crue.

de 3 à 4 kilomètres, retenues ensuite par un banc de sable à l'embouchure. Compte tenu de ces dynamiques et du faible débit, la rivière s'apparente parfois plutôt à un marigot.



Figure 12 : Cartographie de la rivière Adyar de la source à l'embouchure
Source : Elango, 2016

L'Adyar est la rivière qui retient mon attention dans cette thèse. Avec une focale portée sur l'espace urbain, la rivière Kosasthalaiyar, localisée en périphérie nord de Chennai, est éloignée des questionnements de cette recherche. Quant au canal Buckingham, il présente des dynamiques spécifiques liées à son statut de cours d'eau artificiel, et reste donc en marge de l'analyse ; il arrive qu'il soit mobilisé toutefois, ponctuellement dans la thèse, à titre illustratif. Bien que le Cooum et l'Adyar présentent des dynamiques sociales relativement proches (montrant une dépréciation d'une part et mise en valeur par des projets de sensibilisation, de l'autre), l'Adyar se distingue par l'appropriation « écologisante » et élitiste dont elle fait l'objet. En traversant des quartiers résidentiels de classes supérieures et arborant des qualités paysagères prisées par des élites, l'Adyar est le lieu de l'expression privilégiée d'un environnementalisme élitiste. De surcroît, en touchant principalement cette rivière, les inondations l'ont placée au cœur des débats liés à son aménagement et à sa restauration écologique.

En se jetant dans l'océan, la Cooum et l'Adyar constituent des fleuves, au sens géographique du terme. Toutefois l'expression « rivière urbaine » est retenue ici pour les désigner, car elle traduit mieux la réalité de ces petits cours d'eau à la forte saisonnalité du débit, quasi exclusivement urbains et fortement pollués[1].

Marquée par une alternance d'une saison sèche et une saison humide, Chennai reçoit en moyenne 140 centimètres d'eau par an, principalement pendant la période des pluies liées aux vents de mousson du nord-

[1] 30 à 40% des eaux usées de la ville sont estimées être déversées dans les cours d'eau ; les données concernant la pollution de ces cours d'eau sont présentées à la page 129.

est, de mi-octobre à mi-décembre[1]. La faible capacité de la rivière Adyar[2] la rend plus sujette aux inondations, d'autant plus que son débit peut se multiplier jusqu'à 30 fois sous l'effet des pluies de mousson. Pendant la majeure partie de l'année, le cours d'eau est donc soit très bas, avec une partie du lit asséchée (Figure 13), soit alimenté quasi-exclusivement par les eaux usées. En dehors de la saison des pluies, ces cours d'eau ont donc un débit extrêmement faible ; ils prennent dans ce cas l'apparence d'une étendue d'eau stagnante, un paysage que les habitants désignent comme marigot (du terme anglais « *backwaters* »). Les photographies ci-dessous (Figure 13 et Figure 14) présentent l'Adyar à deux époques distinctes de l'année :



Figure 13 : Photo de l'Adyar, vue sur Kotturpuram depuis le pont Thiru-Vi-Ka
26/02/2016



Figure 14 : Photo de l'Adyar depuis le pont Thiru-Vi-Ka pendant la mousson
19/11/2015

Le rechargement des eaux de surfaces sur le territoire dépend donc essentiellement des pluies de mousson. Cette particularité climatique a conduit les populations autochtones à développer une technique spécifique permettant de pérenniser la ressource, le système des *eris*. L'encadré ci-dessous (Encadré 4) en présente les principales caractéristiques :

[1] Avec en moyenne 300 mm de pluie par mois entre septembre et décembre, les quatre mois de la période humide comptabilise 100 cm des 140 cm de pluie que Chennai reçoit en moyenne sur l'année : 65% des pluies sont donc reçues pendant la mousson (moyenne calculée à partir des données recueillies par le département météorologique indien sur une période de 1981 à 2010).

[2] Sa capacité de débit moyenne est de 1700 m^3/s (60 000 cu ft/s), contre 19,500 m^3/s pour la Cooum (690,000 cu ft/s).

Encadré 4 : Saisonnalité et système de *eris* en Inde du Sud

En Inde du Sud, au Tamil Nadu et au Kerala en particulier, l'apport en eau sur le territoire est caractérisé par la saisonnalité. Afin de pérenniser la ressource en eau, une technique de drainage et d'irrigation spécifique a été développée et entretenue par les populations autochtones : le système des *eris (eri* signifie *réservoir* en tamoul).

Il s'agit d'un ensemble de lacs semi-artificiels formés par l'action conjuguée du déversement des eaux sur un terrain incliné et la construction humaine de talus en contrebas pour retenir l'eau (voir schéma d'un *eri* ci-contre).

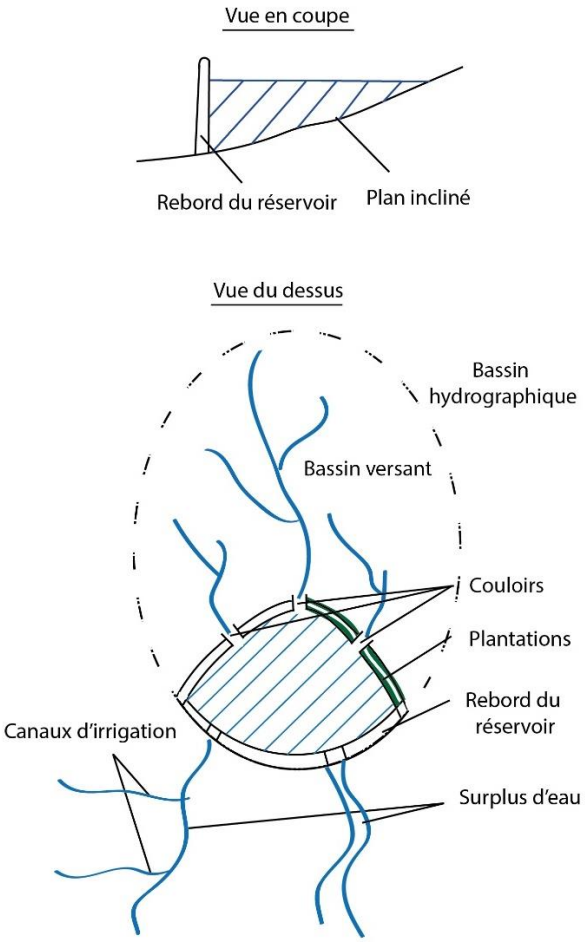


Figure 15 : Schéma d'un *eri,* lac semi-artificiel

On pouvait trouver des *eris* isolés, alimentés uniquement par les eaux de pluies, ou des *eris* interconnectés et alimentés par des canaux de déviation des rivières, appelés *anicuts*, constituant un véritable système intégré (unissant de manière complexe des éléments divers du territoire) équilibrant la distribution de l'eau sur l'ensemble de la région. Datant de plus de 2000 ans, le système des *eris* figurent parmi les plus anciennes techniques de gestion de l'eau en Inde, ayant permis, notamment, la riziculture au Tamil Nadu. Si la fonction principale des *eris* était l'irrigation des cultures, ils ont joué un rôle central sur les plans écologique, social et structurel (Mukundan, 2005 ; Mosse, 1997). En permettant d'équilibrer les apports en eau, les *eris* contribuaient à la régulation des inondations, à la diminution de l'érosion du sol, du gaspillage des eaux de ruissellement pendant les périodes de fortes pluies, et au rechargement des nappes souterraines (Mukundan, 2005). En dépit d'une gestion locale et collective, ce système reproduisait toutefois des inégalités sociales puisque l'accès à la ressource était soumis à des hiérarchies de classes et de castes[1] (Mosse, 2003). Le déclin rapide du système de *eris* sous l'époque coloniale s'explique par une conjonction de facteurs : la méconnaissance du fonctionnement du système indigène par les autorités coloniales, le manque de moyens financiers et humains investis pour l'entretien des canaux et lacs, ainsi que la centralisation du système de gouvernance et de gestion des ressources (Mukundan, 2005). En

[1] Le système de castes ou *Jati* est une stratification socio-politique traditionnelle spécifique qui divise la société indienne en plusieurs groupes hiérarchisés. En 1955, l'*Untouchability Act* abolit officiellement les discriminations basées sur la caste et des principes de quotas et de discriminations positives sont mis en place à l'issue de luttes des Dalits (les basses castes appelées aussi intouchables). Ces discriminations persistent néanmoins en Inde contemporaine, et tendent à se cumuler aux déterminants socio-économiques. Les dynmaiques liées à l'intouchabilité et au système de castes en Inde demeurent extrêmement complexes et évolutives, elles font l'objet de nombreux débats en sciences sociales.

particulier, les *eris* étaient gérés localement et intégrés dans des « supra-localités », et le changement du régime foncier des *eris* au cours du 19ème siècle a conduit à leur délaissement et à leur envasement progressif. En outre, le déclin de l'irrigation traditionnelle correspond à l'essor de techniques modernes et sophistiquées de gestion de l'eau. Malgré le changement d'occupation des sols en milieux ruraux et péri-urbains[1], le système de *eris* a laissé une empreinte forte sur le territoire, comme le montre la carte ci-dessous (Figure 16). Après l'Indépendance en 1947, les *eris* ont continué à être négligés par le département des travaux publics (jusqu'à aujourd'hui, il n'existe pas de données fiables sur l'état et le recensement des *eris*). Ne pouvant faire l'objet d'une gestion centralisée, les *eris* restent entretenus par certaines communautés villageoises, dont le travail n'est ni reconnu ni financé par l'État.

La carte des bassins hydrographiques de la région de Chennai (Figure 16) montre la trame de lacs et de réservoirs d'eau reliés entre eux par des rivières ou zones de déversoirs, héritage de ce système traditionnel d'*eris*.

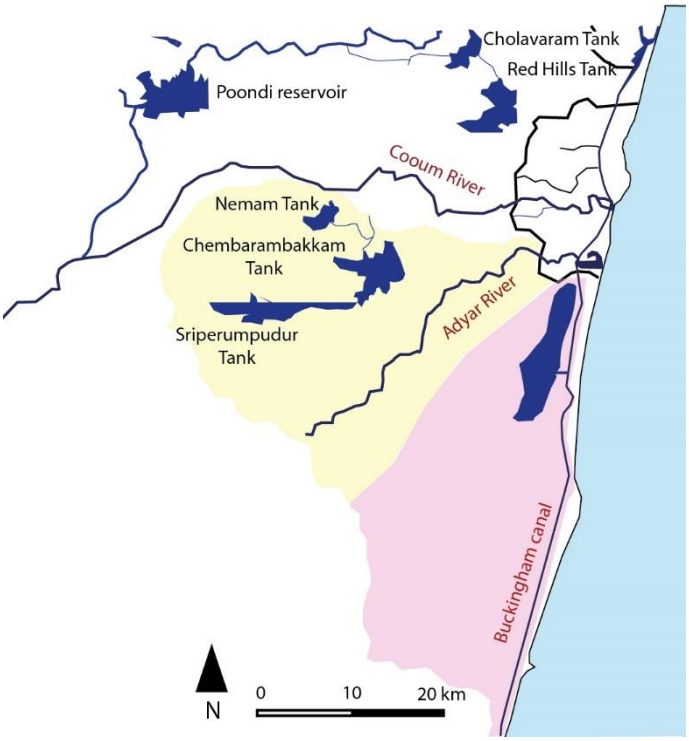


Figure 16 : Carte des bassins hydrographiques de la région de Chennai
Source : CMDA, 2008, adapté par Hochart, 2019



Figure 17 : Photo de Kesavaram Anicut en amont du Cooum
19/12/2015



Figure 18 : Photo du réservoir de Chembarambakkam
26/02/2016

[1] La thèse de Rukkumany R.H, doctorante et enseignante en architecture du paysage à l'Université Anna, en cours et menée dans le cadre du projet ARCUS, porte sur l'évolution de l'occupation des sols en zone péri-urbaine de Chennai.

Les rivières de Chennai sont donc soumises à une caractéristique propre aux cours d'eau de milieux tropicaux : la saisonnalité. L'appréhension des dynamiques de ces cours d'eau nécessite alors de se défaire de grilles de lecture élaborées à partir de cas de rivières européennes.

Dynamique et variations du cours d'eau

Au-delà de la nature changeante de la rivière Adyar au gré des saisons, on peut souligner son aspect extrêmement fluctuant et dynamique au cours des époques.

L'observation diachronique, à partir des cartes ci-contre (Figure 19), de l'évolution du cours d'eau sur un laps de temps plus long, de 1814 à 2015 (1814, 1909, 1970, 2015), révèle son caractère polymorphe.

L'embouchure de l'Adyar, en particulier, est un espace qui connait de fortes variations. Sur la carte de 1814, on voit en effet que le cours d'eau ne se jette pas dans l'océan et se rapproche en ce sens davantage du marigot (*backwater* en anglais) ou de l'étendue d'eau, que du fleuve ; c'est un point qu'il est intéressant de mentionner compte tenu des désaccords, parmi les habitants, quant à la définition de ce cours d'eau.

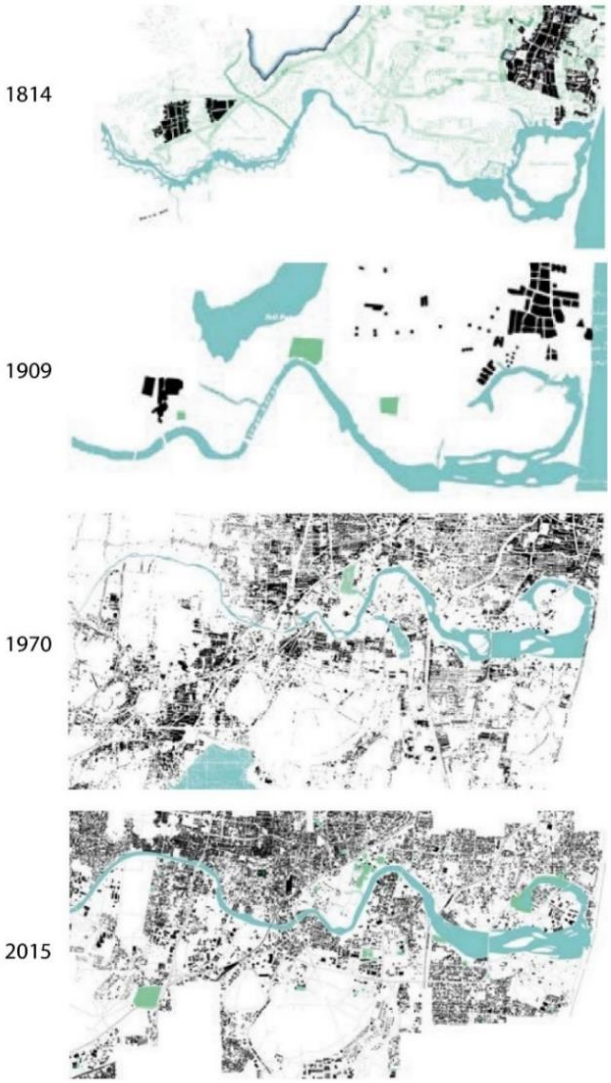


Figure 19 : Carte de l'évolution de l'Adyar
Source : Elango, 2016

Le traitement du banc de sable à l'embouchure de la rivière Adyar continue de poser la question du statut du cours d'eau. Tandis que pour les autorités publiques (les agences responsables de la restauration écologique de la rivière, le CRRT, et les travaux publics, le PWD[1]), le banc de sable empêcherait l'écoulement

[1] Pour une explication des rôles et modes de fonctionnement de ces entités, voir la structure administrative de Chennai en préambule du chapitre 2, à la page 160.

du cours d'eau, certains environnementalistes soulignent son rôle essentiel dans la retenue des eaux du Golfe du Bengale amenées par la marée dans la rivière Adyar. Aujourd'hui, les autorités des travaux publics conduisent régulièrement des opérations de dragage à l'embouchure. Deux hypothèses sont évoquées quant à la présence de ce banc de sable. La première est liée aux aménagements maritimes récents : la construction du port de Ennore en 2001 à l'embouchure de la Kosasthalaiyar dans la partie nord de la ville aurait sensiblement modifié les courants marins, conduisant à un dépôt sédimentaire à l'embouchure ; la seconde met en cause le manque de débit du cours d'eau nuisant à la circulation « naturelle » des sédiments[1]. Or, si l'on s'en tient à l'observation de ces cartes diachroniques, on peut supposer que la situation d'ouverture ou non du cours d'eau sur l'océan a été fluctuante. Cette particularité pourrait d'ailleurs être à l'origine du nom *Adyar* donné au cours d'eau, selon l'écrivain et historien Vidyadhar, qui émet l'hypothèse d'une construction à partir de la racine « *adee* » qui peut prendre le sens de « bloquer » et de « contenir », et de « *are* » qui signifie « rivière » en tamoul[2]. Plusieurs pistes sont alors mentionnées : le nom proviendrait du fait que la rivière ait été autrefois perçue comme une limite, une frontière naturelle. Mais cela pourrait surtout faire référence au banc de sable obstruant l'estuaire « contenant » le cours d'eau en l'empêchant de se jeter dans l'océan ; « *adee* » prendrait ici le sens de « rivière figée » ou « rivière contenue »[3]. Les propos de Vidyadhar sont reportés dans un article de presse : « *la réalité c'est que la rivière, qui fait plusieurs mètres de large, a une embouchure de seulement cinq mètres. Et cette embouchure est juste suffisante pour que l'eau des marées puisse aller et venir. En fait, l'Adyar ne se jette pas dans l'océan, sauf lorsque le surplus d'eau du lac Chembarambakkam l'inonde* »[4]. D'autres avancent que le nom Adyar pourrait provenir de la racine « *adi* », qui signifie « à pied » : « adi-are » pourrait alors être la rivière que l'on peut rejoindre, ou traverser, à pied. Enfin, si l'on suit l'hypothèse de la construction du nom à partir de la racine « ade », qui peut signifier « en-dessous », « ade-are » pourrait aussi prendre le sens de rivière souterraine[5]. Il n'y a pas d'avis tranché sur la question de l'origine du nom de la rivière. Cependant Vidyadhar souligne que cette appellation est récente, et date de moins de 100 ans : les britanniques l'auraient surnommée la rivière Chengalpattu, en raison de sa provenance du district de Chengalpattu, et une inscription ancienne sur un temple près de Ramapuram mentionne le nom de rivière Valmiki[117], du nom du célèbre poète Valmiki, auteur du texte sacré du Ramayana, qui aurait vécu au 5ème siècle avant J-C[6]. Le peu d'éléments dont on dispose sur le sujet permet seulement de constater que l'Adyar a été doté d'appellations diverses au cours du temps.

Ainsi, l'évolution des formes sous lesquelles se présente le cours d'eau en fonction des époques, des saisons et des facteurs extérieurs donne à lire une réalité dynamique, fluctuante et protéiforme. Sûrement en raison de la difficulté à saisir et traduire cette réalité complexe et mouvante, le cours d'eau fait l'objet de diverses appellations et qualifications parmi les habitants. En effet, l'Adyar est désignée dans le langage courant par le nom « Cooum », tandis que certains l'appellent « Adyar river », d'autres encore y réfèrent par l'expression « Saidapet river » ou « Besant Nagar river », du nom des quartiers qu'elle traverse. Cela dénote de visions plurielles portées sur le cours d'eau, sur lesquelles on s'attarde plus loin. Sans que cette pluralité et ces

[1] D'après les propos de Karunakar recueillis dans l'entretien du 08/03/017.

[2] Propos recueillis lors d'une discussion informelle avec Vidyadhar le 27/11/2016.

[3] *"'Adee' could mean close, not let it move, hold, contained river",* issu d'un entretien avec Rukkumany, doctorante à l'école d'architecture et d'aménagement dans le programme ARCUS, 29/11/2016

[4] D'après l'article intitulé « *Building a city along its banks: Adyar river*" publié dans The Times of India le 11/11/2016.

[5] Possibilité évoquée lors d'une discussion informelle avec Ben, originaire de Chennai et employé à TCS, le 17/03/2016.

[6] D'après les propos de l'écrivain et historien Vidhyadar, le 19/02/2019.

divergences de regards sur le cours d'eau soient source de désaccords ou de conflits aux yeux des habitants, l'appellation de « fleuve » ou de « rivière » représente toutefois un enjeu dans l'appropriation « écologisante » de cet espace par des élites. C'est un point développé dans le chapitre 3, puis dans la deuxième partie de la thèse, lorsque l'inondation fait (re)émerger cette question.

Hybridation d'imaginaires du fleuve

Du déversoir des pluies de mousson à la rivière urbaine au cœur des enjeux d'aménagement, le cours d'eau à Chennai a été façonné au cours du temps selon des intérêts et imaginaires divergents. Les réservoirs, les *eris*, et les eaux souterraines ont constitué la ressource principale en eau pour l'irrigation et les usages domestiques, laissant les cours d'eau en marge du développement de la ville. Pourtant, si la ville s'est bâtie et développée d'abord indépendamment, voire à distance, de ses cours d'eau, l'imaginaire fluvial colonial importé par les Britanniques a ensuite imprégné la relation tissée entre la ville et ses rivières. Revenir succinctement sur les étapes de construction de la ville de Chennai permet de replacer les cours d'eau en perspective, en identifiant les rôles qui leur ont été attribués, les usages et fonctions qu'ils ont jouées et les imaginaires qui leur ont été associés. Sans prétendre développer une analyse historique, je cherche, dans cette partie, à historiciser la problématique, c'est à dire à inscrire l'examen des relations entre les habitants et les cours d'eau dans un contexte historique évolutif.

Dans un premier temps, l'analyse de la formation de la structure urbaine à Chennai permet d'éclairer les dynamiques de construction de la ville en lien avec ses fleuves, tout en intégrant une réflexion plus générale sur la ville indienne. J'aborde ensuite la période coloniale britannique en soulignant l'influence de considérations utilitaristes sur le cours d'eau, qui ont contribué à rapprocher, spatialement et fonctionnellement, la ville de ses rivières. Les imaginaires du cours d'eau se sont ainsi succédés et superposés, contribuant à façonner les représentations actuelles des habitants sur ces cours d'eau. La conclusion de cette partie s'attarde sur les singularités de chaque cours d'eau de Chennai, en montrant l'inégalité de ces espaces et leur association à des imaginaires différents.

Aux origines de Madras : réflexions sur la ville indienne

Les villages précédant la formation de la ville de Chennai se sont développés à distance des cours d'eau. Ce n'est qu'avec la colonisation britannique et la construction du fort St-George que la ville de Chennai, anciennement Madras[1], a été établie à proximité de la rivière Cooum.

La formation de la ville de Madras comme comptoir colonial date de 1639, lorsque la Compagnie Britannique des Indes Orientales fait l'acquisition d'une bande de sable sur la côte du Coromandel. L'année suivante, le fort St-George est érigé à cet emplacement ; c'est ensuite l'extension du fort et l'incorporation de villages préexistants - dont le village voisin de *Medraspatnam* fondé plus de trois siècles et demi auparavant

[1] Les noms de Madras et Chennai ont cohabité pendant 350 ans, jusqu'en 1996, où la ville a été officiellement baptisée Chennai (Muthiah, 2014), dans un souci d'indianisation des noms de ville. Aujourd'hui, certains habitants continuent de se référer à la ville sous le nom « Madras », soulignant que si « *Chennai est une ville, [...] Madras est une émotion... » ;* d'après une publication sur les réseaux sociaux (groupe CCM) : « *Chennai is a city but Madras is a feeling...* » Vasumathy, le 20/08/2018).

(Muthiah, 2014) – qui contribue à construire progressivement la ville de Madras. De nombreux villages de populations autochtones étaient alors établis indépendamment les uns des autres et répartis de manière diffuse sur le territoire. Ceux-ci étaient développés autour des principaux temples – Mylapore, Triplicane, Thiruvanmyur, Purasawalkam, Egmore. L'intégration et l'urbanisation progressive de ces villages isolés est à l'origine de la toponymie actuelle des quartiers de Chennai : on peut citer par exemple le village de Triplicane intégré à Madras en 1668, Egmore en 1693, Thiruvottiyur en 1708, Mylapore et Santhome (le quartier développé autour de la basilique portugaise St-Thomas construite au 16ème siècle) en 1746. Les premières occupations à George Town, Egmore et Triplicane ont donné lieu au développement de quartiers isolés les uns des autres, qui n'ont été reliés qu'en 1895 avec l'arrivée du système ferroviaire. Au 19ème siècle, les inventions modernes telles que les rails de chemins de fer contribuent à donner à Madras son armature urbaine actuelle. Puis au 20ème siècle, l'introduction de systèmes d'éducation (en 1930, l'établissement de l'école d'ingénierie Anna), d'infrastructures et l'implantation des industries participent à l'extension de la ville, notamment vers le sud. Plusieurs quartiers sont annexés à la ville de Madras : Mambalam en 1930, Saidapet en 1947, puis en 1949, les quartiers de Sembium et Velachery. Jusqu'en 1947, il y a très peu de développements autour de la rivière Adyar. Il n'existe, par exemple, pas de ligne de bus entre Saidapet et Adyar jusqu'en 1955 et les déplacements quotidiens sont encore fortement tournés vers le quartier de George Town (le quartier près du fort St-George, anciennement appelé Muthialpet et renommé en 1911 par les anglais). La partie sud de la ville reste peu densément peuplée jusqu'à cette date, à l'exception de quelques quartiers anciens tels que Triplicane, Mylapore et Saidapet[1].

Ce processus de formation de la ville par incorporation de villages imprègne la structure urbaine, à travers la multipolarité et la fragmentation territoriale qui caractérisent aujourd'hui la métropole (Oliveau, 2007). En outre, la prévalence de l'empreinte rurale dans l'organisation et les pratiques de l'espace, a valu à Chennai l'appellation de « ville de villages »[2] (Neild, 1979). Si cette particularité tend aujourd'hui à s'effacer avec la globalisation, elle subsiste néanmoins sous des formes hybrides de pratiques citadines à la croisée de l'urbain et du rural ; cette caractéristique nécessite de se défaire d'une grille de lecture duale qui reposerait sur de visions dichotomiques de l'urbain et du rural, ou encore du centre et de la périphérie, telles que l'on peut les retrouver classiquement dans l'analyse des villes européennes. En effet, c'est à travers l'hybridation des modes de relation à l'espace et la superposition des strates culturelles indigènes et coloniales que s'est construite la ville de Madras. Dans une perspective historique, Susan Neild (1979) rappelle que Madras au 18ème et 19ème siècle était un « amalgame de trois sociétés séparées mais se chevauchant […] : les villages de banlieue de la société agraire ; les centres urbains à prédominance indienne qui se développaient principalement en réponse à la nouvelle occupation coloniale ; et la société coloniale urbaine et périphérique qui a émergé à la fin du 18ème et au début du 19ème siècle et reflétait les intérêts et les politiques coloniaux britanniques. » (Neild, 1979 : 218). À l'image de nombre d'autres villes indiennes, la structure en *patchwork* du Chennai d'aujourd'hui résulte de processus d'hybridation de différents imaginaires.

À la fin du 19ème siècle la structure de Chennai ressemble déjà à ce que l'on peut observer aujourd'hui, tandis que la ville ne cesse de se densifier. En 1971 Chennai comprenait environ 2,5 millions d'habitants, soit cinq fois plus que 70 ans auparavant, tandis que l'aire urbaine n'avait même pas doublé. Au début du 20ème siècle

[1] D'après Pasupathah, C. G. *Madras City – study of evolution*. Post graduate thesis, SAP Madras, 1967
[2] "City of villages" (Neil, 1979)

Chennai doit sa croissance principalement à une forte vague immigration lors de l'industrialisation et de la modernisation du port. La courbe ci-dessous présente l'évolution de la population à Chennai (ville et métropole) entre 1971 et 2011 (Figure 20). À la suite de ces migrations importantes, la ville fait face à un manque de logements aux loyers abordables, ce qui a engendré la formation de bidonvilles dans les espaces urbains encore disponibles. En 2011 28,5 % de la population de Chennai vit dans un bidonville (Census of India, 2011).

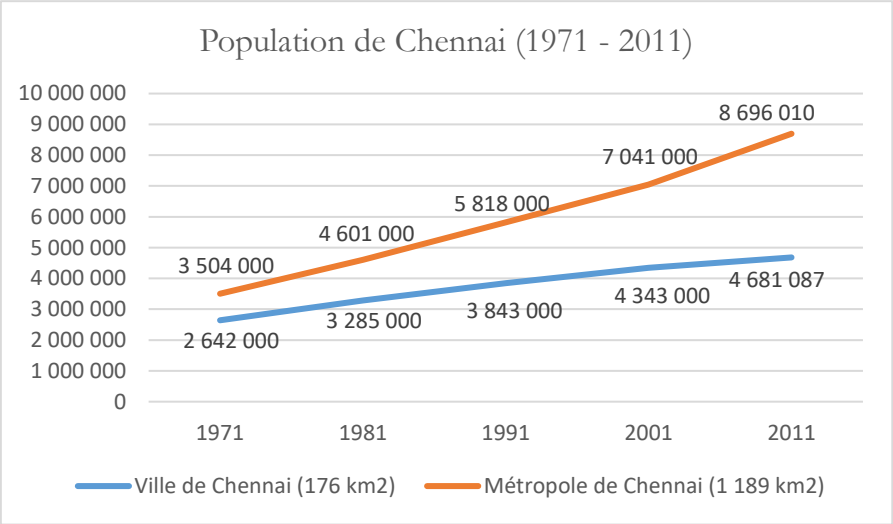


Figure 20 : Évolution de la population de Chennai (1971-2011)
Source : Chennai Metropolitan Development Authority – Census 2011

Si la composante « rurale » imprègne encore, tout du moins en partie, la métropole aujourd'hui, dans quelle mesure peut-on parler de « village urbain » pour désigner certains quartiers qui composent le *patchwork* du tissu urbain à Chennai ? Les « villages urbains » de Mumbai décrits par Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky correspondent à la fois des « regroupements par village et par caste » au sein d'une métropole (Saglio-Yatzimirsky, 2007 :182) et empruntent au village certaines dimensions de sa structure sociale - sa physionomie et son unité, son organisation sociale et politique (*ibid.* :192). Cette forme d'organisation socio-spatiale se retrouve à Chennai : dans le quartier de Saidapet par exemple, le bidonville d'Attur Nagar regroupe les habitants venus d'un même village. On peut également citer des quartiers anciens, tels que Mylapore ou Triplicane, qui rassemblent encore aujourd'hui une majorité d'habitants issus de la caste des brahmanes. Mais pour entrevoir l'apport de l'expression « village urbain », encore faut-il se pencher sur les définitions de ville et de village. Le village est défini par les géographes comme « une agglomération rurale dont les habitants sont d'abord organisés autour de l'exploitation agricole » (Saglio-Yatzimirsky, 2007 :176). La ville renvoie à une réalité complexe, plurielle et changeante, dont l'appréhension a donné matière à une vaste littérature que je ne prétends aucunement retracer ici ; il s'agit seulement de souligner la manière dont les théories du 19ème et 20ème siècle sur la ville en Europe tendent à présenter ville et village en contraposition. La ville est d'abord entendue comme un lieu de concentration humaine, et les premières définitions s'attachent à distinguer le village de la ville selon des critères démographiques[1] (Lavedan, 1936). Pourtant, « [l]e village, avec ses rites et ses objectifs limités n'aurait pu se transformer en cité, du seul fait de

[1] À partir de 1887, l'institut international de statistique classe comme ville toute agglomération comptant au moins 2000 habitants.

l'accroissement de sa population. » (Mumford, 1961 :41). Max Weber distingue la ville par son activité économique mais également par son organisation politique :

> « [s]i on cherchait une définition purement économique, la ville serait une agglomération dont la plupart des habitants vivent de l'industrie ou du commerce, et non de l'agriculture. [...] Il faudrait encore ajouter la variété des savoir-faire et des métiers exercés [et] l'existence d'un marché. [...] [Mais] La ville est normalement un lieu de marché aussi bien qu'un siège féodal ou princier : [...] l'existence du marché s'appuie souvent sur une promesse de protection » (Weber, 2014 [1921]).

Ainsi, les caractéristiques de la ville dépassent les dimensions économique, sociologique ou démographique, pour entrer dans la sphère du pouvoir. C'est ce que soutient Georges Duby, dans l'*Histoire de la France urbaine* :

> « Tout au long de son histoire, la ville ne se caractérise donc ni par le nombre, ni par les activités des hommes qui y font résidence, mais par des traits particuliers de statut juridique, de sociabilité et de culture. Ces traits dérivent du rôle primordial que remplit l'organe urbain. Ce rôle n'est pas économique. Il est politique. Polis, l'étymologie n'est pas trompeuse. La ville se distingue du milieu qui l'environne en ce qu'elle est, dans le paysage, le point d'enracinement du pouvoir. L'État crée la ville. Sur la ville l'État prend assise. » (Duby, 1981 :13)

Or, de la même manière que la ville symbolise le « point d'enracinement du pouvoir », elle est tout autant un espace de contestation de celui-ci. Dans son ouvrage phare intitulé *La cité à travers l'histoire*, Lewis Mumford rend compte de ces dialectiques complexes qui composent la ville :

> « L'archaïque culture villageoise allait ainsi s'incliner devant la civilisation urbaine : amalgame complexe de force créatrice et de domination, d'expression et de répression, de tension et de relâchement, que les réalisations de la cité historique allaient matérialiser ? La cité manifeste dès l'origine cette aptitude à créer et à diffuser tous les produits de la « civilisation », elle concentre dans un espace restreint, une énorme réserve de force productive ou destructive, mais elle peut aussi étendre ses constructions et son emprise à la mesure des besoins nouveaux d'une société sans cesse plus complexe… » (Mumford, 1961 :42)

La ville est alors synonyme de progrès et d'expansion autant que de domination : une domination par l'assujettissement de ses habitants, mais aussi une domination exercée sur l'espace villageois. En tant que « lieu du social » (Isin, 2009) visant à la formation de citoyens (au sens de la « production de sujets » de Foucault), l'espace urbain s'apparente à un « dispositif de la modernité » (Cochard, 2017).

À la lumière de ces définitions, le « village urbain » ne serait-il pas essentiellement le lieu où se déploient les pratiques de résistance, les tactiques et les ruses subtiles dont parle Michel de Certeau (1990) ? Bien que ce ne soit pas l'approche retenue par Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky, la question mérite d'être soulevée, avec des pratiques « villageoises » en ville perçues comme déviantes au regard d'un ordre urbain. Le recours à la notion de « village urbain » permet ici d'analyser les « dynamiques d'intégration, de résistance, de circulation qui remettent en cause la polarité ville-village » (Saglio-Yatzimirsky, 2007 :178), mais tend à masquer les spécificités socio-spatiales et les rapports de domination qui sont à l'œuvre sur ces espaces. Finalement, si l'image de « village urbain » est séduisante car évocatrice, René de Maximy (2007) met en garde contre les possibles dérives de sens. D'ailleurs, il rappelle à juste titre que ces dynamiques ne sont pas spécifiques à la ville indienne et s'observent dans nombre de villes du Sud, notamment en Afrique. Et pourtant, les « villages urbains » ne seraient-ils pas une des entrées pour saisir l' « urbanité indienne » évoquée

par Odette Louiset (2011) ? Dans son ouvrage, *L'oubli des villes de l'Inde* - dont le titre fait référence à l'œuvre de Roger-Pol Droit, *L'oubli de l'Inde* – Odette Louiset plaide en faveur d'une géographie culturelle permettant de réintégrer les spécificités urbaines indiennes. Partant du constat de la place extrêmement ténue de la ville comme lieu de l'indianité (la ville étant définie principalement selon une grille de lecture européenne), elle fait part d'un oubli situé à trois niveaux : un oubli historique d'abord, un oubli social, et enfin, un oubli qui serait d'ordre intellectuel et conceptuel. Dans son commentaire de l'ouvrage, Fréderic Landy résume ce dernier point :

> « [P]uisque le concept de ville n'a pas connu suffisamment de déconstruction postmoderne et postcoloniale, l'indianité s'en trouve comme exclue. Non seulement la recherche en études urbaines tout comme les modèles d'aménagement ne peuvent s'adapter à la réalité de l'Inde, mais encore, à l'inverse, l'Inde se trouve empêchée de féconder les études urbaines pour les gauchir, les « provincialiser » (comme dirait D. Chakrabarty) et les faire sortir d'un pseudo universel qui n'est rien d'autre qu'un particulier occidentalisé. »[1]

Odette Louiset invite à poursuivre la réflexion postcoloniale et décoloniale sur la ville à partir de l'examen des villes indiennes. Le questionnement pourrait toutefois s'élargir pour se généraliser aux villes du Sud qui font face à cette même inadéquation conceptuelle. Par ailleurs, on peut se demander dans quelle mesure cette recherche de l'« indianité » ne reproduit pas une forme d'essentialisme culturel tant décrié par l'auteure[2]. En somme, il s'agirait plutôt de considérer l'espace urbain indien dans son hybridité entre indianité et occidentalité, sans chercher à établir la prédominance de l'une ou l'autre forme d'organisation socio-spatiale. Nombre de villes indiennes se construisent dans cette ambivalence ; en ce qui concerne la ville de Chennai, si son « caractère est bien indien, [sa] forme urbaine est partiellement ou totalement importée » (Gaucher, 2007 :16). Avec Mumbai et Kolkata, ce sont des « villes d'origine relativement récente, historiquement conçues dans une perspective coloniale et largement édifiées selon des schémas occidentaux » (*ibid.*). On se rend compte de la difficulté de saisir l'indianité de la ville, d'autant plus lorsque celle-ci évolue selon des modèles européens prisés - voire impulsés - par une partie d'une élite globale[3]. Ainsi, la question se situe peut-être davantage dans l'appréhension de la ville indienne par ses propres normes et par ses marges, et non essentiellement en contraposition avec la ville occidentale.

C'est ici que la notion de « village urbain » rejoint celle d'urbanité indienne : si parler de « village urbain » constitue un abus de langage, cela montre tout du moins la difficulté à saisir une réalité hybride et changeante qui ne peut être approchée au prisme des concepts urbains occidentalo-centrés (Dupont, Heuzé, 2007).

L'empreinte de l'imaginaire colonial britannique

La place du cours d'eau dans la ville de Chennai aujourd'hui tient une grande part de l'imaginaire fluvial importé par les britanniques pendant l'époque coloniale.

---

[1] D'après la recension de Frédéric Landy publiée dans la revue *Justice Spatiale/Spatial Justice*, disponible en ligne à l'adresse : http://www.jssj.org/article/loubli-des-villes-de-linde-pour-une-geographie-culturelle-de-la-ville/

[2] Notamment à travers sa référence à l'œuvre d'Edward Saïd, *L'Orientalisme, l'Orient créé par l'Occident* (1980)

[3] Cela rejoint en partie la remarque de Frédéric Landy quant à la prise en compte de l'indianité évoluant vers des configurations urbaines distantes de celle décrites dans l'ouvrage de Louiset, par exemple des sous-espaces urbains socialement ou religieusement homogènes.

Contrairement aux villes-temples traditionnelles du pays Tamoul, comme Madurai, qui ont tissé un lien étroit avec la rivière, considérée comme sacrée[1] (Gaucher, 2007 :48-50), Madras se bâtit plutôt à distance des cours d'eau. En effet, la dimension sacrée du cours d'eau n'a pas primé dans la définition des relations des habitants aux rivières sur le territoire de Madras[2]. Au contraire, les villages préexistants se sont plutôt maintenus à distance de ces cours d'eau. Cette répartition des lieux d'habitat sur le territoire s'explique par le caractère saisonnier du débit des cours d'eau conduisant les populations à privilégier l'occupation d'espaces non soumis aux aléas de l'inondation. Par ailleurs, ce sont essentiellement les lacs (tels que le lac de *Nungambakkam)*, les étangs, les puits, les réservoirs des temples (*temples tanks*) qui ont servi de ressource principale quotidienne en eau. L'eau de la rivière Cooum a toutefois été utilisée pour l'irrigation des cultures, en amont de la ville. Quant à la rivière Adyar, sujette aux inondations et excentrée par rapport au fort de Madras, elle n'a pas joué de rôle significatif dans le développement de la ville de Madras, comme le note les architectes Kalpana et Franck Schiffer[3]:

> « l'une des deux rivières principales traversant la ville d'ouest en est [...] n'a pas joué de rôle important dans l'approvisionnement en eau potable de ses premiers habitants. En fait, c'était la Kortalayar (Kosasthalaiyar), une troisième rivière qui passait au nord de Tiruvottriyur, qui alimentait et continue d'alimenter les lacs de Red Hills et de Cholavaram à cette fin » (Kalpana, Schiffer, 2003 : 310).

Cette fonction de la Kosasthalaiyar date de l'occupation britannique, qui a profondément transformé le système d'approvisionnement en eau dans la ville. Dès son origine, *George Town,* la ville blanche située dans l'enceinte du fort, a connu des problèmes d'alimentation en eau, tandis que la ville noire, à l'extérieure du fort, disposait de puits (Vijayalakshmi, 1989 :6). En 1771, la construction d'un réservoir dans le fort, alimenté par l'eau des puits, permet d'approvisionner 3000 personnes. Jusqu'en 1778, les 10 puits situés à *Black Town* suffisent à satisfaire les besoins en eau de la population du fort de l'époque[4]. En 1794, un système de canalisations est mis en place pour alimenter le réservoir du fort, mais cela reste insuffisant face à la population grandissante du fort de Madras, posant un défi aux ingénieurs britanniques. En 1866, le gouverneur de Madras de l'époque, Lord Napier, met en œuvre un plan d'approvisionnement en eau à grande échelle. Proposé par l'ingénieur Fraser, le plan consiste en la combinaison des réservoirs situés en dehors de la ville et des réservoirs de ville. Pour cela, les lacs semi-artificiels situés à l'extérieur de la ville sont dotés de nouvelles fonctions : utilisés principalement pour la baignade et la blanchisserie, ils sont désormais destinés à stocker l'eau pour alimenter la ville (*ibid.* :39). Le premier réservoir ayant fait l'objet de cette transformation est celui de *Red Hills* (aussi appelé *Puzhal*) (*ibid.* :37), puis, plus tard, les lacs de *Cholavaram* et *Chembarambakkam*. La rivière Kosasthalaiyar est déviée pour approvisionner les réservoirs de

[1] Dans son ouvrage « De la maison à la ville en pays Tamoul », Jacques Gaucher souligne l'interdépendance et la prédominance de l'élément eau dans les villes temples du pays Tamoul dont la forme urbaine se situe à la croisée du fleuve et du temple.

[2] La dimension sacrée de la rivière n'est pas complètement absente, en témoigne les inscriptions sur l'Adyar et ses inondations retrouvées dans un temple à proximité de Ramapuram, la présence de *mandapams* (porche) pour les rites religieux en amont sur les rives de l'Adyar ainsi que de la Cooum. Par ailleurs, l'eau conserve une dimension sacrée selon le principe hindouiste d'auto-similarité. Celui-ci est mis au jour pendant les fortes pluies qui précèdent l'inondation (voir chapitre 4).

[3] L'ouvrage de l'architecte K. Kalpana et de F. Schiffer, *Madras : the Architectural Heritage,* de 2003*,* figure parmi les principaux ouvrages retraçant l'histoire de la ville de Chennai, aux côtés de *Madras rediscovered* écrit par l'écrivain et historien S. Muthiah.

[4] D'après l'article intitulé "The genesis of Madras' water supply system" publié dans *The Hindu* le 18/08/2017.

Red Hills et *Cholavaram*. Le plan de Fraser s'accompagne de la mise en œuvre d'une méthode de purification de l'eau. Au même moment, les administrateurs britanniques imposent des taxes sur l'alimentation en eau (*ibid.* :39). Un système de canalisation est planifié dès 1872 ; les travaux sont entrepris au début du 20ème siècle par l'ingénieur civil indien Hormusji Nowroji, puis poursuivit par J.W. Madeley, ingénieur britannique en travaux hydrauliques et système de drainage, de 1910 à 1932[130]. En somme, le système d'approvisionnement en eau à Madras est entièrement issu de l'ingénierie (Vijayalakshmi, 1989) basée sur une conception techniciste de la gestion de la ressource en eau, et c'est ce qui a conditionné l'essor du fort St-George, puis l'expansion de la ville de Madras.

Par ailleurs, il faut souligner que l'implantation de ce système hydraulique s'est faite au détriment des espaces ruraux et périphériques. Bien que ces éléments se situent à la marge du questionnement de ce travail, ils permettent de renseigner la place attribuée aux cours d'eau dans le système d'approvisionnement hydraulique sur le territoire : la déviation des cours d'eau en amont (pour la Cooum) et la transformation des eris en réservoirs de stockage contribuent à réduire le débit de ces rivières, tout en privilégiant une approche techniciste issue de l'ingénierie sur la ressource en eau.

Si jusqu'au 17ème siècle, les rivières constituent davantage une contrainte (une limite physique, et la présence d'un risque inondation) qu'une ressource en eau, l'arrivée des anglais et l'édification du fort sur les rives de la Cooum changent la donne, avec l'apport d'un modèle occidental marqué par la proximité entre ville et rivière. La place des cours d'eau est alors redéfinie dans une approche plutôt utilitariste, les transformant en voies de transport. Le Cooum a été utilisé comme voie navigable pour le transport de marchandises et de personnes jusqu'en 1985. La construction du canal Buckingham par les autorités britanniques marque l'apogée de la maîtrise technique de l'eau. En 1806, le premier tronçon du canal, alors appelé Cochrane, consistait en un chenal d'eau de mer allant du nord de Chennai à Ennore, sur une distance de 18 kilomètres. L'extension du canal se poursuit ensuite sur trois périodes couvrant quasiment l'ensemble du 19ème siècle. Entre 1877 et 1878, la construction de 8 kilomètres de canal entre les rivières Cooum et Adyar est réalisée dans le cadre d'un programme de réduction de la famine : les travaux sont officiellement annoncés comme une alternative pour fournir du travail à la population, alors touchée par une famine sévissant à Madras[1]. De 1883 à 1891, après que d'importants cyclones eurent touché la côte du Coromandel et endommagé le canal, plusieurs dessins de construction sont établis, prévoyant l'éloignement du canal de la côte, l'édification de digues sur le côté est ainsi que l'installation de dispositifs de régulation des inondations (les « *flood gates* » permettant de couper provisoirement le canal des rivières). Enfin, de 1892 jusqu'à l'aboutissement des travaux en 1897, le plan final est proposé pour s'assurer d'un niveau d'eau minimal dans le canal[2]. Représentant 796 km de voies navigables, le cours d'eau connecte les marigots naturels le long de la côte de Chennai, reliant Kakinada, dans l'Andhra Pradesh à Villupuram au Tamil Nadu.

[1] Auparavant baptisé canal Cochrane, puis brièvement canal de Lord Clive's de 1806 jusqu'en 1878, le nom du Buckginham lui a été octroyé depuis que le duc de Buckingham et Chandos, gouverneur de Madras, ait ordonné l'extension du canal pour venir en aide aux personnes touchées par la famine. D'après l'article intitulé "An ambitious plan to revive the Buckingham Canal" publié dans *The Hindu*, archivé le 5/05/2017.

[2] D'après le rapport des travaux public: « History of the Buckingham canal project: with a descriptive account onf the canal and its principal works, and a guide to its future maintenance" – compiled for the Government of Madras by A.S RUSSELL, Executive engineer, Madras.

Avec l'exode rural, l'arrivée de main d'œuvre et la facilitation du transport des matériaux de construction et de marchandises, le canal Buckingham est étroitement associé au développement de la ville de Chennai moderne (voir photo ci-dessous Figure 21).



Figure 21 : Photo du canal Buckingham en 1961
Source : Archive du journal *The Hindu*

Au-delà des transformations structurelles majeures, l'occupation coloniale a sensiblement influencé les attributs esthétiques et paysagers associés au territoire. Jacques Gaucher évoque à ce sujet les différents éléments valorisés par les anglais et que l'on retrouve dans l'organisation urbaine en pays tamoul : « les notions de façade et d'espace public, les larges esplanades vertes, les compositions linéaires esthétiques, en particulier les alignements de façades bordant les esplanades ou les plans d'eau très appréciés des Britanniques » (Gaucher, 2007 :34). Au 19ème siècle à Chennai, les *garden-houses* anglaises fleurissent sur les rives de l'Adyar, prisée pour sa fraicheur et son cadre verdoyant.



Figure 22 : Photo de rivière Adyar en 1959
Source : Archive du journal *The Hindu* [1]

[1] Photographie publiée en ligne dans The Hindu business line à l'adresse : https://www.thehindubusinessline.com/news/national/how-buckingham-canal-could-have-saved-chennai/article7949238.ece

Des clubs s'installent le long de la rive nord de l'Adyar, tels que le Madras Club et le Madras Boat Club (appelé ensuite Boat Club), institutions de socialisation réservée initialement à l'élite coloniale. Le Madras Club, fondé en 1832, figure parmi les institutions coloniales les plus prestigieuses, et avec un jardin aménagé donnant sur la rivière Adyar, son esplanade incarne les éléments valorisés par les colons britanniques cités par l'architecte Jacques Gaucher (2007). Quant au Madras Boat Club, il s'agit d'un club d'aviron fondé par en 1867 puis implanté en 1892 sur la rive de l'Adyar, à proximité du Madras Club. La rivière est donc investie par les membres du club qui y pratiquent l'aviron (photo ci-dessous Figure 22).

Jusqu'alors considérée comme une frontière lointaine, l'Adyar et ses abords sont peu à peu investis par les colons anglais. En effet, c'est « à l'époque de l'occupation britannique que l'Adyar est située pour la première fois en banlieue sur une carte de 1798 » (Kalpana, Schiffer, 2003 :310). En 1840 la construction du pont Thiru-Vi-Ka, alors appelé *Elphinston bridge*, permet une rapide conquête de la berge sud de la rivière. Le siège de la Société Théosophique est implanté sur la rive sud de l'estuaire de l'Adyar.

À la fin du 19ème siècle les berges de l'Adyar restent relativement peu urbanisées. Ce n'est qu'au 20ème siècle que les activités se développent aux environs de la rivière avec la création d'instituts (l'institut central de la recherche sur le cuir, le lycée Boston, l'institut sur le cancer) d'institutions académiques (l'université Anna...), d'hôpitaux (l'hôpital général Durgabai Deshmukh), et l'établissement de clubs de quartier (tels que le club de tennis de Gandhi Nagar) (voir carte ci-dessous Figure 23). Après la construction du pont Kotturpuram en 1987, les quartiers résidentiels et institutionnels de Kotturpuram et d'Adyar s'établissent au sud de la rivière.

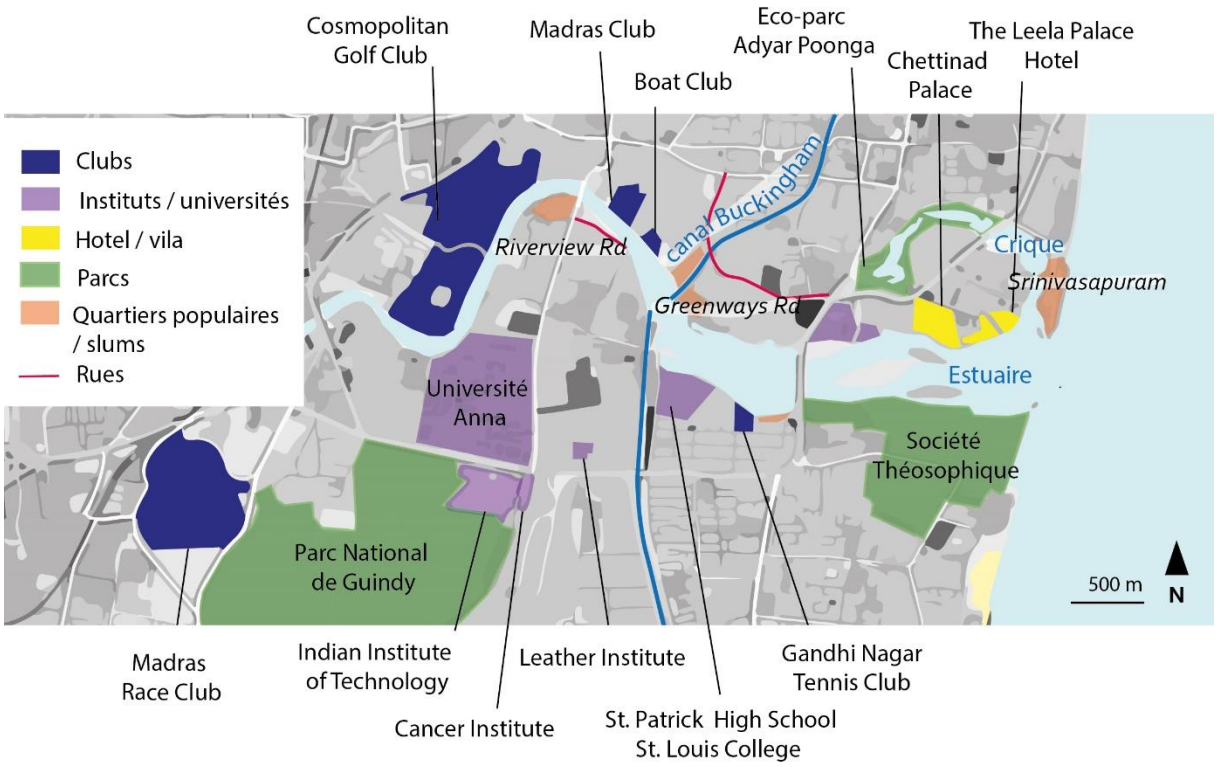


Figure 23 : Carte des principales institutions aux abords de l'Adyar
Source : Hochart, 2019 ; ; Fond de carte : Open Street Map

Dans les années 2000, l'espace autour de l'estuaire de l'Adyar connait des changements conséquents, avec la construction d'un quartier d'affaire appelé MRC Nagar comprenant des hôtels et des résidences de luxe (Rani Meyyammai Towers, le Somerset Hotel et le Leela Palace Hotel) (voir carte ci-dessous Figure 24). D'autres projets sont également menés, tels que la construction de l'éco-parc Adyar Poonga (nom qui signifie en tamoul le « parc Adyar ») sur le bras de la rivière Adyar, mais ceux-ci sont abordés dans le second chapitre car ils sont en lien avec la restauration écologique de la rivière.

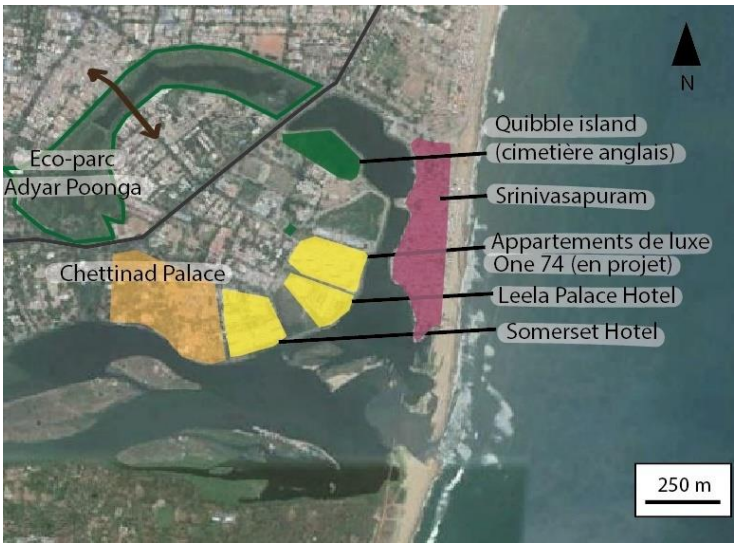


Figure 24 : Carte du quartier de MRC Nagar
Source : Hochart, 2019 ; Fond de carte : Google Earth® 2002



Figure 25 : Photo de l'hôtel Somerset
19/02/2016



Figure 26 : Photo de l'hôtel Leela Palace
19/02/2016

Ce détour par les principales étapes du développement de la ville de Chennai de l'époque coloniale à nos jours permet de rendre compte des différentes strates d'imaginaires associés aux cours d'eau qui se sont succédées et enchevêtrées, entraînant une hybridation des représentations de la rivière aujourd'hui. De la rivière impétueuse et dangereuse à la ressource utilisée comme voie navigable, en passant par le lieu de retraite et de détente des colons britanniques, ces imaginaires concurrents ont sensiblement modifié les fonctions, rôles et usages attribués au cours d'eau et sa place dans la ville. Cette superposition et croisement des imaginaires expliquent peut-être, du moins en partie, les appropriations différenciées de ces espaces riverains par les habitants aujourd'hui.

Les facteurs socio-historiques et culturels évoqués dans cette partie ont influencé les rôles, usages et fonctions assignées aux cours d'eau aujourd'hui. En raison de la nature de la place qui leur a été attribuée dans le développement de la ville, ces cours d'eau révèlent leurs singularités. La section suivante s'attache à distinguer ces différents espaces pour en éclairer les particularités.

Des espaces et des enjeux différenciés

Au-delà de leur association dans les discours habitants, la Cooum, l'Adyar et le canal Buckingham remplissent des fonctions différentes dans la ville et ne sont pas associés aux mêmes imaginaires dans la culture habitante.

Avant de poursuivre, il convient de rappeler la séparation du système d'approvisionnement en eau de la ville à celui des rivières urbaines - comme c'est le cas dans la plupart des villes indiennes (Zérah, 1999) - même si, comme abordé dans la section précédente, les rivières Kosasthalaiyar et Cooum sont déviées en amont pour l'approvisionnement des réservoirs (*Red Hills* pour la Kosasthalaiyar et *Poondi* et *Chembarambakkam* pour la Cooum). En dehors de cette correspondance en amont, les rivières urbaines semblent déconnectées du réseau infrastructurel hydrique. Ce sont, du moins, deux domaines abordés de manière indépendante par les autorités : l'aménagement et la restauration des rivières relève d'une agence semi-publique appelée *Chennai River Restoration Trust* (CRRT), tandis que la responsabilité du système d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées incombe à un organisme métropolitain, le *Chennai MetroWater Supply and Sewage Board* (CMWSSB), appelé dans le langage courant *Metrowater*. Ces deux entités opèrent de manière peu coordonnée dans les projets (Bunch, 2000, 2003)

Pourtant, il est difficile d'ignorer que ces deux volets se rejoignent sous la problématique des « eaux urbaines ». En particulier, les cours d'eau, par leur fonction de déversoirs des eaux usées domestiques et industrielles, font partie intégrante de l'infrastructure hydrique de la ville. En effet, en dépit de la difficulté à obtenir des données fiables sur la pollution des cours d'eau (Bunch, 2000), on estime que 30 à 40% des eaux usées de la ville sont déversées dans les cours d'eau. Sur ce point, le rapport de l'ONG *Arappor Iyakkam*, intitulé « *Why Chennai Stinks? Citizens' effort to understand and solve the Sewage problem* » publié en mai 2017 contredit les chiffres officiels : 1,5 millions de m^3 d'eaux usées seraient générés par jour à Chennai, au lieu des 550 millions de litres avancés par le *Chennai Metro Water Supply and Sewerage Board*. Les 5 centres d'épuration de Chennai (12 stations au total), avec une capacité totale de traitement de 0,48 millions de m^3 par jour, se révèlent donc largement insuffisantes. À cela, s'ajoutent le manque de suivi et de maintenance et les difficultés d'acheminement des eaux usées jusqu'aux centres de traitement situés en périphérie.

Les trois cours d'eau de la ville ne sont pas affectés de manière égale par ces rejets d'effluents, le canal étant de loin le plus pollué par les eaux usées domestiques et déchets industriels, notamment sur sa partie nord. Selon les chiffres officiels de l'organe étatique en charge du contrôle de la pollution, le *Tamil Nadu Pollution Control Board* (TNPCB), en 2000, 0,158 millions de m^3 d'eaux usées étaient rejetés chaque jour dans le canal Buckingham, contre 0,092 millions de m^3/jour pour le Cooum et 0,087 millions de m^3/jour pour l'Adyar (CMDA, 2008 :269). Il faut toutefois souligner que ces différents systèmes hydriques sont connectés par le biais du canal qui traverse les deux rivières. La photographie ci-dessous (Figure 27) montre le lieu où le canal Buckhingham rejoint la rivière Adyar à Kotturpuram.



Figure 27: Photo du canal Buckingham se déversant dans la rivière Adyar à Kotturpuram
28/02/2016

Le rejet des eaux usées est loin de constituer l'unique source de pollution des cours d'eau : il faut également considérer les déchets solides ainsi que les résidus industriels, plus ou moins visibles selon les tronçons. Par exemple, le quartier de Burma Colony, traversé par l'Adyar avant que cette dernière n'entre dans la ville, présente une concentration de déchets solides particulièrement alarmante, les déchets recouvrant une partie de la rivière (Figure 28). Cette accumulation de déchets est accrue du fait de la présence d'une structure faisant office de barrage aux objets flottants.



Figure 28 : Photo de l'Adyar recouverte de déchets à Burma Colony
26/02/2016

La pollution visible est manifeste sur les rives des cours d'eau de la ville, bien qu'elle soit observée à des degrés variés selon les cours d'eau et les quartiers (Figure 29 et Figure 30).



Figure 29 : Photo de la rive de l'Adyar à Burma Colony
26/02/2016



Figure 30 : Photo de la pollution visible sur la rive de la Cooum, près du centre commercial Skywalk, Anna Nagar
25/02/2016

Au-delà de la partie la plus visible de la pollution des cours d'eau, il faut mentionner l'importance des contaminants invisibles présents dans l'eau et les sédiments. Les travaux de collecte et d'analyse sédimentaire réalisés par l'équipe de géologues du programme ARCUS (Figure 29 et Figure 30) révèlent notamment une quantité importante de métaux lourds dans l'Adyar (des traces d'argent, par exemple, pouvant être liées au rejet d'industries cosmétiques ou pharmaceutiques) (Saravanan et al., 2019).



Figure 31 : Photo du terrain avec l'équipe ARCUS : analyse visuelle d'une carotte sédimentaire de l'Adyar, Meenampakkam
26/02/2016



Figure 32: Photo de la collecte de sédiments de l'Adyar par l'équipe ARCUS, Meenampakkam
26/02/2016

Cette situation résulte d'un faisceau de facteurs. En sciences environnementales, Martin J. Bunch (2002) réalise un doctorat sur la possibilité de la mise en œuvre d'un système adaptatif pour la réhabilitation de la rivière Cooum ; il note que « la complexité du problème est due autant aux facteurs humains (croissance démographique, pauvreté, développement urbain incontrôlé, conflits de juridictions, modes de

comportement des citoyens et culture institutionnelle) qu'aux caractéristiques physiques du système (topographie plane, action des marées, blocage de l'embouchure de la rivière par la formation de bancs de sable et inondations de mousson). L'incertitude quant à la situation est à la fois structurelle (concernant les principaux processus et activités du système, et la nature des relations entre les différents acteurs) et paramétrique (concernant la rareté, la qualité médiocre et accès limité aux données). »

Si des publications analysent en détail les taux de pollution des rivières de Chennai et les possibilités de restauration environnementale, le propos dans le cadre de cette thèse s'en tient à la mise en évidence des disparités entre ces cours d'eau en matière de pollution, qui influence leur territorialité. Le canal Buckingham, la rivière Cooum et l'Adyar sont donc des espaces aux territorialités distinctes, c'est-à-dire qu'ils sont appropriés et vécus de manière différenciée par les habitants.

D'abord, le canal Buckingham, bien qu'il ait été historiquement associé au développement de la ville de Madras pendant l'époque coloniale, est aujourd'hui relayé comme marge de la ville. L'aversion pour le canal est d'autant plus forte que son niveau de pollution est élevé. Le canal apparaît comme un espace invisible, tant sur le plan spatial que social. Il est doublement masqué, muré à ses abords et surplombé par la ligne du système ferroviaire surélevé, le *Chennai Mass Rapid Transit System* (MRTS). La première ligne de train entre la station *Chennai Beach* et *Thirumyilai*, conçue en 1984 et construite entre 1991 et 1997, suit en grande partie le tracé du canal Buckingham, ce qui contribue largement à le masquer. En raison de la congestion urbaine, le système ferroviaire a été élaboré en surélévation, et l'alignement le long du canal de Buckingham a été choisi afin « d'éviter des problèmes d'acquisition de terrains »[1]. Cet argument avancé par les officiels renvoie à la question de l'invisibilité sociale des populations résidant sur ses berges : le canal est le cours d'eau qui concentre le plus de *slums* (voir chapitre 2) sur ses abords.



Figure 33 : Photo du canal Buckingham recouvert du MRTS, près de Mandaveli
10/01/2016



Figure 34 : Vue sur le canal Buckingham depuis le train MRTS
06/02/2016

[1] D'après l'article intitulé « Mass rejected transit system » publié dans *Business Today* le 4/04/2010.

Le Cooum est le cours d'eau le plus connu de la ville. En effet, « [l]e Cooum, ou la Poonamallee, telle qu'elle était dénommée initialement, a été une rivière associée au développement de Madras depuis les débuts » (Muthiah, 2014 :166). La rivière a aujourd'hui une place particulière, bien qu'ambivalente, dans la culture habitante. Si l'imaginaire du Cooum renvoie parfois à une vision romantique de l'époque coloniale avec la rivière utilisée pour la navigation fluviale et les loisirs, le mot « cooum » employé dans un sens populaire est fortement connoté péjorativement, associé à la pollution et la présence des *slums*. Il s'agit donc d'un espace fortement déprécié, pourtant fantasmé dans l'imaginaire.

En ce qui concerne l'Adyar, elle est la rivière la plus empreinte d'un imaginaire colonial du fleuve, caractérisée par la présence de clubs coloniaux et d'institutions élitistes sur ses rives. Les contrastes sociaux prononcés sur cet espace sont présentés plus loin dans ce chapitre. L'Adyar et ses abords concentrent les enjeux environnementaux, en particulier ceux liés une appropriation « écologisante », matérielle et symbolique, de cet espace par des élites. Dans le contexte de l'inondation, la prévalence de l'association de la thématique environnementale avec l'Adyar se renforce. Pour ces raisons, l'Adyar est l'espace d'observation privilégié des dynamiques sociales dans cette thèse.

Au terme de cette première partie, il apparaît que les trois cours d'eau de la ville de Chennai font l'objet d'appropriations et de traitements différenciés. Au-delà de leurs associations dans les discours habitants, le Cooum, l'Adyar et le canal Buckhingham sont des espaces distincts, qui n'ont pas joué les mêmes fonctions dans le développement de la ville. Il convient donc d'appréhender ces espaces dans leurs singularités, et au regard des imaginaires dominants qui leurs sont associés : le canal Buckingham symbolise l'égout à ciel ouvert que l'on cherche à masquer, la Cooum conserve son étiquette de rivière historique, familière mais mal-aimée tandis que l'Adyar constitue une frontière urbaine prisée pour les élites (les classes supérieures résidant à ses abords, ainsi que les usagers des clubs coloniaux). Ces phrases sont à entendre ici comme un propos synthétique visant à différencier ces espaces, bien qu'ils présentent des réalités plus nuancées. La partie suivante analyse plus en détail les dynamiques sociales associées à l'espace de la rivière Adyar.

L'Adyar : une marge urbaine prisée

Espace en friche, à la marge, à la fois vacant et contraint, l'Adyar semble se définir avant tout par la négative, c'est à dire comme contrepoint de la ville. Il fait l'objet de représentations « en creux » parmi les habitants, qui manifestent une forme de désintérêt ou d'indifférence pour cet espace. Or, sur l'Adyar et ses rives se déploie un éventail de pratiques spontanées, qui entrent en concurrence avec celles instituées des élites. Lieu de grandes disparités sociales, les rives de l'Adyar sont investies de manière différenciée entre une population pauvre et une frange d'élites. Les représentations antagonistes renseignent les territorialités concurrentes associées à l'Adyar, lui attribuant une place de marge urbaine convoitée.

Cette partie entend rendre compte des dynamiques liées à l'appropriation de cet espace, en analysant d'abord la manière dont ce cours d'eau est défini par rapport au reste de la ville - tant du point de vue matériel que représentationnel - avant de s'intéresser aux pratiques des habitants sur cet espace, pratiques qui s'avèrent parfois concurrentes, sinon conflictuelles.

Une définition par la négative

La rivière Adyar et ses rives représentent un espace en retrait de la ville, délaissé par les autorités publiques, qui s'apparente à une marge spatiale, mais aussi sociale. Peu accessible et peu visible depuis la rue, elle est également un lieu privatisé, marqué par une discontinuité avec la ville. Ce « creux » matériel dans la ville fait écho à un « creux » cognitif parmi les habitants, qui manifestent une absence d'intérêt ou de l'indifférence pour cet espace. Mais l'analyse des discours habitants laisse finalement entrevoir un objet chargé d'affects et de représentations, plutôt négatives. Cette section expose la manière dont l'espace de l'Adyar se définit par la négative, tant dans sa dimension matérielle qu'idéelle.

Un espace en marge : discontinuités et ruptures

En premier lieu, l'accessibilité aux cours d'eau à Chennai est fortement contrainte depuis l'espace public urbain. Les points de contacts physiques et visuels avec les cours d'eau sont situés en grande majorité au niveau des ponts. Là encore, il faut souligner une disparité entre l'Adyar et la Cooum, la Cooum étant globalement plus visible que l'Adyar, dont les rives sont largement privées.

Lorsque les abords de l'Adyar ne sont pas privés et murés, leur accessibilité pour les habitants depuis l'espace public est réduite par la présence des *slums*, les quartiers d'habitat spontané. Par ailleurs, la visibilité sur les rivières depuis l'espace public est limitée à quelques points spécifiques en surplomb : depuis les ponts ou depuis le système ferroviaire surélevé, le MRTS. À cela, il faut également ajouter que la construction de murs le long des ponts et aux abords du cours d'eau empêche d'apercevoir, le cours d'eau depuis la route.

L'analyse des points d'accès et de visibilité sur la rivière montre que la grande majorité des parcelles riveraines sont privées, à l'accès restreint. Ainsi, l'espace des rives accueille des bâtiments administratifs (bureaux officiels, institutions gouvernementales etc.) le long de *Greenways road* sur la rive nord, des villas ou des propriétés résidentielles situées sur le nord de l'estuaire de l'Adyar (telles que le Chettinad Palace, par exemple) ainsi que des clubs privés. De manière générale, il s'agit des anciennes *garden houses* ou des clubs

hérités de l'époque coloniale. Ce sont donc des propriétés privées (résidentielles ou institutionnelles) fermées dont l'accès est surveillé et strictement réservé aux personnes autorisées. La société théosophique située au sud-est à l'estuaire du cours d'eau et le parc Adyar Poonga sur la partie Nord, font partie, avec quelques lieux comme le club de quartier de *Gandhi Nagar*, ou le terrain de cricket, des espaces riverains pour lesquels l'accès est réglementé, c'est-à-dire soumis à conditions. Toutefois, depuis ces espaces aussi, la vue sur la rivière est très réduite : dans la Société Théosophique des barrières ont été installées aux abords de la rivière (cela est évoqué dans le chapitre 3), l'Adyar Poonga est compris dans une enceinte murée (il y a une vue uniquement sur le plan d'eau restauré), tandis que le terrain de criquet se situe en contrebas d'un talus, obstruant la vue sur le cours d'eau. Il s'agit de lieux accessibles uniquement pour les membres ou les ayants-droit, ou encore des lieux gardés, à l'accès limité par une taxe d'entrée ou des horaires d'ouverture. Il existe donc des accessibilités différenciées parmi les groupes d'habitants : les membres des clubs bénéficient d'un accès et d'une visibilité sur la rivière, de même que pour les résidents de *slums* riverains.

Parmi les espaces ouverts sur la rivière, on compte les quartiers informels, appelés *slums*, localisés sur les rives. Ceux-ci se situent dans le quartier de Saidapet, à proximité du canal (les *slums* de R.A Puram et Pughs road) ou sur l'estuaire (Srinivasapuram). Il n'existe ici pas de murs entre le quartier et la rivière. Pour autant, les représentations négatives associées à la rivière et aux *slums* constituent une « barrière sociale » pour l'accès à la rivière depuis l'espace public. Ces sont donc des accès que l'on désigne comme « limité ». D'autre part, les lieux ouverts et accessibles depuis l'espace public offrant une vue ou un accès à la rivière sont très rares : on en dénombre seulement deux sur le tronçon entre Saidapet et l'estuaire. De même, les points de vue sur la rivière depuis l'espace public sont très peu nombreux : seulement quatre sont identifiés, dont trois aux abords des ponts. Enfin, les situations où le fleuve est limitrophe de l'espace public, mais séparé par un mur, se concentrent essentiellement sur les ponts.

Ainsi, la carte d'accessibilité de l'Adyar ci-dessous (Figure 28) propose une spatialisation des points de vue et points d'accès ; l'accessibilité et la visibilité sont mesurées pour une personne à pied depuis l'espace public. Elles ont été représentées à partir de données issues d'observations directes sur le terrain. L'analyse présentée se vérifie alors dans la carte et la légende. Quelques photographies y sont ajoutées afin d'illustrer la vue sur le cours d'eau et les différents types d'accès identifiés : accès privé, accès réglementé, accès limité ou accès public.

Cette analyse de l'accès à la rivière depuis les rives rend ainsi compte de la manière dont l'Adyar est murée, masquée et peu accessible depuis l'espace public. Elle reste donc quasiment invisible dans le quotidien habitant.

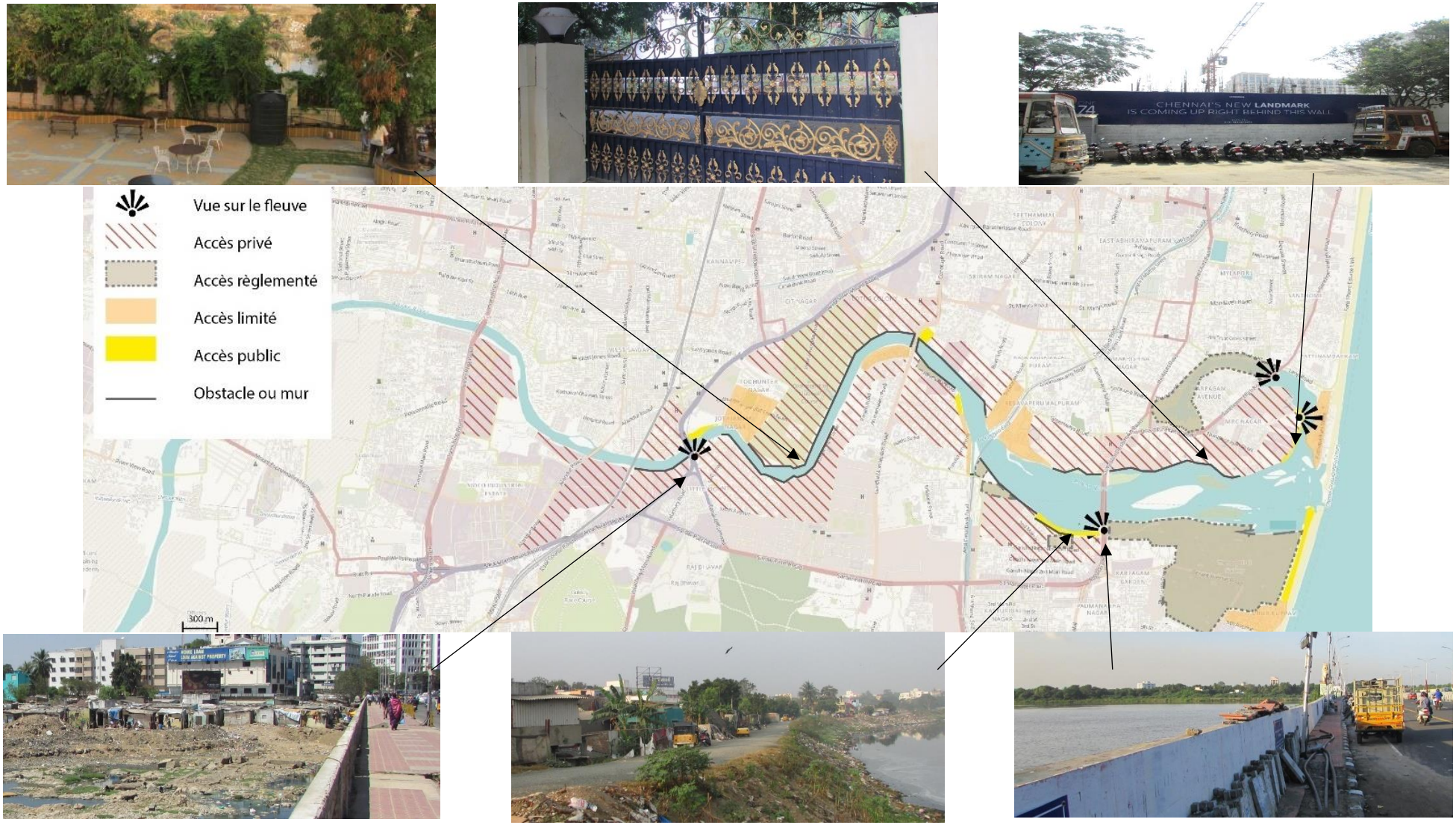


Figure 35 : Carte de l'accessibilité de l'Adyar
Source : Hochart, 2018 ; Fond de carte : Open Street Map

Au-delà de son retrait de la ville lié au caractère privé des rives, l'espace de l'Adyar apparaît majoritairement comme un espace vacant ou délaissé, voire en friche sur certains tronçons. Le fait que les abords de l'Adyar abritent les ultimes « poches » d'espace vert et non bâties de la ville renforce sa définition en contraste avec le reste de la ville, densément construit (avec une moyenne de 26 553 habitants/km² dans la ville d'après le recensement officiel de 2011). Deux espaces verts en particulier, préservés de l'urbanisation au sein d'institutions, avoisinent la rive au sud de l'Adyar : le Parc National de Guindy - une zone de 2,70 km² de forêt dense humide sempervirente classée comme parc national depuis 1978 et devenu l'un des rares parcs nationaux urbains- , ainsi que la Société Théosophique, sur la rive droite à l'estuaire de l'Adyar - un parc de 1,05 km² qui accueille, depuis 1886, le siège de l'institution à vocation spirituelle fondée en 1875 par Helena Petrovna Blavatsky et Henry Steel Olcott à New-York. Si l'on ajoute à ces parcs la couverture arborée, moins dense et identifiable, mais présente dans les jardins des résidences et villas installées sur les rives, les abords de l'Adyar bénéficient d'un environnement relativement verdoyant qui le distingue du reste de la ville (Figure 36).

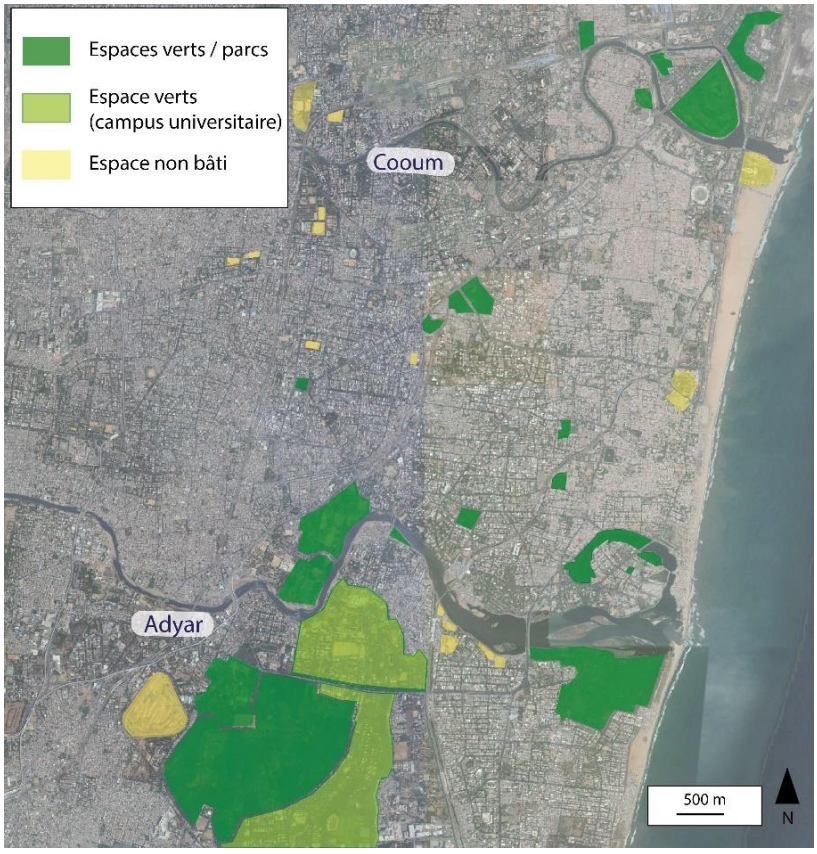


Figure 36 : Carte des principaux epaces verts dans la ville
Source : Hochart, 2019 ; Fond de carte : Google Earth® 2002

Les rives de l'Adyar constituent un espace peu construit et peu investi au regard de la densité des activités développées dans le reste de la ville. Ainsi, on peut appréhender l'espace de l'Adyar comme une *marge*, au sens d'intervalle d'espace ou de temps qui recèle une possibilité d'action. Métaphore spatiale, la marge renvoie à l'idée de bord, d'extrémité et de périphérie. Mobilisé en géographie de manière plurielle – en intégrant parfois l'acception de « marge sociale » utilisée plus largement en sciences sociales comme variante de la déviance - le concept de marge, bien qu'il soit très fécond, se révèle particulièrement nébuleux. D'abord,

l'expression « en marge de » contient le double sens de « en dehors de, mais qui se rapporte à », selon le dictionnaire *le Petit Robert*. Ainsi, la marge se définit toujours dans un rapport à quelque chose : « les marges existent par rapport à un système englobant et à son espace dont elles constituent la périphérie » (Giraut, Rochefort, 2006 :14). En géographie, la marge est définie par rapport au référentiel qui est le système territorial : c'est ce qui en fait « un bon laboratoire des dynamiques territoriales » (Prost, 2004 :175). À la fois transition et rupture, « la marge serait l'écart (de surface, de temps, d'intensité fonctionnelle) entre un « plus », c'est-à-dire un territoire organisé, fonctionnant suivant des règles mises en place progressivement, et un « moins » qui, pour un espace, une époque, une forme d'activité donnés, ne répond pas tout à fait aux normes du système, du territoire auquel il se rattache, que cette non-réponse soit brutale (rupture) ou progressive (modification, transition). La marge est aux limites de ce que l'on peut appeler la norme territoriale » (*ibid.* :177). En prolongeant l'idée de limite d'un système territorial ou social, la marge se rapproche de la notion de confins, tout en s'en distinguant sur certains aspects (Giraut, Rochefort, 2006). Le terme « confins » renvoie étymologiquement à l'idée de limite, au sens où ces espaces « existent par rapport à une discontinuité, une séparation entre espaces contigus » (*ibid.* :14). Mais au-delà de l'idée d'un rapport très distancié ou distendu entre ces espaces, la notion de confins renseigne assez peu la nature des relations entre ces espaces, tandis que la marge contient l'idée d'un positionnement particulier par rapport à un autre espace – ou groupe social – considéré comme celui de référence. Ces rapports expriment une influence ou une hiérarchie, incluant parfois un rapport de domination : dans tous les cas, il s'agit d'une relation asymétrique.

Les notions de frontière, de seuil ou d'interface pourraient également s'avérer intéressantes pour analyser d'autres dynamiques liées à cet espace. Mais une discussion sur ces notions dépasserait ici le cadre de cette réflexion. À ce stade du propos, les caractéristiques présentées ici suffisent à éclairer la problématique : les rives de l'Adyar sont un espace peu accessible, quasiment invisible depuis l'espace public, peu densément bâti par rapport au reste du territoire urbain, et qui bénéficie en outre de larges « poches » de verdure. Sur le plan spatial, l'Adyar et ses abords marquent une discontinuité avec l'espace urbain, et la notion de marge permet de rendre compte de ce contraste entre le creux et le plein. Surtout, ce creux considéré sur le plan spatial fait écho à un « creux » discursif et représentationnel, associant l'espace du cours d'eau à une *marge*, ici entendue essentiellement comme *sociale*.

Des représentations en creux

À cette invisibilité de l'espace, semble se conjuguer une forme d'invisibilité des représentations et des discours sur la rivière. Aux yeux d'une majorité d'habitants, l'Adyar semble d'abord se définir par ce qu'elle n'est pas, tout du moins pas une rivière. Dès lors, l'accès aux représentations sur cet espace s'avère peu aisé puisque le thème de l'Adyar, ou de la rivière de manière générale, est souvent évincé ou tourné à la dérision dans les discussions informelles. D'un point de vue méthodologique, je suis confrontée à la problématique liée au fait de parler, et de faire parler, de quelque chose qui n'est pas dit. En comparaison avec les propos échangés informellement, les entretiens longs, menés dans un contexte plus formalisé avec les classes

supérieures[1], permettent d'aborder le thème de la rivière de Chennai, sans que celui-ci soit systématiquement l'objet d'incompréhension ou suscite un désintérêt.

En effet, le Cooum, l'Adyar et le canal Buckingham font l'objet d'une forme d'indifférence dans la culture habitante, et la manière de s'y référer dans le langage courant renseigne cette appréhension du cours d'eau : ces cours d'eau sont indistinctement désignés par le nom *Cooum,* prenant ici le sens d'égout. Cette confusion renseigne précisément le rapport qu'entretiennent les habitants à ces cours d'eau. Plusieurs anecdotes de terrain illustrent ces propos. On peut citer d'abord l'échange informel lors duquel Jaishree, étudiante dans un lycée à Gandhi Nagar (proche de la rivière Adyar) montre sur son téléphone une vidéo de la rue inondée en commentant que son école est « *proche du Cooum* ». Une autre situation témoigne d'une même méconnaissance des cours d'eau de la ville : Tanish, originaire de Chennai et travaillant à l'ambassade britannique à Delhi, demande, depuis la terrasse du restaurant Azzuri Bay surplombant l'Adyar, s'il s'agit bien du Cooum que l'on aperçoit[2]. On retrouve une hésitation sur le nom des rivières de Chennai lorsque Kannan, chef d'entreprise et résident de Kilpauk, évoque avec imprécision lors d'un entretien : « *cette rivière Adyar dont vous parlez, la rivière Cooum, la rivière Adyar ou celle de Besant Nagar, vous savez, ce sont des endroits où les rivières ont été formées »*[3] ; la mention de la rivière de Besant Nagar (du nom du quartier au sud-est de la ville) atteste d'un certain flou quant à la toponymie des rivières de la ville. Alors que ces remarques pourraient aisément être attribuées à des étrangers, peu familiarisés avec la ville, les enquêtés sont pourtant ici tous originaires de Chennai. Ainsi, la confusion entre les différents cours d'eau de Chennai est fréquente parmi les habitants, et cela se vérifie indépendamment du niveau d'éducation ; un échange avec une professeure en architecture, membre du Madras Club en est tout à fait révélateur. Depuis la terrasse du Club, elle demande « *quel est le cours d'eau que l'on aperçoit ?* », avant de s'hasarder : « *le canal ou le fleuve ?*»[4]

L'ensemble de ces interactions dénotent donc d'un rapport particulier à l'espace et au cours d'eau. Une autre anecdote de terrain, évoquant un malentendu autour d'un lieu de rendez-vous met en évidence cette relation spécifique à l'espace, soulignant la prédominance de l'association du nom « Adyar » à la localité. Ainsi, après avoir convenu d'un point de rencontre sur le pont de l'Adyar, l'*« Adyar bridge »*, il s'est avéré que mon interlocuteur et moi avions interprété cet énoncé différemment : tandis qu'il ne faisait pas de doute de mon côté qu'il s'agissait du pont Thiru-Vi-Ka passant au-dessus de la rivière Adyar, mon interlocuteur s'était, lui, rendu à proximité du viaduc dans le quartier Adyar[5]. Cet épisode laisse supposer que le terme « Adyar » renvoie pour certains plus aisément au quartier du même nom qu'à la rivière.

Le fait que le cours d'eau ne constitue pas un élément de référence spatial clairement établi s'explique aussi par le peu d'interactions des habitants avec cet espace au quotidien, ainsi que son invisibilité dans la ville, comme abordé plus haut. Naveen, jeune habitant de Thiruvanmyur, résume, lors d'un entretien, son vécu avec le cours d'eau : « *mon expérience avec les rivières est probablement d'être assis dans une voiture et de passer au-dessus*

[1] Des membres du groupes CCM et CAI, des étudiants en architecture.

[2] Discussion informelle avec Tanish à Azzuri Bay, le 20/02/2016.

[3] "*Well, okay, rivers you can't create them anyway, like this Adyar river that you are talking about, Cooum river, Adyar river or Besant Nagar, you know, this place where the rivers have been formed*" Kannan, 25/11/2015

[4] Carnet de terrain, 31/01/2017

[5] D'après le carnet de terrain, mars 2015

d'un pont »[1], une expérience individuelle mais loin d'être singulière. De la même manière, Minakshee affirme, en parlant de la rivière, qu'« *[elle] ne [va] jamais là-bas...* », avant de préciser : « *bien sûr, sauf si vous êtes dans l'estuaire de l'Adyar ou quelque chose comme ça... d'accord, vous aurez un bel endroit* »[2], soulignant ici le statut différencié de l'Adyar par rapport à la Cooum. Cette forme d'indifférence pour la rivière se retrouve dans les propos de certains habitants des immeubles de Kotturpuram qui expliquent résider à proximité de la rivière « *uniquement par hasard* », la présence de l'Adyar n'étant pas perçu comme un critère de choix[3]. Quant aux noms des rues et des résidences privées qui évoquent la proximité avec la rivière, *riverview*, *riverside* ou *riviera*, ils répondent que ce sont seulement « *des noms fantaisistes... ça plaît aux gens, non ?* »[4]

Par ailleurs, la réaction ébahie de Vinay, habitant de Adambakkam et membre du CCM, en réponse à ma question sur ses pratiques de la rivière rend compte d'un écart des représentations sur le cours d'eau :

- Vous rendez-vous parfois le long de la rivière, pour vous promener ou pour apprécier le paysage?
- *(rires) J'apprécie votre... optimisme en me posant ces questions... Toute personne sensée ne prendrait pas le risque de faire ça, c'est ma réponse !*[5]

[Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

De fait, si la rivière fait l'objet de représentations « en creux », elle est même parfois invisibilisée dans la culture habitante. Ceci s'illustre dans le traitement médiatique de la rivière dans la presse : une revue de la presse anglophone de 2011 à 2015 recense seulement 14 articles traitant des cours d'eau de Chennai[6], la plupart abordant le Cooum sous l'angle de la pollution, l'Adyar n'étant quasiment pas représentée. Les habitants, par leurs pratiques, tendent également à invisibiliser le cours d'eau. Une scène observée et relatée dans le carnet de terrain est particulièrement révélatrice : sur la terrasse du restaurant Azzuri Bay avec vue sur l'Adyar, un groupe de jeunes se prend en photo, en veillant à laisser la rivière en dehors du viseur. Au-delà du simple creux ou de l'indifférence, on observe donc des stratégies d'évitement qui traduisent un sentiment d'inconfort ou de gêne éprouvé par les habitants vis à vis du cours d'eau.

En effet, si le cours d'eau est ignoré dans les discours et pratiques des habitants, il est pourtant chargé de représentations et d'affects. En ce sens, il convient de distinguer le sentiment d'indifférence et les stratégies d'évitement de la rivière, d'une part, des réactions de rejets ou d'aversion pour cette dernière, de l'autre, bien que ces deux formes de négation de cours d'eau tendent à se recouper. Bien souvent, il s'agit d'une

---

[1] "*My experience with rivers is probably sitting in a car and driving over the bridge*" Naveen, 10/03/2017

[2] "*I never go there… Of course you are in the Adyar Estuary or something okay, you get a good space or something*." Minakshee 29/04/2016

[3] Auprès de residents de *Neelakanth Apatrments* à Kotturpuram, à la question "pourquoi avez vous décidé de vivre ici?", la réponse récurrente est "*by chance only*", et la rivière est perçue comme un inconvenient: "*only disadvantages. There are lot of mosquitoes. The water also is dirty. Even the bore water is mixed with sewage*" "*when the water dries up then a filthy smell will come*" "*these people also are using the river for toilet…* " –"the slum people?" "*this area people are using it for toilet*", carnet de terrain, 26/01/2017

[4] Propos issus d'une discussion informelle avec un résident de *Neelakanth Apatrments* à Kotturpuram, carnet de terrain, 26/01/2017

[5] Extrait d'entretien 1 : Vinay, 22/01/2017 (cf. annexe page 482)

[6] Parmi ceux-ci, 11 portent sur la Cooum, 1 seul sur l'Adyar, 1 sur les lacs et 1 sur les fleuves de la région.

indifférence qui masque une aversion : la rivière est donc ignorée car elle est dépréciée et renvoie à des représentations négatives.

La rivière, et le Cooum, en particulier, reste un lieu vécu, perçu et représenté comme sale et malodorant. Les représentations associées au Cooum renseignent indirectement celles de l'Adyar. En effet, comme il a été mentionné, le terme « Cooum » est communément employé pour désigner l'ensemble des cours d'eau de la ville, en insistant sur leur caractère malodorant. Vinay fait part de son analyse quant à ces appellations du cours d'eau parmi les habitants :

> *« Tout le monde l'appelle... ils utilisent le mot Cooum, mais ils ne réalisent même pas que Cooum est le nom d'une rivière. Dans leur esprit, lorsqu'ils utilisent le mot Cooum, ils utilisent essentiellement le mot Cooum à la fois pour Adyar et pour Cooum. Adyar pour eux est le nom d'un lieu, ce n'est pas une rivière pour eux, première chose. Deuxièmement, ils utilisent le mot Cooum et troisièmement, le mot Cooum dans leur esprit ne se réfère pas à une rivière, c'est juste un écoulement de pur, pur, ou impur drainage, c'est tout ! Pour eux ce n'est pas une rivière ! »* [1]
>
> [Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Cette confusion dans la dénomination renvoie, ici aussi, à une forme d'invisibilisation des spécificités des cours d'eau. Par ailleurs, l'image négative d'un cours d'eau sale et pollué, associée à celle de Chennai dépeinte comme une ville décadente et immorale[2], est notamment véhiculée à travers l'industrie cinématographique. Ainsi, un article de *The Hindu* rappelle qu' « au cinéma[,] [...] le Cooum a toujours été présenté comme un dépotoir sale »[3]. Le terme *Cooum* revêt une connotation péjorative : dans certains films, il arrive de voir des personnages insulter les autres en associant leur odeur à celle du Cooum[4]. Sumedha, journaliste indépendante, résume la situation concernant la place du Cooum dans la ville, et associe son invisibilisation à son état de saleté :

> - *Je pense que si les rivières étaient maintenues propres, alors, vous savez, les gens s'y rendraient. Aujourd'hui, on doit chercher les rivières. Le Cooum, c'est juste hors de question !*
> - Ce n'est pas accessible, on ne le voit pas.
> - *Oui, et ce qu'on voit est sale.* [5]
>
> [Sumedha, 50 ans, membre du CCM, journaliste]

Elle rappelle enfin que ces représentations négatives du Cooum ne sont pas récentes mais bien ancrées dans l'imaginaire collectif, en affirmant : « *le Cooum, nous avons toujours grandi en pensant que c'était une rivière sale*. »[6]

La rivière fait alors l'objet d'une double négation dans la culture habitante : en « creux » d'abord, puisqu'elle est relativement absente et évincée des discours, et « par la négative », suscitant rejet et aversion. Ces deux

---

[1] Extrait d'entretien 2 : Vinay, le 22/01/2017(cf. annexe page 482)

[2] Je reviens sur l'association des représentations négatives des cours d'eau et celle de la ville dans le chapitre 3.

[3] "film-makers had always portrayed Madras as the big bad city, immoral and decadent. The Cooum has always been portrayed as filthy and as a garbage dump yard", d'après l'article intitulé "The river never found its place in Tamil cinema" publié dans *The Hindu* le 22/08/2015

[4] D'après l'article intitulé "*The river never found its place in Tamil cinema*" publié dans *The Hindu* le 22/08/2015

[5] Extrait d'entretien 3 : Sumedha, le 13/04/2016 (cf. annexe page 482)

[6] "*The Cooum we always grew up thinking it's a dirty river*" entretien avec Sumedha, le 13/04/2016

postures vis-à-vis de la rivière semblent s'alimenter mutuellement, le « creux » discursif autour de l'Adyar masquant finalement des représentations négatives fortement associées à la saleté et à la fréquentation sociale du cours d'eau et des rives. Ce sont ces représentations que l'on explore dans la partie suivante.

De la souillure et du danger

Plusieurs facteurs concourent à façonner l'image négative du cours d'eau. En dehors de la pollution et de la saleté qui prévalent dans les discours habitants, le danger est un thème récurrent. Il s'exprime dans plusieurs registres : sanitaire, d'abord, avec les risques de contamination et de maladies associées à l'eau polluée, puis physique et « spatial », avec les aléas de l'inondation et les éventuels accidents ou chutes, et enfin, social avec la perception de menaces liées aux pratiques des populations occupant les rives.

Dans un premier temps, le cours d'eau représente un danger sanitaire, avec l'accent porté sur les risques de contamination et d'infections. Lors du recueil des perceptions des habitants à la vue de la rivière Adyar depuis le pont Thiru-Vi-Ka, les commentaires révèlent l'importance des inquiétudes sur le plan sanitaire, un des enquêté indiquant que « *[le cours d'eau] n'est pas bon pour la santé, pour tout le monde* »[1]. Plusieurs attitudes et remarques spontanées de Joye confirment la préoccupation liée au risque de contamination, notamment lorsqu'elle commente : « *Si tu tombes, tu ne meurs pas de noyade, tu meurs d'une infection* » (voir Encadré 3 en début de chapitre). De même, l'exemple qu'elle développe autour du doctorat, évoqué dans le chapitre liminaire, met en scène le risque d'une proximité entre l'eau de la rivière Adyar et le pont et illustre en ce sens un sentiment de peur d'une contamination à l'échelle de la ville. Ces discours reposant surtout sur une vision hygiéniste révèlent la manière dont la rivière est considérée comme un enjeu de santé publique. Dans l'explication avancée par Joye, il est intéressant de relever son argument sur la nécessité de construire un mur plus haut aux abords de la rivière : selon elle, la solution ne pourrait s'envisager que dans la protection vis-à-vis du cours d'eau, en érigeant une séparation. Cette approche évoque le courant hygiéniste[2] qui caractérise l'urbanisme du 19ème siècle en Europe, à l'origine du comblement de certains tronçons ou bras de rivières urbaines, telles que la Loire à Nantes, la Seine à Paris ou la Senne à Bruxelles. Dans de nombreuses villes françaises, les rivières industrieuses sacrifiées ont été recouvertes dans des opérations alors appelées d'« assainissement » : « la rivière disparaît du paysage quotidien, sa fonction d'égout peut être remplie à plein, les autres usages s'effacent devant celui d'une rivière-canalisation » (Frioux, 2010 :189). L'hygiénisme repose sur une vision du bien public, que l'on retrouve dans les discours habitants sur la rivière à Chennai.

Une précision s'impose toutefois : tandis que l'évocation du risque sanitaire lié au cours d'eau tient d'une représentation éloignée de la réalité chez les habitants de classes supérieures, il relève bien de l'expérience pour les habitants de quartiers de bidonvilles riverains, exposés aux maladies et infections liées à la proximité avec le fleuve et à la présence de moustiques, en particulier. Un résident de R.A Puram, un quartier d'habitat informel situé à côté du Boat Club, fait part de son vécu : « *quand il pleut, la pollution augmente et les maladies*

[1] "*It is not good for health, for all the people*", citation d'un passant sur le pont Thi-ru-vi-ka, lors du terrain avec Marion Ralle le 14/03/2017

[2] Courant de pensée né au milieu du 19ème siècle, l'hygiénisme procède de la nouvelle conception de la matière et de ses échanges. Il s'appuie sur la découverte, faite en 1775 par Antoine Lavoisier, du rôle de l'oxydation dans la nature et dans le corps humain, puis se développe avec les travaux de Louis Pasteur en 1865 sur le rôle des micro-organismes dans la fermentation, la contamination et la contagion.

surviennent »[1]. On quitte ici le domaine de la *représentation*, plus ou moins fantasmée, pour s'approcher de l'*expérience vécue* du territoire, bien que ces deux composantes de la relation au territoire soient fortement liées.

Le danger que représente la rivière est également lié à la possibilité de l'inondation. Ici encore, on remarque que la notion de danger est plutôt mobilisée par les habitants les moins exposés au risque d'inondation, bien que les résidents de quartiers informels riverains à Attur Nagar, dans le quartier de Saidapet, évoquent leur expérience régulière des crues lors des saisons des pluies (voir Chapitre 4). Dans un entretien, Devarajan, habitante à Chetpet, souligne le danger encouru par les habitants riverains : « *C'est très dangereux pour ces gens-là aussi ! Des fois, il y a des inondations, n'est-ce pas ? C'est un grand danger pour ces gens-là aussi...* »[2]. Plus loin dans l'entretien, elle évoque un autre type de danger lié à la rivière, celui de la chute :

- Que pensez-vous de l'idée d'organiser un événement artistique le long du Cooum ?
- *(Spontanément) Non, non, non… Rien de tout ça ! Ce n'est pas une bonne idée !*
- Pourquoi ?
- *Les moustiques !*
- Mais… d'accord, peut-être que ce n'est pas une bonne idée maintenant, mais si la rivière est propre ?
- *Même si la rivière est propre, si nous mettons cela, non ! Quelqu'un tombera dans le Cooum… c'est très dangereux ! (Elle marque un temps) Si vous installez une scène aussi, c'est très risqué !*[3]

[Devarajan, 54 ans, femme au foyer]

Si Devarajan insiste sur le risque de chute, ce n'est probablement pas sans lien avec un évènement marquant de son histoire qu'elle relate au cours d'une conversation informelle : l'accident de son beau-frère, emporté par une tempête et dont le corps a été retrouvé dans l'Adyar. On pourrait faire remarquer que cet accident n'est pas directement causé par la rivière, mais il alimente pourtant les représentations d'un espace dangereux véhiculées dans la presse, en particulier à travers les faits divers évoquant des cas de suicides ou d'accidents aux abords du cours d'eau. En somme, la peur de la propagation de maladies, la présence de moustiques, les aléas de l'inondation et le risque de chute dans le cours d'eau s'entremêlent dans les discours habitants pour dépeindre un espace aux multiples dangers. À ces représentations, se greffe un danger, celui lié à la présence de l'autre, considéré comme « marginal » et menaçant l'ordre social. Les rivières sont en effet des lieux pratiqués majoritairement par des habitants de classes populaires, et les discriminations sociales se mêlent aux représentations dominantes du cours d'eau pour renforcer ces imaginaires collectifs associant les rives urbaines à des lieux de dépravation et de relégation spatiale[4] et sociale. Plusieurs situations sur le terrain ont mis en évidence l'insécurité attribuée à cet endroit, fortement liée aux fréquentations sociales. Ainsi, en m'approchant des rives de l'Adyar à proximité du canal à Kotturpuram, une femme m'interpelle

[1] "W*hen it rains, the pollution increases and diseases come*" résident de RA puram

[2] "*Because very danger for that people also! Sometimes flood is coming, no? Very danger to that people also*…" Devarjan, 07/12/2015

[3] Extrait d'entretien 4 : Devarajan, le 07/12/2015 (cf. annexe page 482)

[4] Issu de la géographie du pouvoir, le concept de relégation spatiale renvoie à une ségrégation subie, un processus « qui tend à exclure et regrouper des populations qui n'ont pas le choix de leur lieu de résidence, parce qu'elles sont moins favorisées ou moins bien assimilées » D'après la définition de « ségrégation » proposée par Denise Pumain sur Hypergéo en 2014, URL : http://www.hypergeo.eu/spip.php?article372

et me fait comprendre, en tamoul, qu'un groupe d'hommes ayant bu s'y trouvait et qu'il était dangereux que je m'y rende[1]. Les propos de Vinay lorsqu'il m'accompagne sur les rives de l'Adyar témoignent d'une même réaction de peur ou de méfiance quant aux populations fréquentant les berges. Après avoir croisé un groupe d'hommes, résidents de *slums* voisins, réunis sur les berges pour consommer de l'alcool, Vinay fait remarquer que c'est « *assez risqué* » comme endroit, et que j'ai été « *plutôt téméraire* » de m'y aventurer seule[2]. Ce risque perçu par les habitants de classes supérieures en lien avec les fréquentations populaires des rives se décline dans une vision hygiéniste qui associe les pratiques des habitants de quartiers populaires à la pollution[3]. Les propos de Kannan, résident de Kilpauk, témoignent de ces préjugés : au sujet de la pollution des rivières, il soutient que « *ce ne sont que les habitants de bidonvilles, ils habitent là, tout près…* »[4]. Des échanges avec Vidyadhar lors d'une visite du Golf Club, renseignent l'association spontanée de la mauvaise odeur à la présence de bidonvilles ; alors que nous entrons dans la cour extérieure située du côté du fleuve Adyar (mais séparée du cours d'eau par un mur), je fais remarquer l'odeur désagréable, ce à quoi il répond : « *et il n'y a pas de 'slums' ici, Karine ... Il n'y a aucune raison pour que cette rivière sente mauvais comme ça. Je pense que c'est à cause du canal* »[5] D'autres concèdent que la saleté n'est pas uniquement due à la présence de bidonvilles. C'est le cas de Kannan, qui après avoir évoqué la présence des bidonvilles, se reprend, en expliquant que « *même si les bidonvilles ne se trouvent pas exactement sur la rivière, la rivière elle-même est mauvaise, il y a beaucoup de suicides qui se produisent, il y a beaucoup de morts, des personnes qui meurent dans cette eau. Il y a beaucoup de suicides là-bas, c'est ce qu'on lit dans les journaux et tout ça, alors...* »[6]

Ces représentations s'accompagnent parfois de fortes émotions de dégoût ou d'aversion pour les cours d'eau, comme le laisse transparaître le récit de Minakshee :

- *Tu vois, c'est très repoussant ! Je ne le regarde même pas... Je détestais, quand je venais de Coimbatore. Coimbatore est une ville si verte, les Ghâts occidentaux, l'eau, l'eau Siruvani... tout ! C'est partout de la verdure, et le moment où il arrive à Chennai... mort ! Quand il traverse ce pont de bassin. Je détestais parce que c'est sale, ce pont de bassin… Si le Cooum arrive alors la puanteur arrive. Donc, tu vois, c'est vraiment repoussant pour moi !* [7]

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

À la question du sentiment qui les anime à la vue des cours d'eau de Chennai, les personnes interrogées répondent se sentir tristes ou déprimés. Suhaila raconte :

- *On traversait toujours la rivière, la plupart du temps, quand nous sortions ! Mais à chaque fois que je l'ai traversée, j'ai toujours ressenti quelque chose de triste, j'ai toujours eu un sentiment de tristesse dans mon cœur ! Parce que j'ai su, j'ai lu, qu'il s'agissait d'une rivière florissante qui donnait de l'eau à de nombreux villages.*

---

[1] Carnet de terrain, 12/03/2016

[2] « *It's not so safe here* », « *you have been quiet adventurous* » Vinay, membre du CCM, Carnet de terrain, 26/01/2017

[3] Il faut souligner le rôle prépondérant des médias dans la fabrique de ce discours. Le chapitre 6 propose une analyse approfondie des discours médiatiques et développe l'association faite entre habitant de bidonville, rivière et pollution ; une triade à laquelle s'ajoute la notion d'empiètement après l'inondation.

[4] "*It's only the slum people, they live there, near there…"* Kannan, 25/11/2015

[5] "*and there are no slums here, Karine... There are no reasons for that river to stink like this. I think it is because of the canal*" Vidyadhar, Carnet de terrain, 11/11/2016

[6] "*Even if the slums there are not just on the river, the river itself is bad, there are lot of suicides which happen there are lot of dead, people who die in that water. There are lot of suicide there, that's what we read on the papers and stuffs, so*" Kannan, 25/11/2015

[7] Extrait d'entretien 5 : Minakshee, le 29/04/2016 (cf. annexe page 483)

> *Mais maintenant, c'est parce que, à cause du système de drainage, c'est devenu un égout... une sorte de canal d'égout et… Je me sens si triste pour ça, toujours ! C'est ça l'atmosphère qui se crée quand je vois la rivière.* [1]
>
> [Suhaila, 25 ans, étudiante en architecture]

D'autres expriment la honte, le regret ou le mal-être lié à leur impuissance, comme Nishta, membre du CCM, qui affirme : « *Je me sens très mal... Très mal que rien de concret n'ait été fait pour sauver les rivières, et nous restons, vous savez, des spectateurs muets de ce qui nous arrive ! ».* Vinay, quant à lui, insiste sur le sentiment de culpabilité qui l'envahit à la vue de l'Adyar : *« La honte vient à l'esprit, mon inaction en tant que citoyen me revient... que je laisse mourir cette rivière comme ça, je n'ai rien fait pour la récupérer [...] C'est déprimant ! »* Ces témoignages montrent finalement comment la rivière agit comme un miroir de l'inaction du répondant. C'est ce sentiment d'impuissance conjugué à une approche défaitiste que beaucoup d'enquêtés expriment en tristesse.

Tantôt ignorée, tantôt dépréciée, la rivière fait avant tout l'objet de représentations négatives dans la culture habitante, associées à de vifs sentiments de rejet, d'aversion, ou de gêne. Les sentiments négatifs exprimés par les habitants révèlent la rivière telle un miroir, renvoyant indéniablement chacun à ses propres contradictions. Ainsi, le regard sur ces deux formes de négation montre leur enchevêtrement, puisque c'est dans l'aversion ressentie par les habitants vis-à-vis de la rivière que réside la source du désintérêt ou des stratégies d'évitement de cet espace. En d'autres termes, les habitants ignorent volontairement la rivière car elle est dépréciée.

Au vu de l'ensemble de ces éléments, on constate que la rivière Adyar se définit d'abord par la négative, matériellement et dans les discours. À différents niveaux, elle constitue une *marge* de l'urbain : sur le plan spatial d'abord car il s'agit, à première vue, d'un espace désinvesti, ensuite d'une marge idéelle marquée par le désintérêt dans la culture habitante dominante et surtout d'une marge sociale, un lieu de relégation spatiale et sociale, accueillant les populations dites « marginalisées », que l'on devrait plutôt appeler « laissées pour compte ». Lorsque Bruno Lautier souligne à propos des marges qu'« une société urbaine produit nécessairement son altérité intérieure qui est à la fois son exutoire, son miroir et son alibi » (Lautier, 2006 :19), son constat pourrait tout aussi bien s'appliquer à l'espace de la rivière à Chennai. Toutefois, elle ne se réduit pas à ces rôles assignés, et les stratégies déployées par des élites pour la « réinventer » font de cette marge également un champ des possibles. Ce sont ces dynamiques que l'on entend examiner dans la partie suivante.

Des territorialités concurrentes

L'espace de l'Adyar est marqué de forts contrastes sociaux et de territorialités concurrentes, mettant en jeu des rapports de pouvoir. Cette partie propose d'abord d'identifier et analyser les différents usages et fonctions des rives et de la rivière, et apporter des réponses aux questions suivantes : comment sont occupées les rives de l'Adyar ? Comment la rivière et les rives sont-elles pratiquées ? À quels moments, dans quelles circonstances, et avec quelles intentions ? La mise en perspective des pratiques observées sur cet espace révèle des territorialités contrastées et concurrentes.

[1] Extrait d'entretien 6 : Suhaila, le 01/01/2016 (cf. annexe page 483)

Un lieu de contrastes sociaux

Les abords de l'Adyar sont des lieux où les contrastes sociaux se manifestent de manière tangible dans l'espace urbain de Chennai. La coprésence d'hôtels de luxe, de clubs élitistes et de quartiers bidonvilles en est l'exemple le plus frappant. Tandis que, comme exposé précédemment, la majorité des habitants n'interagit que très peu avec le cours d'eau, la fraction de la population pratiquant cet espace est essentiellement composée d'une élite, qui fréquente les clubs et les hôtels de luxe, et de populations pauvres, habitant dans les quartiers d'habitat spontané. Le caractère socialement dual est donc particulièrement exacerbé sur cet espace riverain, et davantage encore sur la zone de l'estuaire. Une carte des lieux occupés par les *slums* et par les élites est proposée plus bas, et permet de rendre compte de ces disparités sociales sur les rives.



Figure 37 : Photo du quartier de Srinivasapuram avec l'hôtel Leela Palace en arrière-plan
10/03/2015



Figure 38 : Photo de la crique de l'Adyar : Srinivasapuram face au quartier de MRC Nagar
24/11/2015

L'occupation des rives de l'Adyar confirme cette forme de polarisation sociale des activités établies le long du cours d'eau. Réalisée à partir du travail de terrain, la carte de l'occupation du sol sur la page ci-dessous présente la répartition des activités sur les rives. D'abord, la forte présence des institutions, incluant des universités, des bâtiments consacrés au pouvoir judiciaire, des bâtiments gouvernementaux, ainsi que des clubs hérités du passé colonial, renseignent le caractère plutôt institutionnel et élitiste du quartier. Ce sont ensuite les zones résidentielles de classes supérieures qui sont les plus représentées, avant les classes moyennes qui sont davantage présentes en amont de la rivière. La catégorisation des zones résidentielles en fonction de la classe sociale - classe inférieure, moyenne ou supérieure - retenue pour la réalisation de la carte reprend les catégories officielles élaborées à partir des revenus par foyer : *LIG (low income group), MIG (middle income group), HIG (high income group)*. Cette classification, nécessairement simplificatrice, reste évidemment discutable sur le plan sociologique mais permet toutefois, dans le cadre de mon propos, de rendre compte des disparités socio-spatiales sur l'espace des rives.

En amont du cours d'eau, on note une prédominance des industries et des zones résidentielles de classe moyenne, jusqu'au pont de l'avenue Anna Salai qui traverse le quartier de Saidapet. On note ensuite une concentration plus importante de logements de « classe supérieure » dans les quartiers d'Adyar, R.A Puram et de MRC Nagar (quartier d'affaires développé à partir de 2008 entre le bras de l'Adyar et l'estuaire). La carte met clairement en évidence une occupation graduellement élitiste des rives d'ouest en est, au fur et à

mesure que l'on progresse en direction de l'estuaire. Dans ce contexte, la réalisation simultanée de deux projets urbains élitistes sur cette zone mérite d'être mentionnée : la construction du quartier de MRC Nagar, d'une part, et la mise en œuvre du projet de restauration écologique de l'Adyar, d'autre part, initiée en 2008 avec la création de l'éco-parc Adyar Poonga sur le bras de l'Adyar (le contenu, les ressorts et les conséquences politiques et sociales de ce projet sont développés dans le chapitre 2 page 155). La présence de larges espaces verts aux abords du cours d'eau (abordé dans la section précédente), notamment au sud de l'Adyar, confère à cet espace un atout paysager et esthétique singulier. Cela permet en outre l'essor d'une préoccupation environnementale et l'attribution d'une étiquette « écologique » aux projets de développement sur le cours d'eau, mais c'est un point qui relève également du chapitre 2. Cette singularité verdoyante ne concerne toutefois qu'un tronçon des rives de l'Adyar, situé sur la partie la plus proche de l'estuaire. Ainsi, l'architecte Kalpana retrace le parcours de l'Adyar en ces termes :

> « Suivant presque une ligne droite d'est en ouest sur toute sa longueur, l'Adyar serpente un peu au nord autour de terrains privés ou institutionnels, en commençant par la célèbre enceinte de la Société théosophique à son extrémité est et jusqu'au pont de Marmalong, désormais appelé Maramalai Adigal, l'Adyar a, du moins sur un tronçon, des voisins qui se sont efforcés de préserver ses berges entretenues avec des arbres afin de conserver un semblant de l'environnement forestier autrefois en place. Ce n'est qu'à Saidapet, et un peu à l'ouest de ce quartier, que le fleuve se transforme en arrière-cour des constructions précaires des moins fortunés.» (Kalpana, Schiffer, 2003:310)

Comme abordé précédemment, l'Adyar fait l'objet d'une occupation élitiste du quartier de Kotturpuram jusqu'à l'estuaire, manifestée par la présence de clubs, d'institutions et de zones résidentielles de classe supérieure. Le quartier du Boat Club (*Alwarpet*) en particulier, abrite les consulats étrangers et les hôtels de luxe. Le prix du foncier dans les quartiers d'Alwarpet et R.A Puram s'élève à 20 853 roupies/sq.ft[1] soit 2 782 euros/m², ce qui les classent au rang des quartiers les plus chers de la ville, avant Mylapore, Besant Nagar et Egmore. Ces derniers sont considérés comme des quartiers huppés et les prix du foncier y sont compris entre 11 000 et 15000 roupies/sq.ft[2], soit entre 1 511 et 2021 euros/m². On peut noter que le prix moyen du foncier dans l'aire métropolitaine de Chennai était estimé à 114 euros/m² en 2004[3], bien que cela ne soit pas très représentatif car, au-delà de l'ancienneté du chiffre, ce taux est très variable en fonction des quartiers. Selon Vidyadhar, en 2019 le mètre carré dans un quartier chic s'élève à 39 euros tandis qu'il est estimé autour de 16,7 euros que dans des quartiers plus populaires. Par ailleurs, Paneer, résident habitant dans un appartement situé près de *Riverview road* à Kotturpuram, souligne que le prix du foncier et des propriétés de ce côté de la rive, à Kotturpuram, est deux fois moins élevé que dans le quartier du Boat Club situé sur la rive opposée[4].

---

[1] Ce taux est renseigné par Vidyadhar mais des recherches complémentaires conduisent à des résultats proches : 28 260 roupies/sq.ft pour un terrain à Alwarpet, au 20/02/2019, et entre 13 388 à 16 150 roupies/sq.ft pour le quartier de R.A Puram (en avril 2018 d'après le site internet *Live Chennai*).

[2] D'après des taux mis à jour en avril 2018, issus du site internet *Live Chennai* consulté le 19/02/2019.

[3] Le rapport indique un prix moyen de 9,250 roupies/le m². D'après le rapport intitulé « Chennai Urban Land Market Assessment » publié par David E. Dowall and Paavo Monkkonen, préparé pour la Banque mondiale en 2007. En ligne à l'adresse : https://www.econstor.eu/obitstream/10419/59424/1/59253250X.pdf

[4] Propos recueillis lors d'une discussion informelle avec Paneer, le 24/01/2017



Figure 39 : Carte de répartition des activités le long de l'Adyar
Source : Hochart, 2018 ; Fond de carte : Google Earth® 2002

L'empreinte des classes supérieures et des élites est donc fortement marquée sur les rives de l'Adyar. *A contrario*, les quartiers de bidonvilles - dits *slums* - où résident les populations pauvres apparaissent très localisés, et en minorité. Cette observation contraste avec les discours habitants amalgamant la rivière, la pollution et la présence des bidonvilles. La carte d'occupation du sol le long de l'Adyar présente une réalité autre, où les riches sont la classe la plus représentée spatialement, en particulier aux alentours des clubs élitistes de l'héritage colonial tels le Boat Club et le Madras Club.

Qu'en est-il des pratiques quotidiennes liées aux rives ou au cours d'eau ? Il est possible, tout d'abord, de distinguer les pratiques instituées des pratiques non instituées, tout comme on peut noter qu'il existe des pratiques spécifiques déployées en dehors de la ville. Les pratiques dites « non instituées » sont essentiellement associées aux classes populaires. L'analyse de ces pratiques repose sur des observations de terrain réalisées en février 2016 depuis différents sites le long de la rivière Adyar. Ces pratiques sont illustrées par une carte présentée plus loin (Figure 40) accompagnée de photographies.

En périphérie de la ville, les abords de l'Adyar constituent surtout le lieu du déploiement d'une économie informelle de subsistance pour les classes populaires de la périphérie de la ville, qui utilisent les rives comme un espace vacant (blanchisserie, recyclage de matériaux, par exemple, comme à Thiruneermalai et Anagaputhur ; photo en Figure 40), pour la pâture du bétail ou pour le lavage et l'étendage du linge. Le cours d'eau est également associé à des pratiques récréatives, comme la baignade et la pêche de loisir. L'évolution des pratiques de l'estuaire vers l'amont de la rivière peut se lire en corrélation avec le gradient de pollution diminuant au fur et à mesure de sa progression vers l'amont de la rivière. Ces observations correspondent au panel de pratiques quotidiennes dressé par Jacques Gaucher (2007) au sujet des villes de Mayiladuturai et Srirangam, même si la connotation spirituelle y est beaucoup moins marquée que pour ces villes tamoules rurales. Toutefois, en amont de la rivière, il est possible de trouver sur les berges de l'Adyar, un *mandapam*, un porche traditionnel en pierre (comme à Polichalur, Figure 40). Cette structure est dédiée aux rituels religieux de purification associés à la crémation, encore pratiqués par certaines communautés en ces lieux à proximité du cours d'eau[1]. Jafferkhanpet est le lieu qui marque l'entrée de la rivière Adyar dans la ville. On y retrouve de multiples pratiques, qui apparaissent contradictoires puisqu'il s'agit d'un espace intermédiaire, déjà intérieur mais encore extérieur : pêche de loisir, baignade, traitement des déchets sur les rives (Figure 40) et dépôt de déchets par les camions sur les rives.

Les pratiques observées dans le tissu urbain densément bâti diffèrent sensiblement de celles identifiées en amont du cours d'eau. Espace plutôt « creux » au cœur d'une urbanité dense, les berges constituent un socle sur lequel se déploie un éventail d'activités informelles : servant essentiellement de toilettes à ciel ouvert, de décharge pour les débris de construction ou d'entrepôt de déchets avant leur acheminement en périphérie, c'est aussi un espace voué à des pratiques quotidiennes comme la déambulation, le loisir ou la blanchisserie. L'activité de lavandier, exercée traditionnellement par les communautés de *dobhi wallas* (blanchisseurs), était répandue sur les rives de l'Adyar dans le quartier de Saidapet ; le cliché réalisé en 2014 (Figure 40) témoigne de la persistance de ces pratiques, bien que celles-ci aient aujourd'hui quasiment disparues dans la ville, notamment en raison de la pollution du cours d'eau. Le contraste entre les pratiques observées à l'extérieur

[1] D'après les propos recueillis lors d'un entretien enregistré avec Rukkumany R.H, doctorante et enseignante en architecture du paysage à l'Université Anna, le 29/11/2016 à Anna University.

et à l'intérieur de la ville tient en grande partie à la rapide dégradation de la rivière Adyar lors de son franchissement de zones industrielles à l'entrée dans la ville. Les rives sont largement pratiquées par les classes populaires. En ville, toutefois, ces populations ne dépendent pas – ou plus - directement du cours d'eau et des berges pour leur subsistance. Quelques pêcheurs s'aventurent encore, en dernier recours, dans l'estuaire de l'Adyar (Figure 40). L'estuaire fait l'objet de dynamiques propres et on y observe des pratiques spécifiques, telles que l'usage du bateau traditionnel en bois appelé *kattumaram* pour relier les quartiers de MRC Nagar et le quartier de pêcheur de Srinivasapuram (Figure 40). La rivière et ses rives sont surtout utilisées pour les loisirs : le volley-ball, le cerf-volant ou la baignade n'en sont que quelques exemples. Ce sont donc principalement les classes populaires qui pratiquent l'espace du cours d'eau au quotidien.

Mais la rivière est également investie par une minorité d'élites, les résidents des villas riveraines, les usages du quartier d'affaire MRC Nagar et des hôtels de luxe qui s'y trouvent, ou encore les membres du Boat Club qui pratiquent l'aviron sur le tronçon de Kotturpuram à l'estuaire (Figure 40). Ils sont une vingtaine, principalement des hommes, à venir s'entrainer régulièrement à l'aube ou en fin de journée. Des tournois ou évènements sportifs internationaux sont occasionnellement organisés par le Boat Club. L'environnement du cours d'eau Adyar est aussi prisé pour les qualités esthétiques et paysagères qui sont valorisées par les élites, notamment lorsqu'elles fréquentent les hôtels de luxe comme le *Leela Palace* bénéficiant d'une vue sur l'estuaire, ou le Madras Club dont la terrasse donne sur la rivière. Ces pratiques relèvent davantage de pratiques instituées puisqu'elles sont en lien avec la planification urbaine et la répartition des activités le long des rives. Finalement, tandis que les riches sont plus représentés spatialement aux abords de l'Adyar et bénéficient des activités instituées sur les rives, ce sont les populations pauvres riveraines qui déploient un large éventail d'activités quotidiennes et non instituées autour du fleuve. Les élites ne développent, quant à elles, qu'un seul type de pratique sur le cours d'eau : l'aviron.

La carte ci-dessous (Figure 40) localise et illustre les pratiques observées lors du terrain réalisé en février 2016. Par définition ponctuelles, ces pratiques sont difficilement spatialisables. Malgré les contraintes imposées par la représentation cartographique, celle-ci permet toutefois d'illustrer, avec les photographies, la variété de ces pratiques.



Figure 40 : Carte des pratiques quotidiennes sur la rivière et les rives
Source : Hochart, 2019 ; Fond de carte : Open Street Map

Espace fortement contrasté, les rives de l'Adyar sont essentiellement privatisées, et abritent des quartiers résidentiels des classes supérieures, ainsi que des *slums* et des quartiers d'habitat populaire. À partir de l'analyse des pratiques « instituées » et « spontanées », on constate que les abords de l'Adyar sont vécus et pratiqués de manière différenciée par une minorité d'habitants issus de populations situées aux extrémités de l'échelle sociale : les plus pauvres ou les plus riches. De cette coexistence, sur un même espace, de pratiques distinctes, antagonistes et parfois difficilement compatibles, émergent des conflits, plus ou moins latents, qui n'en demeurent pas moins l'expression d'une lutte sociale pour l'appropriation de cette marge urbaine.

Des pratiques peu compatibles

Alors que des populations distanciées de l'espace social côtoient un même lieu, les rives de l'Adyar, leurs pratiques différenciées, contradictoires parfois incompatibles peuvent aboutir à des tensions, voire à des situations conflictuelles. Ces tensions révèlent non seulement une compétition entre intérêts contradictoires mais aussi l'incompatibilité de certains usages (Bergstrom, Goetz, et al., 2004).

La littérature géographique emprunte l'expression « conflit d'usage » ou « conflit de territoire »[1] pour évoquer « des situations d'opposition portant sur l'utilisation de sous-ensembles spatiaux. Il s'agit de la dénonciation d'incompatibilités entre certaines formes d'appropriation ou d'exploitation des espaces et des ressources naturelles » (Melé, 2013). Cela renvoie aussi, dans certains travaux, à l'idée de compétition entre usages, de concurrences spatiales potentielles dans lequel le conflit peut être latent ou seulement sous-jacent. Ces situations révèlent des antagonismes de valeurs « consubstantiels aux discours de l'action publique ou aux représentations de l'espace » (Melé, 2003). Les visions antagonistes d'un même espace peuvent parfois être saisies sur le plan du discours et des représentations mais, comme le souligne Patrice Melé, cela ne relève pas du même type d'approche. Ainsi, cet auteur insiste sur l'importance de « réserver le mot conflit pour des situations qui constituent une manifestation de protestation ou d'opposition » (*ibid.*) pouvant prendre diverses formes. Le sociologue Lewis Alfred Coser évoque la nécessité de distinguer sentiments hostiles et conflit : « Le conflit a toujours lieu dans une action réciproque entre deux ou plusieurs personnes. Les attitudes hostiles prédisposent à un comportement conflictuel ; le conflit, au contraire est toujours une *trans*-action » (Coser, 1982 :22).

On cherche ici à saisir les territorialités sur l'espace de l'Adyar à partir de pratiques révélant des usages incompatibles, mais également par l'analyse des comportements hostiles qui émanent des discours. Plusieurs situations liées à des pratiques *sur* ou *aux abords de* la rivière[2] donnent à voir des oppositions d'intensité variable, allant des représentations antagonistes du territoire aux pratiques concurrentes jusqu'à la manifestation ouverte d'oppositions. Le plus souvent, il s'agit de territorialités concurrentes qui s'expriment

[1] Etant donné que ce ne sont pas des usages qui sont en conflit, mais bien des acteurs qui s'opposent à la remise en cause de certaines formes d'appropriation de l'espace (Melé, 2003), on peut préférer substituer l'expression « conflit de territoire ».

[2] Il pourrait à première vue sembler opportun de distinguer les pratiques habitantes qui ont lieu sur la rivière de celles qui prennent place sur les berges, et écarter de l'analyse celles qui n'auraient pas de lien fonctionnel avec l'Adyar. Or, cette distinction importe peu puisque la rivière est ici considérée comme un espace particulier, une « fenêtre » permettant l'observation des formes d'appropriation de l'espace entre plusieurs groupes sociaux.

de manière tacite, à travers des pratiques peu compatibles sur un même espace. Celles-ci concernent les relations entre les usagers du Boat Club et les résidents riverains issus de milieux populaires. Un exemple significatif de ces situations conflictuelles est rapporté par Karunakar, membre du Boat Club, qui exprime, avec ses pairs, être régulièrement la cible de projectiles (des déchets) pendant les entraînements en aviron, et recevoir des objets jetés volontairement par les populations des quartiers bidonvilles depuis les rives, en particulier à proximité du pont de Kotturpuram[1]. Ces comportements hostiles entre populations pratiquant un même espace reflètent avant tout une fracture sociale. Cela témoigne aussi du clivage entre l'espace des pratiques informelles et celui des loisirs institués. Il semble toutefois rare que la concurrence des territorialités de la rivière se manifestent de manière aussi tangible : c'est souvent plutôt à travers des visions antagonistes de l'espace, donnant lieu à des incompréhensions, des malentendus, que s'expriment ces formes d'appropriation différenciées.

De fait, au quotidien les rives sont pratiquées par des populations issues de milieux sociaux distants, donnant parfois lieu à des quiproquos ou des représentations stéréotypées ou réductrices. Une sortie de terrain sur les rives de l'Adyar à Kotturpuram en compagnie de Vinay, prenant le rôle du traducteur, a permis de recueillir le point de vue des usagers des rives. Sur les berges, trois hommes sont rassemblés autour de leurs motos, et semblent happés par leur discussion. Résidents du quartier bidonville à proximité du canal, deux d'entre eux indiquent être conducteurs de bus, et ne fréquenter que très peu cet endroit. Concernant leur activité, ils restent relativement évasifs, et ce n'est qu'à la fin de l'échange que Vinay comprend, au détour d'un commentaire, qu'ils se sont retrouvés sur les berges pour boire à l'abri des regards. L'un d'entre eux se tourne vers moi, et, en me montrant du doigt le quartier du Boat Club, s'exclame en anglais : *« vous voyez, en face, c'est un quartier complétement d'étrangers ! »*[2]*, « Son grand père amenait du lait au* Boat Club *pour les anglais »,* me traduit ensuite Vinay. Cet exemple est particulièrement évocateur des représentations populaires associées au quartier du Boat Club. Les pratiques des usagers du Boat Club apparaissent, aux yeux de l'interlocuteur, si éloignées de son quotidien, et si contradictoires avec les représentations qu'il se fait de la rivière, qu'il ne peut s'agir que d'« étrangers ». Cette idée se retrouve par ailleurs dans les propos de Joye dans l'anecdote relatée au début de ce chapitre. L'écart entre les représentations que l'interlocuteur porte sur l'espace de la rivière et la situation dont il est témoin est tel que cette mention permet de donner sens à la situation jugée invraisemblable. En d'autres termes, le recours à l'argument de l'étranger permet de réduire la « dissonance cognitive » (Festinger, 1957) éprouvée dans cette situation. Considérer ces personnes comme « extérieures » au contexte local, mal informées des normes sociales existantes, leur confère ainsi un statut de déviants tolérés puisque leurs usages de la rivière renverraient à un référent normatif autre. Par l'attribution d'un statut d'*étranger* aux personnes fréquentant le club, on en justifie l'*étrangeté* des leurs pratiques. Si cette déviance est « tolérée », c'est probablement en raison de rapports de force et de la relation dissymétrique existant entre ces groupes sociaux : ici, le caractère « d'étrangers » renvoie aux étrangers européens, situés dans une position dominante. Dans ces échanges, un autre point attire l'attention : la mention, par l'interlocuteur, du fait que son grand-père travaillait au Boat Club pour les anglais. La succession de cette remarque à celle du « quartier d'étranger » donne à penser que les représentations de cet espace ont peu évoluées au cours du temps. Auparavant exclusivement colonial et réservé aux britanniques, ce lieu est encore considéré, dans la culture populaire, comme celui des étrangers. Aussi anodins qu'ils puissent

[1] D'après l'entretien enregistré avec Karunakar au Boat Club, le 08/03/2017.

[2] "*See, opposite it is fully foreigner's area*" résident de *slum*, Kotturpuram, carnet de terrain, 26/01/2017

paraître, ces propos évoqués avec spontanéité par cet habitant d'un quartier populaire illustrent avec force la dimension coloniale associée à cet espace et aux personnes qui le fréquentent.

La coprésence sur l'espace de la rivière entre l'élite et les populations pauvres est source de tensions qui se cristallisent autour de différents aspects, en particulier autour de la question environnementale. D'un côté, les habitants des quartiers spontanés, comme ceux résident dans le *slum* de R.A Puram, à côté du Boat Club, dénoncent les pratiques de l'institution voisine, en affirmant le recours à des produits chimique pour le nettoyage de la rivière aux abords immédiats du Boat Club. Ce ne sont pas les seuls à faire le lien entre l'état de la rivière et la présence des institutions élitistes. En traversant l'Adyar en voiture sur le pont de Kotturpuram au retour du terrain avec l'équipe ARCUS, Mani, étudiant de l'université Anna commente en tamoul avec le chauffeur de la voiture : *« ici, c'est propre car c'est chez les riches*[1] *! »* Le traitement différencié de la rivière Adyar et des berges est donc perçu comme le signe d'une injustice environnementale. Celle-ci est décriée par les habitants des quartiers populaires, qui mentionnent la concentration de déchets de la ville sur les rives de leurs quartiers, attirant moustiques et maladies. Ainsi, une habitante du quartier de R.A Puram souligne que la présence de la rivière est un problème, mais depuis que le mur a été construit, cela s'est amélioré[2]. La fréquentation de mêmes espaces entre les riches et les pauvres est limitée à la coprésence. Si certains résidents du quartier sont employés au Boat Club, ils précisent qu'avec les gens du Boat Club, *« il n'y a pas d'interactions, on fait notre boulot, ils font leur boulot*[3] *».*

Sur le plan environnemental, la gestion des déchets constitue une source de préoccupation majeure, exprimée notamment au sein des classes supérieures occupant les immeubles de la rive sud, dans le quartier de Kotturpuram. Les résidents interrogés considèrent la rivière comme un problème, d'abord à cause de la pollution mais également en raison des pratiques sur les berges, et la présence de déchets. On a souvent affaire à un conflit de classe lorsque ce sont les pratiques des pauvres qui sont montrées du doigt. Une résidente indique que le problème c'est que *« ces gens utilisent la rivière comme des toilettes »,* en précisant ensuite *« les gens de cet endroit »*, en référence aux habitants des quartiers informels situés à proximité du cours d'eau.

Dans d'autres cas, il s'agit de revendications à l'encontre des pratiques des autorités publiques ; un résident affirme que le responsable, c'est *« la Municipalité. Ils amènent les ordures de différents endroits et les laissent ici. Puis ils les reprennent*[4]*»* pour les disposer à l'extérieur de la ville.

Du côté du Boat Club, la Municipalité est considérée, à l'inverse, comme l'instance qui pourrait, voire devrait, gérer la situation et encadrer l'usage informel des berges comme décharge. C'est ce que suggère Karunakar, qui a d'ores et déjà dénoncé l'usage des rives comme décharge auprès de la municipalité et demande l'interdiction de l'accès aux rives par camion[5]. On a donc affaire à des représentations très contrastées des pratiques du territoire.

---

[1] Notes terrain, sortie terrain ARCUS, février 2016

[2] "*Did you have problems with the river? Yes. Since the wall has been built it is better*" résidente de R.A Puram, carnet de terrain, 06/05/2015

[3] "*No interaction, we do our job, they do their job*" résident de R.A Puram, carnet de terrain, 06/05/2015

[4] "*The corporation. They bring the garbage from different places and leave it here. Then they take it.*" 26/01/2017

[5] D'après l'entretien avec Karunakar, 08/03/2017

La question sociale prévaut dans les discours sur les clubs et les pratiques de leurs membres. Lors d'un entretien avec photo-élicitation, Vidyadhar, évoque, en commentant la photographie de l'esplanade du Boat Club (en annexe page 476), le fait de « vendre » une image de la rivière qui serait associée à un statut social :

- *Le Boat Club? Voyez, la manière dont, si vous avez de l'argent, vous...(sans terminer sa phrase) c'est un vrai truc psychologique ! L'Adyar et le Cooum sont pleins d'eaux usées. Quand n'importe qui d'autre traverse le pont au-dessus du Cooum, il essaie de se boucher le nez ou... fait une grimace. On ne voit pas une seule personne dans le* Boat Club *faire ça : ils boivent, ils lisent, ils jouent, ils vont même en bateau sur cette rivière, ils tombent dans la rivière, reviennent et prennent un bain ... Mais, c'est une façon de... disons de rendre illégitime la rivière, et faire (inaudible) Ça montre que tout est dans la tête ! La même personne membre du* Boat Club*, quand il va là-bas (sur les rives de l'Adyar à Kotturpuram), on peut voir la grimace sur son visage, il va se plaindre de la rivière, il va se plaindre de la puanteur, mais ici (au* Boat Club*) il ne le fera pas ! Il ne le fera pas ! Parce qu'il paye pour ça ! Ils le vendent bien !*
- Même avec les moustiques...
- *Tous les clubs de Madras sont au bord de la rivière. Les gens les plus snobs, ils se plaignent toujours des commodités : ils jouent, ils boivent, ils mangent, ils socialisent au bord de ces rivières*
- Alors c'est une distinction sociale ?
- *Non, c'est un... double visage social ! Vous pouvez voir des gens… les visages de la même personne, quand il fait la plus grande fête ici, mais en temps normal il ne pourrait pas rester à côté... C'est parce qu'ils ne l'ont pas bien vendu. Cela signifie qu'intérieurement, nous sommes prêts pour cette saleté, mentalement, nous sommes prêts pour ces ordures et ces eaux usées, mais ce doit être valorisé correctement ! C'est une bonne raison pour laquelle [la rivière] peut être vraiment valorisée comme une eau ... dans un parc ou quelque chose comme ça.* [1]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Il souligne à la fois la forme d'hypocrisie dans les pratiques des élites, ce qu'il appelle le « double visage », et en même temps insiste sur ce que ces pratiques ouvrent comme champ de possibilités, si l'on parvient à valoriser ou « mettre en publicité » la rivière à la hauteur des clubs. Son commentaire a l'intérêt ici de mettre en évidence les pratiques contradictoires ou divergentes d'une même personne sur l'espace de la rivière. Le cadre de ce travail ne permettant pas d'explorer davantage cette question, on peut simplement souligner la multiplicité des expériences du territoire par une même personne. C'est une donnée que permet de traduire la territorialité, puisque, pour reprendre la formulation de Claude Raffestin, la notion reflète la « multidimensionnalité du vécu territorial des membres d'une collectivité » (Raffestin, 1986a).

La pluralité des discours associés à la rivière, et les pratiques peu compatibles déployées sur cet espace révèlent des territorialités contrastées entre différents groupes sociaux. Celles-ci se manifestent particulièrement autour des usages de groupes d'élites, qui pratiquent l'aviron, et ceux des populations pauvres résidant sur les rives.

La place attribuée à la rivière varie selon l'échelle sociale, ou l'échelle d'analyse, selon que l'on considère la totalité (ce que l'on appelle la « culture habitante »), le groupe (par exemple, les élites) et l'individu. Si dans la culture habitante, la rivière apparaît globalement dépréciée, ignorée ou considérée comme une marge, elle n'en demeure pas moins le lieu de vie et de pratiques quotidiennes pour les résidents de *slums*, tandis que les élites fréquentent plutôt les rives pour leurs activités de loisir. Ces territorialités concurrentes reflètent

[1] Extrait d'entretien 7 : Vidyadhar, le 18/04/2017 (cf. annexe page 483)

l'ambivalence du statut attribué à la rivière et les rives, à la fois marge et lieu de relégation sociale pour une majorité, mais un centre pour les groupes populaires et les élites. La coprésence de pratiques souvent incompatibles sur ce même espace donne parfois lieu à des conflits ouverts, bien que cela ait été rarement observé. Le plus souvent, ce sont des hostilités qui sont alimentées entres ces groupes sociaux, à travers des discours discriminatoires. Dans ce contexte, les problématiques liées à la question des déchets et de la pollution, associées à la présence des pauvres dans les discours dominants, cristallisent les enjeux autour de ces territorialités.

Conclusion

Ce regard sur les territorialités de la rivière à Chennai permet d'appréhender la place qui lui est attribuée dans la culture habitante. La pluralité des pratiques données à voir et des perceptions, des représentations et des affects exprimés par les habitants vis-à-vis de cet espace illustre comment celui-ci est vécu, approprié et représenté de manière différenciée par des groupes sociaux distincts. En suivant un mouvement de focalisation, ce chapitre a d'abord restitué les relations entre les habitants et les rivières dans le contexte historique et géographique, afin de pouvoir éclairer les dynamiques sociales locales contemporaines à la lumière de ces éléments. Depuis la formation de la ville de Madras, les imaginaires de la ville et du fleuve se sont succédés, superposés, hybridés et parfois concurrencés, contribuant à définir les places attribuées aux cours d'eau de la ville aujourd'hui. Le caractère imprévisible du cours d'eau a d'abord poussé les populations à construire leurs villages à distance des rivières Cooum et Adyar, avant que l'arrivée des colons britanniques ne marque un rapprochement avec les rivières, avec l'implantation du fort St-George sur les berges de la Cooum. L'imaginaire fluvial colonial occidental influence alors la planification de la ville : prévalent alors des approches technicistes sur la ressource en eau et des considérations utilitaristes, esthétiques et culturelles sur le cours d'eau.

L'enchevêtrement de ces imaginaires du fleuve permet ainsi de mieux appréhender la complexité des territorialités de la rivière qui coexistent aujourd'hui. L'analyse des dynamiques liées à l'espace de la rivière Adyar met en évidence son statut ambivalent. Elle apparaît d'abord pour une majorité d'habitants comme une marge spatiale, mais surtout sociale, à laquelle est attribué le rôle d'exutoire ou de lieu de relégation sociale. Les discours et pratiques sur la rivière révèlent une double négation du cours d'eau, laissant entrevoir une rivière ignorée ou masquée, mais aussi un espace déprécié. L'aversion suscitée par la rivière chez les habitants conduit à cet effacement du cours d'eau, matériellement et symboliquement. Pourtant, la rivière et les rives de l'Adyar n'en demeurent pas moins un centre pour une minorité, en particulier pour les groupes d'élites et les populations les plus pauvres. Cette forte polarisation sociale caractérise l'occupation des rives de l'Adyar. La cohabitation de populations issus de milieux sociaux extrêmement éloignés, aux pratiques divergentes, voire contradictoires, sur un même lieu suscite parfois des tensions pouvant conduire à des situations conflictuelles. Les dynamiques socio-spatiales peuvent alors s'observer sous l'angle de ces rapports de forces, témoins d'une lutte pour l'appropriation de l'espace urbain. Ces enjeux liés à l'appropriation sont d'autant plus prononcés que les rives de l'Adyar concentrent les dernières « poches » d'espace verts, non bâtis de la ville, devenant alors une réserve foncière pour le développement urbain. Le plus souvent, ces territorialités concurrentes s'expriment à travers des représentations antagonistes et discordantes de l'espace et de la rivière. Les représentations négatives de l'espace du cours d'eau dans la culture habitante se

confondent avec les propos discriminatoires envers les populations résidant dans les *slums*, contribuant à ériger l'Adyar en frontière morale.

Alors que ce chapitre montre comment les rapports à la rivière dans la culture habitante sont dominés par une forme de négation, les chapitres suivants s'attachent à développer la manière dont celle-ci est instrumentalisée par les élites dans des stratégies visant l'appropriation de l'espace des rives. En lien, les valeurs associées à la pollution et à la propreté, l'exacerbation des problématiques environnementales sur l'espace de la rivière contribue à alimenter des discours discriminatoires vis-à-vis des usages de l'espace par les populations des *slums* riverains. Après avoir exposé la place attribuée à la rivière par les habitants à Chennai et les territorialités qui s'y déploient, le chapitre suivant propose de mettre au jour les mécanismes du « gouvernement » de la rivière, afin d'éclairer les prémisses de la fabrique de l'Adyar comme « front écologique ». Au croisement d'une forme de négation de la rivière et des territorialités concurrentes entre des élites et des populations pauvres, ces dynamiques participent à la redéfinition des légitimités citadines à Chennai.

Les relations que les habitants tissent au cours d'eau sont plurielles et circonstanciées, et la difficulté à qualifier cet élément en révèle la complexité. Finalement, lorsque l'on considère l'ensemble des représentations que les habitants se font de la rivière à Chennai, celles-ci sont aussi variables que la réalité de ce cours d'eau, objet dynamique et évolutif. La définition des « front écologique » par Sylvain Guyot et Frédéric Richard recouvre la réalité des dynamiques observées sur l'espace de l'Adyar : « [i]nstables, fortement convoités et instrumentalisés, les fronts écologiques sont des espaces-temps transitoires et temporaires caractérisés par des conflits fonciers, d'usage et autres formes de territorialités divergentes ou concurrentes. Par conséquent, le front écologique résulte de représentations mentales discordantes et contradictoires de la « nature », elles-mêmes produites par les acteurs. Les fronts écologiques sont donc éphémères et nomadisent à travers le monde jusqu'à atteindre… "l'ultime frontière" » (Guyot, Richard, 2009 :2). Les enjeux liés à la pollution permettent de faire de l'« écologie » un instrument dans la conquête de cette ultime frontière : c'est un argument que je développe dans le chapitre 2.

Chapitre 2 – Gouverner la rivière et ses usages. La fabrique du front écologique

À Chennai, les projets de restauration écologique de la rivière s'inscrivent dans une volonté de mise en ordre et de mise aux normes de l'espace urbain ; la régulation des usages des rives, en particulier la présence des *slums* riverains, est au cœur des stratégies du gouvernement[1] des rivières. L'analyse des projets envisagés, annoncés, ou mis en œuvre sur ces espaces riverains, en lien avec l'émergence des discours environnementaux permet de mettre en évidence l'instrumentalisation de la question environnementale pour gouverner la rivière. Après avoir appréhendé, dans le premier chapitre, l'espace vécu et représenté du point de vue habitant, ce chapitre traite de l'espace planifié et gouverné, abordé sous l'angle des interventions et discours des acteurs institutionnels. Parmi un ensemble d'acteurs et d'institutions impliqués dans le gouvernement de la rivière, ce sont les autorités publiques de l'État qui occupent la plus grande place dans l'analyse, notamment en raison de la force institutionnelle qu'elles exercent. Cela n'en évince évidemment pas les modes d'action de groupes environnementalistes et militants, ainsi que des organisations transnationales, qui jouent un rôle significatif dans la production de l'espace de la rivière. Les relations entre ces différents acteurs sont d'ailleurs marquées par des influences réciproques : la création de l'agence gouvernementale *Adyar Poonga Trust*, renommée ensuite *Chennai River Restoration Trust* (CRRT), organisation principale en charge de la restauration des rivières, sous la pression de groupes environnementalistes au début des années 2000 en témoigne. La perspective proposée ici entend ainsi dépasser une vision dichotomique entre d'une part, des actions menées par des groupes d'intérêts[2] (Offerlé, 1998), et de l'autre, celles émanant des institutions : il s'agit plutôt de mettre en évidence leur intrication dans le gouvernement de la rivière. Dans cet entrelacs d'intérêts, pas toujours convergents, la mobilisation de la question de l'environnement par ces différents acteurs guide la réflexion. À travers un regard sur l'action territoriale et les discours qui l'accompagnent, l'examen de la manière dont ces derniers s'emparent de la question de l'environnement dans l'exercice d'un pouvoir contribue à éclairer les logiques du gouvernement de la rivière.

La réflexion s'inscrit dans le champ des recherches sur l'éco-gouvernementalité, autrement appelée environnementalité[3] (de l'anglais *environmentality*) ; ces termes renvoient à la gouvernementalité foucaldienne appliquée au domaine de l'environnement. Dans cette thèse, l'espace de la rivière Adyar à Chennai est appréhendé comme clé de lecture des rapports de domination autour de l'environnement. Pour cela, le concept de front écologique proposé par Sylvain Guyot (2017) s'avère particulièrement utile comme clé

[1] Le gouvernement est ici mobilisé au sens foucaldien : au-delà de l'ordonnancement socio-spatial à travers la planification urbaine, ce terme intègre la dimension du pouvoir. Il renvoie à un mode spécifique d'exercice du pouvoir : ce point est développé en première partie du chapitre.

[2] Par cette expression, je désigne les groupes privés de la société civile se distinguant du militantisme mais pouvant faire pression sur les décideurs politiques en vue de satisfaire leurs intérêts spécifiques.

[3] Dans le courant de la « political ecology », les travaux sur l'environnementalité s'attachent à analyser les rapports de pouvoir autour de l'environnement ou envers lui, qu'il s'agisse de sa gestion, de son appropriation ou des actions menées en son nom. L'inscription de ce travail dans ce champ de recherche est un point abordé dans l'introduction générale.

analytique, puisqu'il permet de penser l'environnementalité dans une approche spatialisée. Emergeant dans le contexte de travaux réalisés en Afrique du Sud, le *front écologique* « renvoie à l'appropriation « écologisante » d'espaces, réels ou imaginaires, dont la valeur écologique et esthétique est très forte » (Guyot, 2017). À la confluence de recherches sur la décolonialité[1] et l'environnementalité, le front écologique rend compte de processus « d'éco-colonisation » (Héritier et al., 2009) largement influencés par les héritages de l'apartheid (Guyot, 2009), en même temps qu'il traduit un positionnement en géographie politique critique. D'abord élaboré et appliqué pour rendre compte de dynamiques d'appropriation « écologisante » des espaces de réserves « naturelles » de pays du Sud (Afrique du Sud, Chili, Argentine), ce concept à vocation opératoire (Guyot, 2017) se transpose dans d'autres contextes. Il est ainsi mobilisé pour analyser des situations variées : les conflits multi-scalaires autour des usages du parc Wood Buffalo dans l'état d'Alberta au Canada (Héritier, 2009), les dominations à l'œuvre dans la colonisation de l'Amazonie au Brésil (Héritier et al., 2009), les conversions de terres rurales en espace « naturel » à Mexico (Blasquez Martinez, 2009), les phénomènes de gentrification rurale en Angleterre (Richard, 2009) ou encore les oppositions liées à l'aménagement du massif alpin en France (Héritier et al., 2009). L'ensemble de ces travaux attestent de la portée analytique du concept de front écologique pour la lecture de phénomènes d'appropriation de territoires au moyen d'un argumentaire écologique, ceux-ci prenant place dans des situations caractérisées par des formes de domination accrue et multi-scalaire. Le cas étudié ici, la métropole indienne, est marqué par de multiples formes de domination et de stigmatisation envers les populations pauvres migrantes, inscrites dans la réminiscence de déterminants ségrégatifs forts tels que les castes (Mosse, 2018 ; Deshpande, 2005), auxquels se conjuguent les discriminations liées à la domination coloniale. Ces dynamiques sont particulièrement intelligibles sur l'espace de la rivière Adyar, où les élites fréquentant les clubs privés de l'héritage colonial et les populations pauvres résidant dans des *slums* sur les rives sont en coprésence[2]. En ce sens, le concept de front écologique s'applique aisément au cas indien étudié ici, en considérant toutefois des spécificités locales, en particulier celles qui ont trait au contexte urbain. En effet, la logique de démarcation ou de « front » y est moins notable que dans le cas de parcs ou de zones rurales protégées.

Au regard des travaux menés sur les aménagements des berges et des cours d'eau urbains dans différents contextes, l'évocation de phénomènes de « conquête » des rives rapproche ces dynamiques de celles observées au prisme du front écologique. Les projets pionniers d'aménagement de fronts d'eau voient le jour dans les années 1960 aux États-Unis et visent la requalification d'anciens espaces portuaires désindustrialisés (Gravari-Barbas, 1991). L'exemple de revitalisation de centres urbains par la requalification des rives urbaines (fluviale, maritime) est alors reproduit dans plusieurs villes aux États-Unis, avant d'émerger en Europe dans les années 1980. Depuis les années 1990, ce modèle fortement imprégné d'occidentalo-centrisme se décline de ville en ville avec diverses variations. La profusion de ces projets à travers le réinvestissement symbolique et la requalification fonctionnelle des rives illustre le phénomène de « conquête d'une nouvelle frontière » (Gravari-Barbas, 2004). Avec l'émergence des questions environnementales, cette conquête se pare d'un argumentaire écologique (Bonin, 2007) associé à une rhétorique de « reconquête » (Gérardot, 2004). Les projets s'appuient alors sur un discours de re-naturalisation de la ville, paradoxalement détaché de préoccupations écologiques (Romain, 2010 ; Bonin, 2007). Finalement, avec la valorisation du sauvage, de l'aléatoire et du récréationnel dans les projets, le fleuve devient surtout une « nature thérapeutique » (Romain, 2014), un espace pour se ressourcer « hors la ville »

[1] Entendu non pas comme le courant des « post colonial studies » mais sous l'angle de la domination

[2] Cela fait l'objet du chapitre 1.

(*ibid.*) tout en restant dans la ville (Rode, 2017). Cette conquête des rives prend parfois la forme de patrimonialisation des cours d'eau (Ghiotti, 2009) (Verdelli, 2008). La réplication de ces projets de conquête des rives urbaines à l'échelle internationale questionne : assiste-t-on à une normalisation des modes de faire la ville ? (Scherrer, 2004) La patrimonialisation des fleuves en Europe revêt-elle un sens dans le contexte indien, où le fleuve fait l'objet d'appropriations religieuses ? (Joshi, Viguier, 2014) Bien que cette thèse n'ait pas l'ambition de développer une perspective comparative, un regard sur la ville indienne permet d'apporter quelques éléments de réflexion. Au cœur de ces dynamiques, la gentrification et les phénomènes d'exclusion sociale semblent être des dénominateurs communs de ces projets (Hochart, Verdelli, Campos, 2016) : c'est en ce sens que le front écologique est une clé de lecture intéressante.

En Inde, les rives cristallisent les enjeux d'un « environnementalisme bourgeois » (Baviskar, 2011b), avec, pour les classes supérieures, des aspirations à une meilleure qualité de vie urbaine associée à un paysage de nature. À Delhi, la rive de la Yamuna, espace « entre-deux » (Sharan, 2016) considéré comme « arrière-cour » de la ville pour la majorité des habitants, est devenue une « nouvelle frontière du développement urbain » (Follmann, 2015 ; Baviskar, 2011a). Parmi les projets de développement des fronts d'eau en Inde, le cas du fleuve Sabarmati à Ahmedabad est le plus célèbre et controversé, mené dans l'optique de construire une ville « durable » de « classe mondiale » (Pessina, 2012). Cette ambition conduit à un mode de gouvernement par l'esthétique (Ghertner, 2011b) redéfinissant la légitimité des pratiques selon les normes imposées par cet idéal de « classe mondiale ». Les rives urbaines sont un lieu privilégié de l'expression de ce mode de gouvernement, faisant l'objet de projets d'embellissement dans lesquels la notion de biodiversité n'est pas utilisée comme concept écologique mais comme une image esthétique labélisée « durable » (Follmann, 2014). Ces projets urbains sont un instrument politique et s'accompagnent d'un « tri social » avec l'éviction des populations résidant sur les rives. Les phénomènes d'exclusion provoqués par ces projets sont légitimés par l'argument écologique, difficilement contestable car répondant à des injonctions globales au développement durable (Mancebo, 2006).

Le cas de Chennai ne semble pas échapper à ces logiques, avec l'émergence de l'écologie comme registre discursif justifiant la mise en ordre et aux normes de l'espace de la rivière. La question qui conduit la réflexion dans ce chapitre est alors la suivante : *Comment la mobilisation de l'argument écologique s'articule-t-elle au dispositif de gouvernement de la rivière ?*

Dans un premier temps, la notion de gouvernement de la rivière est explicitée à travers une discussion des concepts de gouvernementalité et d'environnementalité, avant de définir le concept de front écologique mobilisé dans l'analyse spatiale. Les postures des autorités étatiques vis-à-vis du cours d'eau et des populations résidant dans les *slums* sont ensuite abordées, soulignant une informalité politique dans le gouvernement de la rivière, à laquelle s'ajoute la mobilisation de l'argument écologique. La seconde partie propose une analyse des projets d'aménagement des rivières à Chennai au prisme du concept de « front écologique ». D'une part, les imaginaires qui dominent l'espace planifié permettent de questionner un mode de planification essentiellement guidé par des considérations esthétiques ; d'autre part, il s'agit d'appréhender l'ordre moral qui sous-tend les projections sur l'espace de la rivière et qui justifie une logique de l'exclusion. Enfin, ce sont les acteurs transnationaux ou locaux qui interviennent dans le gouvernement de la rivière à Chennai - le Goethe-Institut et des groupes environnementalistes – qui font l'objet de la dernière partie.

Préambule : Structure administrative du système décisionnel à Chennai

L'Inde est une république fédérale composée, depuis 2014, de vingt-neuf États et sept territoires de l'Union (*Union territories*, administrés directement par le gouvernement central, voir la carte politique de l'Inde (Figure 1 page 37). Chaque État et chaque territoire sont divisés en districts, dont la plupart portent le nom de leur chef-lieu. Le gouvernement de l'État est représenté dans chaque district par différents agents répartis dans des départements spécifiques, selon leur fonction (l'administration territoriale, la collecte d'impôts, la gestion des ressources, etc.).

Le système d'administration local diffère selon qu'il s'agisse d'une zone rurale ou d'une zone urbaine (voir schéma ci-dessous Figure 41) : le système de gouvernement des *panchayats*[1] s'applique aux espaces ruraux tandis que les zones urbaines relèvent d'un système de municipalités. Dans ce dernier cas, le statut de la municipalité dépend de la taille de la circonscription urbaine : il s'agit d'un conseil municipal ou *town panchayat* pour les espaces en transition du rural à l'urbain, d'une municipalité pour les villes intermédiaires ou d'une corporation municipale pour les grandes villes et les métropoles, comme pour le cas de Chennai. Le territoire du district de Chennai (limites de la ville) est ensuite divisé selon des quartiers appelés *wards*.

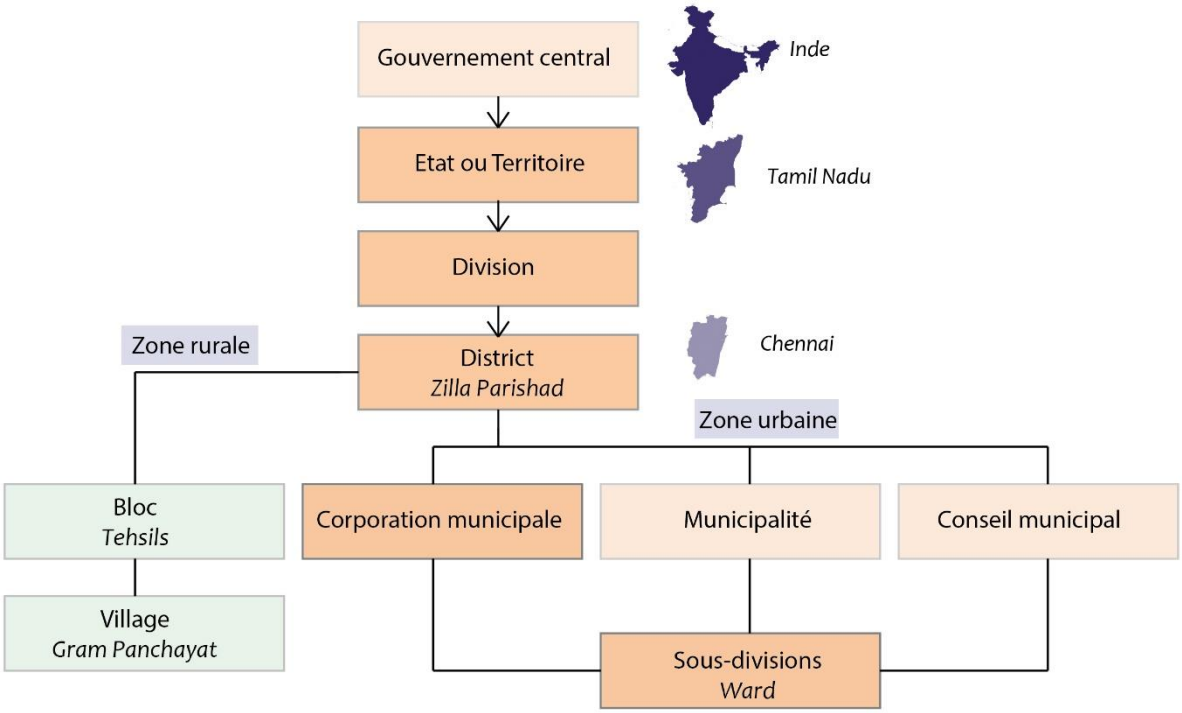


Figure 41 : Schéma du système d'administration en Inde
Source : Hochart, 2018

[1] Le mot hindi 'panchāyat' signifie « assemblée des cinq ». Ce système existe depuis plusieurs siècles en Asie du Sud. Traditionnellement, il s'agit d'un conseil formé par des anciens et chargé de l'entretien du village (irrigation, sécurité, construction, etc.) et de faire appliquer les règles locales, notamment relatives aux castes, et d'arbitrer des conflits entre individus ou communautés.

À Chennai, plusieurs instances administratives rattachées à différentes échelles spatiales interviennent et se superposent : la corporation municipale (*The Chennai Municipal Corporation*), l'autorité de développement de la région métropolitaine (*Chennai Metropolitan Development Authority*) ainsi que l'État du Tamil-Nadu (*Tamil Nadu Government*).

La corporation municipale, *The Chennai Municipal Corporation,* officiellement renommée en 2016 *The Greater Chennai Corporation* et anciennement connue sous le nom de *Madras Corporation*[1], est l'entité civique responsable du gouvernement local du district de la ville de Chennai. Depuis avril 2018, les limites du district de Chennai ont été étendues pour correspondre à celles de la *Greater Chennai Corporation*, faisant ainsi plus que doubler la superficie du district (de 178 km² à 426 km²). L'administration territoriale de Chennai relève également de l'échelon métropolitain.

La carte ci-contre (Figure 42) présente les limites de la région métropolitaine de Chennai (CMA), qui comprend le district de Chennai, 16 municipalités, 20 Panchayats de ville et 214 Panchayats de village dans 10 Unions de Panchayat. La région s'étend ainsi sur 1189 km².

L'autorité du développement métropolitain de Chennai, *The Chennai Metropolitan Development Authority* (CMDA) a été créée en 1972 et est devenue un organe statutaire en 1974 en vertu de la loi de 1971 sur la planification urbaine et municipale du Tamil Nadu (*Tamil Nadu Town and Country Planning Act*).

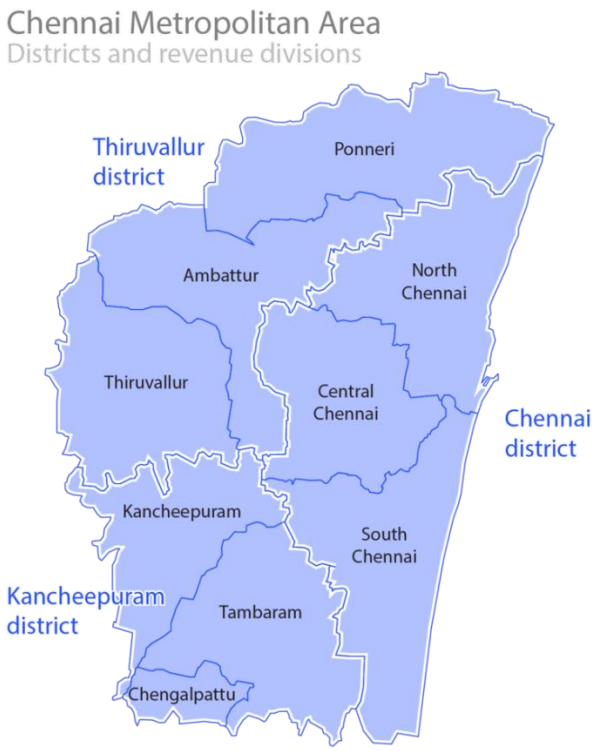


Figure 42 : Carte de la métropole de Chennai
Source : CC-by-sa PlaneMad, Wikimedia

Le CMDA est une structure parapublique responsable de la planification stratégique de la région métropolitaine à travers l'élaboration du Plan Directeur (*Master Plan*). À partir d'un diagnostic faisant notamment état de la répartition spatiale des activités, le document fournit les grandes orientations du développement futur du territoire *via* un plan d'occupation des sols prévisionnel. Ce dernier intègre les réglementations relatives à la répartition des activités et à la densité du bâti. Le coefficient d'occupation du

[1] La *Madras Corporation*, formée en 1688, est le plus ancien organe municipal du Commonwealth des Nations en dehors du Royaume-Uni.

sol[1], fixé à 2.0, a été augmenté en 2018 de 0.5 pour les bâtiments résidentiels. L'agence CMDA assure également la gestion et l'acquisition du foncier.

Les politiques urbaines à Chennai relèvent actuellement, du point de vue réglementaire, des orientations du second Plan Directeur. Commandité par la *Madras High Court* en 1995, il a été mis en œuvre en 2008 pour être supposément en vigueur jusqu'en 2026. Récemment, en mai 2018, les autorités du CMDA ont annoncé le recours à un consultant extérieur pour la préparation du troisième plan directeur[2]. Par ailleurs, un projet d'expansion de la région métropolitaine CMA est actuellement à l'étude, basé sur le modèle d'aménagement de la région de la capitale nationale. Ainsi, en 2017, le ministre du logement et du développement urbain du Tamil-Nadu annonce l'intention de septupler l'aire métropolitaine de Chennai pour en faire une « méga région » de 8 878 km², la seconde nationale après Delhi. Ce projet entre dans le cadre d'un plan stratégique régional visant au redéploiement des activités économiques sur l'ensemble du territoire, la création d'emplois et la décongestion du district de Chennai, ainsi que la facilitation des procédures urbanistiques, notamment en proposant davantage de malléabilité dans les paramètres d'occupation du sol[3].

L'élaboration des politiques d'aménagement : de la Commission du Plan au NITI Aayog

De 1950 à 2014, la mise en œuvre de programmes de développement à grande échelle a relevé d'une décision du gouvernement central à travers une instance appelée la Commission du Plan (*planning commission*). L'État central allouait ensuite les fonds aux États et territoires concernés par les projets pour leur mise en œuvre à l'échelle régionale. Dans les années 1990, le processus de décentralisation de la gouvernance a octroyé davantage d'autonomie budgétaire et politique aux États ainsi qu'aux Municipalités, qui assurent aujourd'hui un certain nombre de fonctions (administration territoriale, gestion des ressources en eau, politiques du logement, acquisition foncière, etc.) de manière indépendante.

La Commission du Plan a été pendant 64 ans l'organisme d'élaboration des politiques. Ce dernier a été maintenu dans le contexte de libéralisation de l'économie du pays des années 1990, tout en restant la cible de nombreuses critiques, liées en particulier à son inefficacité à combattre les effets des inégalités sociales (problèmes de logement, manque d'infrastructure, etc.).

En 2014, la Commission Plan a été dissoute par le gouvernement de Narendra Modi[4] et remplacée en 2015 par le *NITI Aayog* (acronyme de *National Institution for Transforming India*). Sous l'objectif affiché de promouvoir la croissance économique en palliant la lenteur des procédés de la Commission du Plan, cette réforme tend à centraliser le pouvoir et la prise de décision, moyennant une opacité des procédures budgétaires et diminuant la capacité des États fédérés à négocier avec l'État central (Sengupta, 2015).

---

[1] Le coefficient d'occupation des sols est un rapport permettant de mesurer la densité de l'occupation du sol en urbanisme. Il est obtenu en divisant la superficie de plancher d'une construction par la superficie de son terrain récepteur. À Chennai, il est fixé par le CMDA

[2] D'après l'article intitulé "CMDA to appoint consultant to prepare third Master plan for Chennai" publié dans *The Times of India* le 25/05/2018.

[3] D'après l'article intitulé « Metropolitan Area set to expand » publié dans *The Hindu* le 4/07/2017.

[4] Narendra Modi est le Premier Ministre de l'Inde depuis 2014, à la tête du parti de droite nationaliste hindou, le Bharatiya Janata Party (BJP). Chef de l'État du Gujarat de 2001 à 2014, il s'est imposé à travers un discours populiste et des réformes économiques, incarnant aujourd'hui un « national-populisme ». En obtenant la majorité absolue au Parlement lors des éléctions législatives en 2019, Narendra Modi assoit l'hégémonie des nationalistes hindous. Pour une analyse approfondie des ressorts de la politique nationaliste et des transformations de la société indienne qui en découlent, voir par exemple l'ouvrage de Christophe Jaffrelot intitulé *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique* publié en 2019.

La planification territoriale à Chennai : CMDA et entités semi-publiques

Le système décisionnel et opérationnel relatif à l'aménagement territorial à Chennai fait intervenir une pluralité d'acteurs situés à des échelles variées : de la corporation municipale aux agences semi-publiques en passant par l'échelon métropolitain.

Tandis que la CMDA se charge de la formulation et de la mise en application du Plan Directeur, l'exécution des projets fait intervenir les agences spécifiques de l'État. Parmi ces entités semi-publiques, on retrouve (pour ne citer que celles qui jouent un rôle dans la gestion des rivières et l'aménagement des rives à Chennai) :

- L'agence de restauration des rivières de Chennai (*Chennai River Restoration Trust CRRT*)
- Le département de ressources en eau (*Water Resources Department WRD*)
- Les travaux publics (*Public Work Department PWD*)
- Le département du contrôle de la pollution (*Tamil Nadu Pollution Control Board TNPCB*)
- L'agence d'éradication des bidonvilles (*Tamil Nadu Slum Clearance Board TNSCB*)
- L'agence d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées de la métropole de Chennai *(Chennai Metropolitan Water Supply and Sewerage Board CMWSSB)*

À l'échelle municipale, les départements de la *Greater Chennai Corporation* assurent principalement la collecte et la gestion des déchets, l'éclairage public, la construction et l'entretien des routes, la délivrance de permis de construire, l'entretien de canaux et des déversoirs des eaux pluviales.

Pour mieux saisir la multiplicité des acteurs et leurs rôles dans l'aménagement d'un espace urbain à Chennai, je propose de prendre l'exemple de l'aménagement des rives du cours d'eau, occupées par des populations vivant dans un quartier informel. Dans ce cas, la corporation municipale se charge du recensement des familles résidant dans les bidonvilles tandis que l'agence parastatale TNSCB assure la construction des immeubles de réhabilitation et garantit l'attribution de ces logements aux familles évincées. Ensuite, c'est le département des travaux publics qui intervient pour démolir les habitations informelles, élargir et draguer la rivière. Enfin, l'agence de restauration des rivières de Chennai CRRT est responsable de la formulation (avec appel à des consultants étrangers) et de la mise en œuvre du projet d'aménagement des rives, tout en déléguant des opérations de nettoyage des rives aux agents de la corporation municipale.

Comme on peut le noter, la mise en œuvre d'un projet d'aménagement fait appel à un large panel d'acteurs dont les fonctions sont susceptibles de se recouvrir, un tableau qui tend à se complexifier sous les effets de la globalisation avec la création d'agences transnationales et la multiplication des partenariats publics-privés. Le schéma ci-dessous (Figure 43) présente de manière simplifiée les relations et imbrications de ces différentes agences.

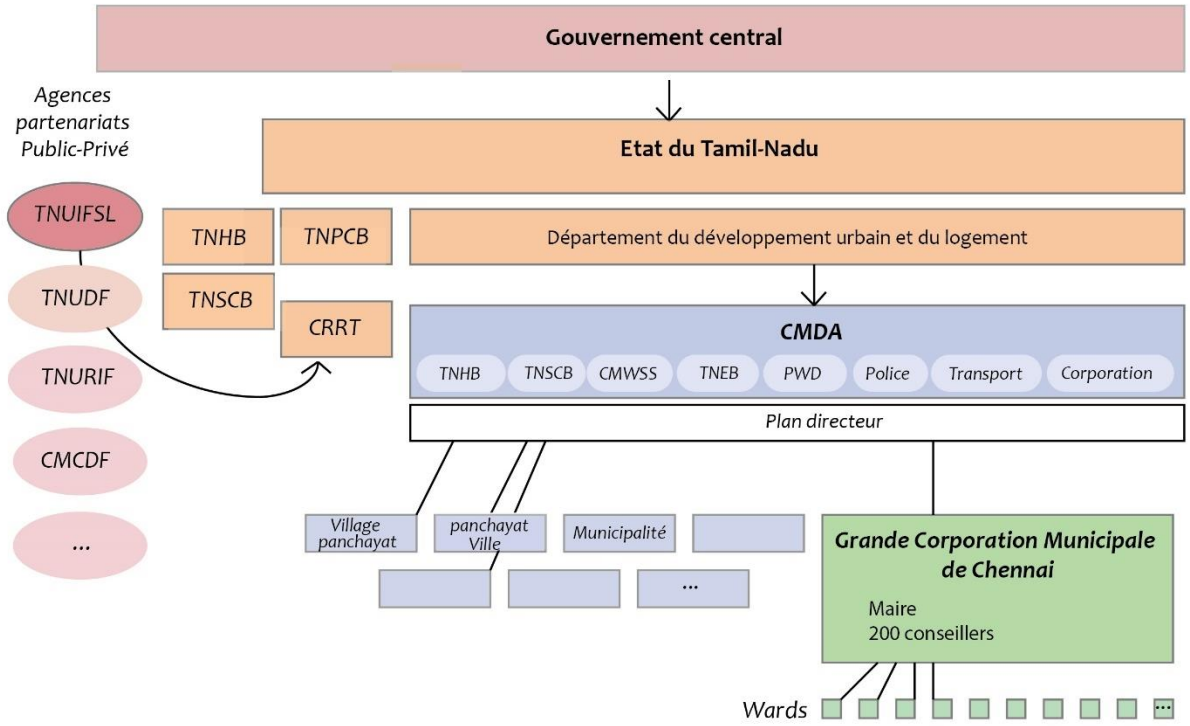


Figure 43 : Schéma des relations entre agences publiques
Source : Hochart, 2018

Dans la partie de gauche du schéma, on retrouve les organismes de financement mixtes reposant sur l'intervention du secteur privé. En effet, les États sud-indiens, et le Tamil Nadu en particulier, ont été pionniers dans la mise en œuvre de modèle de collaboration publique-privée dans les années 1990. En 1996, le TNUDF (*Tamil Nadu Urban Development Fund, ensuite rebaptisé Tamil Nadu Urban Infrastructure Financial Services Limited TNUIFSL*) a été établi avec le soutien de la Banque Mondiale pour assurer le lien entre, d'une part, les entités locales urbaineset les agences semi-publiques et, d'autre part, les capitaux de marché afin de financer les infrastructures urbaines à travers un processus d'appel d'offres concurrentiel (Coelho et al., 2013 :13). Ce nouveau mode de financement transforme alors le système de planification territoriale puisque les projets de développement urbain sont désormais sélectionnés sur la base de la capacité des agences parastatales à générer une source de revenus appropriée pour financer leurs programmes (*ibid.*).

Mais le constat du passage d'un régime dirigiste à un modèle d'économie libérale ne suffit pas à lui seul à expliquer les reconfigurations territoriales contemporaines de la métropole. Comme le montre Loraine Kennedy (2015b), il s'agit surtout d'une intervention directe de l'État avec la mise en œuvre de politiques régionales spécifiques facilitatrices de l'investissement et de l'implantation industrielle, à travers la création de parcs industriels en périphéries d'abord, puis de couloirs hyper spécialisés (*IT corridor*).

En dernier point, au-delà du grand nombre d'acteurs impliqués dans la gestion territoriale, il semble important de mentionner le haut degré de fragmentation institutionnelle qui caractérise la gouvernance à Chennai et se reflète dans la mise en œuvre des projets urbains. Le manque de coordination et de communication entre les différents départements et agences parastatales constitue un obstacle majeur à la conduite d'actions efficientes sur le terrain. À cela, il faut ajouter l'important écart entre le plan directeur élaboré par les autorités du CMDA et les réalités pratiques et politiques auxquelles doivent faire face les bureaucrates et représentants élus à la municipalité ou dans les agences de l'État. À l'instar de ce qu'a noté

Asher Ghertner pour le cas de Delhi, « la chaîne bureaucratique liant les planificateurs aux exécuteurs est indirecte et discontinue, conduisant à davantage de négociabilité dans la manière dont les plans sont mis en œuvre » (Ghertner, 2011c :511). L'ensemble de ces éléments exposés ici sur la conduite des opérations d'aménagement à Chennai est donc à recevoir avec précaution, en considérant les écarts persistants entre la planification réglementaire et la pratique du terrain autant que les marges de négociabilité entre les acteurs.

Le gouvernement de la rivière et de ses usages

Dans un premier temps, on entend d'abord éclairer les concepts et notions relatifs au gouvernement pour situer le questionnement dans le champ de l'environnementalité – avant d'explorer les postures des autorités vis-à-vis du cours d'eau. On s'applique ensuite à rendre compte de l'ambivalence des postures des autorités publiques vis-à-vis des rivières, en montrant en particulier comment l'informalité permet le gouvernement de la rivière, à savoir l'imposition d'un ordre socio-spatial sur les rives du cours d'eau.

L'entrée de la gouvernementalité dans la *political ecology*

Cette première section propose de revenir sur les définitions des concepts de gouvernementalité et d'environnementalité mobilisés dans l'analyse du gouvernement de la rivière. Il s'agit d'abord de restituer le contexte d'émergence de ces réflexions, avant de retracer les différentes interprétations et mobilisations des concepts.

La gouvernementalité : anatomie des micro pouvoirs

Dans la famille lexicale de « gouverner », les termes de « gouvernement », « gouvernance », mais aussi « gouvernementalité » rendent compte des dynamiques profondes des systèmes politiques. Étymologiquement, le terme gouverner provient du verbe grec *kubernân* qui signifie d'abord diriger un navire avec le gouvernail, puis par extension, ce terme s'est appliqué à la conduite d'un char. Employé de façon métaphorique par Platon pour désigner le fait de gouverner les hommes, il a donné naissance au verbe latin *gubernare* revêtant les mêmes significations[1]. Le terme *guverner* signifiait alors « exercer le pouvoir politique ». Dans un article publié en 1938, Gustave Dupont-Ferrier revient sur l'emploi du mot « gouverner » et ses dérivés dans les institutions françaises du Moyen Âge. Au-delà des différentes acceptions du terme à travers les époques, quelques notions communes se retrouvent dans les usages du mot « gouverner », notamment l'idée d'« avoir en main la force publique », ou encore de « maintenir la paix et le bon droit » (Dupont-Ferrier, 1938 :49). Aux 9ème et 10ème siècles, c'est une conception ecclésiastique du gouvernement qui domine, avec seule la théocratie entendue comme gouvernement légitime[2] : gouverner signifie alors « établir dans la cité humaine, l'ordre préalable au Salut, dans la cité céleste » (*ibid.* :50). L'auteur note que *gouverner* a souvent été associé au terme *administrer* et *régir* (en latin *regere* avec ses dérivés : régime, régimen, rector). Au 15ème et 16ème siècle, *gouverner* était utilisé dans le sens de maintenir, administrer et « ordonner la chose publique » (*ibid.* :53). Même si la locution gouvernement apparaît peu accolée à celle de pouvoir, *gouverner*

[1] D'après une note intitulée « Étymologie du terme "gouvernance" » rédigée par Corinne Huynh-Quan-Suu, disponible en ligne à l'adresse : http://ec.europa.eu/governance/docs/doc5_fr.pdf ainsi que le dictionnaire en ligne Littré, https://www.littre.org/definition/gouverner

[2] L'auteur note que sous les Carolingiens, les écrivains sont presque tous ecclésiastiques, et insistent sur le fait que « nul ne *gouverne* sans être le lieutenant de Dieu » (Dupont-Ferrier, 1938 :49).

était avant tout « détenir l'autorité » (*ibid.* :54). On retrouve d'autres acceptions du terme telles qu'approvisionner, nourrir ou entretenir, voire soigner. *Gouverner* était un verbe également appliqué de manière réflexive : là où l'on dirait aujourd'hui *se conduire*, ou *se comporter*, on rencontrait au 15ème siècle l'expression « *se gouverner* » au sens de *se maîtriser*, *gouverner* sa raison, son cœur. Ainsi, l'adage voulait que « quiconque ne *se gouvernait* pas lui-même risquait fort d'*être gouverné* » (*ibid.* 57). Il y a là une acception semblable à celle reprise par Michel Foucault à travers son expression le « gouvernement de soi ». Finalement, malgré les différents usages du terme *gouverner* à travers les époques, il semble que son sens ait été peu altéré, renvoyant peu ou prou à l'idée de la conduite, la direction et l'exercice d'un pouvoir.

Le terme « gouvernement » désigne à la fois un processus et une institution. Il est entendu ici au sens foucaldien de mode d'exercice d'un pouvoir. Entre « gouvernance » et « gouvernementalité », le sens diffère, bien que ces notions présentent une réelle parenté théorique (Crowley, 2003). En examinant l'étymologie du terme gouvernance, il apparaît que celui-ci était employé en ancien français pour désigner « l'art et la manière de gouverner », une acception supplantée au 14ème siècle par le terme « gouvernement » avant d'être repris dans le milieu anglophone. Une note de Corinne Huyn-Quan-Suu relative à l'étymologie du mot explique le recours récent à ce terme en français :

> « Le mot anglais *governance* a été remis à l'honneur dans les années 1990 par des économistes et politologues anglo-saxons et par certaines institutions internationales (ONU, Banque mondiale et FMI, notamment) de nouveau pour désigner « l'art ou la manière de gouverner », mais avec deux préoccupations supplémentaires [:] d'une part, bien marquer la distinction avec le gouvernement en tant qu'institution; d'autre part, sous un vocable peu usité et donc peu connoté, promouvoir un nouveau mode de gestion des affaires publiques fondé sur la participation de la société civile à tous les niveaux (national, mais aussi local, régional et international). »[1]

En effet, la notion est aujourd'hui teintée du discours sur la « bonne gouvernance » promue par la Banque mondiale et reprise par d'autres acteurs internationaux du développement (Crowley, 2003). La gouvernance est associée à « un idéal normatif associé à la transparence, à l'éthique, à l'efficacité de l'action publique » (Pitseys, 2010), et les critiques du concept évoquent son rattachement à une pensée managériale et au capitalisme techniciste (*ibid.*). La gouvernance est d'abord une technique de gestion, souvent conduite par projet et visant l'efficacité. L'émergence du concept de gouvernance correspond à la mise en œuvre de nouvelles normes gestionnaires néolibérales dans la planification urbaine : « démantèlement des agences publiques de fourniture de services urbains, privatisation des parcs de logements publics sociaux, montée de nombreuses formes de partenariat entre public et privé qui brouillent les frontières entre ces deux domaines, diffusion du *New Public Management* au sein des gouvernements locaux » (Morange, Spire, 2017). Cela s'accompagne d'une mise en concurrence des territoires : « [l]e tournant néolibéral va ainsi de pair avec la diffusion et la circulation d'agendas urbains entrepreneuriaux (Harvey, 1989) destinés à permettre aux villes de rejoindre le "portefeuille" des villes compétitives et attractives, grâce à des efforts de régénération ou de requalification des territoires. » (*ibid.*)

Finalement, « la gouvernance représente davantage une manière de penser l'action publique qu'un dispositif précis » (Pitseys, 2010). Elle « n'opère plus comme un synonyme de gouvernement mais comme un terme alternatif, qui situe le pouvoir dans un lieu d'échange à l'intersection de la sphère économique, la sphère publique et la sphère associative » (*ibid.*). En somme, la gouvernance peut être considérée comme une

[1] D'après une note intitulée « Étymologie du terme "gouvernance" » rédigée par Corinne Huynh-Quan-Suu, disponible en ligne à l'adresse : http://ec.europa.eu/governance/docs/doc5_fr.pdf

« technique de gestion sociale reposant sur la création d'une relation de confiance entre les différents partenaires du processus de décision politique » (*ibid.*). Pour autant, ce terme est amplement mobilisé dans les recherches anglophones, où il renvoie à la fois aux processus et aux systèmes d'acteurs, dans une approche globalisante[1].

La gouvernance suggère une forme d'instrumentalisation de la relation entre les dirigeants et les populations, avec la mise en œuvre d'une stratégie consciente visant à l'adhésion de ces dernières. Pisteys souligne l'importance de ce point :

> « Le pouvoir public, plutôt que d'imposer un ordre de l'extérieur, tente au contraire de tenir l'objet de la norme dans la plus grande proximité, de le « faire venir à sa main ». La gouvernance réactive cette fonction de guidance, tout en la réarrimant à un discours sur la légitimité morale des décisions prises. Tandis que le droit classique impose une contrainte extérieure à l'individu, la gouvernance entend orienter de l'intérieur son comportement : susciter des réflexes souhaitables, obtenir les régularités attendues, inciter à l'adoption d'une conduite jugée « correcte ». En somme, il s'agit d'associer l'acteur à la formation de la norme et le convaincre à son élaboration. » (Pitsey, 2010)

Si l'on s'en tient à cette définition, la gouvernance semble se rapprocher de la gouvernementalité de la pensée foucaldienne, au sens où elle comprend également l'idée de gouverner « de l'intérieur » au travers de mécanismes visant à normaliser les comportements. En bref, convaincre plutôt que contraindre la population. Pourtant, la gouvernementalité dépasse le cadre de cette définition pour englober une critique de l'État, marquant le renouvellement des approches sur l'analyse du pouvoir. Michel Foucault définit la gouvernementalité comme « la rationalité propre au gouvernement de la population », à la rencontre entre les techniques de domination exercées sur les autres et les techniques de soi. Dans sa leçon au collège de France en 1978 intitulée *Territoire, sécurité, population*, il en donne une définition plus étayée :

> « Par gouvernementalité, j'entends l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, quoique très complexe de pouvoir, qui a pour cible principale la population, pour forme majeure de savoir l'économie politique, pour instrument essentiel les dispositifs de sécurité. Deuxièmement, par "gouvernementalité", j'entends la tendance, la ligne de force qui, dans tout l'Occident, n'a pas cessé de conduire, et depuis fort longtemps, vers la prééminence de ce type de « gouvernement » sur tous les autres : souveraineté, discipline, et qui a amené, d'une part, le développement de toute une série d'appareils spécifiques de gouvernement, et, d'autre part, le développement de toute une série de savoirs. Enfin, par « gouvernementalité », je crois qu'il faudrait entendre le processus, ou plutôt le résultat du processus par lequel l'État de justice du Moyen Âge, devenu aux XVème et XVIème siècles État administratif, s'est retrouvé petit à petit « gouvernementalisé » » (Foucault, 2004 :111-112).

La gouvernementalité correspond ainsi à un certain mode d'exercice du pouvoir où gouverner, c'est « avoir à l'égard des habitants, des richesses, de la conduite de tous et de chacun une forme de surveillance, de contrôle, non moins attentive que celle du père de famille sur la maisonnée et ses biens » (Foucault, 1994b : 642). Le propre de la pensée de Michel Foucault est de dépasser la rupture entre le « politique » et le « non-politique », ce qui relèverait de la sphère privée, sociale : « [a]u contraire, il y a continuité, homologie, emboîtement, entre les formes de gouvernement des conduites qui se déploient à toutes les échelles du social, et dont le système articulé forme, précisément, la « gouvernementalité ». Il en résulte que la

[1] Dans la recherche anglophone, les travaux menés dans le contexte indien emploient le terme de « governance » dans un sens assez proche de celui associé à la « gouvernementalité » : Alexander Follmann (2015), Asher Ghertner (2011a).

gouvernementalité se lit de manière privilégiée dans toutes les formes du "gouvernement des vivants" » (Crowley, 2003).

C'est donc un déplacement du regard sur les processus constitutifs du politique qui est en jeu (*ibid.*). En effet, la gouvernementalité permet de déconstruire les approches sur le pouvoir et l'État : il n'est plus question uniquement des institutions mais des techniques mises en place pour gouverner les populations. C'est ainsi que Michel Foucault entend poser les jalons d'une « microphysique » du pouvoir, dans laquelle l'individu n'est non plus considéré comme le point d'application mais comme le véhicule du pouvoir. Comme le souligne Pierre Lascoumes, « Michel Foucault s'éloigne délibérément des conceptions appropriatives du pouvoir, pour l'envisager sur un mode relationnel et productif dont le "bio-pouvoir" est la forme accomplie » (Lascoumes, 2004 : 2).

> La gouvernementalité selon Foucault (Lascoumes, 2004) implique que les conditions d'un gouvernement rationnel résident dans le façonnement d'une population qui deviendrait un élément consubstantiel du projet gouvernemental en ayant intériorisé un ensemble de normes et de valeurs transmises par le biais des politiques éducatives, sociales, morales etc. La biopolitique, *via* le biopouvoir, cherche à appliquer une politique de contrôle sur la vie des êtres humains qui habitent un territoire dans le but de protéger leur capacité vitale à adhérer au projet visé par la gouvernementalité. Autrement dit, « la gouvernementalité est ce qui permet d'établir des liens entre savoirs, institutions et subjectivités – liens qui visent à rendre une réalité gouvernable » (Guyot, 2017 :24)

Pour Michel Foucault, « s'attacher à l'étude de l'instrumentation dans la gouvernementalité, c'est se donner les moyens de mieux comprendre les modalités par lesquelles l'action publique s'efforce d'orienter les relations entre la société politique (*via* l'exécutif administratif) et la société civile (*via* ses sujets administrés), mais aussi entre les sujets eux-mêmes » (Lascoumes, 2004). Cela se fait au moyen d'un savoir spécifique produit et intégré par les sujets eux-mêmes. En considérant l'étroitesse des liens entre savoir et pouvoir, la « gouvernementalité » s'inscrit dans une approche résolument critique de l'État, à la différence de la notion de « gouvernance », plus globalisante. La pensée foucaldienne, souvent accusée d'être trop théorique, a toutefois permis le déploiement d'un éventail d'interprétations du concept de gouvernementalité en sciences sociales. Finalement, « si la gouvernementalité est furtive dans les mots de Foucault, elle est comme une piste en pointillé à explorer, une invitation majeure à repenser « le » politique » (Laborier, 2014 :171). Sa pensée a largement influencé le courant de la *political ecology*, dans lequel les auteurs ont cherché à montrer comment les discours dominants établissent des « vérités » sur l'environnement et le développement qui s'avèrent déterminantes pour l'action politique (Benjaminsen, Svarstad, 2009).

Le front écologique, une approche spatialisée de l'environnementalité

Le concept d'éco-gouvernementalité est relativement récent puisqu'il apparaît d'abord dans le monde scientifique anglophone au milieu des années 1990, sous différents termes tels que *environmentality*, *eco-gouvernmentality* ou encore *green-governmentality*. Le terme renvoie à une adoption et une adaptation de la gouvernementalité foucaldienne au domaine de l'environnement. Les approches critiques sur les discours environnementaux dans le milieu académique français émergent à cette même période. Le sociologue Pierre Lascoumes évoque, en 1994, l'enjeu politique associé à la « préoccupation environnementale » à travers son

ouvrage intitulé l'*éco-pouvoir*[1]. Ses travaux attestent de la montée d'un « gouvernement rationnel du vivant » au moyen de l'essor du savoir « expert » sur l'environnement, allant de pair avec la construction sociale du « problème de l'environnement ». Ce sont donc des relations entre savoir et pouvoir sur l'environnement dont il est question. Néanmoins, l'éco-pouvoir de Pierre Lascoumes s'articule à partir d'un regard centré sur l'action publique environnementale (les institutions gouvernementales), ce qui le distingue des travaux sur l'éco-gouvernementalité tels qu'ils sont menés dans le milieu anglophone. Il rappelle d'abord que l'environnement est une construction sociale récente - l'apparition du terme « environnement » dans le dictionnaire Larousse date de 1972 - aux contours relativement flous (*ibid.*). Selon Timothy W. Luke, l'imprécision qui entoure le terme « environnement » est utilisée pour garantir l'adhésion des masses (Luke, 1995). Parmi les précurseurs sur l'éco-gouvernementalité, l'auteur montre que le savoir écologique est la base constitutive de l'éco-gouvernementalité (Luke, 1995). Ce sont ensuite surtout les travaux du politiste Arun Agrawal qui marquent l'entrée de la notion de gouvernementalité dans la *political ecology*. Son approche relève du champ d'études de l'« environnementalité » qui vise l'examen des intrications entre savoir, politique, institutions et subjectivité au regard d'une nouvelle injonction, la gestion environnementale. Selon lui, « l'environnementalité fait référence aux savoirs, aux politiques, aux institutions et aux subjectivités qui viennent d'être liés à l'émergence de l'environnement en tant que domaine qui nécessite réglementation et protection » (Agrawal, 2005a :226).

À partir de ses enquêtes menées à Kumaon, région du Nord de l'Inde, Arun Agrawal (2005a) montre comment l'irruption de l'environnement en tant que domaine de régulation et de conservation conduit à l'implication d'agents dans un « gouvernement par le bas » qu'il nomme le gouvernement « intime » (« *intimate government* » (Agrawal, 2005b)). Ce procédé s'accompagne d'une formation des mentalités des agents qui se positionnent comme défenseurs de l'environnement, ce qu'il définit comme la « production de sujets environnementaux » (Agrawal, 2005a). Ainsi, Arun Agrawal argumente pour que les modifications en termes de savoirs experts, de politique, d'institutions et de subjectivité ne soient plus étudiées de manière fragmentée, mais en tenant compte de leurs imbrications et leurs modes d'interaction. Le champ de recherche sur l'environnementalité entend rendre compte des procédés de gouvernement qui tendent à normer les relations entre les personnes et les relations des personnes aux milieux. L'article de Stéphanie Rutherford portant sur la « *green-governementality* » (2007) figure également parmi les références dans ce domaine. Son interprétation des analyses sur le pouvoir rejoint les constats de Luke sur l'éco-savoir (*eco-knowledge*) et insiste sur l'idée foucaldienne que les individus sont les véhicules du pouvoir et non son point d'application. L'éco-gouvernementalité est alors entendu comme la production de vérités au sujet de l'environnement utilisées pour gouverner (Rutherford, 2007 : 295). La biopolitique s'intéressant à l'ensemble des êtres vivants devient une « écopolitique » qui implique alors que la science écologique « devienne fondamentale dans la production de régimes de gouvernementalité créant les conditions permettant d'évoquer la nature comme quelque chose qui aurait d'urgence besoin d'être gouvernée par des experts particulièrement bien placés » (Rutherford, 2007 : 298). Son constat d'un régime d'éco-gouvernementalité actuel mondialisé et caractérisé par la collusion entre les organisations internationales, les États et les ONG environnementales, se rapproche de celui dressé par Robert Fletcher (2010) qui met en évidence les logiques d'une « gouvernementalité néolibérale ». La plupart des auteurs notent le changement d'échelle des discours

[1] Il argumente sur la montée d'un « éco-pouvoir », c'est à dire « une reprise en main par les experts scientifiques et techniques des décisions essentielles en matière de gestion des milieux d'administration des risques et de construction sociale des problèmes d'environnement » (*ibid.* :286)

environnementaux, qui s'inscrivent désormais dans les clous d'une injonction globalisée. L'environnementalité néolibérale (Fletcher, 2010) implique alors une re-spatialisation du pouvoir avec l'entrée en scène et la montée en puissance d'acteurs transnationaux dans le domaine de l'environnement (*ibid.*). Stéphanie Rutherford termine son article en pointant la nécessité d'une meilleure articulation entre les échelles des régimes d'éco-gouvernementalité et montre les limites de l'usage de cette notion en géographie. Ainsi, elle souligne que « le pouvoir est mis en œuvre quelque part - pas simplement comme métaphore, mais dans une réalité spatiale. Le pouvoir fonctionne par le biais d'institutions, de gouvernements, de sociétés et d'organismes qui sont particulièrement et matériellement situés » (Rutherford, 2007:303). L'auteure en appelle donc à une plus grande intégration de la notion d'espace qui est consubstantielle de celle de pouvoir (*ibid.*).

La question de la domination *via* l'environnement a été largement influencée par la pensée foucaldienne, et l'éco-gouvernementalité a été particulièrement développée par les travaux menés dans la recherche anglophone. En comparaison, on trouve relativement peu de recherches françaises sur la domination et l'espace en lien avec l'environnement (Clerval et al., 2015). Sylvain Guyot note que l'environnementalité ou « éco-gouvernementalité » sont des concepts très peu investis dans les recherches francophones (Guyot, 2017 :23). Cela se vérifie d'autant plus dans les approches spatiales en contexte urbain, où les réflexions sur l'environnementalité demeurent en marge.

Pour répondre aux critiques adressées à l'éco-gouvernementalité, notamment celles qui soulignent son manque de spatialisation, le géographe Sylvain Guyot propose le concept de front écologique (Guyot, 2017). Considérant les notions de gouvernementalité et de territorialité comme deux facettes complémentaires de la géographie politique actuelle, il entend, à travers le front écologique, construire leur interrelation pour qu'elle puisse être intelligible et opérationnelle (Guyot, 2017 :32). Selon lui, « les fronts écologiques correspondent aux processus territoriaux initiés par les différents régimes d'environnementalité » (*ibid.* :30), ce qui « vient confirmer la définition d'un front écologique comme l'association territoriale entre un pouvoir et une idéologie environnementaliste, qui serait l'application plus ou moins aboutie de vérités scientifiques » (*ibid.* :30). Si le concept est pensé dans un sens relativement large, l'auteur fournit toutefois trois critères précis qui permettent d'identifier ces dynamiques spatialisées :

> Il peut s'agir indifféremment de paysages grandioses (haute chaîne de montagnes, étendue désertique, campagnes « ancestrales » etc.) ou d'une biodiversité en péril quels que soient l'échelle et/ou le contexte géographiques. Les fronts écologiques répondent néanmoins à quelques critères géographiques bien précis :
>
> – l'appropriation « écologisante » d'espaces par des « éco-conquérants » renvoie à un processus de conquête physique et/ou idéologique,
>
> – l'existence d'une tête de pont, d'où est initiée la conquête (métropole, station balnéaire, camp touristique, résidence secondaire etc.),
>
> – parfois une limite ultime, physique ou mentale, difficilement atteignable comme le ciel, les fonds océaniques, le sous-sol, etc. (Guyot, Richard 2009)

Le concept de front écologique peut donc s'appliquer à des réalités variées. Dans le cas des dynamiques liées aux projets sur la rivière Adyar à Chennai, il offre une grille de lecture des logiques d'exclusion légitimées par un argument écologique. Néologisme « à plusieurs facettes » (Guyot, 2009), le front écologique permet de penser les évolutions spatiales en lien avec la frontière (Héritier et al, 2009). Bien qu'il soit mobilisé essentiellement dans le contexte d'espaces de confins ruraux, en position périphérique ou peu urbanisés

(Guyot, 2009, Héritier et al., 2009), cette notion peut toutefois se transposer à l'analyse des dynamiques observées en contexte urbain : l'échelle et le contexte sont différents, mais les processus à l'œuvre sont sensiblement les mêmes. La seconde partie de ce chapitre développe les apports du concept et la manière dont il est mobilisé dans ce travail.

L'expression « gouverner la rivière », titre de ce chapitre, traduit l'inscription de ce travail dans le champ de l'environnementalité. Le recours au terme « gouverner » accolé à celui de « rivière » peut surprendre (on parle plus fréquemment de gestion, planification ou encore aménagement de la rivière) : il est à entendre ici au sens figuré. Ce choix témoigne de la volonté d'exprimer la dimension politique qui sous-tend l'organisation de l'espace. L'expression fait également allusion aux travaux phares sur l'éco-gouvernementalité tels que le célèbre ouvrage d'Ostrom intitulé « *Governing the commons »* (Ostrom, 1990), et s'inspire de recherches récentes menées dans le contexte indien ou sud asiatique, en particulier l'article d'Asher Ghertner intitulté « *Rule by aesthetics »* (régner/gouverner par l'esthétique) (Ghertner, 2011b), l'ouvrage d'Anne Rademecher, « *Reigning the river »* (régner sur la rivière) (Rademecher, 2011), ou encore le livre d'Alexander Follmann « *Governing riverscapes* » (gouverner les paysages fluviaux) (Follmann, 2015). L'idée de « gouvernement » des cours d'eau n'est pas absente des recherches francophones, et on la retrouve dans le champ de la géographie politique radicale : Jean Aristide Perrin intitule sa thèse « *Gouverner les cours d'eau par un concept : Etude critique de la continuité écologique des cours d'eau et de ses traductions* » (Perrin, 2018) en référence à la construction des discours environnementaux ; l'article d'Alice Ingold, « *Gouverner les eaux courantes en France au XIXe siècle, Administration, droits et savoirs* », porte sur l'examen des savoirs légitimés dans la juridiction des cours d'eau au cours de l'histoire (Ingold, 2011). L'expression « gouverner la rivière » peut renvoyer à une pluralité d'aspects. Dans cette recherche, son recours porte la revendication d'une approche critique en géographie politique, et renvoie avant tout au gouvernement des populations *par* la rivière, en même temps qu'au gouvernement *de* la rivière.

Gouverner par l'informalité : dérégulation, ambiguïté, exception(s)

Dans un premier temps, le regard porte sur les acteurs du gouvernement de la rivière et leur positionnement. Parmi ces acteurs, les autorités publiques - la Municipalité, la Métropole (CMDA) et les départements de l'État - détiennent une force institutionnelle importante. L'examen des discours officiels, des documents de planification et des projets associés à l'espace des rivières urbaines met en évidence les enjeux du gouvernement des cours d'eau à Chennai. Les deux premières sections dressent avant tout le contexte dans lequel prennent place les projets urbains sur la rivière, développés par la suite. En abordant les actions associées au traitement des rivières par les autorités étatiques, puis celles liées au traitement de l'habitat informel, ces deux sections montrent ensemble la manière dont ces deux registres d'action se rejoignent dans le gouvernement de la rivière. Dans un dernier temps, les actions et discours des autorités sur la rivière sont mis en perspective, révélant des approches contradictoires qui oscillent entre la négation de la rivière et son instrumentalisation politique. Cette inconstance de la posture des autorités publiques s'avère jouer un rôle significatif dans le gouvernement de la rivière. À partir des réflexions menées par Ananya Roy sur l'informalité comme mode de planification (Roy, 2005, 2009), et poursuivie par Alexander Follmann dans le cas des rives urbaines à Delhi (Follmann, 2016), il s'agit de souligner la portée instrumentale de l'informalité dans le gouvernement de la rivière à Chennai.

Du traitement de la rivière : clôture et invisibilisation

En premier lieu, les documents officiels, discours et interventions des autorités publiques vis-à-vis de la rivière rendent compte d'un phénomène d' « invisibilisation ». Par ce terme, je fais référence à l'action de rendre la rivière « invisible », afin qu'elle échappe à la vue, cela concerne d'abord le plan matériel, mais également symbolique (absence de la rivière dans les discours, par exemple).

D'abord, dans le plan directeur élaboré par le CMDA, les rivières Kosasthalaiyar, Cooum et Adyar sont relativement peu mentionnées, en dehors de deux sections spécifiques du rapport qui ont trait au système de drainage et à l'environnement. Le premier volet fait état des données hydrographiques des cours d'eau, atteste des inondations successives et rapporte les résultats d'études hydrologiques réalisées par les consultants engagés depuis les années 1990. Il aboutit à la formulation d'un plan d'atténuation des inondations et d'amélioration du système de drainage des eaux pluviales ainsi qu'à un programme de conservation, le *Chennai City River Conservation Project*. Les rivières sont essentiellement considérées en termes hydrologiques, où leur fonction d'évacuation des eaux pluviales prime. Cela fait écho aux discours habitants désignant la Cooum et l'Adyar comme canal de drainage (cf. chapitre 1). La section du Plan Directeur relative à l'environnement présente les cours d'eau comme des « transporteurs d'eaux usées » :

> « Chennai est traversé par trois rivières (Kosasthalaiyar, Cooum et Adyar), B'canal et d'autres canaux et drains naturels et artificiels. Les cours d'eau de Chennai ne sont pas pérennes par nature et reçoivent le débit d'une crue uniquement pendant la saison de la mousson ; le reste de l'année, ils servent de transporteur d'eaux usées provenant des stations d'épuration et autres » (CMDA, chap12)

À l'image des représentations habitantes dominantes, le rapport officiel témoigne d'une approche « fonctionnaliste » des rivières urbaines, considérées avant tout comme des transporteurs d'eaux de mousson ou des canaux de drainage des eaux usées urbaines.

Une seconde observation interpelle dans l'examen de la posture des autorités publiques vis-à-vis du cours d'eau urbain : sur le schéma du Plan Directeur prévisionnel de 2026 (voir Figure 44 ci-dessous), on constate que les cours d'eau figurent en vert dans la catégorie « espace récréatif » et ne sont pas classifiés comme « cours d'eau », alors qu'il existe pourtant une catégorie « plan d'eau ». En outre, sur les plans d'occupation du sol de 1973 et de 2006, l'Adyar, la Cooum et le canal ainsi que les ruisseaux de la ville figuraient dans la catégorie « cours d'eau ». On peut s'interroger sur l'évolution de cette classification et y voir un élément révélateur du statut qu'attribuent les autorités au fleuve, dans la ville et dans le développement urbain.

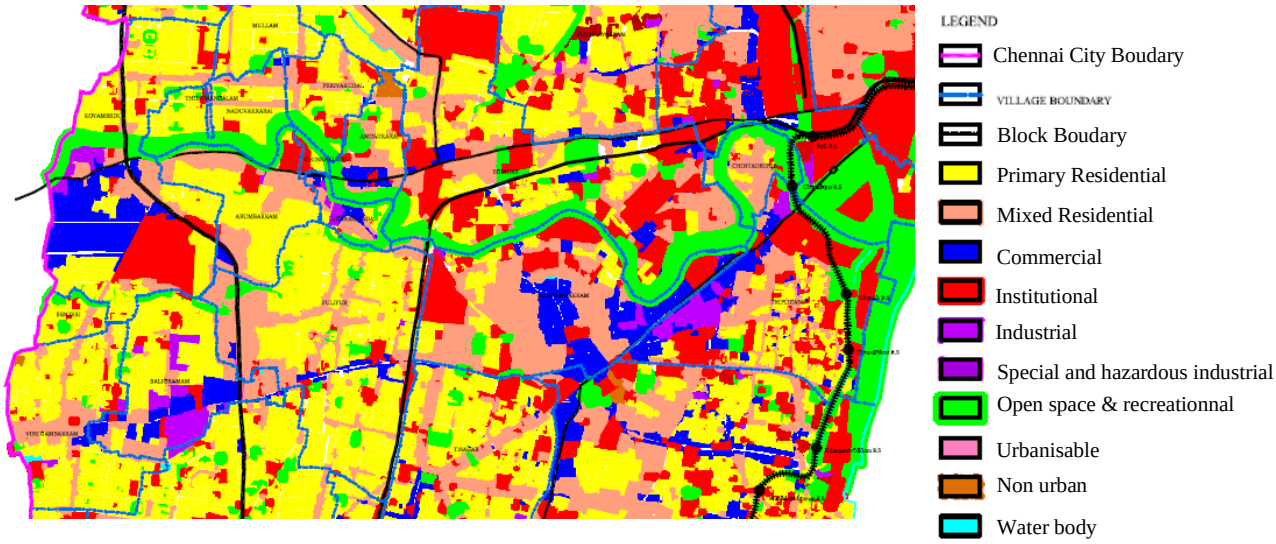


Figure 44 : Carte extraite du 2ème Plan directeur, prévision de l'occupation des sols en 2026
Source : CMDA, 2008

Cette brève analyse des documents de planification suggère que le Cooum, l'Adyar et la canal Buchingham ne sont pas abordés ni traités comme des rivières ou des cours d'eau par les autorités, ce qui est confirmé à l'épreuve des faits. Cette forme de négation du cours d'eau est notablement illustrée à travers l'exemple du canal Buckingham, non seulement recouvert par le système ferroviaire MRTS mais également par les bâtiments accueillant les stations du MRTS (Figure 45 et Figure 46), qui sont construits sur l'espace du canal.



Figure 45: Photo de la station de MRTS de Kotturpuram, construite sur le canal Buckingham
25/12/2016



Figure 46 : Photo de la station de MRTS Lighthouse au dessus du canal Buckingham
28/02/2016

On retrouve une volonté de masquer physiquement les cours d'eau dans l'espace urbain dans les efforts entrepris par les autorités publiques (le CRRT et PWD) pour ériger des murs aux abords des cours de la ville, notamment le long du canal Buckingham. Les photographies (Figure 47 et Figure 48) ci-dessous en attestent.



Figure 47 : Photo de la construction d'un mur aux abords du canal Buckingham, Pughs Road
19/02/2016



Figure 48 : Photo du mur le long de la Cooum, Anna Nagar
25/02/2016

Le traitement des cours d'eau par les autorités publiques semble relever davantage du traitement réservé aux égouts qu'à celui d'un fleuve. L'obstination à murer et invisibiliser les cours d'eau en réponse à leur état de pollution résonne avec les projets hygiénistes menés sur les rivières urbaines en Europe, comme le voûtement de la Senne à Bruxelles, par exemple (Lestel, Carré, 2017).

Les discours officiels associent la construction de murs aux abords du cours d'eau, à sa protection, voire aux mesures de nettoyage. Cet argument se retrouve dans la presse, mentionnant que « *le Cooum [est] clôturé pour un meilleur nettoyage* »[1] et les projets de requalification des rives s'accompagnent implicitement de la clôture de la rivière : « *les travaux sur les pistes cyclables, les parcs, les passerelles et les clôtures le long de l'Adyar seront lancés sous peu, a déclaré le maire Saidai Duraisamy. Le corps civique a déjà commencé les travaux le long de la rivière Cooum* »[2]. Dans certains cas, comme dans le quartier de Jafferkhanpet, la construction de murs et l'installation de luminaires sur les ponts sont réclamés par les résidents pour des raisons de sécurité, afin de prévenir les accidents[3]. Globalement, les mesures de clôture de la rivière sont justifiées par les autorités publiques par le souci de la protection du cours d'eau ; le mur serait un moyen de prévenir ou d'empêcher les comportements « abusifs » des habitants envers la rivière. Les termes d'« abus » (*abuses*) ou de « mésusage » (*misuse*) reviennent le plus fréquemment dans les discours officiels. Ils font référence au rejet des déchets dans le cours d'eau par les habitants ou encore à l'empiétement sur le cours d'eau, entendu comme l'occupation des rives par les populations pauvres, ces deux pratiques étant souvent amalgamées. Ainsi, Viswenathan, représentant du CRRT, évoque au cours de notre entretien portant sur les projets du gouvernement qu'*« il y a d'abord le projet de construction de murs d'enceinte, les clôtures de la rivière pour prévenir les abus »*[4]. Par ces propos, il justifie d'abord le fait de murer la rivière, tout en évoquant implicitement les abus des habitants à son égard.

[1] D'après l'article intitulé « Cooum fenced for better cleaning" publié dans *The Hindu* le 06/11/2013.
[2] D'après l'article intitulé « Work on parks along Adyar river to begin soon" publié dans *The Hindu* le 01/08/2016.
[3] D'après l'article intitulé "Keep or kill? Causeway over Adyar at crossroads" publié dans *The Hindu* le 27/12/2016.
[4] "*First there is the plan of building compound walls, the fencing of the river to prevent abuses*." propos issus de l'entretien avec Dr. Vishwanathan (CRRT), le 21/03/2016.

En avril 2018, le projet de construction d'un mur « massif »[1] le long de la rivière Adyar est annoncé comme partie intégrante du projet de restauration écologique de l'Adyar (ce projet est explicité plus en avant). Ainsi, une somme de 6,3 millions d'euros (51 crore[2] roupies) est prévue dans les dépenses de la Municipalité pour murer 22 kilomètres de cette rivière longue de 42 kilomètres[3]. Les travaux incombent à la direction de l'agence CRRT, et impliquent la Grande municipalité, le TNSCB ainsi que les travaux publics (PWD), autorité propriétaire des rives. De la même manière, c'est la protection de la rivière qui est mise en avant par les représentants officiels de l'État, dont le discours est retranscrit dans la presse : « *le gouvernement de l'État a élaboré un plan détaillé pour 52 panchayats*[4] *de villages à forte densité de population afin d'éviter le déversement de déchets dans la rivière Adyar* »[5] annonce le percepteur de Kanchipuram, tandis qu'un article du journal *Times of India* présente le projet comme un moyen de « *lutter contre le déversement des ordures et l'empiétement illégal* »[6]. L'objectif est également celui de la prévention des empiétements : « *le principal objectif des clôtures était d'empêcher tout empiétement supplémentaire, le rejet de déchets et la restriction de l'accès le long de la digue. "Le déchargement des ordures le long de l'Adyar à la colonie de Malligai Poo Nagar n'a pas encore cessé, car la clôture le long de la rivière ne ferme pas les rives du bidonville*" »[7]

Ces propos issus d'un article du *Times of India* illustrent l'amalgame entre la présence des *slums* sur les rives (désignés par empiétement) et l'état de pollution de la rivière, qui prévaut dans les discours officiels. Ces deux pratiques sont désignées par l'expression « utilisation abusive » : « *sur le long terme, la clôture empêchera l'utilisation abusive de la rivière* », affirme un agent de la Corporation municipale. Ce projet fait toutefois l'objet de contestations de la part des résidents, notamment parmi les classes aisées habitant les quartiers de Gandhi Nagar et Adyar dont les manifestations ont été plus visibles. En janvier 2019, une pétition est signée pour s'opposer à la construction du mur, et une chaine humaine est organisée en guise de protestation contre le projet[8]. Selon eux, la clôture empêcherait la ventilation naturelle et pourrait nuire à l'écoulement de la rivière en cas d'inondation.

Fortement associée à la question environnementale, la rivière est surtout abordée sous l'angle de la pollution, et en particulier des pollueurs, par les autorités publiques. L'argument environnemental semble être mobilisé pour normer les comportements des habitants, scindés entre ceux « autorisés » et les autres considérés comme « abusifs ». En fin de compte, le traitement de la rivière par les autorités publiques renseigne davantage sur la manière de gouverner les populations qui y résident que les actions d'ordre environnemental. Cela se confirme dans la mise en œuvre de stratégies de surveillance et de légitimation des usages de la rivière.

---

[1] D'après l'article intitulé "Chennai: "'Massive' wall coming up along Adyar river" publié dans *Deccan Chronicle*, le 05/01/2019.

[2] Le crore est une unité de mesure indienne. Un crore roupies équivaut à 100 000 000 roupies, tandis qu'un lack équivaut à 100 000 roupies.

[3] D'après l'article intitulé "Coming, a 25-km wall along Adyar" publié dans *The Hindu*, 05/04/2018.

[4] Le *panchayat* est la structure administrative à l'échelon du village.

[5] D'après l'article intitulé "Tamil Nadu government keen on fencing Adyar river" publié dans *The new Indian Express*, le 26/04/2018.

[6] D'après l'article intitulé "Adyar restoration : City corporation to fence 22km of river" publié dans *Times of India*, 23/09/2018.

[7] D'après l'article intitulé "Filthy banks of Adyar irk residents" publié dans *Times of India*, le 26/10/2018"

[8] D'après l'article intitulé "Adyar residents to protest against concrete fencing on river bund" publié dans The Times of India, le 06/01/2019.

Du traitement des *slums* : la prévalence du déguerpissement

Les discours et les pratiques du gouvernement vis-à-vis du cours d'eau dénotent surtout une invisibilisation des populations résidant dans les *slums* riverains. Cela se manifeste dans la conduite des projets de restauration écologique des rivières ou d'aménagement des rives, qui induit systématiquement l'éviction de ces populations. Ce point est plus amplement développé par la suite. Le traitement des *slums* dans les villes indiennes fait l'objet d'une vaste littérature (Dupont, 2007, 2008, 2017, 2018 ; Saglio-Yatzimirsky, Landy, 2013 ; Raman, 2011). Plus spécifiquement à Chennai, les travaux mettent en évidence une évolution du traitement des *slums* essentiellement guidée par des intérêts politiques (Raman, 2011), et soulignent les stratégies actuelles de déguerpissement des *slums* situés sur les berges pour la récupération du foncier urbain (Coelho, Raman, 2010, 2013).

Parfois appelé *slum*, bidonville, quartier d'habitat spontané, quartier informel à l'habitat précaire : le vocabulaire abonde pour désigner ce type d'habitat dans les études urbaines. Au-delà des traits caractéristiques globalement partagés (construction en dehors du système de production « formel » de logement, usage de matériaux légers ou traditionnels, insalubrité, manque d'infrastructure etc.), ces quartiers présentent des singularités en fonction du contexte local, comme en témoigne la variété d'appellation rencontrée selon les régions : *kuppam* ou *chery* en tamoul, *basti* en hindi etc. L'enjeu de la désignation de ces habitats et habitants est de taille : il a été montré l'effet de la catégorisation des *slums* et de leurs habitants sur le traitement qui en est fait (Dupont, 2018). Toutefois, dans ce travail, le terme émique de *slums* est privilégié pour désigner cette réalité, parfois indistinctement substitué par le terme de « bidonvilles » ou encore par l'expression « quartiers d'habitat informel ». Pour clarifier l'usage du terme *slums*, l'encadré ci-dessous (Encadré 5) reprend la définition officielle du *slum* en Inde.

Encadré 5 : Définition du *slum* en Inde

La place des *slums* dans les villes et leur traitement par les pouvoirs publics nous renseignent ainsi sur la vision politique et sociétale de la ville et de l'accès à la ville en Inde. Légalement, les *slums* sont définis dans les termes suivant : « zone compacte d'au moins 300 personnes ou environ 60 à 70 ménages, constituée d'habitations congestionnées et pauvrement construites, dans un environnement insalubre, généralement sans infrastructure adéquate et dépourvue d'équipement sanitaire et d'approvisionnement en eau potable. » (Dupont, 2007)

L'important exode rural et les migrations des années 1960 et 1970 ont conduit au développement de quartiers d'habitat spontané dans les interstices urbains inoccupés. Bien que ces quartiers soient répartis de manière diffuse dans le tissu urbain, on note une plus grande concentration de ce type d'habitat le long des voies de chemin de fer, des routes ou encore des cours d'eau. D'après les données de recensement, 19% de la population de Chennai habitait dans des bidonvilles en 2001 et 28,5% en 2011 (Census of India, 2011), ce qui la place au troisième rang des villes avec une forte concentration de *slums*, après Mumbai et Kolkata. Aujourd'hui, sur l'ensemble des 300 000 ménages répertoriés, issus des 1230 quartiers d'habitat spontané de la ville (Census of India, 2001), 50 000 environ (soit 16,7%) sont situés le long des cours d'eau[1]. Du fait de leur localisation à proximité du cours d'eau, sur des terrains non constructibles ne permettant pas un développement *in situ* (c'est à dire la reconstruction des habitations ou amélioration des infrastructures sur

[1] En 2017, d'après l'étude menée par l'organisme « Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network »

place), ces *slums* sont classés « *objectionable* » (terme que l'on peut traduire par « répréhensible » ou « inacceptable ») par l'agence de l'État responsable de la requalification et du développement de l'habitat spontané (TNSCB). On retrouve ce terme dans de nombreuses notes du TNSCB. Pourtant, le rapport intitulé *From Deluge to Displacement: The Impact of Post-Flood Evictions and Resettlement in Chennai* souligne le caractère illégal et extrajudiciaire de ce terme :

> « La terminologie utilisée pour classer les bidonvilles, y compris « développé », « sous-développé», «inacceptable», «acceptable», «tenable» et «intenable» dans le notes de politique générale du Département du logement et du développement urbain et divers autres documents du Gouvernement du Tamil Nadu, sont extrajudiciaires, car cette terminologie ne relève pas du domaine de la Loi de 1971 sur les *slums* (1971 Slum Act). Pourtant, les habitants de *slums* son évincés car leurs habitations sont situées dans des « zones inacceptables » (par exemple, celles situées près des rivières, des basses terres, des zones côtières et des bordures de routes) sur la base de ces classifications. »[1]

Le flou lié à la classification des *slums* comme « répréhensible » prend part à l'informalité politique qui caractérise le gouvernement de la rivière ; c'est un point développé dans la section suivante.

La répartition des quartiers d'habitat spontané le long des différents cours d'eau de la ville est fortement inégale : les berges du canal Buckingham concentrent 26 300 ménages en situation précaire, la Cooum 14 257 et l'Adyar 9 539 (voir le tableau en Figure 49 et le graphique en Figure 50 ci-dessous)[2]. Ces chiffres sont à nuancer en fonction de la longueur des cours d'eau dans les limites de la ville. Le canal Buckingham traverse Chennai sur 31 km, soit une distance deux fois plus grande que celle parcourue par le Cooum (16 km) et l'Adyar (15 km).

Situation géographique en fonction du cours d'eau	Nombre de ménages habitant des quartiers précaires	Longueur du tronçon (en km)
Adyar	9 539	15
Cooum	14 257 (dans les limites de la ville : 13 500, hors des limites : 757)	16
Buckingham Canal	26 300 (Nord : 9 000, Central : 5 300, Sud : 12 000)	31

Figure 49 : Tableau de la répartition des ménages riverains
Source : Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, Housing and Land Rights Network, 2017

[1] Rapport intitulé "From Deluge to Displacement: The Impact of Post-Flood Evictions and Resettlement in Chennai", Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network, New Delhi, 2017, p.47

[2] *From Deluge to Displacement: The Impact of Post-Flood Evictions and Resettlement in Chennai*, Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network, New Delhi, 2017

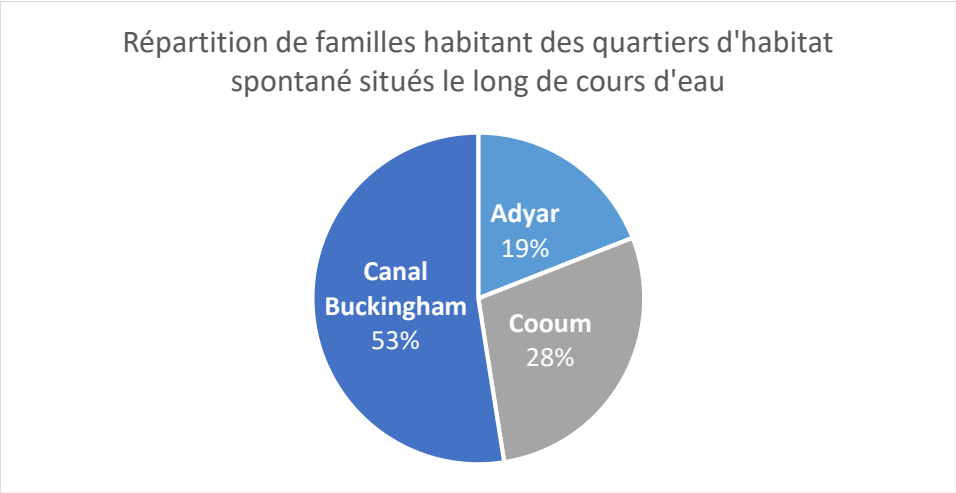


Figure 50 : Graphique de la répartition des familles habitant des *slums* riverains
Source : Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, Housing and Land Rights Network, 2017

Avec un nombre plus important de *slums* sur les abords de la Cooum que sur les rives de l'Adyar, ces chiffres reflètent également la fracture sociale qui persiste entre les quartiers nord de Chennai, plus populaires, et la partie sud de la ville, plutôt élitiste[1].

Le gouvernement de la rivière est étroitement associé au gouvernement des populations qui résident sur leurs rives, en particulier les habitants de *slums*. Pour comprendre les logiques du gouvernement actuel des espaces riverains, il faut les replacer dans le contexte des politiques liées à la question de l'habitat informel. Un résumé succinct de l'évolution du traitement des *slums* dans les programmes officiels depuis les années 1950 est proposé à cet effet, tout en soulignant la nécessité de considérer le *hiatus* entre discours et pratique. La loi nationale d'amélioration et de nettoyage des zones précaires (*National Slum Areas Improvement and Clearance Act*) de 1956 a été la première loi habilitant le gouvernement à documenter les bidonvilles, incluant des mesures pour l'amélioration des logements sur place. D'abord appliquée à Delhi, elle a ensuite été étendue à d'autres grandes villes du pays. La distinction entre les bidonvilles *notifiés* et *non notifiés* a été introduite, produisant un nouveau critère d'exclusion pour la fourniture de services de base. L'agence de l'État responsable de la requalification et du développement de l'habitat spontané, le *Tamil-Nadu Slum Clearance Board* (TNSCB) a ensuite été créée en 1970 dans l'objectif de fournir des conditions de vie décentes et des infrastructures basiques aux populations pauvres résidant dans des quartiers informels. Depuis sa création, l'objectif annoncé du TNSCB a évolué en fonction des intérêts politiques, mettant en œuvre différents programmes, pour répondre aujourd'hui à l'exigence d'une « ville sans bidonville ». À la fin des années 1980, les politiques urbaines en Inde ont reflété un changement majeur du rôle de l'État[2], passant du statut de fournisseur de logements à celui de facilitateur, à travers la promotion de partenariats publics-privés (Raman, 2011). Les années 2000 ont ensuite marqué un tournant décisif dans l'approche de l'État envers le bidonville : une succession de plans de renouvellement urbain a été mise en œuvre pour faire face au problème de la précarité résidentielle, en donnant la priorité au relogement des habitants en périphérie.

[1] Cet écart social s'explique par l'histoire du développement historique même de la ville, comme abordé dans la première partie du chapitre 1, et se voit aujourd'hui de plus en plus renforcé par les politiques publiques.

[2] Les politiques de logements en particulier, les orientations politiques de la Commission nationale sur l'urbanisation en 1988 et la politique nationale du logement en 1994 ont introduit un changement dans le rôle de l'État.

Après le projet pilote de modernisation urbaine JNNURM[1] mis en œuvre de 2005 à 2013, le Plan national de renouvellement urbain Rajiv Awas Yojana, de 2013 à 2015 (aujourd'hui « *Housing for All* ») ambitionne des villes sans bidonvilles d'ici 2020. À Chennai, les années 2000 ont marqué le début de grands programmes de relogement en périphérie, sur deux sites principaux localisés à une vingtaine de kilomètres de la ville. Ces programmes se sont heurtés à nombre de dysfonctionnements dans leur mise en oeuvre et de résistances de la part de habitants, ce qui explique en partie leur bilan mitigé. Ils ont globalement servi à la construction d'immeubles sur les sites périphériques, qui ont accueilli les résidents de *slums* sinistrés de l'inondation : c'est un point développé dans le chapitre 7. Ainsi, des habitants issus de 78 quartiers d'habitat spontané différents ont été relogés sur les sites de Kannagi Nagar and Semmenchery. En 2016, 25 828 appartements avaient été construits sur ces deux sites, accueillant 129 000 personnes (IRCDUC, 2017). Quelques 33 924 appartements supplémentaires sont en cours de construction sur les sites d'Okkiyum Thoraipakkam, de Perumbakkam et de Thiruvotriyur à un coût de 1 775,6 crore roupies (soit 227 millions d'euros au 18/03/2019) (*ibid.*).

En retraçant, dans les grandes lignes, l'évolution des politiques urbaines liées à la problématique de l'habitat informel, les enjeux sociaux inhérents au gouvernement de la rivière apparaissent plus distinctement : les projets urbains sur les rives s'inscrivent dans la logique de production d'une « ville sans bidonville » (Roy, 2014) à travers des opérations de déguerpissement des *slums* et du relogement des habitants sur des sites périphériques.

La section précédente a montré une posture des autorités étatiques caractérisée par une forme de négation de la rivière avec des actions qui consistent à invisibiliser le cours d'eau en murant ses abords. Ici, l'examen des politiques du traitement des *slums* sur les rives révèle la prévalence de l'éviction des populations, dans l'objectif de construire une « ville sans bidonville », mais également dans une stratégie de récupération du foncier urbain. Ces actions et discours de l'État dénotent d'un flou relatif à la planification urbaine : la rivière et ses rives apparaissent comme un espace indéfini, tout du moins dans les documents de planification. Tandis que le traitement de la rivière s'apparente à celui d'un égout, lorsqu'il s'agit de la murer ou de l'invisibiliser, ses rives constituent un enjeu foncier important, justifiant des opérations de déguerpissement des *slums*. Ces traitements différenciés manifestent une forme d'ambiguïté dans la posture des autorités étatiques vis-à-vis de l'espace de la rivière.

L'informalité politique comme mode de gouvernement

L'ambigüité de la posture des autorités publiques dans le traitement des *slums* comme de la rivière à Chennai peut être assimilée à l'informalité politique, caractéristique des pratiques de planification urbaine dans les métropoles indiennes, et plus généralement du mode de gouvernement. C'est notamment l'argument qu'a développé Alexander Follmann dans sa thèse sur la planification des rives de la Yamuna à Delhi (Follmann, 2016). En s'appuyant sur les réflexions d'Ananya Roy sur l'informalité urbaine, il montre comment

[1] *Jawaharlal Nehru National Urban Renewa Missionl* (JNNURM) est un projet de réforme du système urbain à grande échelle mené de 2005 à 2013 par le Ministère du Développement urbain, visant l'amélioration des infrastructures et services dans 65 centres urbains stratégiques dotés d'un potentiel de croissance économique, et le renforcement de la gouvernance municipale. La mission appuie les partenariats public-privé, et est accompagnée par la création de zones économiques spéciales (ZES, en vertu de la Loi sur les zones économiques spéciales, 2005), ce qui donne l'initiative au secteur privé et vise à créer des conditions optimales pour améliorer les exportations, les investissements privés et la création d'emplois.

l'informalité constitue le mode de planification urbaine qui permet à l'État de contourner ses propres normes environnementales afin de mettre en œuvre des projets sur les rives. Dans le champ des recherches subalternes (*subaltern studies*) et postcoloniales, les travaux de l'urbaniste Ananya Roy font autorité en matière d'informalité urbaine. Elle propose de dépasser les récits dominants sur « l'échec de la planification » en Inde - et plus globalement dans les Suds – qui s'attachent à analyser la « crise urbaine » des Suds comme un manque de planification, en examinant la structure de l'informalité urbaine (Roy, 2009). Par un regard sur l'informalité urbaine (en l'occurrence les *slums*) et les réponses étatiques à l'informalité (développement *in situ*, relogement, etc.) l'auteure entend en éclairer les contradictions (Roy, 2005).

Parmi de nombreux autres exemples, celui de la métropole de Bengaluru illustre particulièrement ces contradictions : de plus en plus planifiée, la ville connaît pourtant un essor important de ses zones franches (les zones économiques spéciales), espaces de bénéfices exceptionnels que David Harvey appelle les « *geobribes* » (Harvey, 1989). C'est pourquoi, selon Ananya Roy, « la planification urbaine en Inde doit être comprise comme la gestion des ressources, en particulier foncières, à travers des procédés dynamiques d'informalité » (Roy, 2009 :80). Elle définit cette informalité comme « un état de dérégulation, où la propriété, l'usage et l'affectation du foncier ne peuvent être ni fixés ni cartographiés ni à partir d'un ensemble de régulations ni à partir de la loi. En effet, la loi est ici elle-même rendue ouverte et sujette à de multiples interprétations et intérêts, le « droit en tant que processus social » est aussi idiosyncratique et arbitraire que ce qui est illégal » (Roy, 2009 :80). L'apport de ces réflexions dans le domaine des études urbaines et postcoloniales tient notamment du décalage du regard sur l'informalité, détachant la notion d'informalité d'une vision souvent attachée aux sphères subalternes pour rendre compte de son rôle dans le gouvernement urbain. En effet, dans l'introduction du numéro de la revue *L'Espace politique* intitulé « Informalité politique, pouvoirs et envers des espaces urbains », Sébastien Jacquot, Alexis Sierra et Jérôme Tadié (2016) soulignent que, dans les travaux en sciences sociales, l'informalité reste souvent abordée comme un secteur économique (le secteur informel), ou appréhendée dans sa dimension spatiale (découpage entre espaces formels ou informels). Or, l'informalité se saisit tout autant à l'angle des pratiques (Jacquot et al., 2016) : cette perspective permet d'ailleurs de prendre davantage la mesure des imbrications et des hybridations entre le formel et l'informel. Ces interrelations sont consubstantielles à la production des normes et du territoire :

> « [c]es chevauchements entre pratiques formelles et informelles dans le contrôle de la ville montrent une diversité de pouvoirs et d'instances régulatrices. Dans cette configuration, l'informalité n'apparaît pas seulement comme conséquence d'un ordre juridique. L'imbrication du formel et de l'informel met en jeu plus fondamentalement les règles et les normes qui produisent des territorialités et des ordres juridiques ou légitimes localisés » (Jacquot et al., 2016).

L'informalité, en créant « un état d'exception arbitraire » (Roy, 2009) constitue un aspect des relations de pouvoir et un instrument d'accumulation et de domination des pouvoirs publics dans la fabrique de l'urbain. Il s'agit donc d'un instrument du pouvoir pour détourner, temporairement ou à titre exceptionnel, l'ordre légal établi. L'informalité politique renvoie donc aux « pratiques en décalage avec les normes en place [qui] participent de la fabrique urbaine, traduisent des marges de manœuvre négociées ou affirmées, et remettent en jeu les conceptions du légitime et de l'illégitime » (Jacquot et al., 2016).

À la lumière de ces réflexions, et en particulier à partir des travaux menés par Alexander Follmann sur les rives urbaines de Delhi (*op cit.*), il est possible d'identifier des logiques d'informalité politique qui dominent le mode de gouvernement de la rivière urbaine à Chennai. Les dynamiques d'urbanisation de la zone de

l'estuaire de l'Adyar dans les années 2000 fournissent un exemple particulièrement illustratif du rôle de l'informalité dans le gouvernement de l'espace des berges. Les rives urbaines à Chennai sont, depuis 1991, soumises aux normes de régulation des zones côtières (*Coastal Zone Regulation*) encadrant la construction sur les terrains côtiers, les berges, rivages et rives de fleuve etc. Le contenu officiel de ces normes est présenté ci-dessous (Encadré 6).

Encadré 6 : La régulation des zones côtières (CZR)

Le développement d'activités et les constructions sur les espaces côtiers et littoraux en Inde sont soumis à une réglementation spécifique visant leur préservation environnementale. En vertu de la Loi nationale de 1986 sur la protection de l'environnement, la zone de régulation côtière (*Coastal Zone Regulation* CRZ) est déclarée en 1991, avant d'être actualisée en 2001 et une nouvelle fois en 2011.
D'après cette déclaration, la zone de régulation côtière est une zone de délimitation précise où l'installation et l'expansion de toute industrie, les opérations ou procédés de manutention, de stockage ou d'élimination des substances dangereuses sont restreints, dans le but d'assurer la sécurité des moyens de subsistance des pêcheurs et des communautés locales, conserver et protéger les étendues côtières et promouvoir le développement de manière durable.

Les zones côtières sont classifiées en 4 zones sur lesquelles s'applique un cadre réglementaire spécifique (d'après CRZ 2011 – MoEF) :
- La catégorie CRZ I comprend la zone comprise entre la ligne de marée basse et la ligne de marée haute. Elle concerne des zones écologiquement sensibles aux caractéristiques géomorphologiques jouant un rôle dans le maintien de l'intégrité du littoral : les mangroves, les récifs coralliens, les parcs nationaux et marins protégés par la Loi de la protection de la vie sauvage de 1972, la loi sur la conservation de la forêt de 1980 ou de la protection environnementale de 1986, les réserves fauniques et forestières et les zones d'habitats ou proches des aires de reproduction, les sites patrimoniaux importantes ainsi que les zones pouvant être affectées par l'élévation du niveau de la mer en raison du réchauffement climatique. Sur le CRZ I, aucune nouvelle construction n'est permise, hormis les projets liés à la production ou le transport énergétique. Sur les zones considérées comme moins sensible sur le plan écoloque, certians activités sont tolérées (l'exploitation de gaz naturel et l'extraction de sel, stations de désalinisation, construction de ponts, des liaisons maritimes trans-portuaires, routes sur pilotis ou piliers, etc.)

- La catégorie CRZ II comprend les zones développées (substantiellement construites) situées à proximité du rivage, ou comprises entre la ligne de marée basse et la ligne de marée haute. Les zones développées désignent les zones situées à l'intérieur des limites municipales et disposant d'un drainage adéquat, de routes d'accès, de réseaux de distribution d'eau, de canalisations d'égout et d'installations d'infrastructures. La construction de bâtiments est autorisée uniquement à l'intérieur des terres à côté d'une route existante ou de bâtiments existants. La reconstruction de bâtiments est autorisée en fonction de leur adéquation avec le coefficient d'occupation des sols. L'installation de stations de desalinisation ou de génération d'énergie à partir de sources non conventionnelles, et enfin le stockage de charges non dangereuses sont permis.

- La catégorie CRZ III comprend des zones relativement peu perturbées qui n'appartiennent ni au CRZ I ni au CRZ II. Cela inclut les zones côtières dans les zones rurales et les zones urbaines qui ne sont pas substantiellement développées. La zone allant jusqu'à 200 mètres à partir de la ligne de haute marée (dans le cas de front de mer) et jusqu'à 100 mètres des étendues d'eau doit être désignée comme une «Zone de non développement» (NDZ). Seules certaines activités liées à l'agriculture ou certaines installations publiques sont autorisées dans cette zone.

- La catégorie CRZ IV comprend la zone aquatique jusqu'aux limites territoriales. La pêche et les activités connexes sont autorisées dans cette zone. Les déchets solides doivent être évacués de cette zone. Cette zone a été modifiée depuis 1991 et couvre les étendues côtières des îles Andaman et Nicobar et de Lakshdweep. Elle intégre également les espaces nécessitant une protection environnementale spécifique telles que les CRZ dans les limites du Grand Mumbai, les CRZ du Kerala ainsi que de l'État de Goa.

Les rivages et berges de rivières sont concernées par ces régulations. Les abords de l'Adyar sont soumis à la régulation côtière II. La carte ci-dessous (Figure 51) spatialise cette délimitation.

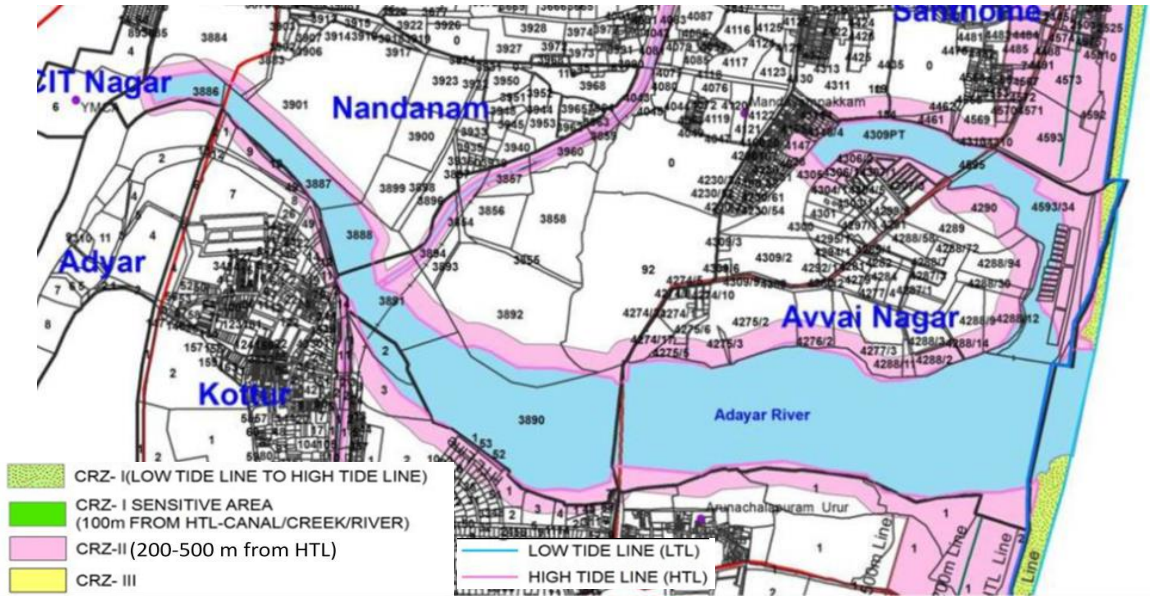


Figure 51 : Carte des zones côtières le long de l'Adyar
Source : CMDA, 2008

Après avoir exposé le cadre réglementaire relatif au développement sur les littoraux, il convient de mentionner la forte variabilité dans l'application ces régulations aux nombreuses exceptions. Par ailleurs, cette réglementation fait l'objet de remaniements politiques. Ainsi, en 2004, le ministère indien de l'environnement et des forêts (MoEF) a commandé une révision de la réglementation côtière Notification de zone (CRZ) de 1991, dans le cadre d'un examen plus vaste de la législation environnementale nationale. L'objectif était alors le passage d'un cadre de réglementation à un cadre de gestion des zones côtières, plus flexible, afin d'ouvrir ces espaces au développement économique.

À cet égard, la politiste Aparna Sundar (2014) s'intéresse aux négociations autour de cette révision réglementaire et montre l'émergence du rôle des ONGs et d'experts techniques comme intermédiaires dans la gouvernance environnementale. La formation d'une coalition de militants de la société civile a alors permis de limiter l'influence des intérêts économiques, illustrant la « controverse sur le savoir » (*knowledge controversy*) et remettant en cause l'expertise officielle. L'auteure note ainsi que « [l]e compromis de la Notification CRZ de 2011 était une reconnaissance (bien qu'incomplète) de l'existence de connaissances et de compétences chez des acteurs autres que ceux qui sont officiellement définis comme des "experts". » (Sundar, 2014 :373).

À Chennai, à partir de 2001, moment de l'annonce de la création d'un parc de restauration écologique, l'Adyar Poonga, sur le bras de l'estuaire de l'Adyar[1], un ensemble de faits liés à la construction du quartier d'affaire MRC Nagar s'accompagne d'une violation des normes de protection environnementale. L'image ci-dessous (Figure 52) présente les deux espaces dont il est question ici.



Figure 52 : Image satellite de l'estuaire de l'Adyar
Source : Site du CRRT, URL : www.chennairivers.gov.in

L'espace des rives au niveau de l'estuaire, situé dans le périmètre concerné par la CRZ, est soumis à des restrictions en matière de développement et de construction. Légalement, la zone n'est pas constructible. Pourtant, c'est sur ces terrains qu'a été créé dans les années 2000 le quartier d'affaire MRC Nagar, accueillant des sièges sociaux d'entreprises privées et des hôtels de luxe dont le *Leela Palace*, l'hôtel de front de mer le plus prestigieux de la ville (voir Figure 54 ci-après).

[1] Le contexte de la création de ce parc et la nature du projet sont abordés plus loin dans ce chapitre.

Une série de photographies satellites prises entre 2001 et 2009[1] montre les étapes de la construction de ce quartier (voir photographies ci-dessous Figure 53) : l'obstruction de la zone humide en 2001, l'assèchement de la zone en 2004 puis la construction des bâtiments en 2009.

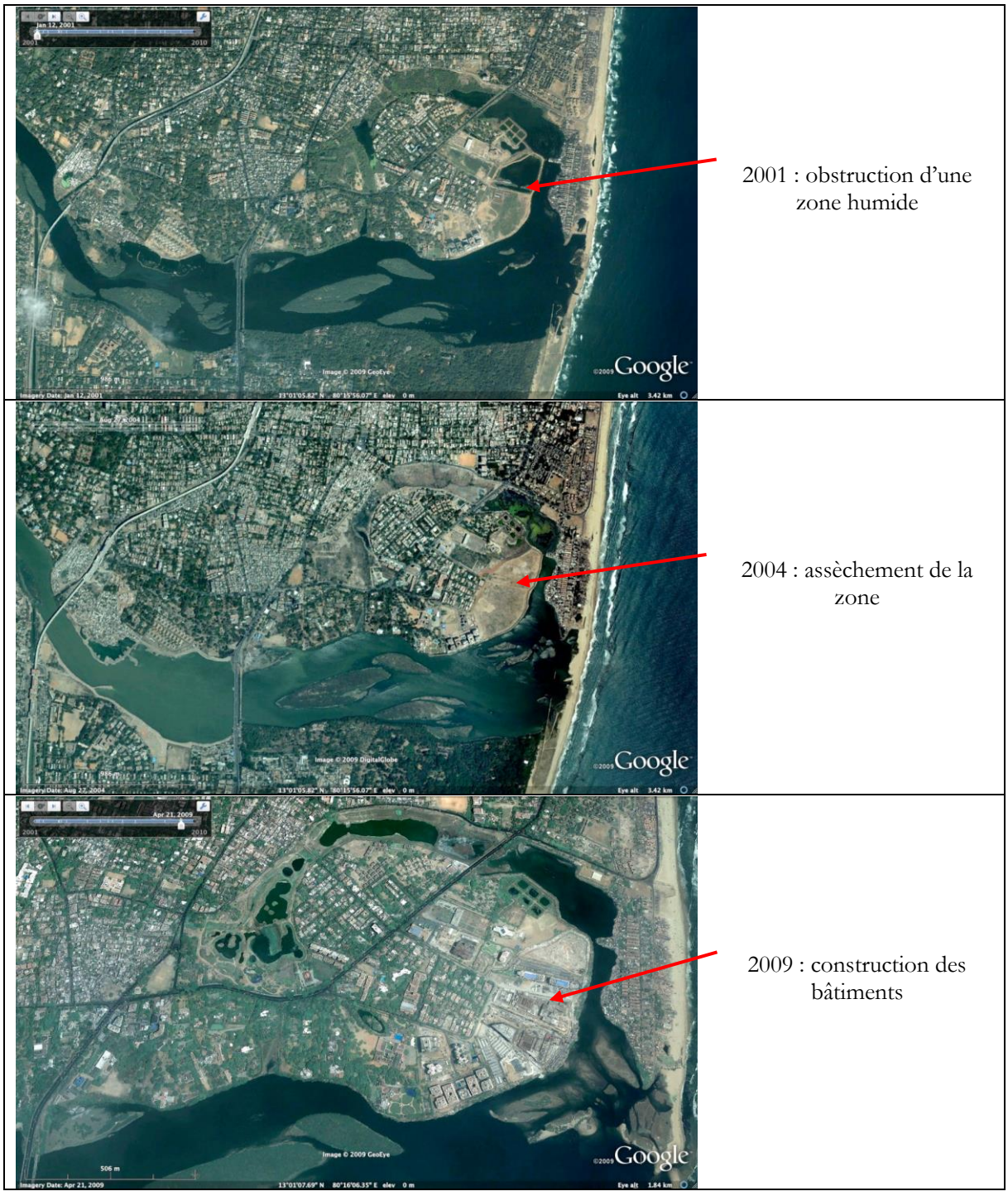


Figure 53 : Photographies satellites montrant l'évolution du quartier MRC Nagar
Source : Présentation de TK Ramkumar intitulée « Waterways restoration Chennai », images des archives d'Exnora

[1] Ces photographies sont issues des archives de l'association environnementale Exnora, et ont été obtenues par l'intermédiaire de l'avocat TK Ramkumar, à la tête de l'initiative WAMP ; ces collectifs sont présentés plus loin dans ce chapitre.

En dépit de la mobilisation d'associations environnementales pour contrer le projet de construction, des arrangements et états d'exception ont permis de contourner la norme CRZ. Ici, c'est la construction d'une route, entre la rivière et le terrain, qui a fourni un argument suffisant pour déroger à la norme CRZ[1].

Cet exemple montre comment l'informalité en tant que « régime d'aménagement » (Roy, 2009) sert à l'intégration des contradictions dans l'approche de l'État quant à l'environnement, permettant de planifier à la fois un parc dit de « restauration écologique » et d'autoriser le développement d'un quartier construit sur une zone protégée. Ces contradictions animent la production contemporaine de l'urbain marquée par le néolibéralisme. À partir de l'examen de deux projets d'écoquartiers en France, Matthieu Adam met en évidence, dans sa thèse, l'intégration des contradictions au mode de production de l'espace. Selon lui, ces contradictions « n'occupent, non pas une fonction oppositionnelle mais mobilisationnelle puisqu'elles participent, par différentes logiques, à enrôler concepteurs et habitants, consolidant ainsi la production contemporaine de l'urbain ». (Adam, 2016 : III).



Figure 54: Photo de l'hôtel Leela Palace, vu depuis la Société Théosophique
10/03/2015

Si cet exemple est l'un des plus ostensibles dans la planification sur les rives à Chennai, nombre de projets urbains sont menés au sein d'une informalité politique à travers des arrangements, des états d'exception et des postures ambigües. Plus récemment, le début de travaux de construction d'une route sur les berges de l'Adyar, dans le quartier de Kotturpuram, a suscité des interrogations et inquiétudes parmi les militants. Entrepris soudainement, ces travaux ne respectent pas les normes CRZ de protection environnementale. Les demandes d'explications de la part de groupes militants sont restées sans réponses, ne permettant pas d'identifier l'agence du gouvernement impliquée dans cette construction[2]. L'opacité des procédures et des responsabilités, mise en évidence à travers cet exemple, atteste de l'informalité politique qui caractérise le mode de gouvernement de l'espace de la rivière.

Les deux cas présentés brièvement suffisent à illustrer les procédés contradictoires, les postures ambiguës de l'État et la série d'arrangements, constitutifs de la fabrique de la norme et du territoire. Pour reprendre

[1] D'après les propos de l'avocat T.K Ramkumar recueillis lors d'un entretien, le 11/05/2015.

[2] D'après l'article intitulé "Upcoming road on Adyar river bund poses ecological threat" publié dans *The Times of India*, le 17/10/2018.

les termes d'Ananya Roy, le « régime d'aménagement en Inde est une entité informelle » créant un « état de dérégulation, ambigüité et exception » (Roy, 2009 : 76).

En ce sens, on peut considérer l'informalité comme un instrument du gouvernement de la rivière. Et, comme le souligne Lascoumes, « [c]haque instrument est une forme condensée de gouvernementalité, c'est-à-dire d'un savoir sur l'exercice du pouvoir social. » (Lascoumes, 2004). La gouvernementalité se déploie à travers de multiples instruments. Aussi, la question de l'environnement - l'injonction à la protection de l'environnement - apparaît, elle aussi, comme un instrument politique, qui se greffe aux pratiques informelles de l'État, voire les renforce.

L'environnement, un instrument politique

Les préoccupations en matière d'environnement et de pollution en Inde ne sont pas récentes ; la question environnementale anime depuis plusieurs années les discours politiques. Cette partie s'intéresse au contexte de mise en œuvre de projets de « restauration écologique » des rivières à Chennai. Comment l'environnement émerge-t-il comme question publique ? Comment cette problématique est-elle appropriée par les environnementalistes et décideurs politiques ? Dans un premier temps, il s'agit d'examiner les programmes de conservation des rivières menés à l'échelle du pays et de l'État du Tamil-Nadu, avant de développer les motifs du lancement du projet de restauration écologique de l'Adyar débuté en 2008.

La question écologique des rivières : mesures et plans d'actions

Retracer l'historique des programmes de préservation ou de nettoyage des rivières mis en œuvre par le gouvernement central à l'échelle du pays permet de situer le contexte d'émergence des projets de restauration écologique des cours d'eau à Chennai.

Des plans d'action d'envergure nationale

Les débats sur l'environnement sont introduits pour la première fois dans l'agenda politique national lors du premier mandat d'Indira Gandhi en tant que Première ministre de l'Inde. Le 4ème plan quinquennal (1969-1974), par exemple, proclame « un développement harmonieux [...] sur la base d'une évaluation complète des problèmes d'environnement ». En 1976, pendant l'état d'urgence[1], Indira Gandhi ajoute à la constitution l'article 48A indiquant que «[l]'État doit s'efforcer de protéger et d'améliorer l'environnement ainsi que de protéger les forêts et la vie sauvage du pays. » En inscrivant la préservation de la faune et les forêts dans la constitution, ce décret octroie ainsi au gouvernement central le pouvoir d'annuler les décisions des États en la matière. Ces changements politiques et constitutionnels ont préparé le terrain pour la création d'un département fédéral de l'environnement en 1980, qui a été transformé en ministère de l'Environnement et des Forêts en 1985, rebaptisée Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique (MoEFCC) en 2014.

[1] Du 25 juin 1975 au 21 mars 1977, le président Fakhruddin Ali Ahmed, sur la recommandation de la Première ministre Indira Gandhi, a mis en application l'article 352 de la Constitution et proclamé l'état d'urgence en Inde. Cette période est caractérisée par un très fort autoritarisme, avec la suspension des libertés publiques, des élections, et une censure de la presse.

Les efforts entrepris par le gouvernement central pour la dépollution des rivières en Inde ne sont pas récents. Depuis les années 1980, la mise en œuvre de plans d'action pour les rivières (*River action plans*) ont bénéficié d'importants financements : en 2005, le budget total s'élevait à 5,166 crore roupies (soit 908 millions d'euros au 27/01/2005) pour le financement des projets de dépollution du Gange (*Ganga Action Plan* GAP I et II) ainsi que le plan de conservation national des rivières (*National River Conservation Plan* NRCP). Malgré l'importance des fonds alloués, ces projets se sont avérés peu probants (CSE, 2007), et la majorité des rivières du pays restent largement polluées par les effluents domestiques et industriels. L'ouvrage intitulé « *Sewage canal: how to clean the Yamuna* » publié en 2007 par le Centre des Sciences et de l'Environnement (CSE, 2007) à Delhi présente une évaluation des politiques et actions publiques mises en œuvre dans le cadre de la conservation des rivières. L'étude montre que les fonds destinés à la dépollution des cours d'eau en Inde ont été massivement investis dans la construction d'infrastructures matérielles telles que les stations d'épuration (les financements ont permis la construction de 40% des stations d'épuration du pays), mais peu de moyens ont été mis en œuvre pour assurer l'interception des eaux usées. En se basant sur les données du centre national de la pollution (CPCB) indiquant que 75 à 80% de la pollution des rivières proviendrait des eaux usées domestiques, les plans nationaux ont focalisé sur la réduction des eaux usées domestiques par la construction de stations d'épuration. Cette stratégie renforce une focale portée sur les *slums* et les effluents domestiques, sans réglementer ou contrôler les rejets de type industriel[1]. Au-delà des problèmes de dimensionnement et des obstacles techniques liés à la mise en œuvre des infrastructures de traitement des eaux usées, se pose la question de la maintenance des infrastructures parmi les décideurs politiques, l'État et la Municipalité déclinant tour à tour leur responsabilité dans cette tâche.

Plusieurs programmes majeurs de « conservation » des rivières ont été financés par le gouvernement central depuis les années 1980. Ces projets d'ampleur nationale et ceux menés à l'échelle du Tamil-Nadu sont énumérés ci-dessous (Encadré 7).

Encadré 7 : Historique des programmes de conservation des rivières en Inde et à Chennai

1985	Ganga Action Plan - I (GAP)
1993	Ganga Action Plan - II (GAP)
1995	National River Conservation Plan (NRCP) est initié
2000	Chennai City River Conservation Project (CCRCP), financé par le National River Conservation Programme (NRCP)
2009	National Ganga River Basin (création du National Ganga River Basin Authority)
2015	Cooum River Restoration Project (2000 crores roupies, soit 4,5 millions d'euros au 20/01/2000)

Le premier plan de dépollution de rivière indienne est initié en 1985, un an avant la formulation de la loi sur la protection de l'environnement de 1986[2]. Il s'agit du *Ganga Action Plan* (GAP) dédié à la conservation du fleuve Gange, auquel est allouée une somme de 462 crore roupies (soit 3,5 milliards de francs au

[1] Et ce en dépit de la plus grande facilité pratique à intercepter les rejets industriels.

[2] Il s'agit de l'*Environment (Protection) Act,* promulgué en 1986. Parmi les mesures législatives nationales de protection environnementale, on peut citer le *Water (Prevention and Control of Pollution) Act* adopté en 1974; *the National Conservation Strategy and Policy Statement on Environment and Development, 1992*; *National Forest Policy, 1988*; *Policy Statement on Abatement of Pollution, 1992*; et le *National Environment Policy* en 2006.

27/01/1985) par le gouvernement central. Quelques 25 villes sont concernées par le programme qui vise d'abord à intercepter et traiter les eaux usées avant leur rejet dans le fleuve. En 1993, à la fin de la première phase du projet GAP, la seconde partie du programme est lancée, mobilisant 2,386 crore roupies, soit 447 millions de francs au 20/01/1993. Cette date marque le moment lors duquel le Central Pollution Control Board (CPCB)[1] identifie 71 tronçons pollués dans 14 bassins de rivières du pays. Ensuite, en 1995, le plan national de conservation des rivières (National River Conservation Plan (NRCP)) est initié sous la direction du Ministère de l'environnement et des forêts (MoEF). Pour ce plan établi sur une durée de 10 ans, 2,318 crore (3,8 milliards de francs au 27/01/1995) sont alloués par le gouvernement central et le *National River Conservation Directorate* est créé à cette occasion. Aujourd'hui, le programme couvre 38 rivières, et les fonds sont attribués à 178 villes (de 20 États) traversées par ces rivières. La création d'infrastructures a été associée à d'autres programmes tels que le Jawaharlal Nehru National Urban Renewal Mission (JNNURM) et des programmes établis au niveau de l'État. En 2005, 70% du budget total avait été alloué à 4 États traversés par des rivières polluées : l'Uttar Pradesh et le West Bengal pour le Gange, le Tamil Nadu pour la Cooum et l'Adyar et l'Andhra Pradesh pour le Musi. La dépollution du Gange et de la Yamuna représente 40% du budget, suivi du projet de revitalisation de la Cooum, qui a reçu 10% du budget. Les fonds ont été répartis de manière inégale, puisque 10 rivières sur 34 ont reçu près de 88% du budget du NRCP (CSE, 2007 :5). L'Adyar et la Cooum ont été amplement privilégiées dans ces programmes financés par l'État central : depuis la mise en place du Plan National de Conservation des Rivières en 1995, le Tamil Nadu a reçu 10% des fonds pour le nettoyage de la Cooum et Adyar. Ainsi, Chennai, avec 335 crores roupies obtenus en 2005 (58 millions d'euros au 27/01/2005), est l'une des villes qui a le plus bénéficié du plan NRCP. Le rapport du CSE note qu'il existe peu de documentation officielle sur le programme NRCP, dont les résultats ont été peu évalués et analysés.

A Chennai : le nettoyage des rivières par le déguerpissement des *slums*

À Chennai, des mesures de nettoyage des rivières Cooum et Adyar ont été annoncées et entreprises depuis plusieurs décennies par les autorités publiques. Priorisant le dragage de l'estuaire et la construction d'infrastructures de traitement des eaux usées, ces programmes se sont avérés peu concluants sur le plan environnemental (CSE, 2007).

L'évocation du projet de restauration des rivières à Chennai donne lieu aux mêmes réactions de défaitisme parmi les habitants. Un article publié dans *The Hindu* en 2012 évoque la désillusion qui accompagne l'annonce de nouveaux projets de restauration de la rivière : « *Au cours des cinq dernières décennies, des comités ont été formés, des études ont été menées pour restaurer le Cooum à sa gloire originelle. Mais, le Cooum sans égouts demeure un rêve lointain* »[2]. À propos du récent projet d'éco-restauration de la rivière Cooum lancé en 2017, TR Shaswath, membre du CCM, souligne qu'il s'agit de la 8ème ou 9ème agence qui propose un projet de nettoyage du Cooum, le premier datant de l'époque britannique[3]. Ensuite, depuis les années 1970, nombre de projets ont été élaborés et mis en œuvre, sans qu'aucun d'eux n'apporte des améliorations concrètes. À la question de la restauration écologique, Aravind exprime, à l'instar de la plupart des répondants, une forme de désillusion : « *si je ne me trompe pas, la restauration du Cooum figure dans les projets depuis un très très grand nombre*

[1] Le CPCB sert de support technique au MoEF (devenu MoEFCC) 1985

[2] D'après l'article intitulé "Chasing the Cooum: How precious money went down the drain that is Cooum" publié dans *The Hindu*, le 09/03/2012.

[3] D'après l'article « Cooum restoration : Will Chennai soon see the river restored to its pristine glory?", publié dans *The Times of India*, le 13/07/2017.

d'années ! Je pense que déjà quand j'étais enfant, ils disaient tous "d'accord, les Singapouriens arrivent, ils vont faire quelque chose pour la rivière, on va avoir des bateaux, ou quelque chose comme ça"... mais... je ne sais pas »[1]

Ce que les enquêtés expriment, c'est que les annonces de projets de restauration des rivières servent surtout d'instruments politiques. La restauration du Cooum en particulier, rivière la plus intimement liée à l'histoire de Chennai, figure au premier rang des campagnes politiques, promettant de la « restaurer sa gloire passée »[2]. Les discours officiels sur la restauration des rivières mettent en scène une vision idéalisée et glorifiée du fleuve passé, évoquant sa « splendeur naturelle » et sa « gloire d'antan ». Mais ces projets sont étroitement liés aux programmes politiques. Au Tamil Nadu, la politique a un caractère populiste depuis la montée de la politique régionaliste Dravidienne dans les années 1960, et les partis DMK (Dravida Munnetra Kazhagam) et AIADMK (All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam) se disputent la place au gouvernement de l'État du Tamil-Nadu (Raman, 2011). Les difficultés de concrétisation des projets urbains, et de ceux liés à la rivière en l'occurrence, sont en partie attribuées à l'instabilité politique et la vision plutôt court-termiste des dirigeants.

Les actions sur les rivières relèvent donc essentiellement de stratégies politiques, et les associations de résidents et militants écologistes dénoncent une approche palliative vis-à-vis des cours d'eau. Depuis les années 1970, c'est surtout la Cooum qui a concentré les efforts de restauration et dépollution[3] et les autorités ont eu recours à de nombreux experts pour la réalisation d'un diagnostic et l'élaboration des projets. Une dizaine de consultants différents ont été appelés pour conduire des études pour le nettoyage de cette rivière : Appasamy en 1989, Mott Mc Donald en 1994, Trent Severn en 1997 ou encore LKS en 2015, pour n'en citer que quelques-uns. Cela renseigne sur la prépondérance des partenariats public-privés dans les projets urbains, et en particulier ceux qui ont trait à la dimension environnementale.

En parallèle de ces approches fragmentées sur le cours d'eau, un plan de grande ampleur est initié dans le cadre du plan national de conservation des rivières (NRCP) : le projet de conservation des rivières de la ville de Chennai (*Chennai City River Conservation Project* (CCRCP)). Une étude conduite par un consultant en 1994, révélant la contamination des cours d'eau et l'accumulation de sédiments, sert de point de départ à la mise en œuvre de ce projet de 720,15 crore roupies (équivalent de 181 millions d'euros au 27/01/1995) visant à prévenir le rejet d'eaux usées dans les cours d'eau (CMDA, 2008 :234). Substantiellement financé par l'État central en 2001, le projet visait essentiellement la construction de stations d'épuration et de stations de pompage, en accord avec les directives du *National River Conservation Directorate* du gouvernement central[4]. Mais ces mesures n'ont pas été efficientes dans le traitement des effluents, et cela pour plusieurs raisons. Le rapport du CSE note avant tout que les cinq centres de traitement des eaux usées à Chennai situés à l'ouest de la ville ne permettent pas, compte tenu de leur dimensionnement, de traiter les effluents provenant des 178 stations de pompage. De surcroît, l'interception des eaux usées domestiques continue de poser des problèmes, celles-ci étant évacuées dans les nombreux drains et ruisseaux urbains. Enfin, il n'existe pas de

[1] "*So the Cooum restoration if I'm not wrong… has been, on the books… for a huge huge number of years! I think when I was a kid itself they were all like "okay, the Singaporeans are coming, they're gonna, do something to the river, we're gonna have boating there or things like that, but…hum… I don't know*" Aravind, le 22/04/2016.

[2] 'Restore Adyar, Cooum rivers to past glory' publié dans *The Hindu* le 25/03/2017

[3] From the late 60s and early 70s problems related to the waterways have gradually changed in character and magnitude. From having been mainly a problem of siltation, the waterways have today literally turned into stagnant sewers with multiple sources of pollution.(Tropp, 1999:82)

[4] D'après le rapport de l'ONG Transparent Chennai, disponible en ligne ; http://www.transparentchennai.com/wp-content/uploads/downloads/2013/03/CDP_CHENNAI.pdf

chiffres officiels actualisés sur la génération d'eaux usées dans les villes indiennes, ce qui nuit au dimensionnement des infrastructures.

Ainsi, au-delà de la dimension politique, le problème des cours d'eau a fait l'objet d'une approche quasi-exclusivement techniciste reposant sur des solutions issues de l'ingénierie (Appasamy, 1989:143), sans tenir compte, ou très peu, des considérations sociales et environnementales (Tropp, 1999 :83). Les photographies ci-dessous illustrent les approches dominantes sur le cours d'eau mobilisant deux types d'engins différents pour le dragage de l'embouchure depuis la berge (Figure 55) ou le dragage du lit depuis la rivière (Figure 56)



Figure 55: Photo de l'opération de dragage à l'embouchure de l'Adyar
21/11/2015



Figure 56: Photo du dragage de l'estuaire de l'Adyar depuis la rivière
19/02/2016

Finalement, si les sommes investies dans le projet de conservation des rivières ont bénéficié aux développements des infrastructures de traitement des eaux, elles ont surtout été adressées au déguerpissement des bidonvilles localisés sur les berges.

En dépit des variations des différents projets, le déguerpissement des *slums* situés sur les rives demeure une constante. Ainsi, les fonds ont été voués à la construction de sites de relogements de grande échelle en périphérie sud de la ville. Ces actions ont été renforcées par ce qui a été appelé le programme « *eri* » (« *eri scheme* »), financé par la Banque mondiale, promouvant le remblai des zones humides pour la construction. Ce programme dit de « développement » est abordé en dernière partie de ce chapitre, comme illustration de l'environnementalité néolibérale dont parle Fletcher (2010).

Somme toute, les programmes de nettoyage des rivières à Chennai ont mené au relogement des habitants de *slums* en périphérie sur les terrains à proximité du marais Pallikaranai, à l'investissement dans des infrastructures de type *hard*[1] et au dragage de l'embouchure des rivières, sans qu'une véritable stratégie pour stopper la pollution du cours d'eau ne soit mise en œuvre. C'est en tout cas ce que note TK Ramkumar, avocat et militant impliqué dans l'association écologiste « Citizen Waterways Monitoring Programme », nommée par l'acronyme WAMP. Le rôle de cette association dans l'actuel projet de restauration écologique des rivières est discuté dans la prochaine section. Le département de contrôle de la pollution (PCB) et

[1] Un terme repris du rapport du CSE qui repose sur « l'opposition entre infrastructure de type hard (caractère physique et industriel) et soft (caractère institutionnel de gouvernance) » (Jarrige, Le Courant, Paloque-Bergès, 2018).

l'association WAMP, sont arrivés, au cours de leurs études, à la conclusion que 92% de la pollution des cours d'eau était due au système de gestion des eaux usées, contre seulement 0,14% de responsabilité imputée à la présence des *slums* sur les rives[1] (Coelho, 2010). Si ces résultats sont évidemment discutables (méthode de calculs, etc.), ils remettent en cause l'approche de la Municipalité quant au problème environnemental, qui fait porter la responsabilité de la pollution des cours d'eau aux *slums* non reliés au système de traitement des eaux usées (Tropp, 1999: 76).

L'avocat TK Ramkumar dénonce alors le déguerpissement des *slums* comme partie intégrante d'un projet d'embellissement des rivières, dont le résultat ne peut que se solder par une « tragédie humaine et environnementale »[2] , en référence à l'intensification des problèmes sociaux liés à l'exclusion des résidents en périphérie, et la vulnérabilité écologique accrue suite au remblai des zones humides pour la construction de sites de relogement. Les membres de l'association WAMP pointaient déjà du doigt les empiétements sur les cours d'eau (en utilisant le terme *enchroachement*), entendu au sens premier, c'est-à-dire, tout bâtiment construit sur le lit majeur de la rivière (qui comprend la zone de CZR II) et obstruant son écoulement. Ils cherchent, à travers leurs actions, à rendre justice aux habitants de bidonvilles, en insistant sur l'importance de ne pas réduire l'empiétement aux *slums*. À travers ces projets de restauration des rivières à Chennai, mis en œuvre par les autorités publiques, les associations militantes telles que WAMP dénoncent une récupération du foncier, sans véritable préoccupation environnementale. Dans la partie suivante, je propose d'analyser en détail la manière dont cette hypothèse se confirme dans les projets récents menés aux abords de l'Adyar.

En conclusion, on constate que la protection environnementale des rivières est loin d'être une question récente en Inde et qu'elle a toujours animé les discours politiques. À Chennai, la restauration écologique des rivières s'inscrit pleinement dans des stratégies d'instrumentalisation politique, les discours suscitant une vision fantasmée du fleuve d'antan. Et tandis que la Cooum fait l'objet des discours depuis longue date, c'est finalement à l'estuaire de l'Adyar que s'initie le projet de restauration écologique actuel.

La cristallisation du débat écologique autour de l'Adyar Poonga

Avant d'aborder plus loin le contenu du projet de restauration écologique de l'Adyar, cette partie entend éclairer d'abord le débat qui a conduit à la construction de l'éco-parc Adyar Poonga en 2011, marquant la première étape du projet de restauration de la rivière. Depuis les années 2000, des groupes écologistes et ONG locales ont engagé des négociations avec les autorités gouvernementales pour réclamer la mise en œuvre d'un projet à visée écologique sur l'estuaire de la rivière Adyar. C'est donc sous la pression des groupes écologistes que se met en œuvre le projet Adyar Poonga comme restauration écologique d'une zone de 21 hectares sur l'estuaire de la rivière. Tandis que les enjeux environnementaux et fonciers à Chennai se cristallisent autour de l'élaboration du projet, ce contexte de négociations donne à voir les positionnements et revendications des groupes militants. Le regard sur cette phase de (ré)émergence de la question

[1] « Un rapport de consultance de 1989 intitulé « Amélioration environnementale des cours d'eau du Grand Madras» par Severn Trent International, commandé par la Corporation de Madras, a révélé que moins de 1% de la pollution de la rivière était attribuable aux bidonvilles. En 1995, un rapport intitulé « Plan d'action pour l'amélioration des voies navigables urbaines à Madras et Varanasi » par Abt Associates concluait que les effluents non traités ou partiellement traités des stations d'épuration et des stations de pompage de Metro Water étaient de loin les sources de pollution les plus importantes des rivières Adyar et Cooum » d'après l'article de Coelho, 2010.

[2] D'après la présentation *powerpoint* de l'association Exnora réalisée par TK Ramkumar

environnementale permet de saisir les désaccords, autant que les arrangements entre les environnementalistes et les pouvoirs publics autour de l'action environnementale.

Dans un premier temps, l'élaboration du projet Adyar Poonga est restituée dans le contexte de montée de groupes écologistes, avant d'entrevoir les critiques adressées au projet, en lien avec le caractère élitiste du parc.

L'essor de groupes écologistes

Dans les années 1990 et au début des années 2000, l'engagement de groupes de résidents sur le plan environnemental – réunis au sein d'associations non-gouvernementales - a contraint les autorités publiques à prendre des mesures « écologiques » vis-à-vis des rivières, et notamment de l'Adyar. Ces négociations ont mené à la construction de l'éco-parc Adyar Poonga sur le bras de l'estuaire, puis à la création de ce qui est devenu le *Chennai River Restoration Trust* (CRRT), l'organisation principale de l'État responsable de la restauration des rivières.

À Chennai, les revendications populaires liées à des considérations environnementales sont loin d'être récentes, les premières observées datant de la période avant l'Indépendance[1]. Celles-ci ont toutefois été exprimées de manière ponctuelle (Tropp, 1999) jusqu'à l'essor d'initiatives coordonnées par les habitants et militants écologistes à Chennai dans les années 1990 et 2000. Ces mouvements contribuent à redéfinir les relations entre la « société civile » et l'État. Rappelant le paradoxe du positionnement des ONG vis-à-vis de l'État, se plaçant à la fois comme critique du gouvernement et partenaire pour la mise en œuvre de projet, Tropp se penche sur l'exemple de la ville de Chennai dans les années 1990 pour analyser les modes de collaboration entre les ONGs et l'État (*ibid.*). Il montre avant tout comment les ONG impliquées dans les cours d'eau de Madras ont choisi de privilégier la coopération plutôt que la confrontation.

La première grande initiative volontaire dans le domaine de l'environnement à Madras a été lancée en 1986. Cette initiative, baptisée *Citizens for Clean Waterways* (CCW) a conduit à la signature de pétitions de la part des habitants pour demander la dépollution des cours d'eau, ou l'organisation de rallyes pour le nettoyage du Cooum (Tropp, 1999). Elle constitue le précurseur du *Citizen Waterways Monitoring Programme* (WAMP), créée ensuite en 1991. Ce mouvement constitue l'une des réponses organisées sur le long terme, pour faire pression sur l'État pour obtenir des améliorations environnementales. Il s'agit d'un réseau d'ONG locales et d'habitants, reprenant la même organisation que la CCW, en intégrant toutefois une autre ONG - Exnora International – qui a ensuite pris les devants pour coordonner l'initiative WAMP. L'objectif principal est de faire pression pour le nettoyage des rivières à Madras et d'accroître la sensibilisation du public. Pour cela, ce réseau joue un rôle d'observateur critique des données officielles en conduisant ses propres études. Il élabore un plan d'action afin qu'il soit ensuite approuvé et mis en œuvre par les autorités publiques. L'initiative est principalement constituée de résidents de classes supérieures – avocats, académiciens, architectes etc. -, ce

[1] Tropp note que « des demandes de dragage et de désensablement du canal de Buckingham ont été formulées avant même la seconde guerre mondiale. En 1967-1972, le gouvernement a lancé un programme d'amélioration de la rivière Cooum, qui a finalement échoué pour deux raisons. Les solutions techniques pour désensabler l'embouchure de la rivière ne fonctionnaient pas correctement et les sources de pollution réelles n'étaient jamais sérieusement questionnées (Appasamy, 1989: 13). » (Tropp, 1999:82)

qui facilite les négociations avec l'État. Cette initiative prend place dans un climat de vive défiance des habitants à l'égard des pouvoirs publics (Tropp, 1999)[1].

Ainsi, la lutte menée par l'initiative WAMP illustre un changement des rapports de force entre les pouvoirs publics et les groupes d'intérêts environnementaux, avec l'entrée de la question environnementale sur le plan judiciaire. En 2000, le gouvernement entend récupérer le foncier aux alentours du bras de l'estuaire de l'Adyar, alors occupé et fréquenté par des populations pauvres, en vue d'y construire, de manière assez ironique, un mémorial en hommage à B.R. Ambedkar[2], célèbre indépendantiste et réformateur social. Le projet est vivement contesté par l'initiative WAMP, à laquelle participe activement l'ONG locale *Citizen Action Group* (CAG) qui réclame une restauration de l'écosystème endommagé de l'estuaire[3]. Les membres impliqués dans l'initiative WAMP mènent des campagnes soutenues de contestation et lancent une procédure judiciaire d'intérêt général (*Public Interest Litigation*) pour demander la mise en œuvre d'un projet écologique : « *ils voulaient y construire un mémorial, nous avons exigé la réalisation d'une zone de restauration écologique* »[4], rapporte TK Ramkumar, avocat dans le domaine de l'environnement, conseiller de l'ONG Exnora et à la tête de l'initiative WAMP. En 2000, la Haute Cour a ordonné au gouvernement de l'État de préserver les zones humides. Les négociations prolongées entre le gouvernement et les ONGs ont abouti à un compromis concernant le plan directeur, résultant en l'élaboration du Plan « Adyara Poonga » par les autorités publiques. En décembre 2003, le gouvernement de l'État a transféré 21 hectares de la zone (de 121 hectares au total) à la Municipalité pour le transformer en parc écologique.

À l'occasion de la construction du parc de restauration écologique Adyar Poonga, la fondation Adyar Poonga (*Adyar Poonga Trust*) est créée par le gouvernement du Tamil-Nadu en 2006, avant d'être renommée *Chennai River Restoration Trust* en 2010. Elle constitue une nouvelle agence qui contourne l'ensemble des départements préalablement impliqués dans la restauration des rivières et projets urbains - le *Chennai Metropolitan Water Sanitation and Sewage Board* (CMWSSB), le *Tamil Nadu Slum Clearance Board* (TNSCB) et le *Public Works Department* (PWD). Ses objectifs officiels sont présentés ci-dessous (Encadré 8).

Encadré 8 : Les objectifs du CRRT

Présentée comme une « filiale du Gouvernement du Tamil Nadu, dont la mission première est la restauration des cours d'eau et plans d'eau du Tamil Nadu », le *Chennai River Restoration Trust* (CRRT) poursuit les objectifs suivant[5]:

- Faciliter le développement, la maintenance et la conservation de l'éco-parc *Adyar Poonga* et apporter les meilleures pratiques afin de créer un projet pilote de démonstration et reproductible conforme aux normes internationales

[1] Tropp note que "bien que des documents et des plans d'urbanisme soient produits, leur mise en œuvre est médiocre. De plus, la conscience environnementale de l'urbanisme est très limitée, si tant est qu'elle ait jamais existé. Le cadre institutionnel qui a la responsabilité formelle de prendre en charge un environnement tolérable est trop faible et myope. » (Tropp, 1999:79)

[2] Bhimrao Ramji Ambedkar (1861-1956) était un juriste, économiste, politiste et réformateur social qui a mené une campagne contre la discrimination envers les intouchables (Dalits). Ministre de la justice après l'Indépendance, de 1947 à 1951, il a contribué à l'élaboration de la constitution, ce qui lui vaut l'appellation de « père de la république indienne ».

[3] La réserve de zones humides d'Adyar constitue un lien important pour les oiseaux lors de leurs grandes migrations annuelles, en particulier les échassiers qui se nourrissent des vasières côtières. Historiquement, environ 200 espèces d'oiseaux migrateurs ont visité la région de l'estuaire de l'Adyar mais beaucoup d'entre elles figurent désormais sur la Liste rouge des espèces en voie de disparition.

[4] « *They wanted to build a memorial, we asked for an ecological restoration*", propos de TK Ramkumar recueillis lors d'un entretien le 11/05/2015.

[5] D'après le propos du site internet du CRRT, à l'adresse suivante : http://www.chennairivers.gov.in/aboutus.html

- Pour répondre aux besoins de la ville en matière de loisirs et d'espaces ouverts, créant ainsi un nouveau monument d'intérêt international, rétablissant l'état naturel de l'estuaire d'Adyar et permettant aux citoyens de Chennai ou de tout autre lieu d'interagir avec la nature et de s'initier au mode de vie durable.

- Formuler des plans et mettre en œuvre des programmes visant à régénérer la faune et la flore indigènes, à préserver les forêts, les zones humides et d'autres écosystèmes et à préserver les ressources écologiques et naturelles telles que la flore et la faune, les cours d'eau, les plans d'eau, les eaux usées recyclage, préservation des espèces rares.

- Formuler, développer et identifier un mécanisme approprié pour augmenter les revenus nécessaires par le biais d'exploitation commerciale ou autre de tout / partie des installations des éco-parcs, sous forme de redevances, frais, dons, frais d'entrée, de vente de produits, etc.

C'est donc sous la pression manifeste de groupes de résidents et d'associations écologistes que le gouvernement a entrepris une action écologique d'abord sur la rivière Adyar. Ces négociations semblent annoncer une redéfinition des relations entre les autorités étatiques et la société civile. Or, les travaux de Pushpa Arabindoo (2011d) sur les politiques de l'Adyar Poonga montrent plutôt une stratégie de redéploiement du pouvoir de l'État à travers la décentralisation de la préservation environnementale par l'implication des résidents avoisinant le site restauré. Ainsi, elle souligne que l'association les Amis de l'Adyar Poonga (*Friends of Adyar Poonga Association* FAPA) formée en 2007 dans l'objectif de restaurer et préserver l'environnement du parc, s'apparente moins à une société civile qu'à un « mercenaire de l'État ».

Ces négociations aboutissent à la création de l'agence gouvernementale pour la restauration des cours d'eau CCRT, qui va de pair avec la construction du parc « Adyar Poonga », et marque le début de projets annoncés comme écologiques sur le fleuve.

L'Adyar Poonga : parangon d'un projet élitiste

Le projet final de la restauration écologique de la rivière Adyar se structure en trois phases : l'éco-parc Adyar Poonga construit sur l'estuaire en 2011, la restauration de l'estuaire et de la crique[1], puis la restauration et l'aménagement de l'ensemble du cours d'eau. La construction de l'éco-parc *Adyar Poonga* sur un bras de la rivière en 2011 marque ainsi le début du projet d'éco-restauration de l'Adyar, et entraîne la création du CRRT. La deuxième phase du projet a été complétée en 2017 sur la zone de l'estuaire (dragage et plantation de mangroves) et la dernière phase ambitionne le nettoyage de l'ensemble la rivière avec un réaménagement des berges (création de stations d'épurations, de réseaux d'assainissement, de pistes cyclables et piétonnes, de parcs etc.) moyennant l'éviction des populations des *slums* (bidonvilles). Les trois phases du projet sont spatialisées sur la carte ci-dessous (Figure 57).

[1] Une crique est un enfoncement du rivage, une petite baie. Il est ici la traduction du terme employé par les autorités sur le terrain : « Adyar creek ». Une carte présente la spatialisation de ces différentes étapes du projet (Figure 57).

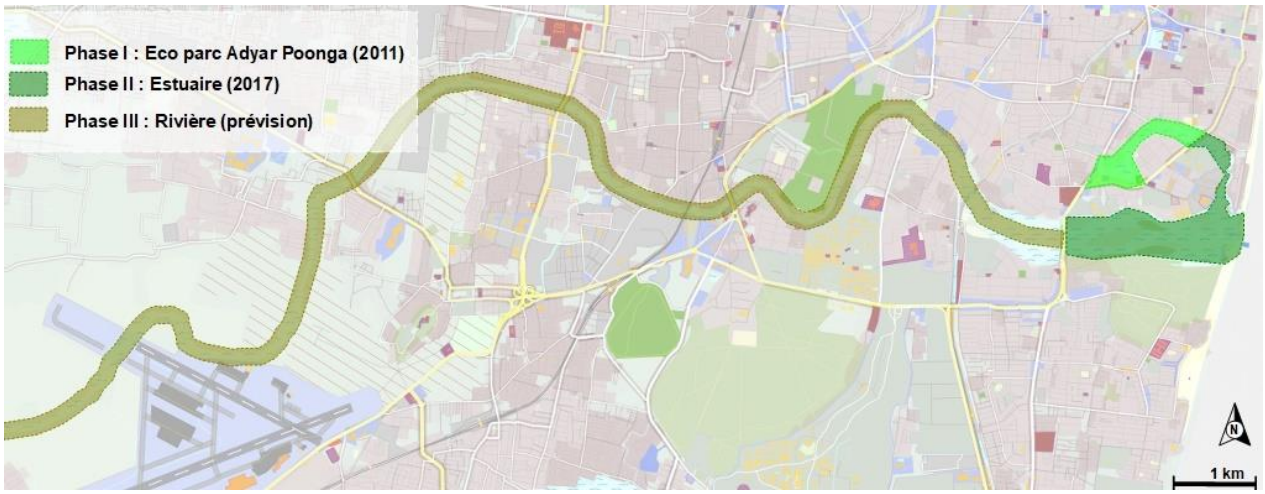


Figure 57 : Carte des trois phases du projet de restauration écologique de l'Adyar
Sources : Gilliot, 2017, adaptée par Hochart, 2018

La planification de deux phases de la restauration de la rivière l'Adyar est donc une conséquence de la création de l'éco-parc en 2011, et dont les négociations ont été initiés dès 2006. Tandis que la deuxième phase vient d'être conclue[1], la troisième phase reste à l'état de projet. Les doutes subsistent quant à sa mise en œuvre, notamment en raison de l'ampleur de l'opération (le plan prévoit la construction d'infrastructures de traitement des eaux usées, l'arrêt du déversement de rejets, construction d'un mur sur 25 km le long de la rivière) et des éventuelles oppositions que cela pourrait susciter puisque le projet implique le déguerpissement des *slums* sur les rives. La justification de ces mesures est détaillée dans la partie suivante.

À la suite des négociations avec les ONGs locales, le gouvernement a proposé un aménagement du parc inspiré du modèle du parc public urbain Tezozómoc de 28 hectares construit à Mexico en 1982. Pour l'élaboration du plan directeur, les services financiers d'infrastructure urbaine du Tamil Nadu (*Tamil Nadu Urban Infrastructure Financial Services Limited*) ont fait appel à des consultants. Le cabinet *Pitchandikulam Forest Consultant,* basé à Auroville (au nord de Puducherry), spécialisé dans la restauration écologique, a mené le développement du parc. Le dessin du projet (Figure 58) a été élaboré en 2004, le gouvernement du Tamil Nadu a ensuite créé l'*Adyar Creek Trust* en 2006 pour coordonner l'exécution du projet, qui a abouti en 2011. Situé sur un site de 23 hectares à l'estuaire du fleuve Adyar, le parc ambitionne la préservation de la biodiversité par la plantation d'espèces endémiques et la sensibilisation du public à l'écologie en accueillant des scolaires et chercheurs.

[1] Quoique partiellement puisque cette seconde phase du projet implique l'expulsion des résidents du quartier de Srinivasapuram. Ce point est évoqué dans la dernière partie de ce chapitre.



Figure 58 : Dessin du projet de restauration écologique sur le bras de l'estuaire
Source : pitchandikulam forest consultant



Figure 59 : Photo de l'Adyar Poonga, 2010
Source : pitchandikulam forest consultant

Le projet est maintes fois cité par les autorités du CRRT comme l'exemple d'une restauration écologique réussie[1]. Les photographies affichées à l'entrée du parc présentant la situation du site avant et après le projet de restauration appuient sur les répercussions positives de l'action sur cet espace « en friche », où les photographies antérieures au projet le montrent comme un dépotoir. Le discours véhiculé par le guide accompagnant les visiteurs du parc va dans le même sens. Lors d'une visite en décembre 2015, celui-ci explique qu'« *avant, c'était un espace en friche, très mal entretenu, avec beaucoup de 'kupams'* (l'équivalent de *slums* dans le langage courant en tamoul) *et on y retrouvait même des corps morts. Donc, on a dû tout nettoyer* »[2]. Ces énoncés prennent part à ce que Pushpa Arabindoo analyse comme la déconstruction de l'identité des communautés préexistantes afin de créer une nouvelle identité sur cet espace : « la généalogie des communautés existantes à l'intérieur et autour du site a été « inimaginée » pour créer une nouvelle identité et une nouvelle histoire de la FAPA en tant que communauté imaginée produite par l'État » (Arabindoo, 2011d). Dans cette production

[1] D'après les entretiens réalisés avec Viswenatan et le discours écrit sur le site du CRRT qui souligne que « Le succès de la restauration peut être mesuré par la diversité des espèces, la densité et l'abondance des éléments de la faune dans une région. ». URL : http://www.chennairivers.gov.in

[2] "Here is the fresh water and there the backwater. Before it was a place very badly maintained, lot of kupams and dead bodies, so we have cleaned everything [...] Yes the birds have come back here… The pelicans are there now. [...] One summer there were too many fishes, so most of them have died by themselves and we had to burn them" propos du guide du parc, traduits du tamoul sur place par une étudiante en architecture, le 10/12/2015.

discursive, l'accent est porté sur le succès de l'opération sur le plan écologique ; le guide commente ainsi que « *les oiseaux sont revenus, désormais les pélicans sont là* », et partage une anecdote quant à l'abondance des poissons : « *un été, il y a eu tellement de poissons, la plupart sont morts et nous avons dû les brûler* »[241].

Cependant, la réception de l'opération parmi les militants, résidents et académiciens s'avère autrement plus nuancée. Nombre de critiques sont adressées au projet, tant sur les plans environnementaux et sociaux qu'en matière de gouvernance. Le bilan écologique apparaît plutôt mitigé, avec un impact négatif lié à la modification de l'écosystème fragile de l'estuaire. Selon TK Ramkumar, « *30% est une restauration écologique qui a bien fonctionné, le reste est un aménagement paysager* »[1]. Par ailleurs, la réalisation du parc a nécessité de séparer le bras de la rivière de l'estuaire et d'empêcher la circulation des eaux : l'écosystème d'eau saumâtre qui caractérisait le bras de l'Adyar a alors été intégralement remplacé par un lac artificiel d'eau douce. Il a donc fallu détruire un écosystème pour en recréer un autre. C'est également un point de critique qui est adressé au projet.

D'autres soulignent les intérêts particuliers des résidents du quartier qui ont motivé la création du parc. C'est l'idée qu'avance Ajit, responsable de la préservation environnementale à la Société Théosophique :

> - *L'Adyar poonga a été créé parce que les habitants du quartier autour de l'Adyar Poonga, MRC Nagar, voulaient un beau quartier. Et une fois qu'ils ont récupéré et rendu ce quartier bien, ils ont tué l'idée de développement ultérieur. C'est pourquoi la prochaine phase de développement n'a pas eu lieu. Ils ont utilisé leur pouvoir pour arrêter le reste du projet. Parce qu'ils ne veulent pas que nous, les gens, nous nous élevions. Ils veulent juste que leur quartier soit bien.* [2]
>
> [Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Il évoque une stratégie de récupération foncière et d'embellissement, à l'échelle du quartier, faisant ainsi disparaître l'argument écologique. Ce point est également mis en exergue dans l'analyse des politiques de l'Adyar Poonga proposée par Pushpa Arabindoo. Elle souligne que les membres de la FAPA ont peu de connaissances écologiques. Par ailleurs, selon elle, ce ne sont pas des sujets environnementaux en tant que tels, car les raisons de leur adhésion relèvent principalement liées de préoccupations d'ordres NIMBY (Arabindoo, 2011d).

Surtout, la construction du parc concentre des préoccupations d'ordre social. Les exclusions engendrées par les évictions des populations, mais aussi par le caractère élitiste du parc sont pointées du doigt (SCBC, 2011; Coelho, Raman, 2013 ; Arabindoo, 2011d). En effet, le parc est ouvert au public uniquement les mardi, jeudi et samedi, et sous certaines conditions : il faut avoir fait sa réservation en ligne quelques jours au préalable et être disponible à l'horaire de visite. Surtout, le tarif est fixé à 20 roupies par personne[3]. Par ailleurs, le parc reste invisible depuis l'espace urbain, et ne fait pas l'objet d'annonce à son entrée. Les quelques visites effectuées[4] attestent que les personnes fréquentant le parc sont essentiellement issues du milieu académique : des groupes d'étudiants en architecture ou en aménagement du paysage viennent s'inspirer du projet, ou encore des photographes ou artistes sont attirés par les atouts esthétiques du lieu. De fait, la construction du parc « Adyar Poonga » s'est soldée par une double exclusion pour les « populations locales » résidant

---

[1] « 30% is ecological restoration which came nicely, rest is landscaping" d'après l'entretien avec Ramkumar, le 11/05/2015

[2] Extrait d'entretien 8 : Ajit, le 19/04/2017 (cf. annexe page 483)

[3] Pour donner un ordre d'idée, un repas dans un restaurant populaire vaut entre 80-150 roupies.

[4] Lors de ma visite, il y trois visiteurs à l'Adyar Poonga, les trois sont étudiants en architecture. Easwarya, étudiante en architecture, est venue pour trouver une inspiration pour son projet, le design d'un centre de recherche marin le long de la route ECR (Carnet de terrain, le 10/12/2015).

auparavant sur cet espace : une exclusion de l'espace urbain, avec le relogement en périphérie, mais aussi une exclusion de l'espace restauré. Pushpa Arabindoo note que « l'argumentation purement esthétique entourant le parc écologique suggère une marchandisation perverse de la nature où, au lieu d'exister dans une condition commune, il est reconditionné en tant qu'espace public souhaitable, accessible à un nombre restreint » (Arabindoo, 2011d).



Figure 60 : Photo des aménagements dans le parc Adyar Poonga
13/12/2015



Figure 61 : Photo du pont et des visiteurs dans le parc Adyar Poonga
13/12/2015

Au vu de l'ensemble de ces dynamiques, il apparaît assez distinctement que la restauration écologique est envisagée au prisme d'une nature recomposée et sanctuarisée, minimisant la présence humaine. Cette vision semble également partagée dans la sphère des aménageurs. L'architecte Durganand exprime ainsi à propos du parc : « *Je suis content que ce soit fermé. Laissez l'herbe pousser paisiblement* ![1]. Cela traduit le paradoxe qui sous-tend la sensibilisation et la conservation environnementale, paradoxe sur lequel je propose de revenir dans le chapitre suivant. La protection de la nature sans l'exclusion des humains continue de poser un défi (Benabou, 2012), d'autant plus dans un contexte urbain dense tel qu'à Chennai.

Pourtant, il semble que ce soit moins les humains, de manière générale, que certains groupes considérés comme pollueurs qui soient perçus comme une menace envers l'environnement. La remarque du guide du parc Adyar renseigne ici aussi sur cette vision, lorsqu'il avance, en indiquant le point piéton qui traverse la zone restaurée, que : « *les gens là-bas, depuis le pont, jettent leurs ordures dans l'eau... Nous devons y aller avec des bateaux pour nettoyer. Ils ne sont pas sensibilisés à l'environnement* »[2]. La notion d'irresponsabilité écologique de certains habitants est clairement évoquée dans le rapport officiel du plan de restauration écologique de l'Adyar Poonga, où il est écrit que la « centaine de logements *pucca*[3] à proximité du pont empiétant sur l'avenue Karpagam représente l'une des plus grandes menaces à l'intégrité du parc » (Master Plan Adyar Poonga, 2008 :11). Il s'agit d'un argument essentiel dans la construction de l'illégitimité écologique (Rademacher,

[1] "*I am happy it is locked. Let the grass grow peacefully*" propos de l'architecte Durganand recueillis le 05/04/2015.

[2] "*People there from the bridge they keep throwing garbage in the water... We have to go with boats to clean it. They don't have awareness about environment*" Guide du parc de l'Adyar Poonga, 10/12/2015

[3] *Pucca* est un terme d'origine hindi qui renvoie dans ce contexte à un logement en matériaux durs

2011) des populations pauvres. Le recours au terme d'empiètement vise à traduire ce conflit entre la question de l'environnement et l'occupation humaine dans le registre de l'illégitimité de l'habiter. C'est un point développé dans la troisième partie de la thèse.

Karen Coelho emploie l'expression de « parc contre les gens » (« *park against people* ») pour décrire cette tendance à exclure la présence humaine des espaces naturels. Si l'exclusion se fait sentir dans l'accès à l'espace, c'est également dans la manière dont a été mené le projet qu'elle se reflète. Pushpa Arabindoo parle d'un projet qui « a balayé le débat sur l'espace public à Chennai »[1]. Les militants dénoncent une « privatisation de l'espace public » et l'Adyar Poonga est loin d'être un cas isolé.

Cela fait écho aux luttes autour de l'espace public qui prennent place dans d'autres métropoles indiennes. Dans son essai de 2006 intitulé *Social Municipalism and the New Metropolis*, Janaki Nair (2006) a montré comment l'engagement politique croissant de la classe moyenne à Bengaluru avait modifié le mode de fonctionnement de la ville. Elle cite l'exemple de Cubbon Park, un parc public vieux de plus de 100 ans situé au cœur de la ville. Le parc de 1,2 km² a été créé en 1870 et avait une riche histoire en tant que lieu de manifestations et de rassemblements et en tant qu'espace fréquenté par des membres de différentes classes sociales. Mais les choses ont commencé à changer à la fin des années 1980 et dans les années 1990, lorsque les usagers de la classe moyenne ont commencé à faire pression pour que le parc soit embelli et que les rassemblements publics soient interdits : « en 1998, ce service public avait été plus ou moins « privatisé » avec l'installation de clôtures en grillage et de grandes portes qui, bien qu'esthétiques, empêchaient tous, à l'exception du jogger et du promeneur, de profiter du parc à certaines heures »[2].

En somme, le projet est réalisé dans une approche plutôt préservationniste, selon laquelle préserver la nature équivaut à réguler, sinon exclure, la présence humaine. Cette partie montre comment les revendications environnementales exprimées par les résidents et les ONG locales des années 2000 ont finalement largement contribué à la fabrique de l'Adyar comme « front écologique ». Les autorités étatiques s'emparent alors de l'argument écologique comme instrument politique, permettant la récupération de foncier urbain et légitimant les mesures ségrégatives.

« *Elegant Adyar, Eloquent Chennai* » ou l'exclusion par l'embellissement

La mise en œuvre de l'Adyar Poonga marque ainsi le début de la planification d'une restauration écologique à grande échelle sur l'ensemble de la rivière Adyar (*Integrated Adyar river eco-restoration project*) dont l'élaboration du plan directeur est confiée à des consultants espagnols, LKS. Le rapport est publié en 2015. Cette planification s'accompagne d'un projet similaire sur la rivière Cooum, le *Integrated Cooum river eco-restoration project*, également formulé par la société LKS, et annoncé en 2015 par la Municipalité. Cette partie s'attache à décrire et analyser l'espace planifié sur la rivière Adyar, et à mettre en évidence les logiques d'exclusion qui le sous-tendent. À travers la devise « *Elegant Adyar, Eloquent Chennai* » associée au projet de restauration de la rivière, la volonté d'embellissement de l'espace urbain apparaît explicitement. Tandis que le projet semble guidé par une recherche d'attractivité avec la planification d'un *riverfront* répondant à une norme esthétique

[1] D'après les échanges lors de la journée de travail sur les paysages fluviaux (*waterscapes*) à Chennai le 15 janvier 2016

[2] D'après l'article intitulé « In Bengaluru, once India's'garden city', parks are now restricted areas that keep the poor out » publié dans *Sroll.in*, le 17/09/2018.

de « classe mondiale » (Ghertner, 2011b), les dynamiques laissent entrevoir une logique d'exclusion par l'embellissement. Cette partie propose d'explorer ces dynamiques, d'abord en soulignant la prévalence de l'esthétique dans les discours affichés, puis en éclairant les justifications de l'exclusion des populations riveraines.

Une norme esthétique de classe mondiale

Le contenu du projet de restauration écologique de l'Adyar fait l'objet de cette première section. Les imaginaires qui dominent l'espace planifié, parmi les autorités étatiques, mais également les architectes et aménageurs, révèlent la prévalence d'une approche par l'esthétique, évinçant les questions sociales et environnementales. D'autre part, l'inscription de la restauration de l'Adyar dans l'ensemble des projets menés à l'échelle de la ville montre une volonté de construire un front d'eau urbain de « classe mondiale ». Les logiques de l'attractivité guidant le projet sur la rivière peuvent ainsi être appréhendées au prisme de « l'esthétique de classe mondiale » évoquée par Asher Gerthner (2011b) dans son analyse des procédés d'embellissement des rives à Delhi.

L'espace planifié : prévalence d'une approche par l'esthétique

Le plan directeur de la phase III du projet de restauration de la rivière Adyar (de la source à l'embouchure) a été élaboré en 2015 par des consultants espagnols, *LKS*. On s'intéresse ici au contenu du projet, en cherchant à identifier les imaginaires qui dominent l'espace planifié. Pour cela, on s'appuie sur les documents écrits, principalement le rapport du projet qui a pu être consulté (après octroi de permission) dans les bureaux du CRRT le 15/04/2016. La restauration du fleuve est envisagée dans une approche dite « intégrée », et le rapport se compose de 10 volumes correspondant à chacun des volets considérés : le rapport principal, le secteur sanitaire, le plan de gestion des déchets solides, l'amélioration du canal fluvial, le rapport d'évaluation sociale, le plan de développement du *riverfront*, le plan de gestion de la biodiversité, le rapport d'évaluation environnementale, le plan financier et opérationnel ainsi que le volume relatif au système d'information géographique.

En substance, le projet prévoit le développement d'espaces verts, de parcs urbains, la création de pistes cyclables, de zones commerciales, de zones récréatives et de loisirs le long du fleuve, moyennant l'éviction des *slums*. La possibilité d'utilisation du fleuve comme voie de navigation est également étudiée. Les images (Figure 62 et Figure 63) ci-dessous illustrent l'espace de la rivière projeté. Sur l'estuaire de l'Adyar, on retrouve la notion de parc avec un chemin de promenade ponctué de mobilier urbain. L'attrait paysager est mis en avant, notamment avec la présence d'un usager photographiant la faune. Au loin, on aperçoit le bâtiment de l'hôtel Leela Palace situé dans le quartier de MRC Nagar, intégré dans le paysage planifié. La seconde image est une projection de la rivière Cooum : c'est ici la propreté et l'ordre qui se dégagent de la vue sur l'espace aménagé des rives, avec des franges de verdure bien délimitées. Le transport fluvial (Figure 63) est présenté ici comme un argument phare de la requalification de la rivière Cooum.



Figure 62 : Projet de restauration de la crique de l'Adyar
Source: Adyar River Restoration Plan, www.chennairivers.gov.in



Figure 63 : Le projet de restauration de la Cooum, l'espace planifié
Source : Cooum River restoration Integrated Plan, www.chennairivers.gov.in

L'examen des documents de planification donne à lire une primauté accordée à l'esthétique dans le choix de l'aménagement de l'espace. Cela se confirme dans l'approche retenue par les autorités CRRT sur la question sociale ; cela fait l'objet d'une analyse plus loin. À ce stade du développement, on peut d'ores et déjà souligner l'insistance sur l'attrait esthétique du fleuve dans le projet de restauration de l'Adyar. En elle-même, la devise attribuée au projet en dit long : « *Elegant Adyar, Eloquent Chennai* », avec les termes « élégant » et « éloquent » qui renvoient aussi bien à la dimension visuelle, à la beauté, qu'à la distinction de classe qui caractérise l'élégance. Compte tenu de l'« élitisation » de l'espace de l'Adyar qui accompagne la mise en œuvre du projet de restauration de la rivière, le choix de la devise n'est évidemment pas fortuit. Dans le discours médiatique, les termes avec lesquels est décrit le projet s'inscrivent également dans le registre visuel et esthétique, comme en témoigne le titre d'un article publié dans le journal *The Hindu* : « *La rivière Adyar prête à se refaire une beauté* »[1]. D'autres articles de presse mobilisent les exemples de projets de restauration de fleuve, menés à l'étranger, avec une majorité de cas cités issus de l'Europe ou des États-Unis. À propos de la restauration de la Cooum, l'article fait allusion à la rivière Elbe à Hambourg, la rivière Chicago à Chicago, la Spree à Berlin, la Tamise à Londres, ainsi que la Rio la Piedad à Mexico et évoque aussi quatre projets de restauration de rivières en

[1] "Adyar River to get a makeover" publié dans *The Hindu* le 04/04/2017

Corée du Sud. On note donc la prévalence d'un imaginaire fluvial pérenne, souvent occidental, dans les images associées à la restauration des rivières à Chennai.



Figure 64 : Une piste cyclable envisagée le long de la Cooum, projet de restauration
Source : Rapport du projet de restauration de la rivière Cooum

Dans le milieu académique, le même constat s'opère : une revue de travaux d'étudiants en architecture de l'université Anna, relatifs à l'aménagement des rivières urbaines à Chennai, montre que la focale est surtout portée sur la dimension visuelle et esthétique. Ce sont avant tout les modèles urbanistiques occidentaux qui servent d'exemple pour le dessin de l'espace projeté. La question des *slums* ou des usages existant sur la rivière est globalement évincée, parfois non mentionnée. La complexité de la question sociale, dont le traitement est peu aisé, explique peut-être cette réduction à la dimension esthétique dans une approche superficielle. Comme le rappelle Harshad, étudiant en architecture, « *l'objectif est de faire venir les gens sur les rives* »[1] et cela passe essentiellement par le développement d'activités commerciales et touristiques attractives. L'attractivité du lieu est globalement mesurée en termes esthétiques. Les imaginaires projetés sur l'espace de la rivière amènent à repenser la circulation des modèles en urbanisme, en lien avec l'implication d'organisations transnationales.

En effet, parmi les acteurs menant l'appropriation « écologisante » de l'Adyar - que l'on appelle les « éco-conquérants », selon le terme employé par Sylvain Guyot (2017) - figurent le Goethe-Institut, ou encore la Banque mondiale. Tandis que la Banque mondiale a trait au financement du projet de dépollution ou de restauration des rivières, le Goethe-Institut intervient sur le plan de la sensibilisation à l'environnement, en plaçant la rivière urbaine au cœur de sa programmation culturelle[2]. En outre, si le projet de restauration écologique de l'Adyar est ici élaboré par un consultant espagnol, le précédent gouvernement avait fait appel à un consultant de Singapour. Ces procédés indiquent la prédominance du discours expert sur le fleuve, et la valorisation de l'expertise étrangère dans la formulation des projets urbains.

[1] "*the objective is to make people come on the riverbanks*", Harshad, Carnet de terrain, 12/10/2015

[2] La section suivante détaille les actions menées par le Goethe-Institut.

Un front d'eau urbain de classe mondiale

Au regard de l'ensemble des projets urbains planifiés sur divers espaces stratégiques de la ville, la formulation de la restauration écologique de l'Adyar s'inscrit dans une stratégie de production d'un front de fleuve de « classe mondiale », guidée par la recherche de l'attractivité.

Les conclusions du rapport « *Save Beaches Campaign* » (SCBC, 2011) rédigé par le groupe militant *Vetiver collective* attestent d'un « environnementalisme élitiste » visant la construction d'un front de mer de « classe mondiale ». En examinant l'ensemble des projets urbains menés à l'échelle de la ville par la Municipalité, le CMDA et les autres agences gouvernementales, le rapport dresse le constat d'une convergence entre les propositions d'infrastructures de luxe et les projets d'embellissement sur les fronts d'eau. La plage Marina, qui s'étend sur une distance de 12 kilomètres, constitue en effet l'un des plus grands espaces publics de la ville (Figure 65), et un atout majeur pour l'attractivité internationale de la ville, malgré un environnement peu propice à la baignade[1]. Les anciens quartiers de pêcheurs situés sur le front de mer comme Nochikuppam et Foreshore Estate, plus au sud, font l'objet de politiques de réhabilitation par le TNSCB (Figure 66), et 1 300 familles ont été relogés à Kannagi Nagar, en périphérie, après le tsunami de 2004[2]. Lieu populaire, la plage est fortement fréquentée en fin de journée[3] et s'y déploie un commerce informel. Les vendeurs ambulants, appelés *hawkers*, ou d'autres vendeurs installés dans des kiosques, sont alors visés par les politiques d'embellissement qui entendent réguler et normer ces pratiques. Cet espace est au cœur de luttes d'appropriation sous l'effet de la gentrification des politiques (Arabindoo, 2011a).



Figure 65 : Photo de la plage Marina vue depuis le phare
28/01/2016



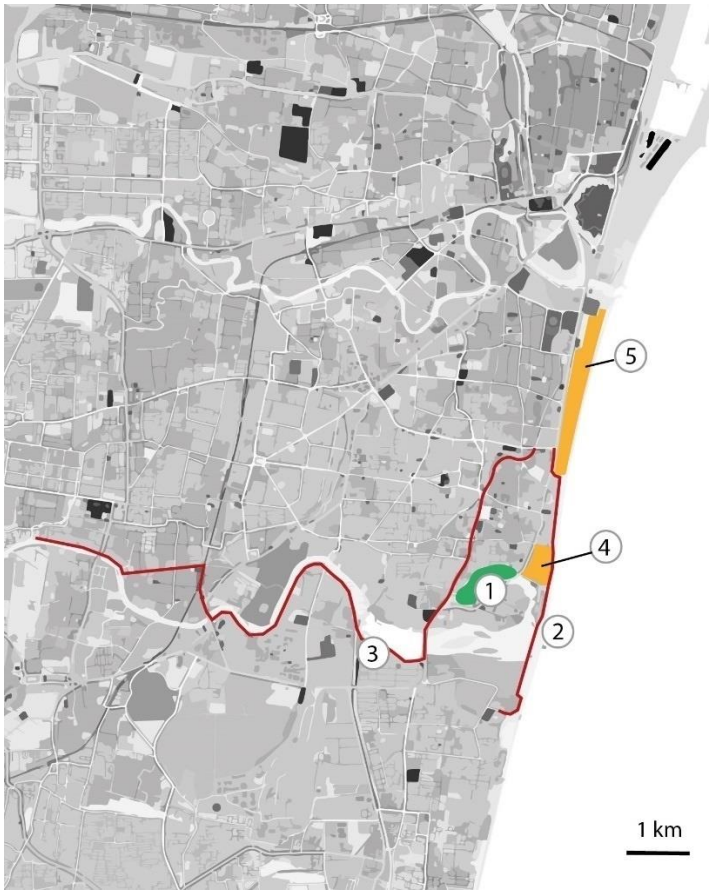
Figure 66 : Photo du quartier de Nochi kuppam en renovation par le TNSCB
28/01/2016

[1] La pollution de l'océan, mais aussi les lames de fond qui impliquent des risques de noyades, sont des facteurs expliquant la faible propension des habitants à se baigner à la plage de Marina. A cela, il faut ajouter l'usage « culturel » de la plage urbaine, considérée comme espace récréationnel et de socialisation, n'incluant pas la baignade.

[2] D'après l'article intitulé « For displaced tsunami victims in Kannagi Nagar, it's a hand-to-mouth existence », publié dans *The Times of India*, le 26/12/2008.

[3] On compte de 15 000 à 20 000 personnes quotidiennement

À partir des observations du rapport « *Save Beach Campaign* », la carte (Figure 67) ci-dessous présente la spatialisation de ces projets.



Liste des projets :

1. Projet de l'éco-parc Adyar Poonga
2. Projet d'autoroute le long de la plage (East Coast Elevated Expressway)
3. Proposition de la CRRT pour un corridor de transport à grande vitesse le long de la rivière Adyar
4. Redéveloppement du quartier de *Foreshore Estate*
5. Projet d'embellissement de la plage Marina

Figure 67 : Carte de spatialisation des projets
Source : Hochart, 2019 - fond de carte : wikipedia commons

Force est de constater que ces projets sont concentrés sur la zone sud-est de la métropole, qui comprend les quartiers occupés par des classes aisées et des élites[1]. On peut également noter que les cours d'eau sont régulièrement associés à des projets d'infrastructures routières : c'est le cas du projet de corridor de transport routier à grande vitesse le long de la rivière Adyar (dans le cadre du corridor de transport circulaire à l'échelle de la ville), mais aussi du projet de voie rapide surélevée au-dessus de la Cooum, qui relie Maduravoyal au port de Chennai démarré en 2007 et resté inachevé. Le développement d'infrastructures routières le long des rives de fleuve concerne également la ville de Delhi. En reprenant la notion de « non lieux » de Marc Augé (1992), Amita Baviskar appréhende les rives dans la capitale comme un « double non lieux » (Baviskar, 2011a) : d'une part, car il s'agit d'un espace qui évoque le dégoût, recoupant la perception populaire plus large du lieu en tant que victime d'abus et de négligence, et d'autre part, car il lui manque également les qualités d'aspiration qu'Augé attribue aux lieux de la supermodernité. Pourtant, elle note que « la phase de "récupération" du lit du fleuve dans les années 2000 inaugure le moment actuel de création de valeur *via* la marchandisation, en incorporant un non-lieu dans les espaces de le consommation capitaliste » (*ibid.* :48). En ce sens, la conjonction avec la période de libéralisation a finalement permis l'émergence d'une

[1] Le chapitre 1 montre l'occupation élitiste des rives de l'Adyar, en particulier dans sa partie est.

marchandisation esthétique comme mode dominant de valorisation du fleuve, où « l'élimination des non-personnes est essentielle pour permettre la réinvention d'un non-lieu » (*ibid.* 50). L'examen des différents projets montre que les cours d'eau deviennent les emblèmes de l'aspiration de la ville au statut de ville de « classe mondiale » (Coelho, Raman, 2013).

La volonté de créer un front d'eau urbain en adéquation avec une esthétique de classe mondiale est exprimée d'autant plus fortement dans les quartiers huppés et en particulier à MRC Nagar, où les résidences de luxes en construction sont appelées à devenir de nouveaux « *landmarks* », points de répère ou symboles, de la ville. Ainsi, la photographie ci-contre (Figure 68) d'un panneau publicitaire affiché à MRC Nagar révèle une stratégie de marketing répondant à une recherche d'attractivité globale ; le panneau informe que « le nouveau *landmark* de Chennai s'éleve derrière ces murs ».



Figure 68 : Photo d'une enseigne publicitaire annoncant un nouveau « *landmark* » à MRC Nagar
19/02/2016

Ci-dessous, la photographie (Figure 69) présente le bâtiment érigé un an plus tard sur ce même terrain. Le message publicitaire qui l'accompagne (Figure 70) repose alors sur la vue « inmanquable » sur la mer depuis ces appartements, l'emplacement sur le front d'eau étant considéré comme un critère de luxe.



Figure 69: Immeuble de standing *One 74* avec vue sur l'estuaire de l'Adyar, MRC Nagar
20/04/2017



Figure 70: "*Une vue que vous ne voudriez jamais manquer*", publicité immobilière à MRC Nagar
20/04/2017

De même, la vue sur l'estuaire de l'Adyar et sur l'océan est l'un des atouts du prestigieux hôtel Leela Palace. La salle principale comprend une large baie vitrée valorisant la vue imprenable sur l'estuaire (Figure 71).



Figure 71 : Vue sur l'estuaire de l'Adyar depuis le restaurant de l'hotêl Leela Palace
27/04/2017

Au regard de ces éléments, on voit comment l'Adyar, et en particulier son estuaire, est considérée par les autorités de planification comme un espace stratégique pour la production d'une ville mise aux normes esthétiques de la ville de « classe mondiale ». Cette mise aux normes de l'espace urbain s'accompagne d'une mise en ordre sociale à travers des procédés d'exclusion des populations riveraines résidant dans les *slums*.

Une logique de l'exclusion

Les procédés d'exclusion ou de gentrification, en tant que manifestations spatiales des logiques de domination, semblent caractéristiques de l'urbanisme « néolibéral ». Les nombreux travaux en géographie politique de l'environnement ont montré que l'argument « écologique » et ses variations, dont le discours sur le développement durable, vient renforcer la légitimation des exclusions sociales (Clerval et al., 2015). La fabrique de l'Adyar comme front écologique à Chennai s'inscrit dans ces mêmes dynamiques et repose sur une logique de l'exclusion.

Des procédés d'embellissement

Les dynamiques autour de l'Adyar s'analysent bien en termes de front écologique, notamment parce qu'elles relèvent d'une logique de « front contre front », opposant le développement de quartiers de « classe mondiale » au maintien des populations locales sur les lieux, ici les habitants des *slums*.

En effet, le positionnement des pouvoirs publics sur la question du traitement des bidonvilles dans les projets est ostensiblement affirmé. Dès les premières pages du rapport du projet de restauration écologique de l'Adyar, la question sociale est abordée avec l'annonce de l'éradication des bidonvilles comme l'un des objectifs principaux du projet. Ceux-ci sont désignés dans ce contexte par le terme d'empiètements[1] (rapport LKS :1). Pour justifier la démolition des *slums* et l'éviction de leurs habitants, le CRRT évoque leur

[1] Traduction du terme anglais « encroachment », amplement utilisé dans le contexte local en référence aux quartiers d'habitat précaire

« *incompatibilité avec la création d'un front de fleuve digne de ce nom* »[1]. Dès lors, cet argument interroge quant aux modèles établis comme référents : la poursuite de ce qu'Asher Ghertner (2011b) a appelé l'« esthétique de classe mondiale » transparaît dans ce discours. Dans son article intitulé *Rule by Aesthetics: World-Class City Making in Delhi*, l'auteur montre comment la conformité esthétique d'un projet aux standards internationaux, dans ce qu'ils représentent de moderne, devient le critère premier et suffisant pour guider les modes de planification, et détermine les décisions judiciaires. La simple apparence d'un quartier, jugé « nuisible »[2] par une coalition d'habitants usant de l'argument de l'intérêt général (au moyen de pétititions d'intérêt public, les *Public Interest Litigations* désignées par l'acronyme PIL) entraîne le déguerpissement du quartier et de ses habitants. La prévalence du critère esthétique permet alors de « planifier sans plan » (*ibid.*). Dans un autre registre, mais toujours à partir du cas de Delhi, le géographe Alexander Follmann (2015) met en lumière des procédés de planification par l'informalité. À travers l'exemple des projets réalisés sur les bords de la Yamuna, il met en évidence la « construction » sociale et politique de la légalité des projets sur la base de logiques internes du gouvernement, cherchant à prioriser les projets d'envergure et de renommée internationale pour garantir l'image d'une capitale moderne. Ces mécanismes sont identifiables de manière similaire dans le cas de Chennai, où le jugement esthétique, combiné à l'argument environnemental, suffit à définir les frontières entre légal et illégal et justifie des opérations d'éviction. De fait, « l'argument écologique n'est pas mobilisé en tant que concept scientifique mais plutôt comme une image de marque, et est soutenue par les classes moyennes urbaines qui l'assimilent à un développement vert et durable des bords de fleuve » (Follmann, 2015). En ce sens, la mobilisation du label durable dans les discours ne fait que rendre le projet d'autant plus difficile à contester à tous les points de vue, en particulier dans un contexte où les rivières urbaines présentent un degré de pollution manifeste et alarmant.

Les mesures accompagnant l'aménagement des métropoles indiennes sont souvent assimilées à des procédés d'embellissement, et ceux-ci font l'objet d'une lecture critique grandissante parmi les travaux portant sur l'Inde urbaine. Les recherches relatives aux luttes pour l'appropriation de l'espace public en Inde relèvent d'approches variées, qu'il s'agisse de la bataille pour la rue autour du statut légal des vendeurs de rue (Salès, 2016), de processus d'embellissement liés à l'influence d'une élite touristique à Leh (Müller, Dame, 2019), ou de la récupération des rives urbaines par l'État pour la mise en œuvre de projets de grande envergure, comme à Delhi (Follmann, 2016) (Baviskar, 2011a), ou dans le cadre de projets de restauration « écologique » des fleuves à Chennai (Coelho, Raman 2013). Le dénominateur commun de ces travaux est le discours sur l'empiètement, qui cristallise ces tensions autour de l'accaparement de l'espace public. L'empiétement devient alors le critère de définition de la légitimité d'occupation de l'espace public.

L'espace de l'estuaire de l'Adyar à Chennai illustre particulièrement le procédé d'« embellissement par l'exclusion » qui repose sur un environnementalisme bourgeois. En effet, la proximité avec la rivière Adyar apparaît comme un nouveau critère de confort et de luxe pour les classes supérieures. Cette idée est exprimée à travers un panneau de publicité immobilière dans le quartier Adyar (Figure 72), sur lequel on peut lire le message suivant : « *L'estuaire de l'Adyar d'un côté. La Société Théosophique de l'autre. (Et si cela n'est pas suffisemment relaxant, il y a toujours le spa au rez-de-chaussé.)* » Ainsi, l'estuaire de la rivière Adyar est associé, avec la Société

[1] Dans le volume Riverfront Development du projet de restauration écologique de l'Adyar – traduction de l'anglais : « incompatibility with a proper riverfront »

[2] Il souligne le transfert de l'usage du terme « nuisible », ne désigne non plus une pratique mais des groupes d'habitants.

Théosophique (un lieu prisé par les élites), à l'idée de nature et de confort. La valorisation de ces espaces de « nature urbaine » par les promoteurs immobiliers et les habitants de classes supérieures va de pair avec les procédés d'accaparement foncier, moyennant l'exclusion spatiale des populations pauvres occupant ou pratiquant ces lieux.

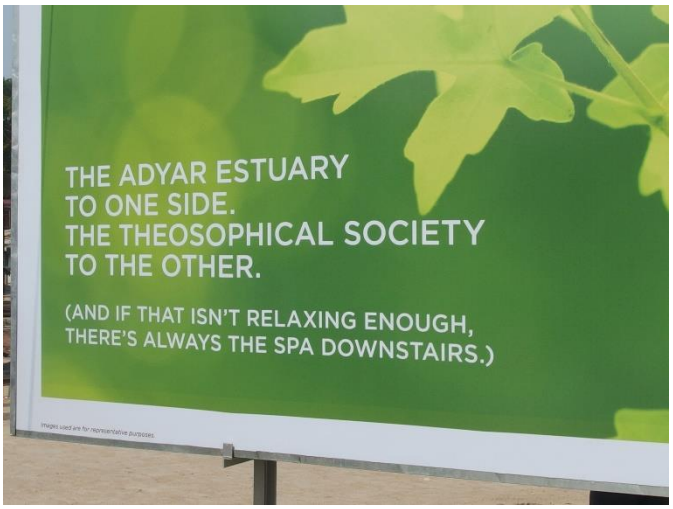


Figure 72 : Photo d'une publicité immobilière valorisant la proximité avec l'estuaire de l'Adyar
Source : Cornou, 24/03/2015

Dès lors, les procédés d'embellissement de l'estuaire sont étroitement liés aux stratégies foncières et immobilières. Surtout, les dynamiques observées témoignent d'une logique de « front contre front ». L'expression est entendue au sens premier du terme, puisque le quartier d'affaire MRC Nagar, lieu de fréquentation des élites, se trouve sur la rive du bras de l'Adyar, et fait face à l'ancien quartier de pêcheur de Srinivasapuram, aujourd'hui considéré comme *slums* par les autorités. La seconde phase du projet de restauration écologique de l'Adyar comprend la destruction des immeubles de la presqu'île de Srinivasapuram et le relogement de ses habitants. Situés sur l'estuaire de l'Adyar, entre l'océan et le nouveau quartier résidentiel de luxe (Figure 73), les habitants du quartier de Srinivasapuram (Figure 74) savent pertinemment qu'ils seront la cible des prochaines opérations d'aménagement, depuis l'annonce en 2011 de la proposition de transformer leur quartier en parc de 6 hectares[1]. Les autorités mobilisent un argument hydrologique, soutenant que le quartier ferait obstruction au bon écoulement du fleuve. Mais la raison est à chercher ailleurs : le quartier de Srinivasapuram, peu intégré ni desservi, avec une collecte de déchets irrégulière, nuit surtout à la vue sur l'océan depuis les hôtels de luxe, tels que le Leela Palace.

[1] D'après l'article intitulé « Fishermen oppose move to relocate slum tenements », publié dans *The Hindu*, le 12/10/2011



Figure 73 : Photo du quartier MRC Nagar sur l'estuaire de l'Adyar
Source : photo de Ramesh Rangarajan[1]



Figure 74 : Photo du quartier de Srinivasapuram à l'embouchure de l'Adyar
Source: photo de S.R. Raghunathan[261]

À ce jour, le projet de restauration écologique de l'estuaire est considéré comme inachevé du fait de la présence du bidonville : « une partie du projet de 300 acres de restauration de la crique et de l'estuaire de l'Adyar par le CRRT reste incomplète au niveau du slum de Srinivasapuram en raison de la forte résistance des résidents »[2]. Les imposants immeubles de *standing* sur la rive opposée, dans le quartier MRC Nagar, font face au quartier de Srinivasapuram. Les photographies ci-dessous présentent ces constructions : à gauche, l'hôtel cinq étoiles Somerset (Figure 75) tandis qu'à droite, le bâtiment de luxe accueillant les bureaux et sièges sociaux d'entreprises.



Figure 75 : Photo de l'hôtel Somerset, MRC Nagar
19/02/2016



Figure 76: Photo de bureaux dans un immeuble de standing, MRC Nagar
19/02/2016

Ces dynamiques révèlent les procédés d'embellissement qui caractérisent les rives de l'Adyar et en particulier la zone de l'estuaire, qui fait l'objet d'une appropriation élitiste accrue depuis les années 2000. Ce moment

[1] Disponible dans l'article « Luxury 'precincts' on the rise in Chennai », publié dans *The Hindu*, le 05/07/2015

[2] D'après l'article « Srinivasapuram residents resist restoration of Adyar estuary" publié dans *The Times of India* le 05/04/2018

marque le début de la construction du quartier de MRC Nagar, menée en parallèle avec la restauration écologique du bras de la rivière.

De l'incompatibilité des *slums* avec le front de fleuve

La troisième phase du projet de restauration écologique de l'Adyar poursuit les mêmes ambitions quant à l'éviction des populations occupant les rives : le plan prévoit l'éviction et le relogement de 9 539 familles résidant sur les berges de l'Adyar, soit 32 882 personnes. Quant au projet de restauration de la Cooum, il implique davantage de déplacements avec 14 257 familles résidant dans 58 *slums* différents affectés par la mise en œuvre du projet.

Le rapport du consultant LKS indique que chacun des 47 *slums* identifiés le long de l'Adyar a été analysé en fonction de plusieurs critères : sa vulnérabilité au risque inondation, son empiètement sur la ligne de démarcation du droit de passage (*Right of Way line*), et sa compatibilité avec un nouvel aménagement de front de fleuve[1]. Un bref aperçu sociologique de chaque quartier est présenté, sans toutefois que ce critère influence les propositions de traitement de ces espaces et de ces populations. Sur les 47 *slums* réunissant 10 452 familles, l'évaluation en comptabilise 27, représentant 9 539 familles, qui « empiètent sur la ligne de de démarcation du droit de passage ». Ces quartiers sont donc affectés par le projet de l'Adyar, puisque le rapport stipule que la zone du droit de passage est « strictement réservée au projet de développement du front de fleuve ». Les principaux quartiers situés sur la zone de projet sont les suivant : Mallapoo Nagar (4 394 habitants) à proximité du pont de l'Adyar, Dr. Radhakrishna Puram et Pughs Road (3 888 habitants) à côté du Boat Club, Surya Nagar (3 181 habitants) à Kotturpuram, et enfin à Saidapet, les quartiers de Athuma Nagar (3 589 résidents), et Thider Nagar[2] (2 197 résidents).

[1] D'après le rapport LKS (2015) volume 5 p.65

[2] Les *slums* d'Attur Nagar et Thider Nagar à Saidapet sont rasés et leurs habitants relogés en périphérie de la ville à l'issue des inondations. Cela fait l'objet de la troisième partie.

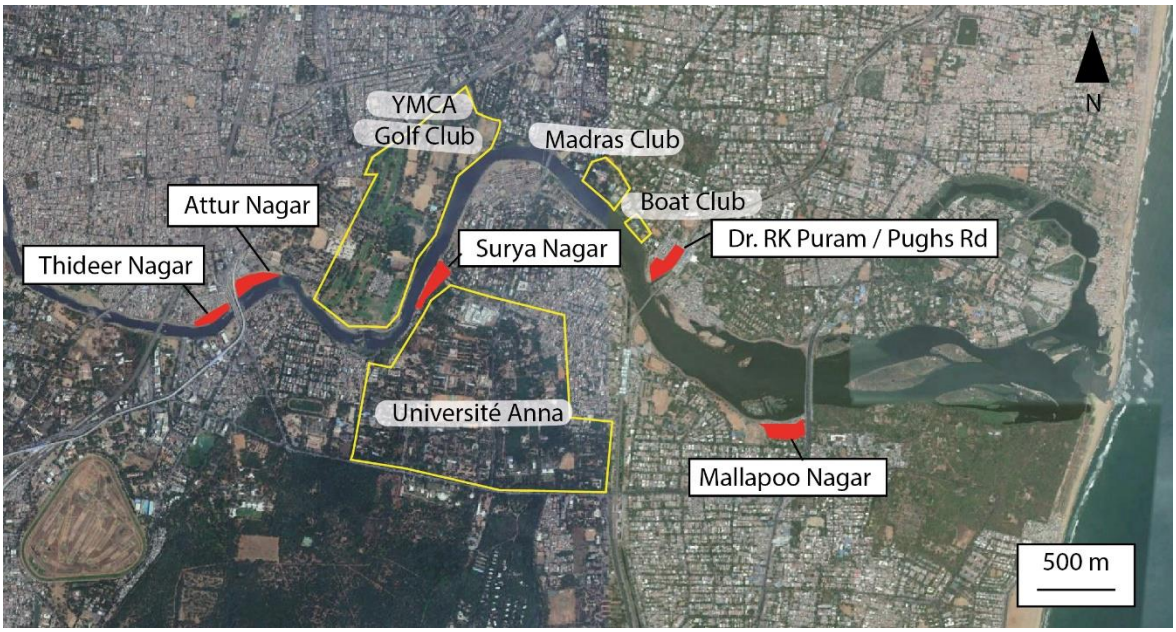


Figure 77 : Carte des principaux *slums* menacés par le projet de restauration de l'Adyar
Source : Hochart, 2019 ; Fond de carte : Google Earth® 2002

Quatre options ont été étudiées par la société de consultants LKS pour le traitement des *slums* situés le long de l'Adyar[1], chacune d'entre elles étant associée à son impact sur le plan social. Cet impact social est considéré sur un plan exclusivement quantitatif. La première option proposée consiste en un relogement partiel et réhabilitation *in situ* : 30% des familles empiétant la ligne de démarcation seraient relogées, les autres pourraient se maintenir sur place, moyennant une réorganisation du quartier pour rendre possible l'amélioration des logements *in situ*. La deuxième proposition est une solution hybride entre le relogement, la réhabilitation et la reconstruction *in situ* : 43% des familles empiétant la ligne de démarcation seraient relogées, les autres seraient soit réhabilitées soit relogées dans des logements reconstruits à travers un programme de redéveloppement. La troisième option évoque le relogement uniquement des habitants situés dans la zone du droit de passage (30% des familles seraient relogées, sans que le traitement des autres familles soit spécifié), et enfin, la dernière alternative suggère le déplacement de l'intégralité des résidents de *slums* compris dans les limites du projet (affectant 91% des familles habitants les *slums* recensés le long de l'Adyar). Alors que la dernière option affiche un bilan social très négatif, et malgré la reconnaissance des impacts des politiques de relogement à grande échelle engagées depuis les années 2000[2], c'est pourtant cette solution qui a été retenue par le gouvernement, qui a expliqué ce choix par la vacance des immeubles déjà construits sur le site de relogement. Il s'agit du relogement intégral pour les habitants concernés par le projet de restauration écologique. En guise de justification, deux arguments majeurs sont avancés par le TNSCB : le premier repose sur « l'incompatibilité de la présence des *slums* avec un vrai front de fleuve urbain ("*proper urban river front*") », et le second met en avant « la future dégradation de la rivière si aucune action n'est

[1] Le calcul des pourcentages de familles affectées est fait à partir de la population totale recensée, soit les 10 452 familles des 47 *slums*.

[2] Les différents rapports d'ONGs - People's Union for Civil Liberties (2010), Housing and Land Rights Network (HLRN, 2014) et plus récemment Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network (IRCDUC, 2017) - dénoncent ces mesures ségrégatives et excluantes. Des plus, les travaux de Karen Coelho (2016), Nitya Raman (Coelho, Raman, 2013) et Pushpa Arabindoo (2001c) soulignent les risques de « ghettoïsation » liés à ces politiques de relogement.

engagée envers les autres familles », ce qui conduirait à « être confronté au même scénario même après la restauration de la rivière »[1]. Les arguments avancés par le TNSCB mobilisant l'esthétique et la préservation de la rivière reposent ainsi sur un ordre moral discriminatoire, associant la présence des *slums* à la pollution. Toutefois, la justification fait appel à d'autres registres, y compris légaliste, mais aussi économique et pratique. En retenant la quatrième proposition, les autorités du TNSCB mentionnent que l'on « ne peut s'écarter de la législation foncière ». De surcroît, elle représente la seule option possible pour une remédiation immédiate aux populations, étant donné que les bâtiments sont construits et prêts à être occupés.

Si l'expulsion des habitants et le relogement ont été les premières mesures entreprises par l'État à l'issue de l'inondation de décembre 2015, comme abordé dans la troisième partie de ce travail, on s'aperçoit que cette ambition figure depuis longue date sur l'agenda politique. La volonté d'exclusion d'une partie de la population, maintes fois exprimée dans les documents de planification, s'est matérialisée et catalysée sous l'effet de la catastrophe. Ces mesures prennent place au sein d'une « culture de l'éviction », dont nombre d'auteurs rendent compte dans leur travaux (Dupont, 2007 ; Coelho, Raman, 2010, 2013). L'éradication des bidonvilles est l'objet des politiques de développement urbain depuis l'indépendance. Un travail étudiant de 1967 sur l'évolution de la ville de Madras rapporte que « les sans-abris et les classes pauvres représentent 20% de la population ; l'éradication des taudis dans le cadre du renouveau urbain de la ville entière doit être entreprise »[2]. L'ambition s'affirme d'autant plus actuellement avec la mise en place du programme « ville sans bidonville ».

À cet égard, Chatterjee (2014) rappelle que les politiques liées au déplacement, les discours rationalisant ce type de politiques ainsi que les stratégies qui les légitiment, contribuent à l'« exploitation urbaine » de la théorie marxiste. Mais pas seulement, car cela s'inscrit également dans un ensemble de valeurs esthétiques (Baviskar, 2011a) qui traduisent un ordre moral.

Si c'est bien la pression de groupes militants sur le plan environnemental qui a incité les autorités à élaborer des projets de restauration des rivières, ces projets restent essentiellement guidés par une logique de l'esthétique, au service d'une élite et d'une économie libérale. Avec la construction du quartier d'affaire de MRC Nagar sur le bras de l'Adyar, les projets attestent de l'ambition des autorités de faire de Chennai une « ville de classe mondiale » à travers le développement du front de fleuve et du front de mer.

[1] D'après le rapport du CRRT (volume 5 :55) consulté le 15/04/2016

[2] "homeless and poor class represent 20% of population; slum eradication as part of urban renewal of the entire city must be taken up" (Pasupatham, 1967)

Conclusion

Le gouvernement de la rivière implique un ensemble de dispositifs qui permettent de réguler ses usages, d'administrer les populations locales et instaurer un ordre socio-spatial sur les rives. Du côté des autorités publiques, le positionnement apparaît pour le moins ambigu, voire contradictoire : les cours d'eau de la ville sont tantôt invisibilisés et clôturés, tantôt prisés pour la réalisation de projet d'infrastructures urbaines. La restauration des rivières urbaines est pourtant à l'agenda politique depuis plusieurs décennies. Avec une succession d'annonces de projets de dépollution des rivières à Chennai et le recours à de multiples consultants, des sommes importantes ont été investies dans l'action environnementale, sans que cela aboutisse à des mesures améliorant notablement la qualité de l'eau. En revanche, ces projets ont servi à financer des infrastructures urbaines à grande échelle[1], et à la mise en œuvre de projets d'embellissement des cours d'eau, moyennant l'éviction des populations riveraines. En ce sens, l'argument écologique a été saisi comme instrument politique pour procéder à un réordonnancement socio-spatial et récupérer du foncier. Ainsi, l'informalité politique comme régime d'aménagement dominant sur la rivière se couple avec l'argument écologique. C'est seulement à partir des années 2000, et sous la pression de groupes militants et d'associations de résidents que l'action publique environnementale s'est concrétisée, avec la création d'un parc de restauration écologique au niveau de l'estuaire de l'Adyar. Très controversé, ce projet marque pourtant un tournant dans la planification urbaine, où l'espace de l'Adyar est érigé et s'impose comme un front écologique. En effet, les rives de l'Adyar constituent un espace sur lequel se déploie une lutte de classes pour l'espace public urbain : une lutte des *places*, pour reprendre l'expression de Michel Lussault (2009).

Le concept de « front écologique » permet ainsi de rendre compte des enjeux d'appropriation, symbolique et territoriaux, qui se cristallisent autour du cours d'eau. Les dynamiques témoignent d'une logique de front contre front, avec des élites « éco-conquérantes » et des résidents de *slums* dépeints comme « illégitimes » sur le plan environnemental. Ce déséquilibre des rapports de force se solde par des exclusions des populations qui résident sur les rives, et leur relogement en périphérie lointaine. Ces dynamiques d'exclusion s'inscrivent dans des tendances urbaines généralisées, qui dépassent de loin le cas de Chennai. Ces procédés s'observent à différentes échelles et dans des contextes culturels variés : une perspective croisée des répercussions de projets de requalification des cours d'eau à Chennai, à Recife au Brésil et à Tours en France témoigne, de manière plus ou moins affichée dans les discours, de procédés similaires de mise à distance des populations marginalisées (Hochart, Verdelli, Campos, 2016). La spécificité de Chennai réside dans les formes que prend l'environnementalité, alliant un discours moralisateur sur le plan environnemental à une illégitimité spatiale. D'autre part, la prévalence du préservationnisme dans les approches sur l'environnement est une particularité qui alimente la logique de front contre front, justifiant l'exclusion des humains des espaces restaurés.

[1] Sans toutefois remédier aux problèmes d'assainissement.

Chapitre 3 – L'invention du fleuve, dispositif de l'environnementalité

L'Adyar est communément désignée par les habitants du nom du cours d'eau principal le plus connu, « Cooum », avec une connotation négative. Seule une minorité d'élites y voit un fleuve, la qualifiant du terme « fleuve » (« *river* »). Quelles sont alors les implications de l'attribution d'une étiquette « fleuve » aux cours d'eau de Chennai ? Développée en filigrane dans cette thèse, la question de l'appellation apparaît étroitement liée aux rapports de pouvoir dans l'action sur le cours d'eau. Ce chapitre aborde la question du statut attribué à la rivière Adyar par différents groupes sociaux et les répercussions en matière de gouvernement des rives et des usages. Avec la connotation positive associée au terme de rivière, le recours à ce terme implique des actions de mise en valeur paysagère et esthétique de l'espace, auxquelles la dimension écologique se greffe aisément. Il s'agit donc de mettre en relief les liens entre cette reconnaissance de l'Adyar comme fleuve, l'action écologique et les rapports de pouvoir. Couplée à l'analyse des représentations dominantes sur la rivière, cette perspective sur l'appellation de la rivière appréhende les rapports entre collectifs humains et milieux (ici entre différents groupes sociaux et le cours d'eau) sous l'angle du pouvoir. Développée tout au long de cette thèse, cette problématique s'articule à celle de la construction du « front écologique », où des représentations dominantes du milieu sont portées par des groupes sociaux tels que les élites du Boat Club. Frontière morale pour les élites, l'Adyar est aussi, à l'instar des rives de la Yamuna à Delhi, une « nouvelle frontière du développement urbain » (Follmann, 2015). L'élitisation des rives se fait au moyen d'alliances entre élites et institutions, où les institutions légitiment, à travers divers dispositifs, les représentations dominantes sur le cours d'eau.

À la confluence des deux premiers chapitres, montrant d'abord comment l'espace de la rivière est plutôt déprécié dans la culture habitante (chapitre 1), puis comment l'argument écologique est un instrument de mise en ordre de l'urbain (chapitre 2), ce chapitre propose une synthèse qui met en exergue les mécanismes de l'environnementalité. Dans un contexte de négation du cours d'eau dans la culture habitante, l'invention du fleuve par des élites apparaît comme un dispositif de l'environnementalité, permettant de redéfinir les usages sur les rives et la légitimité de ses usagers. Considérant les liens entre la reconnaissance du fleuve et l'action écologique, l'invention du fleuve est partie prenante du phénomène de « colonisation écologique » (Héritier et al., 2009) de la rivière par des élites. La manière de se référer à la rivière dénote alors d'une appropriation « écologisante » de la rivière, tant matérielle que symbolique. Ce dispositif n'est pas l'apanage des élites, puisqu'il est repris par les autorités étatiques, notamment dans les discours du CRRT et du TNSCB, mais aussi de certaines institutions transnationales, ici, en l'occurrence le Goethe-Institut, le centre culturel allemand, qui fait de la sensibilisation à la rivière le cœur de son programme culturel. Dès lors, ces discours sur la rivière et ces actions engagées par ces entités laissent entrevoir une forme d'environnementalité néolibérale (Fletcher, 2010) reposant sur des injonctions environnementales globales. L'appellation fleuve suggère alors un ensemble de pratiques et usages correspondant à ce type d'espace. C'est en ce sens que la question de l'appellation fait intervenir un discours moral sur le « bon » usage de la rivière. Cet ordre moral est institué par les autorités gouvernementales à travers les projets sur la rivière et les discours officiels, mais aussi par le biais des groupes environnementalistes qui parlent et agissent au nom

du fleuve. Un évènement organisé par le Goethe-Institut, le Water Chennai Forum donne à voir les différents positionnements des groupes qui se proclament porte-parole de la rivière. Tandis que ce forum illustre avec force les divergences de points de vue sur la rivière et en particulier en ce qui concerne l'action envers elle entre différents groupes sociaux, ces postures contrastées se saisissent également à travers les pratiques et discours quotidiennes des résidents. Ce chapitre met en perspective les visions des membres des groupes *Cooum : a cultural mapping* et *Clean Adyar Initiative* en particulier, tous deux correspondant à une frange supérieure de la population, mais renvoyant toutefois à des groupes d'élites distincts. Les portraits de Vidyadhar, co-fondateur du groupe *Cooum : a cultural mapping* (Encadré 9) et d'Aravind, co-fondateur de la *Clean Adyar Initiative* (Encadré 10), permettent alors, au-delà de la singularité de leur trajectoire, de mieux appréhender leur positionnement dans l'espace social et ainsi apporter quelques éléments contribuant à distinguer ces deux groupes.

Encadré 9 : Portrait de Vidyadhar, co-fondateur du groupe « Cooum : a cultural mapping »

Originaire de Devakottai dans le Tamil Nadu, Vidyadhar est romancier et passionné d'histoire. Avec Prashasti, il a fondé en 2016 le groupe « Cooum : a cultural mapping » dans le cadre des activités de la *Madras Week*, la semaine du patrimoine de Chennai. Il continue de proposer et de guider les sorties de ce groupe, ensuite décliné en « Adyar : a cultural mapping ». En parallèle de cette activité et de l'écriture de romans, il travaille comme consultant en Vaastu[1] depuis 17 ans.

Agé de 56 ans, il habite dans le quartier de Mylapore avec sa femme, au foyer, et son fils, architecte diplômé de l'Université de Delft aux Pays-Bas, où ce dernier a résidé plusieurs années avant son récent mariage.



Figure 78 : Photo de Vidyadhar lors de sa présentation sur le patrimoine de la rivière Adyar au centre de convention Arkay, Mylapore 05/11/2016

Les parents de Vidyadhar ont migré de Devakottai à Chennai pour le travail, son père travaillait alors à la banque et sa mère était enseignante au Queen Mary's College. Vidyadhar a fait ses études à Annamalai University, une université située à Chidambaram[2]. En dehors de ces quatre années d'études, il a toujours habité dans le quartier de Mylapore, à Chennai. C'est un quartier tranquille, selon lui, mais qui tend à devenir très commercial. En y habitant, il dit être devenu très orthodoxe car, à Mylapore, c'est traditionnel et « *on n'est pas censé avoir trop d'idées avant-gardistes* ». Il va généralement faire de la marche à pied au parc Nageshwaram les samedis et dimanches et dans le quartier du Boat-Club en semaine. Aussi, il fréquente plusieurs clubs de la ville ; il est membre du Cosmopolitan Golf Club, du Mount road club, et du Mylapore Club, un petit club du quartier où il va régulièrement diner en famille. Ses cousins sont membres du Boat-Club.

Vidyadhar mentionne fièrement son appartenance à la caste des *Chettiars,* une communauté de commerçants et de prêteurs originaires de la région centrale du Tamil Nadu communément appelée

[1] Le Vaastu est une science de l'architecture traditionnelle indienne.

[2] Une université fondée par Annamalai, un membre de la communauté des *Chettiars*, une caste de marchands très influente au Tamil Nadu (voir plus bas dans le texte).

Chettinad. Cette communauté s'est enrichie sous l'occupation coloniale et a acquis un statut social élevé[1]. À l'instar des communautés brahmanes, les Chettiars possèdent un important capital culturel. Vidyadhar explique que cette communauté est très douée dans l'apprentissage : « *ils ont commencé à apprendre, comme les brahmanes* ». Il raconte alors que « *l'année dernière, un garçon Chettiar aux États-Unis a reçu le prix McArthur, décerné par Harvard [...] Alors, il a reçu ça ! Donc, c'est le prochain niveau que va atteindre la communauté !* »[2] Il conclut en notant que « *c'est une communité de 80 000 personnes, l'une des plus petites, mais remarquable au sens où les gens ont réussi beaucoup de choses.* » Bien que les processus migratoires aient entrainé la création d'une diaspora Chettiar[3], les mariages et cérémonies des membres de la communauté sont encore majoritairement célébrés au Chettinad dans les somptueuses maisons familiales au style architectural traditionnel (voir Figure 80 ci-dessous). Ainsi, pour le mariage de son fils, Vidyadhar évoque les frais importants liés à la restauration de leur maison à Devakottai. Quant au choix de la future épouse pour son fils, il se dit plutôt ouvert mais son avis reste mitigé : « *Je lui ai dit qu'il pouvait se marier avec qui il voulait ! Indienne, européenne, peu importe... Parce qu'il y a de moins en moins de monde au Tamil Nadu, trouver des filles bien devient difficile et… il faut des enfants qui écoutent leurs parents. C'est une confiance immense envers les parents. En Inde, tu étudies ce que ton père veut que tu étudies, tu marries la fille à qui il veut te marier.* »[4]. Le mariage avec une personnes issue d'une même caste reste selon lui plus pratique, notant que « *c'est plus facile de s'adapter car tu as les mêmes attentes.* »[5] Son fils s'est alors marié avec une femme Chettiar du Tamil Nadu, ingénieure en informatique, selon les conseils de son père ; « *Heureseument, j'ai trouvé une fille bien, je lui ai dit qu'elle était bien, la meilleure qu'il puisse trouver au sein de notre petite communauté* »[6], commente Vidyadhar.



Figure 79: Le groupe CCM lors de la visite d'un temple
Source : Veludharan, membre du CCM



Figure 80: Photo d'une maison Chettiar traditionnelle, Karaikudi
13/11/2015

Démontrant un fort attachement à la ville de Chennai, Vidyadhar dit s'y sentir vraiment chez lui. Il est passionné d'histoire et s'attache à documenter le patrimoine de Chennai, avec un accent porté sur le

[1] Au 19ème siècle, certains marchands, membres de la communauté des Chettiars (aussi appelée Nagarathar), ont exercé une influence considérable sur les affaires de l'élite du zamindar (propriétaires fonciers). Les Chettiars se sont enrichis en prêtant de l'argent lorsque les propriétaires fonciers ont eu de plus en plus besoin d'emprunter de l'argent pour conserver leurs biens et pouvoirs.

[2] "*this community is very well worth in learning, so they got into learning, as the Brahmans. Last year, a Chettiar's boy in US, he got the McArthur award […] given by Harvard […]. So, he got that! So, that's the next level the community goes to!*"

[3] Les Chettiars sont aujourd'hui répartis sur plus de 70 pays.

[4] "*I told him you marry anybody ! Indian, European… anybody. And… I don't really bother about it, because Tamil is getting smaller, getting good girls is tough, and… you need, children who are listening to their parents. It's a huge amount of trust that you place in your parents. In India, you study what your father want you to study, marry the girl he wants you to marry.",* entretien avec Vidyadhar, 18/04/2016

[5] "*Yeah, it is easier to adjust because you have the same expectations about the other"*, entretien avec Vidyadhar, 18/04/2016

[6] "*Luckily, I got a good girl, I told this is good, the best you can get in our small community.",* entretien avec Vidyadhar, 18/04/2016

patrimoine colonial, en incluant dans ses visites les *bazaars* (marchés populaires) qui sont selon lui attrayants car ils ont « *l'air ethnique* »[1]. Le groupe « Cooum : a cultural mapping » s'est formé à partir d'un groupe des « Fans de *Ponniyin Selvan* »[2], une œuvre tamoule célèbre basée sur des faits historiques. Les membres y partageaient un intérêt commun pour l'histoire de la dynastie *Chola*[3]. Avant de se lancer dans la conduite des sorties patrimoniales autour des rivières, Vidyadhar a demandé l'aval de SriRam, un historien confirmé et reconnu du milieu patrimonial. Ces pratiques renseignent la hiérarchie informelle qui existe dans ce milieu très concurrencé du patrimoine à Chennai.

L'implication de Vidyadhar dans le développement des activités patrimoniales en lien avec l'histoire et la culture locale dénote de l'attachement des membres du groupe CCM au territoire et aux traditions. Il s'agit plutôt d'un groupe d'élite culturelle dont l'influence s'ancre au niveau local. De manière contrastée, les membres de la CAI circulent dans une sphère plus internationalisée. Mobilisant le registre de l'expertise environnementale, Aravind étudie la possibilité d'une restauration écologique de la rivière Adyar, et s'inscrit de fait dans la lignée des injonctions globales liées au développement durable et à l'écologie.

Encadré 10 : Portrait d'Aravind, co-fondateur de la *Clean Adyar Initiative*

Aravind est agé de 25 ans et est originaire de Chennai. Il poursuit des études en sciences de l'eau et en chimie en frequentant plusieurs universités de renomée internationale. Diplômé en ingéniérie de la chimie à l'Université de Delft aux Pays-Bas, il obtient en 2016 une bourse pour réaliser son Master à l'Université d'Oxford, en Angleterre, et mène actuellement ses recherches en doctorat dans l'École polytechnique fédérale (ETH) de Zurich, en Suisse. Ses recherches portent principalement sur les technologies de traitement des eaux usées. Son frère aîné, Barthesh, a réalisé un doctorat en botanique à l'Université de Montpellier.

Ses parents sont tous deux orginiaires de Chennai. Son père est banquier et sa mère possède un doctorat en musicologie. Issu de la caste des brahmanes, Aravind suppose que ses parents préféreraient qu'il épouse une femme de sa communauté, ce qui n'est, selon lui, pas seulement une question de caste mais plutôt de compatibilité : *« Je ne pense pas qu'ils iraient chercher à l'extérieur de la communauté. […] Premièrement, ils savent que la compatibilité n'est là que si tu es avec quelqu'un qui vient d'un milieu similaire. Tu sais, quand tu… disons que je suis hindou végétarien et que je me marie à une femme musulmane qui mange de la viande… Cette compatibilité, c'est la raison précise, je veux dire, on peut toujours s'adapter, mais cela n'empêche… »*[4]

À Chennai, il réside chez ses parents dans un appartement situé à Alwarpet, à quelques rues du Boat Club. Membre actif du Boat Club pratiquant régulièrement l'aviron, Aravind considère le Boat Club comme l'un de ses lieux favoris à Chennai. Il démontre un très fort attachement à la rivière Adyar, et avec l'expertise qu'il a acquise, il œuvre en vue de sa restauration écologique. C'est ainsi qu'en mars 2016, il décide de fonder, aux côtés de Karunakar (également membre du Boat Club), la *Clean Adyar Initiative*. Il

[1] "*it looks etnic* !", notes de terrain, 20/11/2016

[2] Ponniyin Selvan est une nouvelle historique écrite en tamoul par Kalki Krishnamurthy publiée entre 1951 et 1954. Elle a connu un franc succès et est reconnue comme l'une des plus grandes œuvres litéraires tamoules écrites depuis l'indépendance.

[3] La dynastie Chola est l'une des dynasties les plus anciennes de l'histoire, dont l'ère est située entre le 3ème siècle av. JC et le 13ème siècle. La vallée fertile de la rivière Kaveri constituait le cœur de cette dynastie tamoule.

[4] "*I don't think they'll go outside the community, because of two reasons: One: for sure they know the compatibility will be there only if you have someone from the similar background, you know, when you are, when let's say I'm Hindu, and I don't eat non veg, and you're married to a Muslim women who eats non veg… (tongue) that compatibility, this is very small reason, I mean, it can be worked around, it can be worked around, but, still you know* »

souhaite mettre l'ensemble de l'expertise acquise au cours de son parcours académique au service de la dépollution et restauration environnementale de l'Adyar. Plus récemment, entre octobre et février 2018, il est associé, aux côtés de Karunakar, au programme *100 Resilient Cities* de Chennai lancé par la *Rockefeller Foundation*.

Ces deux portraits, quoique partiels, permettent d'esquisser les différences entre les valeurs portées et les postures adoptées par ces deux fondateurs des groupes, celles-ci étant essentiellement liées à des questions sociales et d'échelles de référence : entre une échelle locale, d'une part, et un niveau global, d'autre part. Dresser succinctement le profil de ces deux acteurs permet alors de replacer les propos des membres des groupes enquêtés dans leur contexte d'énoncation, au regard de la position socialement située des interlocuteurs.

Ce chapitre se structure en deux temps : d'abord, la question de l'appellation de la rivière est explorée à travers les discours habitants et les représentations collectives établies sur la rivière. La mobilisation d'un extrait de film tamoul, *Mahanadi*, permet de varier les matériaux pour l'accès à ces représentations collectives, tout en illustrant les thèmes communément associés à la rivière. Les représentations de la rivière portées par les groupes d'élites, membres du Boat Club sont ensuite analysées en lien avec la question de l'action environnementale. Dans un second temps, ce sont les logiques de l'environnementalité qui sont à l'examen. Les intentions et actions des élites, réunies en groupes d'intérêts (Offerlé, 1998), ou associées aux organisations transnationales, traduisent un phénomène de colonisation écologique. Ce dernier renvoie à un procédé de façonnement des subjectivités environnementales (*sensus* Agrawal, 2005a) des habitants à l'égard de la rivière. Enfin, ce sont les modalités d'action environnementale de ces acteurs, que l'on désigne par le terme « éco-conquérants » proposé par Sylvain Guyot (2017), qui sont abordées en dernière partie.

De l'invention d'un fleuve

Cette partie s'attache d'abord à mettre en évidence l'enjeu symbolique qui entoure la question des représentations de la rivière. Dans un premier temps, il s'agit de voir comment la ville de Chennai et le fleuve sont définis en opposition dans les discours habitants, reposant sur une vision dichotomique de la ville et de la nature. En poursuivant la réflexion sur la ville indienne, l'illustration à partir d'un extrait de film tamoul intitulé *Mahanadi*, permettra de mettre en évidence l'association de la pollution de la rivière Cooum et la corruption liée à la vie urbaine. Dans un second temps, on s'intéresse à la définition de la rivière Adyar par les élites pratiquant l'aviron au Boat Club. Leur vision de l'Adyar comme un fleuve à restaurer et à entretenir, mais aussi la proximité qu'ils revendiquent avec le fleuve, s'accompagnent d'une mobilisation et d'une appropriation de la question environnementale. C'est notamment sur ce point qu'intervient la question du pouvoir.

Entre *sakkadai* et fleuve : le grand écart

Considérée comme un fossé, un égout, un drain ou une étendue d'eau, l'Adyar est qualifiée de multiples manières dans la culture habitante, à l'exception de celle de « fleuve » ou de « rivière ». Un argument est abondamment cité dans les discours des habitants interrogés : l'incompatibilité du fleuve avec l'urbanité à Chennai. C'est cette affirmation que je propose d'explorer dans cette partie, en analysant d'abord les

représentations associées à l'Adyar et les critères qui la distinguent du « fleuve », conduisant à la dichotomie énoncée entre le fleuve fantasmé d'une part, élément lointain et naturel, et la rivière urbaine d'autre part, drain et exutoire des eaux résiduelles. Par ailleurs, le devenir de l'Adyar est évoqué dans une approche plutôt défaitiste, avec la pollution considérée comme intrinsèque à la ville et à son fonctionnement. À partir de cela, c'est la symbolique de la rivière urbaine que l'on aborde en dernier point à partir de l'analyse d'un extrait d'un célèbre film tamoul, *Mahanadi* (qui signifie « la grande rivière »), mettant en scène la rivière Cooum comme allégorie de la société.

Fossé, drain, marigot : question de terminologie

Les réactions des interlocuteurs sur le terrain à l'évocation du mot fleuve (*river*) ont été ponctuées de remarques sur l'absence de ce dernier, comme évoqué en amont dans le chapitre liminaire[1]. L'énoncé du thème de ma recherche suscite d'ailleurs des interrogations ou des plaisanteries, comme lorsque Vinay se hasarde à comprendre mon travail, en commentant avec dérision : « *Je sais, peut-être que vous essayez de prouver qu'il y a des rivières à Chennai !* »[2]. Ces incompréhensions ou quiproquos sur le terrain dénotent des écarts de représentations autour des cours d'eau de la ville. En poursuivant l'investigation, des habitants confirment, au travers des entretiens, que la Cooum et l'Adyar sont loin d'être perçus comme des rivières. Minakshee, membre du CCM, conteste avec vigueur et spontanéité toute mention de « rivière » à Chennai :

- Pour vous, Cooum et Adyar ne sont pas des rivières ?
- *Non, non !*
- Le canal Buckingham ?
- *Rien ! (rires) Je n'en ai jamais vu... Je n'en ai juste jamais vu ! (rires)*
- [...] Et même [plus jeune], vous n'avez pas vu de rivière ?
- *(petits rires) Jamais !*
- Vous n'avez pas joué dans la rivière, et tout ça ?
- *Rien de tout ça ! (d'un air interrogateur) À Chennai ? (elle s'exclame) Certainement pas ! (rires) La rivière, la rivière était... où ça ? la seule rivière que j'ai vue, la dernière fois, c'était la rivière entrant dans Chennai, dans cette crasse (rires)* [3]

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Elle met un terme à ces questions, en résumant : « *pour nous, le Cooum était un 'sakkadai', c'est tout!* »[4], et précise que « *sakkadai* » se traduit par « *ditch* » en anglais, c'est à dire un fossé. Les échanges entre Tarakeswari et le gardien d'un campus situé à Nungambakkam laissent entendre des représentations similaires : tandis que Tarakeswari s'adresse au gardien, lui demandant si l'on peut apercevoir la rivière (elle emploie le terme *are* en tamoul), depuis le toit du bâtiment, celui-ci rétorque « *vous voulez-dire les égouts ?* » (en utilisant alors le mot *kalvai*)[5]. *Kalvai* prend ici un sens proche de *sakkadai*, celui de fossé ou de canal d'égout. C'est également cette idée qu'exprime Nishta au détour d'une réplique impromptue sur le terrain. Depuis la terrasse au premier

[1] Dans la section intitulée "Regards sur l'objet: le cours d'eau, un construit culturel"

[2] "*I know, maybe you are trying to prove that there are rivers in Chennai!*" Vinay 07/01/2016

[3] Extrait d'entretien 9 : Minakshee, le 29/04/2016 (cf. annexe page 483)

[4] "*For us Cooum was a sakkadai, that's all!*" Minakshee 29/04/2016

[5] Notes de terrain, le 14/03/2017.

étage du Cosmopolitan Club à Saidapet où l'on aperçoit l'Adyar, je lui demande « s*'il y avait toujours la possibilité de naviguer, ici, le feriez-vous ? »* et à elle de répondre spontanément : *« Qui ferait cela ? C'est juste un dépotoir* ! »[1] ; elle parle ici de *dump* en anglais, terme que l'on peut traduire par décharge ou dépotoir.

Parmi ces diverses manières de se référer à l'Adyar et à la Cooum, on constate que le terme de rivière ne semble pas convenir. L'absence de « rivière » à Chennai est reprise dans les propos de Vasundhara, enseignante de yoga à Besant Nagar, lorsqu'elle fait part des lieux qu'elle fréquente :

- *Je me rends parfois au parc. Au parc, à la plage et puis parfois (elle pense) je vais aussi à la rivière.*
- À Chennai ?
- *(surprise) À Chennai? (rires) À Chennai, il n'y a pas de rivière... Ce n'est qu'une rivière contaminée.* [2]

[Vasundhara, 57 ans, professeure de yoga, résidant à Adyar]

En précisant ensuite qu'il s'agit d'une « *rivière contaminée* », Vasudhara établit implicitement une distinction entre le Cooum et l'Adyar, contaminés, et la « vraie » rivière qui serait propre. Cette dichotomie se retrouve dans plusieurs entretiens[3], avec la mobilisation d'une catégorie de référence, celle du « vrai fleuve » (*real river*), ou du « fleuve digne de ce nom » (*proper river*) qui désignerait un objet « fleuve » aux critères différenciés de ceux des cours d'eau de Chennai. Ainsi, à la question de son expérience des rivières à Chennai, Kannan, résident de Chetpet, rétorque spontanément : *« mais il n'y a pas de rivières ici... Je veux dire, il n'y a pas de vraie rivière. Il n'y a pas de véritables rivières où les gens vont se promener. Je pense qu'il y a la rivière Adyar, la rivière Kotturpuram, mais elles ne sont pas destinées au public. Elles sont très polluées, je veux dire, l'eau est trouble, toxique... »* [4]. Il liste ici quelques éléments qui différencient, selon lui, l'Adyar d'une « vraie » rivière : la pollution, la toxicité et donc le manque d'accessibilité. La mention de la pollution comme critère de différenciation s'accompagne alors d'un discours mettant en jeu la temporalité, où l'Adyar et la Cooum auraient perdu leur titre de rivière avec la dégradation de leur état au cours du temps.

Après une série de questions posées avec insistance sur la définition des cours d'eau de Chennai, Minakshee, concède que l'Adyar aurait pu être considérée comme un fleuve par le passé :

- Mais pourquoi les gens disent que ce n'est pas une rivière ? C'est une rivière, non ?
- *Ouais, c'est une rivière. Je pense... Bon, l'Adyar en tant que fleuve... si tu es de Chennai, tu ne pourras jamais le voir... sauf si tu es de l'époque ancienne, n'est-ce pas ? Et le canal de Buckingham, pour nous, ce n'est tout simplement pas une rivière !* [5]

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Cette information montre que la définition du cours d'eau aurait évolué au cours du temps. John, jeune résident travaillant dans l'immobilier, fournit un autre indice lorsqu'il explique que l'Adyar n'est pas considérée comme un fleuve "*parce que ce n'est pas une rivière en ce moment ! ».* Il poursuit :

---

[1] "*If they still had boating, would you do? Who would do? It's just a dump*!" Nishta, carnet de terrain, 07/01/2016

[2] Extrait d'entretien 10 : Vasundhara, le 19/11/2015 (cf. annexe page 484)

[3] Cette notion apparaît dans 4 des 9 entretiens exploratoires réalisés de février à mai 2015, en réponse à la question de leur opinion sur le fleuve, de leurs habitudes et pratiques en lien avec le fleuve, par exemple la marche le long du fleuve, l'appréciation du paysage etc.

[4] "*But there are no rivers, here... I mean, like real river is not there. There are no real rivers where people will walk. I think there is Adyar River, the Kotturpuram, you know, river, but they are not actually for public. They are just like very polluted, like mash water, poisonous water…*" Kannan, 25/11/2015

[5] Extrait d'entretien 11 : Minakshee, le 29/04/2016 (cf. annexe page 484)

- *C'était un système de drainage dans lequel tout le monde déversait, vous savez, de l'eau pour... (il cherche ses mots) ... vous savez pour faire venir l'eau de drainage dans le... (sans terminer sa phrase) Parce que le système de drainage n'est pas bien entretenu et n'est pas construit de manière à ce que ce [l'eau] soit disposé[e] d'une manière différente, qu'elle puisse aller dans des réservoirs et... vous savez ? Voilà pourquoi [l'Adyar n'est pas considéré comme un fleuve].* [1]

[John, 26 ans, employé dans une entreprise de construction]

Les propos de Suhaila, étudiante en architecture, vont dans le même sens. Elle insiste sur le changement de statut du cours d'eau Cooum : « *Le Cooum était en fait... c'était une rivière, mais maintenant il est devenu Cooum* (avec un air de dégoût)*, un canal d'eaux usées, qui est sale et où personne ne prend la peine d'aller* »[2]. Cette vision romantique du fleuve du passé de l'époque coloniale est relativement partagée dans la culture habitante ; les réponses au questionnaire partagé auprès des membres du CCM en témoignent, mentionnant que le Cooum était une « belle rivière à l'époque », ou encore évoquant le désir de voir la « rivière dans sa gloire d'antant »[3]. De la même manière, Vinu, résident à Chetpet, raconte à propos du Cooum :

> *« Auparavant, c'était une rivière, ils faisaient du bateau, pendant la période britannique... Donc, ils naviguaient, c'était aussi utilisé comme un moyen de transport et au fil du temps, ça a changé parce que ce n'était pas bien entretenu. »* [4]

Finalement, si le cours d'eau « n'est pas une rivière en ce moment », c'est qu'elle a pu l'être à un autre moment, par le passé, ou à une autre époque de l'année. L'ensemble de ces propos révèlent des représentations changeantes du cours d'eau, qui ne sont pas sans rappeler la réalité mouvante et saisonnière du cours d'eau. La question reste de savoir à quelle échelle temporelle « ce moment » fait référence, s'il s'agit du temps de l'époque, de l'année ou de la saison ? Le bouleversement des représentations sur le cours d'eau pendant l'inondation (abordé dans le chapitre 4), lorsque l'Adyar est soudainement reconnue comme un fleuve, dénote la portée éphémère et immédiate de ce qui peut constituer « ce moment ».

Néanmoins, même en écartant la question de la pollution, l'Adyar ne semble toujours pas pouvoir bénéficier du titre de « rivière ». L'une des premières remarques recueillies sur le terrain allant dans ce sens est celle de l'avocat environnementaliste TK RamKumar : en lui exposant l'objet de ma recherche, il avance qu'il faut reconsidérer entièrement mon approche sur l'Adyar, puisqu'« *elle n'a jamais été une rivière, elle a toujours été un canal de drainage* »[5]. Ce commentaire suscite un sentiment de perplexité, puisque qu'il se heurte à ma propre interrogation : *« qu'est-ce qu'une rivière, sinon un canal de drainage ?»* [6]. Plus tard, un passant sur le pont Thiru-Vi-Ka, interrogé au sujet de la rivière Adyar, tient des propos du même ordre : « *Ce n'est pas une rivière ! C'est le marigot de la mer* »[7], employant le terme anglais de *backwater*. Par ailleurs, les réponses au questionnaire en ligne partagé au sein du groupe CCM dénotent de représentations contrastées sur le cours d'eau, certains évoquant l'Adyar comme une « rétention de déchets et de sable », et d'autres comme un « transporteur de

---

[1] Extrait d'entretien 12 : John, le 16/12/2015 (cf. annexe page 484)

[2] "*Cooum was actually… it was a river; but now it has become Cooum (with disgust tone) , sewage canal, which is dirty and nobody bothers to go there*" Suhaila, 01/01/2016

[3] "once a beautiful river" et "I want them to return to the glory", d'après le questionnaire en ligne partagé auprès du groupe CCM

[4] *« Once upon a time it was very beautiful they used to go for boating during the British period ... So they used to do boating, it was also used as a means of transport and over time, it changed because it was not not well maintained..»,* intervention de Vinu, fils de Devarajan, lors de l'entretien du 05/04/2015

[5] *"It was never a river, it has always been a drainage channel"* RamKumar, 11/05/2015

[6] Carnet de terrain, 10/03/2015

[7] "*This is not a river! This is backwater from the sea"* passant sur le pont Thiru-Vi-Ka, carnet de terrain, 14/03/2017

mousson »[1]. Cette dernière expression rejoint le sens du terme drain, dont la fonction serait celle d'évacuer le trop plein d'eau des pluies de la mousson. Ce sont donc deux représentations antagonistes du rôle joué par la rivière, puisque l'un insiste sur la rétention, et l'autre l'écoulement.

On voit donc qu'au-delà du fossé (*sakkadai)*, de l'égout (*kalvai)*, du dépotoir (*dump)*, l'Adyar est aussi considéré comme un drain (*nala*), un canal de drainage (*drainage channel*) ou encore un marigot (*backwater*).

A cette étape de l'argumentation, un détour par la terminologie du cours d'eau permet d'éclairer ces appellations. D'abord, il faut souligner que la terminologie tamoule associée aux cours d'eau et aux espaces aquatiques est beaucoup plus riche qu'en anglais[2] : en ce sens, le recours au terme « *river* » opère nécessairement une réduction. On note également que la distinction entre rivière et fleuve en français n'existe pas dans la langue anglaise qui ne propose qu'un terme, *river*, bien que l'on puisse également parler de *stream* en référence à un petit ruisseau, ou de *drain* pour désigner un canal ou un écoulement. Le terme tamoul *aaru (*parfois écrit *are)* est celui qui se rapproche le plus de l'appellation fleuve. On trouve aussi le mot *nadhi* d'origine sanskrit qui réfère à un fleuve ou une rivière. *Aaru* et *nadhi* sont théoriquement interchangeables, mais invariablement les grandes rivières pérennes du nord de l'Inde – telles que la Ganga, la Yamuna - sont appelées *nadhi*[3] tandis que celles de la région tamoule - Cauvery, Vaigai, Palar - sont appelées *aaru*. Il existe ensuite une multitude d'autres termes pour désigner les cours d'eau, ceux-ci variant suivant la forme, le débit, la longueur, les paysages qu'ils traversent et dans lesquels ils s'insèrent. L'encadré ci-dessous résume les principaux termes employés dans le pays tamoul :

Encadré 11 : Les mots du cours d'eau en tamoul

- Nadhi (skt) ou Aaru (tml) : équivaut au terme *river* en anglais, fait référence à un fleuve assez large (l'appellation *nadhi* renvoie à un fleuve de dimension plus large que celui désigné par le terme *aaru*)
- Kelai nadhi : un affluent
- Odei : un ruisseau, plus petit qu'une rivière
- Vaikal : un canal artificiel qui sert uniquement au transport de l'eau d'un point à un autre (le canal Buckingham, par exemple)
- Kaluvely : une lagune ou un grand lac
- Mugatuaram : l'endroit où la rivière rejoint l'océan

Pour parler des cours d'eau au Tamil Nadu, les termes employés sont multiples, évoquant aussi bien le cours d'eau lui-même que le paysage qu'il traverse. Et parmi les nombreux éléments qui entrent en compte dans la définition et l'appellation de ce dernier, le chemin parcouru par l'eau est un critère déterminant ; c'est ce qu'explique Tarakeshwari, architecte et enseignante à la *Crescent School of Architecture* : « *les rivières doivent suivre un chemin particulier. Ce chemin a beaucoup de noms : ça s'appelle un canal, ça s'appelle un étang. En tamoul il y a 17 à 18 noms pour cela : Kutai, Kenni, Kenara et tout ça... Même pour l'eau stagnante, il y a un nom, même pour l'eau en mouvement,*

[1] Réponses obtenues à partir du questionnaire en ligne le 18/08/2018 - à la question « qu'est-ce que l'Adyar et le Cooum représentent pour vous ? » : "*Monsoon carrier*", "*Adyar to me is retention of dumps such as sands* »

[2] L'avocat T.K Ramkumar le rappelle lors du workshop CSE organisé à Puducherry sur le thème « Surface tension », le 29/02/2016

[3] Ceci c'explique aussi par l'origine sanskrit du terme *nadhi*, qui s'est transposé de la sorte en hindi.

il y a un nom[1]. » Cette classification des cours d'eau a été abandonnée au profit d'un cadre de définition britannique lors de l'introduction du système de propriété foncière appelé *Ryotwari*[2] par le gouverneur de Madras Thomas Munro en 1820. Dans la révision de l'administration du foncier, les espaces aquatiques s'en tiennent seulement à trois catégories : rivières (*river*), étangs (*pond*) et lacs (*lake*). La domination britannique s'est donc également exercée par l'imposition d'une terminologie impliquant de nouvelles normes et usages du territoire au service du pouvoir en place, et restreignant par conséquent certains usages. Cela révèle les liens étroits entre langage, représentations de l'espace et exercice du pouvoir ; c'est un éclairage supplémentaire sur les mécanismes contemporains à l'œuvre autour du cours d'eau à l'examen dans cette thèse.

Est-il d'ailleurs nécessaire de souligner la dimension inévitablement dynamique de la définition des cours d'eau ? Si les représentations ne sont jamais figées quels que soient les objets, cela se vérifie à plus forte raison dans le cas des éléments aquatiques, qui revêtent des formes plurielles (en prenant la forme du contenant). Comme le notent Damien Femias et Olivier Sirost, « [l]es fleuves, les estuaires et les cours d'eau, en dépit de leur morphologie et de leur physique, restent des entités mal délimitées. L'évolution des mots et des objets qu'ils désignent dévoile le caractère complexe de l'eau, dont la maîtrise reste incertaine » (Femenias, Sirost, 2011 :2).

Il semble que la définition du cours d'eau évolue en fonction de l'expérience que les habitants font de cet espace, mais aussi du mode de connaissance de cet élément. Certains résidents évoquent le changement de leur regard sur le cours d'eau de Chennai depuis leur participation aux sorties du CCM. C'est, pour Minakshee, la connaissance de l'histoire qui a initié un changement d'approche sur l'Adyar : « *Alors, tu vois, jamais... Ce n'était pas du tout dans cette catégorie de rivière ! Même maintenant… d'accord, tu me dis que c'était une rivière, d'accord, maintenant que je connais un peu d'histoire… mais sinon, non !* »[3]. De la même manière, Sumedha, journaliste indépendante, affirme : « *ce n'est que lorsque j'ai pris part à cette sortie et que j'ai appris sur le Cooum que j'ai réalisé que [c'est une rivière]* »[4]. Finalement, Vinay, membre du CCM, analyse rétrospectivement l'évolution du statut qu'il a attribué aux cours d'eau :

> - *Je n'ai même pas réalisé que c'étaient des fleuves. Le concept de fleuve à Chennai... Je les ai toujours vus comme des ruisseaux... des ruisseaux de drainage. Je ne les ai jamais considérés comme de véritables fleuves, jusqu'à, peut-être, il y a cinq ans [...] Pour moi qui suis issu d'un milieu éduqué, je sais qu'Adyar est séparée de la Cooum, mais encore une fois, je n'avais pas visualisé Adyar comme un fleuve. Je pensais que c'était juste un ruisseau. Je ne savais même pas qu'Adyar allait au-delà de Saidapet, vers, vous savez, Manapakkam puis Manimangalam. Je n'avais jamais relié, de sa source à sa destination. Pour moi, Adyar allait de Saidapet à l'océan !*[5]
>
> [Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

---

[1] "*The rivers have to go in a particular path. That path has a lot of names: it is called a canal, it's called a pound…" if you take in Tamil there are 17 to 18 names for this: Kutai, Kenni, Kenara and all that… Even for stagnant water, there is a name, even for moving water, there is a name.*" Tarakeshwari, 25/11/2015

[2] Cela permettait au gouvernement de traiter directement avec le paysan (*ryot*) pour la perception des revenus et lui donnait la liberté d'abandonner ou d'acquérir de nouvelles terres pour la culture.

[3] "*So, see, for me, never… It was not in that category of river at all ! Even now… okay you're saying it was a river, okay, now I am knowing some history… otherwise no!*" entretien avec Minakshee, 29/04/2016

[4] "*Only when I went on this trip and learnt about the Cooum that I actually realized [it is a river*]", entretien avec Sumedha, 13/04/2016

[5] Extrait d'entretien 13 : Vinay, le 22/01/2017 (cf. annexe page 484)

Son témoignage est important car il renseigne les représentations qu'il se fait du rapport entre fleuve et ville. Selon lui, l'Adyar n'était qu'un ruisseau de drainage lorsqu'il se le représentait allant de Saidapet à l'océan, donc présent uniquement dans l'espace urbain ; ce ne que lorsqu'il a pris conscience de l'origine du cours d'eau qu'il a pu le considérer comme une rivière.

Le fleuve, une nature hors la ville ?

Si l'Adyar et la Cooum ne sont pas perçus comme des fleuves, c'est qu'aux yeux des habitants l'idée même de fleuve semble incompatible avec la ville de Chennai. Tout d'abord, lorsque l'on s'intéresse à ce que les habitants entendent par le mot « river », on retrouve la mention de principaux cours d'eau de la région tamoule, tels que Kaveri, Thamirabarani, Palar (voir Figure 3 : Carte des fleuves du Tamil-Nadu, page 39). Selon Minakshee, pour apercevoir des rivières, il faut sortir de la ville de Chennai : « *Je pense que le plus proche que nous pouvons apercevoir est le lac Chembarambakkam ou le lac Red Hills… ou l'autre, avant de vous rendre à Chengelpettu, vous verrez un immense lac, là seulement vous pouvez voir quelques… rivières. [...] à Tanjor c'est différent, il y a la Kaveri... mais ici, rien !* » [1]. Communément aux discours habitants, elle distingue l'Adyar des rivières tamoules : « *Pour nous, Kaveri est une rivière, Thamirabarani est une rivière, pas celle-ci…* » [2].

Plusieurs arguments sont avancés pour expliquer cette différence de classification. Naveen, un jeune membre du groupe CCM, souligne que cela pourrait être lié à l'hydro-morphologie des cours d'eau de Chennai, d'une part, ou à une forme de méconnaissance du territoire, d'autre part : « *probablement à cause de la longueur, de la largeur... Parce qu'ils [les gens] ne savent pas, probablement... Tu sais, c'est seulement grâce au groupe "Adyar and Cooum mapping" que je sais quelque chose à ce sujet [...] Oui, probablement à cause de la longueur! C'est plutôt comme un ruisseau qu'elle est considérée !* » [3]. Il contredit l'idée que l'état de pollution puisse être un des critères déterminant, puisque, selon lui « *même la Ganga est polluée!* » et pourtant il s'agit bien d'un fleuve. C'est, selon lui, plutôt en raison de la représentation spatiale des cours d'eau : « *Probablement parce que sur une carte, l'Adyar et la Cooum sont trop petits pour être marqués, alors.... le seul vrai fleuve majeur autour de Chennai est Palar* » [4]. Tandis que les rivières Palar[5], Kaveri ou Vaigai figurent systématiquement sur les cartes (voir Figure 3 : Carte des fleuves du Tamil-Nadu, page 39), l'Adyar et la Cooum y sont en effet invisibles. Sa remarque fait alors intervenir la notion d'échelle : ce serait en comparaison aux principaux fleuves tamouls que l'Adyar et la Cooum ne pourraient être désignés comme tels. Mais cela ne constitue pas le seul facteur explicatif. Une idée prévaut dans les discours habitants : celle de l'impossibilité d'un fleuve en ville. Cet argument repose sur une forte dichotomie entre l'espace « hors » la ville et celui « dans » la ville. Nishta mentionne ce point, en relation avec la dimension sacrée du cours d'eau qui existerait avant que celui-ci n'entre en ville :

---

[1] "*I think the closest that we'll see is the Chembarambakkam lake or Red Hills Lake… or the one, before going to Chengelpettu you'll see a huge lake, there only you can see some …rivers. [...] Tanjor it's different, Kaveri is there… for here, nothing!*" Entretien avec Minakshee, 29/04/2016

[2] "*For us, Kaveri is a river, like Thamirabarani is a river, not this…"* Entretien avec Minakshee, 29/04/2016

[3] "*Probaby because of the length, the width… Because they don't know, probably… You know, it's only because of the Adyar and Cooum mapping that I know anything about it, but… before, that, I knew there were a river called the Adyar river and the Cooum river… Yeah, probably because of the length! It's more of a stream, they think of it*" Entretien avec Naveen, le 10/03/17

[4] "*Probably because you know on a map, right, the Adyar Cooum are too small to be marked, so…. (time) the only actual major river around Chennai is the Pallar*" Entretien avec Naveen, le 10/03/17

[5] Le Palar est un fleuve traversant le Tamil Nadu situé à 100 kilomètres au sud de Chennai.

- *On voit beaucoup de temples le long de la rivière Cooum, jusqu'à ce que, tu sais, jusqu'à ce que la rivière entre dans Chennai, tout est protégé, tout va bien, l'eau s'écoule et est propre, mais une fois qu'il entre dans Chennai, il stagne et, tu sais, ils commencent à mettre de la crasse à l'intérieur de la rivière et le débit est perdu.*
- Et il n'y a pas beaucoup de temples à l'intérieur de la ville ...
- *Cela pourrait être l'une des raisons pour lesquelles la rivière devient plus polluée. Parce que tant qu'il y a des temples, les gens ont ce genre de... tu sais, ils ont l'impression que c'est un sacrilège de jeter des déchets dans la rivière. Alors, je pense que nous devrions peut-être construire plus de temples ! (des rires).* [1]

[Nishta, 39 ans, journaliste indépendante, membre du CCM]

On retrouve une forte dépréciation de la ville dans les discours habitants, décrite comme un espace « pollué », « congestionné », « sale » ou « surpeuplé »[2], et ces représentations sont étroitement associées à la thématique de l'environnement. Ainsi, lorsque l'on évoque la question de la « nature urbaine » dans les entretiens, le premier, et souvent l'unique, espace de « nature » en ville cité est celui de la plage, *Marina beach*[3]. Pour le reste, les personnes enquêtées affichent une forme de désillusion : Devarajan explique qu'« *[elle] ne s'attend pas à grand-chose »*[4], et que pour la nature, ils préfèrent encore rentrer au village. On retrouve dans ces discours habitants une approche dépréciative de la ville par rapport au village[5], qui n'est pas sans rappeler la conception gandhienne de la ville indienne. En effet, longtemps, l'Inde et la ville ont été présentées comme antinomiques, notamment dans l'histoire écrite par les européens postulant que « la spécificité indienne passe par la communauté villageoise » (Louiset, 2011 :33). Basée sur l'essentialisme de l'orientalisme européen, la pensée gandhienne contribue à élaborer le « mythe du village indien » (*ibid.* :78) où le village constitue le lieu de l'autonomie et des valeurs traditionnelles indiennes tandis que la ville, produit de la « modernité », serait le lieu de l'acculturation des populations autochtones et de dominations européennes[6]. Ces représentations ont imprégné la conception de la ville, et on retrouve, à des degrés variés, ces fondements dans les discours sur la ville aujourd'hui. Marie-Caroline Saglio-Yatzimirsky mentionne que pour les anciens villageois interrogés à Mumbai, « [l]es descriptions relèvent de la caricature : le village est propre, alors que la ville est sale. On va au village pour se ressourcer et on revient plus fort, en meilleure santé. » (Saglio-Yatzimirsky, 2007 :189) La dichotomie entre la ville et le village apparaît d'autant plus prégnante lorsqu'il s'agit de la question environnementale, et la rivière urbaine ne déroge pas à cette approche. Ainsi, Vinay souligne cette incompatibilité entre fleuve et ville à Chennai :

> *« Je peux vous dire la raison : en étant né et en ayant grandi à Chennai, on pense que c'est impossible d'avoir une rivière dans une ville, nous nous sommes presque résignés à cela, à cette pensée. Donc on pense que la rivière est quelque chose que vous devez aller [chercher] dans la forêt amazonienne ou ailleurs. Parce que même dans d'autres rivières, Kavery ou autre, il n'y a pas d'eau ! Nous pensons qu'une rivière avec de l'eau qui s'écoule, c'est quelque chose de lointain comme une terre magique ! Ce n'est que lors de mes autres voyages en Europe que j'ai vu des rivières au milieu de la ville. Sinon, je n'aurais jamais eu l'occasion de voir ça ! Et même après avoir vu ça, ça ne colle pas [lit. cela ne correspond pas]... parce que ce sont des points de vue inversés. Je n'ai*

[1] Extrait d'entretien 14 : Nishta, le 22/02/2017 (cf. annexe page 484)

[2] Vasundhara évoque ce point dans un entretien.

[3] "*I go to beach, to enjoy the nature only we are going to beach*" Vasundhara, 19/11/2015

[4] "*We don't expect so much!*" Devarajan, 07/12/15

[5] « *Je n'aime pas cet endroit ! Parce qu'il y a trop de monde et que la pollution est plus… mon village est très propre.* -Vous préférez votre village ? -*Oui. Mais pour moi, je ne vis pas ailleurs, je dois vivre ici, mais je n'aime pas vivre à Chennai !* » Vasundhara, 19/11/2015.

[6] Cette vision continue d'alimenter les discours nationalistes (Louiset, 2005).

> *pas vécu au milieu de cette ville [en Europe] pendant un an, donc, je ne suis pas habitué à avoir cette vue tous les matins ou tous les soirs. J'ai dû le voir peut-être une journée... Ça ne colle pas... »*[1]
>
> [Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Cette difficulté à associer l'image du fleuve au contexte urbain provient selon lui du fait de la nature saisonnière des rivières au Tamil Nadu, mais également de l'absence de situations vécues auprès de rivière urbaine. Ainsi, même l'expérience du fleuve urbain en Europe lui paraît à l'opposé de son quotidien de Chennai. La manière dont il formule cette incompatibilité entre le fleuve et la ville de Chennai fait écho aux réactions de surprise ou de dérision à la mention de rivière à Chennai, évoquées plus haut.

Pour mieux comprendre l'ensemble des représentations ou images associées au fleuve parmi les membres du groupe CCM, j'ai questionné sur ce que leur évoque ce terme, de manière plus générale. On retrouve effectivement la figure du fleuve fantasmé, « naturel » et « sauvage », auquel Vinay fait référence, « *lointain sur une terre magique* » « *qu'il faut [chercher] dans la forêt amazonienne* ». Mais d'autres figures se dégagent à partir des entretiens réalisés avec photo-élicitation. D'abord, celle du fleuve urbain d'ailleurs, pérenne avec des eaux vives, qui renvoie souvent à un fleuve aménagé à l'européenne avec des parcs et des espaces de loisirs (en témoigne la redondance des références à la Seine et à la Tamise). On retrouve ensuite le fleuve sacré, révéré, associé à la mythologie (avec des allusions au Gange mais aussi aux grands fleuves de la région Tamoule : Kavery, Vaigai). Enfin, la troisième figure dépeint dans une vision romantique le fleuve de Chennai à l'époque coloniale (Hochart, 2018). Ces figures, dont les traits sont ici volontairement exagérés, ont été construites à partir d'idées récurrentes dans les entretiens avec photo-élicitation ; en réalité, le fleuve dans l'esprit des habitants prend des formes hybrides, mêlant imaginaires exogènes et allogènes (*ibid.*). Le fleuve est dépeint dans toute sa portée symbolique, où le mouvement de l'eau est associé à la vie et la liberté. Ainsi, selon Nishta, « *une rivière signifie quelque chose de très fertile.* » C'est également un rapport intime à la rivière dont elle fait part, lorsqu'elle dresse le parallèle entre la rivière et sa vie :

- *Je pense toujours que ma vie a été une sorte de rivière. Ça s'écoule, ça suit les marées. Je n'ai jamais planifié ma vie. Du style : « je devrais être comme ça, je devrais faire ci, je devrais faire ça » ... Je n'ai jamais eu de projets concrets, je me suis laissée porter par la marée. Donc à chaque fois que je pense à une rivière, je pense à ma vie... [...] Personne ne peut arrêter une rivière ! Vous ne pouvez pas arrêter une rivière. Vous pouvez bloquer temporairement une rivière, mais vous ne pouvez jamais l'arrêter, elle continuera de s'écouler !*[2]

[Nishta, 39 ans, journaliste indépendante, membre du CCM]

Elle insiste sur le débit et le mouvement de l'eau car selon elle, dans le fleuve « *l'eau doit s'écouler* »[3]. Sumedha évoque, quant à elle, ses souvenirs du Gange à Varanasi pour aborder la puissance transformatrice de l'eau du fleuve, symbolisant le passage entre les mondes ; on est ici dans le portrait du fleuve sacré mentionné plus haut :

- *Il se passe beaucoup de choses à Varanasi ! [...] Nous avons fait un long trajet en bateau. Je me suis sentie très connectée, il y a de l'eau, le ciel, c'est en quelque sorte... je me sentais, j'étais liée à mon âme ! [...] Par exemple, à Varanasi, l'ambiance est différente ! Il y a quelque chose de spécial dans cette ville ! Tellement de culture, j'ai vraiment beaucoup aimé ! [...] Tu sais, quand tu vois un corps qui brûle là, tu vois le ciel, tu vois l'eau qui coule*

[1] Extrait d'entretien 15 : Vinay, le 24/04/2017 (cf. annexe page 485)

[2] Extrait d'entretien 16 : Nishta, 22/05/2017 (cf. annexe page 485)

[3] "*The water should flow*" Nishta

> *[...] ça te fait réaliser à quel point la vie est si impermanente. Je veux dire, quelqu'un ne fait que passer, se déplacer vers un autre monde, mais la vie continue... c'est ce que l'eau vous apprend.* [1]
>
> [Sumedha, 50 ans, journaliste, membre du CCM]

Au regard de ces énoncés, le fleuve renvoie à un élément soit « naturel » aux eaux vives, sacré, ou aménagé à l'occidentale. Mais il est toujours considéré hors de la ville de Chennai. Cette incompatibilité d'un fleuve dans la ville de Chennai décrite dans la situation actuelle prédomine également dans les projections futures. Les discours sur le devenir de l'Adyar ou de la Cooum, plutôt défaitistes, font le portrait d'une cohabitation impossible entre la rivière et la ville. Pour Vidyadhar, la réponse est sans appel : il est impossible de le restaurer[2] ; une posture qu'il explique par la saisonnalité du débit du cours d'eau à Chennai et le souci de l'approvisionnement en eau. La pollution du cours d'eau est, d'après lui, étroitement lié au fonctionnement propre de la ville :

- Alors peut-être en arrêtant le déversement des eaux usées ?
- *Vous ne pourrez jamais l'arrêter ! Je vous dirai que toutes les villes du monde situées le long des rivières y sont venues à cause de, pas pour l'eau potable, mais pour le drainage ! Le drainage est très précieux pour les établissements humains. Si le drainage cesse, les maladies commencent à arriver ! Donc les gens ont pu survivre uniquement au bord des rivières ! Pas là où leurs déchets étaient bloqués ! Mais les gens vivaient tout de même, même là où il n'y avait pas de rivières. Seulement la plupart des civilisations se sont développées parce que les déchets s'en allaient ! Toutes les rivières du monde sont faites comme ça ! D'ailleurs c'est en contrebas.*

Il poursuit, en expliquant que Chennai s'est développée en « tuant » la rivière :

- *Donc, le Cooum est un exemple typique de la façon dont nous avons arrêté la rivière en amont, et reversé l'eau sale de l'autre côté... La plupart des rivières sont ainsi ! À Delhi, ils reçoivent l'eau de Yamuna, située sur le coteau de la ville, puis la rejettent à nouveau. (silence) C'est donc un merveilleux raccourci pour tuer la rivière… nettoyer la rivière et vous avez cette eau sale qui tue la rivière.* [3]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

En somme, il considère qu'il n'y a pas d'issue, car il faudrait choisir entre les besoins de la ville, et la propreté du fleuve. Ce qu'il résume à travers l'équation insolvable : *« s'il y a de l'eau dans le fleuve, la ville mourra de soif »*, en référence à l'impossibilité de revenir sur la déviation de la rivière en amont, qui approvisionne aujourd'hui la ville en eau.

Si les avis d'autres membres du groupe CCM sont moins extrêmes, les énoncés sont tout de même peu emplis d'espoir. Nishta pense que « *le fleuve va disparaître* »[4]. Minakshee, sans être aussi catégorique, s'interroge : « *en fin de compte, même si on l'améliore, d'où est-ce que l'eau viendrait ? »*[5], elle n'est pas la seule à penser que d'ici dix ans *« ce sera pire » : « je pense que quoi que tu fasses… où est-ce que ça part ? Fondamentalement, quelque part il y a quelque chose qui ne va pas. La population est si grande que quoi que l'on fasse… Par exemple, nettoyer le Gange, ils disent parce qu'il y a de l'espace, mais tu vois, c'est juste tellement dans la ville, tout doit se passer en dedans… Je ne vois pas… »*[6].

---

[1] Extrait d'entretien 17 : Sumedha, 26/04/2017 (cf. annexe page 485)

[2] "*The Cooum can never be revived*" entretien avec Vidyadhar, le 18/04/2016

[3] Extrait d'entretien 18 : Vidyadhar, le 18/04/2016 (cf. annexe page 485)

[4] "*It will disappear*" Nishta, 22/02/2017

[5] "*Ultimately even if you take it up where is the water? (laughs)... Where is the water?*" Minakshee 29/04/2016

[6] "*It's going to be even more worst… [...] I think whatever you do… where is it going out, right? So basically, somewhere something is wrong. Population is so huge that whatever you do… Like, cleaning Ganges they are saying because the space is so much, but you know, it is just like so much within the city, everything has to happen within, I don't see anything…*" Minakshee 29/04/2016

Les scénarios pessimistes dominent les imaginaires du futur cours d'eau, et la possibilité d'un avenir positif semble étouffée par l'absence de confiance dans les pouvoirs publics. L'énoncé des projets de restauration de la Cooum et de l'Adyar se heurte à une forme de désillusion, la réponse étant globalement la même : « cela fait des années que l'on entend parler de restauration écologique, et rien n'a changé »[1]. Vidyadhar résume la situation en soulignant que même si « *en tant qu'individus, nous voulons nettoyer, [...] en tant que groupe, nous ne pouvons pas ! C'est une incapacité ! Où iront les eaux usées ? D'où viendra l'eau douce ? Nous devrons tuer la rivière quelque part…* »[2] ; une posture qui révèle l'éternelle incompatibilité d'un fleuve propre dans une ville, autant que l'impossibilité du vivre-ensemble.

La rivière urbaine comme allégorie de la société

Cette section entend apporter une perspective particulière sur la symbolique du cours d'eau de Chennai à partir d'un matériau original, le support cinématographique. Au-delà de la portée illustrative, l'objectif est celui d'amorcer une réflexion sur la symbolique de la rivière urbaine, à partir d'un extrait de film tamoul emblématique faisant du Cooum l'allégorie d'une société corrompue. Il s'agit d'un film de 1994 intitulé *Mahanadhi,* qui signifie *le grand fleuve* en hindi[3]. *Mahanadi* est ici employé comme une métaphore de la vie. La scène à laquelle on s'intéresse a été tournée à Chennai : les deux interlocuteurs traversent le Cooum sur le pont Napier, près de l'estuaire. La pollution de la rivière est directement associée aux comportements individualistes et aux intérêts personnels menant à la corruption. L'encadré ci-dessous est la traduction de l'extrait en question :

Encadré 12 : Extrait du film Mahanadi

(voix off évoquant la corruption)

« Si vous teniez vraiment à voir un film, vous achèteriez votre place au noir… Tout comme vous auriez soudoyé un contrôleur pour obtenir une place réservée dans un train…De nos jours, on ne peut pas rencontrer une seule personne dans ce pays qui ne sache pas ce qu'est l'argent sale. Ce qui veut dire que quasiment tout le monde ici finit par encourager un voleur. Et pourtant, tout le monde en Inde ne maudit que les politiciens et les flics ! Et si quelqu'un se retournait et demandait aux citoyens de ce pays « de quel droit vous sentez-vous offensés de leurs comportements, étant donné que vous êtes tous parfaitement contents de recevoir des *dhotis*[4] et des *saris*[5] en pot-de-vin lorsqu'on vous demande de voter pour ces mêmes bâtards ? »

(en marchant le long du pont Napier)

Iyer : C'est seulement dans les films qu'on peut se venger des gens comme Danush, pas dans la vraie vie. Nous devrions nous éloigner [de ces histoires] et veiller à ce que l'eau sale des égouts n'éclabousse pas notre chemise [une expression idiomatique en tamoul : *sakkadai tanni sathi* […] qui signifie au premier degré : si tu ne veux pas être sale, ne blâme pas l'eau, c'est de ta responsabilité de t'en tenir à l'écart ; et au second degré : ne cherche pas Danush si tu ne veux pas te faire de mal]. Cesse donc de vouloir entrer dans le caniveau pour tenter de le nettoyer !

[1] Sur 23 répondants, 15 ont manifesté du scepticisme quant aux projets de restauration du fleuve annoncés par les autorités publiques, 5 évoquent ces projets avec espoir, et 3 ne se sont pas prononcés.

[2] "*I think… as individuals we want to clean, but as a group we are not able to! It's an inability! Where will the sewage go? Where will the fresh water comes from? We will have to kill the river somewhere…*" Vidyadhar, 18/04/16

[3] C'est également le nom du fleuve majeur parcourant le centre-est du pays sur 900 kilomètres, voir carte des fleuves de l'Inde (Figure 2 page 38)

[4] Vêtement masculin traditionnel indien, constitué d'une longue bande d'étoffe drapée autour des hanches et dont un pan, passant entre les jambes, est ramené en arrière et rentré dans la ceinture.

[5] Vêtement féminin traditionnel indien constitué d'une pièce d'étoffe drapée et ajustée sans couture ni épingles.

Krishna : (se murmurant à soi-même) Mais ma chemise est déjà sale…

Iyer : Quoi ?

Krishna : Rien. Iyer... Combien d'années vaut une peine d'emprisonnement pour meurtre ? (il sous-entend qu'il veut tuer Danush)

Iyer : Pourquoi est-ce que tu demandes ça ? Merde… Krishna ! Pourquoi as-tu de telles pensées noires ? Tu ne devrais jamais te laisser happer par de telles pensées [lit. laisser de telles pensées grandir et s'emparer de toi]. Tu viens de sortir de prison ! Je commence vraiment à m'inquiéter. Allons au temple purifier notre esprit. De telles pensées ne devraient jamais te traverser l'esprit.

Krishna : Pourquoi ?

Iyer : Parce que... si tout le monde commence à commettre un meurtre sous le coup de la colère et le calcul de 12 ans moins 4 ans de rémission vaut seulement 8 ans de prison, le fleuve ne coulera que de sang dans tout le pays. Tu dois trouver la paix Krishna...

Krishna : Si je trouve la paix et que je ne me fâche pas, penses-tu que les rivières deviendront propres ? C'est justement parce que les braves gens de ce pays ne s'énervent pas, que ces belles rivières sont devenues des caniveaux.

Iyer : Les caniveaux ne sont que des égouts. Mais si le sang commence à couler dans ces rivières, ce sera un vrai désordre ! Qu'est-ce que c'est que ça ? (avec un air de dégout)… partons d'ici. Cette puanteur me donne la nausée.

Krishna : Pourquoi, pourquoi veux-tu partir, Iyer ? Comme si cette puanteur était d'aujourd'hui ! (la société a toujours été sale)

Iyer : Mais en quoi tu te soucies de la saleté ? (il n'explique pas à quoi se rapporte la saleté : la société, la rivière, ou Danush). Tu vas t'en éloigner, oublie cette rivière (société) et va faire ta *puja* (ta prière) dans ton propre temple pur... et le ciel s'ouvrira et te comblera de tout ce dont tu as besoin personnellement ! Tu ne devrais pas regarder un homme (à propos de Danush) et te moquer de tout le monde, de la société...

Krishna : Ne devrais-tu pas plutôt veiller à ce que cette société (et cette rivière) reste aussi pure que ta salle de *puja* ? C'est parce que tu la laisses à l'état de caniveau que chaque passant pense : « qu'est-ce qu'il y a de mal si je pisse aussi dedans, je crache aussi dedans et continue de le faire ? » À partir de maintenant, je prévois de me comporter aussi exactement comme ça...

Iyer : Je vois... et l'avenir ?

Krishna : Où diable est-il, Iyer ?

Le script présente donc plusieurs niveaux de lectures imbriqués. Le premier niveau est celui de la revanche que Krishna cherche à prendre sur Danush, avec Iyer qui cherche à l'en dissuader. Ce désir de vengeance est associé, de manière imagée, à la puanteur et à la saleté du Cooum. En second niveau de lecture, apparaît la pollution de la rivière Cooum, et le fait que chacun prenne soin de maintenir propre son espace sacré (*puja room*), mais ne s'inquiète pas de contribuer à la dégradation du cours d'eau. Cela fait référence à la tension entre les actions individuelles et collectives. Enfin, la saleté du Cooum renvoie aux intérêts personnels et à la corruption, et en troisième niveau de lecture, c'est de la société et de la corruption dont il est question. Au-delà du fait qu'il contribue à renseigner les représentations de la rivière Cooum, cet extrait de film a l'intérêt d'aborder différentes thématiques qui sont largement associées au Cooum dans les discours habitants : la saleté, la corruption ainsi que la notion du collectif. Par ailleurs, la dernière partie de cet extrait évoque la pollution du Cooum comme un phénomène qui s'auto-alimente à travers les représentations collectives sur la rivière et les pratiques dominantes qui y sont associées : puisque tout le monde la considère comme un caniveau, pourquoi devrais-je faire autrement ? souligne Krishna dans sa dernière intervention. Ce phénomène qui s'auto-alimente vaut également pour la corruption.

Les réponses au questionnaire en ligne témoignent de l'entrelacs et de la prévalence de ces thématiques ; ainsi, on peut y lire les remarques suivantes : *« Cooum, autrefois une rivière, c'est maintenant un fossé à cause de la pollution, de la contamination, de la corruption »*, *« Cooum... reflet de la mentalité sociale actuelle... »* ou encore *« Des systèmes fluviaux contaminés par les citoyens et le gouvernement, dans un ratio de 30% à 70% »*[1].

En outre, dans les discours, il n'est pas rare que les habitants évoquent la pollution comme la résultante de comportements attribués aux indiens. Nishta, par exemple, affirme qu'il ne faudrait pas que les gens soient trop proches de la rivière, car selon elle, *« le problème avec la proximité est que, ils salissent l'endroit. Et évidemment pour les indiens, tu sais, salir les lieux est un passe-temps ! Le passe-temps national !»*[2]. Parmi les arguments récurrents, on retrouve également celui d'une distinction plus marquée entre l'intérieur (la maison) et l'extérieur (l'espace de la rue), ici aussi présentée comme une caractéristique indienne. Ainsi, Karunakar relate au cours de l'entretien : « *vous savez, nous avons... les indiens ont cette fâcheuse habitude d'essayer de garder leur maison propre mais ils ne se soucient pas de ce qui se passe à l'extérieur de la maison »*[3]. Ces propos reflètent la tension entre l'action individuelle et l'action collective. D'autres encore mentionnent ce point en s'intégrant comme partie du problème. C'est le cas de Vasundhara, qui confie à propos de la pollution en ville : *« Je ne sais pas quoi faire... même moi je pollue aussi la ville. Tout le monde pollue la ville ! Vous voyez, ils vont nettoyer leur maison et ils jetteront tout sur la route… ils ne se soucient pas de la route… même moi ! Ils ne pensent qu'à leur maison… Alors tout le monde devrait avoir le sentiment qu'il faut garder nos routes propres aussi »*[4]. La dichotomie entre l'intérieur de la maison et l'espace de rue renvoie à une opposition entre action individuelle et collective.

Dans son essai intitulé *Le cercle de l'immondice*, l'ethnologue Colette Pétonnet retrace le rapport aux déchets dans l'aventure humaine. Elle note d'abord que la caractéristique de l'être humain est de « [garder] libre d'immondices la place où ils se tiennent, dorment ou réfléchissent, au centre de la case, et rejettent ceux-ci, en cercle, autour de leur habitat » (Pétonnet, 1992 :1). Mais l'urbanisation, en modifiant les échelles de temps et d'espace, a amené à repousser toujours plus loin ces déchets, les rivières jouant le rôle d'exutoire. Voici un extrait de son essai qui reprend les étapes de ces évènements :

> « Au fur et à mesure de l'avancement des techniques, la ville est de mieux en mieux nettoyée, balayée, tandis qu'au-delà des murs ou des portes s'élargit le cercle de ses immondices. [...] Pourtant, à survoler à basse altitude l'estuaire de la Seine, précisément couleur d'égout, on peut se demander si le cercle est rompu ou seulement hors de vue. [...] L'ordure est aussi un langage, celui des pulsions archaïques, de l'agressivité. Ce n'est donc pas étonnant qu'elle se manifeste, sous différentes formes, à la fois là où l'urbanisation galopante a provoqué nombre de déséquilibres et sur les murs des villes qui prétendaient rester propres, comme une insulte à leur fierté. » En somme, écrit-elle, « [t]out se passe comme si l'espace urbain se rétrécissait aux dimensions de l'appartement (d'où la souillarde a disparu), du chez soi gardé net de toute souillure. Et s'attarder sur la propreté des villes, résolue en principe, sinon dans l'absolu, c'est peut-être comprendre que rien n'est définitif mais surtout ne pas

[1] D'après les réponses obtenues dans le questionnaire en ligne, à la question « que représentent l'Adyar et la Cooum pour vous ? » : "Cooum once a river now it's ditch due to pollution, contamination, corruption.", "Cooum... reflection of the current social mindset...", "Spoiled river systems by people and Government in the ratio of 30 to 70%"

[2] "*The problem with the proximity is that, they dirty the place. And obviously for Indians you know, dirtying the place is a hobby! National hobby*!" Nishta

[3] "*You know, we have… Indians have this unfortunate habit of trying to keep their house clean but they don't care of what outside the house is happening.*"

[4] "*I don't know what to do… even I'm also polluting the city. Everybody is polluting the city! You see, after using, they will clean their house and they will throw on the road only… they don't bother about the road… even myself! They think only their house… So everybody should have this feeling that we must keep our roads also clean*" Vasundhara, 19/11/15

> voir que le problème s'est déplacé, élargi une fois de plus : ne pas désinfecter les rivières, tolérer les décharges au milieu des clairières, revient à vivre de nouveau trop près des immondices. Il n'y a plus d'espace sauvage ni à l'intérieur ni à l'extérieur de la cité » (Pétonnet, 1992)

La rivière urbaine à Chennai rappelle inexorablement la présence des immondices à l'intérieur de la cité. En associant la pollution à la corruption, la rivière est érigée en frontière morale, où les pratiques des occupants des rives sont condamnées et montrées du doigt. Le « cercle de l'immondice » qui, selon Colette Petonnet, se serait élargi pour englober la ville dans son ensemble, envahi en quelque sorte la sphère morale, pour désigner une frange de la population. Finalement, la métaphore déployée dans l'extrait de film *Mahanadi* montre cette intrication de la question de la pollution à la dimension sociale et morale : l'état de pollution de la rivière serait le reflet des mentalités actuelles et de la corruption de la société.

L'extrait du film *Mahanadi* illustre les représentations dominantes sur la rivière dans la culture habitante, où se mêlent pollution et corruption. Cette image de la rivière intrinsèquement liée à la corruption renforce les approches défaitistes sur le devenir du cours d'eau. Les discours habitants sur le fleuve révèlent alors un écart irréductible entre le fleuve et la ville, avec l'image d'un fleuve fantasmé, présenté comme essentiellement « sauvage » avec des eaux vives. Dans ce contexte, l'Adyar et la Cooum, loin de ces images idéalisées, n'accèdent qu'aux rangs de drain, marigot, ou fossé, sans se voir attribuées du statut de fleuve.

Reconnaissance du fleuve et action écologique

Cependant, pour une minorité d'habitants, la reconnaissance de l'Adyar en tant que fleuve ne fait pas de doute. On retrouve ces représentations au sein d'une frange supérieure de la population, des élites parmi lesquelles figurent les membres du Boat Club, mais aussi des résidents de quartiers proches du Club tels que les alentours de *RiverView road* à Kotturpuram. Quelles relations ces élites entretiennent-elles avec l'Adyar ? Et quel est l'enjeu de l'attribution du qualificatif de fleuve à l'Adyar en matière d'appropriation de cet espace ? Cette partie propose d'appréhender d'abord le vécu et les représentations des élites sur la rivière Adyar, puis d'en dégager les principaux enjeux de pouvoir. L'examen des liens entre la reconnaissance d'un fleuve et l'action écologique permet ainsi de mettre en évidence les logiques d'une d'appropriation « écologisante » de l'Adyar par les élites, tant sur les plans matériels que symboliques.

Une proximité affective avec l'Adyar

En premier lieu, les discours des élites interrogées témoignent d'une proximité entretenue avec la rivière. L'Adyar est perçue comme un atout, un potentiel pour la ville et ses habitants. L'analyse repose ici sur l'observation – participation menée sur plusieurs mois au sein d'un groupe de 4 membres actifs du Boat Club (Figure 81) et d'entretiens approfondis conduits auprès de 3 d'entre eux, dont deux sont co-fondateurs de la *Clean Adyar Initiative* (ce groupe est présenté dans le chapitre liminaire), ainsi que sur un entretien avec un propriétaire d'une maison individuelle dans la rue *River view*.



Figure 81: Photo du Boat Club sur les rives de l'Adyar
15/01/2017

Les membres du club d'aviron revendiquent leur proximité à l'Adyar à plusieurs niveaux : une proximité physique, d'abord, par la pratique régulière de l'aviron, mais surtout une proximité affective. C'est un point sur lequel ils insistent particulièrement dans les entretiens. Karunakar évoque le lien particulier que les membres du Boat Club entretiennent à la rivière, rappelant qu'ils « *[ont] une relation quotidienne avec la rivière* »[1]. Aravind, fondateur de la CAI, affirme : « *Je ne pense pas qu'il y ait quelqu'un qui puisse être aussi étroitement lié à la rivière qu'un rameur ! Sûrement pas ! Ça c'est certain !* »[2]. Ce lien étroit provient d'abord de leur expérience du fleuve. Karunakar raconte ainsi comment sa relation à la rivière a changé depuis qu'il a commencé à pratiquer l'aviron :

> *« Pour commencer, tu vois la ville d'un point de vue que presque personne ne connait ! Et tu commences alors à te rendre compte que tu es en fait assis sur un trésor, et très peu de gens le voient comme ça. Comme je l'ai dit plus tôt, la plupart des gens ici veulent rester à l'écart de la rivière. Dans toutes les autres villes du monde, une propriété sur le front de fleuve serait de grande valeur, n'est-ce pas ? Mais, pour nous (les habitants de Chennai), c'est tout l'inverse, pour nous, cela signifie moustique, odeur, tu vois... saleté, ordures, tout ça ! Mais, une fois que j'ai commencé à ramer... pour te donner un exemple, même mon odorat a changé, je ne le sens plus !»* [3]
>
> [Karunakar, 60 ans, publicitaire]

La rivière est donc un « *trésor* » caché que peu de gens reconnaissent. Quant à l'odeur, Karunakar mentionne que la pratique de l'aviron a modifié ses perceptions olfactives, et qu'aujourd'hui, il « *ne le sens plus* ». Si l'on peut s'interroger sur la possibilité de ce fait sur le plan physiologique, toujours est-il qu'il indique à travers cette phrase que l'odeur lui importe moins. C'est également ce qu'avance Aravind, lorsqu'il affirme d'abord que « *ce n'est pas si terrible* », puis qu'« *on s'y habitue* ». Leur pratique les conduit à faire abstraction des désagréments associés à l'Adyar. Au contraire, la rivière serait même plutôt un atout. C'est en tous cas ce qu'exprime Karunakar en citant la vue sur l'Adyar comme l'un des grands avantages du Boat Club :

- *« Et j'aime la rivière, je veux dire, nulle part ailleurs dans la ville, on n'a une vue sur la rivière comme celle-ci ! Le club de Madras a décidé que ce n'était pas une rivière, mais un drain, alors...*

[1] "*We have relationship with the river on a daily basis*" Karunakar

[2] "*I think, there is perhaps no one as closely related to the river as a rower! Surely not! That is assured!*" Aravind

[3] Extrait d'entretien 19 : Karunakar, 08/03/2017 (cf. annexe page 485)

- Même le Madras Club?
- *Madras Club, au sens où... je veux dire qu'ils n'ont pas utilisé la rivière comme nous l'avons utilisé (au* Boat Club*) ! Pour eux, c'est quelque chose qu'il faut maintenir à distance, plutôt que d'en faire partie. »*

Le jardin et la terrasse du Boat Club (Figure 82 ci-dessous) sont en effet aménagés de manière à valoriser la vue et l'accès sur la rivière.



Figure 82: Photo du jardin du Boat Club
07/02/2017

La photographie ci-dessous (Figure 83) illustre le ponton servant à l'embarquement sur les bateaux d'aviron lors des régates ou des entraînements.



Figure 83 : Photo de départ d'une régate d'aviron au Boat Club
11/03/2017

En considérant la rivière comme un atout paysager et esthétique, Karunakar regrette le fait qu'elle soit rendue invisible dans la ville. Il fait alors part de son incompréhension à l'égard de la posture des pouvoirs publics :

- *« Alors, quelle est la ville dans le monde, où vous avez un fleuve où vous voulez le cacher au reste de la population ? Et ils le font avec chaque pont ! Donc, ils essaient... ils en ont tellement honte, ils essaient de le cacher ! Si vous allez à Harrington Road aussi, vous le voyez à peine.*
- Vous pensez que c'est parce qu'ils en ont honte ou qu'ils n'en voient pas la valeur ?
- *Cela commence par... Ouais, ils ne veulent pas que les gens le voient ! Parce que c'est la mentalité ! Ils ne le voient même pas comme un fleuve ! »*

Il poursuit en expliquant que le problème vient du regard sur ces rivières, qui ne sont considérées que comme des égouts ou des exutoires :

- *Oui, parce que la plupart d'entre eux au cours de leur vie ici n'ont vu que la rivière comme un égout... comme un énorme égout dans lequel la ville ne ferait que se débarrasser de ces trucs. Donc, ils ne les voient pas vraiment comme des fleuves, mais en fait elles en sont !*[1]

[Karunakar, 60 ans, publicitaire]

À la question de savoir si l'espace du fleuve peut être considéré comme un vide, Praveen rétorque que les rivières à Chennai sont plutôt invisibles, du fait de la gêne qu'elles suscitent :

- *Ce sont des espaces invisibles ! C'est ce que je dirais. J'aurais aimé… qu'il puisse être considéré comme un bel espace public vide, ce n'est pas le cas ! C'est un espace invisible, ou c'est en grande partie un espace qui… gêne les gens ! Vous voyez, si vous êtes gêné par quelque chose que vous ne voulez pas voir ! [...] Je pense qu'ils sont très invisibles ! En fait, cela dit, probablement le plus bel espace de la ville est… la fin de la rivière ! la fin de la rivière où la rivière rencontre l'océan, ce tronçon d'un kilomètre et demi, du pont Adyar jusqu'à atteindre l'océan cela fait 1,7 km.*
- Entre la société théosophique et l'île aux baleines…
- *Ouais ! Et même de l'autre côté, c'est-à-dire même s'il y a des immeubles d'habitation qui ont été construits ! À l'origine, il n'y avait que deux espaces, le Collège de musique, puis il y avait, ce que nous appelions le palais de Chettinad. Il n'y avait que ces deux structures ! Il n'y avait rien d'autre, il n'y avait que l'estuaire après ça !*[2]

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Bien que la rivière soit invisible à la plupart des habitants, l'estuaire représente pour Praveen le « *plus bel espace de la ville* ». Il souligne ici aussi les attributs esthétiques de cet espace, en rappelant l'apparence « vierge » et « naturelle » de l'estuaire, lorsqu'il n'y avait alors que peu de constructions (il fait référence la période avant le développement de MRC Nagar). Aux yeux des usagers du Boat Club, l'Adyar est donc essentiellement valorisée à travers ses qualités paysagères et esthétiques. En évoquant l'*Adyar river*, la qualité de fleuve de l'Adyar tombe sous le sens.

C'est ici plutôt le fait qu'elle ne soit pas envisagée comme telle dans la culture habitante qui interroge les enquêtés. À ce propos, je cite, au cours de l'entretien, plusieurs facteurs qui pourraient expliquer cette approche sur le cours d'eau, notamment sa longueur. Mais Praveen ne semble pas convaincu par cet argument :

- *Je ne pense pas que cela devrait compter ! Ouais, c'est vrai, comparé aux grands fleuves de ce pays… mais comment, pourquoi est-ce que cela importe ? Je veux dire, c'est une belle chose qui traverse votre ville, c'est de la*

[1] Extrait d'entretien 20 : Karunakar, le 08/03/2017 (cf. annexe page 486)

[2] Extrait d'entretien 21 : Praveen, le 09/03/2017 (cf. annexe page 486)

taille de votre ville. Qu'est-ce que cela change que la rivière ait traversé des milliers de kilomètres avant, ou qu'il lui reste encore des milliers de kilomètres à parcourir ?

- Peut-être à cause de la pollution ...
- *Très probablement... parce qu'elles sont petites et qu'il n'y a qu'une ville qu'elles traversent, les deux rivières.*
- C'est vrai. La Kaveri est souvent citée comme un vrai fleuve
- *Aussi, il s'agit d'un fleuve qui traverse plusieurs villes, source de nombreuses activités agricoles... Et avouons-le, il y a la civilisation qui s'est développée le long du fleuve, ce sont toutes des rivières qui ont formé la civilisation, ces rivières [l'Adyar et Cooum] non ! [1]*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Selon lui, ce serait plutôt la pollution et les faibles rôles attribués à l'Adyar et la Cooum dans l'histoire du développement de la ville qui pourraient influencer cette considération pour la rivière aujourd'hui. Ainsi, c'est surtout son expérience de l'aviron qui a contribué a modifié son regard sur l'Adyar. Il raconte de quelle manière sa pratique influence sa relation à l'Adyar :

- *Globalement, je n'avais même pas remarqué ces rivières avant... Maintenant, je dirais... que 30% de mon temps est passé le long de la rivière, donc (rires) tu sais, cela change automatiquement ta perspective, je pense ! A un certain niveau, vous êtes beaucoup plus proche de la rivière, cela signifie aussi que vous avez beaucoup plus d'inquiétudes pour la rivière (rires) [...] C'est une angoisse, vous savez, je veux dire… qu'il s'agisse d'une progression naturelle du développement non planifié, de l'industrialisation ou si des choses spécifiques se passent… je veux dire, par exemple, dans beaucoup de villes du monde, la pollution industrielle dans le fleuve est devenu ridiculement élevée, pour ensuite reculer... Dans de nombreuses parties du monde, il n'y a pas plus de 30 ou 40 ans, n'est-ce pas ? Il y a 30 ou 40 ans, la Tamise et la Seine étaient également des égouts ! Vraiment mauvais !*
- Les gens avaient tourné le dos à la rivière ...
- *Exactement ! Comme dans beaucoup de domaines, la ville [Chennai] se comporte à la manière dont l'a fait l'Europe il y a 25 ans, et donc c'est horrible ! Et ce n'est pas quelque chose dont il est très agréable de faire partie, quand cette mauvaise tournure se produit ! Je suis sûr qu'il y a 20 ou 35 ans, personne ne devait s'occuper de la rivière et elle prenait soin d'elle-même... Tout-à-coup, à moins que vous ne fassiez quelque chose consciemment à ce propos, elle va mourir ![2]*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

En fréquentant régulièrement cet espace, une proximité s'est inévitablement créée avec la rivière. C'est aussi ce qu'évoque Karunakar en retraçant sa trajectoire, mettant en perspective son expérience de l'aviron et son engagement envers le fleuve :

- *De mon côté, j'ai essayé de faire quelque chose au sujet de la rivière, principalement parce que chaque fois que je vais en aviron jusqu'à l'ancien pont Adyar, le monde est complètement différent, Karine... C'est incroyable ! Tu sais, l'île Whales est là. Parfois, quand nous ramons de ce côté-là, il y a des oiseaux, le renard de la Société théosophique traverse pour rejoindre l'île, alors vous les voyez là ! Donc c'est un monde complètement différent. Et je n'arrête pas de dire que… tu vois, en réalité le reste de cette rivière peut vraiment être comme ça, si seulement nous en prenions soin.[3]*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire]

[1] Extrait d'entretien 22 : Praveen, le 09/03/2017 (cf. annexe page 486)

[2] Extrait d'entretien 23 : Praveen, le 09/03/2017 (cf. annexe page 487)

[3] Extrait d'entretien 24 : Karunakar, le 08/03/2017 (cf. annexe page 487)

C'est donc après avoir découvert cet endroit « incroyable » et idyllique, ce « monde complètement différent », qu'est née cette volonté de prendre soin de la rivière. Les photographies ci-contre (Figure 84 et Figure 85) prisent depuis une embarcation du Boat Club présentent la vue sur l'Adyar et ses rives depuis la rivière.



Figure 84 : Vue sur le pont Thiru-vi-ka depuis la rivière Adyar
17/04/17



Figure 85 : Vue sur le Chettinad Palace depuis la rivière Adyar
17/04/17

De manière générale, Praveen souligne que c'est moins l'exemple des projets de restauration des fleuves en Europe que la proximité qu'il entretient avec cette rivière qui le pousse à se mobiliser :

- *C'est la proximité que vous avez avec la rivière dans la vie. Ce n'est pas seulement, « si les gens peuvent nettoyer le cœur de la Seine à Paris, pourquoi pas la rivière Adyar? » Je ne pense pas que ce soit cela... C'est plutôt de venir chaque jour sur cette rivière, et soudainement sentir la puanteur, ou voir les débris de construction, ou des idiots qui arrivent et coupent des arbres le long des rivières, etcetera. Ça vous dérange ! En raison du temps que vous passez à côté d'elle, et en interaction avec elle ! [1]*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Karunakar raconte à travers son histoire personnelle qu'il a toujours entretenu un lien avec la rivière, en particulier avec l'Adyar :

- *L'un de mes premiers souvenirs quand j'étais à Harrington road... à peine 500 mètres de mon lieu de résidence, c'était la rivière Cooum. Et à cette époque, le Cooum n'était pas sale, nous y allions, en tant qu'enfants, nous allions pêcher des poissons dans la rivière. Donc, cela n'a jamais été aussi terrible que ce que d'autres ont prétendu… mais assurément, mon point de vue sur Cooum versus Adyar, c'est que le fleuve Adyar était de très loin, une bien meilleure rivière, et que pour une raison ou une autre, j'ai toujours été proche d'elle, donc de Harrington road à Kalaksheetra, une fois que je me suis marié, nous habitions juste à côté de la rivière Adyar à Defence colony. Donc j'ai toujours été lié à la rivière![2]*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire]

Ses propos mettent en évidence les différences de représentations entre la Cooum et l'Adyar, qu'il justifie par le niveau de pollution plus élevé du Cooum :

[1] Extrait d'entretien 25 : Praveen, le 09/03/2017 (cf. annexe page 487)
[2] Extrait d'entretien 26 : Karunakar, le 08/03/2017 (cf. annexe page 487)

- *Donc, ma vision de la rivière Adyar est qu'elle est beaucoup plus propre que la rivière Cooum. Le Cooum s'écoule malheureusement à travers toute la ville, et tout ce qui existe se jette dedans, même les déchets hospitaliers... Il y a donc des portions vraiment mauvaises! [1]*

Cette distinction entre les deux cours d'eau est courante parmi les usagers du Boat Club. Avec une forme d'auto-dérision, Praveen fait part de ce contraste que manifestent les gens du club, qui tendent à valoriser l'Adyar au point de rendre invisible la Cooum. Selon lui, les rameurs mentionnent fièrement pratiquer l'aviron sur l'Adyar alors que le Cooum est souvent ignoré ou évoqué avec la même aversion dont font preuve la plupart des habitants. Il exprime cette idée dans un entretien :

- *Et, en fait, même les gens comme nous, qui avons tellement d'interactions avec cette rivière, nous avons tendance à être complètement aveugles vis-à-vis de l'autre rivière ! Nous voulons l'ignorer, autant que possible... Demandez à quelqu'un qui parle d'Adyar, est-ce qu'ils mentionnent une seule fois le Cooum? C'est aussi une rivière dans la ville, elle est aussi longue, et elle traverse probablement beaucoup plus du territoire densément peuplé de Madras que la rivière Adyar...*
- C'est vrai ... Je me demandais pourquoi l'initiative Clean Adyar était centrée sur l'Adyar
- *Ils sont tous très heureux, les gens qui sont attachés à cette rivière, ils sont tous très heureux de... ne jamais penser au Cooum, parce qu'ils en sont gênés !*
- Alors ils font la différenciation...
- *Et ils pensent... (il se reprend) en fait, beaucoup de gens, quand ils ne connaissent pas la ville ou cette rivière, vous parlez à un étranger et vous dites que vous ramez, et il vous dit "Où ramez-vous ?", vous dites "sur la rivière Adyar", il dira (d'un ton surpris) "dans ce caniveau ?" et tu diras « Non, non, tu penses au Cooum, la rivière Adyar est bien mieux ! » (rires) Ce n'est pas vrai! C'est ce que tout le monde... tout le monde bondit pour défendre cette rivière. [2]*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Tandis que l'Adyar est présentée comme une rivière dont il est important de se soucier, le sort de la Cooum reste ignoré, voire nié, dans les discours des membres du Club. Plus encore, les arguments abondent pour « défendre » la rivière Adyar face aux possibles confusions avec la Cooum. C'est une posture que l'on retrouve chez Chandhar, ancien colonel et propriétaire d'une maison individuelle dans la rue *Riverview,* dans le quartier de Kotturpuram. Pour lui, habiter près de l'Adyar est un avantage et une chance : *« Un avantage, c'est que je peux dire que dans la ville de Madras, mon bungalow est unique ! Parce que, la raison c'est que…ils sont là aussi, ils sont aussi là, mais ils ne peuvent pas avoir cette vue ! J'ai une vue dégagée d'environ 500 à 600 mètres, que vous ne trouverez nulle part »*[3] bien qu'il reconnaisse que *« parfois cela sent mauvais, ça tu ne peux pas y échapper »*[4]. Tandis qu'il fait visiter avec fierté et enthousiasme sa terrasse pour présenter sa « vue unique » sur le fleuve et le Boat Club, il fait remarquer que « *prendre un verre en bas ou ici avec cette vue, cela fait toute la différence ! »*[5]. Surtout, il n'omet pas de préciser : *« et ce n'est pas le Cooum... c'est l'Adyar! C'est une vraie rivière avec des marigots (backwater)... »* Le rappel de cette différence entre l'Adyar et la Cooum semble donc essentiel, l'Adyar étant présentée comme

[1] *"So my perspective of the Adyar river is that it's a far cleaner river than the coovam. The Coovam unfortunately flows right through the city, and every other thing opens into it, even hospital waste there... So, there are some portions of which are really really bad!"* Karunakar, le 08/03/2017

[2] Extrait d'entretien 27 : Praveen, le 09/03/2017 (cf. annexe page 488)

[3] *"One advantage is I can say in Madras city my bungalow is a unique one, because the reason is, they are also there... they are also there but they cannot have that view! I have a outstretch view of about 500 to 600 meters, which you will not get anywhere"* Chandhar, le 26/01/17

[4] *"Sometimes you get the smell, that you can't avoid it"* Chandhar, propos enregistrés le 26/01/17

[5] *"Having a drink downstairs or here with this view, that makes all the difference!"* Chandhar, carnet de terrain, 26/01/17.

une « vrai rivière ». L'important dans le discours de Chandhar semble être l'unicité de la vue depuis sa terrasse, qui distingue sa maison parmi toutes les autres de la rive. La vue sur l'Adyar serait, en ce sens, surtout un critère de distinction sociale.

Ces quelques exemples renseignent la manière dont l'accent porté sur la différence entre l'Adyar et la Cooum s'inscrit dans des enjeux d'identification de classes sociales. Avec ses atouts paysagers, la présence des clubs et d'institutions élitistes sur ses rives, la rivière Adyar cristallise les aspirations des classes supérieures, tandis que la Cooum, traversant les quartiers populaires, reste dépréciée et associée à l'image d'une rivière à la fonction d'exutoire des eaux usées de la ville.

Finalement, les enquêtés du Boat Club justifient d'abord leur attachement à l'Adyar et leur inquiétude à son égard par la proximité qu'ils entretiennent avec elle, notamment du fait de leurs pratiques. Ils font part d'une vision magnifiée de l'Adyar, qu'ils évoquent par les termes de « trésor », d'« autre monde », de lieu « incroyable » ou encore de « plus bel espace de la ville ». Si ces représentations sont certainement construites à partir de leur expérience de la rivière, il n'en reste pas moins que celles-ci se confondent avec des intérêts de classes sociales, les rives de l'Adyar étant le lieu de socialisation et la « frontière » d'une élite. Ce point est développé un peu plus loin dans ce chapitre.

La question environnementale

La valorisation de l'Adyar et son appellation de rivière est indéniablement liée à la question environnementale. D'abord, la présence de « poches » de verdure aux abords de l'Adyar, et le fait qu'elle ne soit pas aussi polluée que la Cooum facilite son association à la thématique de l'environnement. Surtout, la présence sur ses rives d'institutions élitistes (les clubs, la société théosophique) ainsi que de quartiers résidentiels de classes supérieures détermine l'importance accordée à l'environnement. En effet, les discours des élites sur la rivière expriment une forte préoccupation écologique, qui se manifeste de diverses manières dans leurs discours et actions. L'engagement de certains membres du Boat Club pour la restauration de la rivière, à travers la création de la *Clean Adyar Initiative*, témoigne de cette préoccupation. Ce fait atteste également d'un rapport positif à l'action et d'une perspective optimiste quant au futur de la rivière. À la question du sentiment qui l'anime à la vue du fleuve aujourd'hui, Karunakar dit qu'« *il a changé pour passer de "c'est un cas perdu et on ne peut rien faire" à croire que, si nous nous unissons tous un peu, nous pourrions, disons, d'ici 7 à 8 ans, voir de nouveau des poissons dans la rivière. Donc, c'est passé de "c'est un cas perdu" à "je pense qu'il y a de l'espoir"* »[1]. Sa perspective a changé depuis son implication dans la *Clean Adyar Initiative*. La définition de l'Adyar en tant que rivière est un point essentiel dans cette vision et dans le développement de l'approche environnementale. Evidemment, le traitement du cours d'eau diffère selon qu'il est considéré comme un drain, ou comme un fleuve. La définition de l'Adyar en tant que fleuve est donc un préalable à l'action écologique. Karunakar explique que le but de la CAI est d'abord de « sensibiliser les gens » au fait que l'Adyar est un fleuve :

> *« Pour la plupart des habitants de Chennai, la rivière est un drain, ce n'est même pas dans leur esprit ! Et c'est ce qu'on essaie de faire avec la Clean Adyar Initiative, de sensibiliser les gens au fait qu'il y a une rivière en premier lieu, et que vous pouvez réellement la nettoyer ! »*[2]

---

[1] *"Changed from this is a gone case that nothing can be done to believing that if we all pull together just a little bit, we might in, say, 7 to 8 years, see fish back in the river. So it's gone from saying this is a useless case to saying I think there is hope"* Karanukar

[2] *"For most people in Chennai, the river is a drain, it's not even in their mindset! And that's what, you know, we are trying to do with the Clean Aday Initiative, to try rise the awareness for, for the fact that there is a river in a first place, and that you can actually clean it !"* Karunakar, 08/03/2017

Il établit ainsi un lien entre la reconnaissance de l'Adyar comme fleuve dans la culture habitante et l'action écologique à son égard. Selon lui, c'est en sensibilisant les gens au sujet de l'Adyar et à son potentiel, que la pression pour sa restauration écologique prendra de l'ampleur et pourra mener à une action des autorités :

> *« Donc, plus nous sensibiliserons à ce que l'on peut faire avec les rivières, je pense que la sensibilisation et la pression du public inciteront les politiciens à agir ! C'est seulement lorsque le bébé pleur, n'est-ce pas ? Que l'on fait quelque chose pour lui. Mais personne ne pleure pour ces rivières. »*[1]

La sensibilisation au statut de fleuve de l'Adyar apparaît alors comme un moyen de mobiliser les habitants à faire pression sur les autorités de planification. Or, il évoque un peu plus loin, que *« si la rivière en elle-même est propre, il y a davantage de gens qui voudront vraiment être en contact avec elle [lit. en faire partie]»*[2]. Ainsi, l'action écologique serait à la fois une conséquence de la reconnaissance du fleuve, mais pourrait aussi être le moteur du changement de regard sur le fleuve. Par une « boucle de rétroaction », le fleuve restauré, aux atouts alors valorisés et visibles, conduirait à un changement des représentations que les habitants s'en font, lui permettant d'acquérir un statut de fleuve. Ses propos dévoilent ainsi un phénomène qui s'auto-entretient, où la dépréciation de la rivière entraine la pollution, et la pollution conduit à la dépréciation de l'espace. À l'inverse, une valorisation amènerait la propreté, de même que l'espace nettoyé susciterait une valorisation.

Le discours de Karunakar soutient l'idée d'une restauration de la rivière profitable à l'ensemble des habitants, donc entendue dans une visée collective. Pourtant, l'une de ses remarques au sujet du parc Adyar Poonga contredit cette affirmation, bien qu'il s'exprime sur le ton de la dérision et de manière nuancée :

> *« Hier, en fait, j'ai posté une photo du Adyar Poonga, et vous savez que 99% des habitants de Chennai ne savent pas qu'il existe ? D'une certaine manière, j'en suis très heureux. (rires) »*[3]

Cette remarque dénote la tension qui subsiste entre la sensibilisation du public et le maintien de la gestion environnementale à un groupe restreint. Parmi les aménageurs et les élites, l'exclusion des humains des espaces « naturels » en vue de leur préservation environnementale est plutôt présentée en termes positifs. Les discours dominants chez les élites locales associent le plus souvent la présence humaine aux comportement considérés comme nuisibles sur le plan environnemental, soulignant le *« problème des comportements irresponsables »* et le fait que *« les gens [soient] environnementalement illettrés »*[4], un point évoqué dans le chapitre 2.

Cette tension liée au regard sur les classes populaires conduit parfois à des heurts au sein du groupe des membres du Boat Club, révélant différentes formes d'environnementalismes. Au-delà de leurs liens d'amitié et leur collaboration, Praveen et Karunakar ne partagent pas la même vision quant à l'action écologique. Praveen se défend d'un environnementalisme élitiste et reproche à Karunakar sa vision excluante. Surtout, il pointe du doigt les contradictions du discours porté par la CAI : *« Comment peux-tu dire que c'est notre Société Théosophique, notre fleuve, et reprocher aux gens de ne pas s'en soucier ? »*

---

[1] *"So the more awareness we can create about what you can do with rivers, I think public awareness and public pressure, will get the politicians to do something about it! It's only baby cries, no, that, you do something about it! But nobody is crying for these rivers."* Karunakar, 08/03/2017

[2] *"But, if the river itself is clean, then more people would really want to be a part of the river."* Karunakar, 08/03/2017

[3] *"Yesterday in fact, I posted a picture of the Adyar poonga, and you know 99% of the people in Chennai don't know it exists! In some way I'm very happy" (laughs),* Karunakar, 08/03/2017

[4] Les formulations suivantes: "*problem of irresponsible behaviours* » et « *people are environmentally illiterate*" sont issues des présentations réalisées lors du workshop CSE organisé à Puducherry sur le thème « Surface tension », le 29/02/2016

Au vu de l'ensemble de ces éléments, on s'aperçoit que l'appellation « fleuve » pour désigner l'Adyar est donc éminemment politique. L'enjeu symbolique de définition prend place dans le contexte de la lutte pour l'appropriation, et la question environnementale apparaît comme un élément central dans le maintien des rapports de force. L'argument écologique devient alors un moyen pour l'appropriation de l'espace par les groupes dominants.

Une colonisation écologique

Doté de qualités paysagères et esthétiques, l'espace de l'Adyar fait l'objet d'une appropriation « écologisante » par des groupes environnementalistes hybrides, composés d'élites et d'organismes transnationaux. La colonisation écologique s'accompagne de la production et du renforcement d'un ordre moral, légitimant le réordonnancement socio-spatial sur l'espace du fleuve en fonction des usages considérés comme polluants, mais surtout des populations considérées comme pollueuses. C'est l'ensemble de ces points que je propose d'aborder dans cette partie, ensuite développés tout au long de la thèse, et en particulier dans la troisième partie. D'abord, il s'agit d'examiner les procédés qui sous-tendent la logique de l'exclusion à l'œuvre dans la colonisation écologique : en particulier, ceux qui ont trait à l'embellissement et qui revêtent un caractère moral. Le dernier point s'attache à dresser, dans leurs grandes lignes, les portraits des habitants, organismes et institutions impliqués dans cette appropriation « écologisante » du cours d'eau, que l'on nomme ici, selon la terminologie proposée par Sylvain Guyot, les « éco-conquérants » (Guyot, 2017).

Discours moral et environnementalité

L'appropriation des rives urbaines entraîne le déploiement de différents registres de légitimité définissant les usages considérés comme convenables des rives. Comme le souligne Sylvain Guyot, « [l]es fronts écologiques créent des situations complexes et conflictuelles où différents types d'acteurs mobilisent de multiples registres de légitimité reliés à des utilisations variées des écosystèmes, de la terre et des territoires » (Guyot, 2017 : 18). C'est dans ce contexte que l'on assiste à la mise en discours d'un ordre moral associé à l'usage de la rivière et des rives.

Un ordre moral institué : du « bon » usage de la rivière

J'entends « ordre moral » dans son acception sociologique, renvoyant à un système de valeurs qui définit la séparation entre le bon et le mauvais, le conforme et le déviant. Le sociologue Émile Durkheim est l'un des rares auteurs, avec Max Weber, à avoir accordé une place centrale à la morale dans ses réflexions. Selon lui, les valeurs et la morale sont régies par des normes collectives, à savoir des devoirs et obligations, et la société est organisée autour de normes sociales codifiées (code pénal, justice), ou moins codifiées (les mœurs). Dès lors, « les fins morales sont celles qui ont pour objet *une société*. Agir moralement, c'est agir en vue d'un intérêt collectif. » (Durkheim, 1974 :51). Hans-Peter Müller, dans un effort de traduction de la pensée Durkheimienne, souligne que « [t]oute morale se compose d'un système de règles de conduite qui inspirent le respect et sont en même temps attirantes et désirables » (Müller, 2013). L'ordre moral est donc étroitement associé à la production de normes et à leur légitimité. Le sociologue Max Weber s'attache à éclairer le rôle

de la légitimité des normes dans les rapports sociaux de domination[1]. Il affirme que « dans une même société, une lutte incessante oppose une pluralité de régimes de légitimité, portés par des groupes sociaux constitués autour d'intérêts spécifiques s'opposant à ceux qui cherchent à en imposer un autre » (Weber, 1986, cité par Ogien, 2012 :36). La reconnaissance d'une réglementation générale qui fixe le cadre d'organisation d'une société n'interdit donc pas d'affirmer que plusieurs systèmes de valeurs y coexistent simultanément (Ogien, 2012). Dans ses travaux, Michel Foucault cherche, quant à lui, à établir la généalogie de la société normalisatrice. Il tente alors d'expliquer la légitimité des normes qui définissent ou naturalisent le péril que les populations « déviantes » font courir à l'ordre social. C'est dans cette même perspective que se placent les importants travaux des sociologues Robert Castel et Jacques Donzelot[2]. En ce sens, « [l]a définition des formes de déviance et des modalités de leur traitement est toujours, qu'elle se fasse au moyen de l'élaboration d'un savoir professionnel ou par le truchement de mesures législatives, un élément essentiel de l'exercice du pouvoir dans une société normalisatrice » (Ogien, 2012 :101). Dans cette thèse, j'emploie l'expression « ordre moral » pour désigner avant tout un consensus, au sein d'un groupe de personnes, sur le système de valeurs qui définit l'acceptable et le non acceptable, et qui cherche à l'imposer aux autres. Je m'appuie sur la manière dont Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet (2017) mobilisent cette notion dans leur ouvrage intitulé '*ce que les riches pensent des pauvres'*. Voici la définition qu'ils en donnent :

> « L'ordre moral repose sur un consensus concernant les façons, bonnes et respectables, de se comporter ; il apparaît, selon Emile Durkheim, comme le produit de l'attachement des individus à des groupes sociaux et à la société dans son ensemble. C'est la raison pour laquelle ce consensus sur un certain ordre moral peut constituer le dénominateur commun sur lequel s'accordent les habitants d'un même quartier. Cette conception de l'ordre moral contribue à cimenter les relations entre les habitants qui partagent alors une même conception des comportements désirables et tolérables et, à l'inverse, de ceux qu'il convient collectivement de mettre à distance et de contenir en dehors des limites du quartier. Si le quartier est souvent l'échelle à laquelle les individus parviennent à se rapprocher le plus possible d'une situation dans laquelle cet ordre moral est effectif, il n'en demeure pas moins que les défenseurs de cet ordre moral, en tant que citoyens, attachés non seulement à leur quartier mais à la société dans son ensemble, lui confèrent, dans leurs discours, une vocation universaliste. En d'autres termes, ils sont persuadés que si leurs représentations étaient universellement partagées, la société serait soulagée de nombre de ses maux. La notion d'ordre moral s'appuie donc sur une représentation de ce qu'est la société idéale quand l'ordre moral renvoie, lui, à la réalité des faits sociaux, quantifiables et mesurables. L'observateur extérieur ne peut néanmoins que souligner la contradiction interne du projet universaliste d'un ensemble de représentations fondées sur l'exclusion. Il est donc possible d'affirmer qu'en dépit de sa vocation universaliste l'ordre moral est condamné, par ses propres contradictions, à se réaliser de manière localisée et circonscrite. » (Paugam et al., 2017 :14-15)

---

[1] Selon Weber, « un principe gouverne la constitution des groupements humains de grande dimension : un nombre restreint d'individus y occupe une position de direction, donc de domination (au sens neutre qu'il donne à ce terme) De ce point de vue, maintenir l'ordre social revient moins à assurer la cohésion sociale globale qu'à produire et faire appliquer des normes de conduite afin de reproduire les conditions de domination. Mais, pour Weber, ces normes ne sont respectées que pour autant que leur validité soit reconnue. La question de la reproduction de l'ordre devient alors celle de l'adhésion des assujettis à un système normatif global donc un pouvoir établi cherche à maintenir la légitimité. [...] Il ajoute que cette adhésion procède, en grande partie du monopole que le groupe qui exerce la domination détient sur l'emploi des instruments de la violence physique (police, justice, armée). » (Ogien, 2012: 36)

[2] Voir par exemple les ouvrages de Jacques Donzelot (1977), *La police des familles* et de Robert Castel (1976), *L'Ordre Psychiatrique. L'âge d'or de l'aliénisme.*

Cette définition permet de saisir l'ordre moral d'abord comme des *représentations*, auxquelles on accède par des *discours*, qui reposent sur une vision de la société considérée comme idéale et à partir desquelles se définit un ensemble de normes de comportement jugées acceptables. La réflexion éclaire également l'articulation entre des représentations circonscrites et la visée universalisante de l'ordre moral. Dans la thèse, on s'intéresse à la manière dont sont légitimés certains usages de la rivière au détriment d'autres, participant au renforcement d'un ordre moral. Il s'agit, en quelque sorte d'identifier les principes qui organisent le partage que les individus établissent entre le conforme et le déviant, et comment ceux-ci sont institués dans les discours officiels.

Les contours de cet ordre moral transparaissent dans les représentations officielles, que renseignent les documents de planification. Ainsi, le plan directeur avance que l'empiétement des *slums* est la cause de la réduction de l'écoulement de l'eau de la rivière, et y accole la notion de pollution : « l'ajout de déchets liquides non traités a entraîné une très forte concentration de polluants. L'élimination des déchets solides et l'empiétement des bidonvilles ont fortement réduit les flux, en particulier pendant les périodes de mousson. »[1] Dans les discours des représentants du gouvernement, les propos révèlent des logiques discriminantes envers les populations des *slums*, dont les pratiques sont associées à la pollution de la rivière. L'ordre moral s'établit par les représentations des « bons » ou « mauvais » usages de la rivière. L'extrait d'entretien avec Viswenathan, du CRRT, montre comment la « vraie » rivière est synonyme de bons usages :

- Sur le terrain, j'ai remarqué que la plupart des habitants de Chennai ne considèrent pas Adyar et Cooum comme une rivière. Ils m'ont dit que ce n'était pas une «vraie» rivière : pourquoi cela ?
- *En raison des eaux usées qui coulent, parce qu'ils ne les utilisent pas.*
- Quelle est votre idée personnelle d'une « vraie » rivière?
- *Une vraie rivière, c'est quand la rivière est utilisée ! Que ce soit pour les loisirs ou les activités culturelles.* [2]

[Viswanathan, spécialiste en environnement, membre du CRRT]

Selon lui, l'utilisation de la rivière équivaut au développement de « loisirs » ou « activités culturelles », des pratiques qu'il juge positives. En négatif dans ses propos, on comprend que les habitants des *slums* n'utilisent pas la rivière, ou implicitement, pas d'une « bonne manière ». La popularisation de l'expression « usages abusifs » de la rivière dans les discours politico-médiatiques va dans ce sens. La fabrique du front écologique va de pair avec la montée d'un discours produisant des régimes de légitimité différenciés vis-à-vis de l'environnement :

> « Le front écologique se conçoit toujours en fonction d'un « ennemi » de la nature – l'éco-conquérant se définissant d'ailleurs toujours comme « l'ami » de celle-ci –, qui peut être matérialisé par une utilisation ou un projet d'utilisation non écologique d'un espace : friche, extraction minière, agriculture intensive, urbanisation non contrôlée, grands barrages etc. » « Le front écologique est consubstantiel d'une logique de front contre front » (Guyot, 2017 :43).

Ces différenciations ressortent expressément dans les discours des représentants du gouvernement. À propos de la présence des clubs sur les rives de l'Adyar, Viswenathan souligne que ce sont « *grâce à ces gens*

[1] "The addition of untreated liquid waste had led to a very high level of pollutants and the disposal of the solid and the encroachment of slums had severely reduced flows particularly during monsoon periods." D'après le Master Plan (2006), Chap IX – drainage.

[2] Extrait d'entretien 28 : Viswanathan, le 13/04/2017 (cf. annexe page 488)

[que] les empiètements ont été limités. C'est aussi très bien. Tout le monde ne peut pas y aller comme ça ! »[1] La restriction de l'accès à ces espaces riverains est ici perçue comme quelque chose de positif, contrecarrant les « empiétements ». Par extension, la régulation de l'accès aux rives est selon lui un moyen de préserver l'environnement. Tandis que les « empiètements » (comprendre ici les *slums*) sont largement criminalisés, les pratiques des élites sur la rivière et aux abords de celle-ci sont légitimées par les autorités du CRRT. Dans un entretien, Viswanathan (CRRT) affirme que les usages de la rivière vont inévitablement être altérés par la mise en œuvre du projet de restauration écologique. Or, cette remise en cause des usages actuels de la rivière ne s'applique pas à l'ensemble des pratiques ; au fur et à mesure de la discussion, il apparaît qu'il désigne par-là essentiellement les pratiques populaires, alors que les pratiques des élites sont considérées comme d'ores et déjà compatibles avec un front de fleuve réaménagé. C'est ce que laisse entendre sa remarque à propos de l'aviron pratiqué par les élites du Boat Club : « *s'ils veulent ramer, laissez-les ramer !* »[2]. Son discours est un exemple de la manière dont les représentations dominantes parmi les responsables étatiques associent des légitimités différenciées aux pratiques des élites et à celles des populations pauvres, qui se fondent dans une morale définissant des pratiques compatibles avec la rivière tandis que d'autres sont incompatibles et jugées polluantes. C'est un trait que l'on retrouve dans l'idée de l' « incompatibilité des *slums* avec un « vrai » front de fleuve » telle qu'énoncée dans le plan directeur du projet de restauration de la rivière, comme il a été abordé précédemment.

À travers la question des usages, la rivière est érigée en frontière morale, et la question environnementale devient l'argument pour remplacer un ordre socio-spatial par un autre. En ce sens, on a affaire à un phénomène de « colonisation écologique » (Héritier et al., 2009). Le front écologique intègre l'idée d'un front de colonisation, renvoyant lui-même à un front pionnier, au sens où il induit le remplacement d'un ordre socio-spatial par un autre. En termes strictement écologiques, il conviendrait plutôt de parler « front d'invasion » (Héritier et al., 2009). Cela étant, le terme de « colonisation » présente l'intérêt ici de faire allusion à une appropriation élitiste à travers des pratiques issues de l'héritage colonial britannique. En même temps, l'idée de colonisation des représentations ou des modes de pensée s'approche de la gouvernementalité foucaldienne, au sens où l'on a affaire à une « conduite des conduite », ici une conduite des usages de la rivière, à travers l'inculcation de représentations associées à la rivière. Ces représentations légitimées de la rivière s'appuient également sur une conception morale de ce que devrait être une rivière, à partir de l'image d'une rivière idéale (que l'on retrouve dans l'expression « *proper river* » qui abonde dans les discours habitants, comme évoqué dans le chapitre 1). En l'occurrence, l'invention de l'Adyar comme fleuve par les élites est l'un des dispositifs qui permet de normer la relation au cours d'eau, et par-là de réguler ses usages.

L'appropriation « écologisante » qui caractérise le front écologique se traduit par la volonté d'imposer des pratiques, des usages et un ordre socio-spatial compatible avec la préservation environnementale de l'espace :

> « S'il est possible de considérer que le front pionnier accompagne la diffusion d'une certaine modernité dans ces espaces à priori étrangers à son élaboration, le front écologique peut être

[1] "*because of these people only encroachment were limited. This is also very good. Not everyone can come like that*" Vishwenathan (CRRT), 13/04/2017

[2] *"If they want to row, let them row"* Vishwenathan (CRRT), 13/04/2017

> considéré comme la volonté de remplacer l'ordre socio-spatial issu de cette conquête par un ordre socio-spatial venu d'une autre modernité, une modernité écologique » (Héritier et al., 2009 :5)

Ici, l'apport de la modernité écologique passe par le remplacement des usages populaires de la rivière par d'autres considérés comme « environnementalement légitimes ». C'est également un point évoqué par Stéphane Héritier, Xavier Arnauld de Sartre, Lionel Laslaz et Sylvain Guyot :

> « le front écologique, si on le rapporte à la notion de front pionnier, viserait à une transformation durables des usages d'un territoire, en donnant aux préoccupations environnementales une place dominante » (Héritier et al., 2009 :5)

Si le phénomène de « colonisation écologique » est d'abord de l'ordre du discours et des représentations mentales, il s'accompagne de la mise en place de dispositifs matériels visant la transformation des usages. La planification d'espaces spécifiques et l'installation de dispositifs de surveillance sur les rives concourent à l'imposition d'usages « environnementalement légitimes ». Afin de mettre fin aux pratiques spontanées et à « l'utilisation abusive d'un espace le long du point Thiru-Vi-Ka », la création d'un parc le long de l'Adyar est envisagée par la Municipalité[1]. En outre, des caméras ont été installées : « dans le but de réduire les activités illégales le long du pont Thiru-Vi-Ka à Adyar, au cours des deux prochains mois, 30 caméras supplémentaires seront installées sur l'ensemble du tronçon allant de *Broken Bridge* au pont Thiru-Vi-Ka, en plus des 70 caméras existantes. »[2]. Il est difficile ici de ne pas appréhender la mise en œuvre de dispositifs sécuritaires sur l'espace public à l'angle de la gouvernementalité foucaldienne. L'aménagement des rives est ainsi soutenu par des arguments sécuritaires. Depuis l'enceinte de la Société Théosophique, une clôture sous forme de haie condamne l'accès et la vue sur la rivière Adyar, mais cela n'a pas toujours été le cas. Ajit, responsable de la préservation environnementale à la Société Théosophie, revient sur l'évolution de ces aménagements des rives. Dans un discours laissant transparaître l'ordre moral institué, il explique la mise en place de dispositifs sécuritaires en lien avec les pratiques « déviantes » des résidents des *slums* voisins :

> *« Il y avait en fait un chemin où on pouvait marcher le long de la rivière. Il y a en fait un bollard. C'était la jetée. Il y avait des bateaux qui venaient ici. Vous pouviez sortir et revenir. En fait, vous veniez ici pour votre théosophie et vous partiez en bateau sur la rivière. Vous ramiez et revenait. Donc c'était vraiment idyllique. C'était les conditions idéales ! Ensuite, nous avons commencé à avoir tous ces ghettos de chaque côté. Quand ils avaient besoin de bois de chauffage, ils venaient ici par groupes de 6 ou 7. Ça s'est aggravé, parce que nous avions du bois de santal ici. C'est très cher et très piraté. Alors, ils venaient, attaquaient, prenaient les arbres et ressortaient. Donc, quand on a commencé à avoir tous ces problèmes de sécurité, la Société Théosophique a rendu compliqué l'entrée par ce chemin. C'est pourquoi ils ont planté tous ces buissons épineux. Nous avions un plan différent avec la société de sécurité. Ils ont des choses comme les barricades. Nous pouvons donc maintenant utiliser la technologie. Mais nous voulons d'abord nettoyer cet endroit et ensuite le revitaliser. »*[3]
>
> [Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Le terme « ghetto » qu'il emploie renvoie indéniablement à une vision péjorative et moralisatrice sur les résidents des quartiers *slums*. Ses propos illustrent avec précision la construction discursive de « l'ennemi de l'environnement » qui alimente la logique de front contre front.

---

[1] « L'installation est en cours de construction par la Municipalité, afin d'empêcher l'utilisation abusive d'un espace le long du point Thiru-Vi-Ka", d'après l'article intitulé "A park by the Adyar river" publié dans *The Hindu*, le 20/04/2018.

[2] D'après l'article intitulé « All eyes on the river » publié dans *The New Indian Express*, le 28/08/2018.

[3] Extrait d'entretien 29 : Ajit, le 19/04/2017 (cf. annexe page 488)

Si la « conquête » du front écologique fait plutôt penser à l'accaparement manifeste d'un espace, le phénomène de « colonisation écologique » qui l'accompagne semble opérer à un niveau plus subtil et insidieux, renvoyant à la notion d'environnementalité. Ce sont les procédés de façonnement des représentations que les habitants se font de l'environnement, ici la rivière, qui contribuent à redéfinir la légitimité des pratiques associées à cet espace. La fabrique de l'Adyar comme front écologique par les autorités étatiques emprunte aux conceptions binaires opposant les bons aux mauvais usages de la rivière : celles-ci renforcent alors un ordre moral qui légitime l'exclusion, c'est à dire le remplacement de l'ordre socio-spatial sur la rivière par un autre.

Les contours de l'environnementalité néolibérale

Les organisations transnationales jouent un rôle essentiel dans la fabrique et le renforcement de l'Adyar comme front écologique. En particulier, le centre culturel allemand, le Goethe-Institut- Max Mueller Bhavan, très actif sur la scène culturelle à Chennai, est l'une des principales institutions à s'intéresser à la rivière urbaine, au point d'en faire le thème central de ses activités culturelles. Depuis 2015, l'institution a été à l'initiative de diverses campagnes de sensibilisation sur la rivière, dans le but de susciter l'intérêt et de réfléchir de manière artistique aux solutions futures.

Le « Cooum Art Festival » représente la première ébauche d'un projet qui a dû être reporté, d'une part à cause des inondations destructrices de décembre 2015, mais surtout du fait de la non acquisition des permissions officielles pour l'organisation de l'évènement sur les rives de la Cooum. Initialement prévu pour janvier 2016, le programme consistait en la tenue d'une exposition artistique, de spectacles et de programmes éducatifs aux abords de la rivière, avec la participation de 45 artistes locaux, nationaux et internationaux[1]. L'objectif annoncé était la « célébration de la rivière » à travers la dimension artistique pour que les gens renouent avec la rivière en fréquentant les berges. Ce projet est né de la rencontre de plusieurs initiatives menées séparément (le projet « walk along the River », le programme culturel du Goethe-Institut et un groupe de discussion « confluence-10 »), ensuite chapeautées et menées par le Goethe-Institut. En juillet 2015, un groupe de 25 artistes, militants et journalistes locaux ont marché 10 jours le long de la Cooum dans le cadre d'un projet appelé « walk along the Cooum ». Ce dernier a été conçu dans le but de réunir différents types de médias artistiques et sociaux afin de faire l'expérience de l'écosystème fluvial, de son interaction avec le paysage et des relations entre le fleuve et les personnes. Au cours de la marche, les participants ont été fermement convaincus qu'un programme devrait être organisé pour amener les habitants de Chennai jusqu'au Cooum et changer leur perspective sur cette rivière : cela a donné naissance au programme « *Namma Coouvum Music Connect* », une plateforme musicale visant la création d'un lien culturel avec la rivière Cooum. En parallèle, le Goethe-Institut, après avoir décidé de placer l'« eau urbaine » au centre de son programme culturel, a commencé à explorer les possibilités à travers la conduite d'ateliers avec experts et artistes.

[1] Une publication du 2/12/2015 sur le groupe du « Cooum Art Festival » sur les réseaux sociaux annonce la participation de « 45 artistes contemporains venus de 20 pays différents », un message auquel est associée une carte du monde localisant ces différents pays : États-Unis, Mexique, Brésil, France, Pays-Bas, Norvège, Iran, Corée du Sud, Indonésie, Inde, Népal. Ces artistes « participeront à un programme d'artistes en résidence d'une durée d'un mois sur le thème de la rivière urbaine et ses communautés afin de créer des œuvres d'art spécifiques pour l'évènement public de 18 jours prévu le long de la rivière Coum à Chennai. »

C'est dans ce contexte que les initiatives ont convergé, associant le Goethe-Institut, Walk along the River, l'agence gouvernementale CRRT, ainsi que l'association Confluence-10[1] dans la préparation du « Cooum Art Festival », présenté comme « le plus grand événement artistique public participatif indien »[2]. La phase préparatoire de concertation a donné lieu à des altercations entre les participants, reflétant des intérêts divergents. C'est ainsi qu'Ayyalu, producteur de film et membre de l'équipe « Walk along the River » raconte comment il s'est détaché du projet « Cooum Art Festival », refusant d'être associé à une entreprise qu'il juge être menée dans une approche « commerciale » de l'art[3], promouvant des artistes internationaux plutôt que locaux. Même si ces efforts n'ont pas abouti à la tenue de l'évènement comme annoncé, ces dynamiques représentent toutefois les prémisses d'une alliance entre institutions et groupes environnementalistes, manifestation d'un nouveau régime d'environnementalité associé à la rivière.

Le Goethe-Institut poursuit à travers la création du projet « Embrace Our Rivers », mené dans l'optique de sensibiliser la population à la rivière et à l'environnement dans une perspective artistique. Le directeur résume l'origine de cette initiative :

> *« Nous vivons dans une ville façonnée par l'eau, nous partageons l'espace avec cette entité sacrée, négligée, transporteuse de ressources et d'égouts ! Comment pouvons-nous garder le silence sur les plans d'eau de Chennai ? Goethe-Institut / Max Mueller Bhavan Chennai tenait à aborder cette vaste idée sous un autre angle. En tant qu'institut culturel, nous voyions la nécessité d'une approche transversale et transversale et, surtout, d'un nouveau dialogue sur l'eau dans les espaces urbains. En résumé, voici l'histoire d'origine de Embrace Our Rivers. »*[4]

En février 2016, une série de photographies de 15 artistes différents, abordant le thème des « Urban Waters », ont été exposées dans les locaux de la station '*Lighthouse'* du train, à proximité de la plage Marina. Exposer des photographies dans un lieu populaire et public tel que le hall de gare du MRTS témoigne d'une volonté de démocratiser l'art et de sensibiliser à ces approches sur la rivière. Plusieurs photographies renvoyaient à des thèmes politiques tels que le relogement forcé des populations, accompagnées d'un discours relativement critique.

Plus tard, en octobre 2016, le « Chennai Water Forum » est l'occasion de provoquer des débats et réflexions sur le devenir de la rivière à Chennai. L'évènement se veut le lieu de la diversité des points de vue, en rassemblant des militants, experts, autorités, académiciens, et artistes. Quelques 700 personnes participent à ce forum organisé par le Goethe-Institut, en association avec le Asian College of Journalism, Confluence 10, et la fondation Kalakshetra[5] qui accueille l'évènement. L'objectif est non seulement de créer un dialogue sur l'eau, l'urbanisation et l'écologie à Chennai, mais aussi d'encourager l'action pour une ville avec des rivières propres.

Une exposition artistique DAMnedART a également été tenue en février et mars 2018 autour du thème « Eau, culture et société ». Enfin, l'évènement "Lit For Life 2019" a permis de présenter le premier livre publié sur l'art public et l'écologie en Inde, résultat du projet « Embrace Our rivers ».

---

[1] Il s'agit d'une plateforme interdisciplinaire crée par l'architecte et professeur Durganand. Elle propose un espace de discussion et de réflexion sur les thématiques sociétales, urbaines, environnementales contemporaines.

[2] D'après la publication sur la page de l'évènement « Coovum Art Festival » sur les réseaux sociaux

[3] D'après un entretien avec Kumaran Ayyalu, le 17/04/16

[4] "Embracing our Rivers" – une note d'Helmut Schippert, disponible à l'adresse : http://embraceourrivers.in/who-we-are/embracing-our-rivers/

[5] Le centre Kalakshetra est une institution artistique fondée en 1936, à la renommée internationale, en particulier pour ses cours de formation de danse traditionnelle Bharatanatyam. Il est situé dans le quartier de Thiruvanmiyur, dans la partie sud de Chennai.

Ce projet a donc développé les partenariats entre les organisations transnationales, le secteur privé et l'État. Lors d'un entretien, Viswenathan, du CRRT, mentionne la collaboration du département avec le Goethe-Institut depuis l'initiative du *« Cooum Art Festival »* :

- Le CRRT participe-t-il à un type de programme de sensibilisation aux rivières et comment ?
- *Oui, nous avons un expert social. Nous avons mené de nombreux programmes de sensibilisation, dans les écoles, avec les enseignants, nous avons parlé de la rivière, des projets. Inviter l'école à sensibiliser le projet.*
- Le Goethe-Institut a lancé depuis 2015 une série de programmes et d'activités sur les rivières. Quel est leur objectif ?
- *Leur objectif est de sensibiliser à l'importance des rivières à Chennai. Le nom de leur projet est « embrasse nos rivières » [...] Nous travaillons en étroite collaboration avec le Goethe-Institut*
- Quelles sont les relations entre le CRRT et le Goethe-Institut ? Y a-t-il une forme de collaboration ? Actuellement, ils ont une exposition de photos « Eau urbaine» qu'ils ont réalisée en collaboration avec EFI Environmentalism Foundation of India…
- *Oui, il y a une collaboration. Nous mettons en œuvre les plans de restauration des rivières et ils favorisent les rivières et les actions du gouvernement pour les restaurer. Ils ont initié le « Coovum Art Festival » puis ils nous ont contactés pour devenir partenaires. Nous sommes donc partenaires, il n'y a pas de financement, mais nous accordons des autorisations, nous aidons à la coordination pour bien démarrer le programme.* [1]

[Viswanathan, spécialiste en environnement, agence étatique CRRT]

Ainsi, c'est bien le Goethe-Institut qui a piloté les efforts de sensibilisation sur le fleuve et sur l'environnement, auquel s'est ensuite rattaché le CRRT. Plus loin, Viswanathan résume l'intrication entre la société civile, les experts et le Gouvernement : « *Il y a toujours collaboration parce que nous dépendons tous les uns des autres. La société civile dépend du gouvernement pour mettre en œuvre les projets, nous comptons sur des experts pour la formulation de projets et sur la société civile pour les idées, avec Arun de EFI, CAG etc.* »[2]

Ces évènements récents et les acteurs impliqués illustrent les « coalitions d'intérêts » qui régissent l'espace de la rivière, en mettant en évidence le poids de l'institution transnationale. Les approches dominantes sur la rivière légitimées par ces groupes s'inscrivent dans des conceptions occidentales de la rivière et de l'environnement : la rivière est un atout paysager, symbolique pour la ville, un élément à valoriser et à protéger. Ces procédés donnent à saisir les contours d'une forme d'environnementalité qui se déploie à travers l'art et les activités culturelles. La traduction de discours environnementaux répondant à l'injonction globalisée au développement durable (Mancebo, 2006) dans une réalité locale donne à voir une échelle d'action « glocale » où les discours sont repris, adaptés et véhiculés par des groupes environnementalistes issus d'une élite locale, qui se reconnaît toutefois dans une culture globalisée. Comme le souligne Sylvain Guyot, « les acteurs qui revendiquent le plus vigoureusement l'utilisation des fronts écologiques tendent plutôt à se connecter mondialement, ce qui donne une indication du niveau intense de globalisation de ces discours et pratiques » (Guyot, 2009 :3-4).

Dans un contexte relativement proche, le programme de réaménagement des fronts d'eau à Puducherry (Pondichéry) en avril 2015, mené dans le cadre du projet « smart cities » avec l'intervention de consultants

[1] Extrait d'entretien 30 : Viswanathan (cf. annexe page 488)

[2] "*It is always there because we all depend on each other's. The civil society depends on the government to implement the projects, we depend on experts for project formulation, the civil society for the ideas. With Arun from EFI, CAG etc.*" Vishwanathan, 13/04/17

français, illustre les méthodes, discours et représentations des intervenants qui sont autant de rouages de l'environnementalité néolibérale (Encadré 13). Si cet évènement ne concerne pas directement le cas de Chennai étudié dans cette thèse, il n'en traduit pas moins les formes de dominations exercées à travers la planification urbaine, en particulier celles qui ont trait à la question environnementale. En ce sens, cet exemple apporte un éclairage sur les logiques de l'environnementalité néolibérale qui prend place ici à travers la requalification des fronts d'eau urbains.

Encadré 13 : Le workshop « smart waterfront », un exemple d'environnementalité néolibérale à Puducherry

Parmi les dynamiques liées à la planification de la rivière urbaine en Inde, on peut compter les programmes de revitalisation ou de restauration des fleuves indiens menés dans le cadre de collaborations internationales. Le workshop Franco-Indien sur le patrimoine et le renouvellement urbain, tenu le 7-8 avril 2015 à Puducherry en est un exemple. Inscrit dans le programme « *smart waterfront* », cet évènement illustre l'environnementalité néolibérale (Fletcher, 2010) à son paroxysme.

Sur une période de trois semaines, un groupe de six experts français (trois architectes, un urbaniste, un paysagiste urbaniste et une élue de la ville de Bordeaux) se sont rendus dans plusieurs villes indiennes (Ahmedabad, Delhi et Puducherry) en vue d'élaborer, de manière « collaborative », des projets de réaménagement des fronts d'eau urbains. Parmi la délégation française, seule une partie d'entre eux communiquaient en anglais et très peu étaient familiarisés au contexte indien, ce qui donne une indication sur les termes de la « collaboration » envisagée. Dès le début de l'atelier, l'objectif « *clean and green city* » est annoncé, avec un travail articulé autour des thèmes suivant : l'eau, la mobilité, la gouvernance, le patrimoine et l'aménagement urbain. En l'espace de deux journées, il s'agit de réaliser, un diagnostic et un plan d'action compréhensif pour le développement de la ville de Puducherry. La fracture « culturelle », témoignant d'approches divergentes sur le territoire, ne tarde pas à se manifester au gré des interactions. D'abord, l'expression « smart city » peine à convaincre les élus indiens, notamment Rabi, militant écologiste de Puducherry de l'association *PondiCAN*. À la diapositive présentant, théoriquement, les conditions pour créer un « *smart environment* », ce dernier intervient pour questionner l'utilisation pléthorique du mot « smart ». En soulignant que « *l'environnement est déjà intelligent* », il adresse une critique à ce concept relevant d'une logique technocratique[1]. En même temps, sa remarque dénote de l'écart des représentations sur l'environnement : la nature serait dotée d'une intelligence propre, qui ne soit pas nécessaire de contraindre, gérer, planifier, gouverner par les humains. Quant à la « *smart gouvernance* », il en appelle plutôt à rechercher les « *smart people* » qui permettraient de mieux la mettre en œuvre. En somme, Rabi propose de redéfinir le concept de smart city : une proposition qui tombe en dehors des objectifs fixés par la délégation française. En guise de réponse, l'un des architectes de la délégation française, souligne « *qu'effectivement il s'agit d'une présentation commerciale* », mais que l'« *utilisation du terme smart permet de construire un projet qui a du sens* »[2]. Quoi qu'il en soit, l'atelier est l'occasion pour l'équipe française de donner des conseils aux élus locaux en matière de planification urbaine : « *vous avez déjà les outils en main. Il faut mieux connaître votre territoire* ». L'équipe française insiste sur l'importance de trouver une identité propre à la ville, indiquant que « *le patrimoine peut être smart* ».

[1] La technocratie comme « système (politique, social, économique) dans lequel les avis des conseillers techniques (dirigeants, professionnels de l'administration) déterminent les décisions en privilégiant les données techniques par rapport aux facteurs humains et sociaux (d'ap. Foulq. Sc. soc. 1978) » d'après le dictionnaire en ligne CNRTL, URL : http://www.cnrtl.fr/definition/technocratique

[2] Notes de terrain, 07/04/2015



Figure 86: L'ouverture du workshop Franco-indien "smart waterfront" à Puducherry 07/04/2015



Figure 87: L'élaboration du plan d'aménagement de Puducherry lors du workshop "smart waterfront" 08/04/2015

Ensuite, un exercice de projection visant à répondre à la question « comment voyez-vous Puducherry en 2030 ? » met en lumière des représentations pour le moins contrastées du territoire, mais aussi différentes notions de la temporalité[1]. La réponse « *une ville aussi belle que Bordeaux* » s'inscrit dans une stratégie de promotion de villes françaises, qui alimente la circulation de modèles urbanistiques de l'Europe vers les Suds. Finalement, le projet élaboré à la fin de la deuxième journée inclut une multitude d'aspects : mobilité, éducation, tourisme, environnement, etc. Concernant le développement des fronts d'eau, le plan prévoit la construction d'un port de plaisance, « *une zone à dominante naturelle pour contrebalancer la pression du centre-ville* ». L'équipe propose également, d'après les remarques formulées par les locaux, de reconcevoir le bord de mer, de régénérer la plage naturellement pour que « *Pondichéry ringardise définitivement Goa* ». Enfin, un autre pilier du projet concerne la réhabilitation du canal et le réaménagement de Nehru Street. En arrière-plan, un des architectes invite à investir massivement dans les énergies renouvelables, tandis que, sur un tout autre registre, mais tout aussi illustratif de procédés d'ingérence dans la planification urbaine, le directeur de l'Alliance Française suggère de « *bannir les klaxons* ».

Le déroulement du workshop exposé dans cet encadré, ainsi que les différentes remarques ponctuant les échanges, témoignent du registre caractéristique de « l'urbanisme néolibéral » (Peck et al., 2009) dans lequel sont pensées les stratégies de planification urbaine par les consultants français à Puducherry.

De prime abord, les conditions de ce projet, avec la réalisation d'un diagnostic et d'un plan d'aménagement pour la ville en l'espace de deux journées par des consultants peu familiers avec le contexte indien, trahissent les moyens mis en œuvre, mais aussi les objectifs de cet évènement : au-delà des discours annonçant un travail collaboratif, ces modalités ne permettent que la réplication d'un modèle d'urbanisation, sans espace pour mener une réflexion sur les caractéristiques et nécessités locales. Dans les énoncés, la comparaison des villes (Bordeaux, Goa, Puducherry etc.) selon des critères qui s'appliqueraient invariablement en dépit de la singularité des contextes est un premier indice révélant la portée globalisante du discours. Partant de cette perspective, l'accent est mis sur la concurrence entre les villes à l'échelle internationale, impliquant la nécessité de se démarquer des autres. Paradoxalement, malgré la tendance à l'uniformisation des fronts d'eau urbains, la création d'un « smart waterfront » à Puducherry apparaît comme la clé de voûte de cette singularisation.

[1] Les différentes appréhensions de la planification sur le temps long ont été mises en lumière notamment à travers un papier anonyme recouvrant la mention suivante : « *en 2030 je ne sais pas si je serai encore vivant* »

En somme, l'implication d'institutions transnationales dans les projets de restauration des cours d'eau ou des fronts d'eau apparaît comme l'une des composantes de la gouvernementalité. Il s'agit d'institutions transnationales, à la fois locales et globales, qui transposent une injonction globale à un niveau local. À Chennai, cela passe par le biais de l'organisation d'activités artistiques et culturelles, associant des associations locales. Ces différents éléments m'amènent à rejoindre le constat de Ferguson et Gupta, selon lequel ces « entités politiques [...] seraient mieux conceptualisée, non pas comme des entités « en-dessous » de l'État, mais comme parties intégrantes d'un appareil transnational de gouvernementalité » (Ferguson, Gupta, 2002 :994). Mais, comme on l'a vu, ces entités transnationales n'opèrent pas uniquement à travers le financement ou la conduite de projets depuis une posture en « surplomb », elles sont intégrées aux réseaux d'acteurs locaux, composés d'associations de résidents ou de militants. Cette imbrication entre institutions et résidents constitue l'un des rouages centraux de l'environnementalité néolibérale. Les groupes environnementalistes, impliqués dans une gestion environnementale décentralisée, sont alors partis prenante de l'éco-conquête du front écologique à l'échelle locale.

Portraits d'« éco-conquérants »

L'invention de l'Adyar en tant que fleuve contribue à légitimer une représentation dominante de la rivière associée à la nécessité de la restauration écologique, profitant à un certain nombre d'acteurs ou de groupes dominants. La fabrique du front écologique est indissociable de l'action et des discours des « éco-conquérants » (Guyot, 2017). La partie suivante entend donc saisir les profils et modes d'actions de ces acteurs impliqués dans l'appropriation « écologisante » de l'Adyar : Qui sont les éco-conquérants à Chennai ? Et quels sont leurs modes d'action ? Au-delà d'une conception binaire d'un front qui opposerait les élites d'une part, et les populations pauvres de l'autre, il existe une multitude de relations et d'arrangements complexes entre certains groupes d'habitants qui font partie d'une élite, les institutions transnationales et les autorités étatiques. L'ensemble forme un jeu d'acteurs, dont les intérêts se rejoignent parfois, bien que leurs modes d'action diffèrent sensiblement. Les promoteurs immobiliers et privés ont évidemment un intérêt financier à la valorisation de la rivière[1], mais ceux-ci sont laissés de côté dans l'analyse. Ce sont plutôt les personnes, organisations ou collectifs engagés dans la valorisation de la rivière et sa préservation environnementale, positionnés comme son porte-parole, qui retiennent mon attention. Ce positionnement s'inscrit dans des visées plurielles, relevant de stratégies d'auto-promotion, de (re)production d'un ordre social ou de récupération foncière. Enfin, l'examen des actions entreprises par des organisations transnationales telles que le Goethe-Institut est l'occasion de réfléchir aux modalités de l'« environnementalité néolibérale » mise en évidence par Robert Fletcher (2010).

Parler et agir au nom du fleuve

Dans un contexte d'une société civile fragmentée caractérisée par des actions menées de manière isolée et ponctuelle (Arabindoo, 2010), plusieurs groupes se positionnent comme porte-parole de la rivière et s'engagent dans l'action environnementale. Pour en dresser une liste non-exhaustive (je retiens essentiellement ceux situés dans les quartiers sud de la ville), il s'agit d'organisations non gouvernementales

[1] La manière dont les promoteurs immobiliers tirent profit de l'inondation et du déguerpissement des *slums* sur les rives est évoquée dans le chapitre 6, avec l'illustration de la construction d'immeubles *de standing* sur les rives de l'Adyar à Saidapet après l'évacuation de la parcelle et le relogement de ses habitants en périphérie.

(ONG) - *Environementalist Foundation of India EFI, Citizen Consumer and civic Action Group CAG, Care Earth Trust, Nizhal* figurent parmi les plus importantes -, de groupes militants tels que le *Vetiver collective*, d'associations de résidents, ou encore de groupes environnementalistes qui ne se définissent ni comme ONGs ni comme militants, mais plutôt comme « initiatives » ou « plateformes collaborative ». C'est le cas de la *Clean Adyar Initiative* (CAI), qui rassemble des habitants concernés par la restauration écologique de la rivière. On retrouve également des initiatives axées sur le développement urbain en général, comme *Chennai City Connect* (CCC), *Urban Design Collective* (UDC). On désigne les membres de la CAI par l'appellation environnementalistes, entendue comme un positionnement stratégique en collaboration avec les autorités de l'État, par différenciation avec les écologistes qui adoptent une posture militante.

> « Le terme d'« *environmentalism* » est la version anglophone générique du mot français « écologisme » et désigne la philosophie, l'idéologie et le mouvement social en faveur de la protection de l'environnement. Les environnementalistes regroupent plusieurs sous-groupes différenciés comme les conservationnistes, les préservationnistes, les libéraux etc. Ils peuvent être à la fois les cibles et les initiateurs des régimes d'environnementalité, en fonction de leur place dans la hiérarchie des dominants. » (Guyot, 2017 : 26)

L'ensemble de ces groupes aux intérêts, modes d'actions et aspirations variées, forment différents pôles qui œuvrent généralement indépendamment. Le chapitre 4 s'attache à montrer comment l'inondation a contribué à faire converger les actions de ces différents groupes. Ainsi, ces groupes ont commencé à travailler en collaboration avec les entités transnationales comme le Goethe-Institut, mais aussi avec les services de l'État.

On s'intéresse ici aux discours environnementaux portés par ces « éco-conquérants », et en particulier leurs approches sur la rivière. Les interventions de l'ONG *Environnementalist Foundation of India* nous permettent d'illustrer l'argument d'une vision « occidentalisée » de la rivière alimentant une dichotomie entre humains et environnement. Ensuite, il s'agit d'examiner plus en détail les discours des membres de deux groupes en particulier : la *Clean Adyar Initiative* (CAI) et le *Cooum : a cultural mapping* (CCM), un groupe visant la sensibilisation aux rivières, et donc de l'Adyar, dans une approche patrimoniale, et qui sert de groupe témoin puisque les discours de ses membres contrastent fortement avec ceux des « éco-conquérants ».

L'association *Environnementalist Foundation of India* (EFI), active dans plusieurs villes indiennes, organise régulièrement des opérations de nettoyage de lacs et de rivières et est engagée dans des actions de sensibilisation à l'environnement.

Dans le cadre d'une campagne de sensibilisation à la protection des zones humides et des cours d'eau, une quinzaine de photographies prises par des membres de l'association a été exposée au Goethe-Institut. Celles-ci tendent à accentuer le contraste entre les déchets qui jonchent les rivières, d'une part, et, d'autre part, la sécheresse et la rareté de la ressource en eau. Quelques unes des photographies sont présentées ci-dessous. Mais ce sont surtout les commentaires accolés aux photographies qui sont intéressants, parce qu'ils témoignent d'une prise de parole au nom de la nature et des animaux, en même temps qu'ils renseignent les représentations sur la rivière. On trouve par exemple « Laissez la s'écouler ! » (Figure 88), « Saccagez-la ! Murez-la ! » (Figure 89) sous les deux premières photographies, indiquant une féminisation de la rivière et de la nature.

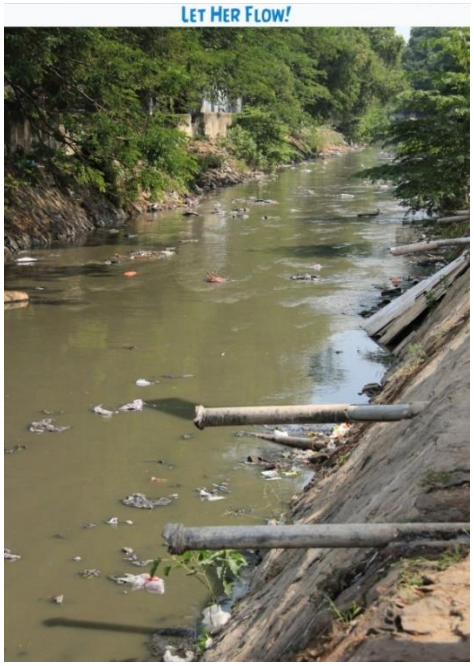


Figure 88 : « *Laissez la s'écouler* », photo de l'Adyar par l'association EFI
Source : Blog de l'association EFI[1]



Figure 89 : « *Saccagez-la ! Murez la !* », photo de l'Adyar par l'association EFI
Source : Blog de l'association EFI

L'inscription « Ah, ces humains ! » sur une photographie présentant un buffle au milieu d'un environnement pollué (Figure 90) ou encore « un ruisseau comme péché collectif de la ville » (Figure 91) est emblématique de la connotation moralisatrice et culpabilisatrice du message.

[1] L'ensemble des photos présentées ici sont disponibles en ligne à l'adresse suivante : https://efiblog.org/2016/11/30/adyar-a-year-later/

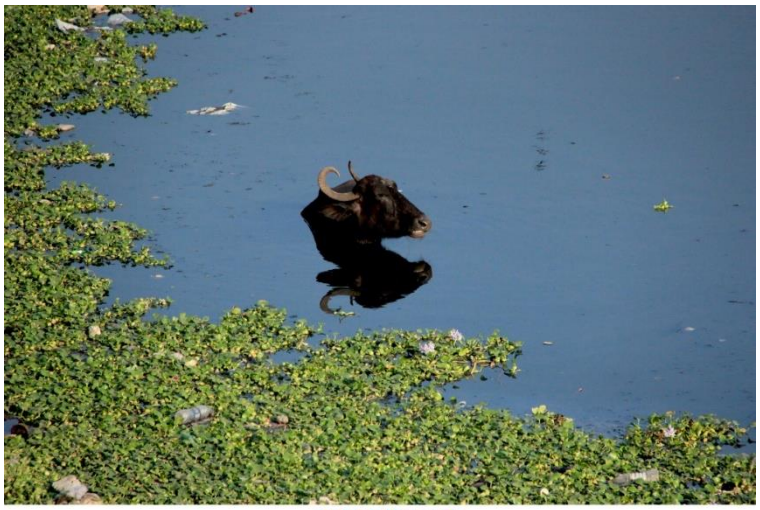


Figure 90: « *Oh, ces humains !* » photo de l'Adyar par l'association EFI
Source : Blog de l'association EFI



Figure 91: « *Un ruisseau comme péché collectif de la ville* », photo de l'Adyar par l'association EFI
Source : Blog de l'association EFI

Surtout, ces commentaires dénotent des représentations fondées sur une séparation entre les humains et la nature qui s'inscrivent dans une ontologie naturaliste, pour reprendre les termes de Philippe Descola (2005). En ce sens, on a donc affaire à une vision foncièrement « occidentalisée » de la nature. Cette dichotomie entre humains et nature est renforcée par un discours moralisateur. Par leurs actions de sensibilisation à la nature entendue en ces termes, les volontaires écologistes de cette association se positionnent comme les « défenseurs » de l'environnement et tendent à inculquer auprès des autres habitants un mode spécifique de relation à la rivière, considéré comme le « bon ». En reproduisant des rapports de pouvoir autour de la question environnemental, ces dynamiques concourent à la production de l'environnementalité autour de la rivière.

Du côté des groupes environnementalistes, la *Clean Adyar Initiative* retient ici mon intérêt puisqu'il vise la restauration écologique de l'Adyar et représente un mode d'action spécifique en partenariat avec le gouvernement. Fondé en mars 2016 par deux membres du Boat Club, le groupe compte une dizaine de personnes dont les membres les plus actifs fréquentent le club et pratiquent l'aviron. Leur stratégie d'action est clarifiée à plusieurs reprises au cours des entretiens et des discussions informelles. Ils se défendent de faire du militantisme et entendent poursuivre leurs actions en lien avec les institutions de la ville : le Boat Club, la Société Théosophique et le CRRT. Aravind, l'un des co-fondateurs de l'initiative éclaire cette position :

- *Donc, même si l'initiative Clean Adyar est assez simple : nous voulons restaurer la rivière, c'est tout… à sa beauté naturelle. Mais le truc c'est que nous ne sommes pas un groupe de militants écologistes… Nous ne mettons pas de bannières ni d'affiches contre le gouvernement en disant… hum… faites ceci, faites cela !*
- Hum… mais vous êtes aux côtés du gouvernement
- *Exactement, nous voulons plutôt travailler en confluence avec le gouvernement… pour voir ce qui peut être fait. Nous voulons vraiment aider… parce qu'au bout du compte, nous voulons voir la rivière à son meilleur, et nous savons à coup sûr que sans l'aide du gouvernement, nous ne pouvons pas le faire ! Si c'est un lac, si c'est un étang… oui, cela peut être fait… les habitants du quartier peuvent le changer, il y a eu des réussites. Mais une rivière, c'est impossible…*[1]

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Diplômé en chimie, Aravind pose un regard technique et scientifique sur la rivière et sa restauration écologique, en recourant au langage de l'expertise. Il confie ainsi avoir mené sa propre étude quant à la pollution de la rivière et envisagé des solutions pour sa dépollution. Karunakar, second co-fondateur de l'initiative CAI, insiste également sur leur volonté de collaborer et d'assister le gouvernement :

- *En fait, notre... notre objectif précis, pour commencer, c'est que nous ne soyons pas un groupe militant ! Nous voulons aider à faire avancer les choses !*
- Un facilitateur ?
- *Oui, nous voulons faciliter. Et nous voulons également sensibiliser le public au fait que le gouvernement ... Ce n'est pas comme si le gouvernement faisait constamment des erreurs, vous savez, tu vas passer du temps avec ces gars-là et tu te rends compte que, il y a une énorme quantité de travail que nous prenons pour acquis ! Et on s'en fiche, à chaque fois ... j'ai vu tellement de gens jeter des bouteilles en plastique de leurs voitures, des petits bouts de papier... ils s'en foutent ! Mais le gouvernement fait du bon travail et je pense que CRRT et Poonga sont d'excellents exemples de ce qui peut se produire si, tu sais, il y a un peu de participation des citoyens par le biais d'ONG ou autres !*[2]

[Karunakar, 60 ans, publicitaire]

La collaboration avec le Gouvernement, est donc, selon lui, la meilleure stratégie pour que les choses évoluent de manière positive, et leur rôle est bien celui d'impliquer les habitants dans cette démarche. Il souligne ici les comportements nuisibles de certains habitants sur le plan environnemental. L'engagement des membres de la CAI pour la rivière se fonde d'abord sur un fort sentiment d'attachement (chapitre 1), mais aussi sur la reconnaissance des qualités esthétiques de la rivière. Praveen est membre du Boat Club et, bien qu'il ne soit pas impliqué directement dans la CAI, il passe une grande partie de son temps avec

[1] Extrait d'entretien 31 : Aravind, le 14/04/2016 (cf. annexe page 489)

[2] Extrait d'entretien 32 : Karunakar, le 08/03/2017 (cf. annexe page 489)

Karunakar. À l'instar des membres du club d'aviron, il considère le fleuve comme un atout indéniable pour la ville, peut-être même l'un des principaux :

> *« En fait, comme je l'ai dit, il n'y a pas beaucoup d'espaces publics dans cette ville... Si vous voulez quelque chose de naturel pour améliorer l'apparence de la ville, il y a peu de choses : les deux rivières ! C'est la simple vérité ! [...] Il n'y a pas d'espaces publics ! Et donc, si quelque chose peut rendre la ville intéressante, un meilleur endroit à vivre, ce sera les deux rivières ! »*[1]

Mise à part la minorité d'élites qui entretient un lien particulier à la rivière, la valeur de la rivière n'est pas perçue par le reste des habitants. À la question de savoir si les gens ont conscience de l'atout que représente l'Adyar, Praveen répond :

> *« Pas du tout, à mon avis. Je pense que les gens qui sont très proches des rivières, comme les membres de ce club, l'ont compris... des gens comme Karun, des gens comme Farid, qui se battent pour elle (la rivière), qui réclament et demandant aux gens de faire des choses »*[2]

Ainsi, c'est pour valoriser ces atouts que certains se positionnent en porte-parole et défenseurs de la rivière, engageant des actions en son nom. Dans le cadre de la CAI, Karunakar et Aravind ont d'ores et déjà établi un contact avec une entreprise israélienne spécialisée dans la dépollution par la phytotechnologie. Karunakar évoque ce point :

> *« Mais, cela pourrait être belle ville, tu sais? Je veux dire, on a 3 cours d'eau qui la traversent, et il n'est pas si difficile de… Tu sais, nous avons parlé à cette société israélienne appelée Ayala. Tu sais? Aravind doit te l'avoir dit. Et, ils ont la technologie pour nous aider à traiter les eaux usées, et ils disent : regarde, c'est un « sans drain », vous traitez ce qui entre, et la rivière se régénérera. C'est la volonté qui manque. Parce que, pour la plupart des habitants de Chennai, la rivière est un drain, ce n'est même pas dans leur esprit ! Et c'est ce que nous essayons de faire avec l'initiative Clean Adyar, de sensibiliser les gens au fait qu'il y a une rivière, d'abord, et que l'on peut en fait la nettoyer ! »*

L'un des problèmes soulevés est le manque de sensibilisation des habitants à la rivière. Il poursuit en relatant l'intervention de la CAI pour faire cesser le dépôt de débris sur les berges :

- *Donc, jusqu'à ce que nous causions un problème, il y avait des camions qui venaient ici, ils déversaient aussi des choses sur ce tronçon. Alors, il y a des intérêts particuliers, évidemment pour eux, c'est une décharge ! Donc, je pense que pour la Clean Adyar Initiative, nous avons besoin de beaucoup plus de soutien, mais elle a le potentiel de faire une différence et d'aider le gouvernement dans son initiative à faire quelque chose de pertinent, car nous savons aussi, tu sais, tout a été dégagé ! Les voies navigables et le canal de Buckingham, le DPR (le rapport détaillé du projet) est en place, les fonds sont en place... Donc, il suffit juste que le public fasse pression et qu'il s'implique pour dire « nous voulons une rivière plus belle » et cela arrivera, vous savez !*[3]

[Karunakar, 60 ans, publicitaire]

L'implication de la CAI dans la régulation des usages de la rivière et des rives s'apparente alors à la décentralisation de la préservation environnementale évoquée par Arun Agrawal (2005a, 2005b), ici à l'initiative d'une frange de la population qui agit au nom du fleuve. Karunakar souligne par ailleurs que le rôle de la CAI est également celui de faire pression sur le gouvernement pour la mise en œuvre de projets de restauration de la rivière. Pour cela, ils cherchent à asseoir leur visibilité sur le plan international : Aravind indique que le partenariat avec le *World Water Alliance* par le biais du Boat Club a permis de gagner de

---

[1] « *In fact, like I said, there aren't many public spaces, in this town... If at all you want something natural to make the city looks better, there are little things: the two rivers! That's the simple truth ! » [...] It's got no public spaces! And therefore, if anything is going to make the city interesting, a better place to live, it's gonna be the two rivers*!" Praveen, le 09/03/2017

[2] "*Not at all, in my opinion. I think people who are very close to the rivers, like people in this club have been realizing it... people like Karun, people like Farid, fighting for it, and complaining, and asking for people to do things*" Praveen, le 09/03/2017

[3] Extrait d'entretien 33 : Karunakar, le 08/03/2017(cf. annexe page 489)

l'attention au niveau global[1]. Les liens entre les membres de la CAI et les membres du gouvernement (CWSSB, CRRT, PWD) permettent de discuter en amont des projets sur la rivière. Les relations privilégiées qu'ils entretiennent avec certains responsables des agences publiques (la CRRT) leur permettent, par exemple, de négocier des présentations de l'état des projets sur le fleuve en comité restreint : la proposition émise par Viswanathan du CRRT de présenter l'état d'avancement des projets du gouvernement sur la rivière auprès des membres du Boat Club en est un exemple illustratif. Karunakar affirme que seulement 10 personnes composent la CAI, mais cela représente un important réseau de relations avec les volontaires et membres d'ONGs à travers la ville. Parmi ceux-ci, figure la plateforme *City Connect*, avec qui Karunakar indique avoir une « *très bonne connexion* », mais aussi Nizhal ou le Chennai Trekking Club, qui font un « *boulot fantastique* »[2]. L'ensemble de ces actions sont menées dans l'objectif de restaurer la rivière. Karunakar est résolument optimiste quant à l'avenir de la rivière :

> *« Je pense qu'en ce qui concerne Adyar, nous aurons du poisson dans la rivière. Pour moi, c'est évidemment le signe de vie. Si on arrive à ramener n'importe quel type de poisson dans la rivière, ce sera un objectif optimiste dans 10 ans ! Vraiment, mon objectif pour 2025, c'est que nous ayons de nouveau du poisson ! »*[3]

Mais cet optimisme est loin d'être partagé par l'ensemble des habitants, et cela même parmi ceux qui s'intéressent à la rivière. Le groupe « *Cooum : a cultural mapping* » (CCM), qui réunit des résidents dont l'approche historique et patrimoniale sur la rivière, apporte une vision contrastée des discours sur la rivière. Les discours sur la restauration écologique mettent en lumière des représentations divergentes de la rivière, tout en attestant de rapports différenciés à l'action environnementale.

Le *Chennai Water Forum* : représentations divergentes

Le « Chennai Water Forum », coordonné par le Goethe-Institut en octobre 2016, est un évènement particulièrement révélateur des différents discours sur la rivière, ainsi que des registres de légitimité de ceux qui se placent comme porte-parole. Avec des conférences réparties trois jours, la manifestation a suscité des débats sur le devenir des cours d'eau de la ville.

Invité pour présenter sa position sur la valeur patrimoniale des rivières à Chennai, Vidyadhar, écrivain et historien, fondateur du groupe « *Cooum a Cultural Mapping »*[4]*,* a fait polémique en soutenant que celles-ci « *ne pourraient jamais être restaurées* » et qu'il était « *inutile de perdre [son] temps* » sur ces questions. Il revient dans un entretien sur les ressorts de son intervention :

- *Ils ont dit « vous pouvez dire ce que vous voulez, mais abordez surtout la signification culturelle », mais je suis monté un cran plus haut et leur ai dit que faire revivre ces rivières était presque impossible, car elles ne sont pas pérennes. Aucune de ces organisations ou mouvements de nettoyage ou d'embellissement de ces rivières n'évoque jamais le mot « pérennité ». Les rivières ne peuvent pas être nettoyées sans être pérennes, peu importe la somme d'argent que vous investissez, cela ne fonctionnera pas. Donc, j'ai apporté ce concept, les gens étaient vraiment choqués quand j'ai dit « on ne peut pas la faire revivre ! » ...parce que des milliards ont été investis là-dedans !*

[1] D'après l'entretien avec Aravind, le 14/04/2016.

[2] Entretien avec Karunakar, le 08/03/2017

[3] "*I think that, as far of Adyar is concerned, that we will have fish back in the river. For me, that's obviously the signal of life, so if you get any kind of fish back in the river, it will be an optimistic aim in ten years' time! Really, my target in 2025, that we'll have fish back !* » Karunakar, le 08/03/2017

[4] Ce groupe à visée patrimoniale, créé en 2015, s'inscrit dans le cadre des activités de la *Madras Week*, festival annuel commémoratif de la fondation de la ville de Madras.

La société civile, en essayant de nettoyer ces rivières et en le mentionnant encore et encore, donne aux politiciens la possibilité de gagner plus d'argent ! On ne va pas finir par la nettoyer ![1]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Son argument repose sur le caractère saisonnier de la rivière, qui selon lui, ne permet pas de restauration puisque la rivière n'est pas toujours approvisionnée en eau[2]. Il considère ces opérations vaines et utopistes, ne contribuant qu'à alimenter un système de corruption politique. Il poursuit en commentant les diverses réactions face à son discours inattendu. Pourtant, il justifie son point de vue, soulignant qu'il souhaitait avant tout mettre en lumière un aspect souvent occulté de la rivière :

- *Ils ont été choqués d'abord ! Ils ont été choqués parce qu'ils n'avaient pas écouté... Une autre intervenante m'a dit : « Ce n'est pas comme ça que nous devrions parler, pas avec cette franchise brutale », a-t-elle déclaré cette dame... après que j'ai dit cela. Puis ils m'ont appelé ici et j'ai répété la même chose ! Mais le fait est que… je parlais d'un aspect très important du fleuve, je voyais comment le revitaliser, ou comment on ne peut pas la revitaliser, c'est peut-être une question politique... Ils m'ont dissimulé par un artiste et Prashati*[3]*. Encore une fois l'artiste ne parlait que de l'eau, et de la manière dont l'eau affecte la société et tous ces trucs, et Prashati parlait des temples. La vraie manière de considérer la rivière pour savoir si elle peut survivre a été perdue ce jour-là. Je n'étais pas très content de la conférence de ce jour-là. Parce que tout cela a été perdu... [...] Les gens ne donnent pas d'importance à la vraie question. Les gens ne donnent pas d'importance à ce que sera cette rivière dans dix ans. Ce sera pire, ça ne peut pas être mieux. Et encore, la plupart des gars n'ont même pas parcouru 5 kilomètres de cette rivière. Ils l'ont vu un jour ou deux et ils en parlent...* [4]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Selon Vidyadhar, les interventions artistiques et culturelles autour de la rivière ne sont qu'un « maquillage » qui contourne la question qu'il juge essentielle, celle de la restauration de la rivière en termes pragmatiques. Il évoque la méconnaissance des rivières des intervenants, lorsqu'il souligne que « *des gars n'ont même pas parcouru 5 kilomètres de cette rivière. Ils l'ont vu un jour ou deux, et ils en parlent... »* Cette remarque apparaît comme justification de sa légitimité, en mettant en évidence sa propre connaissance du territoire. Plus loin, il revient sur l'organisation des évènements au sein du Goethe-Institut, qu'il considère être avant tout un coup de force marketing :

- *Le premier était une conférence interne d'une journée à l'Institut Goethe, ils n'étaient que 20. Et ils ont mis sur pied ce programme (le Chennai Water Forum) et ont organisé un programme de trois jours avec un concert de TM Krishna*[5]*... tout cela vous détourne du sujet principal ! Cela vous distrait parce que vous voulez bien le vendre (lit. you want to package it well), vous voulez attirer du monde. Tu vois, la prestation de TM Krishna a été la plus fréquentée du programme. La mienne était la deuxième plus fréquentée parce que les gens voulaient garder leur place pour celle de TM Krishna qui a eu lieu après moi (rires). C'est aussi simple que cela !*[6]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Ainsi, d'après lui, le thème de la revitalisation de la rivière est devenu secondaire dans cet évènement. Là encore, Vidyadhar se place en tant que défenseur des intérêts de la rivière, une posture légitimée par sa connaissance fine du territoire, et souligne alors des caractéristiques occultées dans les autres discours sur la

[1] Extrait d'entretien 34 : Vidyadhar, le 18/04/2017 (cf. annexe page 490)

[2] La rivière étant déviée en amont pour l'alimentation des réservoirs d'eau de la ville (voir chapitre 1).

[3] Prashati est la co-fondatrice du « Cooum : a Cultural Mapping » avec Vidyadhar.

[4] Extrait d'entretien 35 : Vidyadhar, le 18/04/2017 (cf. annexe page 490)

[5] T.M Krishna est un chanteur de musique carnatique, écrivain et auteur qui s'attache à démocratiser la musique carnatique traditionnelle. En tant que militant, il a défendu un certain nombre de causes liées à l'environnement et s'est positionné contre le système de castes.

[6] Extrait d'entretien 36 : Vidyadhar, le 18/04/2017 (cf. annexe page 490)

restauration. L'ensemble de ces discours montre la complexité de parler et d'agir au nom de la rivière, impliquant une pluralité de régimes d'actions et de logiques de justifications (Boltanski, Thévenot, 1991).

En particulier, ces différentes visions et rapports à l'action reposent également sur l'écart dans les échelles de discours et d'action, mettant en évidence un discours globalisé, avec d'une part un « front écologique [...] porté par une vision occidentale de l'environnement » (Guyot, 2009), et d'autre part, un discours qui repose sur la valorisation d'une connaissance locale et intime du territoire. On pourrait également comprendre ces divergences de points de vue comme une manifestation des schèmes de perceptions, selon les termes de Pierre Bourdieu, qui se cristallisent au sein de différentes classes sociales[1], en fonction de leur capital culturel, social et symbolique (Hochart, 2018). Les modes d'actions envers la rivière découlent de ces différentes visions et sont alimentés par elles : c'est ce que l'on se propose d'aborder dans la section suivante.

Entre préservationnisme et conservationnisme

En dépit de leur préoccupation commune pour la préservation de la rivière, les groupes environnementalistes n'envisagent pas l'action environnementale de manière consensuelle. Au sein d'un même groupe tel que la *Clean Adyar Initiative*, les postures divergent. Parmi les imaginaires et représentations de la nature, deux grands courants prédominent : le préservationnisme et le conservationnisme (Guyot, 2009 :4). Pour reprendre la définition proposée par Samuel Depraz (2013), « le « préservationnisme » désigne depuis la fin du XIXe siècle une approche très stricte et radicale de la protection, dans laquelle la nature acquiert une valeur intrinsèque : elle est digne d'être protégée pour elle-même, contre les effets néfastes de l'action des sociétés, selon un principe dichotomique et bio-centré d'une nature en-dehors de l'homme » tandis que le « conservationnisme », en réaction à ce mouvement « a proposé au contraire de ne pas exclure l'homme des politiques de protection, donc de ne pas empêcher les usages de la nature. La conservation promeut une gestion raisonnée de la nature, en conscience des équilibres naturels, dans le respect des rythmes de renouvellement des milieux, selon un usage raisonnable des ressources. Ces postures renvoient à la question fondamentale des ontologies, dont les cadres sont posés en introduction générale.

À partir de ses enquêtes, Sylvain Guyot construit différentes typologies d'éco-conquérants, en établissant des liens entre les représentations de l'environnement et les individus qui les portent. Celles-ci s'apparentent alors à des archétypes : on retrouve les « conciliateurs » qui souhaitent minimiser les externalités négatives, les « indifférents » qui ne se préoccupent pas des impacts négatifs des activités sur l'environnement, les « destructeurs » dont les pratiques contribuent à dégrader l'environnement, les « jouisseurs » protégeant l'environnement à leur profit ou encore les « racistes » qui entendent limiter l'accès aux espaces protégés ou restaurés (Guyot, 2009 :21).

Si l'on s'en tient à ces typologies, et à partir de ma participation auprès de groupes militants et associations environnementales sur le terrain, les profils des environnementalistes rencontrés à Chennai oscillent globalement entre les archétypes des « racistes » et des « conciliateurs ». En effet, la vision d'un environnementalisme excluant domine (comme il a été abordé plus haut dans le cas de l'Adyar Poonga). L'exclusion des humains sur les lieux restaurés ou à préserver pour que la nature reprenne ses droits, équivaut surtout, sur le plan social, à l'exclusion des populations considérées environnementalement

[1] Les personnes interrogées font partie des classes supérieures au sens large, mais ces groupes se distinguent toutefois : les membres de la CAI sont issus d'une élite « globalisée » tandis que les membres du CCM figurent parmi une élite locale. Les principales caractéristiques sociologiques de ces groupes sont présentées en partie préliminaire.

illégitimes. Pourtant, dans les discours, la « sensibilisation » est un terme récurrent, témoignant de l'importance de faire connaître ces espaces au public, mais surtout d'inculquer des normes de comportements adaptées sur le plan environnemental. Les postures des environnementalistes oscillent donc entre une forme d'ouverture et de fermeture vis-à-vis des classes populaires, avec d'un côté la nécessité de transmettre des valeurs environnementales, et de l'autre, la volonté de préserver des espaces d'entre-soi. Une anecdote au sujet de la politique du Boat Club (Encadré 14) dévoile cette tendance à l'entre-soi, et renseigne le rôle du club comme lieu de reproduction sociale.

Encadré 14 : Anecdote sur la politique du Boat Club : être *« clubbable »*

> Avec une population vieillissante et des frais d'adhésion de plus en plus élevés, l'équipe d'aviron du Boat Club fait face à la difficulté de recruter de nouveaux sportifs pour participer aux tournois et compétitions d'aviron. Karunakar a alors suggéré d'offrir la possibilité aux jeunes des quartiers environnant, des slums de *Pughs road* et *RA Puram* de pouvoir s'entraîner et d'être formé au sein du Club. C'est, selon lui, donner une opportunité à ces jeunes de quartiers, pour qu'ils gagnent en visibilité et en ouverture. Mais la proposition n'a pas convaincu les membres du bureau du club, qui ont argumenté qu'« *ils ne sont pas 'clubbable'* ! »

Cet entre-soi se reflète dans les lieux fréquentés par les membres du club. Ainsi, Praveen se plaît à raconter que son quotidien s'organise dans un périmètre de 2 kilomètres à la ronde autour de l'Adyar, principalement entre le club et son appartement à Mylapore. Il ajoute avec dérision : « *lorsque je passe le pont de l'Adyar, c'est que je suis en route pour l'aéroport, ou pour une course à pied dans le parc de l'IIT* »[1]. Dans sa manière de parler du club comme de « [*leur*] *petit oasis* »[2], on perçoit l'idée d'une zone de confort, de sérénité, au milieu d'une ville chaotique ou turbulente. L'expression fait écho aux « îles » dont parlent les élites pour fréquenter les lieux qu'elles fréquentent à Delhi (Paugam et al., 2017).

Concernant l'action environnementale, les approches relatives à l'inclusion sociale sont une source de désaccords majeurs, qui se manifestent à plusieurs reprises au gré des conversations. Une dispute amicale entre Praveen et Karunakar révèle ces positionnements. Karunkar regrette le manque de conscientisation des habitants, et plus précisément des membres du club, vis-à-vis de la Société Théosophique : « *les gens s'en fichent ! Sur 100 personnes du* Boat Club *combien sont venus pour nettoyer sur le tronçon de la Société Théosophique ?* » Il fait part de sa déception, car il considère qu'au moins les gens du boat club devraient se sentir concernés. Il trouve qu'en un sens ils doivent cela à la ville. Praveen s'offusque : « *tu ne peux pas reprocher aux habitants de Chennai de ne pas s'occuper du tronçon dans la société Théosophique ! Tu ne peux pas dire que c'est* notre *rivière, mais* leur *société théosophique ! Ils ne laissent pas les gens entrer ! Les membres de la Société Théosophique sont riches et plein de ressources, des gens qui ont les moyens de nettoyer cet endroit. Pourquoi ce devrait-être à des volontaires de venir deux heures chaque vendredi pour nettoyer ?* » Il faut admettre que le sujet de la Société Théosophique est relativement sensible, Praveen avait déjà montré son indignation lorsqu'il s'était vu refuser l'entrée, alors qu'il souhaitait poursuivre sa course à pied. Selon lui, l'attitude de Karunakar relève parfois de l'utopie, et il voit ces actions de nettoyage essentiellement comme des actes de bonne conscience. D'après lui, ces actions environnementales sont vaines tant que l'on ne pense pas à une perspective plus large : « *la question c'est comment faire pour que les gens se*

[1] Notes de terrain

[2] Entretien avec Praveen, le 15/04/2017

sentent en colère contre le système politique qui bousille la rivière ? et comment ils peuvent s'exprimer ? »[1] C'est d'ailleurs pour cela que, bien qu'il accompagne Karunakar dans ses démarches, il n'adhère pas complétement aux actions du CAI. Enfin, il évoque l'impasse que représente le fait d'ériger la société théosophique comme symbole de la lutte environnementale à Chennai, rappelant que « *la société théosophique, les gens s'en fichent parce que c'est fermé, et c'est élitiste !* »

Cette discussion renseigne d'abord des approches foncièrement divergentes de l'action environnementale avec d'un côté, une vision d'un espace avec lequel les habitants pourraient interagir et donc se sentir concernés, une approche conservationniste donc, et de l'autre, une approche essentiellement préservationniste. Toutefois, elle dépasse ces considérations pour renseigner plus fondamentalement des divergences dans la construction du rapport à l'autre. Ces arguments se retrouvent dans d'autres contextes. À propos de ce qu'il souhaiterait pour la rivière Adyar, Praveen insiste sur l'importance des interactions des habitants et de cet espace, pour en faire un espace vivant :

- *Je voudrais une rivière propre, tout le monde aimerait une rivière propre. Mais j'aimerais aussi un espace où, même si tu n'es pas sur l'eau, tu as une sorte d'interaction avec la rivière. Ce n'est pas seulement construire un parc à un endroit quelque part près de la rivière, c'est en fait créer de la vie ! Tu vois, je ne crois pas en ceci : construisons une piste de jogging, construisons un jardin ou ce genre d'absurdités. Je veux dire, les gens vivent dans les villes ! Les gens se déplacent dans les villes tous les jours. Ce n'est pas juste un endroit pour pique-niquer. Je voudrais une rivière qui soit réellement intégrée dans le tissu de la vie... plutôt que de devenir cette chose sacrée qui a besoin de protection, tu sais, c'est de la foutaise ! Oui, il faut que ce soit propre, mais c'est tout aussi important, sinon plus, que les gens se sentent fiers de la rivière, et qu'ils ressentent de la joie lorsqu'ils interagissent avec la rivière !*[2]

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Karunakar envisage plutôt la protection environnementale dans une visée préservationniste. Même s'il ne se positionne pas en faveur de l'éviction des populations, il faudrait tout de même, selon lui, pouvoir « réguler » ces espaces, en particulier les espaces publics. Cette idée transparaît lorsqu'il évoque l'exemple de la plage Eliot, au sud de la ville :

- *Eh bien, nous avons la chance d'avoir la plage. Mais malheureusement, la plage d'Eliot, par exemple, vient d'être accaparée par les marchands ambulants. Tu sais, j'ai essayé de dire à Nity que, gentiment, parce que, tu sais, Nity est très à gauche.*
- Et il est aussi très attaché à la plage
- *Ouais ... Mais il ne protège pas la plage ! Dans ce cas...*
- Oui
- *Alors je lui ai dit, j'ai dit, Nity, je ne dis pas « enlève-le », je dis « réglementez-le »... Parce que maintenant c'est plein de ces... Donc il n'y a pas... L'espace vide pour lequel il se bat tellement, est en train de se remplir avec cela. Et j'ai dit, regarde, je sais que ce sont leurs moyens de subsistance... parce qu'il y a des gens qui fabriquent... évidemment, des pêcheurs ou d'autres personnes pauvres qui installent leur stand et, c'est leur vie, et nous ne devrions pas essayer se mettre sur leur chemin, mais en même temps, c'est un espace ouvert, c'est un espace public, nous ne pouvons pas les laisser prendre le contrôle, vous savez.*[3]

[Karanukar, 60 ans, entrepreneur dans la publicité]

[1] Carnet de terrain, le 14/04/2017.

[2] Extrait d'entretien 37 : Praveen, le 09/03/2017 (cf. annexe page 490)

[3] Extrait d'entretien 38 : Karunakar, le 08/03/2017 (cf. annexe page 491)

L'approche préservationniste prend donc part à un appareil d'environnementalité qui se déploie à travers des mesures plus dirigistes et excluantes.

Celle-ci va de pair avec environnementalité opérant de manière plus subtile, celle qui passe par la sensibilisation. Les membres du groupe *Cooum : Cultural Mapping*, bien qu'ils ne soient pas engagés dans la restauration écologique de la rivière, défendent l'importance de la conscientisation des autres habitants à la question environnementale. C'est ce qu'exprime Nishta :

> *« Les gens comme nous, toi et moi, nous devrions transmettre cette connaissance davantage aux gens ! Nous devrions écrire plus, nous devrions leur parler davantage, nous devrions leur dire qu'ils ont tellement de ressources naturelles, qu'ils en ont et qu'ils la gaspillent »*[1]

Les propos relatifs à la sensibilisation dénotent souvent un discours moralisateur visant la généralisation d'un « bon » comportement environnemental. Cette éducation peut se faire au moyen de dispositifs punitifs pour instaurer une forme de « discipline » environnementale, comme le suggère Sumedha :

> *« Je pense que nous devrions éduquer les gens et qu'il devrait y avoir, il devrait y avoir une certaine discipline. Comme à Singapour, c'est une ville de contraventions. Et même les indiens qui vont à Singapour, vous savez, salissent. Mais une éducation constante est nécessaire. »*[2]

Dans ce discours relativement classique parmi les habitants, la mise en ordre de l'urbain est perçu comme le résultat d'une mise aux normes environnementale des comportements habitants. Les « éco-conquérants », en dépit de leurs postures, participent, à différentes échelles, à la construction de régimes d'environnementalité autour de la rivière.

En conclusion, le phénomène de colonisation écologique de l'Adyar implique de nombreux acteurs et donne à voir des procédés multiples, plus ou moins affichés. L'expression « colonisation écologique » prend tout son sens dans ce contexte car elle permet de rendre compte de procédés subtils de façonnement des conduites des habitants en relation à l'environnement, cette forme de « mise aux normes » des comportements dans le registre environnemental. D'autre part, la colonisation, dans un sens plus matériel, traduit les dynamiques d'éco-conquête qui légitiment des récupérations foncières. Enfin, l'expression permet d'évoquer des formes de domination issues de la colonisation, avec des élites éco-conquérantes qui fréquentent les lieux de l'héritage colonial.

Conclusion

Dans un contexte où la rivière est considérée plutôt comme un fossé ou un égout par une majorité, l'appellation « fleuve » attribuée à l'Adyar devient un enjeu symbolique pour l'appropriation, d'autant plus que ce terme implique des considérations environnementales sur le cours d'eau. En revendiquant leur proximité au cours d'eau, des groupes d'élites s'emparent de la question environnementale et s'engagent dans le devenir de la rivière. Cette approche par la terminologie permet de saisir les enjeux de pouvoir qui

[1] "*People like us, you and me, we should take that knowledge more to the people! We should write more, we should talk to them more, we should tell them that they have so much of natural ressources, they have and they are wasted it !*" Nishta, le 22/02/2017.

[2] "*I think we should educate people and there should be, there should be some discipline. Like Singapore is a fine city. And even Indians who go to Singapore, you know, dirty. But constant education is necessary.* ", Sumedha, le 13/04/2016.

entourent la question de la définition du cours d'eau, en évoquant la dimension sociale et politique associée aux mots.

Le recours au concept de « front écologique » permet en particulier de rendre compte de ces phénomènes de « colonisation écologique » (Héritier et al., 2009) par des groupes environnementalistes portant une vision occidentale de l'environnement[1]. La construction du front écologique à l'initiative de groupes environnementalistes et d'organisations transnationales concourt au dispositif de l'environnementalité néolibérale. Cela implique une re-spatialisation de l'État par le biais de l'intervention plus prononcée d'entités transnationales. Les travaux d'Arun Agrawal (2005a) rendent compte, à travers la notion d'environnementalité, de phénomènes similaires, bien qu'il s'agisse dans le cas qu'il analyse d'une domination étatique décentralisée *via* un nouveau mode de gestion environnementale. Dans le contexte de Chennai observé ici, la planification de la rivière n'est pas orchestrée simplement par les autorités étatiques mais émane d'un groupe d'élites concentrant à la fois un capital culturel, social et symbolique, étroitement lié aux organisations transnationales. La mobilisation de l'argument écologique apparaît étroitement imbriquée à l'invention du fleuve Adyar par ces groupes d'élites. Avec la diffusion d'une représentation normée de l'Adyar, et à travers les programmes de sensibilisation environnementale menés par les « éco-conquérants », les dynamiques s'apparentent à un phénomène de « colonisation écologique » façonnant les mentalités et les normes des habitants dans leurs relations à la rivière. En ce sens, l'environnementalité apparaît comme le bras non armé des politiques. Récemment, la désignation de l'un des co-fondateurs de la *Clean Adyar Initiative* comme responsable du projet de résilience à Chennai dans le cadre du programme *100 Resilient Cities* financé par la fondation Rockefeller atteste de procédés similaires. Si l'on peut émettre quelques réserves quant à la portée du concept de résilience (Arabindoo, 2017), comment ne pas souligner l'influence de plus en plus prégnante des élites et des groupes environnementalistes dans l'environnementalité sur la rivière ? Le rôle des « éco-conquérants » dans la conquête des rives urbaines s'est d'ailleurs consolidé lors des inondations de décembre 2015. L'analyse proposée dans ce chapitre permet de mettre en exergue cette association entre la reconnaissance du fleuve et l'action écologique. Dès lors, cela contribue à rendre intelligible la montée des groupes environnementalistes dans le contexte de l'inondation, lorsque l'Adyar est reconnue par l'ensemble des habitants comme un fleuve. En effet, la catastrophe a opéré une re-spatialisation du pouvoir, où la mise au jour de représentations habitantes latentes sur la rivière a légitimé les positionnements des acteurs qui parlent et agissent au nom de la rivière.

[1] Cela renvoie à l'ontologie naturaliste, selon la classification proposée par Philippe Descola (2005)

Conclusion de la première partie

En dévoilant l'intrication des pratiques et des discours habitants et institutionnels vis-à-vis de la rivière, cette partie met au jour les mécanismes de l'environnementalité qui se jouent au sein des dynamiques observées sur l'espace de la rivière Adyar à Chennai. Au terme de ces trois chapitres, on peut dresser le constat d'une instrumentalisation de l'argument écologique par les classes supérieures et les autorités étatiques pour l'accaparement du foncier urbain, en soulignant son inscription dans des considérations morales binaires, telles que la dichotomie entre la propreté et la pollution. Depuis les années 2000, la pression de groupes environnementalistes, surtout appartenant à des classes supérieures, a conduit les autorités étatiques à prendre des mesures sur le plan écologique vis-à-vis des rivières. Or, dans le contexte de flou réglementaire dominé par des arrangements institutionnels et juridiques qui caractérise l'action publique sur les rives, l'environnement devient un instrument supplémentaire dans l'attirail du gouvernement. Alors que les rives urbaines semblent délaissées par les pouvoirs publics, les opérations engagées sur ces espaces dessinent les contours d'une informalité calculée ; l'informalité n'est plus la conséquence d'une défaillance dans la gouvernance mais bien le « régime de planification urbaine » (Roy, 2005, 2009), à l'image du constat dressé pour le cas des rives de la Yamuna à Delhi (Follmann, 2015).

Le gouvernement de la rivière et des rives, entendu dans son approche foucaldienne, est mis en œuvre à travers la régulation et l'administration des usages des populations sur ces espaces. Les autorités étatiques procèdent, tant à travers leurs pratiques que leur discours, à la légitimation de certains usages, considérés comme appropriés, au détriment d'autres, en particulier les pratiques des résidents de *slums*. Ainsi, les expulsions des habitants de *slums* sont justifiées par leur inadéquation avec l'image d'un « *riverfront* digne de ce nom ». Ce mécanisme repose sur des considérations esthétiques instituant un ordre moral, proche de l' « ordre moral de classe mondial » décrit par Asher Ghertner (2011b). De même les amalgames entre la présence des *slums* aux pratiques jugées polluantes et l'état de pollution de la rivière se déploient dans un discours discriminatoire qui contribue à cantonner ces populations à une « illégitimité écologique » (Rademacher, 2011).

L'ensemble des arguments développés dans cette partie concoure à éclairer la manière dont la lutte pour l'appropriation de l'espace urbain est menée à travers l'argument écologique. En particulier, l'articulation des deux chapitres montre que la fabrique de l'Adyar comme « front écologique » (Guyot, 2018) s'appuie sur l'invention du fleuve par une élite, dans un contexte où l'Adyar est globalement dépréciée et ignorée. Le phénomène de « colonisation écologique » de l'Adyar se manifeste à travers la tendance pour une élite à imposer une représentation de la rivière, considérée comme la bonne, et qui implique une relation normée à la rivière. L'enjeu de pouvoir réside dans la sensibilisation à l'environnement, et à la propagation de cette vision de l'Adyar comme un fleuve. En ce sens, ces dynamiques témoignent d'une environnementalité autour de la rivière, un ordre moral est renforcé à travers la légitimation de pratiques habitantes. Tandis que ces dynamiques s'inscrivent sur le temps long, l'inondation bouscule ces logiques en perturbant l'ensemble des représentations de la rivière, et des rapports de pouvoir. L'instrumentalisation des relations à la rivière s'accentue alors sous les effets de la catastrophe. Avec le regain d'intérêt pour la rivière Adyar, cet évènement renforce la montée de groupes environnementalistes.

DEUXIEME PARTIE : L'INONDATION, UNE BRÈCHE DANS L'ESPACE SOCIAL

Sous les effets conjugués des fortes pluies de mousson au cours du mois de novembre et l'ouverture des vannes du réservoir Chembarambakkam par les autorités, la ville de Chennai est touchée par une inondation majeure et spectaculaire. Dans la nuit du 1er au 2 décembre 2015, la montée subite des eaux de la rivière Adyar submerge la ville dans sa quasi-intégralité, et la paralyse pendant une semaine, causant près de 500 décès. Moment de choc, de crise et de rupture, la catastrophe survient telle une effraction dans le quotidien, bousculant le cours des choses. Paradoxalement, tandis que l'évènement s'impose comme une rupture d'intelligibilité plongeant les habitants dans l'incertitude et déjouant toute tentative d'interprétation, il révèle surtout l'essentiel, c'est-à-dire ce qui subsiste lorsque les cadres s'ébranlent. Scission temporelle entre un avant et un après, le désastre met au jour les logiques à l'œuvre alors même qu'elles se défont pour en instaurer de nouvelles. La lecture des faits du quotidien est alors soumise à l'arrivée d'un évènement extraordinaire qui bouscule les cadres interprétatifs. Dévoilant les logiques jusqu'alors ténues et imperceptibles, les représentations latentes et les intérêts passés sous silence, l'inondation s'impose comme un révélateur. Elle provoque l'action. En ce sens, il s'agit d'un moment au fort potentiel heuristique dont on se saisit dans cette thèse pour analyser les enjeux de pouvoir liés à la manière dont les habitants se représentent et pratiquent l'espace de la rivière Adyar.

Cette partie aborde l'inondation comme une « brèche dans l'espace social ». L'expression repose sur une métaphore, puisque l'espace social *a priori* ne se fissure pas : il est bousculé, réorganisé, tout au plus. Le terme de « brèche » fait d'abord référence à la rupture, la faille qui caractérise ce moment particulier du terrain. Elle renvoie également à l'idée de scission et d'ouverture dans un espace socialement structuré et ordonné. En tant que moment de renversement, ou du moins de remise en cause plus ou moins profonde des rapports de pouvoir, l'inondation ouvre sur un champ des possibles. Le terme de « brèche » illustre ces possibilités qui surviennent dans ce moment où les barrières sociales se font moins rigides et tendent à se dissoudre, du moins en partie. Ce sont donc essentiellement les mouvements « du social » dans le contexte de l'inondation qui sont appréhendés dans cette partie. En particulier, je m'intéresse à la manière dont les représentations que les habitants se font de la rivière, sont altérées sous l'effet des pluies et de l'inondation, et ce que cela implique dans les rapports de pouvoir entre les groupes sociaux. Les différents « scénarios » (Revet, 2007) mobilisés dans la lecture de la catastrophe sont analysés afin de comprendre la manière dont est problématisé l'évènement dans les médias ainsi que par les autorités. Il est également question de l'action collective qui s'organise à l'issue de la catastrophe afin d'éclairer la manière dont les revendications environnementales renforcent la position de groupes dominants.

Structurée en deux chapitres, cette partie présente dans un premier temps l'inondation en tant qu'effraction et moment de crise, en mettant l'accent sur la manière dont les représentations de la rivière sont bousculées. Le chapitre 4 approche la crise et le réordonnancement sur le plan social, les réponses habitantes y sont analysées en termes d'actions collectives. Cette partie s'attache à saisir ce moment particulier de la catastrophe afin d'y observer les recompositions du social et la re-spatialisation du pouvoir. Les bouleversements occasionnés par l'inondation sont abordés selon deux angles, celui de la relation entre collectifs et milieux, et celui des relations sociales. À ceux-ci, il faut bien sûr intégrer la dimension temporelle et l'analyse des changements entre l'avant et l'après la catastrophe. D'un point de vue épistémologique, il s'agit de voir comment l'approche par la catastrophe et ses temporalités peut nourrir les réflexions sur l'environnementalité.

Chapitre 4 – L'évènement comme mise à l'épreuve

À la suite de pluies incessantes, l'ouverture soudaine des vannes du réservoir d'eau de Chembarambakkam par les autorités publiques dans la nuit du 1er au 2 décembre 2015 provoque une montée brutale des eaux de la rivière Adyar, inondant une majeure partie de la ville. Les autorités ne parviennent que difficilement à gérer cette crise qui implique l'évacuation de 1,3 millions de personnes[1]. Les répercussions de la catastrophe sont sans précédents : « [s]i, en amont, l'événement est coupé de toute ascendance, il engendre en aval une descendance innombrable. » (Bensa, Fassin, 2002 :8). En altérant le débit du cours d'eau, les pluies torrentielles ont d'abord fait surgir des représentations latentes des habitants sur la rivière, marquant du même mouvement une évolution des énoncés associés au cours d'eau. L'inondation est une mise à l'épreuve (Boltanski, Thévenot, 1991) : son irruption dans le quotidien et sa capacité à bousculer le cours des choses révèlent la *contingence* du monde social.

« L'événement ne se donne jamais dans sa vérité nue, il se manifeste – ce qui implique aussi qu'il est manifesté, c'est-à-dire qu'il résulte d'une production, voire d'une mise en scène : il n'existe pas en dehors de sa construction » (Bensa, Fassin, 2002). La catastrophe produit en même temps qu'elle « est produite » à travers un ensemble de discours véhiculés par les médias, les autorités et les habitants. Ce chapitre s'attache à analyser la manière dont l'évènement est mis en récit par les habitants et problématisé dans le débat public. En prenant appui sur les travaux de Sandrine Revet (2007), il s'agit d'identifier les différents *scénarios* de la catastrophe, c'est à dire les registres d'interprétation qui sont mobilisés par les acteurs sur le terrain. Ce terme « désigne la rencontre entre le cadre de pensée qui prédomine pour interpréter une catastrophe dans un contexte donné et le régime d'action qui lui est associé : scénario religieux, scénario naturaliste, scénario du risque » (*ibid.*). Bien souvent, ces derniers coexistent dans une même société (Revet, 2010). Partant, la mise en perceptive des discours habitants, militants, politiques et médiatiques sur la catastrophe, notamment le débat sur ses causes, donne à voir la manière dont les différents acteurs s'en saisissent. Tandis que les médias insistent sur des conditions climatiques « *sans précédents* », les groupes militants dénoncent un urbanisme défaillant et une crise qui serait révélatrice de l'incompétence de l'État en matière de préservation environnementale et de protection sociale. Ainsi, la discussion sur les causes donne lieu à des controverses politiques et un rejet des responsabilités entre les différents acteurs, dévoilant ainsi leurs intérêts.

À travers l'analyse de récits, ce chapitre entend également rendre compte des bouleversements provoqués par l'inondation sur le plan de la relation que les habitants entretiennent avec la rivière. Au-delà des variations des perceptions de la rivière, cet évènement renseigne plus fondamentalement la nature des rapports entre collectifs humains et milieux. Du simple *nala*, l'Adyar devient alors un fleuve, doté même d'esprit de vengeance. Au-delà de la contingence des relations entre habitants et cours d'eau, on s'aperçoit que cet événement ancre finalement les relations entre collectifs humains et milieux dans une vision naturaliste, entendu au sens de Philippe Descola (2005). L'objectif consiste alors à mettre en lien les scénarios établis sur la catastrophe pour rendre compte de la manière dont ils renseignent les relations collectifs-milieux. En

[1] Selon la déclaration officielle du ministre en chef du Tamil Nadu, le 7 décembre 2015.

guise de fil d'Ariane pour ce chapitre, on peut retenir la question suivante : *comment les registres d'interprétation de la catastrophe bousculent-ils les représentations sur la rivière ?*

Dans un premier temps, en préambule, je propose de restituer mon approche de la catastrophe dans le débat épistémologique sur les différentes manières d'appréhender un tel évènement en sciences sociales. Parmi une pluralité de postures face au désastre, je me place dans le sillage de l'ethnographie de la catastrophe, tout en considérant cette dernière comme un cadre analytique. Après ces clarifications, je m'intéresse aux manières dont l'inondation est mise en scène, afin de montrer comment la catastrophe est subie mais aussi construite. C'est ensuite sous l'angle des représentations habitantes sur la rivière que j'aborde la rupture causée par l'inondation, pour approcher la nature des relations ontologiques (*sensus* Descola, 2005) des collectifs aux milieux.

Appréhender la catastrophe et les discontinuités

Dépassant l'inconfort qui a longtemps habité les sciences sociales face à de telles situations exceptionnelles (Bensa, Fassin, 2002), nombre d'auteurs ont, depuis quelques années, investi le champ de recherche sur les catastrophes. Des *disaster studies* aux travaux sur les *bifurcations* en sociologie, en passant par l'ethnographie des catastrophes[1] ou encore les recherches sur les risques et la vulnérabilité[2], les approches se déclinent en autant de variations disciplinaires ou méthodologiques. Objet pluriel, la catastrophe renvoie aussi bien aux catastrophes naturelles[3], technologiques que médicales, alimentaires, sociales, militaires, etc. Ainsi, « le champ des travaux sur les catastrophes se présente donc à la fois comme un domaine spécialisé, assez bien balisé, et comme le creuset possible, mais encore très éclaté, des grands courants des sciences sociales » (Dodier, 2013 : 252). Longtemps l'apanage des sciences dites « dures », les catastrophes sont devenues un objet de recherche en sciences sociales au cours du 20ème siècle ; cet objet a connu un regain d'intérêt récent à la suite de deux désastres fortement médiatisés, le tsunami de 2004 en Asie du Sud-Est et le passage de l'ouragan Katrina en Louisiane en 2005 (Revet, 2011a), puis avec le tremblement de terre à Haïti en 2010. La généalogie de ce champ se structure autour de deux branches principales : l'une, qui apparaît aux États-Unis avec les *disasters studies*, centrée principalement sur les conséquences des catastrophes naturelles, et l'autre, sur leurs causes (*ibid.*). La seconde branche émerge dans les années 1970 comme critique de la lecture « aléas-centrée » qui domine le champ des *disasters studies*, pour mettre l'accent sur les facteurs structurels et historiques comme causes profondes des catastrophes « naturelles » (*ibid.* ; Cabane, Revet, 2015 ; Revet, 2011b). Dans le contexte des décolonisations, cette approche émerge depuis des travaux menés sur les Suds, alors appelés le « Tiers-Monde », et entend considérer les catastrophes au prisme des rapports politiques qui sont liés à la thématique du développement (Cabane, Revet, 2015). À travers une revue de la littérature portant sur les causes des catastrophes, l'anthropologue Sandrine Revet (2011a) montre la succession des

[1] En particulier, les travaux de Sandrine Revet et de Julien Langumier ont contribué à renouveler les approches sur les catastrophes en sciences sociales. Voir à ce propos l'article de Sandrine Revet et Julien Langumier, *Une ethnographie des catastrophes est-elle possible ? Coulées de boue et inondations au Venezuela et en France, Cahiers d'anthropologie sociale*, 2011, n°7, pp.77-90.

[2] Sur la notion de vulnérabilité et de risque, voir les ouvrages de référence de Jean-Louis Fabiani et Jacques Theys (éds.), *La société vulnérable : évaluer et maîtriser les risques,* Paris, Presses de l'Ecole normale supérieure, 1987, et de Patrick Lagadec, *La Civilisation du risque*, Paris, Seuil, 1981.

[3] Ce terme renvoie aux catastrophes dont les causes sont géologiques ou climatiques : séismes, éruptions volcaniques, inondations, cyclones etc. bien que les causes de ces évènements puissent être liés à des facteurs anthropiques.

principaux registres de ce champ de recherche. Ainsi, les années 1970 marquent l'approche de la « vulnérabilité », puis entre 1980 et 1990, c'est l'idée du risque qui prévaut avec l'ouvrage de référence d'Ulrich Beck (2001 [1986]), avant de voir se développer, à partir des années 2000, le concept de résilience. Elle souligne par ailleurs la circulation de ces registres et de ces approches entre le monde scientifique et celui des politiques et de la décision, notamment *via* l'expertise, et donc l'importance d'analyser ces deux champs en parallèle.

Dérivé de ces travaux, on voit apparaître récemment le courant de l'anthropologie des catastrophes en sciences sociales, parfois aussi appelé ethnographie des catastrophes. Ce champ de recherche récent demeure toutefois faiblement institutionnalisé (Revet, 2011b). Cela tient, d'une part, à la tendance anhistorique de l'anthropologie, traditionnellement construite dans la description et l'analyse du quotidien sur le temps long (Bensa, Fassin, 2002), et d'autre part, du fait que l'évènement, en tant que moment de rupture, reste difficilement conceptualisable (Revet, 2011b). Ce courant émerge toutefois à la confluence de l'anthropologie du développement, de l'anthropologie du risque des années 1980-1990, et en particulier des travaux empiriques qui appréhendent la catastrophe comme objet[1] (*ibid.*). En examinant les travaux récents issus de ce courant, la sociologue Gaëlle Clavandier dresse le constat d'une partition dans les approches sur la catastrophe, liée notamment à la place accordée au terrain (Clavandier, 2015). Tandis que certains font de l'événement un terrain d'étude à part entière[2], d'autres voient en celui-ci un outil analytique, un moyen de « prendre la mesure des mutations en cours, selon une grille de lecture transversale, politique, philosophique, voire morale » (*ibid.* :96). Dans cette dernière perspective, les travaux de Jean-Pierre Dupuy (2002) font figure de référence, déplaçant la discussion méthodologique sur un plan épistémologique. En montrant comment le régime probabiliste du risque (cela peut arriver) est inadéquat pour envisager le présent (c'est arrivé), il préconise un changement de paradigme : il s'agit de se défaire de « la théorie du risque [qui] ne suffit plus » pour se confronter à la catastrophe dont on fait l'expérience (Dupuy, 2002). Selon cette partition des travaux, Gaëlle Clavandier (2015) souligne la différence des objectifs poursuivis : l'anthropologie de la catastrophe s'appuie sur des études de cas où l'administration de la preuve par le terrain est un passage obligé, tandis que les seconds ont une vocation performative, visant à l'élaboration d'un modèle d'analyse.

Mais au-delà de cette césure, un certain nombre d'éléments restent partagés (*ibid.*). D'abord, sans omettre sa particularité, la catastrophe est à chaque fois considérée comme un *révélateur* permettant de décrire, analyser et comprendre, les dynamiques des sociétés contemporaines. Événement, rupture, catastrophe, désastre, sinistre ou encore bifurcation : le vocable ne manque pas pour désigner ces moments exceptionnels bouleversant l'ordre des choses. Mise à part la notion de *bifurcation* qui recouvre un sens plus large, le terme de catastrophe (*kata-strophê*, ce qui retourne) semble faire globalement consensus dans la description des événements ayant « la particularité de créer une dramaturgie, de rompre avec les catégories d'intelligibilité ordinaires, de produire des récits, d'appeler à une mobilisation, de transmettre cette expérience » (*ibid.* :97)[3]. Pour autant, considérer la portée heuristique d'un tel événement n'est pas sans contrepartie, et il convient d'identifier les obstacles qui se dressent sur cette voie (Clavandier, 2015 ; Dodier, 2013). En premier lieu,

[1] Comme le souligne Sandrine Revet (2011b), Anthony Oliver-Smith figure comme l'un des précurseurs de cette démarche.

[2] Pour n'en citer que quelques-uns, voir notamment Langumier, 2006 ; Revet, 2010 ; Clavandier, 2015.

[3] J'emploie ici les termes d'évènement, catastrophe, inondation voire désastre ou sinistre de façon indifférenciée pour désigner la crise, c'est à dire le moment de la montée des eaux subite. Le mot bifurcation renvoie à la situation de carrefour ou au changement d'état du système (Grossetti, 2003).

l'élaboration conceptuelle autour de la notion de catastrophe apparaît relativement éparse (Oliver-Smith, 1999) donnant lieu à des productions plutôt hétérogènes, voire éparpillées (Clavandier, 2015). Ensuite, chaque catastrophe est à la fois unique et contingente : il incombe donc de la restituer dans sa singularité (Clavandier, 2015 ; Dodier, 2013), en évitant toutefois de succomber à ce que certains auteurs ont appelé le « tropisme de la catastrophe ». Cela renvoie à la tendance pour le chercheur à se laisser happer par la portée spectaculaire et « englobante » de l'évènement. En reprenant cette notion de Jean Delumeau[1], Thierry Coanus note que « [c]'est parce que la figure de la catastrophe agit en fonction de logiques symboliques par définition autant sociales qu'individuelles, et sur le mode implicite du "cela va de soi", qu'elle tend à attirer à elle, comme un genre de trou noir, la quasi-totalité de l'analyse » (Coanus, 2000 : 160, cité par Langumier, 2006 :11). La dimension spectaculaire de l'événement pourrait en effet nuire à son analyse, et c'est pour cette raison que Julien Langumier préconise un « refroidissement de l'objet d'étude » (Langumier, 2006). Troisième obstacle, l'éclatement que provoque la catastrophe déborde des frontières académiques habituelles, obligeant, de ce fait, le chercheur ou la chercheuse à jongler avec des secteurs hétérogènes des sciences sociales. En tant qu'évènement soudain entraînant une série de réponses imprévisibles sur le terrain, la catastrophe déroute l'analyse. En ce sens, son appréhension implique de se défaire d'une question bien balisée ou contrainte par un cadre disciplinaire qui se révèlerait trop étroit pour rendre compte de ces bouleversements multiples. Selon Gaëlle Clavandier, « cela suppose de prendre en compte l'ensemble de ses dimensions, sans les hiérarchiser, laissant l'objet d'étude se dévoiler lui-même » (Clavandier, 2015). L'approche transdisciplinaire tient notamment du rapport entretenu au terrain, puisque, comme le note Gaëlle Clavandier (2009), la démarche de l'anthropologie de la catastrophe suppose un premier impératif, celui de se plier au terrain. « "Se plier au terrain" : l'expression paraît excessive ; c'est néanmoins la condition sine qua non pour prendre acte de la situation catastrophique, de la catastrophe elle-même. Toute autre posture reviendrait à distordre l'objet d'étude et à le faire pénétrer un univers dissemblable » (Clavandier, 2009). L'angle multidisciplinaire par lequel s'approche la catastrophe tient d'une approche nourrie par l'empirisme : c'est du moins le parti adopté dans ce travail.

Ni ordinaire ni continu, le temps de la catastrophe est résolument singulier : l'ensemble des auteurs s'accordent sur ce point. Dès lors, rendre à l'événement sa spécificité temporelle est essentiel pour déjouer le piège de la réduction par le contexte ou par la construction (Bensa, Fassin, 2002). Dans sa capacité à brouiller les référentiels et à propager la confusion, l'événement rompt les cadres de l'intelligibilité (*ibid.*). En s'appuyant sur la réflexion de Gilles Deleuze (1969), notamment la distinction qu'il opère entre le temps Chronos « corporel », et Aiôn qui serait, lui, « incorporel », Didier Bensa et Eric Fassin (2002) voient en l'événement une ligne de partage « immatérielle », une scission dans le temps entre un avant et un après. Les métaphores de la *pliure*, de la *faille* ou encore de la *brèche, souvent employées pour évoquer la catastrophe,* illustrent ce schisme temporel qui impose un changement de rythme dans le cours des choses. En ce sens, l'événement ne peut être appréhendé en sciences sociales qu'en tant qu'action (*ibid.*) : c'est notamment en cela que la catastrophe se distingue du risque, bien que ce dernier registre lui soit souvent associé, en particulier chez les experts et décideurs. Si ces deux notions vont de pair, la problématique du risque demeure ici en retrait[2],

[1] Cette notion est issue de l'ouvrage de Jean Delumeau et Yves Lequin (éds.), *Les malheurs des temps. Histoire des fléaux et des calamités en France*. Paris : Larousse, 1987.

[2] « Le risque est un concept opératoire, directement transférable dans la mise en œuvre de politiques publiques, alors que la catastrophe est une notion où points de vue *emic* et *etic* s'interpénètrent, voire se confondent. » (Clavandier, 2015 :95). À la différence du risque, la catastrophe n'est pas une probabilité, elle est incarnée et située. Le risque apparaît toutefois dans ce chapitre lors de sa mention dans les discours médiatiques ou habitants.

le cœur de l'analyse portant sur l'inondation en tant qu'évènement situé, localisé et manifesté, et la manière dont son irruption redéfinit les relations aux cours d'eau et réordonne l'espace social. Point de basculement, l'événement donne soudain à penser les impensés, à voir les logiques invisibles, à conscientiser ce qui, jusqu'alors, allait de soi.

Empruntant les méthodes de l'ethnographie de la catastrophe, je me saisis de ce moment particulier de l'enquête, cette rupture d'intelligibilité (Bensa, Fassin, 2002) pour en faire un terrain d'étude privilégié (Langumier, 2006). À travers l'identification des mécanismes, des modes de réponse ainsi que des récits produits, il s'agit « d'appréhender le drame collectif comme une expérience sociale » (Langumier, 2006 : 21). En ce sens, comme l'indique Sandrine Revet, l'objectif est d'analyser ce qui se produit dans les failles de la catastrophe et de comprendre comment des phénomènes physiques deviennent des événements sociaux (Revet, 2007). La catastrophe est construite comme objet d'étude à part entière dans cette partie, tout en étant restituée dans une temporalité plus large, dans les autres parties qui composent cette thèse. La posture adoptée se situe alors à mi-chemin entre une ethnographie de la catastrophe et une approche analytique par l'événement, dans laquelle la catastrophe est construite comme objet, tandis qu'elle permet de construire, en retour, un objet de recherche qui la dépasse et qu'elle dépasse.

À cet égard, la proposition de Gaëlle Clavandier (2015) de considérer la catastrophe comme un « fait social total », en référence à l'expression de Marcel Mauss (2013 [1950]), séduit sur plusieurs points, tout en montrant certaines limites. Le concept reflète d'abord la multiplicité des sphères engagées (sphère économique, sociale, politique) et permet de dépasser le clivage entre individuel et collectif, particulièrement nécessaire dans l'analyse de la catastrophe. Mais c'est surtout la question de la « morphologie » sociale, centrale dans la conception maussienne du fait total, qui en fait son intérêt (Wendling, 2010) ; en ce sens, la lecture de la catastrophe comme « fait social total » permet de rendre compte des effets de « concentration sociale » observés. En effet, « le fait social total théorise l'idée chère à Durkheim d'une « effervescence créatrice » (1912 : 403) propre aux moments de concentration collective » (*ibid.*). Marcel Mauss élabore toutefois cette idée à partir d'une réflexion sur l'échange, par conséquent le fait social total est fortement associé à cette notion. Il écrit alors à propos des fêtes, foires, marchés, ou distributions de « monts » de vivres, qu'« à ces moments, sociétés, groupes et sous-groupes, ensemble et séparément, reprennent vie, forme, force ; c'est à ce moment qu'ils repartent sur de nouveaux frais ; c'est alors qu'on rajeunit telles institutions, qu'on en épure d'autres, qu'on les remplace ou les oublie » (Mauss, 2007 [1925] :329). Les faits sociaux totaux mettent alors en scène « la fiction d'une entité monolithique », selon l'expression empruntée à Faure et Suaud (1994 : 4), formulée à partir des phénomènes sociaux liés au football. Or, le recours au concept de « fait social total » pour parler des catastrophes, ou d'autres phénomènes de concentration sociale tels que les événements sportifs, n'échappe pas à quelques écueils. Ainsi, Thierry Wendling (2010) met en évidence un usage galvaudé du concept en sciences sociales, en soulignant notamment un effet totalisant qui pourrait s'avérer contre-productif dans l'analyse des revendications identitaires reposant sur des affiliations religieuses, consciences de classes ou encore des identités territoriales. Si l'inondation constitue en effet « un espace social où règne une "effervescence créatrice" » (Clavandier, 2015 :103) marqué par une forte concentration sociale, il n'en demeure pas moins que ce moment laisse entrevoir des reconfigurations sociales et des mouvements séparatistes identitaires, basés, dans le cas de Chennai, sur la caste, le genre ou la religion. C'est, à mon sens, une des limites du recours au prisme du « fait social total » pour appréhender les dynamiques à l'œuvre pendant l'inondation.

Cela ne remet toutefois pas en cause le caractère « total » de la catastrophe. Du point de vue méthodologique, cet « éparpillement » du terrain lors de la catastrophe incite à circuler sur différentes scènes - institutionnelles, habitantes, militantes - et ce, selon diverses possibilités. À l'instar de la méthode employée par Sandrine Revet et Julien Langumier, j'ai fait le choix de « conserver l'unité de temps et de lieu de l'ethnographie en profitant de l'opportunité créée par le contexte de catastrophe pour saisir sur le mode de l'ubiquité les multiples interventions, arènes et mobilisations qui se développent simultanément » (Revet, Langumier, 2013 :16). Cela a nécessité de s'appuyer sur un ensemble de matériaux diversifiés : entretiens, discussions informelles, publications sur les réseaux sociaux, participation aux réunions militantes. Considérant le caractère inévitablement épars des matériaux récoltés en tenant une telle posture, l'observation croisée des interventions institutionnelles, des réactions habitantes et des mouvements militants permet toutefois d'appréhender les transformations, négociations, et coordinations qui se jouent dans ce réordonnancement. Ma présence sur le terrain en amont, pendant et après la catastrophe (de novembre 2015 à mai 2016) a permis d'accéder à des discours émergents et d'observer des actions engagées sur le terrain. Mes notes de terrain rassemblent des observations directes *in situ* pendant la montée des eaux et la catastrophe, et d'autres issues de la participation observante lors d'actions collectives menées *a posteriori*, telles que des activités militantes, des débats citoyens ou des cérémonies d'hommage aux victimes. Les entretiens conduits auprès des habitants me permettent d'analyser les récits sur la catastrophe et le changement de discours sur le cours d'eau. Enfin, les sources écrites - la presse anglophone (principalement les journaux *The Hindu* et *Times of India*), les rapports des ONGs ainsi que les publications sur les réseaux sociaux – constituent également une grande partie du corpus mobilisé. La veille sur les réseaux sociaux, notamment, a permis d'accompagner les activités militantes et associatives à l'issue de l'épreuve.

Récits, émotions et rationalités

La crue majeure de l'Adyar survient à l'aube du 2 décembre. D'une soudaineté et d'une brutalité frappantes, l'inondation est vécue comme une effraction dans le quotidien. « *Malgré toutes ces années, on ne pensait pas que cela arriverait* », évoque Krithika, une résidente du *slum* riverain à Saidapet, dévasté par la catastrophe. Sa remarque illustre le désarroi et la surprise des habitants face au désastre. Comprendre ce qu'il s'est passé, retracer la chronologie des faits et trouver des éléments d'explication semblent être les premières étapes marquant la reprise sur le quotidien. La sortie de la catastrophe est alors un moment de rationalisation. Tandis que les récits habitants recueillis *a posteriori* témoignent plutôt de la pluralité des régimes d'engagement dans la situation catastrophique, les discours médiatiques font appel aux registres du *pathos* et du spectaculaire. Cette première partie met en perspective les différents scénarios élaborés sur l'inondation, en cherchant à mesurer l'écart entre la catastrophe racontée par les habitants et mise en scène dans les médias.

Une effraction dans le quotidien

L'arrivée brutale et inattendue de l'évènement dans le cours des choses est relatée comme une effraction dans le quotidien. La narration de la catastrophe par les habitants puise dans des registres variés, les faits étant relatés tantôt avec détachement, tantôt avec une émotion intense. Les alternances entre le dit, le non-dit, ou le dit à demi-mot suggère une difficulté à relater l'expérience. Je propose de revenir brièvement sur les faits dans une première section, afin de comprendre le déroulement de la catastrophe, avant d'aborder la manière dont cet évènement est mis en récit par les habitants.

De la conjoncture de la catastrophe

Les conditions météorologiques extrêmes, avec des pluies torrentielles déversées presque continuellement au cours du mois de novembre 2015, ont conduit à une série d'inondations de certains quartiers de la ville de Chennai. Entre le 8 et le 10 novembre, Chennai reçoit 314 millimètres de pluies, puis quelques autre 307 millimètres entre le 16 et 17 novembre et, plus tard, 475 millimètres le 2 décembre. En l'espace de quelques jours, 1096 millimètres de pluies sont déversés à Chennai, soit plus de trois fois la quantité de pluies reçues au mois de novembre en moyenne (374,4 mm), et pas loin de la quantité moyenne de pluies reçues au cours de l'année (1382 mm)[1]. Le 26 novembre, la ville est une première fois inondée. Au regard du déroulement des évènements, il serait donc juste de parler *des inondations* plutôt que de l'inondation au singulier. Toutefois, la catastrophe atteint son paroxysme au matin du 2 décembre, lorsque les vannes du réservoir de Chembarambakkam, en amont de l'Adyar, sont ouvertes brutalement sur ordre de la *Chief Minister* de l'époque, Jayaram Jayalalithaa[2] : c'est ce moment qui est considéré comme l'inondation.

En raison de cette grande quantité de pluies déversées tout au long du mois de novembre, les réservoirs de stockage d'eau de Chennai ont rapidement atteint leur capacité maximale. Le réservoir principal de Chembarambakkam atteint un seuil critique le 1er décembre, menaçant le barrage du réservoir d'une rupture. Dans ce contexte, l'ordre a été donné par la ministre du Tamil Nadu aux autorités des travaux publics (PWD) de relâcher les eaux du réservoir Chembarambakkam : le débit de l'eau évacuée (de 25 mètre^3/seconde à un niveau régulier) a été multiplié par trois avant, puis par dix avant d'atteindre 1020 m^3/seconde les 2 et 3 décembre. Cela a entraîné une crue de la rivière Adyar (le débit du fleuve aurait été enregistré à 2 800 m^3/s)[3], inondant un périmètre étendu jusqu'à 4 kilomètres aux alentours du cours d'eau. Les habitations situées à Jafferkhanpet, un quartier à la limite sud-ouest de la ville de Chennai, ont été les premières à être submergées à la suite de cette manœuvre. À cinq heures du matin, près de 80% de la ville était recouverte de quatre mètres d'eau. L'ouverture des vannes du réservoir de manière précipitée dans la nuit du 2 décembre a participé à l'ampleur de la crise. Une grande majorité des résidents n'ont pas été avertis de l'opération, ce qui explique en partie le lourd bilan humain de la catastrophe. L'action des autorités étatiques a fait l'objet de sévères critiques, soulignant le manque d'anticipation et l'absence d'avertissement auprès des populations. Le retard bureaucratique dans l'ouverture des vannes a également été reproché, celui-ci aurait conduit au dépassement du seuil admis pour le relâchement des eaux du réservoir. La gestion de crise a ainsi donné lieu à de vives controverses.

Face aux accusations, le secrétaire du département des travaux publics indique avoir suivi le protocole dans l'ouverture des vannes et affirme que les avertissements ont été donnés auprès des *collectors* des districts et de la Corporation municipale, mais que l'ampleur du désastre a été causé par les pluies imprévisibles[4]. Deux

[1] D'après les sources officielles issues du département national de météorologie (Indian Meteorological Department), *Chennai- Climatological Information*, archive originale du 1er septembre 2017.

[2] Jayaram Jayalalithaa (24 février 1948 - 5 décembre 2016) était une femme politique et actrice indienne qui a effectué cinq mandats en tant que ministre en chef du Tamil Nadu pendant plus de quatorze ans, entre 1991 et 2016 comme représentante du parti AIADMK. Elle est décédée au pouvoir le 5 décembre 2016, soit près d'un an après le désastre.

[3] Pour donner un ordre de grandeur, les débits débordant en cas de crue exceptionnelle dépassent 2 000 mètres cubes par seconde. Lors des inondations de la Loire en 2003, le débit du fleuve à Tours a été enregistré à 3 050 m^3/s.

[4] D'après l'article intitulé "Chennai floods: What happened at Chembarambakkam, negligence or nature's fury?", publié dans *The News Minute* le 9/12/2015

ans et demi plus tard, les inondations de 2015 à Chennai ont été qualifiées de « catastrophe provoquée par l'homme » par le contrôleur général des comptes de l'Inde[1] (CAG), imputant au gouvernement du Tamil Nadu sa responsabilité[2].

Quelques photographies sont présentées afin de rendre compte de la situation à différents moments de la catastrophe. La photographie ci-dessous (Figure 92) est prise à Saidapet, l'un des quartiers les plus sévèrement touché lors de l'inondation, juste après l'ouverture des vannes du réservoir Chembarambakkam, au matin du 1er décembre. L'image du pont complètement submergé restitue l'ampleur du désastre. En haut, à gauche du pont surélevé du métro, sur la rive au premier plan, on aperçoit difficilement le toit des habitations du quartier informel d'Attur Nagar, englouti sous les eaux.



Figure 92 : Photo du pont de Saidapet submergé, peu après l'ouverture des vannes 01/12/2015 – Source : B. Jothi Ramalingam[3]

Les photographies ci-dessous présentent différents quartiers de Chennai inondés, à des moments différents de la catastrophe entre novembre et décembre 2015. A la suite des premières fortes pluies, le 18 novembre 2015, le quartier populaire de Chitra Nagar à Kotturpuram[4] est déjà fortement inondé (Figure 93) ; le rassemblement des résidents sur la rue principale évoque la confusion liée à la situation et les difficultés d'accès au quartier.

[1] Le *Comptroller and Auditor General of India* (CAG) est une autorité, créée par l'article 148 de la Constitution indienne, qui contrôle toutes les recettes et les dépenses du gouvernement indien et des gouvernements des États, y compris celles des organismes et autorités financés en grande partie par le gouvernement.

[2] D'après l'article intitulé "How grave lapses at Chembarambakkam Lake caused Chennai's 'manmade' flood in 2015 » publié dans *The News Minute* le 10/08/2018

[3] Photo issue de l'article intitulé « How the massive floods in Chennai triggered a wave of action", publié dans *The Hindu* le 20/01/2015. Disponible en ligne à l'adresse : https://www.thehindu.com/news/cities/chennai/how-the-massive-floods-triggered-a-wave-of-action/article22476018.ece

[4] Ce quartier est composé de logements reconstruits par le Tamil Nadu Housing Board TNHB dans les années 1970 (avant que ne soit établie l'agence du TNSCB responsable pour le logement des sections les plus pauvres) sur une zone inondable et de ce fait est très fortement touché par les inondations.



Figure 93: Photo d'un regroupement lors de l'inondation à Kotturpuram
18/11/2015

Des photographies prises dans deux quartiers différents contribuent à illustrer la situation. À gauche, il s'agit du quartier d'affaire de MRC Nagar, à proximité de l'estuaire, partiellement inondé le 24 novembre (Figure 94). À droite, la photographie présente le quartier populaire de Kasturibai Nagar à proximité du pont de l'Adyar, le 2 décembre (Figure 95).



Figure 94 : Photo du quartier de MRC Nagar
24/11/2015



Figure 95 : Photo de Kasturibai Nagar, Adyar
02/12/2015

Ces photographies témoignent des inondations avant et après le point culminant du 1er décembre 2015. Ainsi, si on parle de l'inondation comme point de rupture et de basculement, celle-ci s'inscrit dans un temps continu, dont la circonscription demeure problématique. L'approche par la catastrophe questionne en effet les échelles d'analyse, tant temporelle que structurelle. Ce chapitre traite de deux moments spécifiques des inondations en fonction de ce qu'ils révèlent des représentations du cours d'eau : le temps de l'après crise avec la mise en récit de l'évènement, et la période de la montée des eaux qui précède la crise. Ces quelques précisions permettent alors de mieux situer le propos des habitants sur la catastrophe.

L'indicible de l'expérience

Les récits de quelques habitants directement affectés par la catastrophe donnent la mesure de la diversité des expériences. À l'évocation de l'inondation, la question de ma présence lors du désastre revient fréquemment : *« Etiez-vous là pendant les inondations ? »*[1] Exaltant l'indicible de l'évènement, cette interrogation rappelle avant tout que la catastrophe ne se raconte que difficilement, ou bien pas de la même manière, à qui ne l'a pas vécue. Elle laisse également deviner la compréhension réciproque que susciterait le fait d'avoir partagé cette épreuve singulière. Ce sont à ces mêmes réactions que se trouve confronté Julien Langumier dans son enquête de terrain, alors qu'il évoque avec les habitants l'inondation plusieurs années après le drame à Cuxac d'Aude (Langumier, 2006). Dans un retour réflexif sur son terrain, il souligne que « [l]a catastrophe singularise un territoire, le drame constitue une différence, voire un facteur d'étrangeté. Les habitants de Cuxac d'Aude rappellent souvent à l'enquêteur l'irréductible distance que représente l'expérience des inondations : « Il faut l'avoir vécu ! Sinon, on ne peut pas comprendre ». » (*ibid.* :10-11). Cette barrière franchie, les discours habitants donnent accès à la manière dont la catastrophe est mise en récit.

La brutalité et le choc de l'événement figurent parmi les premiers éléments énoncés par les habitants, qui emploient plutôt des termes généraux et allusifs comme « *tellement de choses se sont passés* » ou *« c'était dévastateur* ». Gaurav, habitant à Alwarpet, procède de la sorte lorsqu'il relate que *« c'était un choc très rude ! Nous avons vu tellement de choses se passer, les gens sont morts, tellement des choses ont été endommagées... »* [2]. Les recours aux allusions, à la gêne, au silence ou à la dérision dans les discours s'apparentent alors à un moyen pour les enquêtés de contourner l'*indicible.* En s'appuyant sur les travaux de référence de Michel Pollak (1986) menés auprès de survivants de camps de concentration, Julien Langumier s'attache, en gardant les proportions avec le sujet évoqué, à rendre compte des creux et des pleins dans les récits des sinistrés. Il met ainsi en lumière les sujets particulièrement passés sous silence (Langumier, 2006 :44-45), un exercice dont je me suis inspirée dans l'analyse des récits habitants. Il en ressort l'usage de diverses stratégies de gestion des émotions dans la narration par les répondants.

Les habitantes du bidonville d'Attur Nagar, situé au bord de l'Adyar à Saidapet, expriment plus manifestement une difficulté à relater la catastrophe. Doublement touchées par la catastrophe, elles ont subi la violence directe de l'inondation, ce à quoi vient s'ajouter le traumatisme du relogement en périphérie[3]. L'extrait d'entretien qui suit est le témoignage de Krithika, 21 ans, étudiante en techniques de laboratoire, interrogée cinq mois après l'inondation :

- Donc vous venez d'Adyar, à Saidapet ? ... Qu'est-il arrivé à vos maisons là-bas ?
- *Quelques-unes de nos maisons ont été emportées, ils [le gouvernement] les ont démolies et maintenant ils élargissent la rivière.*
- Comment vous êtes-vous échappé quand la rivière a été inondée ?

[1] "*Were you there during the floods?"*

[2] "I*t was a very rude shock. we saw so many things happened, people died, so much was damaged…",* Gaurav, le 28/03/2017

[3] D'après le rapport publié par *Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities* et *Housing and Land Rights Network* (IRCDUC, 2017), sur 9,687 familles résidant sur les rives de l'Adyar, 3,464 ont été déplacées dans les appartements de relogement du TNSCB à Perumbakkam sur une période de six mois allant des inondations en décembre 2015 et juin 2016. Ces déplacements et les dispositifs de légitimation feront l'objet du chapitre 7.

- *L'eau monte et redescend [lit. repart] à chaque fois, pas pour les pluies normales mais quand il pleut fortement, le niveau de l'eau augmente et progressivement il redescend. Exactement ce qui vient d'arriver, c'est déjà arrivé quand ma mère a emménagé à Saidapet.*
- C'était il y a combien de temps ?
- *Avant même que je sois née... il y a 20, 25 ans. Pendant la période où Dr MGR[1] était au gouvernement.*
- Oh ok, pendant la période MGR, ils construisaient des murs et des ponts
- *Oui, c'est arrivé il y a très longtemps... c'était la dernière fois que ça a fortement inondé, depuis cela, le niveau de l'eau monte et redescend [lit. l'eau monte et ça s'en va], c'est ce à quoi nous sommes habitués [lit. c'est ce que l'on sait].*
- Vous n'avez donc pas eu besoin de déplacer vos maisons quand elles ont été inondées ?
- *Non.*
- Où logeais-tu quand il a plu ?
- *Il y a une école ici. À chaque fois que le niveau d'eau monte, nous logeons à l'école... mais cette fois, même l'école a été inondée (rires)*
- Alors avant de venir ici, où habitiez-vous ?
- *Nous restions à l'école. Une fois que l'eau était redescendue [lit. que l'eau s'est asséchée], nous retournions près des maisons. La moitié de la population restait à l'école.*
- Vous viviez dans votre maison ?
- *Non, nous avons construit des structures temporaires près des maisons et après cela nous avons été déplacés ici [à Kannagi Nagar].* [2]

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Construit autour de la description succincte d'une séquence de faits, son récit de l'inondation marque une distance par rapport à une expérience traumatisante, en particulier lorsqu'elle évoque la récurrence de la montée des eaux de la rivière. Alors qu'elle relate l'extrême de la situation, le recours à la dérision peut être assimilé à une technique de prise de recul mais aussi de protection de soi, permettant de se défaire d'une posture de victime. L'expérience dont elle fait part contraste fortement avec celle narrée par Pudhuma, sa voisine, 70 ans, qui met en avant la dévastation causée par la catastrophe :

> *« Nous ne pouvions même pas sauver une chose de la maison. Pas même quelque chose pour se vêtir, nous étions dévastés. [...] Vous pensez vraiment que ce pourrait être un sentiment heureux ? [lit. ce serait une pensée ou une sensation heureuse ?] C'était dévastateur ! »*[3]

La réplique *« Vous pensez vraiment que ce pourrait être un sentiment heureux ? »* en réponse au questionnement malhabile[4] du traducteur quant au sentiment qui l'a animée au moment des inondations est une manière de

---

[1] MGR est l'acronyme de Marudur Gopalan Ramachandran, nom de l'acteur et directeur de film très populaire devenu homme politique et fondateur du parti AIADMK en 1972. Il a été premier ministre du Tamil Nadu de 1977 jusqu'à sa mort en 1987.

[2] Extrait d'entretien 39 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul) (cf. annexe page 491)

[3] "*We could not even save one thing out of the house. Not even anything to wear, we were devastated. […] would it be happy thought or feel? It was devastating*" Pudhuma, le 10/04/2016

[4] Il faut souligner ici le parti pris du traducteur, étudiant en architecture à Crescent School of Architecture, bénévole pendant les inondations. En dépit des instructions en amont (laisser l'enquêté ou l'enquêtée parler de son expérience, poser des questions les plus ouvertes possibles et exemptes de jugement etc.), les interactions de l'enquête ont été le

recadrer l'interaction, renvoyant l'interlocuteur à la vacuité de sa question face à l'intensité de l'émotion ressentie.

Parmi les populations directement impactées par l'inondation, on compte également les habitants des quartiers aisés de Kotturpuram. Chandhar, colonel retraité de 75 ans et habitant dans une maison individuelle à Riverview road, est l'un d'entre eux. Sa manière de conter le drame est tout à fait singulière, évoquant la brutalité dans une forme de stoïcisme. Il faut noter que l'entretien est réalisé en janvier 2017, soit plus d'un an après l'inondation, et dans un contexte particulièrement informel[1], avec la présence de Vinay, ce qui influence certainement la manière dont il met en récit l'évènement. Voici l'extrait d'entretien:

- K : Vous avez été touché par les inondations?
- *J'ai été très touché ! J'ai perdu mes deux voitures. Dans cette maison même, l'eau était, vous savez, plus haut que ça (il montre 1,5 mètre de hauteur sur le mur). J'ai vécu au premier étage.*
- K : C'était la première fois depuis les années 1990 ou c'était arrivé avant?
- *Oui! Avant cela montait seulement jusqu'à ce niveau, mais cette fois-ci... (sans finir sa phrase) mais c'est dans toute la ville, je ne suis pas le seul, ille-a [en tamoul : n'est-ce pas] ? (en s'adressant à Vinay) La première nuit, pas la deuxième nuit, à 2 heures du matin l'alarme a sonné, à 4 heures c'était submergé [lit. c'était plein] ! J'étais là, mon petit-fils, ma femme, ma fille, nous étions quatre ici ! Mon fils est à Delhi. Donc, nous étions quatre ici, ça a commencé à s'élever, s'élever, ma femme était inquiète (il poursuit en tamoul, puis reprend en anglais) Donc, le bateau... Le bateau est venu nous chercher et nous sommes tous partis ! Mais, ce sont de bons bateaux, vous savez, la sécurité, tout y est. Mais, quand nous sommes revenus... (sans terminer sa phrase)*
- V : L'eau s'est évacuée, le deuxième jour après les inondations ?
- *Non ! Un jour seulement ! Le drame était seulement pendant un jour !*
- K : Ça devait être effrayant?
- *J'en ai vu beaucoup ! (rires) Les inondations d'Orissa, les inondations au Bengale occidental... Je suis ingénieur, je suis un technicien, donc ça fait partie de notre métier, nous manipulons des bateaux, nous construisons des ponts flottants...*
- K : Et qu'en est-il de cette année ? Vous vous attendiez à une autre inondation ?
- *Cette année, il n'y a pas eu d'eau du tout !*
- V : Cela veut dire que pour survivre [lit. pour sauver votre vie], vous avez dû laisser tomber vos biens, les meubles, le canapé, la télévision et tout ça?
- *Ça, qu'est-ce qu'on peut faire ? Vous ne pouvez pas l'emmener, nulle part. Vous ne pouvez pas la porter à l'étage... Dans cet étage, nous n'avons rien emmené ! À ce moment-là, vous ne pensez pas à ces choses, généralement... Et deuxièmement, c'est arrivé à 2 heures du matin, je suis un bon dormeur, j'étais en train de dormir. Mais, elle [sa femme] s'est levée, [l'eau] est arrivée ici et là, et (en parlant de plus en plus vite) appedi, appedi, appedi [comme ça], c'est monté très vite ! Je l'ai vu quand c'était déjà rendu aux marches de l'escalier !* [2]

[Chandhar, 75 ans, retraité, ancien colonel]

Chandhar évoque principalement la montée des eaux et le sauvetage, mais insiste surtout sur la soudaineté de l'événement, la surprise et l'heure critique de l'inondation réduisant les possibilités de mouvement à la

---

théâtre d'une violence symbolique exercée envers les répondantes issues de populations marginalisées. C'est un aspect abordé dans le chapitre 6.

[1] L'entretien est réalisé *in situ* et de manière spontanée : lors d'une observation de terrain avec Vinay, employé en IT et membre du CCM, nous arpentons la *River View Road*. C'est alors que nous engageons la conversation avec Chandhar, habitant d'une maison individuelle dans cette rue, qui nous invite à entrer.

[2] Extrait d'entretien 40 : Chandhar (K : Karine, V : Vinay), 26/01/2017 (cf. annexe page 492)

seule option de trouver refuge à l'étage. Sa remarque, « *j'en ai vu beaucoup* », en réponse à la question sur la présence d'un sentiment de peur ou de panique, tend à normaliser le caractère exceptionnel de la catastrophe. Surtout, la mention de son statut d'ingénieur, de sa familiarité avec les inondations qu'il vit habituellement en tant qu'expert, est un moyen de se distancier d'une posture de sinistré pour se présenter sous le rôle de médiateur.

Cela rejoint un constat tiré des observations de situations de catastrophes, selon lequel les sinistrés vivent la catastrophe de manière plurielle selon les figures auxquelles ils s'identifient (comme victimes, experts, médiateurs, donateurs, etc.) (Dodier, 2013) et que « chacun des acteurs à l'intérieur d'une même catégorie peut varier ses "régimes d'engagement". » (*ibid.* : 260).

Finalement, à travers ces récits habitants, on voit comment l'inondation est vécue comme une effraction dans le quotidien : le choc, la rapidité de la montée des eaux et la destruction sont les premiers éléments relatés. D'autre part, il semble que la dimension traumatique de la catastrophe soit évacuée ou contournée par différentes tactiques rhétoriques : la dérision, la réponse par une question ou encore le rappel d'un statut particulier sont autant de stratégies permettant de « transcender » l'assignation au rôle de victime pendant la crise.

Vivre avec la possibilité de l'inondation

Les récits de la catastrophe renvoient inévitablement à la question de sa prévision et du risque associé à la présence de la rivière. Les habitants les plus gravement touchés expriment d'abord le fait de ne pas s'y être attendu, ou du moins « *pas à ce point-là* ». Krithika raconte qu'*"il y a des inondations à chaque fois, mais ça s'en va... ça ne va pas jusqu'à cet extrême !"*[1] Pudhuma, 70 ans, ancienne résidente du même quartier informel détruit par les inondations, explique n'avoir auparavant jamais fait l'expérience d'une catastrophe d'une telle ampleur :

- Puisque vous habitiez près des rives, vous pouviez vous attendre à cela, non ?
- *Oui, malgré cela, de toutes ces années, cela ne s'est jamais produit. Nous croyions que cela n'arriverait pas.*
- Vous pensiez que cela n'aurait pas autant d'impact ?
- *Oui. Avant, chaque année pendant les pluies, cela avait un impact, nous devions chercher une nouvelle maison, mais cette fois ci, tout était parti, y compris toutes les maisons. Le niveau d'eau s'est élevé au-dessus du pont.*
- Y a-t-il eu une inondation de cette intensité avant ?
- *Non, il n'y a pas eu d'inondation comme celle-ci ! Il y avait de l'eau qui s'écoulait [lit. de l'eau qui s'écoule en dessous de l'inondation], c'est tout. Une inondation de cette intensité, je n'en ai pas vu pendant toutes ces années.* [2]

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Dans les échanges avec ces anciennes habitantes d'Attur Nagar, la régularité de l'expérience de la montée des eaux mentionnée est perçue comme un aléa avec lequel il faut composer. Le cours d'eau est décrit comme ayant ses hauts et ses bas, que cela « a un impact » mais qu'il n'est d'autre choix que celui de « faire-avec ». Exposés continuellement à ce risque, les riverains ont d'ailleurs été contraints de mettre en place des

[1] "*It gets flooding every time, but it goes away… It doesn't go until this extreme!*" *Krithika, 21 ans,* ancienne habitante du bidonville d'Attur Nagar à Saidapet, relogée à Kannagi Nagar

[2] Extrait d'entretien 41 : Krithika (questionnée par Jaghan en tamoul) (cf. annexe page 492)

stratégies de survie en cas de crue, comme trouver refuge dans l'école située sur les hauteurs, avant de reconstruire les huttes emportées par les eaux.

D'ailleurs, l'installation à proximité d'un cours d'eau est majoritairement vécue comme un choix par défaut, et ce indépendamment du profil social des habitants. Des échanges avec des habitants des quartiers aisés de Kotturpuram et d'Adyar le confirment : questionnés sur les raisons de leur choix de lieu de résidence, ils expriment moins une véritable intention qu'une coïncidence, les réponses oscillant entre « *par hasard* »[1], « *j'ai eu le terrain* »[2] ou encore « *je n'ai pas choisi* »[3]. Parmi les interrogés, seul Chandhar, propriétaire d'une maison individuelle à RiverView Road à Kotturpuram, voit en sa localisation une véritable aubaine. Pourtant, il ne semble pas, là encore, s'agir d'un choix délibéré. Il revient sur les circonstances de son installation au bord de la rivière :

- *Je serais la dernière personne à dire (d'une voie moqueuse) "je cherche une rivière"... Mais, mon astrologue, il a dit en quelle année je la construirai, et aussi où je la construirai. Il a dit "vous allez construire votre maison à côté d'une ligne d'eau [lit. waterline]", c'est ce qu'il a dit ! Pas de nom de rivière... Il a dit à côté d'une ligne d'eau, et c'est une coïncidence, mais je n'ai jamais planifié cela ! Voyez, quand je l'ai acheté, j'ai été très inquiet... C'était effrayant, parce que sur 7 pieds de profondeur, j'ai dû remblayer de sable et élever le niveau. Et aussi l'architecte, elle l'a intelligemment élevé de 6 pieds, mais l'eau est quand même entrée à l'intérieur !* [4]

[Chandhar, 75 ans, retraité, ancien colonel]

Ici, remblayer le terrain et surélever la maison lors de sa construction sont un ensemble de moyens qu'il a mis en œuvre pour se protéger de la montée des eaux. Si Chandhar rappelle qu'il n'a pas planifié un tel scénario, l'aperçu de sa trajectoire montre les marges de manœuvre dont il dispose (capital financier, social, culturel, etc.) pour se protéger des aléas des crues. L'adaptation au risque semble ainsi se conjuguer aux possibilités de mettre en œuvre des stratégies ou des dispositifs de protection[5]. Les interactions avec les résidents mettent plutôt en évidence des mécanismes cognitifs et adaptatifs qui permettent de vivre au quotidien avec la possibilité de l'inondation. Parmi les habitants de milieux populaires, les marges de manœuvre réduites impliquent une forme d'acceptation du risque. Sumedha, journaliste et membre du groupe CCM, relate son interaction avec une résidente installée à proximité d'un cours d'eau :

- *Par exemple, il y a un lac que j'ai vu, le lac Sithilapakkam, les gens ont commencé à s'y installer parce qu'ils pensaient que l'eau était disponible à 10 pieds. Ils pensaient que c'était le meilleur endroit parce que Madras souffrait de pénurie d'eau. Et ils n'ont jamais pensé qu'il pleuvrait... un jour comme ça ! (rires) [...] En fait, à Avedi, j'ai vu une dame qui vit juste au bord de la rivière. Et quand je lui ai demandé, j'ai dit... tu n'as pas peur ou tu ne trouves pas risqué de vivre si près ? Elle a dit non, j'ai toujours vécu ici et c'est là que je vais continuer à habiter. Elle a dit « j'ai fait ma vie ici et où irais-je? »*[6]

[Sumedha, 50 ans, journaliste, membre du CCM]

---

[1] "*by chance only*" habitant des immeubles à Kotturpuram, entretien *in situ* du 26/01/2017.

[2] "*I got the plot"* habitant de Riverview Road, entretien *in situ* du 26/01/2017.

[3] "*I didn't choose"* Vasundhara, le 19/11/2015

[4] Extrait d'entretien 42 : Chandhar, 26/01/2017 (cf. annexe page 492)

[5] Le projet de Valentin Collé (2016), mené dans le cadre de la recherche ARCUS, montre ces différents niveaux d'adaptation du bâti au risque inondation en fonction de la typologie sociale des quartiers aux abords de l'Adyar. Il réfute toutefois l'hypothèse d'une meilleure prise en compte de l'aléa dans la construction de quartiers récents et élitistes tels que MRC Nagar. Au-delà de ces observations, son travail fait état de la dimension peu opérante de la notion du risque pour appréhender les relations entre ville et fleuve dans le contexte urbain indien.

[6] Extrait d'entretien 43 : Sumedha, le 13/04/2016 (cf. annexe page 493)

La « culture du risque » qui domine le modèle des politiques de développement dans le registre probabiliste (Dupuy, 2002), ne trouve que peu d'écho dans les récits habitants sur la catastrophe. Cette politique du « risque » fait d'ailleurs l'objet de nombreuses contradictions et d'enjeux de gouvernementalité (Revet, Langumier, 2013) Sa mise en œuvre présuppose ensuite des sociabilités particulières : Séverine Durand montre à travers sa thèse les mécanismes d'invisibilisation du danger par les riverains, concluant que « ni les liens entre les habitants ni les liens des habitants au milieu ne fournissent le socle suffisant à l'élaboration collective que nécessite le déploiement d'une "*culture du risque"* » (Durand, 2014 :I). On peut supposer que cette euphémisation ou cette forme de négation du danger est d'autant plus importante chez les populations pour lesquelles *vivre avec* le fleuve est une condition de subsistance. Pudhuma, habitante du bidonville à Attur Nagar, qui, malgré la régularité de l'expérience des inondations, souligne après-coup qu'elle « [croyait] *que cela n'arriverait pas ».* Au contraire, Gaurav, membre du Boat Club faisant partie d'une élite, pense que tout le monde accepte cet aléa :

> *« Je pense que tout le monde accepte le fait qu'une inondation est quelque chose qui va arriver. C'est un fleuve, il va être inondé un jour... »* [1]

Comme il a été abordé dans le premier chapitre, la définition de l'Adyar en tant que fleuve est loin d'aller de soi aux yeux des habitants. On retient toutefois l'idée d'une acceptation plus ou moins partagée de l'imprévisibilité liée à la présence du cours d'eau, et une prise en compte du risque d'inondation qui varie selon les moyens dont les personnes disposent pour le pallier. Minakshee, membre du CCM, va encore plus loin en soutenant que la conscience du risque passe avant tout par l'expérience de la catastrophe. Elle dresse alors une comparaison avec le tsunami et souligne les difficultés d'une préparation en amont :

- *Je pense que personne n'est préparé... comme quand le tsunami est arrivé, nous ne savions pas ce qu'était le tsunami... ma sœur l'observait depuis Tiruvanmayur, elle habitait au carrefour de seaward, d'accord ? De là-haut, [elle a vu que le gens] sont allés à la plage pour voir la mer qui s'était éloignée. Mais rien ne leur est venu à l'esprit, ils ne savaient pas pourquoi la mer s'était retirée [lit. la mer était rentrée à l'intérieur], parce que personne ne savait... S'il y avait eu une réplique, ça aurait été un désastre ! Mais ils ne savaient pas pourquoi la mer était descendue de 20 pieds. Vous voyez, premièrement : vous ne savez pas quel genre de catastrophe vous attend... à moins que vous n'y soyez, vous savez que vous avez vécu un tsunami ou quelque chose... seulement après vous savez ce qu'est un tsunami.* [2]

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

En insistant sur l'impossibilité de connaître à l'avance « *quel genre de désastre [nous] attend* », elle affirme la vanité d'une recherche de préparation en amont. Cela rejoint la notion de « mémoire incorporée » (Claeys-Mekdade, 2009) qui souligne le caractère déterminant du vécu de l'inondation dans cette incorporation.

Au-delà des différents registres d'énonciation, l'inondation est toujours présentée comme une effraction, un choc, une irruption spontanée et brutale dans le quotidien. De l'ordre de l'inattendu et de l'imprévisible, la catastrophe s'ancre dans le présent : les habitants soulignent l'impossibilité de la prévoir en amont. L'analyse de récits habitants montre différents « régimes d'engagement » (Thévenot, 2006) vis-à-vis de l'expérience de l'exceptionnel. La rationalisation, le recours à des élocutions allusives sont autant de procédés permettant de dissimuler la portée traumatique de la catastrophe dans les récits.

---

[1] *"I think everybody accepts the fact that a flood is something that will happen. This is a river, it will get flooded sometime..."* Gaurav, membre du Boat Club, entretien du 28/03/2017.

[2] Extrait d'entretien 44 : Minakshee, le 29/04/2016 (cf. annexe page 493)

La mise en scène d'une calamité naturelle sans précédent

La catastrophe fait également l'objet d'une mise en scène médiatique. L'événement est une construction : il se manifeste et *est manifesté* (Clavandier, 2015 ; Revet, 2010). Il convient toutefois de distinguer l'événement de sa médiatisation. Ainsi, lorsque Pierre Nora (1974) affirme que la médiatisation caractérise l'événement, il tend à confiner l'événement à la modernité. Alban Bensa et Eric Fassin mettent en garde contre cet écueil, rappelant que « la médiatisation caractérise la modernité, et non l'événement lui-même » (Bensa, Fassin, 2002 :3). Cette mise en scène médiatique de l'événement est ici éclairée à travers une revue de presse réalisée auprès de journaux anglophones (*The Hindu* et *The Times of India* essentiellement mais aussi *Indian Express*, *Deccan Chronicle*) sur l'ensemble du mois de décembre 2015[1]. Il s'agit d'abord d'identifier les différentes approches sur l'inondation et de retracer les temporalités médiatiques de l'événement, avant d'aborder les controverses relatives aux causes de la catastrophe.

Du catastrophisme dans les médias

Le discours médiatique, caractérisé par une forte mobilisation du registre du spectaculaire, contribue à marquer les temporalités de l'inondation. Parmi les causes multiples de l'inondation (Szynkowska, 2015), les pluies incessantes conjuguées au surplus d'eau relâché des réservoirs de Chembarambakkam, de Puzhal, Poondi, et Sholavaram ainsi que du barrage de Krishnapuram (Andhra Pradesh) sont les éléments mis en avant dans les discours politico-médiatiques. Les pics consécutifs de déversement des eaux du 23 novembre et du 1er décembre 2015 (IRCDUC, 2017) mènent la catastrophe à son paroxysme, avec la montée subite des eaux. L'inondation est abondamment qualifiée de « *sans précédents* » et « *imprévisible* » dans des discours consolidant l'idée d'une catastrophe naturelle qui serait essentiellement due aux aléas climatiques et indépendante des activités humaines.

L'expression « *sans précédent* » figure parmi les qualificatifs les plus relayés dans les médias pour évoquer l'inondation. Pourtant, avec des rivières saisonnières alimentées par les eaux de mousson, Chennai fait régulièrement l'expérience de fortes pluies et des inondations. La ville a connu des crues importantes de l'Adyar ou de la Cooum à plusieurs reprises au cours des dernières années - en 1943, 1978, 1985, 2002 et 2005 - même si celle de 2015 reste la plus sévère d'entre-elles[2]. Contribuant à la mise en scène d'une catastrophe « naturelle », les discours politiques mettent l'accent sur les conditions climatiques considérées comme imprévisibles et incontrôlables. Un ingénieur des travaux publics raconte :

> *« Il y avait des précipitations de 47,5 cm qui sont inimaginables - nous ne pouvons pas arrêter la nature. La rivière Adyar a son propre bassin versant, nous ne pouvons pas dire que la rivière Adyar a augmenté seulement à cause du lac Chembarambakkam, les précipitations étaient à 50cm à Tambaram - ce sont des précipitations imprévisibles - et tout ce qui arrive à la rivière Adyar. Donc, s'il y avait des inondations excessives, ce n'était pas seulement à cause de Chembarambakkam »*[3]

[1] Je m'appuie sur la revue de 147 articles de presse publiés sur les inondations sur l'intégralité du mois de décembre à partir d'une recherche dans les archives en ligne de *The Hindu* et du *Times of India* avec les mots clés : « Chennai » et « Floods »

[2] D'après les données du Centre national de télédétection et l'organisation de la recherche spatiale indienne (National Remote Sensing Centre (NRSC), Indian Space Research Organisation (ISRO)), rapport initulé "Hydrological Simulation Study of Flood Disaster in Adyar and Cooum Rivers, Tamil Nadu, Version – 1.2, 7 December 2015". disponible en ligne à l'adresse : https://bhuvan-app1.nrsc.gov.in/disaster/tools/flood/doc/Adayar%20&Cooum%20Rivers.pdf

[3] D'après l'article intitulé "Chennai floods: What happened at Chembarambakkam, negligence or nature's fury?", publié dans *The News Minute* le 9/12/2015

L'évocation de précipitations « excessives », « imprévisibles » ou « inimaginables » nourrit également le registre du spectaculaire qui domine les médias. Dans les premiers temps de la crise, la publication d'articles de presse sur les pluies de Chennai bat son plein, les journaux relayant les informations sur l'état de la situation, souvent au moyen de titres exaltant le catastrophisme, tels que « *Chennai s'immobilise* », « *troisième grande période sinistre de pluies qui inonde Chennai* ». Le 1er décembre 2015, après l'ouverture des vannes du réservoir, lorsque l'inondation atteint son paroxysme, la publication quotidienne du journal *The Hindu* est suspendue du fait de l'impossibilité pour les employés de rejoindre le bâtiment. Pour la première fois depuis son institution en 1878, le journal n'est pas publié. Sur place, les habitants sont coupés des réseaux d'information télévisée ou journalistique, puisque l'électricité est suspendue et les journaux ne sont pas approvisionnés. Ce moment d'incertitude quant à la tournure des événements devient alors propice à la propagation de rumeurs, caractéristique de la rupture d'intelligibilité. Les discours officiels prévalent ensuite dans les médias, avec des annonces quant à la gravité de la situation :

> *« "Il n'y a pas de doute sur le fait que la situation au Tamil Nadu est alarmante. Il n'est pas exagéré de dire que la ville de Chennai est devenue une île », a déclaré M. Singh" », Ministre de l'intérieur.*[1]

Ensuite, ce sont les récits de l'intervention des secours, des sauvetages et des mouvements de solidarité qui abondent. Parallèlement, les gestes héroïques et de dévouement sont mis en exergue sur les réseaux sociaux, mobilisant essentiellement un registre du *pathos* (Langumier, 2006). Quelques temps après, survient l'ouverture du débat sur les causes de la catastrophe, et notamment la considération des liens avec le changement climatique. Jusqu'au 5 décembre, l'événement est faiblement médiatisé au niveau national et international, et les habitants dénoncent une « apathie des médias pour l'inondation de Chennai »[2]. Sur les réseaux sociaux, les publications de la une d'un journal publié à New Delhi ne faisant aucunement allusion à l'inondation de Chennai[3] témoigne de la relégation de l'événement par les médias. La situation culmine en une crise médiatique avec le recours des médias dominants à des techniques inappropriées et peu professionnelles, telles que l'usage détourné de la mention *ChennaiRains* (à l'origine exclusivement destiné à la coordination et l'organisation des secours volontaires, c'est un point abordé dans le chapitre suivant) ou encore la désinformation avec la mise en circulation de photographies de l'inondation ayant frappée Delhi en 2013.

Avec la COP 21 se déroulant du 30 novembre au 12 décembre à Paris, la catastrophe ravive le débat autour des responsabilités « des pays du Nord » dans les bouleversements climatiques.[4] Le Ministre de l'environnement Prakash Javadekar accuse ainsi les pays développés d'être responsables de la catastrophe :

> « Ce qui se passe à Chennai est le résultat de ce qui s'est passé pendant 150 ans dans le monde développé. C'est ce qui a causé une hausse de température de 0,8 degré Celsius. Et par conséquent, ils doivent maintenant agir plus vigoureusement. »[5]

---

[1] D'après l'article intitulé «269 dead in Tamil Nadu, 54 in Andhra Pradesh » publié dans *The Hindu* le 03/12/2015.

[2] « Media Apathy towards Chennai Floods » publié dans *Opindia*, le 2/12/2015

[3] Cette discussion a pris de telles proportions notamment car elle vient alimenter un débat déjà houleux sur la fracture Nord/Sud qui sous-tend les relations complexes entre l'État du Tamil Nadu et le Gouvernement Central représenté par la ville de Delhi.

[4] D'après l'article intitulé "Chennai floods echo in Paris: Raises debate over past emissions from rich world" publié dans *The Times of India* le 03/12/2015.

[5] D'après l'article intitulé "Javadekar blames developed nations for Chennai deluge" publié dans *The Hindu,* le 04/12/2015

Cette posture essentialisant le Nord et le Sud caractérise l'environnementalisme néo-traditionnaliste dont parle Emma Mawdsley (2006), qui repose sur une vision romantique du passé et des traditions, une analyse superficielle des textes anciens et un conservatisme social ainsi qu'une essentialisation de la science : la posture de la militante indienne Vandana Shiva s'inscrit dans ce courant de pensée. Dans ses travaux, Emma Mawdsley souligne les rapprochements entre cette forme de militantisme environnemental et la sphère politique, mettant en garde contre les formes d'instrumentalisation de ces positionnements néo-traditionnaliste dans les discours nationalistes hindous (Mawdsley, 2006).

Le discours médiatique décrit à partir du 4 décembre un retour progressif à la normale, s'accompagnant d'articles visant à décoder les faits, comprendre rétrospectivement le déroulement de la catastrophe[1]. Vient ensuite le temps du bilan, avec l'évaluation de l'ampleur des dégâts humains et matériels causés, ainsi que les impacts économiques. La question des responsabilités quant au sinistre éclate et met au jour des versions controversées du déroulement de l'événement. C'est un point particulièrement déterminant, sur lequel je m'attarde dans le paragraphe suivant. Finalement, ces controverses sont progressivement évacuées pour laisser place à un sujet moins contesté, celui du nettoyage et de la reconstruction. Ce sont alors les opérations de nettoyage, de restauration des voiries et autres infrastructures qui font l'objet de couverture médiatique. La situation est également présentée comme à risque sur le plan sanitaire et des articles paraissent pour informer des précautions à prendre et des mesures de contrôle mises en place par les autorités. Une vingtaine de jours après l'événement, les discours laissent déjà entrevoir la montée de la thématique de l'empiètement sur le cours d'eau. Largement relayé par les médias, ce discours, associé à des considérations hygiénistes et discriminatoires, a contribué à légitimer les évictions des populations marginalisées à la suite de l'inondation ; cela constitue le cœur de l'analyse du chapitre 6.

Controverses et instrumentalisation politique de la crise

Une semaine après l'événement, les autorités publiques sont vivement critiquées dans les sphères militantes et habitantes pour les conséquences dramatiques de la catastrophe, en pointant notamment du doigt leur mauvaise gestion avant, pendant et après la crise. Sur un terrain politique déjà ébranlé par la controverse sur l'ouverture des vannes du réservoir Chembarambakkam, d'autres agissements des autorités publiques sont également mis au jour et attisent les polémiques. Le gouvernement du Tamil Nadu a été sévèrement critiqué pour son manque de coordination et d'anticipation, qui, cette fois, ont eu des répercussions particulièrement destructrices. Si les allégations de retards bureaucratiques dus à l'absence d'instructions de la part des supérieurs sont vraies, alors les pertes en vies humaines dues aux inondations à Chennai sont la manifestation dramatique des défaillances de l'administration. Parmi la liste des points critiqués par les militants et habitants, on retrouve l'opacité de l'usage des fonds humanitaires, des cas reportés de harcèlement de volontaires par des représentants du parti AIADMK[2], ou encore le caractère inégalitaire de l'assistance déployée auprès des populations. D'une manière générale, c'est l'inertie des autorités publiques, voire son entrave à la gestion de crise pendant le sinistre, qui est dénoncée.

La polémique prend des proportions d'autant plus importantes avec la mise en lumière de l'instrumentalisation politique de la crise. En dépit de l'urgence de la situation, la distribution de denrées

[1] D'après l'article intitulé "Chennai floods: Decoding the city's worst rains in 100 years" publié dans *The Indian Express* le 04/12/2015.

[2] AIADMK (All India Anna Dravida Munnetra Kazhagam) est le parti politique crée par M. G. Ramachandran en 1972. De 1989 à 2016, Jayalalithaa est *Chief Minister* du Tamil-Nadu.

alimentaires et de matériel de première nécessité aurait été suspendue sur ordre officiel afin d'y apposer au préalable des autocollants du parti, information contestée en retour par les autorités en question[1]. En référence à cet écart abyssal dans la gestion des priorités, le journal *The Hindu* publie le 8 décembre 2015 une caricature (Figure 96 ci-après) présentant les autorités publiques dans des bateaux agitant des drapeaux à l'effigie de la *Chief Minister* Jayalalithaa au milieu des populations en détresse.



Figure 96 : Caricature publiée dans un journal
Source : *The Hindu* le 8/12/2015

Dans un contexte marqué par le propagandisme politique et un fort contrôle de la presse, cette publication représente une première critique ouverte du pouvoir étatique. Des discours contradictoires sont alors portés par différents partis politiques, alimentant ainsi les controverses. Certains journaux n'hésitent pas à parler de « *political blame game* » (jeu des reproches politique[2]). Ainsi, sur les 147 articles relatifs aux inondations constituant le corpus de presse analysé, 25 (soit 17%) portent explicitement sur des sujets polémiques et politiques, mentionnant les débats sur la cause de l'inondation et l'ouverture des vannes à Chembarambakkam, ou l'absence des autorités pendant la gestion de la crise. La fragilisation du pouvoir en place donne lieu à moultes tentatives de récupérations politiques. Ainsi, lorsque le 9 décembre, la *Chief Minister* écrit au Premier Ministre Modi pour demander de déclarer « *calamité nationale*[3]» cette inondation « *sans précédent, catastrophique et cataclysmique* », le parti opposé DMK fustige cette action, clamant le réveil tardif de la *Chief Minister*. En outre, il réclame la tenue d'une assemblée étatique pour discuter de cette gestion de crise[4]. La controverse sur les causes de la catastrophe devient ainsi un champ de bataille politique qui sert les intérêts des deux partis qui se disputent le pouvoir. Le lendemain, le secrétaire du parti en place, le AIADMK, affirme que la catastrophe est une « calamité naturelle des plus rares » qui n'a pas été causée par

[1] D'après l'article intitulé"Chennai floods: India anger over Jayalalitha stickers on aid" publié par la *BBC* le 7/12/2015

[2] Cette expression est employée lors d'un reportage télévisé du *Times Now,* disponible en ligne à l'adresse : https://timesofindia.indiatimes.com/city/chennai/Chennai-floods-expose-cases-of-leprosy-tuberculosis/articleshow/50118933.cms?

[3] D'après l'article intitulé "*Jayalalithaa asks Centre to declare TN floods as national calamity*", publié dans *The Hindu*, 09/12/2015

[4] D'après l'article intitulé "Chennai floods: Stalin demands special TN assembly session" publié dans *The Times of India* le 13/12/2015.

une faille dans la gestion du relâchement des eaux des réservoirs[1]. Les déclarations du secrétaire d'État sont réfutées par les autres partis politiques[2]. Finalement, en réponse à la montée des critiques qui sont adressées à son gouvernement, la *Chief Minister* Jayalalithaa s'adresse aux citoyens pour la première fois à travers un message audio, dans lequel est exacerbé la dimension émotionnelle et filiale de sa relation au peuple :

> « Je supporterai vos fardeaux. J'ai travaillé dur et j'ai consacré ma vie entière pour vous... pour le seul mot "Amma" (trad. maman) par lequel vous m'appelez et qui m'a fait même oublier le nom "Jayalalithaa" donné par mes parents ».[3]

Au regard de ces faits, on constate une instrumentalisation politique continuelle de la catastrophe, au moment de la crise mais également après l'inondation, lors de sa problématisation dans le débat public.

Il y a donc construction dans les discours politico-médiatiques d'une catastrophe naturelle (Arabindoo, 2017) qui serait caractérisée par l'imprévisibilité. Cette naturalisation des catastrophes est un procédé discursif relativement commun que l'on retrouve dans de nombreux débats sur les sinistres aux causes multiples et dont l'ampleur est déterminée en grande partie par une mauvaise planification et gestion (Revet, 2010). Ce n'est que deux ans et demi après la catastrophe qu'un rapport d'expertise (du *Comptroller and Auditor General of India* CAG) revient officiellement sur la définition de l'inondation de Chennai pour y voir un désastre anthropique, tenant les autorités étatiques pour responsables[4].

En somme, la mise en scène de la catastrophe résulte d'opérations de transcodage (Lascoumes, 1994) (proche de la notion de traduction de Latour) opérées par les politiciens et les médias qui mobilisent les registres du spectaculaire, voire du *pathos*. Cette analyse des discours médiatique montre la manière dont le pouvoir étatique se retrouve fragilisé à la suite de controverses.

Cette revue des récits habitants et politico-médiatiques permet de mettre en évidence l'écart entre la catastrophe mise en récit et celle produite dans les discours officiels. Toujours relatée comme une effraction dans le quotidien, une perte de repères, l'inondation est toutefois vécue de manière différenciée en fonction des moyens dont disposent les habitants pour y faire face : crue violente et dévastatrice pour les résidents des bidonvilles ou rude choc pour les habitants des quartiers aisés. Tandis que, pour les militants, l'événement tient lieu de révélateur des impasses d'une planification urbaine chaotique, les médias dominants s'attachent à présenter une catastrophe « naturelle » et « sans précédent ». On constate par ailleurs une différence dans les registres mobilisés : dans leurs récits, les habitants tendent à masquer ou contourner la dimension émotionnelle de l'épreuve de la catastrophe alors que les discours médiatiques se déploient dans des registres du spectaculaire et du *pathos*, notamment lorsqu'il s'agit d'enjeux politiques. Cette mise en perspective de récits contribue à montrer que « d'un point de vue sociologique et anthropologique la catastrophe constitue moins une "donnée" qu'une "construction" ; elle s'élabore, ce qui permet de comprendre pourquoi certains désastres ou accidents ont un écho tout à fait limité quand d'autres, au contraire, produisent une explosion dans l'espace social, alors que les dégâts et le nombre de victimes sont

[1] D'après l'article intitulé "Chief Secretary justifies water release from Chembarambakkam" publié dans *The Hindu* le 14/12/2015.

[2] D'après l'article intitulé "Chennai floods: Tamil Nadu political parties refute chief secretary's statement on water release", publié dans *The Times of India*, 14/12/2015

[3] D'après l'article intitulé "Jayalalithaa reaches out to people through audio message" publié dans *The Hindu* le 16/12/2015.

[4] D'après l'article intitulé "How grave lapses at Chembarambakkam Lake caused Chennai's 'manmade' flood in 2015" publié dans *The News Minute* le 10/07/2018.

sensiblement équivalents. » (Clavandier, 2015). L'évènement marque également un tournant dans les relations des habitants au cours d'eau.

« *Are, da !* »[1] Un renversement des représentations du cours d'eau

En révélant le cours d'eau sous une autre facette, l'inondation renverse les pratiques et les représentations habitantes communément établies. Du simple *nala, ruisseau de drainage,* l'Adyar se montre tel un véritable fleuve au milieu de la ville. *L*es eaux vives, fascinantes et périlleuses, symboles du mouvement et de la vie, sont associées dans les discours à l'avènement d'une période de renouveau. En ce sens, l'inondation est un moment de redéfinition des termes de la relation entre collectifs et milieux. À partir des observations recueillies dans mes carnets de terrain, ainsi qu'à travers les entretiens et la veille sur les réseaux sociaux, je montre d'abord dans cette partie les facteurs influençant ce basculement des représentations sur l'Adyar, laissant entrevoir une conception habitante singulière du « fleuve ». L'événement révèle ainsi le caractère situé et circonstancié des représentations que les habitants se font du cours d'eau, à l'image, finalement, de sa nature polymorphe et évolutive. Dans un deuxième temps, ce sont les différents discours sur la nature, sous-jacents aux représentations du cours d'eau, qui feront l'objet d'une analyse, renseignant de manière plus large les relations entre les collectifs humains et les milieux.

Du ruisseau au fleuve

Sous l'effet du mouvement des eaux, la distinction habituellement opérée par les habitants entre *Cooum* et *river* tend à s'effacer, laissant émerger des représentations latentes du cours d'eau. L'objectif de cette partie est alors d'éclairer les représentations du cours d'eau à la lumière de l'inondation et de ses temporalités. Ces observations mettent en évidence la manière dont la définition du cours d'eau par les habitants est circonstanciée, reposant sur la cyclicité intrinsèque à la nature de l'Adyar.

Tropisme des eaux en mouvement

Les fortes pluies de mousson précédant l'inondation ont d'abord entraîné un regain d'intérêt pour la rivière de la part des habitants. Avec le déversement de pluies torrentielles de novembre, les ponts, dont la fonction est d'ordinaire réduite au seul passage d'une rive à l'autre, deviennent des lieux de rassemblement. Des habitants curieux viennent jeter un œil par-dessus le mur du pont de Kotturpuram ou Thiru-vi-ka pour admirer, parfois photographier, la rivière Adyar. Les photographies ci-dessous (Figure 97 et Figure 98) illustrent cette scène hors du commun. En investiguant auprès d'un passant sur la raison de sa présence, ce dernier répond avec émoi n'avoir « *jamais vu l'eau ainsi* »[2]. Ce moment d'euphorie palpable a pris la forme d'une véritable célébration du retour du fleuve, exaltée à travers la formulation d'un habitant : *« La rivière est revenue à la vie ! »* [3]

[1] « *Are, da* ! », expression inspirée d'un film tamoul que l'on peut traduire par « Je suis un fleuve, mon gars ! », a été énoncée par un enquêté pour résumer la manière dont l'inondation à transformer les relations des habitants au cours d'eau de Chennai.

[2] "*We've never seen the water like this",* un passant sur le pont de Kotturpuram, carnet de terrain, 18/11/2015.

[3] "*The river has come back to life"* un passant sur le pont de Kotturpuram, carnet de terrain, 18/11/2015.



Figure 97 : Photo des prises de photographies sur le pont de Kotturpuram pendant les pluies de mousson 18/11/2015



Figure 98 : Photo des arrêts sur le pont de Kotturpuram pendant les pluies de mousson 18/11/2015

Ces pratiques s'observent à différents moments de l'inondation. Ainsi, le 2 décembre, au lendemain de la recrudescence de la catastrophe, il semble que la fréquentation des ponts se soit même accrue, en témoigne les deux photographies ci-dessous (Figure 99, Figure 100) prises sur le pont Thiru-Vi-Ka, appelé *Adyar bridge*.



Figure 99 : Photo des passants observant les eaux agitées de l'Adyar depuis le pont Thiru-Vi-Ka 02/12/2015



Figure 100 : Photo d'un rassemblement de passants curieux sur le pont Thiru-Vi-Ka 02/12/2015

Ce mouvement de rapprochement des habitants vers le cours d'eau est perçu comme une source de danger, si bien que des agents armés de sifflets et de bâtons se placent sur les ponts pour éloigner les passants des murs du pont (Figure 101).



Figure 101: Photo d'un agent de sécurité s'attachant à maintenir les passants à distance de la rivière 02/12/2015

Dans d'autres quartiers régulièrement exposés au danger de l'inondation, comme le bidonville d'Attur Nagar à Saidapet par exemple, on pourrait s'attendre à des réactions contrastées. Or, là aussi, les pluies diluviennes semblent davantage réconcilier les habitants avec ce cours d'eau que semer le trouble. Alors qu'à l'accoutumé la rive de l'Adyar est un espace fortement déprécié[1], évité par les habitants ou utilisé principalement comme arrière-cour faisant office de toilettes, elle devient à ce moment précis le cœur social du quartier.

Les deux photographies ci-dessous présentent les activités observées sur la berge à Saidapet le 20 novembre : tandis que quelques hommes étendent un filet dans la rivière en vue d'attraper des poissons (voir Figure 103 ci-contre), les autres sont assis sur la berge, discutent, déjeunent, à côté de leur linge étendu (Figure 102).

[1] Une enquête réalisée en 2014 auprès de groupes d'habitants d'Attur Nagar à Saidapet a montré les nombreuses difficultés éprouvées à habiter à proximité du cours d'eau : maladies, odeurs, moustiques, inondations (voir Hochart, 2014).



Figure 102 : Photo de la rive pendant la mousson, Attur Nagar, Saidapet
20/11/2015



Figure 103 : Photo de la pêche au filet dans l'Adyar à Attur Nagar, Saidapet
20/11/2015

Priyanka, jeune habitante d'Attur Nagar interrogée plusieurs mois après l'événement, évoque le souvenir d'un moment d'amusement auprès de la rivière :

> *« À Saidapet, nous nous sommes baignés dans la rivière quand l'inondation est arrivée. Pas moi... mais les gens. Nous avons aussi joué dedans. Mais mon frère se fâche beaucoup quand je m'en approche. »*[1]

Le fait que son frère la réprimande à son approche du cours d'eau indique le danger associé à l'eau en mouvement. Étonnamment, elle ajoute que c'est uniquement à ce moment précis qu'elle a aimé la rivière, parce qu'elle était propre *: "Après l'arrivée de l'inondation, au moins pendant un instant, j'ai aimé la rivière ! Ça a nettoyé la rivière. Les jours précédents avant l'inondation, je n'aime pas, parce que l'eau semble être très sale"* [2]. La notion de propreté apparaît de manière récurrente dans les récits habitants au moment des inondations, tant pendant la catastrophe que dans la période qui s'en suit. La propreté caractérise entre autres le « *proper river* » (le fleuve digne de ce nom), figure que les habitants évoquent avec régularité pour distinguer et définir ce que ne sont pas l'Adyar ou la Coum.

Purification et renouveau : la reconnaissance d'un fleuve

L'inondation marque un basculement des représentations sur le cours d'eau. En mouvement sous l'effet des pluies continues, l'Adyar est alors considéré comme un fleuve, et ce, de manière partagée. Ce changement de représentation du cours d'eau transparaît tant dans les pratiques que dans les discours. Vasundhara, résidente de Adyar, l'exprime ainsi : " *Maintenant, la rivière de Chennai est belle ! Grâce à la pluie ! Avant la rivière était terrible... ce n'était pas une rivière !"* [3] Dans une même idée, John, 26 ans, habitant de Kotturpuram, connaissant mon thème de recherche, m'appelle pour annoncer avec contentement et fierté que la rivière

[1] "*In saidapet, we've bathed in the river when the floods came. Not me… but people. We've also played in it. But my brother will scold me a lot when I go near"* Priyanka, 10/04/2016

[2] "*After the flood came, at least for a while, I liked the river! It cleaned up the river. The previous days before flood I don't like, because water seems to be very dirty"* Priyanka, 10/04/2016

[3] « *Now, Chennai river is nice! Because of rain! Before the river was worst… it was not a river! »* Vasundhara, 19/11/2015

est propre : "*As-tu vu le fleuve ? As-tu pris des photos ? Regarde, le fleuve est propre, maintenant*"[1] Alors qu'une distinction était communément opérée par la majorité des habitants entre les cours d'eau de Chennai -Adyar et Cooum- et la « *proper river* »[2], ces barrières s'abolissent à l'épreuve de l'inondation. Considéré auparavant comme un ruisseau de drainage, l'Adyar acquiert le rang de « *proper river* », entrant en crue et se rappelant indéniablement comme un fleuve au milieu de l'urbanité. Dans un entretien, Vinay, habitant de Chennai et membre du CCM, revient sur ce changement de statut de l'Adyar :

> *« C'est quand la rivière a montré sa vraie signification. Jusqu'à présent, c'était juste un, vous savez, un... comment appelez-vous ? Un nala ... en ourdou il y a ce mot, nala, un petit ruisseau qui va dans la ville. Mais c'est à ce moment qu'il a prouvé qu'il est en fait un fleuve ! »*[3]

Dans ce contexte particulier, l'Adyar est reconnue comme fleuve, témoignant du caractère circonstancié des relations des habitants au cours d'eau. Ces relations ne sont d'ailleurs pas linéaires mais produites d'interactions multiples : c'est l'assemblage de facteurs qui contribue à définir - *à* un moment donné et *pour* une durée donnée - cette relation individu-fleuve (Callon, Law, 1997).

Des récits de retrouvailles avec la rivière, emprunts d'émotions animent alors les réseaux sociaux. Voici, par exemple, un texte publié par Prashasti, historienne et co-fondatrice du CCM, sur le groupe *"Cooum: a cultural mapping"* au moment de la montée des eaux, le 19 novembre 2015 :

> « Cela peut sembler émotif ou sentimental, mais lorsque nous regardions l'eau cristalline jaillir du Cooum, je n'avais qu'une pensée à l'esprit - la gratitude ! Au cours de la dernière année et demie, chaque heure éveillée a été consacrée à romancer le Cooum, décrivant sa gloire du passé, à travers notre imagination ! Il semblait que c'était comme si la rivière avait voulu nous récompenser en nous montrant un aperçu de sa vraie beauté et de sa pureté ! Cette journée et les moments historiques resteront dans mon cœur pour toujours ! »[4]

Dans cette exaltation des sentiments, la reconnexion avec le cours d'eau prend la forme d'une quête spirituelle, une nécessité quasi-existentielle. En associant la mise en mouvement des eaux à l'expression d'une reconnaissance de la part de la rivière, le cours d'eau est doté d'une intention propre : on peut y lire une forme de personnification du cours d'eau et de réciprocité dans la relation entre collectifs et milieux, des représentations qui seront d'autant plus marquées dans les discours après la catastrophe. Là encore, l'eau propre, substantialisée dans l'expression « *eau cristalline* », apparaît la source de cet émoi. Les eaux vives révèlent ainsi la rivière dans sa « *vraie beauté et pureté* ». Le fleuve retrouve sa dignité, les eaux lavant la souillure de l'égout et marquant une période de renouveau, d'espoir. Parmi la pluralité des valeurs attribuées à l'eau, il semble que les pluies de moussons soient surtout associées à l'« eau diluviale permettant la purification et la régénération du genre humain » (Durand, 1996 :1). Les notions de purification et de renaissance qui sous-tendent ces narrations ne sont pas sans rappeler la symbolique de l'eau de la pensée hindouiste. Elément qui précède toute forme et supporte toute création, l'eau a été dans la plupart des cultures, et de tout temps,

---

[1] « *Did you see the river? Did you take pictures? See, the river is clean, now"* John, carnet de terrain, 22/11/2015.

[2] Ceci est abordé dans le chapitre 1, la Cooum et l'Adyar ne sont pas communément considérés comme des fleuves « dignes de ce nom »

[3] "*This is when the river proved its real meaning. So far it was just a, you know, some, what do you call? Some nalla... like in Urdu, there is that word, nalla, a small stream that goes in the city. But that's when it proved actually that it is a river!*" Vinay, 24/04/17

[4] "*This might sound emotional or sentimental, but when we stood watching the crystal-clear water gushing from the Cooum, I had only one thought in my mind - gratitude! Over the last year and a half, every waking hour has been spent in romancing the Cooum, describing its glory from the past, through our imagination! It seemed as though the river wanted to reward us by showing us a glimpse of its real beauty, and purity! This day and the historic moments will stay in my heart forever*!", publication de Prashati sur le groupe du CCM (réseaux sociaux), le 19/11/2015.

dotée d'une valeur hautement symbolique (Eliade, 1949 :168). La particularité des traditions hindouistes tient à la singularité de leur ancrage dans une relation cosmologique aux éléments reposant sur des principes de cyclicité et de l'autosimilarité[1]. Ceci éclaire peut-être la raison pour laquelle les rituels de purification hindous sont essentiellement associés à une eau en mouvement. Diana Eck (1987) le souligne dans l'Encyclopédie des religions : « la tradition rituelle hindoue indique clairement que l'eau utilisée pour la purification ne doit pas être de l'eau stagnante, mais de l'eau vive qui s'écoule » (Eck, 1987). Ce pouvoir particulier concédé aux eaux vives est évoqué par Gaston Bachelard :

> « l'eau courante, […] l'eau jaillissante est primitivement une *eau vivante*. C'est cette vie, qui demeure attachée à sa substance, qui détermine la purification. La valeur rationnelle – le fait que le courant emporte les immondices – serait trop facilement vaincue pour qu'on lui accorde la moindre estime. Elle résulte d'une rationalisation. En fait, toute pureté est substantielle. Toute purification doit être pensée comme l'action d'une substance. » (Bachelard, 2013 [1942] :162-163).

Les discours habitants sur la rivière à Chennai pendant les inondations font ainsi appel à la « valeur de l'opposition hiérarchique du pur et de l'impur et à l'efficacité attribuée à l'eau dans ce domaine » (Delage, Ortis, 2014 :74).

Tandis que l'Adyar et la Cooum étaient communément considérés comme des *nalas*, il est difficile de ne pas établir un lien ici entre les récits de purification de l'eau au moment des inondations et l'action purificatrice attribuée aux eaux d'autres grands fleuves indiens tels que la Narmada, l'Indus, la Yamuna. Ce réveil de représentations latentes, sous les circonstances des pluies, revêt un intérêt notamment en sa capacité de renseigner l'évolution des relations entre collectifs et milieux.

La contingence de la situation permet donc de rendre compte de la redéfinition continuelle des relations entre les habitants et les cours d'eau. Sous l'effet des pluies torrentielles, alors que le ruisseau de drainage est considéré de manière univoque comme un fleuve, surviennent alors les débats quant à l'aménagement et au devenir de la rivière, faisant appel à l'imaginaire du cours d'eau[2].

Une revanche de la nature

Le simple *nala* devient donc *river*. Mais cette transformation est précipitée par l'inondation. La violence de la crue est alors associée dans les discours à une revanche de la nature sur les humains, mettant en jeu une forme de réciprocité. Les relations établies entre humains et milieux sont alors mises à l'épreuve. La catastrophe est perçue comme un renversement des rapports de force, manifesté par la reprise du pouvoir du fleuve sur les humains et sur une urbanisation déraisonnée. Ces discours renseignent ainsi le registre d'interprétation dominant de la catastrophe, tout en dévoilant des conceptions du mondes, des ontologies (*sensus* Decola, 2005) jusqu'alors latentes, ou subordonnées à une ontologie naturaliste dominante. En révélant ces rapports aux mondes autres, la catastrophe s'impose comme un moment réflexif pour évaluer et repenser les relations entre collectifs humains et milieux.

---

[1] L'autosimilarité, traduction du terme anglais *self-similarity,* désigne le caractère d'un objet dans laquelle on peut trouver des similarités en l'observant à différentes échelles. Dans ce contexte, cela fait référence aux caractéristiques sacrées dont s'imprègne un objet par sa dénomination selon sa ressemblance à un objet sacré (par exemple : la rivière Kaaveri, par l'appellation Dakshinaganga est attribuée de dimensions sacrées associées à la Ganga). D'après un entretien avec Rukkumany, doctorante en aménagement du paysage à Anna University le 29/11/2016

[2] Article intitulé « Reimagining our lost rivers » publié par *The Hindu* le 27/11/2015

Une dualité nature - humains

Les discours médiatiques, d'abord, présentent les faits sous les traits d'une dualité, voire d'une confrontation, entre la nature et les humains. Les fortes pluies, expression de la « *fureur de la nature* », se seraient déversées pour tester la « *détermination des humains* ». Les articles mentionnant la fureur de la nature, d'une part, et la négligence des humains de l'autre, abondent dans ce sens[1]. Certaines formulations mettent tout particulièrement en scène ce duel entre la nature et les humains : « Même si la nature a fait de son mieux pour mettre à l'épreuve la détermination humaine, de nombreux résidents ont pris l'initiative d'aider les autres en ouvrant leurs portes aux personnes dans le besoin »[2]. Au-delà de la personnification de la nature, le terme d'épreuve peut se lire ici au regard du concept d'épreuve mobilisé en sociologique pragmatique, intégrant une possibilité de changement d'état (Boltanski, Thévenot, 1991). Dans la théorie de l'économie des grandeurs, Luc Boltanski et Laurent Thévenot définissent l'épreuve comme le moment où se construit la situation en attribuant aux êtres et aux choses des états et des valeurs (*ibid.*) : un moment au cours duquel les personnes ou choses font leurs preuves. L'épreuve investit donc ce « moment d'incertitude et d'indétermination au cours duquel se révèlent, dans le flux de l'action, les "forces" en présence » (Nachi, 2006 :57).

L'événement est encore relaté en termes de « bataille », de « guerre » dont l'issue se solde inévitablement par la victoire de l'un et la défaite de l'autre. Les titres d'articles suivant en sont quelques exemples : « Inondations de Chennai : Les pluies ont peut-être gagné la bataille, mais l'humanité gagne la guerre[3]! » ou encore « Tandis que Chennai a continué à lutter contre les pluies et les inondations sans précédent [4]». Cette idée de dualité entre la nature et les humains se retrouve dans certains discours habitants. Ainsi, Vinay voit en l'inondation la manifestation de la « *nature attaquant les humains*[5]». Cela fait écho aux descriptions des eaux violentes de Gaston Bachelard, qui souligne que « dans sa violence, l'eau prend une colère spécifique » (Bachelard, 2013 [1942] :23). De cette tension naît alors une forme de réciprocité et « l'eau violente est bientôt l'eau qu'on violente », engageant « [u]n duel de méchanceté [...] entre l'homme et les flots » (*ibid.*). La brutalité du déferlement des eaux s'associe dans les paroles habitantes à un recours à des métaphores et figures de styles personnifiant la rivière. En dressant le parallèle entre le cours d'eau et une célèbre scène de film tamoul, Vinay illustre par ces propos la puissance du registre personnifié de la rivière :

> [à propos de l'inondation]
>
> - *Ça a montré « Are, da! » (lit. « Je suis un fleuve, mon gars ! ») Vous connaissez cette réplique [du film] Kabali?*
> - Non…
> - *Dans le film que Rajinikanth a fait, il y environ 6 mois... l'idole du Tamil Nadu est Rajinikanth. Je pense que vous avez dû entendre parler de lui?*
> - Rajinikanth, oui, bien sûr!

[1] D'après l'article intitulé "Chennai floods: What happened at Chembarambakkam, negligence or nature's fury?", publié dans *The News Minute* le 09/12/2015

[2] D'après l'article intitulé "Chennai rains: Residents open doors, and hearts, for all", publié dans *The Times of India* le 02/12/2015

[3] Publication indépendante du *BOT Projects Team* intitulée « Chennai Floods: Rains may have won the battle, but Humanity wins the War!", le 08/12/2015

[4] Introduction de l'article "Relief mired in chaos, anger rises in Chennai" publié par *The Times of India* le 06/12/2015.

[5] « *nature attacking the humans* » Vinay, le 22/01/2017

- *Il y a un film nommé Kabali, dans lequel il apparaît, il dit à son adversaire « est-ce que tu me pensais comme quelqu'un de très banal ? Non, ce n'est pas ça, mon gars ! Je suis un super mec ! » De la même façon, Adyar a dit: « est-ce que vous pensiez que je n'étais rien qu'un petit ruisseau emmenant toutes vos merdes en mer? Non, je suis un fleuve, da !*[1]

[Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Sa première phrase à propos de l'inondation, mentionnant que « *ça a montré : « Are, da !* » », résume en elle seule et avec simplicité le bouleversement des représentations partagées par les habitants sur le fleuve. « *Are, da !* », expression tamoule que l'on pourrait traduire par « *Je suis un fleuve, mon gars !* », est reprise d'une célèbre réplique de film prononcée par Rajinikanth (acteur tamoul considéré comme une légende) et adaptée ici au fleuve. L'énoncé signifie qu'après une longue période de déconsidération, le fleuve s'est rappelé en montrant qui il était vraiment, et qu'il devait être pris au sérieux. Cette métaphore donne à voir la réciprocité perçue comme inhérente à la relation des individus au cours d'eau : c'est parce qu'il a été négligé, humilié, considéré comme « rien qu'un ruisseau » ne servant qu'à emmener les déchets, que le cours d'eau se manifeste et exprime sa colère, et par là, sa vraie nature. Cette réciprocité caractérisant la relation entre collectifs et milieux apparaît sous d'autres formes, avec parfois la déification des éléments. C'est le cas par exemple des fortes pluies de moussons considérées comme la manifestation de la déesse sud-indienne *Maari Amma*. En référence au culte traditionnel associé à cette déesse des pluies, la campagne de sensibilisation au problème de l'urbanisation des cours d'eau, menée par un groupe militant de Salem (*Salem Citizen's Forum*), a été baptisée *Maari Amma Utharavu campaign,* soit la campagne pour la déesse des pluies Maari Amma. Un des membres du groupe explique dans un article de presse : *« Maari Amma a donné un verdict très clair - vous nettoyez ma maison [le cours d'eau et les zones humides] ou j'entrerai chez vous. »*[2] Là encore, la formulation laisse entrevoir la réciprocité des actions entre les humains et les éléments. Le déversement des pluies serait en ce sens une revanche prise par la nature sur les humains, conséquence de leur manque de respect à son égard. Dans cette formulation, se dessine déjà les prémisses d'une ontologie analogiste (Descola, 2005) personnifiant la nature et lui attribuant des intentions. On retrouve la nature ambivalente du fleuve, menaçante et apaisante (Delage, Ortis, 2014 :66) associée à la symbolique des grands fleuves indiens : l'Indus (Delage, Ortis, 2014), la Narmada (Guidolin, 2014), Le Gange (Jalais, 2014 :84) mais aussi la Vaigai (Viguier, 2014 :110) : « l'inconstance de la rivière imprégnait l'imagination des habitants de Madurai, prompts à voir dans ses « caprices » une intervention divine. Finalement, les discours renvoient à la « valeur sacrée que l'eau, comme élément cosmogonique, possède en elle-même, mais aussi à la manifestation de la présence sacrée qui l'habite » (Guidolin, 2014 :47), en atteste les formes de personnification de la rivière dans les discours.

Le fleuve - et la nature - deviennent alors des personnages dotés d'esprit de vengeance et de capacité d'action. Ces discours révèlent ainsi la coexistence de différentes ontologies. La catastrophe est alors le moment où le fleuve se manifeste et montre sa vraie nature. Dans une perspective latourienne, on peut qualifier la catastrophe *d'actant* au sens où elle provoque l'action, mettant en visibilité cette vraie nature du fleuve. Pour emprunter le registre de la sociologie pragmatique, la catastrophe apparaît comme une épreuve (Boltanski, Thévenot, 1991) permettant la re-signification des relations entre collectifs humains et milieux.

[1] Extrait d'entretien 45 : Vinay, le 22/01/2017 (cf. annexe page 493)

[2] "Maari Amma has given a very clear verdict- you clear my home or I will enter your homes" Propos issus d'un article intitulé "Cycling from Salem to Chennai: A trail of encroached water-bodies, and an unresponsive govt", publié dans *The news minute* le 18/02/2016

Une leçon d'humilité : repenser les rapports des humains aux milieux

Cette épreuve de l'inondation amène à une crise de valeurs. Comme le souligne Bertrand Vidal dans sa thèse sur les représentations collectives de l'évènement, la catastrophe est une « crise de nos certitudes de maîtrise de la nature et de la société, crise paradoxale puisqu'elle s'enracine dans nos immenses pouvoirs de transformation, ceux-là mêmes qui entretenaient nos espoirs de progrès et dont les conséquences imprévues nourrissent aujourd'hui nos appréhensions et nos peurs collectives » (Vidal, 2012). Bien que sa thèse s'appuie sur des contextes de catastrophes différents, essentiellement dans les pays des Nords, les discours recueillis à Chennai mettant en scène une dualité entre la nature et les humains témoignent de cet ébranlement des certitudes de la maitrise de la technique et de la nature.

La nature apparaît comme une entité à dompter, à contrôler ou encore dont il faut se méfier. Les énoncés tels que « vous ne respecterez pas la nature à moins de voir la fureur de la nature » que l'on retrouve dans certains articles de presse tendent à accroître ce partage entre nature et humains. Cela rejoint l'idée que défend Nityanand, militant environnemental, selon laquelle « les gens devraient craindre la rivière »[1]. Le terme *awe* présent dans le titre de l'article fait référence à l'admiration, l'émerveillement qui induit une forme de crainte. Cette crainte proviendrait du fait que la nature ne répond pas aux codes humains en demeurant incontrôlable. C'est ce qui est mis en avant dans l'expression « Tu ne peux pas corrompre la nature »[2] employée par Nityanand, lorsqu'il se positionne contre ce qu'il appelle la « marchandisation de l'environnement ». Il dénonce les travers de la foi indéfectible et injustifiée en la technologie dans les relations entre collectifs humains et milieux :

> *« La peur de la nature, plutôt que l'amour pour elle, devrait être notre émotion directrice dans le traitement des processus naturels et la sauvegarde de nous-mêmes. Mais soutenus par une foi injustifiée dans la technologie, les humains modernes ont perdu leur crainte de la nature. C'est peut-être la raison pour laquelle, même si nous sommes battus par un désastre après l'autre, nous continuons de répéter les mêmes erreurs. »*[478]

Son discours est étroitement lié à la critique d'un mode d'urbanisation intensif, mais remet plus fondamentalement en cause les rapports ontologiques des humains à la nature. D'autres articles, mêlant scénario naturaliste et discours scientifiques, présentent l'inondation à Chennai comme la manifestation de l'Anthropocène : « Chennai est un nouveau type de catastrophe "naturelle", un aperçu de l'Anthropocène, l'idée que les humains sont devenus une force d'échelle géologique de la nature. »[3]

Les répercussions de l'action humaine sont évoquées dans des termes plaçant l'être humain comme responsable ou victime, mais nature et humains restent pensés dans des oppositions. Finalement, chez les habitants, la mise en récit d'un duel entre les êtres humains et le milieu se solde par un mode de pensée mutuellement excluant. Pudhuma, habitante du bidonville à Saidapet, exprime à la suite des inondations que « *ça aurait été mieux si [la rivière] n'avait pas été là* »[4]. L'inondation remet donc en cause la nature même des relations des habitants aux éléments socio-naturels, invitant à repenser ces relations collectifs-milieux.

[1] Article intitulé "Shock, but no awe" écrit par Nityanand Jayaraman et publié dans *The Hindu* le 25/12/2015.

[2] D'après un entretien avec Nityanand Jayaraman conduit par *The Rediff,* et publié dans l'article intitulé « You can't bribe nature » le 18/12/2015.

[3] Propos issus de l'article de presse « The Chennai Floods Are a Devastating Preview of Unnatural Disasters to Come", publié dans *The Slate* le 04/12/2015.

[4] *"It would have been better if it (the river) was not there"* Pudhuma, 10/04/2016

Conclusion

L'inondation est vécue comme une épreuve, un évènement mettant en cause les possibilités même de l'existence. Pour les habitants, d'abord, la catastrophe survient telle une effraction dans un quotidien ordonné : elle est un moment de rupture et de crise qui appelle à un changement et une réponse immédiate. Ensuite, elle bouleverse fondamentalement la nature des relations tissées entre les collectifs humains et les milieux. Différents scénarios sur la catastrophe sont alors construits. Ceux-ci ont vocation à donner du sens à l'évènement, et contribuent d'un même élan à en expliquer les causes. Tandis qu'en amont de la catastrophe, les fortes pluies de mousson du mois de novembre donnent à voir des discours et pratiques qui vont dans le sens d'une réconciliation entre les habitants et la rivière, la violence de la crue qui survient le 2 décembre modifie le contenu des énoncés. La catastrophe est alors mise en scène, perçue comme la manifestation d'une revanche de la nature sur les humains, qui l'auraient longtemps déconsidérée. L'inondation serait ainsi la conséquence d'une relation asymétrique entre les humains et la nature, qui se voit, à travers la figure de la rivière, personnifiée et dotée d'intentions. Ces discours relèvent d'une ontologie que l'on pourrait assimiler à l'analogisme (Descola, 2005), et leur émergence suggère la coexistence de plusieurs ontologies : si l'une prévaut dans les relations quotidiennes, d'autres peuvent surgir et s'exprimer dans des circonstances particulières, ici dans la contingence de la catastrophe. En bousculant les représentations de la rivière, mais surtout en mettant en cause les rapports entre humains et milieux fondés sur une cosmologie naturaliste dominante, la catastrophe appelle à une redéfinition de ces relations fondamentales. Le désastre constitue alors une épreuve, entendue dans des sens pluriels : d'abord, elle met à l'épreuve les capacités d'adaptation des habitants face à la crue et au danger qu'elle représente, ensuite, elle est une épreuve collective, dont le dépassement appelle une action coordonnée allant de pair avec une redéfinition des liens sociaux. Enfin, par sa portée destructrice et bouleversante, elle met à l'épreuve les relations entre sociétés et milieux. Si l'épreuve modèle proposée par Boltanski et Thévenot en sociologie pragmatique renvoie plutôt à la dimension du conflit qui donne lieu à un compromis et révèle les forces en présence, les dynamiques liées à l'inondation peuvent être analysées u prisme de l'épreuve, entendue comme un évènement majeur dont l'issue est incertaine. Recourir au concept d'épreuve en sociologie pragmatique, en l'adaptant ici au cas du désastre, permet ainsi d'appréhender la question de l'indétermination de l'action. Le changement de représentations sur la rivière, et plus largement des rapports tissés entre les humains et les milieux, fait émerger les ontologies jusqu'alors subordonnées par rapport à une ontologie naturaliste prégnante dans les modes de planification de l'espace, et ouvre la voie vers une redéfinition des relations des collectifs au milieu. Sous les effets de la catastrophe, un ensemble de relations sociales établies, entre collectifs humains et entre les sociétés et les milieux, sont mises à l'épreuve et redéfinies. En ce sens, l'épreuve permet de saisir ce moment de flou et de redéfinition des états (Boltanski, Thévenot, 1991) qui caractérise l'inondation. Ce chapitre a montré la manière dont le désastre fait émerger des ontologies jusqu'alors secondaires, mettant au jour des représentations latentes de la rivière parmi les habitants. Ces bouleversements s'accompagnent de modifications des rapports sociaux de pouvoir, avec une remise en cause des dispositifs pendant la crise qui perdure à l'issue de la catastrophe. Les logiques de la re-spatialisation du pouvoir sous les effets de la catastrophe font l'objet du chapitre suivant.

Chapitre 5 – Une re-spatialisation du pouvoir

Face au sinistre, les logiques de solidarité prévalent parmi les habitants, laissant entrevoir un mouvement de dissolution des barrières sociales. Sans toutefois les faire disparaître complètement, il semble plutôt que l'évènement les déplace, ou les fasse ressurgir sous d'autres formes. Ce sont ces mouvements de concentration et de disparité du « social », sous l'effet de la catastrophe, et en aval de celle-ci, qui font l'objet de ce chapitre. Il s'agit alors de renseigner les comportements collectifs dans la situation de crise : « quelles sont les conduites qui perdurent et quelles sont celles qui émergent ? [...] Assiste-t-on à des formes de déliquescence du lien social dans une fuite où prévaut le « chacun pour soi » ou à d'autres types de comportement collectif ? Quels sont les modes d'intervention et d'organisation qui sont adoptés collectivement ? » (Cefaï, 2007 :130). En aval, la problématisation de l'évènement s'accompagne d'une remise en cause des modes de fonctionnement de la société. Ce moment donne alors lieu à des réflexions sur les manières de « faire société », questionnant à la fois la participation citoyenne, la responsabilité individuelle, les rapports à l'environnement et les modes de gouvernance. Véritable faille ouvrant un champ des possibles, l'événement bouscule l'ordre social, et par là même les catégories classiques de l'analyse, reposant sur une séparation entre individuel et collectif. Alban Bensa et Éric Fassin notent ainsi que «[t]out événement, modification sensible des rapports de force et de la configuration des possibles, est à la fois politique et épistémologique » (Bensa, Fassin, 2002 :7). Moment critique de (re)mise en cause de l'ordre social établi, la catastrophe altère les rapports de force, donnant lieu à des mobilisations collectives, conduisant à une convergence des actions de la société civile.

Tandis que chaque catastrophe est singulière, la nécessité du réordonnancement qu'elle suscite constitue un dénominateur commun aux évènements catastrophiques (Revet, 2007). Cette phase de reconstruction donne lieu à des remises en question plus fondamentales. Comme l'indique Sandrine Revet, « La reconstruction n'est pas une simple opération qui consisterait à « construire à nouveau », à relever ce qui est à terre. La notion même de reconstruction suppose aussi le fait de restructurer, de réorganiser, de donner une nouvelle forme » (Revet, 2007 : 235). Cet effort de rétablissement d'un ordre s'accompagne de la montée de revendications d'ordres divers, principalement autour de la question de la gouvernance et de l'environnement. En particulier, la responsabilité des autorités étatiques dans l'ampleur de la catastrophe alimente une critique des dispositifs du gouvernement : « ces évènements ainsi que leur traitement médiatique ou humanitaire cristallisent les réactions de certains secteurs de la société et ouvrent l'espace pour le développement de formes de critiques » (Revet, 2011a :160). La sortie de crise est ainsi marquée par l'essor de mouvements collectifs, de débats et de discussions dans l'objectif de repenser les relations entre l'État, d'une part, et la société civile, d'autre part, ainsi que les modes de gouvernance. En parallèle, les groupes environnementalistes ou institutions dont les activités sont liées à la rivière (le CAI, CCM, la Société Théosophique, le Goethe-Institut) se voient dotés d'une légitimité accrue, qui renforce leur positionnement dominant au sein de la société civile. Les dynamiques à l'issue de l'inondation attestent alors d'une réorganisation du social, et plus particulièrement d'un repositionnement des acteurs sur le terrain. Comment les groupes de la société civile se réorganisent, se repositionnent, ou convergent à l'issue de l'inondation ? L'inondation provoque l'action : comment celle-ci se structure-t-elle ? En partant de ces questions, ce chapitre propose d'analyser la re-spatialisation du pouvoir induite par la catastrophe. Les modifications des

rapports de force entre les autorités étatiques et la société civile favorisent l'émergence d'une environnementalité autour de la rivière.

Ce chapitre entend donc appréhender les dynamiques sociales liées à la catastrophe au prisme de la rupture et du réordonnancement, permettant ainsi de réfléchir aux phénomènes de continuités et de discontinuités qui marquent l'évènement. La première partie se concentre sur une temporalité rapprochée de la catastrophe, tandis que la seconde traite des réorganisations de la société civile sur une échelle temporelle plus large, allant jusqu'à un an et demi après l'évènement. L'analyse s'appuie sur les discours informels, l'observation et la participation à des réunions de groupes militants[1], sur la veille sur les réseaux sociaux et sur les discours recueillis auprès des habitants au cours d'entretiens.

En premier lieu, l'analyse porte sur les effets de concentration sociale pendant la crise et leurs limites, puis sur les mouvements de contestation qui émergent après la catastrophe. En ce sens, je m'intéresse moins aux dispositifs de gouvernement de la catastrophe (Revet, Langumier, 2013) qu'aux expériences et aux logiques à l'œuvre dans les réponses habitantes. Ce sont donc plutôt les formes de critique (Boltanski, Thevenot, 1991) qui font l'objet de cette analyse, ou, pour le dire avec les mots de Michel de Certeau (1990), l'ensemble des bricolages, ruses et manières de faire déployés dans cette épreuve. Dans un second temps, il s'agit de saisir les phénomènes de convergence et le repositionnement de groupes d'acteurs sur le terrain à la sortie de la catastrophe, à travers l'examen des discours et actions engagées vis-à-vis de la rivière. Cela permet notamment de mettre en évidence la manière dont l'inondation est saisie comme une « fenêtre d'opportunisme » par certains groupes environnementalistes qui renforcent leur position dominante au sein de la société civile.

Prémisses et écueils d'une action collective

La catastrophe est un moment de concentration sociale, lors duquel semblent se dissoudre les frontières morales, jusqu'alors établies dans les relations entre les habitants. Face à l'absence des secours pendant le désastre, les logiques de solidarité et d'entraide priment entre les résidents, participant à la réponse collective à la crise. Ces phénomènes d'agrégation n'excluent toutefois pas la persistance de barrières, recomposées sous d'autres formes. Cette première partie s'attache à observer ces mouvements de concentration et de disparité sociale, afin de montrer comment les contours du social deviennent plus flous et malléables sous l'effet de la catastrophe. Dans ce contexte de réorganisation du social, la contestation se fait virulente, reflétant une remise en cause du fonctionnement social et politique préexistant. La seconde partie s'intéresse alors aux enjeux de l'action collective qui prend forme dans ce contexte.

Effets de concentration et de disparité sociale

Dans la perte de sens entraînée par la survenue du désastre, l'observation de ce qui subsiste au sein des relations permet d'appréhender les fondements de ce qui « fait société » lorsque les cadres établis s'ébranlent. Les discours habitants soulignent la manière dont l'épreuve a contribué à (re)tisser du lien social entre les habitants. Les logiques de solidarité à l'œuvre pendant la catastrophe sont perçues comme la résurgence

[1] Il s'agit d'une participation en posture d'observatrice auprès des initiatives suivantes : Reclaim Chennai, Chennai floods : remembering and questioning, Chennai Rally.

d'une bonté considérée jusqu'alors effacée dans le comportement humain. Tandis que la dimension émotionnelle domine dans les énoncés, elle devient vectrice de reconnaissance d'une identité collective, propre aux habitants de Chennai. Mais cette cohésion sociale n'est pas exempte de formes de distinctions, attestant plus d'un déplacement des barrières sociales, que de leur véritable dissolution.

Des logiques de solidarités

Face au sinistre, la solidarité et l'entraide ont constitué la première réponse de la part des habitants. Nombre d'auteurs sur les catastrophes se sont attachés à décrire et expliquer les ressorts de ces comportements collectifs : les travaux d'Enrico Quarantelli, en particulier, cofondateur en 1963 du *Disaster Research Center*, Columbus, Ohio, font autorité en ce domaine. Ses recherches montrent que dans des situations critiques, ce ne sont pas les mouvements de panique qui priment, mais au contraire, les comportements d'auto-organisation collective, de prise d'initiative et d'assistance mutuelle (Quarantelli, 1960 ; Quarantelli, Dynes, 1977). Les dynamiques observées à Chennai lors de l'inondation ne font pas exception : les logiques de solidarité et d'entraide se déploient sous la forme d'actions coordonnées entre les résidents. L'auto-organisation des actions de secours sur le terrain s'est imposée dans un contexte marqué par l'absence de réponse des institutions à la crise. En effet, le manque de coordination entre les différentes cellules de crise gouvernementales a retardé la prise de décision, enrayant le déploiement des opérations de secours[1]. Au-delà de la montée brutale des eaux, la paralysie du fonctionnement des services et des infrastructures basiques détermine l'ampleur du drame : l'arrêt du fonctionnement du réseau électrique, l'impraticabilité des infrastructures routières, l'impossibilité d'approvisionnent en eau et en denrées alimentaires, ainsi que la suspension des réseaux d'information (réseaux téléphoniques, presse, etc.) pendant quatre jours complets plonge la ville dans l'incertitude et le chaos[2].

C'est donc paradoxalement dans ce contexte caractérisé par l'isolement et la rupture des moyens de communication habituels qu'ont émergé des liens entre les résidents qui ont permis l'organisation d'opérations de secours. L'usage d'internet et des réseaux sociaux a toutefois permis cette organisation collective. Des groupes de volontaires se sont ainsi formés pour secourir les sinistrés au moyen d'embarcations (les bateaux de pêcheurs ont été mobilisés) et les conduire dans des refuges, ou encore approvisionner les sinistrés en eau potable, aliments et produits de première nécessité.

[1] D'après l'article intitulé « How Delayed Decisions Poor Coordination Did Chennai In » publié dans *The Wire*, 10/12/2015.

[2] D'après l'article intitulé "With limited ration, no power or internet access, Chennai still in deep water", publié dans *The Times of India*, le 04/12/2015.



Figure 104 : Photographie des secours pendant l'inondation
Décembre 2015 - Source : https://www.udayfoundation.org/chennai-flood-relief-2/

Ces réponses face au sinistre illustrent la capacité d'adaptation et de créativité dont font preuve les habitants pour affronter et dépasser la situation chaotique, renvoyant à la faculté de résilience, selon le concept médiatisé par Boris Cyrulnik[1] pour évoquer la capacité à se reconstruire et affronter des traumatismes mettant en cause l'existence même. Le déploiement des secours, les comportements d'entraide montrent un effort collectif de reconstruction du sens. Cela rejoint les analyses de Daniel Cefaï quant aux mouvements collectifs dans un évènement de rupture tel que le désastre :

> « [c]ontrairement aux mythes du sens commun, le plus grand nombre de personnes, après un moment d'arrêt ou de fuite, s'efforcent de comprendre ce qui se passe, de venir en aide à ceux qui les entourent, de sauver les vies et les biens qui peuvent l'être, et de s'organiser. La première phase est donc un travail collectif de définition et de maîtrise de la situation problématique. » (Cefaï, 2007 :132).

Dépassant le cadre de Chennai, cette vague de mobilisation a touché les métropoles voisines comme Bangalore, où des habitants ont coordonné à distance, à travers les réseaux sociaux, les opérations de secours menées par les volontaires. Les médias sociaux - Twitter, WhatsApp et Facebook – se sont avérés être des instruments cruciaux dans cette gestion de crise. En particulier, l'utilisation des mentions « *hashtags* » (#chennairains and #chennairainshelp) a contribué à créer une plateforme d'information citoyenne autogérée et actualisée. Dans un article de presse, Aswin Punathambekar, professeur associé en études de la communication à l'Université de Michigan, décrit ces mentions comme « de réelles réponses créatives et citoyennes à la crise en même temps qu'un appel retentissant aux rouages du gouvernement en Inde à repenser la planification de la ville, à développer de meilleurs systèmes pour gérer les catastrophes naturelles ainsi qu'à mener une lutte contre le changement climatique »[2]. Les réseaux sociaux ont ainsi constitué des outils déterminants dans l'action collective, tant pour l'organisation des secours que pour l'expression de la contestation. Ce deuxième point est abordé un peu plus loin. Toutefois, le recours aux médias va de pair avec une mise en visibilité accrue, donnant lieu à des comportements jugés plus opportunistes qu'altruistes. C'est ce qu'exprime une résidente, ingénieure en informatique, dans un article de *The Hindu*. Selon elle, les

[1] La psychologue américaine Emmy Werner a proposé le mot résilience en 1982, emprunté à la physique pour caractériser le retour à un état antérieur d'un élément, et les travaux du psychiatre Boris Cyrulnik ont ensuite participé à la médiatisation de ce concept en psychologie.

[2] « *are a truly creative, citizen-driven response to a crisis and at the same time a resounding call for the government machinery in India to rethink urban planning, develop better systems to deal with natural disasters and to lead the way in tackling climate change".* D'après l'article intitulé « Chennai floods an eye opener for city planners", publié dans *The Hindu*, le 05/12/2015.

inondations ont permis de distinguer trois types de personnes : « celles qui sont immédiatement intervenues sur le terrain pour porter assistance ; celles qui ont utilisé les médias pour venir en aide aux personnes sinistrées ; et celles qui ont pris part au travail humanitaire juste pour soigner leur image sur les réseaux sociaux »[1]. En effet, tandis que le registre héroïque domine dans les discours médiatiques, on peut supposer que la quête de notoriété n'est pas étrangère aux actes de dévouement publicisés à l'extrême sur les réseaux sociaux. Dans la presse, les discours font intervenir la figure du héros, suivant une « projection rétrospective qui remet en jeu le succès du sauvetage » (Langumier, 2006). Le héros est alors celui qui tient lieu d'exemple et de meneur aux yeux des autres, pouvant ainsi être à l'initiative d'un mouvement collectif. Le traitement médiatique des actions menées par Peter, citoyen belge résidant à Chennai depuis une dizaine d'années et fondateur de l'association Chennai Trekking Club (CTC), est particulièrement illustratif de ce registre héroïque. Les énoncés le présentent comme le « héros belge », le « sauveur de Chennai venu de Belgique »[2] et relatent la manière dont il a entrepris le sauvetage de pas moins de 130 personnes pendant les inondations. En outre, l'accent est porté sur son dévouement et sa contribution à l'instauration d'une forme de respect pour l'environnement parmi les habitants, à travers des opérations de nettoyage des lacs et cours d'eau de la région, faisant de lui une personne « plus patriote que beaucoup d'Indiens peuvent l'être »[488]. Ce discours renseigne ainsi une forme d'environnementalité, puisque, au-delà de son statut d'étranger européen, son mode d'implication pour l'environnement lui attribue une position dominante et s'accompagne de la diffusion de valeurs morales.

La surexposition de la figure du héros dans les discours met en évidence des agissements essentiellement altruistes, tandis que d'autres semblent guidés par la notoriété. La remarque d'une habitante rend compte du paradoxe entre visibilité et invisibilité de l'action humanitaire face au désastre : « la situation a fait de nombreux héros. Mais la chose la plus importante à garder à l'esprit est que les vrais héros sont pour la plupart toujours invisibles »[3]. Le succès de la figure du héros semble venir surtout de sa portée « réunificatrice » et de sa capacité à mobiliser collectivement les habitants et dissoudre les barrières sociales.

Dissolution des barrières sociales

L'expérience du désastre donne lieu à des rapprochements entre les habitants et fait disparaître les barrières sociales, ou du moins tend à en amoindrir les effets. Dans l'incertitude qui prévaut vis-à-vis de la situation et de son évolution, les relations à l'autre se redessinent et se transforment au prisme des liens d'interdépendance. Minakshee, habitante de Anna Nagar et membre du CCM, relate lors d'un entretien la manière dont la situation l'a amenée à s'ouvrir à ses voisins du quartier :

- *En fait, je pense que le point positif, c'est que nous avons parlé aux voisins ! (éclats de rires) En fait, pas nos propres voisins, mais nous sommes sortis dans la rue (rires) pour donner... tu sais, (reprenant sérieusement) les gens étaient vraiment sur les trottoirs et tout ça, alors qu'est-ce que j'allais faire? J'ai seulement cuisiné quelque chose, mis ça dans une boîte et leur ai parlé. Qu'est qu'on pouvait faire d'autre...*

[1] D'après l'article « Facebook, in the time of floods" écrit par Akila Kannadasan et publié dans *The Hindu*, le 11/12/2015.

[2] D'après l'article intitulé "Meet Peter Van Geit, A Savior For Chennai From Belgium", publié dans *The logical Indian* le 23/12/2015.

[3] "The situation has made heroes out of many. But the most important thing to bear in mind is that the real heroes are mostly always invisible.", d'après l'article « Facebook, in the time of floods" écrit par Akila Kannadasan et publié dans *The Hindu*, le 11/12/2015.

C'est vrai, en temps de crise ...

Ouais, c'était comme... forcé (rires), très forcé ! Alors, c'est tout ! (rires)

- Sinon, entre voisins, vous ne vous parlez pas beaucoup ?
- *Non, non ! Je pense qu'ici, il y a tellement d'activités pour vous tenir occupés... Et l'autre chose, c'est qu'on ne veut pas aller et voir... (elle cherche ses mots) des types ! Donc, je pense que le laitier inconnu et tout, maintenant, ils sont plus amicaux, vous savez (rires)*[1]

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Elle exprime la manière dont la catastrophe l'a amenée à interagir avec des personnes étrangères, pourtant présentes dans son quotidien. La légèreté et la dérision qui ponctuent ses propos sont à lire comme des marqueurs de l'étonnement vis-à-vis d'elle-même face à cette situation qui implique son rapprochement envers des résidents issus de classes populaires. Cela transparaît dans la manière dont elle nomme ces personnes, le « *laitier inconnu* » ou « *des types* », signifiant qu'il s'agit ici des « petites gens ». L'évocation de « *types* » qu'« *on ne veut pas voir* » indique une forme d'invisibilisation de ces populations, dont elle semble prendre conscience au prisme du désastre. Cet exemple singulier illustre les phénomènes de rapprochements qui ont marqué les réponses habitantes au sinistre. Comme le souligne Daniel Cefaï, à l'épreuve de l'évènement, « [d]es « dilemmes de loyauté » apparaissent entre des appartenances multiples – amis, collègues, voisins – étrangers etc. » (Cefaï, 2007 :132). Cette situation hors du commun donne lieu à des interactions qui semblent moins cadrées par les normes et différenciations sociales.

Les discours médiatiques mettent en exergue le contraste, entre la souffrance et le désarroi qui caractérisent le drame, d'une part, et la bonté humaine, de l'autre. Cette réponse humaine est alors présentée comme le symbole de la « résilience de Chennai »[2]. Ainsi, les récits insistent sur les phénomènes de rassemblement, les habitants n'hésitant pas à « ouvrir leur porte aux étrangers » :

> « Les récentes inondations à Chennai ont rapproché les habitants de la ville d'une manière aussi inédite que la pluie de cette année. Que ce soit en ouvrant leurs portes à des étrangers, en proposant de recharger gratuitement des téléphones portables ou de distribuer de la nourriture, des vêtements et des médicaments, jeunes et moins jeunes, étudiants et professionnels, ONG et entreprises, tous se sont mobilisés ».[3]

Cet effet de concentration sociale (Clavandier, 2015) est d'ailleurs perçu comme surprenant, décloisonnant les interactions et rompant avec l'indifférence sociale du quotidien. Karunakar fait part de son étonnement face à cette réponse habitante :

> *« Pour la première fois, nous l'avons vraiment vu pendant les inondations, tout le monde s'est soudainement réuni, et je ne sais pas comment cela est arrivé parce que ce n'est pas dans notre ADN. »*[4]

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

En quelque sorte, la situation révèle une facette insoupçonnée de l'être social : celle d'un individu non pas uniquement individualiste, mais qui serait aussi motivé par la coopération et l'altruisme. L'initiative « Citizen

---

[1] Extrait d'entretien 46 : Minakshee, le 29/04/2016 (cf. annexe page 493)

[2] D'après l'article intitulé "Chennai floods a climate change wake-up call for world", publié dans *CNN*, le 19/12/2015.

[3] "*The recent floods in Chennai brought people of the city together in a way as unprecedented as the rain this year. Whether it was opening their doors to strangers, offering to charge mobile phones for free or distributing food, clothes and medicines, the young and old, students and professionals, NGOs and corporates, all came forward to provide relief*". D'après l'article intitule "Rebuilding Chennai, restoring livelihoods" publié dans *The Times of India*, le 12/12/2015

[4] Extrait d'entretien 47 : Karunakar, le 08/03/2017 (cf. annexe page 493)

platform », lancée à l'issue la catastrophe, s'appuie sur cette représentation de l'être humain guidé par la collaboration. Leur publication sur les réseaux sociaux évoque ce lien entre la prise de conscience collective et la nécessité d'entretenir l'action collective :

> *« Il n'y a pas eu besoin d'appeler à l'aide. Les volontaires, jeunes et vieux - dépassant les frontières rigides de la classe, de la religion, de la caste, du genre et de la langue - se sont mis à l'unisson pour améliorer les choses. Il a fallu le pire pour faire ressortir ce qu'il y a de meilleur chez les gens, pour lui donner l'occasion de retrouver son humanité. Des jeunes de milieux privilégiés étaient dans la rue pour soigner les blessés et nourrir les affamés dans des quartiers de la ville dans lesquels ils ne se seraient jamais rendus autrement. Les pêcheurs et les jeunes du village ont risqué leur vie pour sauver les sinistrés pris dans des voitures qui ont été emportées, ou ceux qui ont été bloqués dans de beaux immeubles. Les nécessités ont été comblées : envoyant un message clair de solidarité. Et les exemples où les êtres humains se sont dépassés pour [sauver] les animaux sont nombreux. En effet, le déluge a déclenché un nouveau sentiment de conscience collective parmi les gens. Cela appelle vraiment à célébrer la floraison spontanée du potentiel humain, à commémorer l'esprit de communauté et à lancer une plateforme citoyenne pour prendre notre avenir entre nos mains. »*[1]

Ce discours sur la cohésion est vecteur d'un sentiment d'appartenance collectif, où les solidarités à l'œuvre sont présentées comme typique de « l'esprit de Chennai », qui s'est révélé au moment de la catastrophe. À cet égard, la musique "*Spirit of Chennai*" de Chiyaan Vikram sortie quelques mois après l'événement, illustre ce sentiment collectif mettant en jeu la fierté des habitants. Ainsi, selon le compositeur, les réponses habitantes face au sinistre ont « montré au monde de quoi est fait Chennai »[2], et la musique tient alors lieu d'hommage aux victimes, en même temps qu'elle traduit une reconnaissance envers les volontaires. Les paroles *« Chennai Enbadhu Ooralla, Endhan Urchaagam »,* signifiant « Chennai n'est pas seulement une ville, c'est mon enthousiasme, mon esprit », ravivent et exacerbent le sentiment d'attachement des habitants envers la ville de Chennai, et participent donc à la reconstitution d'une identité collective à l'issue du désastre :

> « Parmi les innombrables belles choses qui ont émergé de ce qui fut peut-être le moment le plus éprouvant pour la ville que nous aimons tous et que nous tenons pour foyer, la plus grande révélation a été l'esprit immortel de Chennai qui a uni tout le monde. » [3]

Cette impression de rassemblement, d'unité et de conscience collective abonde tant dans les discours habitants que sur les réseaux sociaux, et le registre émotionnel domine dans les discours. L'ensemble de ces logiques de solidarités, d'entraides, de rapprochement entre les habitants et de dissolution des barrières sociales qui laissent place à un sentiment d'unité renvoie à ce que Gaëlle Clavandier (2015) désigne par l'expression de « concentration sociale ».

---

[1] "*There was no need to call for help. Volunteers young and old – cutting across the rigid boundaries of class, religion, caste, gender and language – set out in unison to make things better. It took the worst to bring out the best in people, providing an opportunity to reclaim one's humanity. Young people from privileged homes were out on the streets caring for the injured and feeding the hungry in pockets of the city that they would otherwise never have visited. Fish workers and village youth risked their lives to rescue the occupants caught in cars that were washed away or those marooned in swanky apartment blocks. Unmet needs were met: sending a clear message of solidarity. And many were the instances where human beings extended themselves for animals. Indeed, the Flood had triggered a new sense of collective consciousness among the people. This truly calls for a celebration of the spontaneous flowering of the human potential, to commemorate the spirit of community and to launch a Citizens Platform to Take our Future in Our Hands.*" Publication Citizens Platform sur les reseaux sociaux, le 22/12/2015

[2] D'après l'article intitulé "A song saluting Chennai's spirit, directed by Vikram", publié dans *The Times group*, le 30/12/2015

[3] D'après le site oxygen the band, URL: https://www.oxygentheband.com/blog/spirit-of-chennai-song

Le moment de la catastrophe bouleverse alors les critères de différentiations jusqu'alors établis, laissant entrevoir une forme de dissolution des barrières sociales. Cela n'empêche toutefois pas ces effets de concentration sociale de se heurter à des barrières symboliques et morales, recomposées selon les circonstances, et revêtant des formes nouvelles.

La persistance de frontières morales

Cet enthousiasme collectif et la rupture avec l'ordre social établi se traduit également par une forte polarisation des réponses, dans lesquelles émergent de nouvelles fractures ou nouvelles préoccupations. Ainsi un article publié dans *The Hindu* mentionne que « les pires scènes de l'inondation ont révélé les deux faces de Chennai : humour et humanité d'un côté, et une profonde indifférence des autorités et des discriminations castéistes de l'autre »[1]. Tandis que la solidarité domine dans les interventions pendant la crise, d'autres faits contrastent avec le sentiment d'unité qui abonde dans les discours, témoignant d'une recomposition des barrières sociales. Cela se manifeste dans les formes de harcèlement sexiste qu'ont subi les volontaires[2], ou encore par des attitudes marquées par des distinctions castéistes.

Les discours mettent en avant des différences de traitement des sinistrés en fonction de leur appartenance sociale. Ainsi, Vasundhara, habitante du quartier Adyar, commente des scènes auxquelles elle a assisté au journal télévisé, et fait part de ses inquiétudes quant au sort des habitants sinistrés, en particulier celui des classes supérieures :

- *Beaucoup de gens sont restés coincés... leurs maisons sont inondées. Pour les pauvres, ça va, ils vont trouver un autre endroit, ils peuvent s'adapter... mais les riches, où iront-ils ? Ils disent : "personne ne peut nous aider, pas le gouvernement... seul Dieu peut nous sauver". Ils sont à l'étage en train de pleurer.*[3]

[Vasundhara, 57 ans, professeure de yoga, résidant à Adyar]

En l'interrogeant sur les raisons de l'impossibilité de l'accueil de ces personnes dans des centres de secours, elle répond que les riches « *n'iront pas dans un bâtiment public* ». Ses propos attestent du refus pour ces personnes de faire l'expérience d'une situation identique à celle vécue par les sinistrés pauvres. Ainsi, se retrouver en posture de donataire, et subir une forme de relégation sociale en étant assisté serait considéré comme une épreuve d'autant plus traumatique. Cette remarque rappelle les récits de sinistrés, collectés et analysés par Julien Langumier (2006) après la crue de l'Aude, dans lesquels « [l]a « fierté d'être sinistré » et le « déshonneur » ressenti par certains à l'idée d'aller recevoir des aides dans les associations caritatives apparaissent comme des stratégies de résistance face à l'assimilation des sinistrés aux populations en difficulté, « de l'autre côté de la barrière » (Langumier, 2006 :111). Il montre d'ailleurs que l'expression de fortes émotions dans la narration de l'événement par les sinistrés n'est pas associée aux moments les plus dramatiques, mais survient systématiquement au moment de l'évocation de l'aide reçue, « passage de la position de donateur à celle de donataire » signant la « brutale relégation sociale provoquée par l'inondation » (Langumier, 2006 :111). En somme, « [l]a violence symbolique attachée à ces interactions résulte de la chute sociale des habitants en deçà de la position des donateurs respectifs » (*ibid.* : 112). Dès lors, les propos de Vasundhara peuvent être reçus comme une projection opérée sur ces habitants de classe supérieure, avec

[1] "*The worst scenes of flooding revealed two faces of Chennai: humour and humanity on one side, and deep official apathy and caste prejudice on the other*", d'après l'article intitulé "Following the flood" publié par *The Hindu* le 12/12/2015.

[2] D'après l'article intitulé « Chennai floods - Poor coordination, harassment mar volunteers' relief efforts » publié dans *The Times of India*, le 9/12/15.

[3] Extrait d'entretien 48 : Vasundhara, le 19/11/2015 (cf. annexe page 493)

l'expression de l'angoisse que suscite la possibilité de vivre une situation similaire. Couplé au constat de comportements sexistes et castéistes pendant les interventions des secours lors du sinistre, ce discours est un contre-exemple du discours dominant sur la cohésion sociale et l'affranchissement des barrières. À travers ces faits et énoncés, la persistance de formes de distinctions transparaît.

La catastrophe semble donc exercer une forme de « polarisation » de l'espace social, avec d'un côté des rapprochements francs et inédits entre les habitants, et de l'autre, la persistance ou la recomposition de phénomènes de mises à distance réciproques. Ce mouvement particulier m'amène à emprunter la métaphore de « brèche » pour analyser cette faille, à la fois rupture et bouleversement de l'ordre social. Au-delà de ces dynamiques, il importe de souligner que « [l]a mise à l'épreuve crée davantage de convergences que de confusions, elle perpétue un ordre du monde plutôt qu'elle ne le transforme radicalement » (Clavandier, 2015 :101). On peut parler de « brèche » également au sens où l'événement entrouvre un spectre de possibilités de réagencement de cet espace social, marquant la suite d'un point d'interrogation. Tandis que l'imaginaire du réordonnancement domine, la tournure des événements reste incertaine, d'autant plus que la catastrophe a cristallisé un certain nombre d'enjeux politiques. Un commentaire d'une lectrice de *Times of India* résume alors la situation à l'issue de la crise : « *Oui, les inondations de Chennai ont rassemblé tout le monde. Mais avec une exception – les politiciens*. »[1].

Émergence de la contestation

Le bilan des inondations donne lieu à de nombreuses controverses sur les défaillances et le manque de coordination dans la gestion de crise par les autorités étatiques, comme évoqué dans le chapitre 4. Et tandis que les pouvoirs publics sont sujets à de vives critiques de la part des habitants et militants, les revendications convergent pour donner lieu à plusieurs mouvements collectifs. Comment se réagencent les différents groupes d'intérêt à la suite de l'inondation ? Dans le contexte d'actions militantes menées à Chennai de manière indépendante et peu coordonnées, ce moment de remise en cause du pouvoir étatique s'apparente à un moment de redéfinition des positionnements de la « société civile ».

Mise en débat et remise en cause des modes d'urbanisation

L'issue de la catastrophe s'apparente à une situation de conflit, au sens où elle peut être analysée comme un « moment de dramatisation du débat public » (Melé, 2003 :5). Ainsi, conflits et controverses instaurent une scène sur laquelle s'échangent des arguments.

La catastrophe, en agissant comme révélateur des défaillances dans le fonctionnement ordinaire, met en visibilité les failles de la planification urbaine. La sortie de crise ouvre alors le débat sur la place du cours d'eau dans la ville ainsi que sur les modes de gouvernance de manière générale. Ce moment donne à voir des dynamiques semblables à celles que l'on observe lors du conflit, qui met en débat et « organise un temps pendant lequel les registres de légitimité sont rouverts » (Fourniau, 1996, cité par Melé, 2003 :5). La phase de problématisation est étroitement liée à la compréhension des causes de l'évènement. Comme le note Sandrine Revet, « [p]our réintroduire de l'ordre dans le désordre que la catastrophe a généré, la seule

[1] "*Yes, the Chennai floods brought all together. But with one exception- the politicians.*" commentaire publié en ligne en réponse à l'article « Rebuilding Chennai, restoring livelihoods », dans *The Times of India*, 12/12/2015.

reconstruction physique ne suffit pas. Après le désastre, il est aussi nécessaire de penser l'événement, c'est-à-dire de s'interroger sur son sens. » (Revet, 2007 :265).

Le premier argument évoqué dans les débats concerne la reconnaissance d'une urbanisation effrénée caractéristique du développement de la métropole et de la région ces dernières années, menant notamment au remblai et à la construction sur les lacs et zones humides. L'inondation est d'abord décrite dans les médias comme un « *eye opener »,* un *révélateur* pour les aménageurs de la ville[1]. Dans cette veine, un jeune habitant écrivait poétiquement que « les pluies de Chennai étaient une sorte d'« encre de vérité » qui effaçait (et exposait) toutes les farces de la création urbaine »[2]. La catastrophe expose ainsi au grand jour les problèmes latents, ignorés ou mis de côté, rappelant le « secret ouvert »[3] qui entoure l'urbanisation de Chennai, à savoir la négligence des zones humides d'une part, et les problèmes de gouvernance parmi les instances de planification de l'autre.

En effet, depuis les années 2000, l'essor du secteur de la technologie de l'information (IT) s'est accompagné d'une expansion de la construction dans la partie sud de la ville. Des 650 lacs et réservoirs que comptait la région, plus de 150 ont été partiellement ou entièrement urbanisés, en témoigne le nombre de quartiers dont les noms se terminent par *eri* (*lac* en tamoul) comme Semmancheri, Velachery, Polachery, Potheri, auxquels il faut ajouter d'autres lieux aux noms moins éloquents, tels que le quartier commercial de Thyagaraya Nagar, par exemple, développé sur l'ancien lac de *Long Lake*. Cette urbanisation massive des lacs et zones humides, conjuguée à une insuffisance des systèmes de drainage et d'évacuation des eaux, est en grande partie dénoncée par les associations environnementales. Une étude réalisée par des chercheurs de l'ONG écologiste *Care Earth Trust* présente un bilan alarmant[4]. Basée sur l'observation des variations spatio-temporelles, l'analyse montre qu'en 1980, l'aire urbaine représentait 47,62 km², soit 20% du territoire métropolitain (limites de la CMA) tandis que les zones humides s'étendaient sur 186,30 km² ; en 1991, la surface bâtie était multipliée par trois ; en 2000 l'urbanisation s'étendait sur 250 km², soit 68% du territoire de l'aire métropolitaine, laissant 117 km² de zones humides. Une décennie plus tard, l'aire construite a atteint 402 km² (85%) et les zones humides en sont réduites à une surface de 71 km² (15%). Les cartes diachroniques ci-dessous (Figure 105) présentent les situations en 1980 et en 2010, mettant en évidence les zones inondées en 2015.

[1] Voir l'article intitulé "'Chennai floods an eye opener for city planners" publié dans *The Hindu* le 05/12/2015.

[2] "*The Chennai rains were sort of a 'truth ink' that wiped clean (and exposed) all the farces of the urban establishment*", propos publié sur les réseaux sociaux.

[3] « *open secret* », expression issue de l'article intitulé « 80% of Chennai was wetland in 1980s, now 15%" publié par *The Times of India* le 05/09/2016.

[4] Les résultats de l'étude ont été publiés dans l'article de presse intitulé "80% of Chennai was wetland in 1980s, now 15%", publié dans *The Times of India* le 05/09/2016.

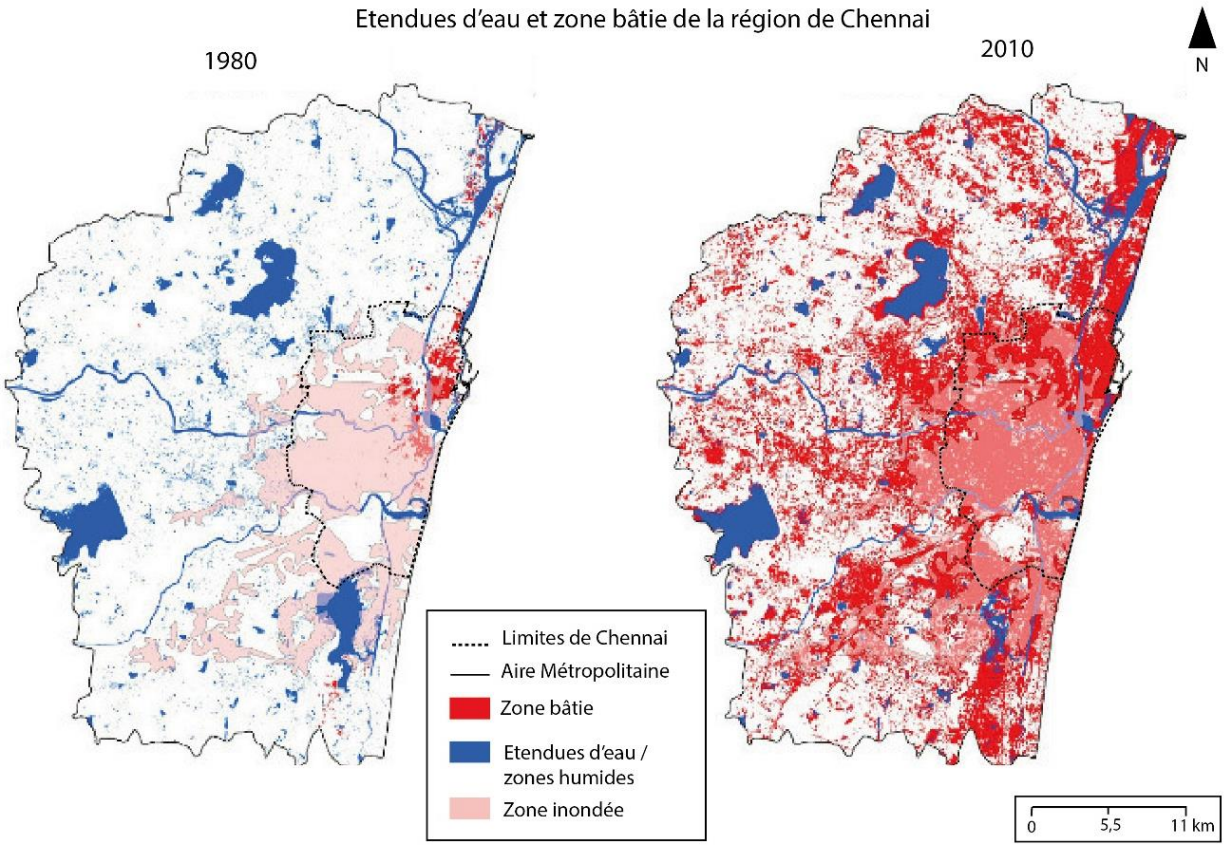


Figure 105 : Carte d'analyse géo-spatiale diachronique de l'urbanisation de Chennai – 1980 et 2000
Source : Care Earth Trust, URL: http://careearthtrust.org/flood/, adapté par Hochart, 2019

Le débat s'oriente alors autour de la question du « développement mal avisé et incontrôlé »[1] de Chennai. Une place plus importante est donnée à la voix des militants écologistes qui dénoncent cette expansion urbaine au détriment des zones humides[2]. Les constats quant à la négligence de l'hydrographie dans les modes d'aménagement du territoire abondent dans les discours environnementaux véhiculés dans la presse, soulignant un « manque d'entretien des rivières » ou « le dysfonctionnement de l'infrastructure locale de drainage »[3]. Parmi les habitants, les discours portent sur le caractère révélateur de l'inondation, qui « *a montré où étaient les [anciens] lacs* »[4] urbanisés. La prise de conscience du traitement actuel des lacs et des zones humides dans la planification urbaine fait entrer le débat dans une discussion plus large qui concerne les statuts attribués aux étendues d'eau ; les critiques s'élèvent à l'encontre du système de classification actuel

[1] "*unchecked and ill-advised development*" d'après l'article intitulé "India's Rescue Efforts Continue After Heavy Rains Torment Chennai" publié dans *The New York Times*, le 03/12/2015

[2] Sunita Narain, directrice du Center for Science and Environment à Delhi affirme, à l'issue de l'inondation de Chennai que l'art du drainage a été oublié, attribuant exclusivement le foncier à la construction, et non plus pour les espaces aquatiques. D'après les propos publiés dans l'article intitulé "India's Rescue Efforts Continue After Heavy Rains Torment Chennai", publié dans *The New York Times*, le 03/12/2015

[3] "These disruptive events were found to be attributable to failure in maintaining major rivers and drainage systems. Flooding of lesser magnitude occurs regularly in low-lying areas of Chennai and its suburbs because of inoperativeness of the local drainage infrastructure" d'après l'article intitulé "Memories of rain ravaged Madras" publié dans *The Hindu* le 09/12/2015

[4] "*It showed were the lakes were*" Sumedha, le 26/04/2017.

de ces espaces dans les documents de planification, basé sur le modèle britannique et ayant supplanté le système de représentation traditionnel tamoule de ces espaces[1]. L'architecte Tarakeshwari insiste sur ce point et met en avant le préjudice qu'implique l'usage du système britannique de classification des cours d'eau et étendues d'eau depuis la colonisation :

- *Je crois que l'inondation récente nous a montré que les zones où il y a eu le plus de problèmes étaient en fait des étendues d'eau. Et le problème [est survenu] là où la classification du foncier à Chennai pose problème. Parce qu'il y a deux rivières [à Chennai], celles-ci sont mentionnées dans nos documents. Il y a un océan, cela apparaît. Mais les rivières doivent suivre un chemin particulier, et ce chemin est appelé de beaucoup de noms : ça s'appelle un canal, ça s'appelle un étang... Par exemple, en tamoul, il y a 17 à 18 noms pour ça : Kutai, Kenni, Kenara et tout ça...*
- Pour désigner le canal ou l'étang ? Quel type de plans d'eau ?
- *Oui! Il y en a beaucoup. Pour l'eau stagnante, il y a un nom, pour l'eau en mouvement, il y a un autre nom. Mais nous n'utilisons plus cette classification. Nous utilisons une classification, je ne suis pas sûre du nom, de John Munrow, je crois, ou quelque chose comme ça. Cette classification désigne uniquement les grandes rivières, les étangs ou les lacs. Mais en réalité, c'est le chemin qui importe le plus : comment l'eau s'évacue-t-elle ? Tout cela est classé comme friche (wasteland) à Chennai. Je pense que c'est ça le problème… Parce que quand on a une rivière, il faut un exutoire. Il devrait y avoir un chemin pour que [l'eau] traverse. Tout ce chemin a maintenant été construit, alors où est l'exutoire de la rivière ? Je crois que c'est pour ça… Et même si celui-ci est classé en friche, les gens y construisent des appartements... Alors que si le terrain est classé comme partie d'une étendue d'eau, personne n'y touchera. Je crois que nous devrions reclassifier ou utiliser la classification traditionnelle des étendues d'eau. Alors que la classification britannique ou moderne ne propose que quatre types [d'étendues d'eau], celle-ci [la classification traditionnelle] a plus de 18 types. Si on suit cela, je pense que les gens le reconnaîtront advantage.* [2]

[Tarakeshwari, 29 ans, architecte et urbaniste, membre du CCM]

Les énoncés sur la catastrophe s'accordent alors à situer la cause de l'inondation en lien avec l'urbanisation des zones humides. Ce phénomène est perçu par les habitants comme la résultante d'une mauvaise planification, associée aux problèmes de gouvernance politique, ou encore comme la conséquence de l'évolution du système de classification des étendues d'eau opérée à l'époque coloniale. Or, peu d'entre eux évoquent les limites du paradigme développementaliste. Nityanand Jayaraman, militant écologiste, compte parmi les rares voix qui s'élèvent contre le modèle économique dominant, mentionnant que « les inondations ont été créées par des ingénieurs cupides »[3], et invite à questionner la définition même des notions de développement et de progrès.

La catastrophe a suffisamment ébranlé les modes de planification pour que ceux-ci soient profondément questionnés. Il faut compter d'ailleurs un facteur essentiel apporté par la catastrophe et qui change la donne : la mobilisation collective des habitants dans la gestion de crise. Cet élan se cristallise en une volonté d'implication citoyenne dans les processus urbains. En effet, les diverses cartes interactives et collaboratives (*crowdsourcing)* créées collectivement par les habitants pendant la gestion de crise afin de rendre compte de la situation et ainsi orienter les actions des volontaires ont joué un rôle crucial. En particulier, le développement de l'application *Chennai Flood Map*[4] par des collègues d'une entreprise d'informatique au sein d'une

[1] Ce point est évoqué brièvement dans la première section du chapitre 3, dans le paragraphe intitulé « Fossé, drain, marigot : question de terminologie »

[2] Extrait d'entretien 49 : Tarakeshwari, le 25/11/2015 (cf. annexe page 494)

[3] D'après l'article intulé "Chennai floods are not a natural disaster—they've been created by greedy town planners and dumb engineers" écrit par Nityanand Jayaraman et publié dans *Quartz* le 02/12/2015.

[4] Cette carte est disponible en ligne à l'adresse : https://osm-in.github.io/flood-map/chennai.html#11.65/13.0493/80.2593

plateforme de cartographie en accès libre à Bengaluru (Bangalore) est considéré comme une initiative à la croisée de « trois changements révolutionnaires »[1] : d'abord, elle est participative et permet aux citoyens ordinaires d'apporter leur connaissance locale ; ensuite, elle repose sur une technologie de cartographie *open source,* elle est donc gratuite et les données sont gérées par la communauté ; enfin, elle a rendu possible la participation de citoyens ordinaires à une large échelle. Le succès de cette application et la coordination qu'elle a permise incite donc les habitants à poursuivre la création de leurs propres instruments de gestion du territoire, notamment dans un contexte où les supports cartographiques disponibles sont restreints. Le manque de données et de cartes est le premier élément pointé par les groupes militants comme cause d'une mauvaise gestion territoriale.

À la suite de l'événement, on assiste à la mise en circulation de nombre de cartes localisant les zones anciennement humides et aujourd'hui urbanisées[2]. La planification jusqu'alors menée dans une approche stato-centrée selon un mouvement *top-down* est désormais fondamentalement remise en cause ; l'après-crise est un moment de redéfinition de l'implication des habitants dans les processus de décisions relatifs à l'action sur le territoire. Comme le note Nicolas Dodier, « la notion de catastrophe signale, par rapport aux risques plus ordinaires, une défaillance majeure, et donc la remise en cause des dispositifs antérieurs de gestion des risques » (Dodier, 2013 :269).

L'action collective comme nécessité

La prise de conscience collective des défaillances, à la fois de la coordination de l'action publique ainsi que des modes de planification, contribue à faire émerger la contestation du pouvoir étatique. Le choc de la catastrophe et le deuil des pertes engendrées laissent place à une réflexion collective conjuguée à une colère partagée, mobilisatrice dans l'action. En effet, la catastrophe « est inévitable, irréductible, mais nous permet dans le même temps de penser l'avenir en mettant en œuvre des stratégies pour qu'elle ne se reproduise pas » (Clavandier, 2015 :103).

L'action collective est ici entendue au sens large comme une « action conjointe » ou une « action concertée », qui « se distingue des « effets agrégés » ou des « effets émergents » étudiés par l'individualisme méthodologique, en ce qu'elle implique une intention consciente de la part des acteurs qui y participent » (Cefaï, 2007 :8). La remise en cause de la gestion de crise par les autorités tient lieu de déclencheur de la mobilisation. Les autorités étatiques n'étaient auparavant pas exemptes de critiques. Néanmoins, le rapport d'ordre filial entretenu vis-à-vis de la *Chief Minister* appelée communément « *Amma* » (mère), et son parti AIADMK, a constitué un frein à la possible contestation. L'issue de la catastrophe donne à voir une situation différente, dans laquelle les critiques du pouvoir se font plus prononcées. Cette contestation des autorités largement déployée *via* les réseaux sociaux[3] s'accompagne d'un mouvement de convergence et de réagencement au sein de groupes militants et habitants. Plusieurs rassemblements ont lieu, avec des revendications diverses, et poursuivant des objectifs différents. Ainsi, le *Chennai Rally* organisé le 20

[1] D'après l'article intitulé "The city's flood map goes global" publié dans *The Hindu* le 31/10/2016.

[2] Lors de l'événement « urban nature in Chennai » à l'IIT le 25/01/2016, lors d'une présentation de l'ONG Arappor Iyakkam dans le cadre d'un évènement organisé par le CAG initulé « Reclaiming Land And Water Common » le 11/02/2017

[3] D'après l'article intitulé "Relief mired in chaos, anger rises in Chennai" publié par *The Times of India* le 06/12/2015.

décembre 2015 est une manifestation essentiellement d'ordre social, dans l'objectif de demander que justice soit rendue vis-à-vis des populations sinistrées les plus pauvres. Il s'agit dans le même temps d'une opposition, par anticipation, au déplacement des populations sinistrées sur les sites périphériques (Figure 106), et d'un moment de recueillement en hommage aux victimes. D'autre part, l'événement '*Floods: remembering and questioning*'[1] du 25 décembre 2015 invite des sinistrés, des volontaires, des experts, écrivains et militants à partager leurs expériences de la catastrophe ; il est annoncé comme une journée d'interaction et d'introspection sur l'évènement (Figure 107).



Figure 106 : Photo de la manifestation "Chennai Rally", Marina Beach
20/12/15



Figure 107 : Photo de l'évènement "Floods: remembering and questioning" organisé par l'association Ambedkar Periyar Study Circle
25/12/15

Les initiatives menées dans le but de se réapproprier la ville sont nombreuses et attestent d'une volonté de réordonnancement qui ne concerne pas uniquement l'espace urbain mais qui induit également la refonte des modes de participation citoyenne. Parmi celles-ci, on peut citer *Namma Chennai* ou encore *Chennai Reclaim*. Présentée comme « un projet pour sauver Chennai », *Namma Chennai* est une initiative portée par SBIOA (State Bank of India Officers' Association) et un groupe d'ONGs, qui consiste à centraliser et divulguer des informations sur Chennai et les enjeux environnementaux. Leur site internet rassemble des rapports d'études environnementales, des cartes et recense les manifestations organisées. Le rassemblement '*Save Chennai Rally*' est l'une d'entre elles, visant à sensibiliser les jeunes à l'environnement et à les inciter à développer un sens de la citoyenneté[2]. Ainsi, des élèves et étudiants ont déambulé le long de la plage de Marina le 10 janvier 2016 (Figure 108 et Figure 109) avec des pancartes préparées en amont par les enseignants, portant essentiellement des messages d'ordre environnemental : on peut y lire les inscriptions suivantes : « Sois fantastique, dis non au plastique », « Sauve l'eau, sauve la vie », « Sauvez le marais Pallikaranai », « L'Adyar et la Cooum sont des rivières, pas des caniveaux », « Restaurez les plans d'eau ».

[1] Organisé conjointement par le Ambedkar Periyar Study Circle, Chennai et Periyar Self Respect Media.

[2] D'après la description présentée sur le site Namma Chennai, disponible à l'adresse : http://nammachennai.co.in/events.html



Figure 108 : « Restaurez les plans d'eau », manifestation à Marina Beach
10/01/16



Figure 109 : « L'Adyar et la Cooum sont des rivières, pas des caniveaux », manifestation à Marina Beach
10/01/16

Source :$

L'initiative *Chennai Reclaim,* quant à elle, voit le jour à l'issue d'une réunion de réflexion (*brainstorming*) dénommée "*Seize the opportunity: beyond relief & rehabilitation to reclaiming chennai, our lives and democracy*" tenue le 13 décembre et coordonnée par l'association militante Vetiver Collective. Cet événement, qui a rassemblé plus de 150 personnes, avait pour but de dresser un bilan de la catastrophe avant d'envisager collectivement les prochaines étapes pour redéfinir les processus de gouvernance. Compte tenu de l'investissement de nombre de jeunes dans les opérations de secours, d'assistance et de réhabilitation, l'initiative entend concentrer l'ensemble de ces efforts pour engager une action sur le long terme. La réunion s'appuie sur la prise de conscience de la défaillance des institutions étatiques lors du désastre, ainsi que le grand nombre de volontaires mobilisés dans les opérations de secours pour repenser l'implication des citoyens dans la gouvernance, c'est-à-dire « *se réapproprier la démocratie* » (*to reclaim democracy*). La catastrophe permet alors de traduire la situation politique : « en tant que volontaires ayant pris part aux secours, confrontés à des institutions inutiles […], nous pouvons assurément nous engager dans la mission, de loin plus formidable, qui est celle de gérer le désastre qu'est devenue notre démocratie »[1]. Afin de se réapproprier le gouvernement, la plateforme citoyenne *Chennai Reclaim* est créée sur les réseaux sociaux, formant un collectif permettant aux habitants d'élaborer de nouvelles initiatives afin de « faire de la ville un lieu de vie plus inclusif, sûr et respectueux de l'environnement »[2]. C'est donc ici la question des modes de gouvernance et de participation qui est abordée sous le terme de « démocratie ». Bien que le mouvement *Chennai Reclaim* soit à l'initiative de résidents de classes supérieures, plutôt issus du milieu académique et militant, avec des réunions organisées dans le quartier huppé de Besant Nagar, il n'ambitionne pas moins un changement

[1] "*Surely, as people who ably faced the daunting task of rescue, relief and rehabilitation in the face of a useless and anti-social establishment, these countless volunteers, back-office geeks, valiant rescuers and coordinators of youth-run portals -- like TheNewsMinute &Thelogicalindian -- can take on the far more formidable task of handling the disaster that our democracy has become*." Extrait de la description de l'évènement publiée sur les réseaux sociaux.

[2] Propos repris de la présentation du groupe sur les réseaux sociaux.

d'ordre social, avec une volonté d'ouverture et d'inclusion sociale. Témoignant d'une forte conscience de classe, Nityanand commente à ce propos que « *ce n'est pas un problème que le mouvement soit porté par des "peters" »,* un terme désignant assez péjorativement, depuis la période coloniale, les élites qui s'expriment dans un anglais britannique. Il poursuit en soulignant que « *nombre de changements sociaux dans l'histoire ont été initiés par des peters* », l'important étant, selon lui, de proposer un espace pour que l'ensemble des revendications portées par différentes classes sociales puissent être entendues. Si la lutte sociale était à l'agenda du Vettiver Collective bien avant la catastrophe, celle-ci réunie les conditions nécessaires au changement, et catalyse l'action militante. On voit ainsi comment « la catastrophe en tant que rupture traumatique peut être un moteur de changement social en intervenant sur les inégalités » (Donze, 2018).

Dans la même idée, le groupe et forum *Citizens Platform* est créé sur les réseaux sociaux par des habitants qui souhaitent « prendre [leur] futur en main »[1]. Cette plateforme fait suite à un rassemblement organisé le 27 décembre et entend contribuer à coordonner les futures actions citoyennes. Ces initiatives témoignent d'une volonté de repenser la notion de citoyenneté et de mettre en œuvre des stratégies pour redéfinir les cadres de la relation au pouvoir étatique.

Cette période est alors caractérisée par une forte activité des associations militantes et ONG, avec la formation de collectifs de résidents à partir des groupes de volontaires formés pendant la crise, ou encore la mise en circulation de cartographies et autres données produites par les habitants. Invité à la radio *Chennai Live* pour partager ses perspectives à l'issue de l'inondation, Siddhart, fondateur de l'ONG *Kabadiwalla Connect*, associe métaphoriquement la catastrophe à la maladie, insistant sur la nécessité de l'action : « *C'est comme avoir un cancer. Une fois que tu sais que tu as un cancer, tu ne peux pas juste l'ignorer. Tu vas agir pour te battre contre lui ! »*[2]. Les dysfonctionnements latents révélés par l'inondation sont ainsi associés à la maladie. Cette comparaison est d'autant plus intéressante lorsque l'on se rappelle que le contexte d'émergence des *disaster studies* dans les années 1950-1960 a partagé les préoccupations sur l'ordre social qui sont également à l'origine du développement de la sociologie et de l'anthropologie de la maladie (Dodier, 2013). Comme le souligne Nicolas Dodier :

> « [l]a maladie est vue également dans ces travaux, certes à un niveau généralement plus individuel que la catastrophe, et d'une façon peut-être moins destructrice, comme une menace pour l'ordre social. Et c'est donc, au travers de l'étude de la maladie, une meilleure compréhension de l'ordre social, ainsi que des moyens de le préserver (ou d'y revenir), qui est au cœur des sciences sociales de cette époque. »[3] (Dodier, 2013)

Le fonctionnement social profondément affecté, par la maladie ou la catastrophe, apparaît donc à la racine de la nécessité du réordonnancement, individuel ou collectif. Sandrine Revet souligne que la réflexion, l'attribution du sens à l'évènement et la mise en ordre caractérisent la période post-désastre :

> « la question de la remise en ordre [se] […] retrouve partout, c'est un universel, quelle que soit la forme qu'elle va prendre, il va falloir mettre en place des dispositifs qui permettent à la fois de donner du sens, d'expliquer ce qui s'est passé, et de mettre en place des actions pour essayer de faire que cela ne se reproduise pas. C'est une récurrence que l'on retrouve aussi bien dans la sphère «

[1] Le slogan de la citizen plateform est "*Take our future in our hands!*"

[2] "*It's like having a cancer. Once you know you have a cancer, you can't just ignore it. You will fight against it*" propos de Siddhart, fondateur de l'ONG Kadabiwalah Connect, lors de son intervention à Chennai Live, le 15/12/2015.

[3] Sur la place du « langage de l'ordre » dans l'étude des questions médicales en sciences sociales, voir le chapitre de Nicolas Dodier intitulé « Ordre, force, pluralité. Articuler description et critique autour des questions médicales » publié dans l'ouvrage de Pascale Haag, Cyril Lemieux (éds.), *Faire des sciences sociales, t. 1, Critiquer*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2012, pp. 317-342

> experte » que « profane » – bien que ces séparations soient problématiques puisqu'on observe plus de circulation que de séparation. » (Revet, 2011)

Les problématiques abordées dans cette partie concernent davantage la sphère militante, mais les discours experts et officiels attestent d'une même nécessité de mise en ordre, au niveau plus infrastructurel cette fois : la Municipalité annonce la mise en œuvre urgente de travaux pour le dragage de 1 900 kilomètres de drain d'eaux pluviales, l'entretien de lacs et d'étangs, tandis que le département des travaux publics prévoit l'élargissement de la rivière Adyar[1]. À l'issue de la catastrophe, c'est donc un discours sur le changement qui domine et circule dans les différentes sphères (habitantes, expertes, institutionnelles, militantes), pour annoncer les actions nécessaires à mettre en œuvre afin d'éviter la reproduction du désastre. Les chapitres 6 et 7 abordent les répercussions concrètes de l'inondation, au-delà des mesures annoncées.

La nécessité de réordonner le social et de repenser les modes de gouvernance, partagée parmi les militants et habitants, se traduit en termes de mise en ordre spatial du point de vue des institutions étatiques, comme il sera abordé plus loin. Dès lors, plusieurs voies s'ouvrent quant à la mise en œuvre de ce changement, abordé plus ou moins radicalement. La notion de *bifurcation* en sociologie se révèle alors particulièrement utile pour penser la situation de carrefour dans laquelle plusieurs scénarios se dessinent.

Tactiques habitantes et critique des dispositifs

Sous quelles formes se poursuit l'action collective ? Quelles voies s'ouvrent et quelles autres se ferment ? Ce « devenir autre » appelle constamment à être situé au croisement de logiques structurelles et de logiques actantielles, de dispositions individuelles et de contextes spécifiques, dont les concepts d'événement et de bifurcation visent précisément à saisir les modes de liaisons et d'interactions (Bessin et al., 2010). La mobilisation semble s'essouffler au fur et à mesure que l'ordinaire reprend son cours. Tandis que certaines pratiques et discours restent circonscrits dans le temps de l'inondation, le réagencement et la mise en relation de certains groupes d'habitants s'inscrivent sur la durée. Comme le rappelle Michel Grossetti (2003), l'ampleur de la bifurcation dépend fortement de l'échelle d'analyse de la catastrophe, bien que d'autres facteurs soient également déterminants.

D'abord, il faut bien entendu nuancer le propos quant à un mouvement de contestation qui serait généralisé. En effet, les critiques adressées aux autorités publiques, si elles sont vives et partagées par un grand nombre d'habitants, ne font pas l'unanimité. Le discours politico-médiatique sur la « naturalité » de la catastrophe[2] a imprégné certains esprits qui n'hésitent pas à mobiliser cet argument à la défense des autorités :

> *« Le gouvernement a fait du bon travail. J'étais avec eux, nous travaillions jour et nuit. Ils ont fait du bon travail pour contrôler les épidémies. Vous voyez, avec cette quantité d'ordures flottant dans l'eau, on aurait pu s'attendre à des maladies. Mais c'était contrôlé ! Ils n'avaient pas de moyens de communication. [...] Pour une ville de 10 millions de personnes, ce n'est pas possible d'avoir un plan catastrophe ! Voyez, toutes les villes sont inondées : Londres, Katrina aux États-Unis ... et personne ne s'en sort ! »*[3]

---

[1] D'après l'article intitulé « No lessons have been learnt from Chennai floods » publié dans *The Economic Times*, le 29/05/2016.

[2] La mise en récit d'une catastrophe naturelle dans les discours politiques est abordée dans le chapitre 4.

[3] "*The government did a good work. I was with them, we were working day and night. They did a good work in controlling the epidemics. See, with this amount of garbage floating in the water, we could have expected diseases. But that was controlled! They didn't have means of communication. […] For a city of 10 million people, it is not possible to have a disaster plan! See, all cities are flooded: London, Katrina in the USA… and nobody manages!*", Durganand, carnet de terrain, le 12/01/2016

[Durganand, 55 ans, architecte et professeur]

Perçue comme inévitable, la catastrophe serait, dans tous les cas, ingérable, laissant finalement peu de marge de manœuvre aux autorités publiques. Faisant fi des 500 personnes décédées suite au manque d'information et d'anticipation, l'architecte Durganand soutient l'exemplarité de l'action de l'État face à des conditions aussi extrêmes qu'imprévisibles. De surcroît, l'incompétence des autorités est parfois « euphémisée » dans la tentative de comprendre ce manque d'anticipation et de coordination des autorités publiques :

> *« Mais, le problème c'est qu'il n'y a pas de transmission [de connaissance] chez eux, non ? Quelles que soient vos connaissances, vous partez à la retraite et votre expérience s'en va avec vous. [...] Prenons l'expérience particulière de ce type, sera-t-elle utile d'ici 10 ans ? Sera-t-il encore ici ? Non ! À moins que cela soit documenté comme il faut, ou que quelque chose soit fait, je ne saurais pas. »* [1]
>
> [Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Finalement, la prévalence d'une « culture de la compensation », à travers des dispositifs d'indemnisation, réponse à court terme des autorités publiques, assourdit les revendications portées par les habitants, notamment ceux les plus affectés par la catastrophe et économiquement fragiles. Lors d'un échange avec un résident de Govindaswamy Nagar dans la rue à proximité du canal Buckingham, ce dernier se dit satisfait de la réponse du gouvernement :

- *Ici c'était plein d'eau, l'eau est arrivée jusqu'à la route ! Mais le gouvernement a donné 5000 roupies, donc pas de problème... 100% ok*
- Et si cela se produit à nouveau?
- *Alors on recevra encore 5000 roupies !* [2]

Cet exemple rejoint l'observation de Sandrine Revet et Julien Langumier (2013), qui rappellent que :

> « dès l'instant où ils se déploient et rencontrent le quotidien, les modes de gouvernement de l'exceptionnel – reconstruction de logements, campagnes de vaccination, construction d'ouvrages ou indemnisation des « victimes » – sont susceptibles d'être soumis à l'épreuve de la transformation, du bricolage, du détournement, de la discussion, en bref et pour le dire avec les mots de Boltanski et Thévenot, de la critique » (Revet, Langumier, 2013 :15).

C'est sûrement en raison de ces réactions, et aussi au vu des expériences passées que l'activiste Nityanand Jayaraman émet des réserves quant à la portée mobilisatrice et radicale de la catastrophe : « Les gens n'apprendront rien [...] En janvier, ils oublieront toutes les discussions que nous avons eues en décembre à moins qu'il n'y ait une autre inondation pire que celle-ci. »[3].

Le fait que les habitants oublient ce qu'il s'est passé et retrouvent rapidement le confort d'un équilibre longuement établi, laisse peu de place à un changement des rapports de force ou des relations au cours d'eau sur la durée. Les propos de Vidyadhar, membre du CCM vont dans ce sens :

---

[1] Extrait d'entretien 50 : Minakshee, le 29/04/2016 (cf. annexe page 494)

[2] "*Here it was full of water, the water came until the road! But the government has given 5000 rupees, so no problem… 100% ok*" propos recueillis *in situ* le 19/02/16.

[3] "*People will not learn anything […] In January they will forget all the discussions we had in December unless there is another flood that is worse than this*", propos issus d'un entretien avec Nityanand Jayaraman conduit par *The Rediff,* et publié dans l'article intitulé « You can't bribe nature » le 18/12/2015.

- Pensez-vous qu'après les inondations, les gens seront plus conscients ?
- *Ils ont oublié... ils ont oublié les inondations. Ils sont... littéralement, personne... Juste en trois ou quatre jours, les gens sont juste normaux, ils parlent d'autres choses. Je pensais que cela aurait un impact à vie ! Parce que, pour ces gens qui ont été bloqués ou qui ont perdu leur proche, ce le sera... mais la majorité est... J'ai un ami qui vit à Velachery, (en baissant le ton) pendant cinq jours il y a 5 pieds d'eau à l'intérieur de sa maison, il a une maison au rez-de-chaussée. En fait, quand je lui demande, il dit "pour cinq jours nous allons dans un bateau ! » On peut voir aucun espoir ! [...] Je pense (il hésite), dans les appartements au rez-de-chaussée, les gens ne resteront pas. Tout le monde parle d'une inondation par siècle alors... Mais... Ça n'arrive pas comme ça, non ? Elle n'attend pas 90 ans pour apparaître ?* [1]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Le doute plane quant à la tournure des événements. Mais ce récit est là pour illustrer « la façon dont la catastrophe se dilue dans les pratiques de ceux qui la vivent » (Revet, Langumier, 2013 :15). En effet, les phénomènes observés lors des semaines suivant le désastre, font écho aux constats émis par Sandrine Revet et Julien Langumier :

> « [t]rès vite, loin des caméras et peu spectaculaire, la vie reprend, sur les ruines et les traces de la catastrophe. Les pratiques et les tactiques qui se déploient alors ne sont pas uniquement centrées sur le fait de « se remettre » ou de « faire face » à l'événement comme le décrivent trop souvent les recherches préoccupées de « résilience ». Elles conjuguent les savoir-faire ordinaires avec les nouveaux enjeux, les nouveaux acteurs et les nouvelles ressources apportées par la catastrophe. L'enjeu est alors de savoir discerner et rendre compte non plus de ce que la catastrophe détruit, mais bien de ce qu'elle contribue à produire, à faire advenir comme recompositions sociales. » (Revet, Langumier, 2013 :15)

Cette partie sur l'action collective montre ainsi la manière dont la catastrophe, en mettant au jour des problèmes latents, a rassemblé les habitants autour de revendications partagées. Les réponses habitantes à la crise donnent à voir des actions collectives déployées de manière polarisée avec, d'un côté, une forte cohésion et, de l'autre, non pas la dissolution, mais le déplacement des barrières sociales. Cette action coordonnée se poursuit dans le temps, avec une volonté des habitants de redéfinir les modalités de l'implication des habitants dans les processus de décisions et de planification.

Une fenêtre d'opportunismes

L'inondation donne lieu à un discours du changement et suscite une mise en mouvement des acteurs sur le terrain, en particulier dans la sphère militante. Deux logiques se dessinent alors, entre le « vivre avec » ou la rupture (Revet, 2007). Cette partie s'attache désormais à analyser la manière dont cette action se structure dans le temps, en se plaçant désormais sur une échelle temporelle élargie : les propos et observations sont recueillis sur une période allant de l'inondation à un an et demi après le drame. D'abord, il s'agit de montrer comment l'inondation peut être saisie en tant qu'actant (Latour, 2006), au sens où elle provoque l'action. Ensuite, on s'intéresse au lien entre le changement des représentations sur la rivière induit par l'évènement et le repositionnement des acteurs. Le regard porte ici sur les groupes CAI et CCM, qui font l'objet d'une analyse approfondie dans ce travail. Si les modes d'action des groupes environnementalistes ont été abordés dans le chapitre 3, cette section propose d'y revenir sous un autre angle, afin de rendre compte de la manière dont leurs pratiques et revendications ont gagné en légitimité après la catastrophe.

[1] Extrait d'entretien 51 : Vidyadhar, le 18/04/2016 (cf. annexe page 494)

L'inondation comme actant

La première partie de ce chapitre a mis en évidence la manière dont l'inondation a révélé les dysfonctionnements de l'ordre social urbain, et de la gouvernance, laissant place à un discours dominant sur le changement. À partir de ce constat, cette section entend montrer la manière dont l'inondation a provoqué l'action vis-à-vis du cours d'eau ou des étendues d'eau, et a permis de concrétiser un certain nombre de projets. Marquant le passage de l'intention sur un plan idéel, à sa réalisation au niveau matériel, l'inondation joue un rôle d'actant, concrétisant les intérêts et intentions jusqu'alors latentes.

Moment de concrétisation

Dans le courant de la sociologie pragmatique, l'inondation s'apparente à une épreuve qui réactive des *états-choses* (le cours d'eau en tant que fleuve) et des *états-personnes* (l'être social solidaire) (Boltanski, Thévenot, 1991) jusqu'alors latents. De cette redéfinition des statuts attribués aux êtres et aux choses, émerge une situation particulière, une prise de conscience, qui amène un changement. L'événement provoque l'action. Cette action se déploie dans des registres variés. D'abord, elle s'inscrit dans la montée d'un sentiment de responsabilité individuelle et collective vis-à-vis du désastre. Ainsi, Tarakeshwari évoquait cette question lors des premières inondations en novembre 2015 :

> *« Je pense que nous avons été léthargiques depuis très longtemps. Nous avons été très silencieux pendant une longue période. Nous attendu que beaucoup de gens fassent beaucoup de choses. Même maintenant, avec les inondations, il n'y a eu que des plaintes : « Ils n'ont pas fait ci, ils n'ont pas fait ça... Mais quelle est ta contribution ? Qu'as-tu fait? C'est donc ce qui prendra un sens plus efficace.»*

Elle poursuit en soulignant la nécessité de se repositionner comme partie prenante de la réalité construite, de se définir comme « acteur » dans la situation :

- *Nous sommes également des parties prenantes, le gouvernement est également une partie prenante, la nature est également une partie prenante, même le chien de rue est une partie prenante. Quand je parle de la ville, chaque partie, mobile et immobile, est une partie prenante. Je pense donc qu'en tant que personne responsable ... J'ai vu des gens, même s'ils avaient des problèmes avec le gouvernement, ils accomplissaient un travail remarquable. Vous devez donc avoir cet intérêt en vous, ce qui vous fera travailler. Donc, je pense que cela devrait venir de l'intérieur !*[1]

[Tarakeshwari, 29 ans, architecte et urbaniste, membre du CCM]

L'inondation déclenche alors cette prise de conscience du rôle à jouer en tant que citoyen. De plus, les convergences des revendications à l'issue du désastre et la mise au jour des problématiques liées à l'aménagement du territoire concourent à mobiliser les habitants. Près d'un an et demi après l'inondation, Tarakeshwari revient sur cet évènement toujours impactant. Elle exprime :

- *L'inondation a réuni les gens. L'inondation a eu lieu à cause de raisons humaines, il peut donc y avoir de nombreuses conséquences.*[2]

Cet essor de la responsabilisation individuelle tend à modifier le rapport à l'action des habitants, à divers niveaux : l'action envers la rivière dans le cadre de leurs activités quotidiennes, d'une part, et leur implication

---

[1] Extrait d'entretien 52 : Tarakeshwari, le 25/11/2015 (cf. annexe page 494)

[2] « *The floods brought people together. It happened due to man-made reasons, so it might have a lot of impact* », Tarakeshwari, le 20/04/2017

dans les processus de décision à l'échelle plus large, de l'action urbanistique. C'est à la croisée de cette double ambition que se situe *la Clean Adyar Initiative,* le mouvement porté par Aravind et Karunakar, deux membres du Boat Club. Tandis que l'intention était déjà formulée, c'est l'inondation qui a catalysé la mise en œuvre de ce projet. Aravind revient sur l'initiation du mouvement et le rôle de l'inondation dans cette concrétisation :

- Quand est-ce que cette initiative a démarré ?
- *À mon retour de Delft, nous avons commencé à réfléchir avec quelques personnes intéressées et… officiellement, nous l'avons lancée le 22 mars, lors de la Journée mondiale de l'eau.*
- De cette année ?
- *Oui, cette année… mais alors, tu sais, c'était dans l'air depuis septembre dernier. Nous avions déjà contacté certaines personnes et leur avions demandé comment elles pouvaient aider… mais, pour le public, cela vient d'être lancé.*
- En fait c'est assez récent ?
- *Oui, c'est très récent, oui! (souriant)*
- Donc vous avez senti qu'après les inondations, il y avait plus de gens prêts à s'impliquer ?
- *Oui ! Alors… à mon avis, la seule bonne chose que l'inondation a provoqué, c'est de sensibiliser les gens sur… l'état déplorable de la rivière. Donc, advantage de gens sont conscients que… "hé, nous avons une rivière! La rivière Adyar!" (rires) Pendant l'inondation, il a semblé qu'elle s'écoulait plutôt bien! (souriant)… peut-être devrions-nous faire quelque chose à ce sujet…*[1]

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Ses propos révèlent que l'idée était déjà "dans l'air", il parle d'une intention "flottante" ("*floating around*") antérieure à l'évènement, mais l'inondation a permis de la concrétiser. Il note que l'inondation a "sensibilisé les gens" à la présence de la rivière et à la nécessité d'agir pour la restaurer. En ce sens l'invention du fleuve des élites (dont il est question dans le chapitre 3) n'est plus uniquement une représentation mentale, mais se matérialise pour une majorité d'habitants.

Le débat autour de l'urbanisation des zones humides lié aux causes de la catastrophe s'est mué en discussion autour du devenir des rivières et leur possible restauration. Les évènements organisés par l'institut culturel allemand, le Goethe-Institut Max Muller Bhavan, évoqués dans le chapitre 3, s'inscrivent dans cette perspective. Le festival artistique sur les rives de la Cooum avait été annoncé puis annulé en 2015, faute de permissions officielles, mais les organisateurs du Cooum Art Festival soulignaient en décembre 2015 que « les pluies incessantes causant des inondations à Chennai et au Tamil Nadu et provoquant des dégâts humains et matériels » avait aussi contribué à « ouvrir le débat autour des conditions de l'écosystème de la rivière »[2]. La rivière s'impose alors comme fil conducteur de la programmation culturelle du Goethe-Institut à l'issue de l'inondation. Ainsi, en 2016, le *Chennai Water Forum* est organisé pour lancer plusieurs discussions sur l'eau, l'urbanisation et son impact sur l'écologie. L'idée à la base de cette initiative était d'encourager la

[1] Extrait d'entretien 53 : Aravind, le 14/04/2016 (cf. annexe page 495)

[2] "*Incessant rain has caused floods in Chennai and other parts of Tamil Nadu causing damage to life and property. It has also opened up debate around conditions of river eco-system.*" Propos tirés d'une publication émise par le porte-parole du groupe « Coovum art festival » sur les réseaux sociaux, 17/11 /2015.

participation de la société civile à la restauration des cours d'eau[1]. Cet évènement donne ensuite lieu au programme "Embrace our Rivers", mené avec l'appui des autorités étatiques du CCRT. Celui-ci s'accompagne d'un partenariat entre l'Allemagne et l'Inde, avec des collaborations institutionnelles visant à croiser les regards experts sur le cours d'eau. Par ailleurs, ces évènements impliquent des échanges académiques avec l'Allemagne. Ainsi, "les étudiants des écoles gérées par la Municipalité ont eu la possibilité de faire un voyage éducatif en Allemagne pour s'informer sur les projets durables liés à l'eau. Plusieurs marches et ateliers ont également été organisés pour sensibiliser les participants à la disparition des masses d'eau et à la nécessité de les protéger." Ces dynamiques renforcent le constat quant au déploiement d'une forme d'environnementalité néolibérale. Dans la poursuite de ce programme, le DAMnedART Festival est lancé en mars 2018 comme une version différente de l'idée originale du Cooum Art Festival[2]. Cet évènement organisé sur une période d'un mois, avec des spectacles et expositions sur le thème de la rivière, vise à proposer une perspective différente sur la rivière Cooum, créer un dialogue, réfléchir sur la responsabilité collective et encourager l'action[3].

L'art est ici employé comme un instrument pour déployer l'action. Le groupe d'architecte allemand Atelier Le Balto souligne ce point :

> «L'art est important dans ce contexte car il sert d'outil pour lancer cette discussion vitale entre les citoyens et leur ville. Les visiteurs des œuvres d'art deviennent plus que des spectateurs, ils deviennent des acteurs qui jouent un rôle dans la formation de la ville dans laquelle ils souhaitent vivre."

Il poursuit :

> La détérioration rapide des cours d'eau et des masses d'eau devrait être au centre de toutes les discussions visant à rétablir un équilibre entre la ville créée par l'homme et la nature. Le message est clair : «Les habitants de Chennai devraient célébrer l'écosystème unique de la ville, ses lacs et ses rivières!»[536]

Les évènements organisés par le Goethe-Institut entendent alors ouvrir le débat sur la rivière, son état sur le plan environnemental, son traitement et son devenir. En particulier la tenue du *Chennai Water Forum* a permis de réunir les habitants, experts, scientifiques autour du thème commun de la rivière. L'organisation de cet évènement a été possible notamment dans le contexte de réflexion et de réordonnancement, dominant dans la période post-inondation.

Enfin, on peut noter, à titre d'exemple supplémentaire de l'action suscitée par la catastrophe, l'implication du groupe Chennai Trekking Club pour le nettoyage des rives de l'Adyar dans l'enceinte de la Société Théosophique après l'inondation.

L'événement met en mouvement et en récit la relation des habitants au cours d'eau. Ce passage de l'idéel au concret avec l'inondation renforce alors la position dominante de certains groupes d'intérêt dont les représentations des membres reposent sur une vision de l'Adyar comme fleuve. L'évolution des représentations sur les rivières s'accompagne ainsi d'une redéfinition des rôles des porte-parole de la rivière.

---

[1] D'après l'article intitulé « "How the massive floods in Chennai triggered a wave of action" publié dans *The Hindu*, le 20/01/2018

[2] D'après l'article intitulé "Water wonderful world: DAMnedART project to raise awareness in Chennai" publié dans *The new indian express*, le 16/02/2018

[3] D'après l'article intitulé "Chennai: Public art in private spaces addresses environmental issues" publié dans *The new indian express*, le 07/02/2018

Un regain d'intérêt pour la rivière

L'inondation, et le changement de représentations dominantes sur les rivières qui l'accompagne, a suscité un regain intérêt pour la rivière de la part des habitants. Auparavant ignorée, évitée et dépréciée, la rivière devient soudain le centre de l'attention dans les médias et les discours habitants. Cet engouement bénéficie à certains groupes d'intérêts qui articulent leurs activités autour du thème de la rivière. C'est le cas du groupe *Cooum : a Cultural Mapping* (CCM) créé en 2014 et visant l'organisation de sorties patrimoniales le long du cours d'eau Cooum d'abord, avant de porter la focale sur la rivière Adyar, après l'inondation. Vidyadhar, fondateur du groupe, partage sa surprise quant à la réception de cette initiative parmi les habitants. Selon lui, cela renseigne un désir latent de la part des habitants de se rapprocher, ou tout du moins de mieux connaître, les rivières de la ville :

- Et à propos des médias et de tout cela, pensez-vous qu'ils donnent des informations pertinentes sur des préoccupations environnementales, par exemple ?
- *Oh, nous avons été très surpris, en fait, quand nous avons fait ce projet Cooum… quand nous avons démarré ce projet, nous ne nous attendions pas à ce qu'il prenne autant d'ampleur ! Soudainement, nous avons été contacté par [le journal] The Hindu, par The Times of India. Tout le monde voulait faire un article dans la semaine! Les gens attendaient une telle opportunité ! Je pense… qu'en tant qu'individus, nous voulons nettoyer [la rivière], mais en tant que groupe, nous ne pouvons pas ! C'est une incapacité ! Où vont aller les eaux usées ? D'où viendra l'eau douce ? Nous devons tuer la rivière à un endroit…*[1]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Ainsi, bien que la rivière ait été globalement évincée ou ignorée dans la culture habitante dominante (voir chapitre 1), ce projet d'établir une cartographie culturelle des cours d'eau cristallise des intérêts envers cet espace de la part des habitants. Dans la perspective de Vidyadhar, cet engouement pour la rivière est associé à un paradoxe : l'envie, à titre individuel, de s'engager dans une action envers son nettoyage, et dans le même temps l'incapacité à répondre collectivement à la nécessité de la restaurer. Ce dernier point renvoie à une vision du fonctionnement urbain reposant essentiellement sur l'exploitation de la ressource des rivières, faisant écho à l'imaginaire de la ville abordé dans le chapitre 3.

Vidyadhar évoque que cette notoriété pour le groupe et le focus sur la rivière s'est produit par hasard et par chance. Tout du moins cela ne relève pas d'une intention consciente. Il revient sur le projet initial :

- Quelle était l'idée à l'origine de l'association Coum Cultural Mapping ? D'où vient-elle ?
- *Nous voulions juste… oh, c'est moi qui l'ai initié, pour commencer. Nous essayions de monter des projets pour Madras Day*[2]*, puis nous avons pensé faire quelque chose de nouveau. Et nous avons identifié un endroit où nous pourrions "cartographier" l'Histoire. Cela n'avait alors rien à voir avec la rivière! Les personnes intéressées par la rivière sont venues plus tard. Et puis nous avons étiqueté le dicton «Si vous la connaissez mieux, vous la*

[1] Extrait d'entretien 54 : Viadyadhar, le 18/04/2016 (cf. annexe page 495)

[2] Madras Day est un festival organisé pour commémorer la fondation de la ville de Chennai. Il est célébré le 22 août de chaque année avec des présentations, expositions, séances de visionnages autour de thématiques liées à la ville, dans une perspective historique et patrimoniale. L'instauration de ce festival a été décidée par les membres du *Chennai Heritage Foundation* en 2004, parmi lesquels figurent le célèbre historien S. Muthiah et le journaliste Vincent D'Souza. Depuis sa première inauguration, l'évènement gagne chaque année en popularité et allonge sa durée : certains le renomment *Madras Week* ou encore *Madras Month*. Le festival est essentiellement à l'initiative des groupes patrimonialistes de la ville ; les autorités étatiques (Tamil Nadu Tourism Development Corporation TTDC) ont refusé de participer en 2014, affirmant qu'ils ne souhaitaient pas être associés à la promotion d'un « patrimoine colonial ». (d'après l'article intitulé « Madras Day celebrations begin, govt won't join in », publié dans *The Times of India*, le 14/08/2014)

traiterez mieux»… donc nous avons changé [l'idée] à mi-chemin… mais au fond, c'était juste pour apprendre ce qui s'était passé sur la rivière.

- D'accord, donc lié au patrimoine et à l'histoire, mais pas directement lié à la rivière
- *Nous ne voulions pas entrer là-dedans, car il y a beaucoup de politique et de corruption. Si vous vous positionnez du mauvais côté, vous savez… [son téléphone sonne]*
- Quand as-tu créé l'association Cooum ?
- *En août il y a deux ans… donc en août 2014 on a débuté*
- Et depuis ça a pris de l'ampleur ?
- *Beaucoup… ça a été terrible ! […]*
- Et fondamentalement, comment avez-vous obtenu toutes ces connaissances sur Chennai ? Vous avez conduit vos recherches ?
- *Pour diverses raisons. Je vais vous dire, j'ai eu beaucoup de chance. J'étais plutôt dans l'histoire Cholla et… plus dans la description ! J'ai écrit quatre romans, qui portent plus sur l'histoire et les trucs anciens. Les gens ici ont vraiment galéré dans le patrimoine. À ce moment, ce n'était pas tellement encourageant, et les gens n'étaient pas vraiment encourageants. Par exemple, Muthiah documente les temples depuis dix ans… cela fait 10 ans qu'il lit sur les temples, Karthik y travaille depuis des années et finalement, je débarque un jour (légèrement amusé) avec le projet Cooum et ça grimpe en flèche ! (rires) Donc, j'ai eu un peu de chance !*
- Il y a une question de temps aussi, les gens sont peut-être plus disposés à parler de patrimoine maintenant qu'à l'époque
- *C'était l'année dernière… Tu étais là au bon moment et cela nous a aidés ! (souriant)* [1]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Cet essor de l'intérêt pour la rivière tient selon lui d'un concours de circonstances, dans lequel l'inondation joue une part importante. En particulier, c'est à l'issue de la catastrophe que l'initiative portant sur l'Adyar est lancée. Si Vidyadhar rappelle que l'évènement n'est pas moteur pour ce projet, elle n'en a pas moins contribué à sa popularité :

- Et pensez-vous que les inondations ont aidé la notoriété, la popularité du groupe CCM ?
- *Les inondations ont certainement aidé ! Mais le fait est que nous menions le groupe du Cooum avant les inondations! Le côté instantané... nous avons été très bien reçus parce que la plupart de toutes [ces activités] apparaissent et disparaissent. Le délai maximum sur lequel ils mènent un projet est d'un mois à Madras, pour le patrimoine! Nous partions sur un projet d'un ou deux ans, rassemblant les gens! C'était vraiment… Nous avons mis les gens en relation. C'est un projet à long terme! Nous avons vraiment gagné là-dessus. Parce que cela prend du temps pour que vous appreniez à connaître l'autre personne […] Je pense que le plus gros avantage de ce projet de Cooum ou d'Adyar a été que nous avons créé beaucoup d'avenir pour le patrimoine [les activités patrimoniales] à Madras.*

Adoptant un regard réflexif sur ces activités, Vidyadhar partage sa vision des possibles apports de l'initiative, qui se situent moins, selon lui, au niveau des représentations que les habitants portent sur la rivière, que sur le champ des possibles que ce projet a ouvert :

- Pensez-vous que cela a changé la perception que les gens avaient des rivières ?
- *Pas la perception ! Mais les gens sont très intéressés qu'un tel… que quelque chose qu'ils ont considéré comme très sale toute leur vie ait autant d'histoire. C'est toujours une rivière sale, ça ne change pas.*

[1] Extrait d'entretien 55 : Vidyadhar, le 18/04/2016 (cf. annexe page 495)

Il poursuit:

- *Nous avons développé un intérêt ! Nous ne voulions pas nettoyer la rivière ou faire quoi que ce soit d'autre. Nous voulions d'abord simplement connaître nous-même l'histoire des rives de ces rivières, et le raconter au plus grand nombre de personnes possible, ce que nous avons accompli ! Je suis vraiment content de la manière dont les choses se sont passées pour [les projets] Adyar et Cooum, nous avons beaucoup appris, beaucoup enseigné, un jour, cela pourra servir !*[1]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Alors qu'il soutient que les rivières sont « *juste un point focal à étudier, […] un prétexte pour étudier l'histoire!* »[2], elles constituent un élément central dans la visibilité et la publicisation des pratiques du groupe. L'inondation contribue à renforcer la légitimité du groupe, ce que l'on aborde dans la section suivante. Par ailleurs, Vidyadhar souligne que les activités patrimoniales n'ont probablement pas fait évoluer les représentations habitantes sur la rivière. Toutefois, cette initiative semble prendre part à la boucle qui autoalimente l'intérêt pour les rivières. Ainsi les activités du festival Madras Day en 2015 ont été articulées autour du thème de la rivière Cooum. Au-delà des activités mise en œuvre par le groupe CCM, les présentations ont porté sur l'histoire de la rivière Cooum et les possibilités de sa restauration[3]. Par ailleurs, un groupe de cyclistes de Chennai, les cyclistes Yogis, ont effectué une randonnée à vélo de 72 km le long de la rivière Cooum le 16 août 2015 pour attirer l'attention sur la rivière et sur le patrimoine situé sur ses rives.

La rivière à Chennai, en particulier la Cooum, entrait déjà dans la sphère des activités patrimoniales en amont de l'inondation. La catastrophe a alors contribué à mettre en valeur les efforts entrepris par ces groupes « patrimonialistes », en légitimant leurs positionnements. Surtout, l'inondation a déplacé le regard sur la rivière Adyar, en l'inscrivant dans une approche essentiellement environnementale. Cet aspect est développé à partir d'une revue de presse dans le chapitre 6. Ainsi, plusieurs associations de résidents s'emparent de la question environnementale à l'issue de la catastrophe. Quelques exemples sont évoqués ici, sans exhaustivité. D'abord, le groupe sportif Chennai Trekking Club, évoqué en première partie de ce chapitre, organise des opérations de nettoyage des berges de la rivière Adyar. Les volontaires concentrent leurs actions sur les rives de la Société Théosophique, en organisant des nettoyages hebdomadaires dans l'enceinte du site[4]. De plus, l'engagement d'Ajit, membre de la Société Théosophique, dans la préservation environnementale de l'institution s'inscrit de manière concomitante, à l'issue de l'inondation. Enfin, la création de la Clean Adyar Initiative en mars 2016, près de trois mois après la catastrophe atteste de ces mêmes actions engagées par les groupes environnementalistes envers la rivière.

Au terme de cette section, on peut souligner plusieurs logiques à l'œuvre à l'issue de l'inondation parmi les groupes de la société civile. L'action provoquée par l'inondation s'inscrit parfois dans la continuité, comme c'est le cas du *Cooum Cultural Mapping*, mais fait également surgir de nouvelles modalités d'action à l'égard de la rivière, en intensifiant en particulier les actions sur le plan environnemental vis-à-vis de l'Adyar. L'inondation peut donc être analysée comme actant, puisqu'elle suscite l'action des habitants et met en visibilité les porte-parole de la rivière.

---

[1] Extrait d'entretien 56 : Vidyadhar, le 08/03/2017 (cf. annexe page 496)

[2] "*It's just a focal point to study, it's an excuse for us to study history !"* Vidyadhar, le 08/03/2017

[3] D'après l'article intitulé « Thus spake Cooum », publié dans *The Hindu*, le 16/08/2016

[4] D'après l'entretien avec Ajit conduit le 19/04/2017

Repositionnement des acteurs

Ce regain d'intérêt pour la rivière à l'issue de l'inondation, mais également la remise en cause des rapports entre État et société civile, entraîne un repositionnement des acteurs impliqués dans l'action sur la rivière, ou dans sa mise en visibilité. En particulier, les groupes environnementalistes, placés comme porte-parole et défenseurs de la rivière Adyar, se voient attribuer une légitimité accrue. Comme le notent Sandrine Revet et Julien Langumier dans l'analyse du gouvernement de la catastrophe, « [l]'ethnographie des mobilisations collectives rend alors compte des clivages qui les traversent, des rapports de force qui les structurent, des configurations sociales antérieures qui renforcent les revendications de certains groupes aux dépens d'autres. » (Revet, Langumier, 2013 :26). Sans prétendre ici à une ethnographie des mobilisations collectives, il s'agit dans cette partie de prendre la mesure des changements occasionnés par l'inondation sur les groupes de la société civile, en mettant en évidence la manière dont certains sont légitimés aux dépens d'autres. Les intentionnalités des acteurs et stratégies déployées font l'objet de cette section, qui révèle différents modes d'actions.

Convergences et rapprochement d'institutions élitistes

En premier constat, la catastrophe a contribué à rapprocher, ou mettre en relation, les différentes associations et groupes de la société civile qui œuvraient jusqu'alors de manière relativement indépendante. Le Forum organisé par le Goethe-Institut, notamment, a été l'occasion d'un rassemblement autour d'une réflexion sur l'action environnementale. Ainsi, l'association écologiste Environmentalism Fondation of India (EFI) a construit un partenariat avec le Goethe-Institut : l'exposition de photographies, ou encore les spectacles, à visée de sensibilisation ont été tenus dans les bâtiments du Goethe-Institut. De plus, on peut également citer l'engagement dans l'action environnementale des volontaires de l'association sportive Chennai Trekking Club (CTC) à l'issue de l'inondation, avec l'organisation de nettoyages hebdomadaires des berges de l'Adyar au sein de la Société Théosophique

La *Clean Adyar Initiative* vise également à chapeauter et soutenir l'ensemble des actions environnementales menées pour la restauration de l'Adyar. Bien qu'ils se revendiquent plutôt comme un groupe environnementaliste non-militant et en appui au gouvernement, cela ne les empêche pas d'entreprendre des actions en lien avec des groupes militants. Ainsi, Karunakar, membre du Boat Club s'associe avec Nityanand pour organiser un concert de T.M Krishna à proximité de l'estuaire de la rivière Kosasthalayar, appelé la crique de Ennore, afin de sensibiliser les communautés aux enjeux environnementaux liés aux projets formulés sur cet espace (Figure 110)[1].

[1] Un concert tenu le 18/03/2017, notes issues du carnet de terrain.



Figure 110 : Photo du concert de TM Krishna, manifestation politique pour la préservation de la crique de Ennore 18/03/2017

Les groupes de résidents impliqués dans des activités à visée patrimoniale prennent également part au débat sur le devenir de la rivière, dans le cadre des évènements organisés par le Goethe-Institut. La sortie de l'inondation dévoile ainsi davantage de convergences et de circulations entre différents milieux : militants, associatifs, académiques. L'analyse plus fine des relations entre ces groupes montre l'intrication des actions et positionnements de ces acteurs, tout en mettant en évidence un cercle finalement assez restreint d'acteurs.

Le schéma ci-contre (Figure 111) présente, de manière non exhaustive, les liens qui se tissent et se renforcent entre les groupes de la société civile à l'issue de la catastrophe.

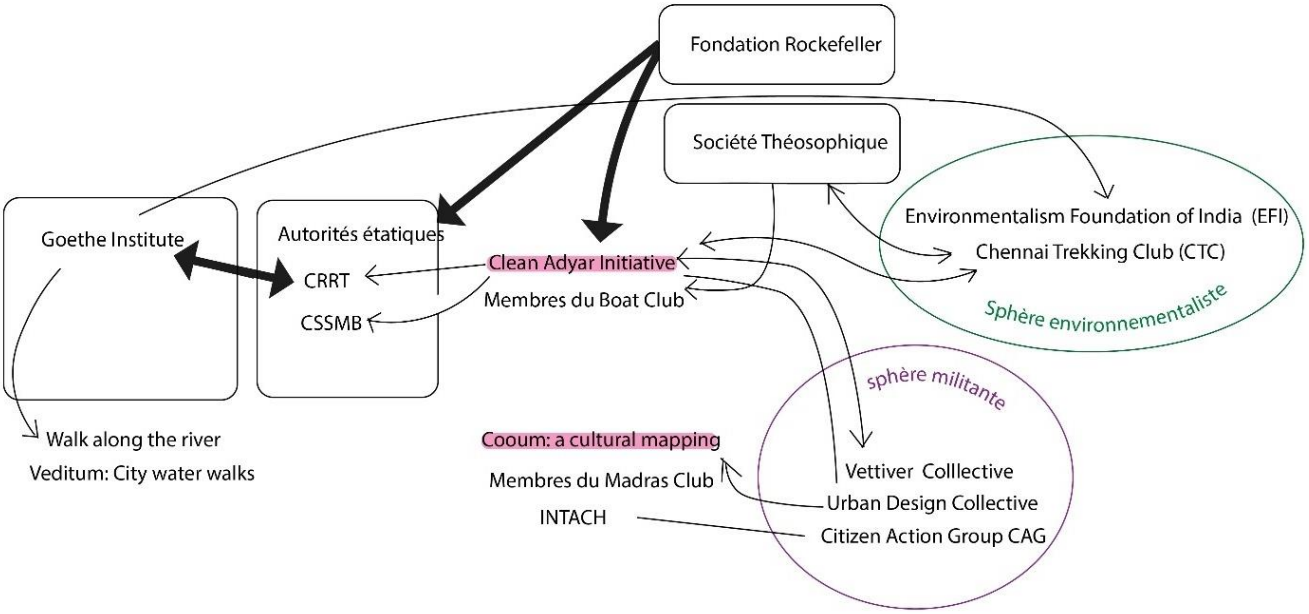


Figure 111 : Schéma des relations entre les acteurs
Source : Hochart, 2019

C'est après l'inondation que le partenariat entre le CRRT et le Goethe-Institut se consolide. Ces mises en réseau dénotent de stratégies de positionnement. À travers l'engagement de résidents membres des institutions riveraines dans l'action environnementale se joue la construction de collaboration d'institutions. Les partenariats et collaboration relèvent donc d'abord du réseau d'interconnaissance.

Ainsi, Ajit, membre de la Société Théosophique, confie ses intentions de construire un partenariat avec le Boat Club. Il entend mettre en œuvre une action concertée pour la revitalisation de la rivière :

- *Le* Boat Club *a été spécifiquement impliqué parce que mon intention était de les traîner ici car ils étaient très bien financés. Il appartient aux riches et célèbres de la ville, la vieille élite de Chennai. Je les ai impliqués et maintenant ils participent activement au nettoyage. Mais la prochaine étape pour moi c'est d'obtenir que la Theosophical Society les accepte comme donateurs. Ils ont de l'argent. Donnons-leur des droits d'accostage sur la rivière. Ils viennent par ici dans tous les cas, donc ils peuvent amarrer leurs bateaux ici, faire une promenade…. C'est ma prochaine étape. On est à peu près à 3 kilomètres du* Boat Club*, alors pourquoi ne pas leur proposer de faire une pause ici. Cela pourrait devenir une activité avec le* Boat Club. *Une fois que cela est mis en place, ils peuvent y placer leurs agents de sécurité là-bas, les bateaux là. Il y a plein de possibilités.*
- Cela devient une action aux bénéfices mutuels ?
- *Et ça va perdurer. Parce que le club et la société [théosophique] vont sans doute être ici pour toujours. De cette manière, deux institutions puissantes peuvent travailler ensemble afin de s'occuper d'au moins une partie de la rivière. Et ensuite mettre ça en lien avec l'Adyar Poonga qui se trouve de l'autre côté de la rivière. Donc, ces trois [institution] peuvent travailler ensemble, peuvent être associées, pour ensuite, [entreprendre] la restauration de la rivière ou tout ce qui y touche. Ils doivent empêcher ces déchets d'aller dans la rivière au début de la deuxième phase. Mais cela laisse de côté les communautés résidant sur les bords de la rivière, elles doivent y voir un intérêt. Si nous ne pouvons pas leur créer un endroit, comme une riviera pour eux… Partout dans le monde, il y a des pauvres et des riches, et cela va se produire jusqu'à la fin des temps. Rien ne va changer. Getty avait la meilleure déclaration à ce sujet : vous prenez tout l'argent et le répartissez équitablement entre toutes les personnes, je peux vous dire que dans les dix minutes qui suivent, un gars en aura plus qu'un autre. Nous sommes avides et ça n'est pas prêt de changer… Donc vous prenez cette réalité en compte dans le plan, vous leur [aux communautés] créez un lieu et leur permettez de pêcher là-bas, par exemple, et ils essaieront également de le maintenir propre* [1]

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Ses propos révèlent son intention de créer un réseau d'institutions élitistes, responsable du maintien de la propreté de la rivière. Il confie également vouloir établir des liens avec le Goethe-Institut dans le futur, pour l'instant il les trouve trop « enfermés » dans une approche artistique. Son discours au cours de l'entretien reflète sa conception de l'être humain guidé essentiellement par un intérêt économique, et la stratégie qu'il élabore pour la restauration de l'Adyar va dans ce sens. Cela explique en partie sa réflexion, teintée de condescendance envers les communautés riveraines, selon laquelle il faut inclure leurs intérêts, par exemple en leur permettant de pêcher dans l'estuaire. L'expression de cette stratégie montre que l'action environnementale s'inscrit fondamentalement dans une conception complexe qui intègre le rapport à l'environnement, d'une part, mais aussi le rapport à l'autre ainsi que le rapport à la société, au-delà du rapport au temps et à soi-même. Il explique, plus loin dans l'entretien, les raisons qui l'ont poussé à s'engager pour l'environnement au sein de la Société Théosophique :

- *J'ai été randonneur et grimpeur, mais plus maintenant. J'ai passé beaucoup de temps avec la nature et c'est très précieux. Nous devons la laisser pour la génération suivante, et c'est très triste ce que nous nous faisons à nous-*

[1] Extrait d'entretien 57 : Ajit, le 19/04/2017 (cf. annexe page 496)

même. J'ai été impliqué dans l'industrie de la construction pendant longtemps. Donc, j'ai pris part au chaos et semé le désordre, les grands bâtiments, les aéroports… tout ce qui contribue à l'effondrement [de la nature]

- Oui, on prend tous part au désordre
- *C'est donc quelque chose que je peux faire pour me rattraper, du fait que j'ai causé le chaos dans des contrées lointaines*
- C'est comme ça que tu es arrivé à la Société Théosophique, après les inondations…
- *Oui, après les inondations… Après les inondations, à mon retour, j'ai rencontré des gens, ils ont dit qu'il y avait tellement de déchets. Je suis allé voir et j'ai eu un choc. C'est donc à partir de ce moment-là que j'ai commencé à créer des groupes de personnes, à trouver des personnes, j'ai commencé à aménager le parc… j'avais l'habitude de venir ici il y a longtemps, pour le côté théosophique, parce que je suis un théosophiste de cœur. En tout cas, je suis théosophiquement attaché à cet endroit. Je ne crois pas en la religion. Des messagers différents, des moments différents... la mienne est meilleure que la vôtre, c'est une histoire triste. Donc, la théosophie a toujours été conforme à ma façon de penser.* [1]

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Son engagement relève donc, d'une part, d'une volonté de compenser les actions destructrices sur l'environnement auxquelles il a participé par le passé, et d'autre part d'un attachement à la Société Théophique. Cet attachement dont il fait part comprend un lien affectif vis-à-vis de l'endroit, mais surtout pour ce qu'il représente, sur un plan philosophique et spirituel. Ainsi, les actions d'Ajit contribuent à mettre en lien les acteurs de l'environnement et à susciter l'action, puisqu'il définit son rôle comme « agitateur » à travers les multiples sollicitations qu'il envoie aux personnes impliquées dans la restauration écologique de la rivière[2]. Au-delà de ces convergences des groupes de la société civile, les visions de l'action à poursuivre divergent sur plusieurs points.

Des modes d'action divergents

Les différents groupes de la société civile adoptent des modes d'action spécifiques à l'égard de la rivière. Ainsi, l'association *Environmentalism Foundation of India* appelle à l'action pour les étendues d'eau et cours d'eau[3] et souligne la nécessité d'une documentation scientifique : leurs activités impliquent des actions de nettoyage direct sur les sites ainsi que des actions de sensibilisation. Globalement, on retrouve une dichotomie entre ceux qui prônent une action environnementale *via* la sensibilisation auprès du public (EFI, Goethe-Institut, CCM) et d'autres qui visent la mise en œuvre de plans de restauration de la rivière (CAI), bien que certaines activités se situent entre deux, par exemple le Goethe-Institut qui déploie des programmes de sensibilisation en vue de soutenir l'action.

Ainsi, le CCM oriente ses activités autour de la rivière, cette dernière étant davantage un socle pour leurs pratiques, mais ne se situe pas dans l'action envers le cours d'eau pour le transformer. Leur pratique s'inscrit dans une logique de sensibilisation, à l'inverse du CAI qui œuvre à la restauration de la rivière. Toutefois, les deux groupes se définissent comme non militants, la CAI souhaitant, par exemple, plutôt engager des collaborations avec les autorités (chapitre 3). Il est intéressant de noter la manière dont est perçu le militantisme parmi les fondateurs de ces groupes. Aravind caractérise le militantisme comme l'opposition au gouvernement et y voit plutôt un mode d'action peu fructueux :

[1] Extrait d'entretien 58 : Ajit, 19/04/2017 (cf. annexe page 497)

[2] D'après l'entretien avec Aravind le 14/04/2016

[3] D'après l'article intitulé "Water of life" Publié dans *The Hindu*, le 28/09/2017

> *Nous ne sommes pas un groupe de militants écologistes… nous ne mettons pas de banderoles ni d'affiches contre le gouvernement disant… faites-ci, faites-ça!* [1]

De même, Vidyadhar, fondateur du CCM, partage sa vision du militantisme au cours d'une discussion à propos des actions engagées par le militant Nityanand. Il s'agit, selon lui, d'un mode d'action peu concluant au regard des moyens de communication aujourd'hui :

- Il est plutôt militant.
- *Ce n'est pas bon, non ? Les militants n'obtiennent jamais rien ! Je suis un militant de second plan. Dans le monde d'aujourd'hui, Karine, diffuser l'information peut faire davantage avancer les choses que d'être militant. À l'époque nous n'avions pas internet, donc il y avait cette culture militante…*[2]

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Plus tard, dans une discussion informelle, il développe ce point lorsqu'il parle de Nishta, journaliste et membre du groupe CCM, dont le militantisme transparaît, d'après lui, dans ses écrits :

> *"Nishta ira loin ! Elle écrit bien en tamoul. La seule chose qu'elle devrait contrôler c'est son militantisme et son féminisme ! En tant que journaliste, tu dois être capable de voir les choses de manière objective. Le problème avec le militantisme, c'est que tu ne vois qu'un seul côté. À la seconde phrase, tu comprends qu'elle est communiste et féministe."* [3]

L'argument d'une vision biaisée par le militantisme disqualifie ce mode d'action aux yeux de Vidyadhar, qui soutient que la divulgation de l'information et de la connaissance sont des moyens plus efficaces pour faire évoluer les mentalités. En ce sens, les activités de la CCM ne revendiquent pas frontalement une action envers la rivière mais s'inscrivent dans la volonté de sensibiliser les habitants aux rivières et à leur histoire, afin que cela se répercute sur leur manière de construire leur relation avec elle. C'est ce que résume la devise "si tu la connais mieux, tu la traitera mieux" associée au groupe *Cooum: cultural mapping*.

Dans un registre d'action concrète, Ajit fait part de son plan d'action pour la revitalisation de la rivière aux abords de la Société Théosophique, qui consiste à délimiter des tronçons spécifiques de rivière et y associer des groupes de résidents d'une même classe sociale, qui seraient responsables de l'entretien de cet espace. Cela renvoie, en quelque sorte, à une forme de décentralisation de la gestion environnementale telle que l'observe Arun Agrawal (2005a), à l'exception près qu'ici elle serait initiée non pas par le gouvernement mais par des élites. Ajit explique ainsi le modèle élaboré, celui-ci étant fortement ancré dans une vision fragmentée du monde social, liée à une conception essentiellement rationnelle de l'être humain, guidée par des intérêts d'ordre économique :

- *Donc, en réalité, la seule chose qui peut fonctionner est de former des petits groupes de personnes homogènes. Les gens ont tendance à se rassembler, les gens qui ont les mêmes goûts. Donc, concernant les riches, 20 d'entre eux ont 20 grandes maisons ici, ceux qui sont légèrement plus pauvres ont 300 maisons ici. Ils ont tous une vie professionnelle particulière, un mode de vie propre…*

---

[1] "*We are not an environmentally activists group… we are not putting banners and posters against the government saying… hum… do this, do that!"* Aravind, 22/04/2016

[2] Extrait d'entretien 59 : Viadyadhar, 18/04/2017 (cf. annexe page 497)

[3] "*[Nishta] will go far ! She writes well in Tamil. The only thing she should contain is her activism and feminism. As a journalist, you should be able to see objectively. Problem with activism is that you only see one side. At the second sentence you notice that she is communist and feminist"*, Vidyadhar, carnet de terrain, 18/04/2017

- Ils ont également un intérêt commun…
- *Non, leur comportement est lié à leur cycle économique. À quelle heure ils se réveillent, quand ils vont aux toilettes, quand ils jettent des ordures, comment ils le font… combien de personnes dans la maison doivent travailler pour que la vie suive son cours ? cela fait une différence en socio-économie. Donc, je dis, maintenant cette communauté a besoin d'être isolée comme ça. Pourquoi devriez-vous mettre ce type et ce type en relation s'ils ne veulent pas s'asseoir à la même table ? Il y aura toujours du « classisme ». L'être humain aime se sentir mieux que l'autre. C'est la raison pour laquelle nous avons eu des rois et des reines… La hiérarchie de la vie ne va jamais disparaître. C'est la nature prédatrice de l'être humain. Il prédate sa propre espèce, y compris d'un pays à l'autre. C'est comme ça que j'ai imaginé ce modèle pour la Société Théosophique. Je ne prends pas en compte toute la rivière. Je veux m'occuper de ma section. Une section, 1,5 km si je peux le faire correctement, je peux ensuite aller sur d'autres sections et dire "je fais ma part, pourquoi ne faites-vous pas votre part? C'est votre part".*[1]

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Ainsi, ses propos donnent à voir une vision particulièrement pessimiste de l'être humain, ce qui influence sa manière d'envisager l'action collective pour revitaliser la rivière. Selon lui, un plan d'actions viable nécessite de motiver les résidents à partir de leurs intérêts particuliers :

- *En résumé, pour ce qui est de la planification de la revitalisation des espaces, premièrement, la socio-économie doit changer. Il doit donc y avoir un intérêt à maintenir la rivière de cette façon. Triste, mais c'est la vérité ! La vie en Inde est tellement difficile que, pour la plupart des gens… ils s'en moquent. Ils ne veulent littéralement pas prendre le temps de faire autrement.* [2]

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Ce modèle d'action environnementale proposé par Ajit en reste toutefois à l'heure actuelle au stade des intentions, bien que les contacts avec les membres du Boat Club et associations comme la CTC soient d'ores et déjà établis.

Au regard des modes d'action privilégiés par ces éco-conquérants, plusieurs profils types se retrouvent. En suivant la classification des éco-conquérants proposée par Sylvain Guyot (2009), les propos et intentions formulés par Ajit le situent plutôt dans l'approche typique des « jouisseurs », protégeant l'environnement à leur profit, tout en empruntant également les caractéristiques des « racistes » qui entendent limiter l'accès aux espaces protégés ou restaurés (Guyot, 2009 :21). Outre le fait qu'il appuie, à travers sa posture, le caractère élitiste et conservateur de la Société Théosophique, ce trait se reflète à travers la vision ségrégative de son modèle et à travers ses propos vis-à-vis des communautés riveraines.

Les actions entreprises par les environnementalistes au sein de la CAI dénotent plutôt un profil de « conciliateurs », au sens où ils ne souhaitent pas créer d'opposition vis-à-vis du gouvernement et entendent minimiser les externalités négatives, avec une tendance à adopter le profil de « racistes », notamment en ce qui concerne les évictions des populations résidant sur les rives. C'est un point qui est abordé dans le chapitre 4. Enfin, l'approche les membes du CCM reposant sur la sensibilisation pourrait être associée au profil des « indifférents », qui ne se préoccupent pas des impacts négatifs des activités sur l'environnement. Toutefois, certains membres du groupe CCM revendiquent une responsabilité individuelle vis-à-vis de l'environnement, comme c'est le cas de Sumedha ou Tarakeshwari. Au-delà de ces typologies qui demeurent schématiques, il faut bien entendu tenir compte de l'hétérogénéité des postures au sein d'un même groupe.

[1] Extrait d'entretien 60 : Ajit, le 19/04/2017 (cf. annexe page 497)

[2] Extrait d'entretien 61 : Ajit, le 19/04/2017 (cf. annexe page 497)

L'inondation a donc retissé des liens entre les acteurs de la société civile, et permis de mettre en œuvre des actions concertées, en même temps que d'ouvrir le débat sur le devenir du cours d'eau. Le discours sur le changement pendant l'inondation s'accompagne donc de modifications concrètes de la configuration de la société civile.

Pour autant, il semble qu'au-delà de ces initiatives qui ont vu le jour à la suite la catastrophe, aucune action concrète n'a été entreprise par les autorités, si ce n'est le déguerpissement des *slums* localisés sur les rives et l'élargissement du tronçon de la rivière Adyar à Saidapet, qui fait l'objet du chapitre 7. Près d'un an et demi après l'inondation, les habitants font part de leurs déceptions et inquiétudes vis-à-vis de cette inaction de l'État. L'architecte Bartesh évoque une continuité des approches du gouvernement sur la rivière :

- *L'inondation a changé la manière dont les gens perçoivent [la rivière], mais pas celle du gouvernement. Ils ne semblent pas être préoccupés par ce sujet. Ils n'ont pas entrepris de démarche radicale dans ce sens… Vous voyez, ils devraient être en train de draguer les lacs, les réservoirs pour augmenter leur profondeur pour que leur capacité de stockage soit plus importante, puis lorsqu'un certain niveau est atteint, ils peuvent laisser la rivière s'écouler. Ils n'ont pas dragué, ils n'ont pas creusé la rivière. Il ne s'est rien passé ! Un gros budget a été mis en place, mais c'est tout.* [1]

[Bartesh, 60 ans, architecte]

De même, Sumedha se dit triste de voir que même après la catastrophe, la leçon n'a pas été retenue[2]. Elle explique : « *J'ai étudié les lacs. J'ai trouvé que rien n'a vraiment changé. Parce que quand j'y suis allée, les lacs étaient pleins, et maintenant nous nous dirigeons vers une pénurie d'eau* »[3].

En somme, la catastrophe produit surtout un discours du changement sans que ce dernier ne s'accompagne d'une remise en question profonde de l'ordre social. Au contraire, l'inondation semble plutôt profiter aux groupes dominants qui renforcent leurs positions sociales. Ainsi, les groupes environnementalistes concrétisent leurs intentions à l'issue de l'inondation, en même temps qu'ils gagnent en légitimité en tant que porte-parole de la rivière. De surcroît, le rapprochement des institutions élitistes et la consolidation de leur posture dominante, à travers la mise en relation de certains de leurs membres, traduit une forme nouvelle de l'environnementalité autour de la rivière.

La sortie de la catastrophe donne lieu à une réorganisation des groupes militants et engagés dans l'action envers la rivière. Plusieurs tendances se dessinent : le Goethe-Institut légitime des actions de sensibilisation à l'environnement ; certains groupes profitent du regain d'intérêt envers la rivière pour accroître leur notoriété comme c'est le cas pour le CCM ; d'autres saisissent l'opportunité de tisser des liens durables avec des institutions élitistes afin de mettre en œuvre un plan d'action environnemental autour de la rivière, à un niveau infra-étatique.

[1] Extrait d'entretien 62 : Bartesh, le 07/03/2017 (cf. annexe page 498)

[2] "*Which is sad, we had this, and we have still not learnt*" Sumedha, le 26/04/2017

[3] "*I studied the lakes, and I find that nothing much has changed. Because when I went, the lakes were full, and now we are heading towards a water shortage*" Sumedha, le 26/04/2017

Conclusion

La catastrophe est un double révélateur, à la fois du fonctionnement préexistant, et de celui qui se pense et s'organise. Il s'agit en effet d'un « moment de rupture qui exige à la fois une recomposition et une mobilisation de logiques, savoir-faire, solidarités, de réseaux qui préexistent à la catastrophe » (Revet, 2011b). D'un point de vue analytique, ce moment singulier donne à lire la pluralité des logiques, dévoilant l'ordre qui se rompt tandis qu'un autre se construit (Bensa, Fassin, 2002). D'ailleurs, comme le soulignent Alban Bensa et Eric Fassin, « sans doute peut-on dire que, par lui-même, l'événement *est* ; mais l'important est pour nous ce qu'il *dit*. Or, il ne signifie pas en dehors des séries qui lui donnent sens – par lesquelles nous lui donnons sens » (Bensa, Fassin, 2002 :12). Nombre d'auteurs sur les catastrophes montrent ainsi que, sans sombrer dans le catastrophisme (Clavandier, 2015), les sciences sociales se distinguent du rôle des médias en ce qu'elles permettent une mise en perspective des récits. En bouleversant les conditions d'énonciation aussi bien que le contenu des énoncés, la catastrophe donne accès à d'autres grilles de lecture du social. Ici, je me suis attachée à analyser les bouleversements sous trois dimensions principales : celle des rapports aux milieux, des rapports sociaux et politiques, ainsi que la dimension temporelle.

Le regard sur le moment de crise et les énoncés médiatiques et habitants à son sujet, ont permis d'appréhender la catastrophe comme un moment lors duquel les frontières sociales tendent à se faire plus poreuses, avec des contours plus malléables, bien que ceux-ci se recomposent par ailleurs. Le sentiment de cohésion sociale qui domine dans les discours habitants joue un rôle fédérateur et détermine l'ampleur de la mobilisation collective qui émerge à l'issue de l'inondation. Avec la remise en cause des modes de gouvernance, les modifications des rapports de force et la nécessité de réordonnancement, la sortie de la catastrophe s'avère être un moment fécond en revendications. Tel l'actant de la pensée latourienne (Latour, 2006), l'évènement provoque l'action sur le terrain, une action dont l'issue reste aussi aléatoire qu'imprévisible. Ainsi, comme l'a écrit Gaëlle Clavandier « parler de faille, de brèche, de rupture est opératoire pour décrire la catastrophe, car elle offre un nouveau champ des possibles avec des réponses plurielles. » (Clavandier, 2015). La catastrophe renverse les perspectives, et c'est bien en cela qu'elle est intéressante à saisir, tant comme cadre d'analyse que comme objet d'étude : « La catastrophe fait éclater les catégories et donne à voir le monde sous un autre jour, celui de la tragédie, d'où l'embarras des scientifiques de tous ordres à son égard, alors qu'elle est une source inépuisable d'inspiration pour les artistes par sa capacité à ébranler les certitudes, à renouveler les approches et à faire s'intriquer réel et fiction jusqu'à les confondre. » (Clavandier, 2015).

Fluidifiant le passage de l'idéel au matériel, l'inondation cristallise le fleuve « inventé » par des élites, permettant, de ce fait, de réunir les conditions de l'action environnementale envers la rivière. Les dynamiques sur le terrain rendent alors compte de circulations entre les sphères militantes, académiques, habitantes, jusqu'alors plutôt cloisonnées. La catastrophe entraîne un redéploiement des relations entre les groupes de la société civile, laissant entrevoir une mise en réseau avec des formes de convergences dans l'action environnementale. Toutefois, ces rapprochements n'en demeurent pas moins partiels, avec l'observation de modes d'action divergents entre les différents groupes environnementalistes et au sein même de ces groupes.

Sur un plan méthodologique, les observations des logiques, actions et énoncés lors de l'inondation à Chennai invitent à rejoindre le constat émis par Sandrine Revet et Julien Langumier quant à la difficulté à saisir ces dynamiques au prisme des notions habituelles : « les clivages génériques entre risque et catastrophe, péril

naturel ou industriel, Nord et Sud, experts et profanes, local et global semblent bien peu opérants sur des terrains qui montrent au contraire l'emboîtement, les rencontres et les articulations entre ces notions » (Revet, Langumier, 2013 :17). En ce sens, l'approche par la catastrophe permet de fluidifier des oppositions et catégories d'analyse classiques en sciences sociales (continu/discontinu, structurel/actantiel, raison/passion, global/local, etc.) mais fortement remises en cause du fait de leur caractère réducteur au regard de la complexité et de certaines dynamiques actuelles de la vie en société (Berard, 2010). À partir du cas singulier de Chennai, l'examen des bouleversements engendrés par l'inondation contribue à renforcer l'intérêt d'une herméneutique des catastrophes (Dupuy, 2002 ; Clavandier, 2015).

Tandis que la catastrophe produit un discours sur le changement, celui-ci s'observe à plusieurs échelles de temps. En effet, selon l'échelle temporelle d'observation des dynamiques, le changement apparaît plus ou moins radical. En ce sens, la réflexion sur la rupture ou les continuités provoquées par la catastrophe rejoint cette question de l'échelle temporelle d'analyse. Si le changement lors de l'inondation est palpable, il semble peu à peu s'estomper alors que les habitants reprennent pied dans leur quotidien. De surcroît, la montée du discours politico-médiatique sur l'empiètement tenant les habitants de *slums* pour responsables de l'inondation contribue à réorienter le discours sur le changement en focalisant sur la nécessité du déguerpissement. Ce sont les dynamiques sur ce temps plus long que l'on propose d'aborder dans la partie suivante.

Conclusion de la deuxième partie

Survenant telle une effraction dans le quotidien, l'inondation entraîne une profonde remise en cause de ce qui jusqu'alors allait de soi. Dans le chaos de l'évènement, les cadres établis et les barrières se dissolvent, dévoilant ainsi l'immuable au fondement des rapports sociaux. Les logiques de solidarités à l'œuvre et les effets de concentration sociale pendant la crise semblent faire converger les réponses habitantes et les revendications politiques. En ce sens, « [l]a catastrophe est ici le point de départ, non pas d'une mobilisation politique en haut lieu, mais d'une nécessaire *invention politique*. » (Dodier, 2013 :269). En ravivant des représentations et pratiques latentes relatives à la rivière Adyar, la catastrophe bouscule le cours des choses, rompant avec l'inertie pour laisser place à une forme d' « effervescence créatrice » (Clavandier, 2015). Ce moment singulier apparaît comme une brèche dans l'espace social permettant un renouvellement, ou tout du moins un questionnement, des manières de « faire société » ; sa portée destructrice s'accompagne de la promesse d'une reconstruction selon un nouvel ordre. Propice à la redéfinition d'un ensemble de relations - entre humains et milieux d'une part, et des relations entre collectifs humains, d'autre part – cette temporalité donne à voir un repositionnement de groupes sociaux portant des revendications à cet égard.

Ensemble, ces deux chapitres montrent comment la catastrophe provoque l'action sur le terrain, à la manière de l'actant de la pensée latourienne (Latour, 2006). La critique des autorités gouvernementales, et les revendications écologiques ou sociales parmi les habitants surviennent dans la « faille » sociale occasionnée par l'inondation. Ces revendications s'appuient moins sur l'évènement en lui-même que sur les scénarios qui sont construits (par les médias, les discours politiques et habitants) pour lui donner sens. Manifestation de la vengeance de la nature sur les humains, résultat de pluies sans précédent ou encore conséquence d'un urbanisme incontrôlé et défaillant, la catastrophe est mise en récit selon divers scénarios qui se recoupent et

s'enchevêtrent. Les dynamiques observées permettent ainsi de saisir la catastrophe comme un objet continuellement remis en scène et renégocié (Revet, Langumier, 2013 :17). Par-delà l'inondation en elle-même, le changement qu'elle occasionne dans les représentations que les habitants se font de la rivière, semble constituer l'un des principaux moteurs d'un ensemble d'actions sur le terrain. En particulier, le regain d'intérêt pour la rivière Adyar suscité par l'évènement entraîne l'essor de groupes environnementalistes, qui se positionnent comme porte-parole de la rivière. La re-spatialisation du pouvoir à l'issue de la catastrophe repose alors sur une forme d'instrumentalisation des représentations du cours d'eau par des classes supérieures, mais également des autorités étatiques.

Sur le plan méthodologique, l'analyse de la catastrophe dépasse de loin le registre localisé et temporellement défini de l'événement pour rendre compte de dynamiques sociales complexes, qui se poursuivent sur le long terme. Ainsi, « ce que l'on a coutume de résumer à un épisode circonscrit dans le temps et l'espace se révèle déborder ces cadres. L'événement a une durée et la discontinuité ne suffit pas à le qualifier, car il va être pensé dans un continuum. » (Clavandier, 2015). Toute la difficulté de la posture de recherche consiste à saisir cet évènement dans la rupture, la faille qu'il produit tout en le pensant dans la continuité. Comment l'événement est-il problématisé en aval ? Quelles transformations sociales sont observées ? Ce sont des questions traitées dans la partie suivante. Celle-ci s'attache à éclairer la redéfinition des légitimités citadines à l'issue de la catastrophe comme une manifestation d'un phénomène de politisation de l'habiter avec le cours d'eau.

TROISIEME PARTIE :
UNE POLITISATION DE L'HABITER

La période de réordonnancement après la catastrophe laisse entrevoir un phénomène de politisation de l'habiter allant de pair avec une redistribution des places dans l'espace urbain. Le discours dominant sur l'empiétement de la rivière émerge alors comme problématisation de l'évènement dans le débat public. Ce faisant, les causes de la catastrophe ne seraient non plus liées à un mode de planification ou un système de gouvernance défaillants, mais seraient essentiellement à chercher du côté de la présence des *slums* sur les rives, considéré comme une nuisance à l'écoulement des eaux. Dès lors, la montée de ce discours dans les médias et parmi les classes supérieures s'accompagne d'une redéfinition des légitimités citadines. Ce phénomène prend place dans un contexte de luttes de longue date pour l'espace public urbain indien, à appréhender comme une réponse des classes supérieures à la plébéisation des espaces publics dans les métropoles indiennes (Kaviraj, 1997). L'inondation devient alors un moment clé de la problématisation de l'occupation de l'espace urbain, qui se cristallise autour du débat sur l'empiètement. Désignés par le qualificatif d'« *empiéteurs* » (du terme émique *encroachers*), les résidents pauvres sont socialement replacés, selon un logique binaire, en opposition aux « citoyens », contribuant à les destituer des droits de citoyenneté et *a fortiori* de leur droit à la ville (*sensus* Lefebvre, 1968). C'est dans ce contexte que prend place le déplacement, sous la contrainte, de 3 464 familles de *slums* riverains de l'Adyar en périphérie lointaine. Le développement de ces sites de relogement en périphérie signe la production d'une hétérotopie (Foucault, 2001 [1984]), un « lieu autre » de relégation des populations stigmatisées. De la discrimination sociale à l'exclusion spatiale, ces dynamiques font écho aux logiques de gestion des indésirables et aux phénomènes d'encampement dont rend compte Michel Agier (2008).

Cette partie propose d'analyser le discours sur l'empiètement, le déguerpissement des *slums* et le relogement des résidents en périphérie à l'issue de la catastrophe comme des manifestations d'une politisation de l'habiter. Il s'agit de rendre compte de la manière dont l'habiter, entendu comme un ensemble de relations que les habitants tissent avec le territoire, est imbriqué au politique, comme produit et résultat de rapports de pouvoir. La redéfinition des légitimités citadines selon un ordre moral institué aboutit alors à l'exclusion des populations pauvres dans des hétérotopies en périphérie. Les phénomènes observés invitent notamment à repenser le concept d'habiter en sciences sociales, pour y intégrer une réflexion sur les relations de pouvoir qui sous-tendent les rapports entre les habitants et le territoire. La notion d'habiter est en effet déployée dans une pluralité de contexte sociétaux, et a été mobilisée comme critique sociale (Lefebvre, 1970). Depuis les années 1990, l'habiter fait son chemin dans les sciences sociales et contribue à renouveler les cadres de pensée des relations entre l'individu et le milieu. Si l'habiter enrichit l'analyse des pratiques d'une prise en compte (ré)affirmée du vécu, de la dimension intérieure, subjective au lieu (Morel-Brochet, Ortar, 2012 :17), certains auteurs soulignent l'importance de la socialiser (Herouard, 2007). Cette partie argumente en faveur d'une nécessité de politiser l'habiter en sciences sociales, au regard de la manière dont l'acte d'habiter est continuellement renégocié et instrumenté à travers les redéfinitions des légitimités spatiales sur le terrain.

Deux chapitres composent cette partie. Ceux-ci suivent peu ou prou la chronologie des évènements sur le terrain. Dans un premier temps, la montée du discours sur l'empiétement et la redéfinition des légitimités des résidents de *slums* sont abordés dans le chapitre 6, avant d'appréhender les effets de ces discours. Le dernier chapitre porte sur les exclusions spatiales, à savoir le déguerpissement des *slums* et le relogement des populations sur des sites périphériques fonctionnant à la manière d'hétérotopies de déviation.

Chapitre 6 – L'empiètement ou la problématisation de l'inondation

L'inondation et ses répercussions ont causé le déplacement de 1,8 million de personnes dans le Tamil Nadu et dans le sud de l'Andhra Pradesh. À Chennai, 3 464 familles résidant dans des quartiers informels sur les rives de l'Adyar ont été expulsées entre décembre 2015 et juin 2016, tandis que 2 519 familles étaient menacées d'éviction en juillet 2017[1]. Ces déplacements, majoritairement de force, ont conduit au relogement des populations sur des sites de réinstallation en périphérie. En tout, 200 000 personnes habitant le long des cours d'eau à Chennai sont concernées par ces mesures de réhabilitation, et cela, en dépit des oppositions émises par les associations militantes, en raison de l'atteinte que ces opérations portent aux droits fondamentaux des populations déplacées. Menées sous l'argument sécuritaire légitimé par la catastrophe, ces mesures témoignent d'un réordonnancement socio-spatial de grande ampleur, redéfinissant la place - dans l'espace social aussi bien que la place au sens d'emplacement - des pauvres dans la ville. Tenues pour exceptionnelles, ces mesures ne sont finalement que le reflet des politiques « anti-pauvres » engagées depuis plusieurs décennies à Chennai (Raman, 2011 ; Coelho, Raman, 2010, 2013) et plus généralement dans les métropoles indiennes2. Les expulsions s'affirment comme le dénominateur commun des dynamiques observées dans les villes indiennes : de la fin des années 1990 aux années 2000, des évictions massives d'habitants de quartiers informels, dits slums, ont lieu dans les villes de l'Inde, remodelant - ou « scarifiant », pour reprendre le terme employé par Gautam Bhan (2016) - les paysages sociaux et physiques urbains3. Comment ne pas y voir une manifestation urbaine et localisée des phénomènes de dépossession de grande ampleur qui prennent place dans les régions rurales ? En effet, sur la période de 1947 à 2000, 65 millions de personnes ont été déplacées dans l'ensemble du pays, dont deux tiers d'entre elles en lien avec des projets de grands barrages (Cabalion, 2014). Ces déplacements, aux échelles et contextes variables, posent plus fondamentalement la question sociale de la dépossession (ibid.). L'observation des dynamiques à l'œuvre après l'inondation à Chennai permet alors de décrypter des logiques de légitimation des déplacements, qui dépassent ce cas singulier.

En août 2016, le Comité parlementaire des affaires intérieures, présente un rapport sur les inondations de décembre 2015 à Chennai estimant que l'« *encroachment* » (terme émique que je traduis en français par « empiétement ») illégal et l'urbanisme défaillant en étaient les principales causes. Cette annonce consolide un discours dominant déjà bien établi sur un terrain discriminatoire, puisque, à l'issue de la catastrophe, les empiétements sont déjà amplement pointés du doigt dans la presse, présentés comme un fléau à éradiquer afin de faire de Chennai une ville résiliente. Or, l'empiétement, s'il renvoie à la conception d'une illégalité

[1] D'après le rapport intitulé "2015 Flood in Tamil Nadu, India: Disaster-induced displacement" Magdalena Szynkowska publié dans l'ouvrage The state of environmental migration 2015.

[2] Nombre de travaux rendent compte, dans des approches différentes, de ces dynamiques : sous l'angle juridique (Bhan, 2014), des politiques d'éradication des *slums* (Zerah, Dupont, Lama Rawal, 2011) (Dupont, Ramanathan, 2007 ; Dupont, 2008, 2010), des projets écologiques et de modernité (Ghertner, 2011a, 2011b).

[3] D'après la critique de l'ouvrage de Gautam Bhan écrit par Karen Coelho dans la revue *Antipode*, disponible en ligne à l'adresse : https://radicalantipode.files.wordpress.com/2017/01/book-review_coelho-on-bhan.pdf

spatiale, reste un terme mobilisé de manière délibérément allusive, tant dans la presse que sur le plan juridique. La réception de cette notion parmi les habitants de classes supérieures résonne avec le triptyque discriminatoire faisant des pauvres à la fois des pollueurs, des squatteurs et des perturbateurs : le qualificatif d'« empiéteur » désigne désormais tout cela à la fois. Ce discours prend place dans un contexte de vives contestations et de luttes de longue date autour de l'espace public en Inde urbaine (Baviskar, 2003, 2011b ; Kaviraj, 1997). Dans ses travaux, Amita Baviskar souligne que le « regard bourgeois » qui identifie les pauvres comme « défigurant le paysage », participe à construire une figure de l'*encroacher* (traduit par « empiéteur ») (Baviskar, 2003 :95). De fait, la montée du discours s'accompagne d'un glissement, à travers lequel l'acte d'« empiéter » est personnifié dans la figure de l' « empiéteur » (Bhan, 2016 :165). Cette opération contribue à destituer les habitants des *slums* de leur légitimité citoyenne, et *a fortiori* de leur droit à la ville, pour reprendre l'expression popularisée par Henri Lefebvre (1968). Elevées au rang de l'intérêt général, les expulsions des populations riveraines sont présentées comme un acte de bonne gouvernance visant à la restauration d'un ordre dans une ville dépeinte comme en crise (Bhan, 2016). L'empiètement devient alors la manifestation tangible de cette crise de la planification urbaine, mettant en scène un État faible, peinant à faire appliquer les règles du plan directeur relatives à l'occupation des espaces publics. En s'appuyant sur la pensée foucaldienne, l'urbaniste Gautam Bhan montre comment le discours sur la « crise de l'urbain » fait partie de la rationalité judiciaire du gouvernement (Bhan, 2016 :122) - c'est à dire une base sur laquelle le gouvernement est « légitimé dans sa relation à la vérité » (Rose, 1999) - et justifie l'intervention de plus en plus prégnante du judiciaire dans les pratiques de gouvernance urbaine (Bhan, 2016).

À Chennai, les luttes pour l'appropriation des espaces urbains se cristallisent alors autour du discours sur l'empiétement des cours d'eau. Frontière morale et symbolique entre les élites et les pauvres, la rivière devient, à la suite de l'inondation, l'instrument de leur mise à distance. Pour le dire avec les mots de Michel Lussault, le débat sur l'empiétement est la manifestation de la « lutte des places » (Lussault, 2009), illustrant l'enjeu de définition de la place à la fois dans l'*espace social*, entendu au sens de Pierre Bourdieu (Bourdieu, 1994), mais aussi au sens d'*emplacement*. Ces dynamiques reposent sur une instrumentalisation[1] de la catastrophe, au sens où les institutions, des groupes dominants et notamment les autorités étatiques s'emparent de l'évènement comme moyen pour renforcer l'exercice d'un pouvoir. Il s'agit alors d'éclairer les mécanismes de cette instrumentalisation qui permettent l'organisation de l'incertitude, en approchant les techniques et les dispositifs qui légitiment les processus ségrégatifs. Je prends appui ici sur la démarche de Michel Foucault pour saisir les mécanismes de pouvoir qui fonctionnent en dehors des appareils d'État et pour analyser comment le pouvoir produit du savoir.

Le discours sur l'empiéteur revêt finalement tous les atours du *dispositif*, au sens donné par Michel Foucault, permettant l'exercice d'un pouvoir. Il entend par dispositif un « ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires,

[1] L'instrumentalisation désigne ici l'action de *se servir* de la catastrophe dans le but de parvenir à ses fins. Le terme renvoie à une notion qui s'apparente à la gouvernementalité foucaldienne puisqu'instrumentaliser intègre l'idée de *faire faire* une action à quelqu'un, soit de convaincre une personne, dans une stratégie consciente, à réaliser une action dirigée en vue d'un objectif. Je distingue ici l'instrumentalisation de l'instrumentation, bien que les deux notions fassent référence à une activité centrale dans « l'art de gouverner » (Lascoumes, 2004). L'instrumentation se définit, quant à elle, comme « l'ensemble des problèmes posés par le choix et l'usage des outils (des techniques, des moyens d'opérer, des dispositifs) qui permettent de matérialiser et d'opérationnaliser l'action gouvernementale. » (Halpern et al., 2014 :16).

des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref, du dit, aussi bien que du non-dit […] Le dispositif lui-même, c'est le réseau que l'on peut établir entre tous ces éléments » (Foucault, 1994a :299). Qu'il s'agisse du discours politico-médiatique sur l'empiètement, du recours aux avis d'experts en aménagement et en résilience, des décisions relatives aux expulsions massives des résidents riverains ou de la construction de logements en périphérie en zone inondable, l'ensemble concourt à la production et renforcement d'un ordre moral favorable à l'exercice du pouvoir. On s'intéresse donc ici donc aux dispositifs comme mécanismes de l'État, puisque, selon Michel Foucault, « [l]'État ce n'est rien d'autre que l'effet mobile d'un régime de gouvernementalité multiple »[1]. Si l'approche foucaldienne est aujourd'hui couramment mobilisée dans les travaux qui portent sur les « dispositifs de surveillance », Nicolas Dodier note qu'elle l'est plus rarement autour des catastrophes (Dodier, 2013). L'ouvrage « *Gouverner par les catastrophes* » coédité par Sandrine Revet et Julien Langumier (Revet, Langumier, 2013) défriche cette voie : les auteurs explorent les possibilités de mobiliser la notion de dispositif dans l'appréhension des modes d'exercice du pouvoir pendant et après des catastrophes. Ils se rapprochent du dispositif de l'approche foucaldienne, tout en s'en détachant partiellement puisque leur analyse porte à la fois sur la mise en place de ces dispositifs et sur leur réception par les populations. Par un regard attentif porté sur les résistances des habitants à ces dispositifs, c'est également leur *critique,* au sens de Luc Boltanski et Laurent Thévenot (Boltanski, 2009), qui fait l'objet de cet ouvrage. Ces travaux permettent d'évaluer la portée heuristique de la notion de dispositif pour saisir les dynamiques liées aux catastrophes. À cet égard, Emmanuel Henry note dans sa thèse à propos du scandale de l'amiante que le dispositif apparaît plus lâche que le dispositif disciplinaire foucaldien, « puisque les acteurs n'ont pas conscience d'entrer ou de sortir d'un dispositif quelconque en posant des actes pour donner une dimension publique au problème, ou en imposer une définition spécifique ; [...] il ne peut être reconstitué qu'a posteriori à partir des résultats qu'il produit. » (Henry, 2000 : 269-270). Ses travaux montrent alors que « quand le problème commence à surgir, il n'est pas traité à partir d'un « dispositif » (au sens de Foucault) fortement institutionnalisé, mais à partir de logiques d'acteurs généralement plus floues, ce qui marque en même temps certaines limites de la notion telle que Michel Foucault la construit » (Dodier, 2013 :259). En m'appuyant sur ces réflexions, je mobilise le dispositif de la pensée foucaldienne tout en considérant son caractère diffus et souvent épars au sein des acteurs, en particulier dans le cas de la catastrophe. Je l'appréhende alors à partir des résultats qu'il produit, à savoir les déplacements des populations pauvres en périphérie. Les discours politico-médiatiques sur l'empiètement ou encore ceux des habitants de classes supérieures qui altérisent les résidents des *slums*, constituent, en ce sens, des facettes du dispositif, au même titre que les mesures de relogement, entreprises par les autorités étatiques.

Ce chapitre s'attache ainsi à saisir les logiques de légitimation des évictions de populations marginalisées qui sous-tendent la production d'un ordre socio-spatial au service du pouvoir. L'exceptionnalité de la catastrophe facilite la mise en place d'une multitude de dispositifs concourant à normaliser les mesures ségrégatives. Comme le rappellent Sandrine Revet et Julien Langumier, « [c]ette avalanche de dispositifs de gouvernement de la catastrophe a pour conséquence de normer l'exceptionnel et, en le routinisant, de le normaliser. » (Revet, Langumier, 2013 :12-13). On parle alors du « gouvernement par la catastrophe » lorsque l'évènement est utilisé comme un moyen pour imposer un pouvoir, celui de l'institution, d'organisations internationales ou encore d'un dictateur (Donze, 2018).

[1] Michel Foucault, « La Phobie d'État », Libération, 30 juin 1984 – extrait du cours du Collège de France, 1978-1979, « Naissance de la biopolitique », Gallimard, octobre 2004.

La question qui conduit la réflexion est la suivante *: à l'issue de la catastrophe, quels sont les dispositifs déployés dans la légitimation du réordonnancement socio-spatial ?* Pour y répondre, je croise les observations de terrain avec plusieurs sources de discours : les discours politico-médiatiques, les discours des habitants de quartiers des *slums* riverains ayant été relogés en périphérie ainsi que les perspectives des habitants de classes supérieures. À travers les regards croisés des institutions et des différents groupes sociaux sur les évictions, il s'agit de voir comment opèrent les mécanismes de pouvoir au sein même des relations sociales. Dans un premier temps, il s'agit de montrer comment le discours sur l'empiétement constitue une problématisation des luttes pour l'espace public urbain, d'autant plus prononcée sous les effets de sa médiatisation après l'inondation. La deuxième partie de ce chapitre propose une analyse de la construction de la figure de l'empiéteur comme procédé d'altérisation[1] des populations pauvres.

L'histoire de Krithika illustre parfaitement, dans son cas particulier, celle de milliers de résidents de quartiers informels de Chennai. Ancienne habitante du quartier d'Attur Nagar, situé sur les rives de l'Adyar à Saidapet, elle a été relogée précipitamment en périphérie après la dévastation causée par les inondations. Partager quelques bribes de sa trajectoire permet de rendre compte des effets, concrets et indélébiles, des politiques et des dispositifs sur la vie quotidienne des habitants. Aussi, entre les lignes de son histoire, se dévoile l'intrication de ce qui est évoqué dans les pages de ce chapitre et du suivant, du discours aux pratiques de l'État, en passant par leurs représentations auprès des classes dominantes.

[1] L'altérisation désigne ici la fabrique de l'autre à travers un processus cognitif qui conduit à la différenciation. Celui-ci est constitutif des intersubjectivités et de nos modes de compréhension du monde : nommer une chose, un groupe social, c'est par définition le distinguer d'un soi ou d'un ensemble d'éléments indifférenciés et par conséquent le faire autre.

Encadré 15 : Portrait de Krithika, habitante d'un quartier riverain à Saidapet relogée à Kannagi Nagar

Krithika a 21 ans, elle est originaire du quartier d'Attur Nagar, aussi appelé Aaturma Nagar, à Saidapet. Elle a habité toute sa vie dans ce quartier informel situé sur la rive nord de l'Adyar, avant qu'elle et ses proches ne soient relogés à Kannagi Nagar à la suite des inondations. Elle termine aujourd'hui une formation de technicienne de laboratoire à Kundrathur et prévoit de travailler dans un hôpital dans le quartier de T-Nagar. Ses parents sont tous deux originaires de Thindivanam, dans le district de Viluppuram au Tamil Nadu. Elle a deux frères et deux sœurs. Son père est décédé d'une maladie quand elle avait 16 ans et sa mère travaille comme femme de ménage dans un *Chatram* (un hall communautaire) à Saidapet. Depuis la mort de son père, ses deux frères ont pris en charge les dépenses de la famille. L'aîné est devenu conducteur de tuktuk et le second est peintre. Ils ont pu, à eux deux, assurer l'éducation de leurs deux sœurs et les marier. Ses sœurs se sont mariées à Saidapet avec des habitants du quartier, l'un originaire de Thindivanam et l'autre de Puduchery.



Figure 112 : Photo de Krithika et son amie Priyanka à Attur Nagar
10/05/2014

Krithika habitait à Attur Nagar avec sa mère dans une hutte rudimentaire, qui leur servait uniquement d'abri pour dormir, même s'il leur arrivait de dormir dehors. La friche à l'arrière du quartier faisait office de toilettes, et pour la cuisine, elles préparaient un feu de bois à l'extérieur. Krithika passait la plupart de son temps avec ses amis : ils se baladaient dans les environs, sortaient au cinéma, et se rendaient de temps à autres à la plage d'*Adyar beach* (Besant Nagar). Aller chercher l'eau dans les bonbonnes noires approvisionnées par les camions citernes du *Chennai Metro Water*[1] rythmait ses journées, mais c'était une source de bien des tensions avec les voisins, surtout quand l'eau venait à manquer.

[1] *Chennai Metro Water* est le nom commun pour désigner la *Chennai Metropolitan Water Supply and Sewerage Board* (CMWSSB), l'agence d'approvisionnement en eau et de gestion des eaux usées de la métropole de Chennai.



Figure 113 : Photo des bonbonnes d'eau à Attur Nagar 10/05/2014



Figure 114 : Photo de Krithika et ses voisins 10/05/2014

Chaque année à la saison des pluies, les habitations en contrebas du quartier étaient détruites, emportées par les eaux, et les habitants trouvaient alors refuge à l'école située à quelques centaines de mètres plus haut. Mais cela n'a pas toujours été le cas : le quartier était à l'origine installé sur les hauteurs, où se trouve aujourd'hui le chantier de construction de la station de métro. Après leur éviction forcée par les autorités publiques pour la réalisation du projet du métro, les habitants ont été contraints de migrer un peu plus bas, sur les terres restées vacantes à proximité du cours d'eau, les exposant davantage au risque lors de la montée des eaux. Lorsque ce ne sont pas les inondations qui menacent leur sécurité, ce sont les incendies, les toits en feuilles de bananier facilitant la propagation du feu pendant la saison sèche. Krithika raconte qu'il y a de cela six ans, plusieurs de leurs maisons ont brûlé dans un accident, à la suite de quoi les autorités leur ont attribué des jetons pour l'allocation d'un logement[1]. On leur a proposé d'être réinstallés sur le site de *Semmancheri* (Kannagi Nagar), mais, ayant eu vent des problèmes d'insécurité qui y régnaient, ils ont refusé. Depuis tout ce temps, ils ont pensé que ces jetons n'auraient pas d'utilité, mais finalement, raconte-elle avec dérision, ce sont ces mêmes jetons qui ont servi pour l'allotement des logements à Kannagi Nagar en janvier 2016 après les inondations. Après la dévastation de la catastrophe, Krithika raconte que ce sont eux qui ont réclamé un logement auprès des autorités, parce qu'ils « *n'en pouvaient vraiment plus de cette situation* ».

À leur emménagement dans l'appartement à Kannagi Nagar, on leur a demandé de payer 25 000 roupies, une somme qu'ils n'étaient pas en mesure de payer ; c'est pourquoi ils ont dû négocier un délai supplémentaire. Ils paient désormais 300 roupies par mois pour l'eau et les charges, ce à quoi il faut ajouter l'électricité qui se paie séparément : une somme importante supplémentaire compte tenu de leur salaire mensuel qui s'élève à 3 000 roupies. Krithika partage ses doutes : elle ne sait même pas si après avoir payé les 25 000 roupies demandées, ils devront continuer à payer un loyer. Elle remarque que les autres ont décoré leur appartement, ont déjà posé un faux plafond ou l'ont meublé... Eux n'ont rien fait de tout cela, parce qu'ils ne sont pas sûrs de ce qui va advenir de cet endroit, si le gouvernement va maintenir ce quartier ou le démolir. Il y a une rumeur selon laquelle ce quartier va être détruit...

Après le relogement, Krithika confie que ce qui lui manque par-dessus tout, ce sont les contacts qu'elle avait avec ses voisins, qui étaient « *comme la famille* ». À chaque fois que sa mère voyageait, elle allait loger chez eux, et inversement. Ils prenaient soin les uns des autres dans toutes les situations. En quatre mois de temps passé à Kannagi Nagar, elle n'a pas pu les revoir une seule fois. À cause de la distance et des transports, elle doit partir très tôt le matin pour travailler et ne revenir que tard le soir après 19h30, ce qui ne lui laisse pas le temps de voir ses amis. En plus, comme le quartier est très dangereux, elle n'ose pas sortir seule. Elle ne se sent pas à l'aise dans cet endroit, il y a beaucoup de *rowdies* (des casseurs), et elle est d'autant plus inquiète de ce qu'il pourrait arriver pendant la période des élections.



Figure 115 : Photo des bâtiments de relogement, Kannagi Nagar
10/04/2016



Figure 116 : Photo du site de relogement, Kannagi Nagar
10/04/2016

« Cette vie me manque... Même si nous n'avions pas de vraie maison, on s'y est fait. Parce que j'y suis née et que j'ai grandi là-bas, je me disais que j'étais de là-bas, donc je devais accepter ce que j'avais. Oui, on avait des incendies là-bas, on avait des inondations, mais je jouais toujours avec les enfants des voisins... Quand je me retrouvais avec mes amis, nous allions voler des mangues dans ces arbres. Toutes ces choses étaient amusantes, et c'est tout ce que j'aime[2]. » Le relogement, c'est la perte de cette vie en communauté, ce « *confort moral* ». "*Manasuku aaruthal*", c'est l'expression tamoule imprégnée d'émotions que Krithika emploie pour désigner ce que représente pour elle la vie en communauté, c'est à dire « *une épaule pour le soutien* ».

Mais même si elle passe de bons moments avec ses amis, elle rappelle qu'elle aime sa mère par-dessus tout et qu'elle ne place sa confiance qu'en elle. D'ailleurs, dans ses projets futurs, Krithika voudrait trouver un travail pour emmener sa mère dans un endroit décent. Elle veut acheter sa propre parcelle et y construire sa maison. Peu importe la forme de la maison, tant qu'elle convient à sa mère. « *Quels que soient les souhaits de ma mère, je veux les réaliser... c'est ça mon rêve, et rien d'autre. Tout ce que je veux dans la vie, c'est que ma mère soit heureuse*[3]. » Quant à l'endroit, elle dit avoir entendu parler d'un quartier « décent » appelé KK Nagar. Sinon, quelque part près de Saidapet : « *oui, à Saidapet il y a plein de lieux décents*. » Il y a un temple, elle aimerait construire sa maison près d'un temple.

[1] Le jeton envoie ici au système gouvernemental d'identification des familles recensées pour le relogement, mis en œuvre par les autorités étatiques (TNSCB). Ces jetons représentent souvent une promesse de logement, sinon de titre de propriété, pour les familles résidant dans les *slums*.

[2] « *I miss such life… even though we didn't have proper building, we got used to it. Because I was born and brought up there and I used to say to myself this is where I belong, so I have to accept what I have. We will have fire accidents here, we will have floods here, but still I play with the neighbor's child, when I room around with my friends, we used to steal mangos from that trees. All these things used to be fun I like that only.* », entretien avec Krithika, le 10/04/2016.

[3] « *Whatever my mom wishes for, I should fulfill my mom's whishes… that is my dream, that's it… nothing else. All I want in life in my mom to be happy*. », entretien avec Krithika, le 10/04/2016.

La politisation de l'habiter

La construction discursive du problème de l'empiètement est abordée dans cette partie comme la manifestation de ce que l'on appelle une politisation de l'habiter. En effet, les enjeux d'appropriation de l'espace public urbain se cristallisent dans le contexte post-catastrophe par la montée du discours sur l'empiétement de la rivière. À l'issue de l'inondation, le débat sur l'empiétement devient un élément central dans la production de l'illégitimité spatiale et citadine des habitants de *slums*. D'abord employé par les militants et les membres de la société civile pour désigner les constructions élitistes illégales et non acceptables du point de vue environnemental, le terme « empiétement » a ensuite été interprété par les classes moyennes et supérieures ainsi que les médias comme synonyme des *slums* en particulier. Aussi, ce glissement de sens de l'expression « empiétement sur le fleuve » a contribué à faire porter la responsabilité des dégâts causés par les inondations aux populations les plus pauvres, dont les habitations installées sur les rives du fleuve sont perçues comme une obstruction des voies d'évacuation naturelles de l'eau. Les empiétements des élites et ceux des populations pauvres ont alors fait l'objet de traitement différenciés par les autorités étatiques. En fait, le discours véhiculé par les médias et alimenté par les classes moyennes renvoie implicitement à des critères esthétiques et hygiénistes, basés sur une approche dichotomique séparant le légal de l'illégal mais aussi le propre du pollué. Les paroles d'habitants et les articles de presse analysés dans ce chapitre illustrent ce propos.

Tandis que le discours sur « l'empiètement » remet en cause le droit des pauvres à leur place en ville, la construction d'une figure de l'empiéteur participe à la redéfinition même des légitimités citoyennes. C'est précisément ce constat qui m'amène à parler de « politisation de l'habiter ». La politisation n'est pas entendue ici au sens commun de « donner à quelque chose, [ou à quelqu'un] un caractère, un contenu, une portée politique »[1] où la politique serait restreinte à la sphère des dirigeants, mais renvoie plus fondamentalement à la question du pouvoir et des rapports de force organisant la société[2]. Je rejoins alors la perspective tracée en sociologie politique par Jacques Lagroye qui définit « la politisation à la fois comme la conversion de faits sociaux de diverses natures (pratiques, relations, événements, etc.) en objets relevant de la sphère politique, et comme l'effet en retour de ce processus sur les faits ainsi convertis » (Lagroye, 2003 :4). Dans l'ouvrage intitulé *La politisation* dirigé par Jacques Lagroye, les auteurs s'attachent à décrypter les liens entre ordre social et ordre politique à l'angle de leurs rapports mouvants. Ces travaux révèlent le caractère social de l'ordre politique en montrant la manière dont celui-ci est institué, notamment par les jeux et les concurrences des groupes et des acteurs sociaux (Matonti, 2004). De nombreux débats sur la définition du politique nourrissent, depuis les années 1950, les réflexions épistémologiques dans le domaine des sciences politiques (Voutat, 2001). Le « repérage du politique » pose en effet la question des critères d'observation de l'univers politique. En 1973, Jean Leca (1973) dans son texte précisément intitulé *Le repérage du politique* propose d'appréhender le politique non pas comme un lieu ou un univers, mais dans une perspective « substantielle »,

[1] D'après la définition du CNRTL, disponible en ligne : http://www.cnrtl.fr/definition/politisation. La politisation peut également désigner dans le langage courant le fait qu'un individu ou groupe d'individus porte davantage d'intérêt pour la politique, ou s'engage dans la sphère politique. Dans un sens péjoratif, l'expression renvoie également à la « récupération » politique d'évènements ou de manifestations.

[2] On distingue ici « le politique aristotélicien qui est fondateur et le politique moderne comme sous-système » (Leca, Duchesne, Haegel, 2001).

qu'il résumé par la formule : « tout est politique ». Au-delà des critiques formulées[1], l'argument fondamental est avancé : « si tout est potentiellement politique, c'est un rapport de force qui va déterminer les frontières du politique » (Voutat, 2011). À ce propos, Pierre Bourdieu notait que l'univers institué de la politique, ou ce qu'il nomme « région du monde social », « livre et impose sa propre représentation d'elle-même » (Bourdieu, 1988 :2-3). En d'autres termes, penser et définir les frontières du politique représente en soi un enjeu de lutte politique. En considérant ces enjeux, il ne s'agit pas de tomber dans l'impasse d'une indistinction qui nuirait à l'analyse des phénomènes sociaux et politiques. Au contraire, il convient ici d'inverser la perspective : si tout n'est pas politique, le politique (au sens du pouvoir), lui, est partout (Foucault, 1975). Les réflexions de Michel Foucault offrent un décentrement du regard sur le politique pour considérer l'omniprésence du pouvoir :

> « non point parce qu'il aurait le privilège de tout regrouper sous son invincible unité, mais parce qu'il se produit à chaque instant, en tout point, ou plutôt dans toute relation d'un point à un autre. Le pouvoir est partout ; ce n'est pas qu'il englobe tout, c'est qu'il vient de partout. Et « le » pouvoir dans ce qu'il a de permanent, de répétitif, d'inerte, d'auto-reproducteur, n'est que l'effet d'ensemble, qui se dessine à partir de toutes ces mobilités, l'enchaînement qui prend appui sur chacune d'elles et cherche en retour à les fixer. Il faut sans doute être nominaliste : le pouvoir, ce n'est pas une institution, et ce n'est pas une structure, ce n'est pas une certaine puissance dont certains seraient dotés : c'est le nom qu'on prête à une situation stratégique complexe dans une société donnée. » (Foucault, 1976 :121)

Par son caractère immanent, le pouvoir ne se saisit que difficilement autrement qu'à l'angle des pratiques. La perspective foucaldienne invite à considérer le politique de manière diffuse et consubstantielle aux relations sociales.

Les phénomènes de politisation et de dépolitisation font l'objet de nombreux travaux en sciences sociales et sont abordés de manières variées, qu'ils soient saisis sous l'angle de l'évolution des politiques culturelles[2] (Dubois et al., 2012) ou au regard des pratiques exercées hors des cadres institutionnels de la politique (Arnaud, Guionnet, 2005). En questionnant les liens entre la sphère sociale et la sphère politique, ces travaux posent la question de la construction sociale du politique. Aussi, la *politisation* et la *dépolitisation* sont alors appréhendées comme des phénomènes de déplacement des frontières du politique par rapport à un champ de la politique institutionnelle (Arnaud, Guionnet, 2005). À travers une approche relationnelle, il est possible de rendre compte de « la construction sociale variable et constante des limites du politique et de l'apolitique, les déplacements incessants de ces bornages établis plus ou moins consciemment par les acteurs » (*ibid.*). Finalement, ces approches invitent à dépasser « l'opposition entre ce qui relèverait de la vie politique (*politics*) et ce qui tiendrait aux politiques publiques (*policy*)» (Dubois, 2012). La *politisation* renvoie ainsi à des procédés de « conversion » (Dubois, 2012 ; Lagroye, 2003) de faits sociaux en objets politiques, ou « de déplacement des frontières » de la sphère politique, qui sont eux-mêmes, résultant de l'exercice d'un pouvoir (en se plaçant dans une perspective foucaldienne).

[1] Les critiques portent notamment sur une approche unilatérale du politique, assimilée essentiellement à une fonction de régulation de l'ordre social (Voutat, 2001).

[2] L'ouvrage collectif intitulé *Le politique, l'artiste et le gestionnaire* propose de penser l'évolution des rapports entre culture et politique depuis les années 1960 en rendant compte de phénomènes de dépolitisation et repolitisation des activités culturelles.

En somme, la politisation comme la dépolitisation sont des termes à penser ensemble. Il est possible d'analyser les mesures prises par les instances gouvernementales à l'occasion de méga-événements (catastrophe, événement sportif, etc.) sous l'angle d'une dépolitisation, évoquant des procédés visant à banaliser l'action politique comme les évictions pour en faire un phénomène inévitable, allant de soi et difficilement contestable. Or, cette apparente dépolitisation est indissociable de son revers qui est la politisation. Le dialogue entre politisation et dépolitisation a été le terrain de nombreuses réflexions sur le rôle de l'État et les implications des politiques dites de « développement », en particulier dans les travaux de référence de James Ferguson et de John Harriss[1]. Dans un contexte plus proche du cas d'étude développé dans cette thèse, au Tamil Nadu, Vasudha Chhotray (2007) montre comment la théorie de la machine 'anti-politique' induit une mise à l'écart des sujets progressistes, tombant inévitablement dans le registre de la politisation (*ibid.*). En outre, comme le soulignent Sandrine Revet et Julien Langumier à propos des situations exceptionnelles, « leur politisation opère en permanence et par le biais de nombreux et différents acteurs, aucun ne pouvant prétendre à la détention d'une légitimité déjà établie par rapport à la tragédie collective, que ce soit les élites locales qui instrumentalisent la catastrophe ou les sinistrés qui se mobilisent. » (Revet, Langumier, 2013 :27). Il s'agit donc d'une politisation continue et à des échelles variables, et c'est parce que le phénomène se cristallise autour des enjeux d'occupation du territoire que j'emploie le terme d'*habiter*.

L'expression « politisation de l'habiter » renvoie donc au déplacement des frontières du politique par la conversion d'un fait social -ici, habiter- en un objet politique, c'est à dire un moyen d'exercice du pouvoir.

Mobiliser « l'habiter » dans ce contexte n'est pas dénué d'implications, et ce choix répond à plusieurs objectifs. J'entends d'abord le terme *habiter* au sens premier de *résider*, *se loger* et *occuper* un territoire. La notion d'habiter a été déclinée en de multiples variations selon les disciplines dans lesquelles elle a été mobilisée, que ce soit en géographie, en sociologie, philosophie ou anthropologie. Habiter signifie demeurer, se loger, mais s'entend aussi au sens plus large d'exister, de vivre et tisser des relations avec ce - et ceux - qui nous entourent. Depuis l'essai « Bâtir habiter penser » du philosophe allemand Heidegger en 1951, l'acception ontologique[2] du terme habiter constitue l'essence de nombreuses réflexions philosophiques contemporaines, telles que celles engagées par Thierry Paquot, Augustin Berque, Michel Lussault dans l'ouvrage « *Habiter, le propre de l'humain* ». Habiter est alors défini comme l'acte d'« être-présent-au-monde-et-à-autrui en un lieu singulier » (Paquot, 2007)[3]. Il convient toutefois de distinguer *habiter* de *l'habiter* : si *habiter* constitue le versant ontologique au sens « être-là », *l'habiter* renvoie lui aux principes d'organisation, d'autodétermination de structuration de cette manière d'être-là (*ibid.*). En somme, « *l'habiter*, comme théorie en sciences sociales, fait référence à l'ensemble des processus que l'individu met en œuvre pour habiter » (Frelat-Kahn, Lazzarotti, 2012 :248). Pour Olivier Lazzaroti, l'habiter est à la fois le processus et le résultat de l'acte d'habiter, en d'autres termes, c'est « l'un des moyens avec lequel les habitants, singulièrement et collectivement, font ce qu'ils sont » (*ibid.* :17). Dans le courant pragmatique, l'habiter est

[1] Voir notamment les travaux de James Ferguson, (1990) *The Anti-Politics Machine: 'Development', Depoliticisation and Bureaucratic Power in Lesotho*, et de John Harriss, (2001) *Depoliticising Development: The World Bank and Social Capital*.

[2] L'essai de 1951 du philosophe allemand Heidegger « Bâtir habiter penser » marque un tournant philosophique dans la compréhension du terme habiter où Heidegger lui confère une dimension existentielle, un *Dasein*, qui renvoi à un « être au monde », un « être-là ».

[3] Au-delà d'une présence ou existence, habiter renvoie aussi à une façon d'être, une manière d'être et d'être en relation au monde. A ce propos, Thierry Paquot (2007) souligne que « le verbe habiter de par son origine étymologique (*habere* = tenir) se relie à la notion d'habitude (manière habituelle d'être, de se tenir) ».

déployé au sens d'une « pratique des lieux géographiques » (Stock, 2003) qui repose sur l'idée de « faire avec » l'espace. Cette perspective implique que pour habiter le monde, « pour investir les différents lieux géographiques de sens et de significations, il faut faire quelque chose » (Stock, 2015). Mathis Stock emprunte la notion de « faire avec » évoquée par Michel de Certeau (1990) dans la théorie qu'il élabore sur les « manières de faire ». À propos de l'invention du quotidien par les pratiques, il désigne « un art très ancien de "faire avec" » (Certeau, 1990 :52 cité par Stock, 2015) où les usages et tactiques sont au centre de l'attention. Dès lors, « [l]'expression « faire avec l'espace » vise à ne plus opposer espace et pratique, comme dans la théorie géographique traditionnelle, qui conçoit société et espace comme étant une dichotomie, mais à comprendre les dimensions spatiales comme étant consubstantielles aux pratiques » (Stock, 2015). La notion de « faire avec » intègre également une contradiction inhérente à l'acte d'habiter un espace, renvoyant à la fois à un phénomène d'accommodation passif au milieu, voire de résignation (en témoigne l'expression courante « pas le choix, il faut « faire avec », sous-entendu, « faire avec ce que l'on a à disposition ») tandis que le verbe « faire » traduit une action et implique un rapport actif au territoire. L'idée de « faire avec » suggère une forme de choix par défaut : faire avec l'espace dans lequel on se trouve, mais aussi faire avec le temps dont on dispose. Il s'agit donc de s'accommoder de ce dont on dispose, et se le rendre propre : l'expression intègre la relation réciproque « d'habiter et d'être habité » (Musset et al., 2015). En ce sens, « faire avec l'espace » permet de mieux comprendre pourquoi et comment se mettent en place les formes d'agir qui conduisent groupes et individus à s'accommoder d'un lieu, à l'utiliser, à le transformer pour lui donner un sens « quelles que soient l'intentionnalité, la situation, la corporéité, la mobilité qui sont impliquées » (Stock, 2012 :58).

Cette acception de *l'habiter* m'est apparue particulièrement utile dans ce chapitre pour rendre compte des dynamiques d'appropriation du territoire, au sens littéral de « se le rendre propre ». Je désigne donc par habiter l'acte même de résider et d'occuper un espace, de « faire avec » ce dernier tout en se l'appropriant, le transformant par-là en un territoire. En ce sens, l'habiter permet de penser la relation entre l'individu et le territoire, en renvoyant à la double expression de l'intériorisation d'une extériorité et de l'extériorisation d'une intériorité : on habite un lieu autant que ce lieu nous habite (Musset et al., 2015) (Besse, 2013). Bien que la théorie de l'habiter ait contribué à pallier, du moins partiellement, le manque de théorisation de la notion d'espace vécu, proposée par Frémont (1999), celle-ci n'est pas exempte de critiques. Je rejoins à ce sujet les auteurs soulignant la nécessité de la socialiser (Herouard, 2007), et ce à quoi l'on peut ajouter, de la politiser (la replacer dans le contexte des rapports de pouvoir). Sans omettre l'importance de la portée symbolique de l'acte d'habiter, il me paraît en effet essentiel de lui restituer son acceptation première « matérialiste » : pour les populations évincées, c'est avant tout leur droit fondamental de résider sur un territoire qui est dénié. À cet égard, je m'éloigne des réflexions essentialistes sur l'habiter pour rejoindre l'usage qu'en fait Henri Lefebvre, c'est à dire une critique sociale. Recourir à « l'habiter » dans cette thèse s'inscrit alors dans une double volonté : d'abord, celle de rendre compte des relations de l'habitant au territoire et des modalités du « vivre avec » la rivière, mais aussi, et surtout, celle d'introduire la question du pouvoir dans la théorie de l'habiter en sciences sociales. Il s'agit en effet de montrer comment l'habiter est continuellement négocié, instrumentalisé et politisé. Cette politisation est d'autant plus manifeste au moment de l'inondation, tandis que le bousculement du quotidien par l'évènement invite au réordonnancement socio-spatial.

Une cristallisation des luttes pour l'espace public

L'empiètement est une thématique prégnante du discours médiatique et des classes supérieures vis-à-vis des questions urbaines en Inde. Cette notion résonne avec les idées de propreté et de modernité, renvoyant essentiellement à des considérations hygiénistes et ségrégatives. Il faut d'abord évoquer le fait que la propreté et l'ordre sont des préoccupations quotidiennes des classes supérieures dans les métropoles indiennes, comme en atteste une enquête réalisée dans les beaux quartiers de Delhi (Paugam et al., 2017 :132). De surcroît, l'élaboration de ce discours puise dans les conflits sociaux liés à l'usage de l'espace public urbain en Inde (Baviskar, 2003), intensifiés récemment sous les effets conjugués d'une forte densité et de l'accroissement des inégalités. Sudipta Kaviraj retrace l'évolution de l'occupation des espaces publics en Inde et met l'accent sur un processus de démocratisation subie des espaces publics (Kaviraj, 1997). Il faut donc resituer le débat sur l'empiétement dans un contexte doublement marqué par l'hygiénisme et par le phénomène de plébéisation de l'espace public (Paugam et al. 2017 :137). Ces éléments éclairent la radicalité du séparatisme social auquel on est confronté dans les discours : la thématique de l'empiétement et son dérivé, la figure de l'empiéteur en libérant la parole d'une frange de la population, dévoile un discours ouvertement séparatiste[1] des classes supérieures vis-à-vis des pauvres.

Cette première partie explicite les différentes acceptions et interprétations du terme « empiétement » selon les contextes d'énonciation, révélant ainsi son caractère polysémique. Avec l'inondation et le recours accru à ce terme dans les médias, un glissement de sens s'opère et le terme « empiétement » désigne progressivement, de manière quasi-exclusive, les populations de *slums*.

Polysémie de l'empiètement

La notion d'empiétement apparaît de manière récurrente dans les discours – habitants, officiels et journalistiques – sous des acceptions variées, parfois contradictoires. Je reviens dans cette section sur la manière dont il est mobilisé et traduit, dans ces différents contextes. Après une discussion sur le sens juridique du terme et ses liens avec les notions de limites, de légitimité et d'appropriation, je propose d'analyser l'angle sous lequel se construit cette notion dans les discours militants et experts, avant d'aborder sa reprise dans les discours politico-médiatiques.

Dépasser la limite : production de l'illégalité spatiale

L'empiètement réfère à un acte d'intrusion non autorisé sur un territoire (une voie, une route, un trottoir, une rivière), avec ou sans obstruction. Cela renvoie à l'occupation, spontanée ou non, d'un espace sans l'autorisation des propriétaires ou autorités concernées, généralement dans des interstices urbains ou des terrains publics vacants. On peut y voir un phénomène d'appropriation d'un espace qui implique d'« établir une relation entre cet espace et le soi (se le rendre propre) par l'intermédiaire d'un ensemble de pratiques. Il s'agit donc d'attribuer de la signification à un lieu ; cela peut se faire au niveau sémantique, à travers les mots et par les objets et les symboles qui leur sont attachés. » (Segaud, 2010 :95). L'appropriation est une notion étroitement liée à celle de *légitimation*, que j'entends au sens pluriel comme processus qui *octroie l'autorisation de* ou *qui permet de se sentir autorisé à* faire quelque chose. Ces deux notions sont alors des composantes de la

[1] Le terme séparatiste est entendu au sens sociologique renvoyant à la volonté de mise à distance entre groupes sociaux (Paugam et al., 2017), ici, localisée à l'échelle d'un quartier ou de la ville.

relation : de la relation à l'espace pour l'appropriation (tant par les pratiques que par les représentations), et de la relation à soi-même et à l'autre pour la légitimation. En ce sens, l'empiètement repose sur l'articulation dialogique de ces deux notions, désignant une appropriation non légitime, ou devrait-on dire, *non légitimée*. Nicholas Blomley (2005) rapproche l'empiétement du franchissement de la frontière public-privé. Cette frontière est « considérée comme une déclaration remarquablement succincte et efficace, servant peut-être la seule forme symbolique qui combine une déclaration sur la direction dans l'espace et une déclaration sur la possession ou l'exclusion » (Sack, 1986). Cette réflexion fait particulièrement écho à la traduction tamoule du terme *encroachment*, « *aththumiral », qui* signifie littéralement « aller au-delà de la limite ». L'empiètement rejoint alors parfois la notion de squat, en atteste l'emploi indifférencié des termes d'*encroachment* et *squatter settlement* dans le langage courant pour désigner les quartiers d'habitat spontané[1]. L'*encroachment* repose ainsi sur les acceptions communes de l'illégalité et de l'informalité, l'informalité étant alors du ressort de ce qui échappe à la règle et au contrôle, qualifiant les exceptions à la planification. Or, une telle vision fait fi du fait que la ville dite « informelle » prédomine dans certains cas à la ville dite « formelle »[2]. À cet égard, nombre d'auteurs invitent à dépasser cette approche dichotomique de la ville, en montrant les intrications de l'informalité et des modes de planification institutionnels. Les travaux de l'urbaniste indienne Ananya Roy (2005, 2009) font figure de référence à cet égard, comme abordé dans le deuxième chapitre. Partant du principe que l'informalité est un construit social, elle propose d'y voir moins une irrégularité vis-à-vis d'un modèle urbain dominant qu'un nouveau mode de planification étatique dans le régime de propriété privée (Roy, 2005). Le régime de flexibilité inhérent à l'informalité devient alors un instrument de gouvernement, permettant de redéfinir les contours malléables de la légalité et de l'illégalité. Ce mode de planification urbaine *via* l'informalité ne semble pas s'en tenir aux décideurs publics : il a désormais pénétré de multiples sphères, y compris privées et juridiques. C'est par le prisme du juridique que Gautam Bhan (2016) poursuit cette réflexion sur les modes de production de l'espace à Delhi. Il analyse ainsi les procédés de judiciarisation[3] de la gouvernance en lien avec la thématique de plus en plus prégnante de l'empiétement. Interrogeant la production et reproduction des inégalités sociales dans la planification urbaine indienne, l'auteur cherche à décrypter les mécanismes d'exclusion déployés sur la scène juridique *via* l'institutionnalisation de la notion d'empiétement. Cela s'accompagne d'une personnification de l'empiètement en la figure de « l'empiéteur », construite en opposition à celle du « bon » citoyen (Ramanathan, 2004), redéfinissant de la sorte les légitimités citoyennes ; c'est un point que je développe par la suite. En somme, c'est bien la production de la norme et de l'illégalité spatiale que vient questionner la notion d'empiètement.

Il convient donc de faire état de ce qui, du point de vue réglementaire, constitue une « illégalité spatiale » ou un « empiètement ». Sur le plan juridique, l'empiétement ne rencontre pas de définition exacte, outre l'acception générale d'une « occupation illégale et non autorisée de terrains, la construction non autorisée dans des résidences individuelles, et le non-respect de l'utilisation des terres permise, en particulier dans les

[1] La définition du *slum* est également mouvante et controversée. Plusieurs termes sont associés à l'habitat informel : *encroachment*, *slum*, *squatter settlement,* ou dans des termes locaux: *jogi jumpri* à Delhi, *kuppam* à Chennai etc. Ces termes ne sont pas exclusifs entre eux.

[2] Gautam Bhan montre par exemple, à travers l'analyse des statistiques officielles de la ville de Delhi, que « la construction illégale de logement est, en fait, le mode dominant de production de logement dans la ville » (Bhan, 2016 :19).

[3] Le terme judiciarisation renvoie au recours accru aux instances judiciaires pour résoudre un problème social (Pélisse, 2009).

colonies résidentielles » (Bhan, 2016 :23). Pourtant, l'empiétement fait l'objet de deux amendements (Encadré 16), le premier adopté par les instances coloniales en 1905 et l'autre en 2007, relatif à la protection des réservoirs d'eau.

Encadré 16 : L'empiètement dans la législation

La notion d'empiétement apparaît dans la législation en 1905 sous le régime d'administration colonial britannique à travers la déclaration The Tamil Nadu Land Encroachment Act, 1905, ensuite amendée en 1965, 1975, 1996.
Cette loi vise à garantir le droit de propriété du gouvernement. Elle « prévoit des mesures en vue de vérifier l'occupation non autorisée de terres qui [sont la propriété du gouvernement] par l'imposition d'une évaluation ou d'une accusation pénale ou prohibitive, et lorsque des doutes sont émis quant à la portée autorisée de cette pratique par la loi, il est opportun de prévoir des dispositions légales pour contrôler cette occupation ; Il est promulgué comme suit :
1) […] Toutes les routes publiques, rues, ruelles et chemins, les ponts, fossés, digues et clôtures, sur ou à côté de ceux -ci, le lit de la mer et des ports et criques en dessous de la ligne de démarcation des hautes marées, et des rivières, ruisseaux, nalas, lacs et réservoirs, et [tous les marigots, canaux et cours d'eau] et toutes les eaux stagnantes et vives, ainsi que tous les terrains, où qu'ils se trouvent, soumis au droit de propriété –
- d'un zamindar (propriétaire foncier), poligar (administratif territorial) […] ou toute autre personne se revendiquant comme l'un d'eux, ou
- de toute personne payant une […] [redevance] ou un loyer à l'une des personnes susmentionnées, ou
- de toute personne tenant un titre de propriété de ryotwari
- de tout détenteur de titre de propriété
- de toute autre personne détenant un terrain octroyé par le gouvernement
[…] sont déclarées la propriété du gouvernement […].
2) Toutes les routes et tous les chemins publics dévolus à une autorité locale doivent, par l'application de la présente loi, être considérés comme [la propriété du gouvernement]."
3) [Toute personne qui, sans autorisation, occuperait toute zone autre que le territoire transféré, tout terrain qui est la [propriété du gouvernement] sera passible d'une amende. »

En 2007, une réglementation sur l'empiétement est appliquée spécifiquement au cas des réservoirs d'eau et des lacs, The Tamil Nadu Protection of Tanks Eviction of Encroachment Act, 2007. Il s'agit d'une « loi prévoyant des mesures pour contrôler l'empiétement, l'expulsion d'empiètements sur les reservoirs (tanks) placés sous le contrôle et la gestion du département des travaux publics, la protection de ces réservoirs et les questions qui s'y rapportent. »

Les autorités étatiques s'en remettent à la légalité spatiale, entendue comme la conformité de l'occupation territoriale vis-à-vis du droit de propriété, à savoir le cadastre qui constitue la version statique[1] de la ville sur le plan juridique. Dans son ouvrage intitulé *Seeing like a State*, James Scott (2008 [1998]) montre comment le cadastre, à travers le procédé de simplification d'une réalité complexe, est un outil d'exercice du pouvoir de l'État. Mais l'empiétement est également identifié au regard des documents de planification tels que le plan directeur (le Master Plan, qui est la version dynamique de la ville sur le plan juridique). À cet égard, Gautam Bhan note que le recours à un instrument destiné à la planification stratégique pour délimiter des catégories juridiques interroge le statut légal conféré au plan, au sens où le plan n'est plus la norme mais devient un outil de spatialisation du pouvoir (Bhan, 2016).

[1] James Scott note que « la carte cadastrale ressemble beaucoup à une photographie immobile du courant dans une rivière. Il représente les parcelles de terrain telles qu'elles ont été aménagées et étaient attribuées au moment où l'étude a été effectuée. Mais le courant est toujours en mouvement et, en période de bouleversement social et de croissance importante, la réalisation d'un cadastre peut geler une scène de grande turbulence. » (Scott, 2008 [1998] :46)

À Chennai, plusieurs dispositifs de réglementation de l'occupation des sols ont été mis en œuvre pour contrôler l'urbanisation et l'étalement urbain sur les espaces sensibles (zones humides, rivières, espaces littoraux, etc.) appelées traditionnellement « *poromboke* ». Parmi ceux-ci, on peut citer la zone de régulation côtière (*Coastal Regulation Zone*, notée CRZ) déclarée en 1991[1]. Si l'on considère comme empiétement toute construction ou installation sur des zones dites écologiquement sensibles supposément protégées par la CRZ, la ville de Chennai (selon les limites de la Municipalité) comptabiliserait 24 % de terrains publics empiétés d'après un rapport publié par l'auditeur général (CAG))[2]. Or, on constate que la CRZ est appliquée et respectée selon des modalités variables, mettant en visibilité des logiques de légitimités différenciées, que l'on développe plus loin.

L'empiétement renvoie dans l'acception commune à ce qui ne correspond pas à l'esthétique de « classe mondiale », révélant un mode de « gouvernement par l'esthétique » (Ghertner, 2011b) caractéristique de la planification dans les métropoles indiennes. On peut y voir un parallèle avec le développement de ce que James Scott (2008 [1998]) a appelé l'idéologie du « haut modernisme »[3], basé sur la recherche de l'ordre rationnel en termes esthétiques, la croyance qu'une ville efficace est une ville qui semble disciplinée et ordonnée dans un sens géométrique (Scott, 2008 [1998] :4).

Cette première tentative de définition de l'empiétement dévoile d'ores et déjà les ambiguïtés qui entourent la notion, tantôt associée à l'informalité et à l'illégalité, tantôt à l'apparence des constructions. Sur le plan juridique, elle renvoie à des logiques de légitimation différenciées, reposant sur des critères essentiellement esthétiques. Ce flou sémantique est alors instrumentalisé par les différents acteurs qui mobilisent le terme d'empiétement. Les sections suivantes analysent la manière dont ces acteurs – les militants et les représentants étatiques – s'en sont saisis.

Une dénonciation de la « *real estate mafia* »

Si le terme « empiétement » était déjà saturé de représentations associées à l'occupation de l'espace urbain par les pauvres, la notion a pris de l'ampleur à la suite de la catastrophe. D'abord, le terme a été employé pour dénoncer l'urbanisme incontrôlé et les permissions de constructions de groupes industriels ou tertiaires sur les zones humides. Il a désigné en particulier les développements de la partie sud de la ville, le *IT corridor* et les zones économiques spéciales (SEZ) qui se sont déployés, entre autres, au sud de la ville en dépit des règlementations de protection des zones humides.

Dès lors, les groupes militants se saisissent du moment de réordonnancement qui prévaut à la suite de la catastrophe, et entendent dénoncer les empiéteurs entendu ici au sens des « *elite offenders* », c'est à dire des « élites délinquantes ». Mon propos repose sur les observations issues de ma participation à des événements militants menés par différents groupes (Vetiver Collective, Citizen Action Group, Ambedkar Periyar Study

[1] Celle-ci fait l'objet d'une présentation dans le chapitre 2

[2] D'après l'article de presse intitulé "CAG report pulls up Tamil Nadu government for inaction on encroachments" publié par *India Today* le 11/07/2018.

[3] Selon James Scott, le haut-modernisme se définit au mieux comme "comme une version forte, on pourrait même dire musclée, de la confiance en soi face au progrès scientifique et technique, à l'expansion de la production, à la satisfaction croissante des besoins humains, à la maîtrise de la nature (y compris la nature humaine), et, surtout, la conception rationnelle de l'ordre social à la mesure de la compréhension scientifique des lois naturelles. Bien entendu, il est originaire de l'Ouest, en tant que sous-produit de progrès sans précédent dans les domaines de la science et de l'industrie. » (traduction)(Scott, 2008 [1998] :4).

Circle) sur une période de quatre mois à la suite des inondations, de décembre 2015 à avril 2016, ainsi que sur une analyse de discours publiés sur les réseaux sociaux et dans la presse. Si les premiers événements appelant à partager les expériences et émotions à la sortie de la crise ont rassemblé des foules[1], les réunions suivantes visant à la mise en œuvre d'une démarche active se sont déroulées en comité plus restreint. Ainsi, la « réunion pour la reconquête de Chennai » (« *meeting Chennai reclaim »)* organisée par des groupes militants[2] le 20 décembre 2015 à l'issue de l'inondation, comptait une trentaine de personnes. Le rassemblement avait pour objectif l'élaboration d'un plan d'action stratégique pour l'implication de groupes d'habitants dans les processus de planification urbaine. L'événement s'inscrit donc dans le mouvement de dénonciation de l'opacité des processus gouvernementaux et la remise en cause de modalités de participation des habitants. L'initiative « Chennai Reclaim » est avant tout une revendication de la citoyenneté des habitants. À ce titre, la question de l'*encroachment* figure au premier rang des luttes à mener. Parmi les actions citées, la première consistait à dresser la liste des « élites délinquantes » pour « cibler et humilier les responsables, les élites ayant construits sur des zones humides[3]». L'argument principal est alors celui de constater les limites de l'illégalité spatiale produite par l'État, puisque, comme l'indique Nityanand Jayaraman dans un entretien publié par la presse, « les empiétements peuvent être légaux mais pas acceptables pour l'environnement »[4]. Il s'agit donc de lutter contre l'impunité des promoteurs et des acteurs du secteur immobilier, œuvrant de concert avec les instances étatiques. Nityanand explique alors dans un entretien publié dans la presse :

> « Le mot empiètement évoque des images de masures désordonnées construites par les marginaux sur les bords des routes, des rivières, des canaux, des lacs et de la mer. Il ne fait jamais apparaître des images de bâtiments de sociétés informatiques en verre et en acier, d'un aéroport de classe mondiale, d'un méga port ou d'un pont ferroviaire. »[5]

Il s'agit donc bien ici d'une critique du double sens de l'empiétement et la manière dont celui-ci est instrumentalisé dans les médias dominants et les politiciens. Il poursuit en insistant sur l'absurdité de s'en tenir à l'acception juridique de l'empiètement, dont la limite a fait ses preuves lors de la catastrophe :

> « Le diable est toujours dans le détail. Considérez l'expression « empiètement illégal » utilisée par le comité parlementaire. Cette expression est problématique car elle reconnait implicitement les empiètements légaux et normalise l'idée que ce qui est légal sera par magie exempté de causer des dommages ou d'être endommagé par les eaux de crue. Alors que la loi humaine se préoccupe des autorisations, la loi de la nature ne s'intéresse qu'au lieu. »[5]

Par la mobilisation du terme polémique « empiétement » couplé à la mention des « élites délinquantes », les groupes militants ambitionnent de redéfinir l'empiétement. Il y a bien un ensemble d'enjeux sociaux et politiques derrière la réappropriation symbolique de ce terme. Le discours sur l'empiétement agit à la manière d'un dispositif de l'État (au sens de Michel Foucault). Par ailleurs, les groupes militants critiquent la réponse superficielle énoncée par les autorités étatiques, reposant sur la technique et l'ingénierie et qui fait fi des dysfonctionnements actuels et évince des débats les notions de croissance et de développement[586]. Dans ces

[1] En particulier l'évènement *Chennai Reclaim* à Besant Nagar en janvier 2016.

[2] Les associations militantes Vetiver Collective, Citizen Action Group (CAG) et Urban Design Collective (UDC)

[3] "framing and shaming the people responsible, elites who have built on wetlands" propos recueillis lors de la reunion Chennai Reclaim, le 27/01/2015.

[4] "Encroachments can be legal but not environmentally acceptable", Nityanand, propos recueillis lors de la reunion Chennai Reclaim, le 27/01/2015.

[5] D'après l'article intitulé "Why engineering interventions won't prevent another flood in Chennai" écrit par Nityanand Jayaraman, militant socio-environnemental, publié dans *Scroll.in* le 7/09/2016.

efforts de réappropriation sémantique, le terme tamoul « *poromboke* » concentre, aux côtés de l'empiétement, l'attention médiatique. Selon Nityanand, la revalorisation de ce terme aujourd'hui connoté péjorativement est une étape cruciale dans la revalorisation de ces espaces communs :

> « Le mot « poromboke » et les géographies associées doivent être réappropriés et réattribués de la valeur qui leur était associée. Ce n'est pas une tâche qui incombe seulement aux ingénieurs, elle appelle également les chercheurs en sciences sociales, les poètes, les artistes, les artisans, les politiciens visionnaires et les activistes culturels. »[1]

Cette réappropriation du terme se fait au moyen de divers procédés, notamment des événements culturels. La réalisation de la musique carnatique[2] intitulée *Poromboke* composée par Nityanand et TM Krishna[3], et interprétée par ce dernier, s'inscrit pleinement dans cette ambition.

Face à la montée du discours sur l'empiétement qui fait porter la responsabilité de la catastrophe sur les populations pauvres, se dressent des contre-récits faisant apparaître les « élites délinquantes » comme les véritables *encroachers*. Il y a donc un réel enjeu symbolique derrière l'usage de ce terme, et les mouvements militants s'emparent de la vague de réordonnancement qui caractérise la sortie de la catastrophe pour dénoncer l'illégalité des tractations à l'œuvre dans le secteur immobilier.

Une problématisation de la catastrophe

L'évènement catastrophique marque une rupture dans les conditions d'énonciations et le contenu des énoncés (Bensa, Fassin, 2002). Cette partie propose d'analyser les discours médiatiques sur l'inondation et sur l'empiétement, et la manière dont la catastrophe est problématisée. Je m'appuie sur les travaux d'Emmanuel Henry et sur son usage du terme « problématisation ». Selon lui, « [l]a problématisation qui s'impose à un moment donné est le résultat d'un rapport de forces entre différents groupes d'acteurs en lutte pour imposer leur propre définition du problème » (Henry, 2000 :65).

L'essor médiatique de l'empiètement après la catastrophe

Tandis que les cours d'eau étaient jusqu'alors relativement absents dans la presse anglophone, on assiste à une surexposition médiatique du thème de la rivière à la suite de la catastrophe, et la rivière Adyar, qui a connu le débordement le plus spectaculaire, est particulièrement citée. Les thèmes à travers lesquels la rivière est abordée, diffèrent, avec une mobilisation accrue, des registres interventionnistes et de la planification urbaine de manière générale. Une revue de presse de journaux anglophones[4] (192 articles sélectionnés à partir des mots clés « *river* », « *Cooum* », « *Adyar* » et « *encroachment* ») sur la période de 2015 à 2018 permet de mettre en évidence les évolutions des approches liées au cours d'eau dans les médias, en particulier l'apparition de la problématique de l'empiètement. D'abord, il faut noter que les recherches ciblées sur le

[1] D'après l'article intitulé "Why engineering interventions won't prevent another flood in Chennai" écrit par Nityanand Jayaraman, militant socio-environnemental, publié dans Scroll.in le 7/09/2016.

[2] La musique carnatique est une musique traditionnelle de l'Inde du Sud, dont l'origine est liée à la religion et au théâtre. Empruntant le registre soutenu du langage tamoul traditionnel brahmanique, c'est un style qui s'adresse à un public d'élites, bien que certains compositeurs et chanteurs déploient des efforts pour le démocratiser : c'est le cas de TM Krishna.

[3] D'après l'article "Singing paeans to the poromboke" publié dans The Hindu, 19/01/2017.

[4] Choix de la presse anglophone : The Hindu, Indian Times, Times of India, ce sont les journaux lus par les enquêté.e.s du groupe CCM et CAI. Permet d'analyser l'écart entre le discours public médiatique et sa réception auprès des groupes d'intérêt.

thème de la rivière avant décembre 2015 se révèlent fort peu fructueuses : de mars 2011 à décembre 2015, seulement 13 articles de presse portant sur la rivière sont recensés, contre 183 articles après l'inondation, sur la période de décembre 2015 à juillet 2018. Ce contraste traduit le véritable essor médiatique des problématiques du cours d'eau mises en lumière par la catastrophe. De plus, cet essor s'accompagne d'un changement de focale, puisque l'Adyar, quasiment non mentionnée avant l'événement, devient, pour plus de la moitié des articles identifiés, l'objet des énoncés. Les deux graphiques ci-dessous (Figure 117, Figure 118) illustrent ce basculement. Elle apparaît alors devant les articles traitant des cours d'eau et les lacs, de la Cooum, du canal Buckingham, des rivières de la ville (Adyar et Cooum ensemble) et des rivières du Tamil Nadu (indiquées « Rivière TN » sur le graphique).

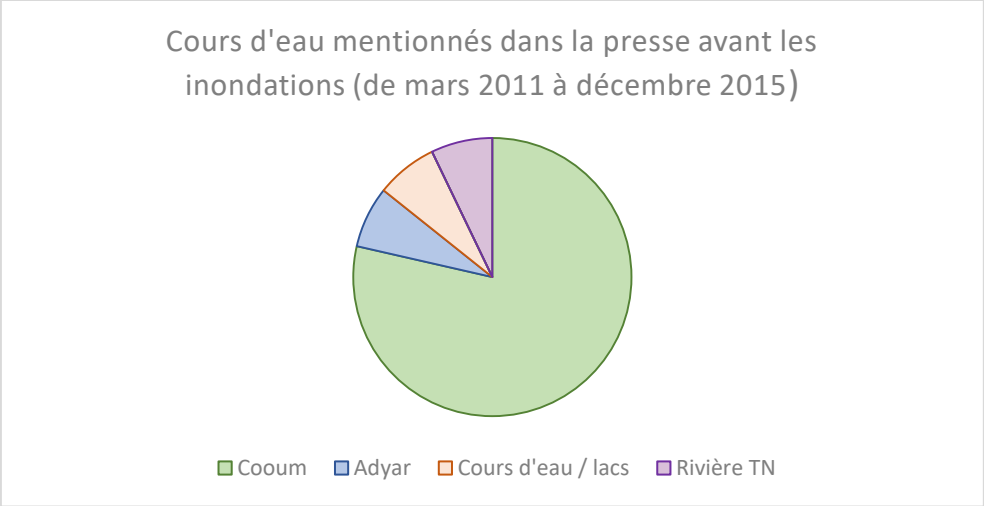


Figure 117 : Mention des cours d'eau dans la presse avant l'inondation

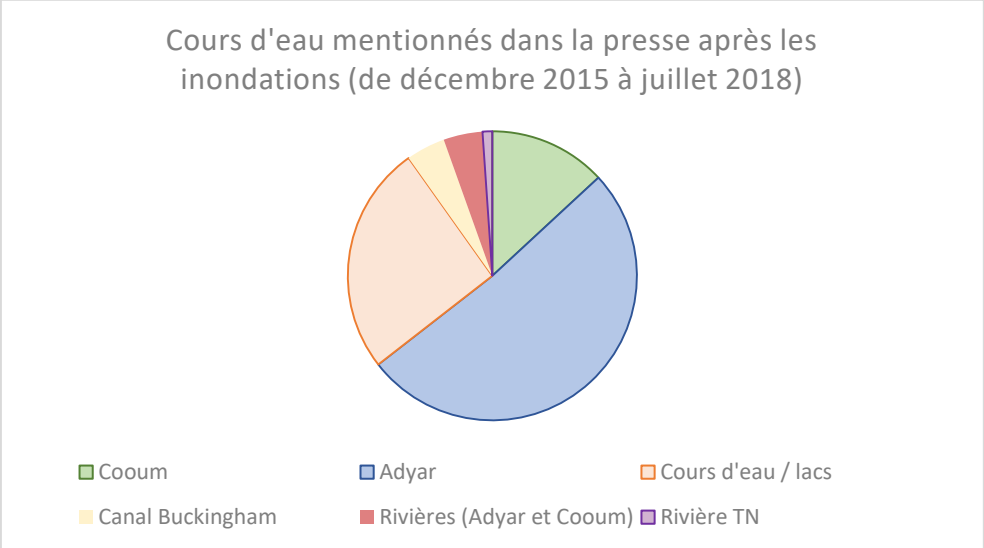


Figure 118 : Mention des cours d'eau dans la presse après l'inondation

Malgré la faible présence médiatique du cours d'eau avant 2015, la rivière Cooum était très majoritairement représentée (11 occurrences d'articles portant sur la Cooum pour les 14 articles recensés), généralement associée aux thématiques de la pollution. À partir de décembre 2015, c'est la rivière Adyar qui représente le thème principal de plus de la moitié des articles de presse relatifs aux cours d'eau (94 sur 183 articles au

total), avec ensuite des articles traitant de manière plus générale des cours d'eau et des lacs. Cette forte présence de l'Adyar s'explique d'abord par son lien direct avec la catastrophe, puisque l'ouverture des vannes du réservoir de Chembarambakkam a provoqué le débordement de l'Adyar. Ensuite, le fait que les classes supérieures occupant les abords de l'Adyar aient été directement concernées par l'inondation est étroitement lié à cet essor médiatique. Comme le note Pushpa Arabindoo[1], la précédente inondation d'ampleur comparable à Chennai, en 2005, n'a pas eu le même retentissement médiatique, essentiellement car elle a touché les quartiers populaires des abords de la Cooum.

Entre inondation et éviction

La catastrophe a conduit à reproblématiser le débat autour de la rivière à Chennai. Les thématiques associées aux cours d'eau dans la presse ont évolué de manière significative. Si la pollution était la thématique dominante avec celle des aménagements (les projets de restauration écologique), l'inondation marque un tournant avec une multiplication des thèmes associés aux cours d'eau, plaçant l'empiètement et l'urbanisation au-devant des préoccupations. Les graphiques ci-dessous (Figure 119 et Figure 120) présentent les thématiques liées au cours d'eau dans la presse, avant, puis, après les inondations. Ils témoignent notamment de l'apparition et de la recrudescence du thème de l'empiétement dans la presse à la suite de la catastrophe :

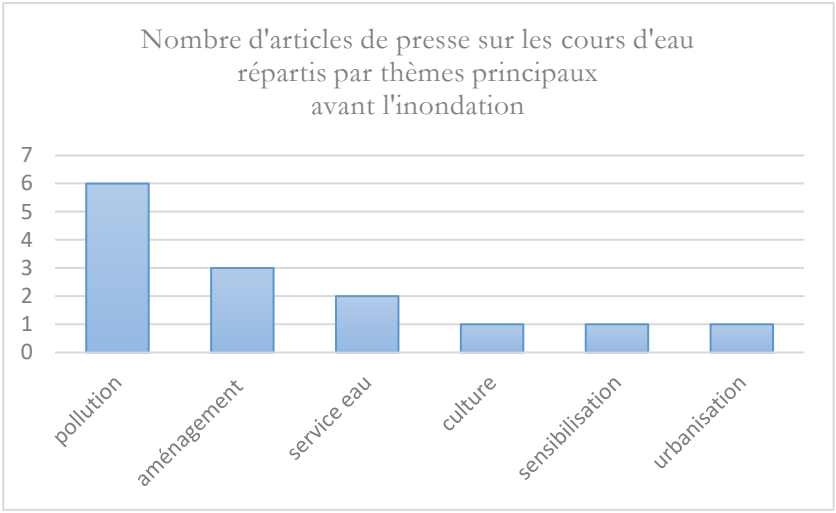


Figure 119 : Thématiques associées au cours d'eau avant l'inondation

[1] Propos issus d'un séminaire organisé « *Waterscapes in Chennai* », à Chennai le 20/01/2016.

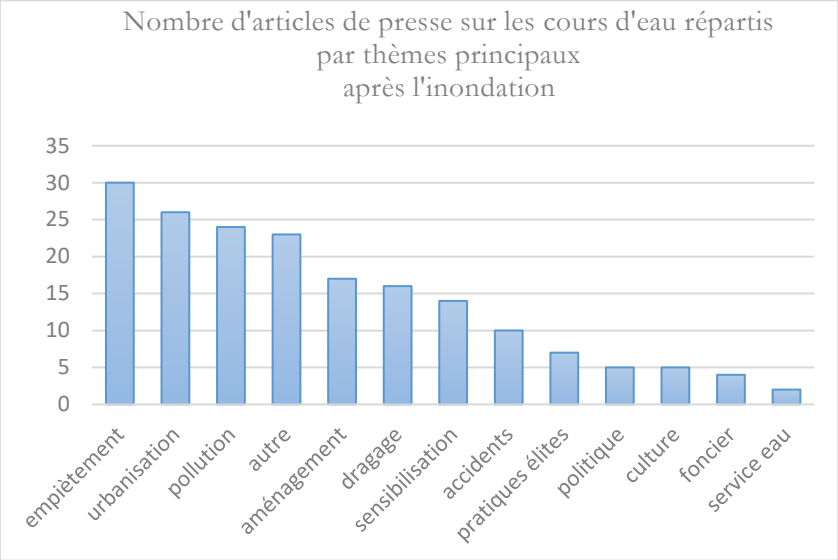


Figure 120 : Thématiques associées au cours d'eau après l'inondation

Cette catégorisation des articles par thème principal est élaborée, de manière itérative et réflexive, à partir des termes mobilisés dans le titre, puis complété par la lecture de l'article. Ainsi, la catégorie « empiétement » regroupe les articles traitant essentiellement de l'empiétement ou des évictions des *slums*. La catégorie « urbanisation » a trait à la question de la construction sur les lacs et zones humides, notamment au sud de la ville. La mention « aménagement » se rapporte aux projets d'aménagements et de restauration écologiques réalisés, en cours ou envisagés par les autorités publiques : y est associé l'ensemble des approches préservationnistes sur l'environnement et les aménagements « exclusifs » comme la construction de clôture. Le thème « accidents » rassemble les faits divers comme les suicides et chutes dans le cours d'eau, l'étiquette « culture » fait référence aux articles qui mettent en avant la dimension culturelle, historique et patrimoniale du cours d'eau. Ces thématiques sont non exclusives, et un dénombrement croisé a permis d'approfondir les liens entre ces thématiques.

Ainsi, avant l'inondation, le croisement des thématiques montre que les articles traitent avant tout de la rivière Cooum dans une approche environnementale : le thème de la pollution (6 articles sur 14) est majoritairement couplé à la mention des projets de restauration écologique (pour 4 articles sur les 6 traitant de la pollution). Au total, la moitié des articles évoquent la restauration écologique de la rivière, suivie d'une approche par la gestion technique. Les approches environnementales et technicistes dominent les discours médiatiques avant la catastrophe.

Sur la période suivant l'inondation, on observe que parmi les 30 articles recensés avec l'empiètement en thématique principale, c'est la rivière Cooum qui est la plus représentée (13 articles), avant l'Adyar (7) et les cours d'eau (Adyar, Cooum et canal) (7). La catégorie « autre » renvoie aux 3 articles qui traitent de l'empiétement sans évoquer un cours d'eau particulier.

L'entrée par une thématique secondaire à celle de l'empiètement fournit des indices supplémentaires sur la manière dont ce thème est traité dans la presse. Sélectionner les articles portant sur les projets de restauration écologique permet d'abord de constater l'importance de cette thématique, avec 25 articles recensés au total

sur cette période, Adyar et Cooum confondus. Sur ces 25 articles, 19 font référence à l'empiètement. Il est intéressant de noter la disparité entre les articles traitant de l'Adyar et de la Cooum, puisque les projets de restauration écologique du Cooum apparaissent systématiquement en lien avec la thématique de l'empiètement. Le graphique ci-dessous présente la répartition de ces articles en fonction de la nature du cours d'eau (Figure 121).

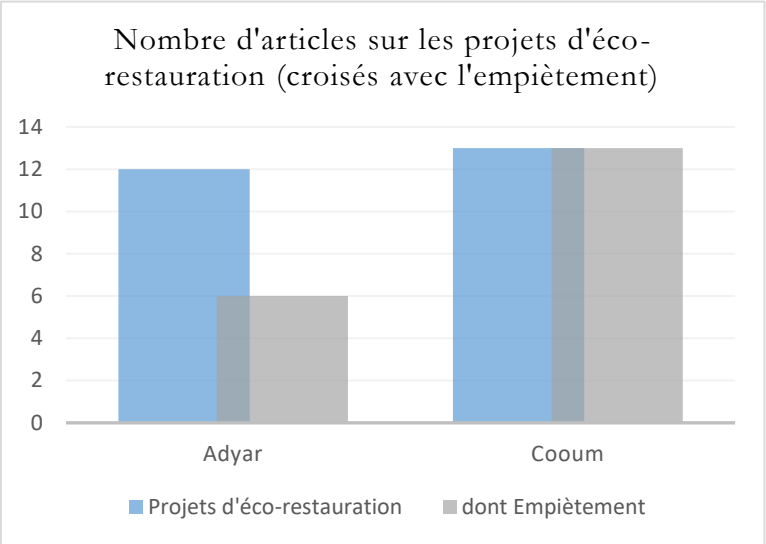


Figure 121 : Dénombrement croisé des articles sur les projets d'éco-restauration et l'empiètement

L'entrée par la thématique du dragage de la rivière (comme mesure de prévention des inondations) apporte une vision contrastée : sur les 23 articles identifiés sous cette thématique, tous concernent l'Adyar, et 10 d'entre eux sont associés à l'empiètement. Le graphique ci-dessous illustre ces résultats (Figure 122).

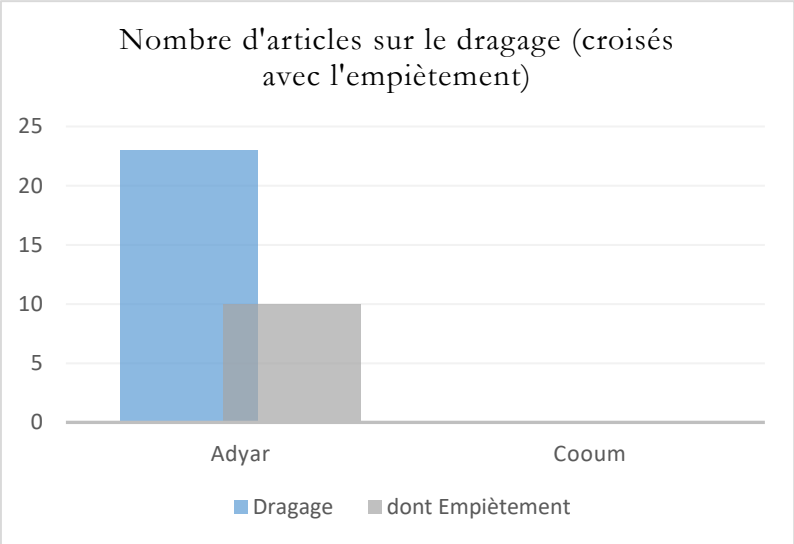


Figure 122 : Dénombrement croisé des articles sur le dragage et l'empiètement

A partir de ces résultats, le cumul des deux types d'actions sur le fleuve (projet de restauration écologique et dragage) montre que la rivière Adyar est finalement celle qui est la plus étroitement associée à la thématique de l'empiètement dans la presse (16 articles, contre 13 pour la Cooum) lorsqu'il s'agit de l'action sur la rivière.

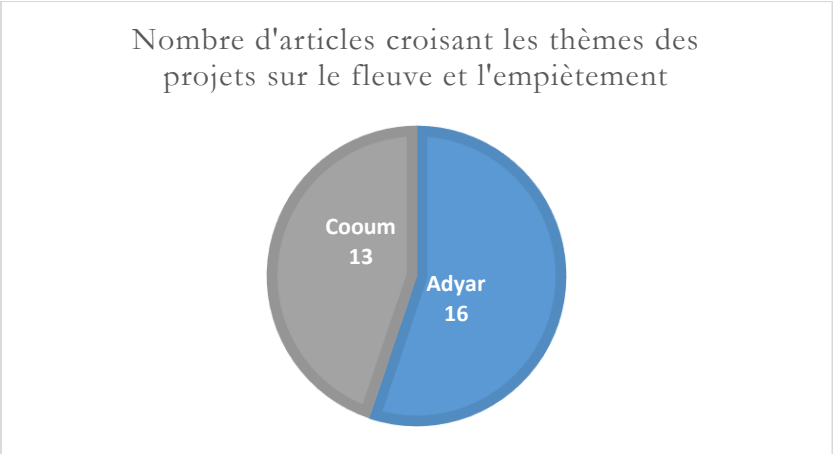


Figure 123 : Croisement des thèmes « projets sur la rivière » et « empiètement »

Il serait ainsi possible de multiplier les « points d'entrée » sur l'ensemble de ces articles pour rendre compte des corrélations entre les différentes thématiques. Aussi, sur les 30 articles identifiés sur l'empiètement, 13 mentionnent les résistances des populations menacées d'éviction, et parmi ceux-ci 9 portent la voix des associations militantes.

En observant l'évolution des thématiques sur un plan temporel, il est intéressant de constater que jusqu'en décembre 2016, les articles portant sur l'empiètement sont essentiellement en lien avec l'Adyar (10 articles et 3 qui n'ont pas trait à une rivière spécifique), tandis que de décembre 2016 à juillet 2018, les articles recensés sur l'empiètement sont plutôt évoqués en lien avec la Cooum (13 sur la Cooum et 4 pour l'Adyar). Cela s'explique par le début de la mise en œuvre du projet de restauration écologique de la Cooum dès 2017 par les autorités du CCRT.

Cette analyse des thématiques associées au cours d'eau à Chennai dans la presse anglophone entre 2011 et 2018 montre que l'empiètement émerge comme problématisation de la catastrophe à partir de décembre 2015. Fortement médiatisé, ce thème ne fait pourtant pas l'objet d'une couverture médiatique spécifique. Un regard attentif sur le contenu des articles permet toutefois de noter la présence du thème de l'empiètement sous-jacent dans des articles traitant d'autres thématiques plus visibles, tels les projets de restauration écologique ou les actions de dragage de la rivière. On constate que, dans les articles, la thématique de l'empiétement est étroitement associée à la nécessité d'une intervention sur le cours d'eau par la technique (dragage, curage, élargissement), concernant exclusivement l'Adyar. Le dragage est un thème prédominant dans les discours médiatiques à la suite de la catastrophe puisque cette action est présentée comme une mesure pour faciliter l'écoulement des eaux de mousson et ainsi prévenir de futures inondations (voir chapitre 6). L'approche interventionniste sur le cours d'eau va de pair avec un discours hygiéniste et discriminant à l'encontre des habitants des *slums* considérés comme des « empiéteurs » : c'est un point sur lequel on s'attarde plus en avant.

Mais la prédominance de la thématique de l'empiétement dans la presse ne lève en rien l'ambiguïté associée à ce terme. En effet, la notion ne fait pas l'objet d'une définition précise, on retrouve des formulations allusives telles que : « certaines personnes égoïstes ont envahi les lacs et les canaux et ont construit des

résidences dans ces zones, bloquant ainsi le chemin des sorties pour l'eau de pluie »[1]. L'extrait suivant illustre le discours politico-médiatique sur l'empiètement :

> « Un an après les importantes inondations qui ont dévasté Chennai et laissé plus de 1,7 millions de personnes sans domicile, un comité de députés dénonce les empiétements des lacs et des lits des rivières et un aménagement urbain défectueux. Dans son rapport, la commission parlementaire a appelé à la prise de mesures contre la *mafia du foncier et les empiétements*. »[2]

La majorité des articles de presse, à l'issue de la catastrophe, présente l'empiètement comme allant de pair avec la « mafia du foncier »[3] et l'associe dans tous les cas à l'illégalité. Parmi les habitants, en particulier dans les classes moyennes, l'interprétation de l'empiétement s'éloigne de cette acception générale pour se concentrer sur les occupations précaires et les *slums* riverains.

Finalement, on voit que l'empiétement reste un terme flou et polysémique renvoyant à des réalités distinctes selon les contextes d'énonciation et les intérêts des énonciateurs. Au regard des discours médiatiques, la catastrophe marque indéniablement un avant et un après, faisant émerger l'empiètement comme problématisation de l'inondation.

Construction de la figure de l'empiéteur

Tandis que le terme « empiétement » contribue à forger un discours discriminatoire à l'encontre des *slums*, son dérivé, le substantif empiéteur entraîne une essentialisation des pauvres. Cette partie s'attache à analyser la figure de l'empiéteur telle qu'elle est co-façonnée à travers les paroles d'habitants et la presse. Cette figure de l'empiéteur, ou du squatteur, image de l'altérité, est largement fabriquée par les médias. Les habitants de *slums*, d'abord considérés comme des pollueurs responsables de la situation déplorable des rivières, deviennent à la suite des inondations des squatteurs, ayant empiété sur le cours d'eau, ce qui aurait conduit au débordement du fleuve et à une catastrophe d'une telle ampleur. Lorsqu'ils manifestent des résistances face à l'éviction, les habitants sont ensuite dépeints comme des perturbateurs. Cette section aborde les différentes facettes de l'empiéteur à partir des discours politico-médiatiques et des discours des habitants, et montre comment ces facettes se renforcent les unes les autres dans la production du *stigmate*[4] entendu au sens d'Erving Goffman comme d'un « attribut qui jette un discrédit profond » (Goffman, 1975). Enfin, l'accent est porté sur les effets du glissement de l'*empiétement* à l'*empiéteur* sur la redéfinition des légitimités citoyennes.

---

[1] D'après l'article intitulé "Encroachment of lakes/water bodies and flooded suburban Chennai" publié sur *Live Chennai* le 2/11/2017.

[2] D'après l'article intitulé "Illegal Construction, Encroachments Make Chennai Vulnerable To Heavy Rain" publié par *NDTV* le 20/08/2016.

[3] Cette expression abonde dans les discours médiatiques et est souvent associée à l'empiétement. Cf. l'article intitulé « Slap graft cases on officials colluding with land mafia » publié dans *The Times of India*, le 19/12/2018

[4] Le stigmate (étymologiquement une marque durable sur la peau) est devenu sous la plume d'Erving Goffman un concept sociologique. Il s'agit d'un marquage, que Goffman définit comme un trait faisant dévier un individu de la norme. Faisant référence à un écart à une norme, donc produit de relations sociales, c'est bien « en termes de relations et non d'attributs qu'il convient de parler » (Goffman, 1975) pour appréhender le stigmate, ou plutôt donc la stigmatisation

Les facettes de l'indésirable : pollution, désordre et invasion

Les habitants des *slums*, considérés comme des empiéteurs, sont l'objet de discriminations à différents niveaux. Leurs pratiques sont jugées polluantes par une grande partie des habitants qui y voient la première cause de la pollution des cours d'eau. Cette représentation repose sur l'association simpliste de la présence des pauvres aux espaces pollués, à laquelle se greffent des principes discriminatoires basés sur les notions de propreté et de pureté. Si la question de la caste constitue sûrement un élément significatif dans la compréhension de ces discours ségrégatifs et discriminatoires (Mosse, 2018), nombre d'auteurs ont toutefois mis en garde sur le caractère réducteur d'en faire une grille de lecture unique (Paugam et al., 2017 :136). Sudipta Kaviraj, à travers l'exemple des espaces publics de Kolkata, soulignait déjà la nécessité de distinguer la notion d'hygiène et les notions de propreté et de pureté (Kaviraj, 1997). Aux déterminants socio-économiques s'ajoutent des considérations hygiénistes (Baviskar, 2011a)et symboliques d'autant plus prégnantes dans un contexte urbain tropical où la question sanitaire reste une préoccupation centrale, en particulier pour les élites. Dans leur ouvrage collectif intitulé *Ce que les riches pensent des pauvres*, Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet (2017) mettent en évidence la peur de la contamination qui habite les classes supérieures. À travers une perspective croisée des enquêtes réalisées auprès d'élites à Paris, São Paulo et Delhi, ils montrent que la volonté de séparatisme vis-à-vis des pauvres est fortement prononcée dans le contexte indien, car associée à une préoccupation hygiéniste quasi quotidienne (Paugam et al., 2017 :120).

À Chennai, on constate des phénomènes similaires de répulsion vis-à-vis des pauvres et des espaces qu'ils occupent - rives ou franges urbaines. Cette répulsion n'est pas exprimée uniquement par les classes supérieures mais se retrouve de manière partagée dans les discours habitants. Des questionnaires réalisés *in situ* à différents endroits présentant une vue sur la rivière Adyar (dans le Tree park à Kotturpuram, sur le pont Thiru-Vi-Ka sur l'Adyar ainsi que sur les berges du *slum* Malligaipoo Kuppam près de l'Adyar) en mars 2017[1], ont montré que les perceptions des habitants sur la rivière étaient étroitement associées à la pollution, souvent présentée comme le résultat des pratiques polluantes des résidents des *slums* riverains. L'enquête consistait en une évaluation des perceptions habitantes, sur trois « éléments » : l'eau, la rivière et l'environnement. Il a été demandé aux répondants de noter (de – 5 à + 5) leur appréciation de ces différents éléments et de justifier leur note. Malgré le caractère « totalisant » qu'implique le recours à des questionnaires fermés de ce type, il a été possible d'en faire ressortir des thèmes récurrents. Ainsi, l'odeur a été citée comme premier critère influençant l'évaluation négative de l'eau ainsi que de la rivière. Les facteurs explicatifs mentionnés pour la mauvaise qualité de l'eau ont été majoritairement la présence de déchets visibles et la présence des bidonvilles. On retrouve évidemment des variations suivant les localités de l'enquête : sur le pont de l'Adyar, la moitié des personnes interrogées a associé la pollution de l'eau directement à la présence des bidonvilles, tandis que pour les habitants du quartier informel de Malligaipoo Kuppam, la pollution est liée à l'évacuation de déchets de l'hôpital ayant rendu l'eau impropre à la consommation. Une majorité d'enquêtés mentionne un manque d'entretien de la rivière par les autorités publiques ou encore l'attitude négligente des habitants comme causes de son état dégradé. Dans les propos recueillis en marge du questionnaire, on retrouve l'association de la pollution de la rivière aux pratiques des habitants riverains,

[1] Cette enquête, à laquelle j'ai participé, a été menée par Marion Le Ralle en 2017 pour son mémoire de Master intitulé « Objective and subjective characteristics of river quality » et réalisé dans le cadre du programme ARCUS. Elle repose sur 29 répondants, parlant anglais ou tamoul.

dans des remarques allusives telles que « *les gens ont dégradé cet endroit*[1] ». En somme, en faisant porter la faute sur l'autre, les discours révèlent une forme de déresponsabilisation. Le risque sanitaire et de contamination est aussi évoqué lorsque l'un des répondants rappelle que « *[cette pollution] n'est pas bonne pour la santé, pour tous les gens* »[2]. Les exemples de situations faisant appel à des considérations hygiénistes ne manquent pas. Les propos de Joye, ma colocataire à Besant Nagar, sur le risque de propagation de maladies par une trop grande proximité des habitants au cours d'eau (présentés dans le chapitre liminaire à la page 78) vont dans ce sens. La construction de murs par les autorités aux abords des cours d'eau, mentionnée dans le chapitre 2, est également justifiée par des arguments sécuritaires et hygiénistes. Cela montre que les préoccupations liées à la salubrité, couplées à des discriminations sociales, ne se cantonnent pas exclusiement aux classes supérieures.

Une discussion informelle avec Joye témoigne de l'amalgame fréquemment opéré dans les acceptions courantes entre *slum* et pollution. Mon interrogation sur le sens exact de *kuppam* (mot tamoul désignant les quartiers informels) donne lieu au bref échange suivant :

- *'kuppam' signifie déchets…*
- Ah bon ? (surprise) Cela ne veut pas dire 'slum'?
- *Si… mais c'est ce qu'est un slum, un endroit de déchets.*[3]

[Joye, 29 ans, doctorante en physique médicale à Anna University]

Cet exemple montre par ailleurs comment les qualificatifs de pollution et de saleté s'appliquent indirectement davantage aux espaces occupés par les pauvres qu'aux pauvres eux-mêmes, un procédé rhétorique relativement courant parmi les classes moyennes et supérieures (voir chapitre 1). Cela rejoint le constat dressé à partir des enquêtes auprès d'élites à Delhi : « [d]e manière plus indirecte, les discours portent principalement sur des espaces occupés de manière prédominante par des pauvres et qui sont décrits comme insalubres, infréquentables et suscitant du dégoût. Ce sont donc des espaces plus que les individus qui se trouvent être au centre des discours hygiénistes recueillis à Delhi. » (Paugam et al., 2017 : 134). Les auteurs poursuivent en soulignant qu'« [i]l faut lire la mention des quartiers pauvres et des espaces publics comme une métonymie des pauvres. On est en effet là au plus près de la définition de cette figure de style qui consiste à désigner le contenu par le contenant et qui, dans ce cas précis, permet de désigner les pauvres par les lieux qu'ils habitent et qu'ils fréquentent. » (*ibid.* : 134-135).

De même, cette formulation apparaît dans les discours officiels sur l'empiètement, comme le prouvent ici les propos d'un ancien responsable du conseil municipal sur le projet d'aménagement des rives de la Cooum :

> *« Les autorités ont nettoyé plusieurs zones le long d'Anna Nagar, mais les parcs n'ont pas encore été créés. Tous les empiètements doivent être enlevés immédiatement. La rivière est de plus en plus polluée, ce qui augmente les risques pour la santé publique », explique V. Sukumar Babu, ancien responsable du conseil municipal de Chennai Corporation. »*[4]

[1] « *People have affected this place* »

[2] *"« it is not good for health, for all the people »*, propos recueillis le 14/03/2017 auprès de passants sur le pont de Thiru-Vi-Ka à Adyar.

[3] « *kuppam means garbage… It doesn't mean slum? Yes… but that what a slum is, a place of garbage* » Joye, carnet de terrain, avril 2014

[4] D'après l'article intitulé "Encroachments, sacred and mundane", publié dans *The Hindu* le 25/02/2018.

L'énoncé indiquant que « tous les empiètements doivent être enlevés immédiatement » fonctionne à la manière d'une métonymie pour signifier que tous les habitants de *slums* doivent être expulsés immédiatement. En juxtaposant ensuite cette phrase avec le constat que « [l]a rivière est de plus en plus polluée, ce qui augmente les risques pour la santé publique », un lien implicite de cause à effet est établi entre les empiètements (comprendre ici la présence des pauvres) et le risque de contamination, donc un danger qui serait de l'ordre public.

De surcroît, tandis que la pollution est communément associée aux pratiques polluantes des pauvres, ces dernières sont présentées comme innées, quasi immuables. Suivant ce raisonnement, le déplacement de cette population constituerait alors la seule alternative viable. C'est ce qu'exprime Devarajan, habitante d'une résidence le long de la Cooum à Chetpet, lors d'un entretien :

- *Ici aussi, parce que les gens du rotary [club] sont là, non ? Les clubs et beaucoup de gens du club sont là, non ? Donc ils sont intéressés et ils vont prendre en charge l'entretien, et ils vont tout expliquer... Mais peu importe ce que tu dis, tu vas dans le bidonville, et tu vois le côté du bidonville, tu vois... peu importe, ils vont... ce n'est que comme ça, les gens sont juste comme ça, personne ne peut changer ces gens !*
- Ah non ?
- *Ils ne changent pas non plus !*
- Mais s'il y a de la sensibilisation, ils peuvent changer ? Plus de discussions à propos de ces problèmes ?
  [Elle ne comprend pas discussions mais restrictions]
- *Oui ! Plus de restrictions, des restrictions du gouvernement ! Et ils auront été éduqués, et quoi qu'ils disent... que le plastique n'est pas bon pour la santé, alors ne jetez pas ces bouteilles... Mais cela prendra beaucoup d'années ! Ils ne sont pas éduqués, non ?* [1]

[Devarajan, 54 ans, femme au foyer]

Le manque d'éducation revient de manière récurrente dans les discours sur les pauvres et sert de justification aux discriminations qui se cristallisent autour des enjeux environnementaux. Les propos de Devarajan font écho au constat établi par Anne Rademacher dans ses travaux sur la rivière à Kathmandu quant à l'idée d'une « illégitimité écologique des habitants riverains » (Rademacher, 2011 :144). Ce raisonnement implique que « si les migrants riverains sont en effet incapables de « prendre soin » des rivières, le fait qu'ils ne soient pas à leur place (*out of placeness*) ne pourrait être remédié qu'au moyen de leur élimination et leur déplacement » (Rademacher, 2011 :144). La considération des populations pauvres comme premiers obstacles à la restauration écologique (Rademacher, 2011 :147) renforce ainsi d'un argument environnemental, un séparatisme déjà quasiment naturalisé (Paugam et al., 2017). Nombre d'auteurs ont d'ailleurs souligné le caractère difficilement contestable de l'argument écologique, présenté comme la poursuite d'un intérêt public (Follmann, 2015 ; Ghertner, 2011a).

Dans un contexte déjà fortement imprégné de stigmatisation à l'encontre des populations paupérisées, on observe, à la suite de la catastrophe, le déploiement d'une nouvelle facette de l'indésirable à travers le discours sur l'empiètement. C'est dans la problématisation de la catastrophe à travers les discours politico-médiatiques que se profile la figure du squatteur. Les habitants de bidonvilles, déjà communément considérés comme des pollueurs, sont désormais dépeints comme les responsables de l'inondation du fait de leur emplacement sur les rives, ce qui aurait rétréci le lit de la rivière et donc obstrué l'écoulement des

[1] Extrait d'entretien 63 : Devarajan, le 5/04/2015 (cf. annexe page 498)

eaux. Le pollueur devient donc en plus un squatteur, un empiéteur dont la présence même est problématique. Ainsi, un message d'un expert en gestion des catastrophes insiste sur la nécessité de supprimer les empiètements pour faire de Chennai une « ville résiliente » aux inondations, cela donc, encore une fois, dans l'intérêt public :

> *« L'expert en gestion des catastrophes N. Mathavan, qui a développé l'indice de résilience aux catastrophes pour la ville, dit que les empiétements le long du Cooum sont un drapeau rouge pour les catastrophes, comme cela a été prouvé lors des inondations de décembre 2015. « Le Cooum doit transporter des eaux de crue. Les empiétements doivent donc être éradiqués à tout prix. Sinon, la résilience aux catastrophes de la ville sera faible », explique-t-il. »*[1]

Cela apparaît donc de manière explicite : les *slums* – et par là les pauvres - sont perçus comme une menace à l'ordre public, une menace qu'il faudrait contrer ou réguler au risque de se retrouver dans une situation incontrôlable. C'est alors cette peur du désordre, reposant sur un mythe de l'invasion de l'espace public[2], qui alimente les discours sur l'empiètement. L'idée de perte de contrôle face à une invasion des habitants de *slums* est exprimée à plusieurs reprises par les habitants de beaux quartiers. Vasundhara, résidente du quartier Adyar, fait part de sa vision négative du futur du cours d'eau, qui serait alors complètement investi par les pauvres si les autorités n'interviennent pas :

- Comment pensez-vous que le bord de la rivière sera dans dix ans ?
- *(Spontanément) Ce sera rempli de gens habitant sur les rives de la rivière... (d'un air dégoûté)*
- [...] Mais ce sera quel genre d'endroit ?
- *Les gens s'y installeront... Que le gouvernement le permette ou non, ils installeront leurs huttes... par leurs propres moyens. Tous ceux qui vont venir à Chennai mettent des huttes près de la rivière Cooum, et ils peuvent vivre [elle veut dire que les migrants s'installent et résident sur les rives]. Le gouvernement doit faire attention ! Et ils ne devraient pas autoriser les gens à construire leur hutte près de la rivière.*
- Mais, vous ne pensez pas qu'il pourrait y avoir un projet ?
- *Non... Par la suite, ils (le gouvernement) vont, à cause de cette... catastrophe, n'est-ce pas ? Vous voyez de l'eau partout, donc après ils vont... seulement s'ils font ça, ce sera mieux ! S'ils s'en soucient, alors ce sera mieux, s'ils ne s'en occupent pas cela va empirer !* [3]

[Vasundhara, 57 ans, professeure de yoga, résidant à Adyar]

Ses propos dévoilent une crainte que la situation ne s'aggrave, la catastrophe étant perçue comme une opportunité pour permettre aux instances de l'État de reprendre le contrôle sur ce qui est considéré comme un chaos urbain. Mobilisant un registre semblable à celui du déclin, Gaurav, membre du Boat Club et habitant à Alwarpet, relate la dégradation de la condition de la rivière Adyar en lien avec la présence des « *occupations* » ou des « *colonies* » sur les berges, qu'il juge toujours plus nombreuses :

- *Et nous avons constaté qu'au fil des années, la situation n'a fait qu'empirer, à cause des occupations sur les berges, les gens déversent directement les ordures et les déchets sans traitement dans la rivière, parfois le gouvernement les dégage, et pour un moment il y a une amélioration, mais ils reviennent tous ! Et, il y a deux choses. L'une est, la rivière, leur intérêt, tout est vain ! Les berges sont bondées, donc il n'y a nulle part où aller. Donc, c'est à ce moment-là que les inondations ont lieu. Les colonies sont là, donc la rivière est rétrécie. Sinon,*

[1] D'après l'article intitulé "Encroachments, sacred and mundane", publié dans *The Hindu* le 25/02/2018.

[2] Dans le contexte de plébéisation de l'espace public mentionné plus haut.

[3] Extrait d'entretien 64 : Vasundhara, le 19/11/2015 (cf. annexe page 498)

> *la rivière a de la place pour s'écouler autant. Mais avec toutes ces choses qui arrivent, avec toutes ces colonies aussi, sa place (à l'eau) est de monter ! Donc, c'est ce qui est arrivé à la rivière au fil des années.* [1]
>
> [Gaurav, 70 ans, membre du Boat Club]

Si Gaurav n'emploie pas le terme d'empiétement (ni de pauvres ou de *slums*), l'idée qui sous-tend son propos est bien celle d'une invasion des « *colonies* », évoquant des berges « *bondées* » de ces gens, qui « *reviennent tous* » même lorsque « *le gouvernement les dégage* ». Dans son récit, les pauvres apparaissent comme responsables non seulement de la pollution de la rivière mais aussi de l'inondation, puisque la présence des colonies aurait rétréci le lit de la rivière. Un autre aspect significatif du discours est la présentation d'une situation intenable tant pour la rivière que pour ces personnes occupant les rives : « *la rivière, leur intérêt, tout est vain !* » Cet argument moralisateur agit en faveur d'un relogement qui serait alors dans leur propre intérêt.

Finalement, le discours sur l'empiètement donne à voir une intrication d'une pluralité de stigmatisations envers les populations pauvres : leur responsabilité supposée dans la dégradation environnementale, se couple à des accusations quant à leur présence sur les berges, ce qui aurait augmenté l'importance de l'inondation. Les discriminations se retrouvent donc entremêlées dans les récits, et se renforcent les unes les autres ; l'entretien réalisé avec Devarajan, dont voici l'extrait, est particulièrement illustratif :

- Avez-vous entendu parler d'une association pour nettoyer la rivière, nettoyer l'endroit ?
- *Pas vraiment. Tout est entrepris seulement par le gouvernement, mais le gouvernement ne fonctionne pas correctement, de nos jours... Je pense qu'après cette inondation qui est arrivée, non ? Le gouvernement va maintenant... penser !*
- Ils vont faire quelque chose ?
- *Parce que dans le Cooum non ? Tous les pauvres occupent le Cooum ! C'est la raison de l'inondation ! La raison principale de l'inondation ! Parce qu'ils occupent le Cooum, les pauvres occupent le Cooum, l'eau ne s'en va pas fréquemment. Toute la poussière... ils mettent toute la poussière, les déchets, tout dans le Cooum ! C'est la raison de l'inondation de Chennai maintenant... la raison principale !*
- Alors vous pensez que le gouvernement va les évacuer ?
- *Oui, les retirer de là et le gouvernement leur donnera des logements pour certains... hors de la ville, loin de la ville, mais ces gens... les gens, metteront la maison à louer... et ils viendront encore dans le Cooum !*
- Pourquoi ?
- *C'est que humm (elle pense) ils fraudent un peu... Parfois, ils fraudent le gouvernement aussi. Les gens, ces gens pauvres sont comme ça, c'est tout ! Personne ne va...*
- Peut-être à cause de leur travail aussi ?
- *Travail aussi (acquiesçant)... parce que pendant 50 ans ils sont restés dans la ville, alors non... ils ne veulent pas sortir de la ville*
- *Hum hum (acquiesçant)*
- *S'ils restent dans la ville, ils n'occupent que le Cooum, parce qu'il n'y a pas de place pour... une maison, non? Alors ils installent une sorte de hutte ils habitent dans le Cooum, c'est tout, c'est ça le problème principal. Le gouvernement va intervenir... à partir de maintenant*
- À cause des inondations ?
- *Oui, oui ! Dès maintenant, cette inondation est venue, non ? Ils sont déjà en train de partir, c'est... ils continueront et alors le Cooum ira bien!*

[1] Extrait d'entretien 65 : Gaurav, le 28/03/2017 (cf. annexe page 498)

- Vous pensez que s'ils quittent le Cooum, ça ira ?
- *Ça ira (elle répète en approuvant)*
- Et à propos des rivières, comment pourraient être les rivières dans 10 ans ? Selon vous…
- *(elle ne comprend pas la question) Ils restent, je pense depuis 30 ans, 40 ans*
- Ah…
- *Oui ! Ils restent depuis 30 ans, 40 ans dans le Cooum seulement*
- Mais maintenant, à partir de maintenant, dans dix ans, dans le futur ... comment sera la rivière ?
- *Si le gouvernement est strict, ils ne reviendront pas (silence)*
- [...] Alors, comment voudriez-vous que ce soit ? Vous aimeriez ... avoir de l'espace pour marcher ?
- *Oui ! (elle répond promptement) Un espace pour marcher, je... j'aime ça seulement, pas l'occupation du Cooum, je n'aime pas ! (silence) (elle reprend) Parce que c'est un grand danger aussi pour ces personnes ! Parfois, l'inondation arrive, non ? C'est très dangereux pour ces personnes aussi...* [1]

[Devarajan, 54 ans, femme au foyer]

En l'espace de ces quelques minutes de discussion, Devarajan exprime son aversion pour les personnes résidant sur les rives de la Cooum. Ses propos témoignent de la manière dont les pauvres sont associés à la fois à la pollution du cours d'eau, sont tenus pour responsable des inondations et perçus comme fraudeurs ou calculateurs lorsqu'ils ne se plient pas aux conditions imposées du relogement. Ici encore, l'argument sécuritaire évoqué en dernier point, mettant en évidence le danger de l'inondation auquel ils sont exposés, appuie sur la nécessité de leur déplacement.

La figure de l'indésirable, déjà forte de nombreuses stigmatisations, est alors dotée d'une nouvelle facette à la suite de la catastrophe, celle de l'empiéteur responsable de l'ampleur de l'inondation. Les habitants de rives sont dépeints comme une menace à l'ordre socio-spatial à travers un discours sur la résilience et l'intérêt public. Finalement, l'illégitimité écologique des pauvres évoquée par Rademacher (2011) se décline également en une illégitimité territoriale et même en une illégitimité citoyenne, un aspect que je développe plus loin en deuxième partie de ce chapitre.

De l'indésirable au perturbateur

Face aux évictions, les habitants riverains manifestent diverses formes de résistance. Ils sont rapportés dans les médias comme faisant preuve d'un manque de coopération, dessinant ainsi un autre visage de l'empiéteur, celui du perturbateur ou du rétif. Ces représentations concourent à dresser le portrait d'un individu indésirable, réfractaire et perturbateur empêchant la mise en œuvre de projets, à travers un procédé de catégorisation renforçant les stéréotypes. Cette partie s'attache donc à montrer comment les résistances des habitants pauvres menacés d'expulsion[2] sont présentées dans les discours politico-médiatiques en concordance avec la panoplie argumentaire et discriminatoire sur l'empiéteur.

[1] Extrait d'entretien 66 : Devarajan, le 07/12/2015 (cf. annexe page 499)

[2] Il aurait été nécessaire d'équilibrer cette analyse en recueillant la voix des habitants menacés d'expulsion pour rendre compte de leurs revendications et de leurs stratégies de résistance. Je mobilise ici uniquement les discours relayés par

D'abord, leur résistance au déplacement est présentée comme un obstacle à la réalisation des projets urbains, notamment pour l'aménagement des berges des rivières. Les empiéteurs seraient alors ceux qui entravent le bon fonctionnement du gouvernement et gênent le réordonnancement, en retardant les travaux. Les énoncés médiatiques évoquant la contestation des habitants riverains en termes de désagrément ne manquent pas. Ainsi, à propos du projet de réalisation d'un « parcours nature » le long de la Cooum, par exemple, « les fonctionnaires affirment que le retard a été causé par l'opposition au projet dans divers quartiers »[1]. L'article de *The Hindu* expose la manière dont ces oppositions ont contraint la municipalité à réduire l'ampleur du projet :

> « Plus de 2 000 familles de 10 des 55 quartiers de bidonvilles situés le long du Cooum ont commencé à s'opposer à des responsables civiques qui tentaient de les expulser. Par conséquent, la municipalité envisage de réduire le projet d'éco-restauration de la rivière Cooum, réduisant ainsi le nombre de parcs. [...] La municipalité n'a pu prendre en charge que huit des 23 parcs proposés dans le cadre du projet d'éco-restauration des cours d'eau de la ville de 10 000 crore roupies (soit 1,2 milliards d'euros) lancé en 2013, qui nécessitait la réinstallation de 55 bidonvilles et de 14 257 familles le long du Cooum. »[2]

L'annonce de ces chiffres vertigineux, accolés à la mention de l'impossibilité de mener le projet à terme, a également pour effet de présenter les habitants des quartiers de bidonvilles comme les perturbateurs du développement, minimisant du même fait leurs revendications. Dans un même ordre d'idée, les résistances exprimées par les habitants des rives de l'Adyar face à leur expulsion en mai 2018 ont été présentées comme une source de tension et un obstacle aux forces de l'ordre :

> « Une forte tension a prévalu près des berges de l'Adyar à Anakaputhur, Pallavaram, alors que les fonctionnaires du fisc ont expulsé près de 300 familles, jeudi. La police de Sankar Nagar a également enregistré des dossiers contre 100 personnes s'étant opposés à la campagne d'expulsion et ayant empêché les fonctionnaires du gouvernement de s'acquitter de leur devoir. »[3]

Les habitants opposés à l'éviction forcée deviennent donc les fauteurs de trouble, ceux qui « empêchent les fonctionnaires du gouvernement de s'acquitter de leur devoir », et le discours moralisateur envers ces résistances contribue à leur délégitimation. De surcroît, la réticence supposée des habitants de quartiers riverains, à suivre les ordres des autorités publiques, est présentée comme une raison de l'échec d'initiatives gouvernementales ; c'est le cas, par exemple, de la restauration écologique de l'estuaire de l'Adyar :

> « Nous avons terminé le projet en 2016, mais nous ne pouvions pas entrer dans l'espace comme ils ne le permettaient pas. Dans le cadre de la sensibilisation à la restauration, on a évoqué la nécessité d'utiliser des poubelles pour jeter les déchets, mais cela n'a pas été suivi par les résidents. Au fil des ans, les empiètements n'ont fait que prendre de l'ampleur, et la zone sensible que nous avons développée dans le cadre de la conservation de la crique et de l'estuaire ne servira à rien », a déclaré un responsable. »[4]

---

la presse anglophone, en ayant conscience du fait qu'ils masquent voire délégitiment les revendications populaires. Les perspectives des habitants relogés apparaissent davantage en dernière partie de ce chapitre.

[1] D'après l'article intitulé « A nature trail along the Cooum » publié dans *The Hindu*, le 03/04/2018.

[2] D'après l'article intitulé "Encroachments, sacred and mundane", publié dans *The Hindu* le 25/02/2018.

[3] D'après l'article intitulé "Adyar river getting reclaimed" publié par *Deccan Chronicle* le 18/05/2018.

[4] D'après l'article "Srinivasapuram residents resist restoration of Adyar estuary" publié dans *The Times of India* le 05/04/2018.

Le projet de restauration écologique de l'estuaire de l'Adyar attise les tensions déjà vives entre les autorités et les habitants du quartier de pêcheurs de Srinivasapuram situé au niveau de l'embouchure de la rivière : depuis la construction de l'hôtel Leela Palace et le développement du quartier d'affaire de MRC Nagar, les résidents vivent avec la menace constante de l'expulsion (ce cas est développé dans le chapitre 2). Par ailleurs, leur résistance au relogement est assimilée à de la mauvaise volonté, et cette objection vis-à-vis de ce qui est perçu comme un effort du gouvernement est incomprise, compte tenu de leur statut de squatteur. Cela renvoie aux mécanismes de délégitimation opérés *via* la figure de l'empiéteur que Gautam Bhan a analysé sur un plan juridique. Il évoque comment « lorsque les résidents de *Basti* (nom local désignant les quartiers informels) demandent justice, les juges argumentent qu'ils ne "peuvent pas oublier" qu'ils sont, après tout, "des empiéteurs sur un terrain public" » (Bhan, 2016 :166). Si les habitants riverains menacés d'expulsion se sont régulièrement opposés à leur déplacement forcé, les autorités et les habitants aisés espèrent que l'expérience de l'inondation facilitera leur consentement. C'est ce qu'explique Aravind, co-fondateur de la Clean Adyar Initiative :

> *« Oui, donc... à mon avis, la seule bonne chose que l'inondation a faite a été de sensibiliser les gens à ... l'état déplorable de la rivière. Donc, plus de gens sont conscients que... 'Eh, nous avons une rivière ! La rivière Adyar !' (rires) Pendant le déluge, il semblait que ça coulait plutôt bien! (souriant)... peut-être que nous devrions faire quelque chose pour ça... Et, comme cela a causé, une énorme dévastation... peut-être que c'est maintenant le moment de, vous savez, le slum clearance board (conseil d'éradication des bidonvilles) peut mieux travailler. Parce que même ceux qui vivent le long des bidonvilles savent quelle dévastation cela pourrait potentiellement causer... alors, ils seraient peut-être un peu plus disposés à déménager dans un endroit plus sûr... »*

Il ajoute un peu plus tard dans l'entretien :

- *Cela (l'inondation) a certainement sensibilisé la moitié saine... probablement la moitié légèrement éduquée de la ville... et a également inculqué un sens de... hum (il cherche ses mots) que dire ?... la peur n'est pas le bon mot mais, vous savez... ça leur a dit... le sens de l'insécurité probablement?*
- Que cela peut arriver ?
- *Que cela puisse arriver, la possibilité... à tous les bidonvilles ou aux personnes qui ont empiété sciemment... mais...*
- Comme une sorte d'avertissement ?
- *Ouais... Donc, j'espère vraiment que le gouvernement prendra des mesures sévères à cet égard, qu'il s'efforcera de placer les gens dans des endroits plus sûrs et de construire de meilleurs logements.*[1]

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Parler des habitants riverains comme de « *ceux qui ont empiété sciemment* » revient à leur attribuer une intention consciente, les responsabilisant davantage pour leurs actes et les conséquences de ceux-ci (ici l'inondation). Finalement, l'éviction présentée d'abord comme une garantie de leur sécurité se couple à la nécessité du rétablissement d'un ordre socio-spatial à travers la mise en œuvre de mesures « sévères » des autorités. En quelque sorte, les propos d'Aravind soutiennent implicitement que l'acte d'empiéter induit l'éviction et le déplacement en périphérie, comme une forme de mesure punitive. Ce discours illustre les logiques du déni de citoyenneté qui accompagnent la figure de l'« empiéteur ».

[1] Extrait d'entretien 67 : Aravind, le 14/04/2016 (cf. annexe page 500)

Des citoyennetés différenciées

Terme polysémique et connoté, l'empiétement renvoie, on l'a vu, à des réalités distinctes selon le contexte d'énonciation. Il s'est progressivement imposé dans les médias et les discours des habitants de classes supérieures pour désigner de manière implicite les habitants de bidonvilles riverains.

Discours sur la ville légale

À l'épreuve des faits, l'informalité donne lieu à des traitements différenciés entre les élites, qui voient leurs occupations régularisées ou autorisées, et les pauvres, qui se voient évincés de leur habitation et relogés de force en périphérie. Cette logique est justifiée par des discours légalistes reposant sur l'idée dualiste d'une ville « approuvée » par les autorités, et, l'autre, informelle donc illégitime. Les propos de Nishta illustrent ce raisonnement :

- *Il y a ça aussi, vous savez, les bidonvilles le long de l'Adyar et du Cooum, à moins que ces gens soient réhabilités dans d'autres endroits, vous ne pourrez jamais trouver la rivière propre ! Parce qu'une partie de la pollution est créée par ces bidonvilles aussi. Ils n'ont pas d'installations de drainage adéquates, ce n'est pas un type de plan approuvé, donc, ils ajoutent de la saleté à la rivière... Ils n'ont nulle part où aller, c'est vrai !*
- Et il n'y a pas de ramassage d'ordures...
- *De ramassage d'ordures, ouais ! Ce service n'est pas là parce que, évidemment, cela ne fait pas partie de la ville approuvée. Donc, la ville et les planificateurs, tu vois, ils ne feront aucun travail !*[1]

[Nishta, 39 ans, journaliste indépendante, membre du CCM]

Parce que leur quartier ne figure pas sur le plan « approuvé » par les décideurs et aménageurs, les habitants des bidonvilles ne peuvent prétendre aux services urbains : ils sont alors réduits au qualificatif de pollueurs, et par là donc, se retrouvent assignés à l'« illégitimité écologique » (Rademacher, 2011 :144). Cette représentation est étroitement liée au rapport que les classes supérieures entretiennent à la règle et à l'ordre, un point que je discute dans le chapitre 5.

Même lorsque l'empiétement est entendu de manière plus globale, désignant aussi bien les bidonvilles que les appartements ou les résidences des élites, les habitants font état des difficultés à la prise de mesures équitables face à ces deux phénomènes. Naveen, jeune habitant féru d'histoire et membre du CCM, s'intéresse de près aux problématiques urbaines et partage son analyse sur la question :

- *Les appartements, les bidonvilles, tout ça ? Ce sera très difficile ! Les bidonvilles, au moins, vous pouvez trouver un espace libre et y déplacer leurs cabanes, mais les grandes maisons, n'est-ce pas ? Vous devez les démolir et pour cela vous devrez construire autre part, et ils exigent des compensations, et le gouvernement ne paie qu'en argent, ce qui, pour eux, ne sera pas suffisant... Ils veulent du foncier ! Ce n'est pas rien ! Même l'élargissement de la route de 2 pieds, c'est un processus qui dure plusieurs années, alors... Ça, je le sais, je l'ai vu.*[2]

[Naveen, 16 ans, membre du CCM]

Ici, ces traitements différenciés sont expliqués par les nécessités de compensation différentes entre les élites et les pauvres, et l'argument repose sur la propriété foncière. Ces deux exemples montrent comment l'illégitimité citadine et citoyenne des habitants de bidonvilles est considérée comme évidente, leur expulsion étant perçue comme une réponse logique. En contraste, Naveen n'imagine pas l'éventualité de traiter de la

[1] Extrait d'entretien 68 : Nishta, le 22/02/2017 (cf. annexe page 500)

[2] Extrait d'entretien 69 : Naveen, le 10/03/2017 (cf. annexe page 500)

sorte les élites ayant empiété sur les rives. En ce sens, le discours sur l'*encroacher* fait apparaître des légitimités citoyennes différenciées. Je m'appuie sur l'argument de Usha Ramanathan (2004), selon lequel la figure de l'empiéteur se définit en opposition à celle du citoyen, mettant en scène une dichotomie entre le citoyen honnête et l'empiéteur sans scrupules (Bhan, 2016).

Les « bons » citoyens et les empiéteurs

Une revue des articles de presse témoigne de ce procédé : la voix des habitants réclamant l'élimination des empiètements s'élève contre les responsables des empiètements, qui ne sont dès lors plus considérés comme des habitants. Les habitants se rassemblent dans des *Welfare associations* (Associations de bienfaisance) pour porter leurs réclamations, et les récits mettent en scène une opposition entre les habitants de la *Welfare association* d'un côté, et les empiéteurs de l'autre. D'autre part, les résidents, à travers ces associations, n'hésitent pas à demander, de manière plus ou moins explicite, l'éviction des empiéteurs, qui sont perçus comme une nuisance à leur confort et à leur sécurité. Parfois, la pression sur les autorités publiques pour prendre des mesures dans ce sens, s'exerce par le biais des projets d'aménagements des berges. Les habitants dénoncent souvent le manque de fermeté des autorités vis-à-vis des empiéteurs, ce qui empêche la concrétisation des projets. Par ailleurs, les discours véhiculent l'idée d'une vision partagée des habitants contre les empiéteurs :

> « De manière générale, l'idée répandue auprès du public est que cette situation pathétique est principalement due au fait que les travaux publics n'aient pris aucune mesure rigoureuse contre les empiéteurs. »[1]

En parlant d'*empiéteur* et non plus d'*empiétement*, un glissement s'opère, puisque le jugement ne porte, non plus sur l'acte, mais bien sur la personne. Gautam Bhan (2016) montre comment ce procédé de personnification de l'empiétement contribue à la fabrique d'une identité unique et prépondérante de l'habitant du bidonville. Le recours au substantif « empiéteur » en vient à effacer les revendications de citoyenneté, fondées sur des identités constitutionnellement reconnues, de caste, d'ethnicité, de genre et de religion (*ibid.*). Sous l'effet de ce glissement, il n'est pas rare de voir des jurisprudences déposséder les habitants de leurs droits fondamentaux. Une série de décisions au début des années 2000 a contesté la citoyenneté des empiéteurs, statuant que le gouvernement n'avait aucune obligation de leur fournir des services (Bhan, 2009 ; Ramanathan, 2004). Les arguments avancés lors des jugements sont emblématiques : lors d'un procès en 2002[2], la Cour a affirmé que fournir un logement à un empiéteur équivalait à récompenser un *pickpocket* (Bhan, 2016). Ces décisions criminalisant les squatters en tant que citoyens « illégaux », « empiéteurs » ou « pickpockets » de terres urbaines, ont entraîné une vague de démolitions de bidonvilles à travers le pays (Datta, 2012). Gautam Bhan montre comment la vision partagée d'un échec de la planification de la part des autorités publiques indiennes a justifié les mesures prises par les instances judiciaires en termes de gouvernance urbaine, faisant du « développement planifié » une norme réifiée et légalisée[3] (Bhan, 2016). Ce procédé, qu'il nomme « judiciarisation de la gouvernance », fait écho à ce qu'Ayona Datta (2012) décrit comme une « culture du légalisme ». Cette dernière s'est largement répandue, adoptée même par les habitants des bidonvilles, produisant alors un « fétichisme de la loi par le bas » (*ibid.*).

[1] D'après l'article intitulé « Encroachment of lakes/water bodies and flooded suburban Chennai" publié dans Live Chennai, le 02/11/2017.

[2] Il s'agit du jugement *Almitra Patel vs Union of India* (2002) 2 SCC 679, évoqué par Gautam Bhan (2016).

[3] Cela signifie que la planification urbaine est transformée en « objet » figé et abstrait, non opératoire, supplanté par la sphère judiciaire.

L'ensemble de ces éléments contribue à réinscrire la citoyenneté dans un cadre légaliste défini par la propriété, la fiscalité et la résidence entendue comme « légitime » dans la ville. Dans ce contexte, le relogement et l'accès à un logement est présenté aux résidents de *slums* comme un mode d'accès à cette citoyenneté. C'est notamment ce que montre Asher Ghertner (2011b) à partir de ses enquêtes menées auprès des résidents de *slums* à Delhi. Il analyse l'affichage de posters de maisons inspirées d'une « esthétique de classe mondiale » par les habitants comme un témoignage de leur adhésion au discours moraliste et aux droits de citoyenneté qui s'y rattachent. Finalement, tandis que l'esthétique de « classe mondiale » devient de plus en plus hégémonique, les habitants des bidonvilles intègrent la division binaire qu'elle produit, entre d'un côté la « nuisance publique » représentée par le *slum*, et de l'autre, l'ordre formel représenté par la propriété privée, à laquelle sont associés les droits de citoyenneté. Dans ce contexte, afficher un poster d'une maison dans leur habitat représente un effort de réinscription ou de réinvention du soi du côté positif de cette binarité - se préparer à la ville de demain (Ghertner, 2011b : 300). En d'autres termes, la production de la ville de « classe mondiale » va de pair avec « la fabrication de sujets de classe mondiale » (Ghertner, 2011b) qui aspirent au statut de « citoyens de classe mondiale ».

Pour conclure, l'empiéteur correspond à la figure de l'indésirable, élément fondamentalement perturbateur de l'ordre social et presque incompatible avec le mode de vie urbain. À cet égard, le discours sur l'empiétement repose sur des considérations hygiénistes que l'on retrouve dans le schème de pensée qu'Amita Baviskar a appelé « l'environnementalisme bourgeois » caractéristique des classes supérieures en Inde ; un point que je discute dans le chapitre 5. On retrouve ces discours stigmatisants envers les pauvres dans bien d'autres contextes[1]. À Kathmandu, par exemple, Anne Rademacher montre comment l'écologie urbaine a contribué à rendre invisible les populations de bidonvilles, faisant de leur sort une « question hors de propos » (« *matter out of place* ») (Rademacher, 2011 :139). À Chennai, le raisonnement suit une même logique : comme le soulignent Karen Coelho et Nitya Raman, « [f]aire des pauvres le bouc émissaire est devenu partie intégrante du discours officiel sur la préservation des écologies urbaines au cours des deux dernières décennies » (Coelho, Raman, 2010 : 21). La section suivante montre les *effets* de la figure de « l'empiéteur » en termes de pratiques urbaines, c'est-à-dire la manière dont il participe à la redéfinition de la *place* des pauvres dans la ville.

Conclusion

À l'issue de l'inondation, la question de l'empiétement émerge comme problématisation de l'évènement. Mobilisé dans des sens multiples et variés selon les milieux, qu'ils soient militants, habitants ou politiques, l'empiétement devient, dans la sphère politico-médiatique, étroitement associé à la question de la présence des *slums* sur les rives urbaines. À visée performative, le discours sur l'empiétement permet de désigner ces populations pauvres comme boucs émissaires et d'orienter l'action dans le réordonnancement qui suit le désastre. Au-delà de la catastrophe, ce discours discriminatoire envers les populations pauvres s'inscrit dans la lignée des luttes sociales de pouvoir autour de l'espace public en ville qui se cristallisent autour de différentes problématiques, dont l'environnement, comme abordé dans le chapitre 2. Toutefois,

[1] A Delhi en particulier, ces pratiques et discours ségrégatifs ont été analysés par Asher Ghertner (2011b), Amita Baviskar (2003), Gautam Bhan (2016). L'ouvrage co-édité par Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet met en perspectives ces discours stigmatisants envers les pauvres à travers l'études des trois métropoles de Delhi, Paris et São Paulo (Paugam el al., 2017)

l'inondation, en tant que moment de problématisation accrue du débat, permet l'exacerbation de la problématique sociale autour de l'occupation de l'espace public. Tandis qu'avant l'inondation l'illégitimité des populations pauvres était essentiellement intriquée à la question environnementale, il semble que la catastrophe opère un glissement du discours pour désigner les habitants de *slums* comme des empiéteurs, dont la présence sur les rives serait l'une des causes du désastre.

Ce chapitre s'attache à montrer la production d'une figure de l'empiéteur reposant sur la montée de la problématique de l'empiétement sur le cours d'eau dans les débats. La notion d'empiétement apparaît comme un construit social et discursif, au même titre que l'environnement (ce qui est montré dans la première partie). En ce sens, la catastrophe induit un changement des discours produits participant à la construction des illégitimités citadines des populations pauvres, sans en modifier les répercussions dans l'action. Au contraire, il semble même que le discours sur l'empiètement se conjugue à la fabrique du « front écologique » (Guyot, 2017) dans la récupération de foncier urbain sur les rives. L'argument reflète les préoccupations esthétiques qui dominent les modes de production de l'urbain. Le processus d'esthétisation dans les politiques urbaines, décrié par Ghertner (2011b) dans le cas de Delhi dans son article intitulé *Rule by Aesthetics* peut être analysé de la même manière dans le cas de Chennai : les politiques favorisent et légalisent les structures associées à l'image d'une ville de « classe mondiale » alors qu'à l'inverse, les bidonvilles, nuisibles à la construction d'une ville attractive et moderne, sont juridiquement jugés illégaux et pointés du doigt dans la dégradation environnementale. Cette référence à des standards internationaux d'esthétisme transparaît de manière évidente dans la formulation des projets de redéveloppement des rivières Cooum et Adyar, où les zones de bidonvilles sont évaluées en fonction de leur acceptabilité sur la base de ce qui devrait constituer un « véritable » front de fleuve (chapitre 2). L'énoncé confirme explicitement l'association des bidonvilles et de sa population, avec l'idée de nuisances visuelles préjudiciables à la construction d'une ville attractive : une « ville sans bidonville » et de « classe mondiale ». Comme souligné par Alexander Follmann, la légalité des projets de front de fleuve « repose sur une logique interne du gouvernement, qui priorise les projets d'envergure et de renommée internationale, garantissant l'image d'une capitale moderne » (Follmann, 2015). Si cette redéfinition des légitmités citadines à travers la figure de l'empiéteur permet de « faire place » aux projets de développement urbains et relève en ce sens de stratégies économiques, elle s'ancre dans un ensemble de valeurs morales. La figure de l'empiéteur emprunte en effet les stigmates associés à l'indésirable et le déviant qui permettent aux habitants de se redéfinir du côté du « bon » citoyen. En remettant en jeu les légitimités citadines, ce discours sur l'empiétement renforce l'ordre moral qui sert à justifier le déplacement des populations pauvres sur des sites en périphérie de la ville. La chapitre suivant porte sur les mécanismes de ce déplacement, entraînant la production d'enclaves isolées, semblables à l'hétéropie de la pensée foucaldienne.

Chapitre 7 – La production d'une hétérotopie

Saisi comme partie d'un dispositif participant à l'exercice d'un pouvoir, le discours médiatique sur l'empiétement légitime les déplacements de populations pauvres en périphérie à la suite de la catastrophe. En l'espace de six mois, après la catastrophe, près de 5 000 familles résidant sur les rives de l'Adyar sont déplacées sous la contrainte et réinstallées en périphérie de la ville. L'inondation et sa problématisation à travers la montée du discours sur l'empiètement deviennent alors des instruments d'un réordonnancement socio-spatial au service du pouvoir. On a donc affaire à une logique de redistribution des *places* des pauvres dans la ville. Si ces procédés sont étroitement liés à la production d'un ordre moral redéfinissant les critères de légitimité spatiale des habitants, ils relèvent également de stratégies de récupération du foncier urbain, consubstantielles au fonctionnement de ce que nombre d'auteurs qualifient d'« urbanisme néolibéral » (Peck et al., 2009). Le « capitalisme du désastre » décrié par la militante Naomi Klein (2008), traduit la manière dont les logiques d'accumulation du capital, en particulier du foncier urbain, sont d'autant plus affirmées dans un contexte post catastrophe, lorsque la nécessité d'un réordonnancement prévaut. En explorant les coulisses des programmes de reconstruction et de la politique humanitaire, plusieurs auteurs montrent comment, en passant de l'assistance à l'investissement, les stratégies néolibérales se déploient désormais pour « miser sur la catastrophe »[1] (Gunewardena, Schuller, 2008). La convergence des projets d'embellissement des rivières et des mesures anti-empiètements mises en œuvre dans la prévention des inondations atteste de phénomènes semblables à Chennai après l'inondation. Ces logiques se confirment à l'épreuve des faits : dans le quartier de Saidapet, la clôture d'une parcelle fraîchement évacuée de ses populations sur la rive de l'Adyar, suivie de l'annonce publicitaire d'un immeuble de standing à venir, illustre l'ostentation et la banalisation de ces procédés. De surcroît, ces faits mettent au jour les contradictions inhérentes au discours anti-empiètement qui présente le déguerpissement des *slums* comme des mesures de prévention des inondations. Loin de faire figure d'exception, ces contradictions entre discours et pratiques se retrouvent à différents niveaux des actions étatiques en matière d'urbanisme ; sur le plan environnemental en particulier, il faut souligner que les habitants de *slums* sont déplacés, au nom de la restauration écologique ou des mesures de prévention des inondations, sur des anciens marécages remblayés, donc en zone inondable et écologiquement sensible. Enclave lointaine, en proie à des logiques de surveillance entre les résidents, le site de relogement présente les atours de l'hétérotopie, ce « lieu autre » dont parle Michel Foucault (2001). Produits par chaque société et à chaque époque, ces lieux autres, ces « lieux réels hors de tous les lieux » (Foucault, 2001) sont multiples et revêtent des formes variées. Il s'agit souvent de lieux clos, isolés ou enclavés, marqués par une discontinuité avec ce qui les entoure et dans lesquels on n'entre pas librement, parce que leur accès est contrôlé, surveillé, ou payant ; les prisons, les aéroports, les discothèques, les musées, les parcs d'attraction ou les encore quartiers résidentiel fermés sont quelques exemples d'hétérotopies (Foucault, 2001). C'est alors au prisme de la notion d'hétérotopie que sont appréhendés ces sites de relogement périphériques, marqués par une pluralité d'isolements et de formes de violence. En particulier, ces sites s'apparentent à l'hétérotopie de déviation évoquée par Michel Foucault, au sens où la

[1] Traduction du titre de l'ouvrage intitulé « *Capitalizing on catastrophe* » dirigé par Nandini Gunewardena et Mark Schuller (2008).

production de ces lieux s'inscrit dans une logique de transformation, sur le temps long, de l'empiéteur en honnête citoyen. Le relogement serait alors paradoxalement conçu par l'État comme une exclusion sociale et spatiale permettant aux populations d'accéder progressivement à une légitimité citadine. Ce phénomène de marginalisation des marges par la création d'hétérotopies résonne avec les mesures de « gestion des indésirables » (Agier, 2008) déployées dans un éventail de situations ; Michel Agier en propose une lecture au regard du dispositif des camps de réfugiés dans le gouvernement humanitaire (*ibid.*). Au-delà des variations d'échelles et de contexte, on retrouve des logiques de mise à l'écart proches de celles de l' « encampement »[1], où le camp devient un lieu « en dehors », fondamentalement « extraterritorial » (Agier, 2014).

De quelle manière ces sites de relogement s'apparentent-ils à des hétérotopies ? Et quelles logiques sous-tendent le phénomène de marginalisation des marges induit par le déplacement des populations pauvres à l'issue de l'inondation ? Ces deux questions guident le développement de ce chapitre. En premier lieu, on s'intéresse aux *effets* immédiats des dispositifs du gouvernement après la catastrophe, à savoir le déguerpissement des populations riveraines et les opérations interventionnistes de l'État sur le cours d'eau. Ces actions sont confrontées aux propos des habitants de classes supérieures, permettant d'éclairer une autre facette du dispositif : l'adhésion des classes dominantes à un ordre moral vecteur de ségrégation spatiale. La dernière partie porte sur les sites de relogement, d'abord abordés sous l'angle du vécu des populations qui y sont relégués, avant de rendre compte de la manière dont ils sont pensés par les autorités étatiques, ici le *Tamil Nadu Slum Clearance Board* (TNSCB). La dynamique des interactions entre un étudiant, de classe supérieure, et une habitante relogée donne à voir des mécanismes de domination comme partie du dispositif de gouvernementalité. Là encore, le positionnement des classes supérieures témoigne d'une moralisation du vécu des populations relogées reflétant, pour poursuivre dans le registre foucaldien, l'imposition d'un « régime de vérité ».

L'éviction, dispositif du désastre après la catastrophe

Déployée envers les populations riveraines ou sur le cours d'eau, l'action étatique s'inscrit dans un registre caractérisé par la brutalité et l'immédiateté, où dragage, expulsion et démolition sont les mots d'ordre. Les dispositifs de cette réponse interventionniste et techniciste de l'État sont d'abord décrits et analysés, en mettant l'accent sur la violence de ces mesures. La mise en perspective des discours médiatiques et des élites permet, dans un second temps, de montrer la manière dont ces opérations sont perçues par les habitants de classe supérieure, à savoir principalement comme un acte d'intérêt général participant à la restauration d'un ordre.

La brutalité de l'action étatique

Le 29 décembre 2015, quelques semaines après la catastrophe, le gouvernement annonce officiellement la mise en œuvre d'un plan de réhabilitation post-inondation prévoyant le relogement de 10 000 familles

[1] L'« encampement » est un terme utilisé par Michel Agier (2008) pour désigner la logique de regroupement de personnes dans des camps. Il s'applique surtout à la formation de camps de réfugiés, des « communautés sans identités », des lieux parfois appelés « jungle » ou « ghetto » mais peut également désigner des centres d'hébergement, de transit ou de rétention. La notion d'encampement peut alors renvoyer à des mécanismes d'enfermement, dans l'objectif de neutralisation des personnes jugées dangereuses ou à leur exclusion du corps social.

résidant le long des rivières Adyar ou Cooum, et du canal Buckingham sur des sites situés à 30 kilomètres de leur lieu de résidence, en périphérie sud de la ville. Ces déplacements de populations induits par la catastrophe ne constituent pas un pan nouveau des mesures étatiques. À la suite du tsunami[1] en 2004, la réponse avait été du même ordre : 7432 familles[2] sinistrées des districts de Chennai et Thiruvallur avaient été relogées sur ces mêmes sites périphériques dans le cadre du projet de reconstruction d'urgence après le tsunami (*Emergency Tsunami Reconstruction Project* ETRP) financé par la Banque mondiale. Ces mesures s'inscrivent dans une politique de relogement à grande échelle engagée par les autorités du TNSCB depuis les années 2000, sous l'influence de la Banque mondiale[3]. Paradoxalement, ces actions apparaissent d'autant plus dépolitisées qu'elles prennent place dans une tradition urbaine longuement marquée par une « culture de l'éviction »[4], et s'appuient sur un discours légitimant l'action étatique. Cette partie éclaire les modalités de mise en œuvre de ces expulsions à la suite de l'inondation. Dans un second temps, on s'intéresse à la manière dont ces mesures sont perçues par les résidents de classes supérieures, qui y voient la restauration d'un ordre guidée par l'intérêt général.

L'argument sécuritaire et l'intérêt général

Un rapport, publié en 2017, sur les déplacements de populations liés à la catastrophe[5] indique que sur 9 687 familles résidant sur les rives de l'Adyar, 5 983 ont été relogées, majoritairement de force (pour plus de 90% d'entre eux), sur des sites de réinstallation en périphérie, à Ezhil Nagar et Perumbakkam, dans la période suivant l'inondation. Le rapport fait état d'une vague d'éviction massive, avec 3 464 familles expulsées et relogées sur une période de six mois, allant des inondations de décembre 2015 à juin 2016 ; les 2 519 familles restantes ayant été relogées par la suite courant 2017. Le long de la Cooum, 1 199 ménages (sur les 14 257 recensés) ont été expulsés en décembre 2017[6]. Ces opérations font suite aux ordres donnés par la Cheffe de l'État du Tamil Nadu et exécutés par le *Tamil Nadu Slum Clearance Board* (TNSCB), l'agence publique responsable de la réhabilitation et du relogement des habitants de *slums*. Il convient de noter que le nom de l'agence, *Tamil Nadu Slum Clearance Board*[7] qui signifie littéralement, « agence pour l'éradication des bidonvilles du Tamil-Nadu », n'est pas fortuit ; cela est significatif de son objectif qui consiste avant tout à

[1] Le tsunami de l'Océan Indien qui touche l'Asie du Sud en 2004 a fortement affecté les régions côtières du sud-est de l'Inde, en particulier le l'État du Tamil Nadu, le territoire de Puducherry, l'Andhra Pradesh, le Kerala et les îles Andaman et Nicobar. Au total, la catastrophe a causé près de 11 000 morts à l'échelle du pays, dont 206 à Chennai (d'après Seth et al., 2006). Les populations résidant sur la côte, en particulier les communautés de pêcheurs, ont été les plus impactées et ont été concernées par le progr amme de relogement.

[2] D'après le rapport intitulé '*From deluge to displacement: The impact of post-flood eviction and resettlement in Chennai*' publié par *Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities* et *Housing* (IRCDUC) et *Land Rights Network* (HLRN).

[3] A partir des années 1970, les prêts de la Banque mondiale au secteur urbain du logement au Tamil Nadu a contribué à rediriger les efforts du TNSCB vers des programmes de relogement à grande échelle (Raman, 2008). Ces programmes nécessitant de larges terrains constructibles, le TNSCB, avec l'appui de la Banque mondiale, a mis en œuvre le « Eri Scheme » visant le remblai des zones humides ou anciens lacs pour la construction de sites de relogement (Coelho, Raman, 2013 :149). Pour une approche critique militante de l'impact des projets financés par la Banque mondiale en Inde, voir : Kelley, Michele et D'Souza Deepika (eds.), *The World Bank in India : Undermining Soverignty, Distorting Development*. 2010.

[4] Pour une analyse de l'évolution des programmes d'évictions en Inde urbaine, voir les travaux de Véronique Dupont (2008, 2010), et Usha Ramathan (Dupont, Ramanthan, 2007).

[5] D'après le rapport intitulé '*From deluge to displacement: The impact of post-flood eviction and resettlement in Chennai*' publié par *Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities* et *Housing* (IRCDUC) et *Land Rights Network* (HLRN)

[6] D'après l'article de presse intitulé '"Encroachers evicted along Cooum, Adyar"' publié par *The Hindu* le 09/12/2017.

[7] L'historique du TNSCB dans la question du logement social à Chennai est explicité dans le chapitre 2, à la page 179.

éradiquer les bidonvilles en évinçant les habitants des terres occupées, moyennant leur relogement dans des appartements situés en périphérie (bien que le relogement ne soit pas systématique).

La cheffe de l'État a affirmé le 29 décembre 2015 que « Chennai avait été témoin de dommages collatéraux sans précédents à cause des inondations. Les plus touchés dans les inondations étaient les pauvres. » À la suite de cette déclaration, le plan de « réhabilitation » est amorcé, « afin de fournir un logement à tous ceux qui ont perdu leur maison dans les inondations et afin d'assurer une meilleure évacuation des eaux pluviales dans la ville ». Ce plan prévoit ainsi la construction de 100 000 logements, 50 000 par le TNSCB et 50 000 dans le cadre du programme *Housing for All-2022*[1] spécifiquement destinés aux familles résidant sur les rives de l'Adyar, du Cooum et du canal Buckingham. Le TNSCB ayant déjà achevé la construction de 10 000 logements, la cheffe de l'État annonce que ceux-ci seront attribués prioritairement aux communautés touchées par les inondations[2]. Le constat de la perte matérielle subie par les habitants pendant la catastrophe est l'argument premier justifiant les mesures de réhabilitation. De fait, le recours à la victimisation des sinistrés permet aux autorités publiques de s'octroyer le rôle de bienfaiteur en leur portant assistance dans la mise en place d'un plan de relogement. Le lendemain de cette annonce officielle, le 30 décembre 2015, les engins de terrassement sont envoyés pour démolir les huttes en chaume et les habitations en brique subsistant dans les quartiers informels riverains d'Attur Nagar et Chinna Malai à Saidapet. Avec une seule journée entre l'annonce et la mise en œuvre de l'opération, l'immédiateté et la précipitation participent à la violence des faits. Dans un communiqué de presse du journal *The Hindu*, un responsable indique que « les dommages matériels le long des cours d'eau de la ville, en particulier le long de l'Adyar, ont été considérables » et que « les familles qui ont perdu leur maison vont recevoir immédiatement un autre logement en guise de mesure de réinstallation »[3]. C'est donc en premier lieu sous l'argument de l'assistance aux victimes et aux démunis que prennent place les expulsions et déplacements des habitants riverains. Manee Megalai, responsable au sein du TNSCB, revient au cours d'un entretien sur les modalités et motifs du relogement des habitants de bidonvilles riverains. Elle explique que le plan initial était de les reloger, et que l'inondation a uniquement accéléré la procédure :

> - *L'objectif même du projet était déjà de réhabiliter les personnes qui se trouvent le long des cours d'eau, donc la construction avait débuté plus tôt. Il était prévu qu'ils soient réinstallés par la municipalité. La municipalité ne prend en charge que l'enquête et le recensement, et une fois que la liste est donnée, les appartements sont attribués par le TNSCB. (Elle marque un temps, puis poursuit) Voyez-vous, cela s'est passé comme ça à cause de l'inondation, les gens n'avaient pas de maison, nous avons pu immédiatement leur en fournir une. Pas pour tous, mais peut-être pour 10 000 personnes ou quelque chose comme ça, nous avons pu les installer immédiatement.*[4]
>
> [Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Le discours présentant le relogement comme une assistance portée aux habitants sans-logements est rapidement agrémenté d'un argument, celui de la sécurité. La visée sécuritaire intègre d'ailleurs un double sens, puisqu'elle renvoie à la sécurité des habitants relogés, d'une part - leur déplacement étant présenté dans

[1] Le programme *Housing for All-2022,* aussi connu sous le nom de *Pradhan Mantri Awas Yojana (PMAY),* a été lancé en 2015 par le premier Ministre du pays, Narendra Modi. Il vise la construction de 20 millions de logements sociaux pour 2022 (40 000 logements répartis dans 65 villes de l'État du Tamil Nadu) et repose sur l'intervention de banques et de financeurs privés. Une brève présentation de l'évolution des politiques de l'habitat social en Inde se trouve page 179.

[2] D'après le rapport intitulé '*From deluge to displacement: The impact of post-flood eviction and resettlement in Chennai*' publié par *Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities* et *Housing* (IRCDUC) et *Land Rights Network* (HLRN)

[3] D'après l'article intitulé "Removal of huts along Adyar river begins" publié dans *The Hindu* le 30/12/2015.

[4] Extrait d'entretien 70 : Manee Megalai, le 22/03/2016 (cf. annexe page 500)

ce cas comme une mesure de protection - mais aussi à celle de la « ville », d'autre part - la lutte contre les empiétements revoyant à un enjeu de résilience qui relèverait à ce titre de l'intérêt général. Ainsi, en mars 2016, le tribunal de grande instance de Madras (*Madras High Court*) a ordonné à l'État de supprimer les empiétements le long des cours d'eau de toute urgence, soulignant que « l'intérêt public ne peut être compromis simplement parce que les empiéteurs ont décidé de s'installer sur les terres du gouvernement ». Les inondations de décembre 2015 sont alors citées comme exemple du préjudice que les empiétements ont occasionné à la ville. Dans ce contexte, on assiste à une accélération des vagues d'évictions des populations pauvres résidant sur les rives urbaines. Les mesures se concentrent d'abord sur les abords de la rivière Adyar, ciblée pour les opérations de dragage et d'élargissement de son lit.

Celles-ci s'articulent à la montée d'un discours sur la « résilience urbaine »[1]. Pushpa Arabindoo examine la manière dont ce discours renforce la position des experts vis-à-vis de la catastrophe et « perpétue une politisation du risque » (Arabindoo, 2017 : 1). Largement mobilisée dans les politiques urbaines de tout ordre depuis une quinzaine d'années, et notamment dans les politiques sécuritaires internationales, la résilience émerge comme maître mot du néolibéralisme. Entendue comme la capacité d'une société à rebondir après une perturbation, la résilience serait même devenue le fondement d'une nouvelle norme de la politique environnementale internationale, dominée par une « ontologie du changement » (Felli, 2014) et de l'adaptation au détriment de politiques de transformation ou de lutte contre les changements environnementaux (*ibid.*). Jonathan Joseph (2013) analyse l'essor des programmes portant sur la résilience urbaine - financés par les entités transnationales - comme le déploiement d'une nouvelle gouvernementalité néolibérale. Le programme « *100 Resilient Cities* » financé par la fondation Rockefeller à Chennai, initié en 2016, traduit, de manière similaire, une évolution de l'articulation des politiques urbaines (chapitre 2). À travers l'observation de l'opérationnalisation de la résilience à Dakar, Romain Leclercq montre pourtant que si ces dynamiques s'articulent souvent au néolibéralisme, elles ne sauraient en être le produit (Leclercq, 2017). Il serait alors intéressant d'approfondir cette question par l'examen de l'opérationnalisation du projet « Resilient Cities » à Chennai, d'autant plus que l'un des co-fondateurs de la *Clean Adyar Initiative* en a été nommé le coordinateur. Ces réflexions dépassent toutefois le cadre de ce travail, c'est pourquoi mon propos s'en tient à souligner ici la persistance du discours sur la résilience à l'issue de l'inondation, comme forme de déresponsabilisation des autorités étatiques et municipales dans la préparation à la catastrophe (Arabindoo, 2017). De surcroît, la résilience devient une « nouvelle parabole justifiant des actions politiques brutales telles que l'expulsion des habitants des taudis des rives du fleuve quelques semaines à peine après les inondations. » (*ibid.* :19).

Les opérations de « nettoyage » des rives menées au nom de la résilience se confondent alors avec celles qui invoquent l'argument écologique, bien que l'on observe une alternance entre les discours. Ainsi, près de deux ans après la catastrophe, ce sont les dynamiques de conquête des « fronts écologiques » (Guyot, 2017) de l'Adyar puis de la Cooum[2] qui priment. Comme le souligne Gautam Bhan (2016), les évictions sont un

[1] Le terme de résilience vient du latin *Resilio* qui signifie rebondir. Empruntée au domaine de la physique, la notion est utilisée en psychologie puis en écologie dans les années 1970 pour désigner la capacité d'un système capable à absorber les effets d'une perturbation. Au cours des années 2000, la notion de résilience s'est ensuite imposée comme l'une des figures centrales du traitement des risques et des catastrophes (Krieger, 2016, cité par Leclercq, 2017).

[2] En novembre 2017, plus de 3 000 familles de la ville ont été expulsées dans le cadre du projet d'éco-restauration de la rivière Cooum, avec près de 2 000 familles de six bidonvilles, relocalisées en une période d'un mois. Il s'agit officiellement du déplacement le plus important depuis la création de l'Office de contrôle des slums du Tamil Nadu

symptôme des transformations de l'urbain. Elles expriment « un moment de cessation des négociations politiques, légales, sociales et économiques ayant autorisé les *bastis* (nom des habitations spontanées de Delhi) à s'installer et se maintenir [en ville] durant des décennies. Elles signalent un changement de politique urbaine, à travers lequel un ensemble de référents familiers – développement, ordre, gouvernance, citoyens et le public – sont redéfinis, pas seulement pour permettre les évictions mais également pour les faire apparaître comme des actes de bonne gouvernance, d'ordre et de planification » (*ibid.*:12).

À Chennai, ce tournant dans la politique urbaine s'accélère sous les effets de la catastrophe. La notion de résilience, mobilisée par les experts après l'inondation (Arabindoo, 2017), est réintégrée comme composante définissant l'intérêt public et façonne la rationalité du gouvernement.

Du déguerpissement des *slums* : « faire place » sur les rives

À l'issue de la catastrophe, l'action étatique est caractérisée par l'immédiateté et la précipitation. Le 30 décembre 2016, l'État s'engage dans les mesures d'expulsion et de relogement des résidents, en commençant par le quartier informel à Saidapet (Attur Nagar, le lieu de résidence de Krithika dont l'histoire est évoquée au début du chapitre 6). La série de photographies ci-dessous (Figure 124, Figure 125, Figure 126, Figure 127) présente le quartier avant et après la catastrophe et l'intervention de l'État, attestant des transformations radicales du paysage urbain.



Figure 124 : Photo du *slum* d'Attur Nagar, Saidapet, depuis le pont Ekkattuthanghal
21/02/2014



Figure 125 : Photo des travaux entrepris sur la rivière après le déguerpissement des résidents d'Attur Nagar
22/02/2016

(TNSCB) en septembre 1970. D'après l'article intitulé « Moving house to the middle of nowhere" publié dans *The Hindu* le 3/12/2017.



Figure 126 : Photo de la rive de l'Adyar à Saidapet, depuis le pont Ekkattuthanghal
21/02/2014



Figure 127 : Photo des rives de l'Adyar après les travaux, Saidapet
26/02/2016

L'intervention frappe d'abord par sa mise en œuvre brutale et précipitée : en l'espace de quelques jours après l'inondation, l'intégralité du quartier a été rasé. Ces temporalités brèves constituent le dénominateur commun des opérations de déguerpissement dans les villes du Sud, en dépit des contextes (Blot, Spire, 2014) : « [m]ême lorsque le processus de déplacement est prévu de longue date et fait partie d'un projet de développement, le déplacement a lieu dans l'urgence et la violence, ne laissant pas toujours le temps aux personnes déplacées de rassembler leurs effets personnels. » (*ibid.*). Ainsi, les 822 familles du quartier d'Attur Nagar, soit 4100 habitants[1], ont été déplacées dans les logements du TNSCB construits en périphérie. Tandis que les évictions pratiquées à l'échelle de la ville sont majoritairement forcées, ce sont ici les résidents d'Attur Nagar qui ont exprimé la demande de relogement auprès des autorités. Cela n'en reste pas moins une revendication formulée sous la contrainte liée à la dévastation causée par la catastrophe. Krithika raconte :

- *Avant même que l'inondation n'arrive, on nous avait proposé de déménager mais nous avions refusé parce que nous savions que ce site (Kannagi Nagar) est très dangereux, avec beaucoup de tapageurs. [...] Nous avons nous-mêmes demandé au gouvernement de nous déménager de Saidapet parce que nous n'en pouvions plus. Un jour, nous avons tous pleuré devant les médias pour demander de nouvelles maisons. Après ces pleurs, le gouvernement a alloué de nouvelles maisons à Kannagi Nagar.* [2]

Krithika indique que ce sont les jetons qui leur avaient été attribués en 2006 à la suite d'un incendie qui ont servi pour l'allotement des appartements. Il faut d'ailleurs souligner que l'attribution des logements a donné lieu à des confusions générant des conflits entre les résidents. En effet, certains appartements attribués aux familles victimes du tsunami en 2004 ont été réaffectés lors de cette « réhabilitation » post-inondation. Les rapports des associations du droit au logement mettent en lumière des inégalités de traitement entre les habitants et questionnent les critères d'éligibilité. Les autorités évoquent le manque de coordination et de communication entre les différents départements pour expliquer ces problèmes. Ainsi, Manee Megalai, responsable au TNSCB, déclare que la liste des bénéficiaires dans le cadre de la « réhabilitation post-inondation » provient de la Municipalité tandis que la liste des bénéficiaires du programme de « réhabilitation

[1] Population du quartier d'Attur Nagar d'après l'enquête du TNSCB réalisée en 2008.

[2] "*Even before the flood came, we were offered to shift here but we refused because we knew that this area is very dangerous, with lot of rowdies. [...] We ourselves asked the government to shift us from Saidapet because we couldn't manage it anymore. We all cried one day in front of the media pleading for new houses. After the cry, the government attributed new houses in Kannagi Nagar.*"

post-tsunami » avait été reçue par le collecteur[1] du district, ce qui a conduit à un clash entre ces deux listes. Selon elle, le système biométrique qui va être mis en place devrait mettre un terme à ces confusions : « *ainsi, ils ne recevront pas d'autre maison ailleurs. Donc ils ne peuvent pas prétendre qu'on leur a attribué [un logement] deux fois* »[2].

L'affectation du logement est ainsi ponctuée de formes de violences, physiques ou symboliques, avec des interventions prenant place dans un contexte de plus en plus marqué par l'immédiateté et la brutalité. Près d'un an après la catastrophe, le discours sur l'empiétement reste inchangé[3] mais le rythme des expulsions s'accélère. En dépit de la réglementation qui stipule une durée minimum de 21 jours de préavis, de nombreux cas montrent que ces délais ne sont pas respectés, quand il ne s'agit d'une absence totale de préavis. Les occupants de « structures illégales », sommés de quitter immédiatement les lieux, sont plongés dans l'incertitude face au flou qui entoure la procédure, le manque d'information ou la désinformation[4]. Une enquête de la Commission Nationale pour les castes répertoriées[5] (*Scheduled Castes*) indique qu'entre 2016 et 2017, les évictions de 4000 familles résidant le long de la Cooum n'ont pas respectées les droits fondamentaux des populations, soulignant qu'« aucun avis juridique n'a été émis aux résidents dans les 22 colonies (*slums*) avant l'expulsion et de nombreuses familles ont été mal informées sur l'emplacement alternatif les poussant plus loin à la lisière de la pauvreté.[6] » Les rapports sur les conditions du relogement dressent un constat du même ordre : seulement 40% des personnes interrogées ont reçu un avis d'éviction, les autres ayant reçu uniquement une information orale. Cette enquête met en évidence l'absence d'explication sur la raison de l'éviction, lorsque celle-ci avait été annoncée. D'autre part, 92,6% des interrogés expriment ne pas avoir été consultés, et 97,3% affirment ne pas avoir eu de détails sur le relogement. Cela fait écho aux articles de presse qui relatent ces faits, mentionnant que « les familles se sont plaintes de n'avoir reçu aucune information préalable sur la réinstallation et de n'avoir pu voir l'endroit où elles seraient envoyées »[7]. Le rapport met en évidence la brutalité de l'expulsion et le non-respect de la réglementation, pointant du doigt l'absence d'observants neutres, un calendrier inapproprié puisque l'expulsion a eu lieu pendant l'année académique, et souligne également la perte des biens et des documents d'identités ; à tout cela s'ajoute la violence symbolique de la contrainte exercée sur les résidents quant à la démolition et au déplacement. L'ensemble de ces pratiques sont amplement décriées par les militants et associations de défense des droits humains[8]. Il faudrait bien sûr, pour s'approcher d'une vision plus complète de la réalité sociale, s'attarder sur les soulèvements des habitants des quartiers riverains contre ces dispositifs, mais cela dépasserait le cadre de cette thèse. Je m'en tiens donc seulement à évoquer la présence de cette contestation ;

---

[1] Hérité du régime colonial britannique, ce titre désigne aujourd'hui un membre de la fonction publique indienne chargé de superviser l'administration générale dans le district. Il est responsable, en particulier de l'évaluation et du recueil des recettes foncières ainsi que de l'acquisition des terrains.

[2] « *So they will not be given another house anywhere. So they can't claim that twice they have been given and all.* » d'après un entretien avec Manee Megalai (TNSCB), le 22/03/2016.

[3] D'après l'article intitulé "Decision soon on encroachments" publié par *The Hindu* le 09/11/2016.

[4] D'après l'article intitulé "Occupants of illegal structures asked to leave" publié par *The Hindu* le 31/12/2015.

[5] Les castes répertoriées (*Scheduled Castes*) et les tribus répertoriées (*Scheduled Tribes*) désignent officiellement les groupes historiquement situés en bas de l'échelon social ou de basses castes. Les castes répertoriées sont parfois appelées « intouchables » ou encore « dalit », terme qui signifie « cassé » en sankrit et hindi. D'après le recensement de 2011, les castes répertoriées et les tribus répertoriées représentaient respectivement 16,6% et 8,6% de la population du pays.

[6] D'après l'article intitulé « Panel for probe into rights violations during evictions" publié dans *The Hindu* le 16/07/2018.

[7] D'après l'article intitulé "Families along Cooum give up fight to stay" publié dans *The Hindu* le 20/11/2017

[8] D'après les articles intitulés "Stop eviction of 55,000 families: Thirumurugan Gandhi" publié dans *The Hindu* le 01/11/2017, et "Slum dwellers must not be forcibly removed: activists" publié dans *The Hindu* le 23/11/2017.

des mouvements de résistance des habitants, par exemple, ont amené les autorités étatiques à revoir le projet d'aménagement des rives du Cooum à la baisse[1] en diminuant l'ampleur des évictions.

Les faits attestent d'une modification des procédés dans la conduite des évictions, où l'illégalité de l'occupation foncière n'est plus un critère déterminant dans la définition de la légitimité citadine, puisque des habitants propriétaires se retrouvent à leurs tours menacés d'expulsion. Un article de presse relate que des habitations d'un quartier situé à proximité de la route EVR Periyar Salai ont fait l'objet d'un recensement pour leur démolition dans le cadre du projet de restauration écologique de la Cooum ; cette action est incomprise par les résidents qui affirment que « cette terre [leur] a été légalement attribuée par le collecteur de l'époque », qu'ils ont « toujours payés dûment leur taxes », et ajoutent que « ce sont des maisons *pucca* (en dur) et non des huttes »[2]. Le recours à la mention du type de matériau de construction indique que ce critère entre en ligne de compte dans la différentiation des habitations légales et illégales. Ce fait n'est pas un cas isolé : d'autres résidents ont émis des plaintes similaires dans le quartier de Naduvankarai, près de la Cooum, dénonçant la menace d'expulsion alors qu'ils possèdent des titres de propriété. Ils revendiquent être dans leur bon droit : « nous ne sommes pas des empiéteurs, nous avons la lettre d'attribution »[3]. Là encore, dans l'argument énoncé, on retrouve la dichotomie entre l'empiéteur et l'honnête citoyen évoquée plus haut. Les autorités étatiques affirment de leur côté s'en tenir au protocole, c'est à dire exécuter les ordres émis par les instances judiciaires.

Dans ce contexte, comment ne pas relever cette contradiction aigue entre la violation des droits des habitants et des procédures réglementaires d'une part, et la judiciarisation de la gouvernance de l'autre ? Il faut également compter, parmi les personnes évincées, les populations « piégées » (de l'expression anglaise « *trapped population* »), c'est à dire celles non recensées par les autorités et qui n'obtiennent pas de logement de compensation. Certaines associations exigent la mise en œuvre de législations encadrant les évictions. Mais cela rejoint le point soulevé par le sociologue Joël Cabalion, qui rappelle à juste titre que « [l]égiférer sur la réhabilitation, c'est [...] aussi neutraliser le problème puisque le processus en question relève désormais de la loi et peut ainsi se prévaloir d'être au-dessus des intérêts partisans.» (Cabalion, 2014 :9). Si le conflit social est déplacé sur le plan juridique, sa résolution n'en est pas moins déterminée par une pluralité de facteurs qui dépassent cette sphère. Il est vrai que la « judiciarisation de la gouvernance » (Bhan, 2016) s'est intensifiée dans le contexte de réhabilitation post-catastrophe, puisque c'est avec une mesure d'instance judiciaire que l'État a engagé et accéléré ces vagues d'évictions le long des cours d'eau depuis 2016. Or, cette judiciarisation relève en partie d'une institutionnalisation d'intérêts économiques et financiers. L'argument avancé par les autorités du TNSCB traduit d'ailleurs une logique reposant sur des déterminants économiques, mais aussi pratiques, puisque ces mesures s'inscrivent dans la continuité des efforts menés antérieurement. C'est ainsi que Manee Megalai, du TNSCB, justifie les évictions en rappelant que les immeubles ont déjà été construits : « *C'est prêt donc nous devons les installer. Nous ne pouvons pas laisser les bâtiments*

[1] D'après l'article intitulé "Political stress causes corporation to alter project", publié par *The Times of India* le 01/02/2018.

[2] D'après l'article intitulé "Evicted families claim they were misled about resettlement site" publié par *The Hindu* le 15/09/2017.

[3] D'après l'article intitulé "Residents of Naduvankarai face eviction despite holding land titles" publié par *The Hindu* le 26/09/2017.

comme ça, parce que l'investissement a déjà été fait »[1]. Dès lors, on a affaire à un véritable renversement de la logique de planification, que Pushpa Arabindoo (2011c) met en évidence à travers sa communication intitulée : *The spatial (il)logic of slum resettlement sites in Chennai.*

Sous l'argument de l'exceptionnalité de la catastrophe et de l'urgence de la réhabilitation, les faits révèlent plutôt une continuité des opérations de mise à distance des populations pauvres. En 2010, Karen Coelho et Nitya Raman montraient déjà comment les campagnes d'expulsion des bidonvilles à Chennai avaient pris de l'ampleur, en se situant à la convergence de deux courants d'un discours sur la « restauration » se voulant progressiste : l'un sur le plan de la restauration écologique et l'autre de la réinstallation des bidonvilles avec des promesses de sécurité foncière. Ainsi, « le développement, l'embellissement et l'éco-restauration des rives urbaines, ainsi que les infrastructures haut de gamme, servent des objectifs multiples - tant sur le plan de stratégies directes d'accumulation de capital par la valeur foncière que comme des idiomes permettant aux villes de se positionner sur la scène mondiale. » (Coelho, Raman, 2010 :20). Les phénomènes observés en 2016 à l'issue de l'inondation s'inscrivent dans une même logique d'accumulation du foncier, mobilisant les arguments similaires de la sécurité, de la restauration écologique, auxquels s'ajoutent ceux de la réhabilitation et de résilience. Les photographies ci-dessous présentant la rive droite de l'Adyar à Saidapet, avant (Figure 128) et après (Figure 129) la catastrophe, témoignent explicitement de cette stratégie d'accumulation du foncier puisque la seconde photographie illustre la parcelle évincée désormais grillagée, accueillant un panneau publicitaire faisant l'annonce d'un futur immeuble pour classes supérieures.



Figure 128 : Photo de l'occupation des rives de l'Adyar à Saidapet avant la catastrophe
21/02/2014



Figure 129 : Photo de l'annonce de la construction d'un immeuble de standing sur la rive à Saidapet, après la catastrophe
Source : Réseaux sociaux (CCM), janvier 2016

Lorsque l'on met en lien les opérations de déguerpissement des *slums* engagées ponctuellement, au nom de projets urbains (tels que le métro, la restauration écologique) ou au nom de la sécurité (dans la période post-catastrophe), l'objectif de récupération du foncier urbain par les autorités étatiques s'impose, par-delà les

[1] "*It is ready so we have to accommodate them. We can't leave the buildings like that, because the investment is also been made*." d'après l'entretien avec Manee Megalai le 22/03/2016

variations des moyens mobilisés. Par ailleurs, cet objectif se conjugue à la volonté d'ordonner l'espace urbain selon un ordre moral associé à une « esthétique de classe mondiale » (Ghertner, 2011b).

Il importe donc de sortir de la contingence de la situation, ici de l'exceptionnalité de la catastrophe, pour comprendre la manière dont ces mesures sont pensées et orchestrées dans la continuité. Les déplacements contraints des populations pauvres après le tsunami de 2004 et l'inondation de 2015 sont le reflet de l'opportunisme de l'État pour œuvrer au réordonnancement de l'espace légitimé par un certain nombre de dispositifs, tels que le discours sur l'empiétement. Ce programme économique néolibéral de l'État visant à aliéner les pauvres de leurs ressources par les politiques de développement ou au nom de la sécurité est un des exemples de ce que la militante Naomi Klein (2008) nomme le « capitalisme du désastre ». Ce phénomène se retrouve dans bien des contextes, le désastre se manifestant sous des formes multiples. Ainsi, Jacobo Grajales (2016) montre à travers l'exemple de la Colombie, les multiples rôles de l'État dans l'accaparement foncier, la violence paramilitaire provoquant des déplacements massifs de populations et servant à des fins d'accumulation foncière. Sans toutefois chercher à dresser ici une comparaison, on peut faire le parallèle avec ses travaux : à Chennai l'inondation est le désastre qui sert d'instrument à l'État pour l'accumulation foncière. L'État dont je parle ici n'est ni substantialiste ni normatif, j'emploie, à l'instar de Béatrice Hibou (1999) ce terme pour désigner l'appareil étatique ou le pouvoir étatique ; un usage qui traduit le décentrage du pouvoir étatique par rapport aux institutions, tout en mettant l'accent sur le renforcement du pouvoir qui tient l'État (*ibid.*). Ce positionnement est éclairé dans la partie sur la gouvernementalité exposée dans le chapitre 2. Ces vagues d'expulsion massives des habitants pauvres entreprises par l'État après la catastrophe répondent alors à un ensemble de logiques convergentes : la judiciarisation de la gouvernance d'une part, liée à la montée du discours sur l'empiétement, une stratégie d'accumulation foncière ainsi que d'une volonté de réordonnancer l'espace sur la base d'un ordre moral porté essentiellement par les habitants de classes supérieures (je développe ce point dans le chapitre suivant). Finalement, les expulsions et déplacements des populations riveraines sont la manifestation de stratégies de récupération des marges par l'État, à travers la catastrophe qui devient un instrument de conquête du « front écologique » (Guyot, 2017). Ces interventions sont emblématiques de ce que Mark Schuller nomme le « désastre après la catastrophe » (Schuller, 2008), puisqu'il conduit à un phénomène de marginalisation des marges selon une logique d'« appauvrissement de la pauvreté » (Bhan, 2014) dont la dernière partie de ce chapitre propose un aperçu.

Dragage du cours d'eau : technique et ingénierie

En premier lieu, les évictions des populations riveraines sont menées dans l'objectif affiché de restaurer le cours d'eau. Cet argument repose sur l'idée d'un retour à une situation originelle, lorsque le cours d'eau n'était alors pas empiété. Expulsion et dragage, ces deux interventions vont de pair puisque les empiétements sur les rives, voire sur dans le lit de la rivière, seraient responsable de la diminution de la capacité fluviale. En s'intéressant au traitement réservé au cours d'eau, on constate que ces opérations sont déployées dans un registre interventionniste et techniciste. C'est principalement par des opérations de curage du cours d'eau à l'aide d'engins de chantiers qu'est envisagée la restauration de la capacité du fleuve. Le dragage et l'élargissement du lit de la rivière sont présentés comme les solutions pour améliorer la capacité fluviale et donc la résilience de la ville. L'aménagement des berges, l'élargissement et le dragage comptent parmi les thèmes les plus cités (en 5e et 6e position sur 13) dans la presse relative au cours d'eau après les inondations (voir Figure 118 : Mention des cours d'eau dans la presse après l'inondation à la page 351), et essentiellement rattaché à la rivière Adyar.



Figure 130 : Photo des travaux d'élargissement de l'Adyar depuis l'ancien quartier d'Attur Nagar, Saidapet 22/02/2016

Les travaux d'élargissement de la rivière Adyar sont entrepris immédiatement après les expulsions, comme l'illustre la photographie ci-dessus prise en février 2016, quelques semaines après l'éviction du quartier d'Attur Nagar. Le département des travaux publics annonce des travaux pour approfondir et élargir un tronçon de 16 km de l'Adyar au prix de 19 crore roupies (2,3 millions d'euros). La largeur de la rivière est seulement de 30 à 50 mètres dans les limites de la ville, et le plan est de l'élargir jusqu'à 100 mètres. À l'heure actuelle, la rivière a une capacité de transporter environ 2000 m^3/s d'eau et le projet envisagé de l'augmenter à un minimum de 3 400 m^3/s. Ce plan s'est heurté aux fortes résistances des habitants au relogement, ainsi qu'à l'instabilité politique. De l'autre côté, la pression de la part des habitants quant au dragage se fait sentir, car ils craignent un nouveau désastre lors de la prochaine mousson[1]. Les articles de presse évoquent des « travaux d'élargissement de l'Adyar stagnant »[2], mentionnant que « jusqu'ici seulement 50% des empiétements identifiés le long de l'Adyar ont été éradiqués », soit 5000 familles sur les 10000 recensées. Les travaux reprennent alors de plus belle avant la mousson, marquant le début d'« un effort de désensablement massif de l'Adyar »[3]. Chaque année, le Département des ressources en eau (WRD) entreprend de draguer l'embouchure de la rivière Adyar à l'aide d'engins de terrassement pour prévenir les inondations. Ainsi, face aux inquiétudes formulées par les habitants avant la mousson en 2017, les ingénieurs des services de l'État répondent être prêts à « déployer plus de machinerie lourde »[4] pour accélérer ces travaux. Or, les experts hydrologues estiment que ces actions ponctuelles et localisées à l'embouchure sont vaines, ou d'ordre symbolique puisque la présence du banc de sable est un facteur peu influent au regard de l'inondation. Ils appuient la nécessité d'élaborer un plan stratégique d'atténuation des inondations qui s'attache à identifier la source de la sédimentation. Le mode opératoire du département des travaux publics sur la rivière Adyar est également critiqué par les membres du Boat Club. Ainsi, Karunakar souligne que la présence du banc de sable à l'embouchure est naturelle et permet, au contraire, de maintenir le niveau d'eau dans la rivière, en fonctionnant tel un marigot. Pourtant, à l'échelle de la rivière, le dragage est perçu de

[1] D'après l'article "Residents fearful of another 2015", publié par *DNA India* le 24/09/2017.

[2] D'après l'article intitulé "Work on Adyar widening sluggish" publié par *The Hindu* le 10/07/2016.

[3] D'après l'article intitulé "Massive desilting effort begins on Adyar" publié par *The Hindu* le 22/09/2016.

[4] D'après l'article intitulé "Finally, river-cleaning act gets underway in Chennai" publié dans *The New Indian express* le 09/09/2017

manière relativement partagée comme une action positive permettant de solutionner le problème lié à la capacité du fleuve et donc prévenir les inondations. L'avis d'un spécialiste en environnement responsable au sein de l'agence gouvernementale CRRT va dans ce sens :

- *Après les inondations, oui, les gens voulaient restaurer la rivière. Comme après Vardha [le cyclone], les gens ont commencé à donner des conseils à propos de quel arbre planter... Les travaux ont commencé. Après les inondations, le drainage et l'élargissement de la rivière, ainsi que la construction de digues ont également été effectués depuis Thiruneermalai [quartier en amont de l'Adyar]. Vous pourriez montrer des images avant et après, ce serait intéressant. Focalisez-vous sur les actions positives.*[1]

[Viswanathan, spécialiste en environnement, agence étatique CRRT]

Or, le dragage, bien qu'il soit largement pratiqué, ne constitue pas moins une approche violente sur le monde vivant. Cela dépasse les cadres disciplinaires de cette thèse, mais nombre de travaux relevant de l'hydromorphologie indiquent les dégâts liés à ce type d'interventions. Selon l'hydrogéomorphologue Pascale Biron, le dragage « n'est certainement pas une solution à moyen, long terme » pour combattre les inondations[2]. Mesure palliative pensée sur le court terme, ce type de réponse permet de panser les symptômes mais entrave une compréhension plus globale du fonctionnement de la rivière. En effet, mobiliser cette technique fait fi du caractère évolutif et dynamique de la rivière[3], caractéristiques d'autant plus significatives dans le cas d'une rivière non pérenne soumise aux aléas d'un climat tropical (voir chapitre 1). Aussi, d'un point de vue hydrogéomorphologique, les interventions de dragage ou de modification du tracé sont vouées à l'échec. Cela est sans considérer que draguer perturbe le lit de la rivière et l'ensemble du vivant. L'élévation des digues de protection, action également entreprise par les autorités et mentionnée par le représentant du CRRT, renvoie à un même mode de réponse palliatif, en renforçant une illusion de protection vis-à-vis du danger. Le traitement de l'Adyar et de la Cooum en vue de leur restauration écologique est quasiment identique, les travaux consistant en un renforcement des digues et un dragage du lit de la rivière. Après avoir évincé les populations des rives de la Cooum, les autorités prévoient également de « retirer la végétation afin d'assurer la libre circulation de l'eau pendant la mousson[4] », l'objectif étant de faire un front de fleuve « propre » et dégagé. De manière significative, ces mesures impliquent également la construction de murs aux abords du cours d'eau, un moyen de « sécuriser la rive » et d'« empêcher d'autres empiétements ». Cette idée est reprise à plus large échelle pour l'aménagement des abords de l'Adyar : dans le cadre de la restauration écologique du fleuve, il est prévu la construction d'un mur de 25 kilomètres, le long de la rivière[5]. Le chapitre 2 s'attarde sur ce point.

Finalement, que renseignent ces interventions sur le cours d'eau d'un point de vue social ? Cet aspect est d'abord développé pour mettre en évidence le mode de gouvernement rationnel du vivant, qui s'applique, aux habitants riverains, comme aux cours d'eau. En mettant en perspective ces actions de l'État sur deux pans distincts, on constate qu'elles se déploient dans un registre similaire de brutalité et d'immédiateté. Sans entrer dans le débat sur la hiérarchisation des luttes ou des droits appliqués aux collectifs humains ou non-humains, cette analyse fait seulement état d'un même modèle de gestion et d'ordonnancement de la vie, au moyen d'une brutalité étatique interventionniste. Le déracinement dont les habitants font l'expérience

[1] Extrait d'entretien 71 : Viswanathan, le 13/04/17 (cf. annexe page 501)

[2] D'après l'article intitulé « Zones inondables : le dragage ne réglera rien » publié dans *Le Soleil* le 28/04/2014

[3] D'après l'article intitulé « Le dragage : une solution à court terme » publié dans *Beauce Média* le 21/02/2018

[4] D'après l'article intitulé "Eviction drive on Cooum bank resumes" publié dans *The Hindu* le 22/10/2017.

[5] D'après l'article intitulé "Coming, a 25-km wall along Adyar" publié dans *The Hindu* le 05/04/2018.

résonne avec la violence des opérations de dragage. Qu'il s'agisse de l'expulsion, de l'extraction, du dragage, la rationalité étatique qui sous-tend le réordonnancement est guidée par un mode d'intervention court-termiste et brutal.

D'autre part, les solutions mises en avant font essentiellement recours à des outils techniques. Pour le nettoyage des cours d'eau, la Corporation Municipale a misé sur des engins robotisés achetés en Europe, « informant la Haute Cour de Madras qu'elle était pionnière, au niveau de l'État, en achetant un véhicule amphibie à la Finlande pour un coût de 4,43 crores roupies et trois pelles robotisées à la Suisse pour un coût total de 19,64 crores roupies, pour le nettoyage de 30 canaux entretenus à travers la ville »[1]. Cette solution présentée comme innovante et révolutionnaire évince la réflexion sur les causes de la dégradation environnementale. Il en va de même pour les « *trash booms* »[2], ces barrières en aluminium installées sur la rivière fonctionnant comme des filets pour bloquer et récupérer les détritus flottants avant leur rejet dans l'océan. Les 8 barrières installées sur la rivière Cooum au cours de l'année 2018 ont permis de ramasser 22 000 tonnes de déchets en un an. Ces détritus ont alors pu être transportés à la décharge de Kodungaiyur, au nord de la ville : un projet prometteur mais consistant finalement à déplacer les déchets d'un endroit à un autre. Dans le milieu académique, l'une des réponses apportées par les universités IIT-Madras, IIT-Bombay et Anna University repose sur le développement d'un système pilote de haute technologie, permettant la prédiction des crues de la ville[3]. Cette ambition rejoint le constat du Comité parlementaire des affaires intérieures dans son rapport sur les inondations de 2015, rapport dans lequel il préconise l'utilisation de la « technologie de pointe pour lutter ». Ce raisonnement considérant les inondations comme un problème technique et d'ingénierie entraîne un renforcement du pouvoir des experts. L'ensemble de ces opérations attestent d'un procédé de simplification (Scott, 1998) largement décrié par les militants qui y voient un déplacement du problème et une fuite en avant. Nityanand souligne par exemple, un manque de questionnement critique sur des concepts non techniques, tels que la croissance, et son rôle dans l'augmentation de la vulnérabilité de l'occupation humaine[4].

Finalement, les expulsions des populations pauvres, leur déracinement, la démolition de leurs quartiers, le dragage du cours d'eau sont autant de mesures déployées ponctuellement sur des sphères distinctes mais qui convergent en un unique dispositif étatique. Celui-ci œuvre à l'établissement d'un ordre socio-spatial, promu au rang de l'intérêt général. La brutalité et l'immédiateté sont les registres qui caractérisent cette intervention étatique à l'issue de la catastrophe. Le constat dressé par Gunewardena et Schuller quant aux liens entre désastre et pouvoir se vérifie amplement dans le cas analysé ici : « [q]uand elles frappent, les catastrophes offrent également des opportunités pour étendre l'administration et le contrôle dans la vie des gens » (Gunewardena, Schuller, 2008 :X).

[1] D'après l'article intitulé "Doing our best to clean upcanals: Chennai Corporation" publié dans *The Hindu* le 20/10/2017.

[2] D'après les articles intitulé "Adyar river to get trash booms, studies on at Kovalam basin in Chennai" publié par *The new indian express* le 22/01/2018 et "A mountain of trash fished out of Cooum" publié dans *The Hindu* le 29/01/2019

[3] "A pilot flood forecast system being developed for Chennai" 02/11/2017 The Hindu

[4] D'après l'article intitulé "Why engineering interventions won't prevent another flood in Chennai" publié dans *Scroll.in* le 07/09/2016.

De l'ordre moral à la ségrégation spatiale

Le déguerpissement des *slums* s'inscrit dans une pluralité de logiques convergentes. Certains auteurs se sont appuyés sur la théorie de l'accumulation par dépossession pour analyser les évictions menées lors des projets urbains, comme la géographe Ipsita Chatterjee pour le cas des déguerpissements des *slums* sur les rives de la Sabarmati à Ahmedabad pour l'aménagement de la rivière (Chatterjee, 2014). Pourtant, aborder ces dynamiques par cet unique prisme peut s'avérer réducteur, au sens où cette approche tend à masquer les enjeux socio-culturels. À propos des dynamiques urbaines sur les rives à Delhi, Amita Baviskar fait remarquer que « bien qu'ils s'inscrivent dans le modèle global de l'accumulation à l'œuvre en Inde contemporaine, les procédés qui ont fait du bord du fleuve un lieu de valeur marchande sont également ancrés dans un ensemble de traditionnel valeurs esthétiques associées à la modernité.» (Baviskar, 2011a :52). Cette section cherche à rendre compte de ces logiques ségrégatives, en analysant la manière dont les interventions étatiques sont perçues par les classes supérieures. Il s'agit de voir comment ces évictions sont légitimées et renforcées par un « triptyque de la discrimination des pauvres » (Paugam et al., 2017) dont le discours sur l'empiétement représente la manifestation la plus prononcée.

Le triptyque de la discrimination

La construction d'une frontière morale, le processus de répulsion physique et le processus de neutralisation de la compassion sont trois procédés qui forment ce que Serge Paugam, Bruno Cousin, Camila Giorgetti et Jules Naudet ont appelé le « triptyque de la discrimination » (Paugam et al., 2017 :220). Les différentes dimensions de ce même processus peuvent alors se renforcer mutuellement. Je prends appui sur leurs réflexions menées à partir des enquêtés auprès de groupes d'élites à São Paulo, Delhi, et Paris pour analyser, dans cette section, les mécanismes de légitimation de la mise à distance des pauvres. Il s'agit de mettre l'accent sur les liens entre la production d'un ordre moral et les mesures ségrégatives :

> « [l]a hantise du désordre, de la souillure et de la contamination se cristallise dans l'imaginaire collectif sous la forme de stéréotypes. Aussi informelles et anecdotiques qu'elles puissent paraître, les images ainsi construites et véhiculées dans les discussions quotidiennes contribuent à structurer les interactions urbaines. La « saleté » que l'on présuppose des pauvres, en particulier, justifie leur mise à distance ou leur exclusion, la multiplication des règles de précaution et des stratégies d'évitement à leur encontre, mais aussi une volonté de réformer leur mode de vie et de les « civiliser » associée au souci de s'en protéger en les ségréguant. » (Paugam et al., 2017 :118).

Comme abordé précédemment, c'est d'abord l'association des pauvres à des pratiques polluantes qui les rend porteur d'une « illégitimité écologique » (Rademacher, 2011), qui devient une « illégitimité citadine » (Bhan, 2016 ; Blot, Spire, 2014). Ainsi, il n'est pas rare d'entendre parmi les habitants de quartiers « formels » que « *les gens des slums sont sales, ils gâchent la ville* »[1]. Ces formes de discriminations se révèlent de manière éparse et plus ou moins prononcée suivant les contextes d'énonciation. La notion de discrimination est entendue ici au sens large, incluant « les représentations stigmatisantes des pauvres et en insistant sur le processus de mise à distance ou de rejet social qu'elles impliquent ainsi que sur le déni de reconnaissance – et parfois de citoyenneté - qui les nourrit » (*ibid.*). Les discours sur les pauvres construisant la figure de l'empiéteur participent à l'élaboration d'une frontière morale (chapitre 6). On se penche alors sur les effets

[1] "*people from the slum are dirty, they spoil the city*" entretien avec Devarajan, résidente à Chetpet le long de la Cooum, avril 2014

de cette frontière morale, c'est à dire la manière dont elle influence le regard des classes supérieures sur les mesures d'évictions des populations pauvres. En particulier, cela inclut les processus de répulsion physique ou de neutralisation de la compassion.

L'examen d'articles de presse couplé aux entretiens menés avec des habitants de quartiers aisés permet de constater l'appui manifeste et globalement partagé des classes supérieures au déguerpissement des *slums*, avec la volonté de voir ses habitants relogés ailleurs. Ils puisent dans différents éléments pour légitimer cette posture, bien que l'argument de l'empiétement soit le plus fréquemment mobilisé, la figure de l'empiéteur contribuant à banaliser ces propos. Le point de vue de ces résidents et leur aversion pour les empiétements apparaît explicitement dans de nombreux articles de presse. L'un d'entre eux, tiré du journal *The Hindu* mentionne, par exemple, que « les empiétements sur l'Adyar dans des zones telles que Sathya Nagar ont été l'une des raisons de l'inondation de la colonie de Srinagar à Saidapet » et que « les résidents de ces zones avaient demandé la suppression des empiètements le long de l'Adyar »[1]. Il est ainsi commun que les propriétaires résidant dans des quartiers « formels » émettent des plaintes aux autorités pour dénoncer la formation d'empiétements et exiger une action ferme de la part de l'État. C'est le cas du quartier de Jaffarkhanpet situé le long de l'Adyar : les résidents rapportent de nouveaux empiètements le long des berges, alors même que les travaux ont été engagés sur le cours d'eau et que ces zones ont été gravement touchées par les inondations de 2015[2]. Ces procédés de délation prennent parfois la forme de pétitions d'intérêt public (PIL) à l'initiative de résidents rassemblés en association. Le recours à cette pratique exprime une convergence des intérêts des résidents de quartiers aisés et ceux de l'État à travers des politiques urbaines qualifiées de « bourgeoises » (Arabindoo, 2010, 2011a ; Chatterjee, 2004), bénéficiant d'un appui dans la sphère judiciaire (Bhan, 2016; Sen, Albert, 2002). À titre d'exemple, une lettre des résidents de Varadarajapuram, quartier situé au sud-ouest de la région métropolitaine de Chennai, est adressée au juge en Chef et dénonce l'échec de la mise en œuvre du projet d'élargissement du cours par les travaux publics. La conversion de cette annonce en une pétition d'intérêt public illustre la pression qu'exercent les résidents sur les décisions relatives à l'aménagement urbain :

> « La Haute Cour de Madras a converti lundi une lettre écrite à son juge en chef en une pétition suo motu d'intérêt public et a demandé un rapport du collecteur de Kancheepuram sur les mesures qu'il a prises jusqu'à présent pour expulser les envahisseurs des rives de la rivière Adyar. [...] Dans la lettre écrite au Juge en chef au nom des résidents de Varadarajapuram, il a été souligné que le gouvernement avait échoué dans la mise en œuvre d'un G.O (ordre du gouvernement), publié par le département des Travaux publics le 17 octobre 2016, pour draguer la rivière, ainsi qu'élargir et uniformiser ses rives. Il a affirmé qu'il y avait des empiètements sur le lit même de la rivière. »[3]

Le recours à ce type de procédés fait l'objet de nombre de travaux en études urbaines indiennes : les travaux d'Alexander Follmann sur l'activisme judicaire (Follmann, 2016) ou encore d'Asher Ghertner sur les ressorts du « gouvernement par l'esthétique » à Delhi (Ghertner, 2011b) en sont des exemples. Sarbani Sen et Nicole G. Albert montrent comment, « à travers les PIL, la Cour a développé des cadres juridiques entrecroisés (relevant du droit positif et procédural) qui déterminent et reconfigurent l'idée du "public." » (Sen, Albert, 2002). L'examen des recours aux PIL dans la gouvernance urbaine, par exemple, donne à voir des

[1] D'après l'article intitulé "Decision soon on encroachments" publié dans *The Hindu* le 09/11/2016.

[2] D'après l'article intitulé "Fresh encroachments along Adyar banks" publié dans *The Hindu* le 24/06/2017.

[3] D'après article intitulé « HC seeks report on evicting encroachers along Adyar river" publié par *The Hindu* le 07/11/2017.

répercussions contrastées, avec d'un côté une forme de démocratisation des procédures judiciaires, et de l'autre l'essor du pouvoir de la Cour, créant une nouvelle forme extraconstitutionnelle de « gouvernement des PIL » (*ibid.*). Si ces mécanismes semblent moins courants à Chennai qu'à Delhi, il n'en reste pas moins que les résidents, rassemblés en associations (*Welfare associations)*, cherchent à peser davantage dans les décisions liées à l'aménagement urbain, en s'élevant contre les « empiéteurs » de l'espace public. Ce faisant, ils se positionnent comme les garants de l'ordre public. Leurs revendications en matière d'environnement, de qualité de vie et d'hygiène font écho aux priorités des projets gouvernementaux (chapitre 2). En somme, les évictions des habitants riverains, partie intégrante des politiques « anti-pauvres », prennent place dans un contexte où l'État bourgeois fonctionne de concert avec les habitants des classes supérieures. Le projet d'embellissement de la plage Marina Beach est un des nombreux exemples de projets urbains à Chennai qui attestent de ces convergences des intérêts entre l'État et les classes supérieures (Arabindoo, 2011a). Les mesures prises à l'encontre des *slums* se révèlent étroitement associées à la valeur que les classes supérieures et l'État octroient à l'espace qu'ils occupent. De fait, le débat sur l'empiétement du cours d'eau se problématise de manière différenciée en fonction des intérêts de classe. L'activiste Nityanand souligne que « le Cooum et l'Adyar sont des rivières d'élite, à statut élevé, qui traversent les quartiers d'élite de la ville. Purger les rives des pauvres est considéré comme une partie intégrante de la restauration de ces rivières. À l'opposé, la Kosasthalaiyar et la crique de Ennore sont considérées comme des cours d'eau de classe ouvrière. Ici, la valeur de la zone humide « inutile » (en référence au terme « *poromboke* ») tend à être augmentée par les empiètements industriels protégés par l'État »[1]. Le triptyque de la discrimination envers les pauvres se manifeste alors chez les classes supérieures en fonction des intérêts associés à l'espace occupé par les *slums*. En ce sens, on a affaire à une « politisation de l'habiter » où certaines occupations du territoire sont encouragées tandis que d'autres sont criminalisées par des classes dominantes, fonctionnant de concert avec un État bourgeois.

L'éviction en tant que restauration d'un ordre

De manière à poursuivre la réflexion sur les effets de la frontière morale, cette section s'attache à analyser les représentations que les classes supérieures se font des évictions. D'abord, il convient de souligner que ces actions de déguerpissement ne sont pas considérées aux yeux des habitants de quartiers aisés comme des évictions, puisque la présence des *slums* relève d'une illégalité spatiale, et n'aurait donc pas dû, en amont, être tolérée par les autorités. Dans cette perspective, l'éviction des habitants de *slums* apparaît comme la restauration d'un ordre socio-spatial conjurant les effets d'une crise urbaine et de la gouvernance (Bhan, 2016). Ces représentations alimentent le processus de neutralisation de la compassion, troisième dimension du « triptyque de la discrimination » (Paugam et al., 2017). Les propos de Sumedha vont dans ce sens. Lors d'une discussion portant sur les projets de restauration écologique de la rivière Adyar, elle exprime l'importance d'une action qui soit guidée d'abord par « l'intérêt de la ville », et non par l'intérêt des populations des *slums* qui relèverait alors d'intérêts particuliers :

- Et savez-vous en quoi consiste le projet ?
- *Je pense que cela impliquera aussi beaucoup de dislocations. Maintenant, s'ils commencent à faire cela, je pense qu'ils devront reloger les gens qui vivent le long de ces... berges. Et aujourd'hui, vous avez toutes les politiques de récupération des votes, donc, je pense qu'ils ont peur... que s'ils commencent à déplacer des gens, ils vont perdre tout leur soutien*

[1] D'après l'article intitulé « Time to change course », publié dans *The Hindu* le 27/07/2017.

- Oui, cela peut être l'une des raisons
- *Oui, les inondations étaient une bonne excuse ! Parce qu'ils peuvent maintenant dire aux gens « vous n'êtes pas en sécurité ici »*
- C'est ce qui s'est passé le long de l'Adyar. Avez-vous vu ce qui s'est passé à Saidapet?
- *Oui*
- Ils ont relogé tout le monde
- *Mais il y a encore des gens qui y vivent...*
- Et pensez-vous que c'est une expulsion ?
- *Non, ce n'en est pas ! Je pense... si vous, si vous... (elle cherche ses mots) vous n'auriez pas dû l'autoriser en premier lieu, alors vous n'auriez pas eu à expulser ! Mais avoir laissé tout cela arriver, et avoir vu la ville passer par là, je pense que maintenant quelqu'un devra faire quelque chose qui ne soit pas dans l'intérêt du pouvoir, mais dans l'intérêt de la ville.* [1]

[Sumedha, 50 ans, membre du CCM, journaliste]

Les expulsions des habitants de bidonvilles riverains sont alors entendues comme la restauration d'un ordre. De même, au niveau judiciaire, Gautam Bhan montre comment une expulsion est, pour le tribunal, un acte éthique qui consiste à rétablir l'ordre et à atténuer les crises (Bhan, 2016) : « la crise de la ville – rendue visible par l'empiètement et perçue comme l'échec de la planification urbaine et du « Gouvernement » - légitime les interventions judiciaires urbaines. La nécessité de remédier à ces défaillances entrelacées, de restaurer un ordre, et d'intervenir dans un langage et une temporalité de la crise devient non seulement le sens premier de l'intérêt public, mais également un impératif éthico-moral, ce que Rose a pu dénommer la forme morale de la rationalité du gouvernement judiciaire » (*ibid.* :130). Si les évictions des *slums* pour le « nettoyage » des rives apparaissent comme une action nécessaire à la « remise en ordre » de l'urbain, Sumedha nuance toutefois son propos. Consciente des difficultés rencontrées par les populations déplacées en périphérie, elle évoque l'importance de diminuer, par exemple, les distances entre le lieu de résidence et celui du relogement :

- *Je pense que nous devrions ! Nous devrions... commencer à nettoyer les rivières et faire tout ce qui est nécessaire. Mais ce que disent les défenseurs des droits humains, c'est de les reloger pas très loin de l'endroit où ils habitent, car cela signifierait alors trouver un nouvel emploi, et de nouvelles écoles et un changement complet se produiraient. Comme par exemple, si vous envoyez des gens d'ici à Semmancheri, c'est, vous savez, un déménagement total.* [2]

[Sumedha, 50 ans, membre du CCM, journaliste]

De la même manière, Aravind, co-fondateur de la *Clean Adyar Initiative* et membre du Boat Club, exprime son point de vue quant à la question politique liée aux évictions :

- *Donc, l'expulsion, dont je vous ai parlé, le long de la rivière Adyar, il y a cette partie de ce... il y a ce bidonville près du pont de Kotturpuram, à qui on a demandé de déguerpir... mais il y a des raisons politiques pour lesquelles ils ne l'ont pas fait... Parce qu'ils représentent un soutien politique (vote bank) pour un parti en particulier. [...] Donc, ce parti ne laissera pas évincer ces gens... Alors, il y a beaucoup de [questions] complexes...* [3]

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

---

[1] Extrait d'entretien 72 : Sumedha, le 13/04/2016 (cf. annexe page 501)

[2] Extrait d'entretien 73 : Sumedha, le 13/04/2016 (cf. annexe page 501)

[3] Extrait d'entretien 74 : Aravind, le 14/04/2016 (cf. annexe page 501)

Les enjeux politiques, notamment la logique de récupération des votes des habitants de *slums* (désignée par l'expression *vote bank*) qui entourent la question de l'éviction sont associés à des petits arrangements relevant essentiellement d'intérêts particuliers. Ciblés dans les programmes de « bonne gouvernance » visant la transparence des procédures, ces procédés informels n'en constituent pas moins un canal de participation populaire, dont la disparition conduit à la gentrification des procédures de gouvernance. C'est l'argument développé par Asher Ghertner qui analyse ces dynamiques comme un facteur explicatif de l'embourgeoisement de l'État (Ghertner, 2011b). Ainsi, l'occupation des rives par les habitants et les liens que ces derniers entretiennent avec les politiciens sont perçus comme les deux faces d'une même pièce, symptomatique d'une « crise urbaine » et de la gouvernance. La vision que partage Aravind sur ces expulsions se révèle particulièrement éclairante :

- *Voyez-vous, cela relève de ce qu'on appelle le "slum clearance board". Donc, indépendamment du fait que les inondations aient eu lieu ou non, que la rivière Adyar soit restaurée ou non, ces gens sont censés bénéficier de meilleurs logements dans des complexes construits par le gouvernement. Comme il y a un manque d'espace, ils essaient de les déplacer légèrement en dehors de la ville, comme Kelambakkam Medavakam... des endroits comme ça. [...] Mais, j'ai entendu qu'un problème commun était que... même si... le gouvernement essaie de lutter contre ça... si vous donnez aux gens vivant dans un slum une bonne maison, ce qu'ils font, c'est qu'ils la louent et récupèrent l'argent !*
- Et ils reviennent ?
- *Non, et ils restent là où ils sont, ils restent toujours dans le slum. Ils la louent ! C'est un problème que le gouvernement essaie de régler...*
- Et quelle pourrait être la solution pour cela ?
- *Alors, c'est très dur ! À moins que vous ne fassiez du porte-à-porte pour savoir si c'est attribué à la bonne personne... c'est vraiment difficile.*
- Mais pourquoi ne veulent-ils pas rester ?
- *Alors pourquoi ils... J'ai entendu... Alors quand j'ai eu mon interaction personnelle avec ces gens, ce qu'ils m'ont dit c'était que... donc en ce moment ils sont transférés un peu loin, comme à Kelambakkam qui est à 20 kilomètres d'où ils sont, genre de l'Adyar. Alors ils me disent « mon école est juste ici, mes enfants vont ici, mon travail est ici... pourquoi devrais-je bouger inutilement ? » Donc, encore une fois ! Donc, on en revient au fait qu'ils pensent qu'ils possèdent le terrain ! Ils pensent que c'est à eux ! Et bien que ce soit si une belle chose à dire, c'est... ce n'est vraiment pas à eux... parce que... : A : ce n'est pas un endroit sûr, et B : ce n'est vraiment pas à eux (riant mais avec un peu d'exaspération). Donc, en clair, c'est un espace public qui est censé être... (il ne finit pas sa phrase)*
- C'est une question très compliquée ... Et peut-être aussi parfois qu'ils vivent là depuis des générations, donc ils ont ce sentiment d'appartenance...
- *Exactement, ils ont un attachement personnel d'appartenance ici... ouais. Et ce qui entre en ligne de compte aussi ici, c'est le coût de la vie... donc dans le slum ils n'ont pas à payer pour l'eau, ils utilisent la rivière, ils n'ont pas à... vraiment, tu vois... il n'y a pas de coût supplémentaire, ils restent juste dans une pièce, tout est là. Quand ils déménagent dans une nouvelle maison, même si la maison est donnée pour un prix très minime ou pour rien... il y a des coûts cachés ou attachés qui s'ajoutent... si on pense à l'électricité qu'ils doivent payer, à l'eau, il y a des taxes qu'ils doivent payer, etcetera... des choses comme ça. Donc, même de cette façon, je ne pense pas qu'ils sont prêts. Même si c'est un meilleur niveau de vie, je ne suis pas sûr que ce soit économiquement faisable pour eux. Donc, des choses comme ça... Je pense que c'est une question très très compliquée... que les anthropologues et les gens comme toi devraient aborder.* [1]

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

[1] Extrait d'entretien 75 : Aravind, le 14/04/2016 (cf. annexe page 501)

L'argument avancé en faveur de l'éviction des populations pauvres repose donc essentiellement sur la question de la propriété foncière. En déclarant que le problème c'est qu'« *ils pensent que c'est à eux* » tout en rappelant qu'il s'agit d'un espace public, ce sont fondamentalement la notion de l'intérêt public et la vocation de cet espace qui sont contestées. Cela montre alors qu'il s'agit finalement moins d'une problématique de résilience, de sécurité ou encore d'environnement, tel qu'énoncé dans les discours médiatiques, que de préoccupations quant à l'occupation de l'espace urbain. Ses propos mettent au jour les tensions qui prennent place dans une lutte de classe pour l'appropriation de l'espace public. En outre, on retrouve dans son discours une tendance à l'altérisation des populations des *slums* à travers le procédé de généralisation qui entoure son propos quant aux réponses de ces derniers au relogement : *« si vous donnez aux gens vivant dans un slum une bonne maison, ce qu'ils font, c'est qu'ils la louent et récupèrent l'argent* ». Cet argument renvoie à une rhétorique classique parmi les agents des autorités du TNSCB qui présentent souvent les résidents de *slums* intéressés et dont l'objectif serait le gain financier immédiat. De plus, l'insistance sur le fait que l'espace des rives « *n'est vraiment pas à eux* » permet de mobiliser un argument légaliste qui accentue de fait la distance morale et participe ainsi à la neutralisation de la compassion (Paugam et al., 2017).

Les dynamiques liées aux rives de l'Adyar à Chennai permettent ainsi l'observation des manifestations de luttes de classes, à travers l'appropriation de l'espace urbain. Face à la complexité de la situation à l'issue de la catastrophe, la réponse des autorités publiques a consisté en une simplification, c'est à dire la « réduction d'une gamme infinie de détail en un ensemble de catégories qui facilitent les descriptions sommaires, les comparaisons et la totalisation » (Scott, 1998), réduisant la multiplicité des causes de la catastrophe en un raisonnement simpliste. Les autorités publiques (TNSCB, CRRT et PWD) ont alors engagé des actions sur des registres pragmatique, palliatif, court-termiste et interventionniste, qui engendrent une ségrégation accrue en vue de l'accumulation foncière. Ce constat dépasse de loin le contexte de l'inondation à Chennai dont il est question dans cette thèse. Les exemples de l'instrumentalisation des catastrophes - ou plus largement des 'méga-événements' (évènements sportifs tels que la Coupe du Monde ou les Jeux Olympiques) - par les autorités publiques pour la mise à distance des populations pauvres ne manquent pas. Parmi nombre les innombrables travaux qui traitent de ces questions, on peut citer la thèse de Sébastien Hardy (2003) qui met en évidence les stratégies urbaines opportunistes à l'issue du séisme en 1972 à Managua dans le Nicaragua, ayant servi à la reconstruction d'un centre historique « nettoyé » des populations pauvres.

Le relogement en périphérie : des marges à l'hétérotopie

Le déguerpissement des résidents de *slums* et leur déplacement en périphérie témoignent d'un phénomène de marginalisation des marges. Trois sites de relogement ont été construits par les instances du TNSCB pour réhabiliter les personnes expulsées : Okkiyum Thuraipakkam regroupant les deux quartiers de Kannagi Nagar et Ezhil Nagar, Semmancheri et enfin le plus récent, Perumbakkam. La construction du premier site de Kannagi Nagar a été initiée en 2000. En 2014, 20 820 familles avaient été expulsées et relogées sur les sites de Kannagi Nagar et Semmancheri. Aujourd'hui, la population relogée a plus que doublée, avec 52 000 familles en tout qui sont entassées sur les trois sites de 50 hectares. Ces quartiers s'apparentent en de nombreux points à des *hétérotopies*, selon le concept théorisé par Michel Foucault ; c'est, du moins, la lecture que je propose dans cette partie.

Forgé à partir des racines grecques exprimant la différence ou l'altérité (hétéro) et le lieu (topos), le terme *hétérotopie* désigne un « espace absolument autre ». Lors d'une conférence au Cercle d'études architecturales

en 1967, Michel Foucault élabore sa réflexion à partir et en distinction du mot *utopie* : si l'utopie offre un idéal « sans lieu réel », l'hétérotopie, elle, correspond à un lieu réel (Lévy, Lussault, 2013 : 495-496). Il parle d'« utopie localisée », c'est à dire un lieu situé qui habite en même temps un véritable imaginaire et fait appel à plusieurs lieux. Constantes à tout groupement humain, les hétérotopies prennent des formes variées selon les époques et les sociétés[1]. Ce sont des « lieux réels hors de tous les lieux », comme par exemple des cimetières, des prisons, des jardins, des maisons de repos, etc. Il s'agit souvent de lieux clos, isolés ou enclavés, marqués par une discontinuité avec ce qui les entoure et dans lesquels on n'entre pas librement, parce que leur accès est contrôlé ou payant (Foucault, 2001 [1984]) : prison, aéroport, discothèque, musée, parc d'attraction, quartier résidentiel fermé. La contrainte imprègne fortement le concept d'hétérotopie, notamment pour les hétérotopies que Michel Foucault qualifie « de déviation », c'est à dire les lieux que la société ménage en ses marges et qui sont réservés aux individus au comportement déviant. L'hétérotopie a une temporalité particulière, que l'on peut appeler, par symétrie, l'hétérochronie, un « temps autre », en dehors du temps traditionnel. Cela peut correspondre à un temps figé ou accumulé dans le cas d'hétérotopies « éternitaires » : il en va ainsi pour le cimetière, par exemple, qui représente le lieu de perte de la vie où le temps semble arrêté, mais aussi les musées où les bibliothèques, expressions de « la volonté d'enfermer dans un lieu tous les temps, toutes les époques, toutes les formes, tous les goûts, l'idée de constituer un lieu de tous les temps qui soit lui-même hors du temps » (Foucault, 2001 [1984]). Il peut également s'agir, au contraire, d'un « temps autre » dans ce qu'il a dans de plus futile, de plus passager, souvent dans une fonction de récréation, comme les foires ou les villages de vacances. Dans un cas comme dans l'autre l'hétérochronie se fonde sur un paradoxe, puisqu'« on abolit le temps, mais c'est tout aussi bien le temps qui se retrouve » (*ibid.*). Enfin, il existe également des hétérotopies basées sur un temps de transformation : c'est le cas des hétérotopies de déviation telles que les prisons ou les casernes qui sont pensées dans le temps long, dans l'optique de faire de transformer un criminel en sujet docile (Foucault, 2001 [1984]), ou de faire des villageois des citoyens. Par ailleurs, les hétérotopies s'imposent également comme des « contre-espaces » au sens où elles s'opposent aux autres lieux en même temps qu'elles les contestent.

À partir de ces réflexions, on peut voir le site de relogement comme une hétérotopie de déviation, au sens où la pauvreté semble désormais assimilée, aux yeux de la société, à une forme de déviation[2]. La question de la « déviance » et de l'écart à la norme, constitue l'un des paradigmes en sociologie permettant d'aborder les « problèmes sociaux » en sociologie, qui a dominé les débats de l'École de Chicago dans les années 1920-1930 aux États-Unis, et est mobilisée aujourd'hui encore, presque chaque fois qu'il est question des banlieues sensibles et des émeutes urbaines par exemple. Selon cette approche, les populations sont définies par l'écart à la norme, la transgression, voire la violence, ou encore la mise à l'écart dans des espaces relégués (Bresson, 2007). En ce sens, l'objectif du relogement serait la transformation de l'empiéteur en honnête citoyen et citadin. Je développe cet argument à partir du cas du quartier de relogement de Kannagi Nagar, en mobilisant les entretiens réalisés en 2016 avec des habitants d'Attur Nagar relogés sur ce site après l'inondation, ainsi

[1] Les sociétés choisissent de créer ou de détruire des hétérotopies. Michel Foucault montre, par exemple, comment les hétérotopies de rites liés aux crises biologiques (puberté, menstruations, voyages de noces etc.) ont disparu et ont été remplacées par des hétérotopies de déviation (prison, asile, maison de retraite etc.).

[2] Voir l'article du *Hindustan times* intitulé "You can be arrested for 'looking poor' in most Indian states, Union Territories", publié le 01/04/2017, ou encore le rapport de Amnesty International intitulé « Punished for being poor : Unjustified, excessive and prolonged pre-trial detention in Madagascar" publié en 2017 et disponible en ligne à l'adresse : https://www.amnesty.nl/content/uploads/2018/10/Amnesty-International-Punished-for-being-poor-Madagascar.pdf?x76760

que l'enquête de terrain conduite en 2014 à Kannagi Nagar[1]. Ces propos d'habitants sont ensuite mis en perspectives avec ceux recueillis auprès de représentants officiels du TNSCB, afin d'appréhender la manière dont cette hétérotopie est à la fois vécue et produite.

Habiter une enclave : une pluralité d'isolements

Après leur déplacement, les personnes relogées font face à de multiples obstacles aggravant leur vulnérabilité financière, sociale, spatiale. Un certain nombre de travaux s'attachent à montrer la manière dont ces mesures intensifient les inégalités socio-spatiales, ségrégant une population déjà socialement marginalisée.

Trois sites de réinstallation accueillent des résidents venus de plus de 80 quartiers informels de Chennai ; depuis 2000, 23 000 appartements ont été construits pour loger plus de 100 000 personnes (PUCL, 2010). Les voix militantes et associatives sont de plus en plus nombreuses à s'élever et à s'indigner contre ces mesures de relogement[2] qui conduisent à un phénomène de « ghettoïsation » (Arabindoo, 2011c), produisant un quartier enclavé marqué par l'isolement des populations, l'entre-soi et la montée de la criminalité. Cette section montre comment la multiplicité des formes d'isolements vécus par les habitants relogés contribue à bâtir ce lieu de réinstallation en tant qu'« hétérotopie de déviation ».

« Kannagi Theevu », un îlot de pauvreté

Le site de relogement de Kannagi Nagar et d'Ezhil Nagar apparaît comme une enclave sociale, spatiale, isolée dont l'accès est contrôlé et génèrent de nouvelles normes de comportements et soumettent les habitants à un régime de contraintes. En m'appuyant sur des entretiens réalisés auprès d'habitants relogés à Kannagi Nagar, ainsi que sur deux rapports critiques[3] sur les politiques de relogement, je montre comment cette mise à distance sociale et spatiale causée par le relogement fait de Kannagi Nagar un îlot de pauvreté.

[1] Il s'agit d'une enquête de terrain réalisée en 2014 dans le cadre d'un mémoire de recherche sur le vécu du relogement sur les populations. Les entretiens ont été réalisés auprès d'habitants du bidonville d'Attur Nagar à Saidapet et dans le site de relogement de Kannagi Nagar.

[2] D'après les articles intitulés "Yes to slum clearance, no to ghettos" publié par *The Hindu* le 05/08/2017 et « How Cooum restoration may be creating a ghetto" publié par *The Hindu* le 08/07/2017. Le rapport *From Deluge to Displacement* souligne l'urgente nécessité de surveiller ou contrôler ces processus de relogement au Tamil Nadu, qui ne respectent pas les droits humains des communautés déplacées. Une étude complémentaire a été conduite par les organismes de protection des droits humains (IRCDUC de Chennai et le HLRN à Delhi) pour analyser les conditions de vie des communautés déplacées sur les sites de Kannagi Nagar et Perumbakaam.

[3] *From Deluge to Displacement: The Impact of Post-flood Evictions and Resettlement in Chennai*, Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network, New Delhi, 2017; et *Forced to the Fringes: Disasters of 'Resettlement' in India. Report Two: Kannagi Nagar, Chennai.* Housing and Land Rights Network (New Delhi: 2014).



Figure 131 : Carte de la localisation du quartier Attur Nagar et des sites de relogement périphériques
Source : Hochart, 2017

Les trois sites se situent en périphérie sud de la ville, le long de la route prinicipale OMR (*Old Mahabalipuram Road*), à une distance de 10 à 25 kilomètres des lieux de provenance des résidents (voir la carte ci-contre Figure 131). Okkiyum Thuraipakkam est l'un des plus grands sites de relogement situé à dans le district de Kanchipuram, comprenant les quartiers d'Ezhil Nagar et de Kannagi Nagar. Il est situé à 16 kilomètres de l'ancien quartier informel d'Attur Nagar, à Saidapet où résidait Krithika. Mais au-delà de la distance, il faut tenir compte des difficultés d'accessibilité en transports en commun (nécessité de prendre au minimum deux bus différents), de l'affluence sur la route OMR qui détermine le temps de trajet (environ 70 minutes entre Ezhil Nagar et Attur Nagar à Saidapet) ainsi que du coût du déplacement (un coût significatif pour les habitants relogés, dont le lieu de résidence était directement associé à leur subsistance[1]).

Depuis la construction des 6 500 premières habitations sur le site de Kannagi Nagar en 2002, le quartier n'a cessé de croître, au fur et à mesure des programmes du TNSCB, pour atteindre 15 656 habitations occupées en 2014. Le quartier compte aujourd'hui 41 000 résidents originaires de quartiers diffus de la ville (l'addition de la surface de ces quartiers représente un total de 130 hectares), désormais entassés sur un site de 40 hectares (Arabindoo, 2011c). La violence des expulsions se poursuit après leur relogement. Les résidents sont confrontés à d'innombrables obstacles, l'éloignement de leur quartier d'origine en constituant la pierre angulaire. Cette mise à distance représente une aggravation significative des vulnérabilités économiques de ces populations extrêmement paupérisées issues majoritairement de communautés Dalits[2].

D'abord, le relogement conduit très souvent à une hausse du chômage : le rapport du *Housing and Land Rights Network* indique qu'à Ezhil Nagar, 11% des hommes et 18% des femmes ont perdu leur emploi

[1] Le schéma directeur de Chennai mentionne que 78,47% des personnes vivant dans des quartiers informels se rendent sur leur lieu de travail à pied, 5,52% utilisent des vélos et 15,76% des transports en commun (bus ou train) ; d'après le rapport intitulé *« Forced to the Fringes: Disasters of 'Resettlement' in India. Report Two: Kannagi Nagar, Chennai.*" de Housing and Land Rights Network (New Delhi: 2014).

[2] Dalit signifie « opprimé ». Les Dalits représentent, dans le système de caste traditionnel, les communautés hors-castes sujettes à l'intouchabilité. Ils sont aujourd'hui identifiés sous la catégorie officielle de « Scheduled Castes ». Selon le rapport du *Housing and Land Rights Network*, sur le site d'Ezhil Nagar (Kannagi Nagar), 71% des familles touchées par les inondations sont des Dalits et 29% des autres castes inférieures ; et sur l'ensemble des familles résidant sur le site, 48% perçoivent un salaire mensuel inférieur à 3 000 roupies (l'équivalent de 37 euros au 04/08/2017).

immédiatement après leur réinstallation. En outre, chaque famille doit payer de 150 à 250 roupies par mois pour l'appartement sur une période de 20 ans avant d'en obtenir le titre de propriété, en fonction de l'année d'attribution par la TNSCB. À ce coût mensuel additionnel, il faut également ajouter les taxes pour l'eau, l'électricité et le transport. Les mesures d'attribution du titre de propriété de l'appartement font l'objet de contrôles accrus, de manière à contraindre les familles à rester sur place. En effet, l'analyse des programmes de relogement entrepris à Chennai a démontré que 30% des personnes relogées déménageaient au cours de la première année[1]. De ce fait, l'évolution des modalités d'attribution du titre de propriété, en particulier l'allongement de la durée de paiement et l'augmentation du montant[2] , visent à obliger les populations à occuper les appartements qui leur ont été attribués. Les marges de manœuvre des habitants relogés sont d'autant plus limitées, l'objectif étant de fixer et de contrôler la population. Ces contraintes sont citées ici car elles participent à la construction de l'hétérotopie.

De surcroît, l'éloignement conjugué au manque d'infrastructures et de services renforce le sentiment des habitants d'avoir été « déménagés au milieu de nulle part »[3]. En référence à son isolement, le quartier de Kannagi Nagar acquiert rapidement la réputation de « trou de l'enfer » (« *hellhole* ») (Arabindoo, 2011c), aussi appelé « *Kannagi Theevu* » (l'île de kannagi) en raison du sentiment d'isolation des habitants (Coelho, Raman, 2013).

Cet isolement est également lié à la configuration spatiale du site d'Okkiyum Thuraipakkam, enclavé par le canal Buckingham à l'est, le ruisseau Okkyiam Maduvu au sud, ainsi qu'une zone humide et un cours d'eau au nord. À la croisée de deux cours d'eau et construits sur une zone humide remblayée, les quartiers de Kannagi Nagar et d'Ezhil Nagar sont fortement inondables, ce qui reflète les contradictions des politiques de relogement ; c'est un point sur lequel on revient par la suite.

[1] D'après un rapport de projet consulté dans les bureaux du TNSCB.

[2] Un augmentation de 50 roupies par mois sur 10 ans en 1971 à 150 roupies par mois sur 20 ans en 1990 d'après le rapport de *Housing and Land Rights Network* (HCL, 2014:27))

[3] D'après l'article intitulé "Moving house to the middle of nowhere" publié dans *The Hindu* le 03/12/2017.

La carte ci-dessous (Figure 132) met en évidence la situation de ce site, spatialement contraint par les cours d'eau, d'une part, et le manque d'accessibilité de l'autre. À l'ouest de site, se trouve un ensemble de quartiers résidentiels. Le qualificatif d'enclave vaut surtout pour exprimer la difficulté d'accéder au site depuis la route principale Old Mahabalipuram Road. En effet, ce quartier accueillant 40 000 habitants n'est accessible que par une unique voie d'accès routière, indiquée sur la carte par la flèche noire.

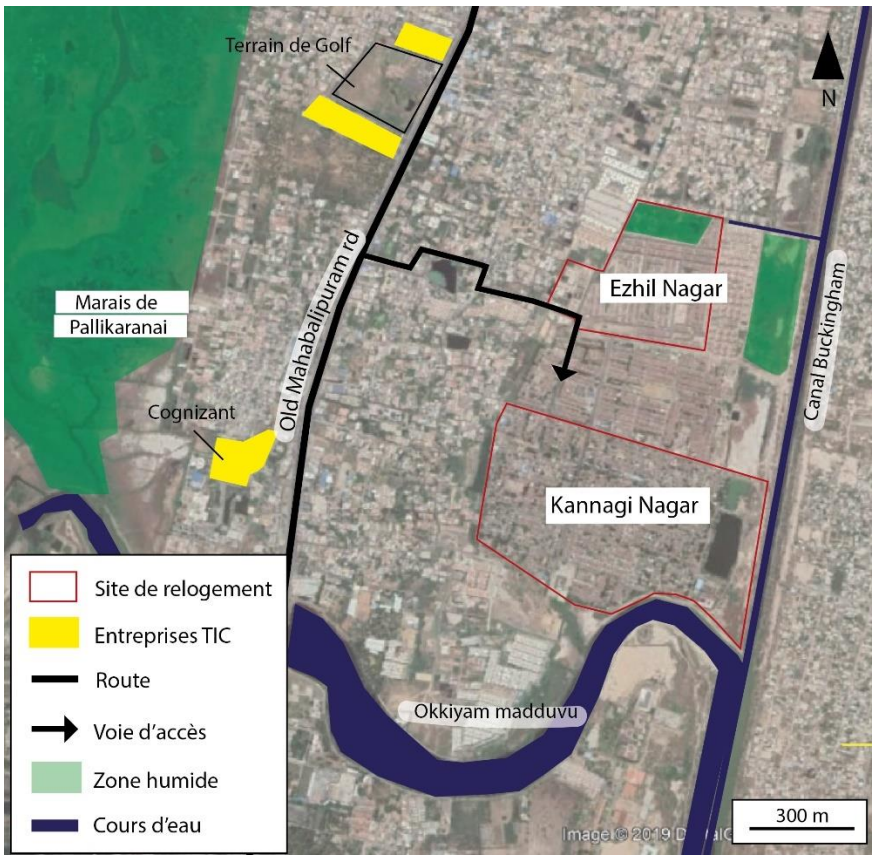


Figure 132: Carte des sites de Kannagi Nagar et Ezhil Nagar, des espaces enclavés
Source : Hochart, 2019 ; Fond de carte : Google Earth® 2002

L'image tristement célèbre d'« île de pauvreté et de crime » accolée à Kannagi Nagar devenu un foyer de vice social et de dissolution morale (Arabindoo, 2011c) atteste des phénomènes d'enclavement et d'entre-soi qui y sont générés. Les propos des habitants ci-dessous traduisent avec la force de l'expérience les difficultés évoquées :

- *J'étais heureux avant, mais le gouvernement m'a déplacé. Je trouve que c'est difficile ici. J'avais un magasin de viande en ville, je gagnais 8000 roupies par mois (environ 100 euros). Après qu'on m'a déménagé ici, je ne pouvais plus transporter la viande en bus, donc j'ai dû changer de métier. Maintenant, je fais du travail domestique et je gagne seulement 3000 roupies par mois (environ 37 euros).* [1]

[Dhanam, 38 ans, résident à Kannagi Nagar depuis 12 ans]

[1] « *I was happy before, but the government shifted me. I find it difficult here. I had a meat shop in the city, I was earning 8000 rupees a month. After they shifted me here, I couldn't carry the meat in the bus, so I had to change my occupation. Now I am doing domestic work and earning only 3000 rupees per month* », propos recueillis en 2013

De même, Anitha décrit la lutte perpétuelle que constitue la vie au quotidien dans le quartier de Kannagi Nagar :

- *C'est difficile d'aller travailler et de revenir parce que les frais de déplacement sont élevés. Le matin, le share auto (tuktuk partagé) demande 7 roupies et 10 le soir. Nous n'arrivons pas à gérer le coût des trajets en bus non plus.* [1]

[Anitha, 42 ans, résidente à Kannagi Nagar]

Elle résume la situation en s'exclamant avec désarroi : « *tout est un problème ici!* »[2] La trajectoire d'Anthony, de retour dans le quartier d'Attur Nagar, à Saidapet, après son déplacement à Kannagi Nagar en 2014, fait écho à ces entraves. Il raconte : « *Je suis revenu ici (à Attur Nagar). Seuls les riches pouvaient rester là-bas (à Kannagi Nagar)* »[3].



Figure 133 : Photo des bâtiments construits en 2002 à Kannagi Nagar
09/03/2014



Figure 134 : Photo des immeubles construits en 2010 à Kannagi Nagar
10/04/2016

Les auteurs parlent de phénomènes d'aliénation économique et culturelle qui accompagnent cette marginalisation des pauvres (Coelho, Raman, 2013). La discontinuité de l'emploi est un facteur majeur qui perpétue le cycle de la pauvreté, et touche en particulier les femmes (Coelho et al., 2012). La disposition du logement, les difficultés d'approvisionnement en eau et l'architecture des bâtiments ainsi que l'agencement des espaces collectifs sont des facteurs supplémentaires aggravant la précarisation des personnes relogées. La photographie ci-dessous (Figure 135) traduit difficilement la pénombre et la promiscuité qui règnent dans l'espace des couloirs du bâtiment à Ezhil Nagar et qui nourrissent le climat d'insécurité.

[1] « *It is difficult to go to work and come back because the travelling expenses are also high. In the morning, the share auto asks for 7 rupees and 10 rupees in the night. We can't manage the bus fare also.* »

[2] « *Everything is a problem here* »

[3] « *I came back here. Only the rich could stay there* »

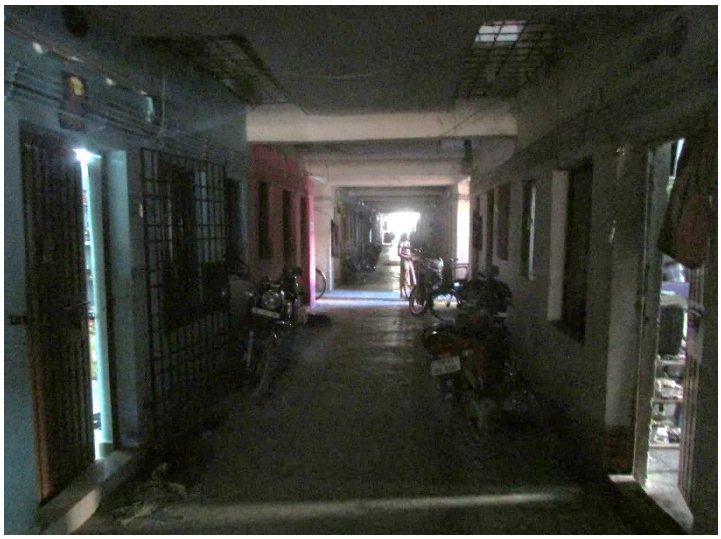


Figure 135: Photo du couloir du bâtiment de relogement à Ezhil Nagar
10/04/2016

Pushpa Arabindoo (2011c) s'intéresse au microcosme de ces quartiers et met en évidence des formes d'intimidation associées à de nouveaux types d'injustices spatiales générées au sein de ces sites de réinstallation. Ce faisant, elle met en évidence « le rôle critique de la spatialité quotidienne dans la perturbation du sens de la collectivité sociale, devenant plutôt un symbole de dés-autonomisation (au sens de *disempowerment*) » (*ibid.*). Avec une unique voie d'accès au site sur lequel réside plus de 40 000 habitants, la configuration spatiale favorise le déploiement de techniques de surveillance et de contrôle, générant des rapports d'intimidations et de dominations entre différents groupes de résidents. La fragilisation financière a poussé certaines familles à emprunter de l'argent à des prêteurs alimentant de ce fait des réseaux de type mafieux. Plusieurs gangs ont alors vu le jour et exercent leur pouvoir *via* des procédés d'intimidation, de menaces, voire d'agression envers les résidents (Arabindoo, 2011c). Le contrôle et la surveillance du quartier entraîne une reconfiguration des rapports de pouvoir. Le quartier connait d'importants problèmes de sécurité, notamment une augmentation des violences domestiques et des rivalités entre gangs[1]. En dépit de la relative baisse du taux de criminalité depuis 2012, avec le développement d'infrastructures urbaines telles que l'éclairage public (HLRN, 2014) et l'implantation d'une station de police en 2010[2], la vie à Kannagi Nagar s'accompagne d'un sentiment d'insécurité avec laquelle les habitants doivent désormais compter. Krithika, dont l'histoire est évoquée au début du chapitre 6, explique comment cette insécurité a radicalement modifié ses pratiques et ses relations aux autres :

- Vous sentez-vous en sécurité ici ? Êtes-vous capable de sortir seule à tout moment, où vous voulez ?
- *Non, à Saidapet, nous pouvions nous déplacer librement n'importe où, mais ce n'est pas le cas ici. C'était notre quartier là-bas, là d'où l'on vient, on se sent plus à l'aise là-bas. Il n'y avait pas de question de sécurité parce que dans tout le quartier on se sentait chez nous. Ici, il y a beaucoup de gens différents qui vivent… des gens de*

[1] D'après l'article intitulé "Kannagi Nagar: Where youth take to crime for want of jobs" publié dans *The Times of India*, 31/10/2016.

[2] La présence de la police constitue autant un facteur de réduction du danger qu'une nouvelle menace. Les faits de violences envers les populations en attestent. D'après l'article intitulé "For this Chennai colony, police are both protectors and villains" publié dans *The News Minute*, 27/09/2016.

tout Chennai sont installés ici, alors nous avons un peu peur de circuler librement. En plus, les gens nous ont dit que ce n'était pas sûr... [1]

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Le climat de peur génère de nouvelles normes de comportements chez les résidents, et ce sont les femmes qui sont les plus affectées. Priyanka, ancienne habitant d'Attur Nagar à Saidapet et relogée à Kannagi Nagar, raconte à son tour :

- Où que vous alliez, vous pouvez rendre cet endroit confortable
- *Oui, mais mon frère va me réprimander si je sors...*
- Pourquoi il va te réprimander ? Il ne te réprimandait pas quand vous jouiez là-bas (à Attur Nagar)?
- *Là-bas aussi, il me grondait, mais après, il était d'accord.*
- Parce que vous pensez tous que cet endroit est nouveau...
- *Il y a beaucoup de gars qui boivent de l'alcool et s'assoient dans la rue, discutent entre eux*
- Tu penses que ce n'est pas un lieu sûr ?
- *Oui.* [2]

[Priyanka, 20 ans, étudiante, relogée à Kannagi Nagar]

La sécurité devient une préoccupation majeure pour les habitants relogés à Kannagi Nagar et cet environnement anxiogène restreint leurs possibilités d'action. Si l'hétérotopie est un *espace autre,* fermé sur lui-même, qui entraîne des différences de comportements, des écarts à la norme ou encore fabrique de nouvelles normes, alors Kannagi Nagar peut être considéré comme un tel lieu. En marge de la ville, le quartier apparaît comme une enclave isolée et repliée sur elle-même. Son éloignement et son accès difficile à la ville, et par là des opportunités d'emploi, aggrave les vulnérabilités des habitants, mécanisme de « l'appauvrissement de la pauvreté », pour reprendre la formulation de de Gautam Bhan (2013). Lieu de l'entre-soi, il faut également la violence symbolique que constitue cette mise à l'écart. Livrés à eux-mêmes, les habitants doivent en effet faire face à la désinformation et sont plongés dans l'incertitude quant au futur du quartier, et surtout quant à leur avenir ; l'histoire de Krithika retracée plus haut rend compte de cette difficulté. Au-delà de l'isolement géographique, l'insécurité qui règne sur ces lieux génère de nouvelles normes de comportements : l'accès restreint, soumis à des formes de contrôles informelles donnent lieu à des procédés d'intimidation entre résidents. Sous l'emprise de la peur, les habitants, et surtout les habitantes, sont contraints de restreindre leur liberté de mouvement.

Une rupture des liens sociaux

La rupture des structures sociales est une autre manifestation de l'isolement engendré par le relogement. Cette perte de repères affectifs et moraux est citée par les habitants comme l'une des grandes difficultés auxquelles ils doivent faire face, d'autant plus que ce bouleversement se cumule au déracinement et à la perte de repères du quotidien. Au cours de l'entretien, Krithika confie que ce sont les liens avec ses anciens voisins qui lui manquent le plus depuis son emménagement à Kannagi Nagar :

[1] Extrait d'entretien 76 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul) (cf. annexe page 502)

[2] Extrait d'entretien 77 : Priyanka, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul) (cf. annexe page 502)

- Qu'est-ce qui te manque ici, dans ton style de vie, tes amis, tes voisins... en dehors de l'amusement, quelles sont les choses essentielles qui vous manquent ici ?
- *Les relations avec nos voisins nous manquent, nos voisins étaient comme la famille.... Nous vivions chez eux quand ma mère voyageait et quittait la ville... ils venaient manger chez nous quand leurs parents n'étaient pas à la maison. Ils s'occupent de nous quoi qu'il arrive.*
- Tu rencontres toujours tes voisins ?
- *Cela fait 4 mois que je suis arrivée [à Kannagi Nagar], mais je n'ai encore revu aucun d'entre eux. (Son rythme de vie à Kannagi Nagar ne lui laisse pas le temps d'entretenir une vie sociale.) Nous ne nous rencontrons pas du tout. Je n'arrive pas à trouver le temps. Le temps manque, je vais au collège à 7 heures le matin et je rentre à 7 heures le soir. Je n'arrive pas à avoir du temps pour rencontrer des gens.* [1]

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Le lien avec ses voisins était pour Krithika un « confort moral », une « épaule pour le soutien ». Les mots de Daniel Cefaï permettent de mesurer l'ampleur du manque ressenti dans la perte de ces liens : selon lui, « le moral est une tonalité affective qui se transmet aussi par communication non verbale, en coprésence, qui affecte le tonus corporel et l'énergie motrice, qui favorise le « résistance à la panique et à l'hystérie ». » (Cefaï, 2011:162-163). En ce sens, « il est une caractéristique sensible et pratique du vivre-ensemble » (*ibid.*).

Pudhuma, la voisine de Krithika, partage l'expérience amère du relogement. Elle insiste sur l'absence de repères et de connaissances, renforçant son isolement dans les épreuves quotidiennes :

- Alors, comment cela se passe-t-il ici ? Il y a une maison pour vous ?
- *Et puis quoi s'il y a une maison ? Est-ce que la maison nous nourrit ?*
- Oui, vous avez besoin de travail ou d'un emploi ?
- *Oui, exactement ! Nous avons besoin de revenus. Que pouvons-nous faire sans revenu ?*
- Vous devez vous déplacer loin, s'il quelque chose arrive, ou si vous voulez quelque chose ?
- *Oui, c'est ce qu'on doit faire. Sans revenu, nous ne pouvons pas y arriver ; même si j'ai besoin de 10 roupies, il n'y a personne à qui demander. Il faut bien que je gagne [ma vie], non?*
- Que faites-vous ici?
- *J'ai installé un petit magasin près d'une école ici, je vends des chocolats et tout ça. Mais cela ne génère pas beaucoup de revenus, pas grand-chose. Rien qui ne reste ! C'est de l'argent qui tourne. Les choses qu'on vend sont des sucettes, des sucreries, des glaces. Même le loyer de ma maison et ma facture sont en attente. J'ai payé pour un mois, et après je n'avais pas assez de revenus pour payer...*
- Que pensez-vous qu'il soit nécessaire ici ? Peut-être des services, des opportunités d'emploi ?
- *Si nous obtenons un travail, ce sera bien. Mais quel travail pourraient-ils me donner ?*
- Que faisiez-vous là-bas ?
- *Je travaillais au YMCA pour les tâches quotidiennes. J'y allais à 9h00 et revenais à 13h00, pour 3000 roupies par mois.*
- Donc, vous devez faire un travail similaire ici, non ? Mais, vous n'est trouvez pas, c'est ça ?
- *Qui est prêt à donner un travail ici, même pour les tâches ménagères ? Le truc, c'est que si c'est un endroit familier et que les gens nous connaissent, nous pouvons leur demander. Mais comment pouvons-nous faire ça*

[1] Extrait d'entretien 78 : Krithika, le 10/04/2016 (cf. annexe page 503)

dans un endroit où l'on n'est pas connu, et où nous ne sommes pas familiers ? Nous sommes obligés de tourner en rond à la recherche d'un travail, sans connaître personne ni aucun endroit. [1]

[Pudhuma, 70 ans, vendeuse de rue]

Ici, elle montre en quoi le lien social est essentiel à la survie quotidienne, que ce soit pour trouver un emploi, pour emprunter de l'argent en cas de nécessité ou encore pour demander de l'aide. Au-delà de la dimension affective, les réseaux de connaissance et de solidarité jouent un rôle dans l'expérience du lieu. Finalement, cette rupture des liens sociaux, de voisinage ou familiaux, sont une forme encore plus poussée de l'isolement du relogement, qui génère de l'individualisme et de la division. La vulnérabilité et la lutte quotidienne amène chacun à se renfermer dans sa bulle de précarité. C'est également l'idée qu'évoque Priyanka lorsqu'elle souligne qu'à Kannagi Nagar, « personne ne se parle » :

- Qu'y avait-il en plus là-bas ?
- *Là, les maisons étaient proches les unes des autres, et beaucoup d'amis étaient là pour que je puisse jouer. C'était vraiment amusant et joyeux ! Mais ici, ce sont des maisons individuelles séparées donc personne ne se parle.*
- Vous pouvez trouver des amis comme eux ici aussi maintenant
- *Je peux trouver des amis, mais ce ne sera pas comme eux.* [2]

Cette rupture des liens quotidiens s'ajoute au déracinement subi par les résidents, qui ont été contraint de quitter le lieu qu'ils connaissent et auquel ils sont attachés, pour s'installer dans un endroit inconnu. Pudhuma évoque à demi-mots le sentiment d'appartenance qui la lie à Attur Nagar :

- Qu'est-ce qui vous fait tant aimer Saidapet ?
- *La familiarité, l'endroit en lui-même... C'est notre lieu de naissance.*
- Est-ce que vous l'aimez à cause de la rivière ? Ou si elle n'était pas là, cela ferait-il aucune différence ?
- *Avec ou sans la rivière, ce serait pareil.* [3]

Elle parle d'Attur Nagar comme d'un « chez eux », c'est à dire l'endroit où ils habitaient. Si elle s'exprime peu sur les raisons de son attachement à ce quartier, elle regrette et s'attriste de ne plus pouvoir ne serait-ce qu'apercevoir cet endroit :

- *Maintenant, c'est complètement fermé, nous ne pouvons même pas y retourner et voir l'endroit où nous avons vécu et fait notre vie. Je n'ai même pas pu entrevoir l'endroit où nous avons vécu.* [4]

---

[1] Extrait d'entretien 79 : Pudhuma, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul) (cf. annexe page 503)

[2] What all facilities were there?

There the houses were near to near, and lot of friends were there for me to play, it was really fun and jolly ! But here individual house separately is situated so, no one speaks.

You can find friends like them here also now

I can find friends but it won't be like them.

[3] What makes you like Saidapet so much?

Familiarity, the place itself; It is like our place of birth;

Do you like it because of the river? Or even if it's not there, that would not make a difference?

Even with the river or without the river, it's the same.

[4] "*Now it's completely closed, we are not able to even go back and see the place which we lived and made a living. Not even able to get a glimpse of the place where we lived*"

A l'éloignement géographique, s'ajoute la perte de repères et de familiarité liée au déracinement et à l'installation des résidents au sein d'une structure sociale radicalement différente. La rupture des contacts avec les voisins et amis, base de la vie sociale quotidienne dans le quartier à Attur Nagar, provoque un double sentiment d'isolement.

Se préparer au désastre à venir

Parmi les facteurs de vulnérabilité auxquels sont désormais exposés les nouveaux habitants de Kannagi Nagar, figure l'éventualité d'un désastre au moment des pluies de mousson. Défiant l'argument sécuritaire mobilisé pour justifier l'éviction des sinistrés et des habitants riverains, les sites de réinstallation sont également construits en zone inondable. Dans le cadre du programme « Eri Scheme » financé par la Banque mondiale, les instances du TNSCB ont procédé au remblai d'une zone humide, à hauteur de 2,5 mètres pour le développement du site de Kannagi Nagar (Coelho, Raman, 2013). De fait, Kannagi Nagar est implanté au croisement entre le canal Buckingham et le drain *okkyam maduvu* (voir Figure 132), considéré comme la « veine pulmonaire » évacuant les eaux du marais Palikkaranai pendant la période des moussons. En ce sens, ce drain présente une fonction cruciale dans l'atténuation des inondations. Comble de l'ironie, les personnes relogées dans le cadre de la « réhabilitation post-inondation » se retrouvent non seulement soumises au même risque inondation que sur les rives urbaines, mais le développement de ces quartiers accentue les risques d'inondation à l'échelle de la ville (Coelho, 2016). À cela, s'ajoutent les dommages écologiques liés au mode de construction dense et à large échelle sur une zone humide : entre 2002 et 2010, la population du *panchayat* (limites administratives du village) d'Okkyum Thoraipakkam a augmenté de 344% (Coelho, Raman, 2013). Les habitants ont bien conscience de ce fait, en témoigne la réaction de Krithika à ce sujet lors d'un échange avec Jaghan :

- Maintenant, le gouvernement est plus préoccupé par l'écologie et l'environnement, ils créent de nouvelles normes pour ne pas construire d'habitations sur les terres cultivées, le long des rives des fleuves, planter plus d'arbres pour améliorer notre vie...
- *(Elle l'interrompt) Même cet endroit est construit sur un lac !*
- Vraiment (surpris), il est construit sur un lac ? Comment est la nappe phréatique ici ?
- *Vous trouverez l'eau si vous creusez quelques pieds... environ 5 pieds*

(Jaghan se tourne vers moi pour traduire : « c'était un lac avant »)

- Comment savez-vous que c'était un lac auparavant ?
- *Nous avons entendu des histoires à propos de cet endroit, et une fois qu'il y a eu une panne dans la ligne électrique et quand ils ont creusé la nappe phréatique, cela a créé un petit lac existant à quelques bâtiments d'ici.* [1]

[Krithika, 21 ans, étudiante]

De la même manière, Priyanka évoque au cours de l'entretien cette question avec inquiétude :

- Lorsque vous comparez avec là-bas, qu'est-ce que vous ressentez et que vous n'avez pas ici ? Dis-moi ce que tout est là je vais l'écrire. Vous préférez cet endroit ou là-bas ? Votre appartement à l'air bien, vous ne semblez pas avoir de problème d'approvisionnement en eau ici...

[1] Extrait d'entretien 80 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul) (cf. annexe page 504)

- *J'aime bien la maison et c'est tout*
- Y a-t-il autre chose que vous n'aimez pas ?
- *Je n'aime pas habiter en bas. Ça sent mauvais, ce serait bien si nous habitions en haut. Quand il va commencer à pleuvoir, je pense que ce sera un désastre...*
- Qu'est-ce qui est bien ici autrement ? De ce que vous aviez là-bas, qu'est-ce que vous vous souhaiteriez ici ? Vous n'aviez pas de maison comme celle-ci là-bas. Mais par rapport à l'environnement, les gens, vous aimiez là-bas.
- *Quand j'étais là-bas, je me sentais vraiment mal d'y habiter pendant la saison des pluies. Mais maintenant, je me rends compte que ce quartier (Attur Nagar) était probablement mieux que celui-ci.* [1]

[Priyanka, 20 ans, étudiante, relogée à Kannagi Nagar]

Finalement, il y a bien un enchevêtrement d'espaces en théorie incompatibles, ici le marais et le quartier résidentiel, ce qui représente une autre caractéristique de l'hétérotopie, bien que ces incohérences ne soient pas l'exclusivité des « lieux autres ». D'ailleurs, pour poursuivre sur le fil des contradictions des politiques étatiques, on peut simplement évoquer le fait qu'au nom de restauration écologique des cours d'eau urbains, le relogement - et la construction du site de réinstallation - participe à la dégradation d'un marécage, considéré comme un espace sensible sur le plan écologique. Dans un autre contexte, la fabrique du site de relogement semble emprunter des logiques similaires à celles qui sous-tendent la production des camps de réfugiés, une réalité dont rend compte Michel Agier (2008). Il montre que le camp devient une affaire de police de plus en plus perfectionnée qui consiste à identifier les indésirables et les contenir en les tenant à l'écart sur un espace circonscrit, délimité, contrôlé. (*ibid.*:34). Le terme « indésirable » semble d'ailleurs tout aussi bien s'appliquer au réfugié qu'au pauvre, deux des représentants de la marginalité. Michel Agier parle de « hors-lieu » pour désigner ces camps : « Les hors-lieux se constituent d'abord comme des dehors, placés sur les bords ou les limites de l'ordre normal des choses –un ordre "normal" qui reste jusqu'à aujourd'hui, en fin de compte un ordre national. » Cette expression traduit également l'expérience que font les réfugiés d'une double exclusion de la localité : une exclusion de leur lieu d'origine, perdu à la suite d'un déplacement violent ; et une exclusion de l'espace des "populations locales" (...). » (*ibid.* :267). Dans une note à propos de l'ouvrage de Michel Agier, Marc Bernardot (2009) écrit que « selon Agier, on peut établir une continuité de sens et de fonction reliant les campements et les occupants, car dans ces seuils et ces interstices, dans ces territoires incertains et liminaires, ni ruraux ni urbains, les individus restent sous l'emprise de l'État qui conserve le pouvoir de les contrôler ou de les abandonner. » L'auteur rapproche d'ailleurs le concept de « hors lieu » de Agier et l'hétérotopie foucaldienne. Le sentiment d'instabilité du lieu caractérise le camp, et « [c]'est peut-être dans cette incertitude tenace sur la nature de l'espace et dans l'insécurité inhérente à son occupation que réside le fait d'être un hors-lieux ou un non-lieu. » (Bernardot, 2009). Ce paradoxe qui entoure la question de la temporalité semble caractériser le vécu des résidents relogés sur le site de Kannagi Nagar, qui se voient à la fois coincés dans une enclave, et à la fois en proie à l'incertitude quant au devenir du quartier. Les propos de Krithika (Encadré 15) illustrent la constance de ce sentiment d'insécurité.

Les aspects évoqués sont quelques-uns des facteurs du phénomène de marginalisation des marges. D'un quartier qu'ils avaient fait « leur », les habitants sont déplacés à Kannagi Nagar, ce lieu radicalement autre. Le relogement multiplie les formes d'isolement auxquelles sont confrontés les habitants : à l'éloignement

[1] Extrait d'entretien 81 : Priyanka, le 10/04/2016 (cf. annexe page 504)

géographique, s'ajoutent la perte de repères physiques, logistiques, affectifs et sociaux, ainsi qu'une violence psychologique liée à la montée de l'insécurité et d'un nouveau régime de contraintes. Considérant les propos des habitants, Kannagi Nagar n'est certainement pas un lieu où l'on habite, mais s'apparente plutôt à un lieu où l'on survit en bravant les nombreuses difficultés quotidiennes ; un lieu où « tout est un problème », pour reprendre les mots prononcés par Anitha. Devenu toponyme de la précarité et déliquescence, Kannagi Nagar gagne la réputation d'un lieu de crime et de violence auquel est associé un imaginaire stigmatisant (Arabindoo, 2011c). Par la puissance de cet imaginaire, mais également à l'épreuve des faits, Kannagi Nagar s'apparente une fois de plus à l'hétérotopie telle que l'a théorisé Michel Foucault (2001 [1984]). Si la pauvreté est synonyme de marginalité, la réinstallation des pauvres en périphérie reflète sans doute une volonté de rassembler et de mettre à l'écart les habitants dont le comportement ne correspond pas à la norme que s'est donnée une société. Cela rejoint la définition que donne Michel Foucault de l'hétérotopie de déviation. À l'instar des maisons de repos qui constituent, selon lui, une hétérotopie de déviation, l'oisiveté étant devenue une forme de déviance dans notre monde affairé[1], il semble que la pauvreté en soit également venue à être considérer comme une déviance au regard du monde consumériste. Ces déplacements et la production de ces hétérotopies contribue à une géographie de l'exclusion qui s'apparente à une violence culturelle à grande échelle, non sans lien avec l'émergence de ce qu'Appadurai nomme une « géographie de la colère » (Appadurai, 2009).

Moraliser le vécu habitant

Sous l'argument sécuritaire ou écologique, il semble que l'un des objectifs du relogement, au-delà de l'accaparement du foncier urbain, soit également d'inculquer des normes sociales par la transformation de l'empiéteur en citoyen honnête. Cette section cherche à rendre compte des procédés d'assujettissements, qu'ils fassent partie du discours officiel justifiant les mesures de relogement ou qu'ils émanent de propos des habitants de la ville 'formelle'. La situation d'entretien avec les habitants relogés s'est révélée particulièrement éclairante sur la reproduction de rapports de domination au sein même de l'interaction. Je m'appuie alors sur les échanges recueillis entre mon traducteur[2] et les habitantes relogées à Kannagi Nagar pour illustrer les procédés discursifs qui résultent et engendrent une violence symbolique. Finalement, cette partie s'attache à montrer la manière dont sont décrédibilisées les revendications des habitants relogés, au moyen de régimes de justifications, ou de logiques subtiles de moralisation et de jugement du vécu des habitants.

Le contre-espace et le temps autre : un lieu de transformation

Les sites de réinstallations en périphéries semblent envisagés par les autorités étatiques (TNSCB) comme un lieu de transformation des résidents sur le long terme. En guise de justification de ces mesures ségrégatives, les autorités du TNSCB soutiennent – et se persuadent – que leur action poursuit l'intérêt des personnes relogées. Ainsi, les propos tendent à minimiser les difficultés éprouvées par les populations sur le site de

[1] D'après l'enregistrement du discours de Michel Foucault, Heure de culture française - Les utopies réelles ou lieux et autres lieux, par Michel Foucault (1ère diffusion : 07/12/1966), France Culture, le 04/06/2017. Cette citation est à comprendre au regard du contexte des années 1960 en France dominé par la valeur du travail, mais elle s'applique aisément à notre époque contemporaine.

[2] Voir le chapitre liminaire sur les méthodes d'enquête, page 61

relogement, présentant leurs revendications comme une « phase » d'adaptation, temporaire, qui devrait progressivement les conduire à l'acceptation, moment où ils prendront conscience de la portée bénéfique du relogement. Un des arguments exposés par Manee Megalai du TNSCB repose sur ce temps d'adaptation :

- *Vous pouvez voir que la première année, ils ne seront pas heureux. Après environ un an, ils seront heureux. Le temps nécessaire pour s'adapter... et toutes les facilités devraient être installées, et ils devraient trouver un moyen de subsistance là-bas, des possibilités d'emploi. Il y a beaucoup de facteurs impliqués pour obtenir leur satisfaction.* [1]

[Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Ces propos font écho aux éloges rapportées par les Nations Unies vis-à-vis de ce « projet réussi de réhabilitation de bidonvilles », des commentaires que reprend Pushpa Arabindoo dans sa communication (Arabindoo, 2011c) : « Constatant "un changement radical du niveau de vie des familles réhabilitées", [ce document] rapporte avec enthousiasme que :

> "Auparavant, ils vivaient dans des huttes de chaume encombrées, sordides, insalubres, sujettes aux incendies et aux inondations, maintenant ils profitent d'un mode de vie sain et propre dans des maisons permanentes pourvues d'installations sanitaires, de douches, de cuisine et de luminaires. Cela a amélioré leur comportement et leur modèle d'attitude social et culturel - par exemple, les femmes peuvent se laver à n'importe quel moment en toute intimité, cela apporte une solution au perpétuel problème de la défécation à l'air libre, offre un répit vis-à-vis des maladies véhiculées par l'eau et les conditions non hygiéniques telles que le paludisme, la diarrhée, le filaire, etc."». (Arabindoo, 2011c: 3)

Ces considérations semblent bien éloignées de la réalité endurée par les habitants sur ces sites. Les mots de Emery Roe (1994) sont éloquents quant au déni dont peuvent faire preuve les décideurs : « les récits politiques comme les arguments qui les portent résistent souvent aux changements, même lorsqu'ils sont confrontés à des données qui contredisent le scénario qu'ils mettent en avant. Il pense que de tels récits confortent les décideurs dans leurs convictions, en un monde d'incertitudes, de complexité et de polarisation. » Ainsi, le degré de réussite du projet semble être mesuré selon une échelle de planification. À cet égard, on peut rappeler l'observation partagée par Gita Dewan Verma, selon laquelle l'action « se justifie par le fait que l'alternative est "meilleure" parce qu'elle est "planifiée" » (Verma, 2002). Si la planification et l'organisation sont les maîtres mots de ces projets de relogement, il convient de noter le paradoxe de la planification manquée de ces sites de réinstallation en carence d'infrastructures, de voies d'accès et de services. Pour poursuivre la réflexion sur Kannagi Nagar en termes d'hétérotopie, ce site pourrait s'apparenter à un contre-espace en ce qu'il représente l'ordre et la planification, en opposition au chaos symbolisé par le bidonville. Or, il ne serait qu'une illusion d'un espace ordonné, observé depuis un regard extérieur, puisque ce n'est qu'une fois sur place que l'habitant prend acte des dysfonctionnements et des contradictions inhérentes au lieu.

La création de cette hétérotopie ne s'est pas faite sans réticences de la part des villageois qui habitaient antérieurement ce territoire. Manee Megalai du TNSCB évoque ces tensions :

- *Il y a des objections, mais ils ne peuvent pas s'y opposer totalement parce que c'est un terrain du gouvernement, ce ne sont pas leurs terres. Ils n'accepteront pas... ils diront qu'ils ont déjà ce genre de problème d'infrastructure.*

[1] "*You can see that the first one year they won't be happy. After a year or so they will be happy. The time to adjust… and all facilities should come up, and they should find some livelihood there, job opportunities. There are lot of factors involved to get their satisfaction.* ", d'après l'entretien avec Manee Megalai le 22/03/2016

> *Même pour Kannagi Nagar, nous avons reçu beaucoup d'objections de la part des villageois qui vivent aux alentours. Ils ont déclaré que les caractéristiques du village étaient affectées par l'arrivée de ces personnes. Mais nous n'avions pas d'autre choix. Il faut le faire. À long terme, nous changerons le mode de vie des gens, ils s'intégreront. Et nous avons convaincu notre section de développement communautaire là-bas, donc il y a eu beaucoup de discussions à ce sujet.* [1]
>
> [Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

On retrouve bien dans ses propos l'objectif à long terme de « *changer le mode de vie des gens* » pour qu'ils « *s'intègrent* », c'est à dire façonner leurs modes de vie, leurs habitus et leurs schèmes de pensée pour en faire des citoyens conformes aux normes de la vie urbaine : en un mot, les « *civiliser* ». Cela rejoint les techniques de gouvernementalité de la pensée foucaldienne. Mais dans cette perspective d'améliorer les modes de vie des habitants, plusieurs rapports d'associations de défense des droits humains soulignent que l'État a traité les pauvres en milieu urbain comme des sujets expérimentaux et les a forcés à quitter la ville pour un site inhabitable et distant sans en analyser les effets à long terme. La portée expérimentale du projet est confirmée par les dires des représentants de l'autorité de l'État, notamment lorsque Manee Megalai rapporte à propos de Perumbakkam que « *c'est aussi expérimental. C'est la première fois que ce type de logement est construit... Nous ne savons pas comment les gens vont réagir. [...] Tous les problèmes viendront plus tard* »[2]. On peut analyser cette posture au regard du flou et de l'informalité politique qui constitue le régime d'aménagement des villes indiennes (Roy, 2009) évoqué dans le deuxième chapitre. Dans un entretien deux ans plus tard, en 2016, elle explique que les stratégies de réhabilitation des bidonvilles sont évolutives :

> - *Cela ne cesse de changer également, nous ne pouvons pas dire que c'est la même stratégie que nous suivons… mais lentement, nous essayons de réduire l'attention sur la construction elle-même. Parce que la construction est devenue un poids majeur pour nous, nous devons voir ce que nous pouvons faire autrement pour améliorer leurs moyens de subsistance, en plus de la construction. Quelque chose de plus intégré et de plus auto... (elle ne termine pas sa phrase) comme, par exemple, ils pourraient construire eux-mêmes, au lieu que nous construisions et leur donnions.* [3]
>
> [Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Or, ces évolutions répondent davantage à des logiques financières et économiques qu'aux nécessités des habitants, puisque le tournant dans la stratégie se justifie ici par le « poids » financier que représente la construction. L'alternative mentionnée a ainsi tous les atours d'une réhabilitation que l'on pourrait qualifier de néolibérale permettant de réduire les coûts de construction en déguisant le travail des relogés sous l'apparat de l'appropriation et de la participation.

De plus, à travers le relogement et l'exclusion, c'est la fabrique d'une ville de « classe mondiale » qui est en jeu. Manee Megalai partage son rêve de voir les rives aménagées et un beau fleuve à Chennai. En la questionnant sur la restauration écologique des rivières à Chennai, elle décrit le projet en ces termes :

> *« Le dragage, l'élargissement du cours d'eau et un aménagement paysager, un espace vert... Et sur certains tronçons, il se peut qu'il y ait des activités à des fins touristiques aussi. Mais pour le moment, cela ne peut être fait car le nettoyage des cours d'eau doit être fait. À Chetpet, ils l'ont fait comme ça. Je n'y suis pas allée... mais c'est une bonne idée, ce qu'ils ont fait ! Je rêve de voir des cours d'eau propres à Chennai. À chaque fois que je*

[1] Extrait d'entretien 82 : Manee Magalai, le 22/03/2016 (cf. annexe page 504)

[2] "*It is also experimental. It is the first time that this kind of housing is built… We don't know how the people will react [...] All the problems will come later*"

[3] Extrait d'entretien 83 : Manee Magalai, le 22/03/2016 (cf. annexe page 504)

vais dans d'autres villes, dans d'autres pays aussi, nous sommes vraiment impatients d'avoir ces cours d'eau nettoyés. Nous avons quatre cours d'eau à Chennai, mais tous les quatre sont pollués. » [1]

[Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Ici, Kannagi Nagar apparaît comme un « contre espace » au sens où il permet la concrétisation d'une utopie sur l'espace des rives urbaines. Il est, pour les autorités, à la fois le lieu support pour la construction d'une ville de « classe mondiale » et le lieu de fabrique des citoyens de « classe mondiale », qui fonctionne tel une hétérotopie de transformation. Cette vision est parfois intégrée par les habitants, qui voient dans le relogement une voie d'accès à la reconnaissance de leur légitimité citoyenne ; c'est ce qu'a mis en évidence Asher Ghertner dans le cas de Delhi (Ghertner 2011b). De même, Ayona Datta montre que la réinstallation n'est pas une condition désirée par les habitants des bidonvilles, mais apparaît comme le seul moyen de sortir de la ville « illégale » (Datta, 2012) et ainsi acquérir une légitimité citadine.

La moralisation ou l'imposition d'un régime de vérité

La construction de Kannagi Nagar comme hétérotopie de déviation et de transformation va de pair avec une approche moralisatrice des comportements des habitants relogés. Si le paragraphe précédent s'est attaché à rendre compte des régimes de justification de l'État à travers le point de vue des représentants des autorités du TNSCB, cette section aborde la moralisation de la pauvreté qui émane des discours des habitants de classes supérieures. Je mobilise pour cela les propos recueillis lors d'un entretien conduit auprès de personnes relogées à Kannagi Nagar. Cet entretien m'a, en quelque sorte, « échappé » puisque le déroulé de la discussion en tamoul a donné lieu à des dérives malencontreuses avec l'imposition du point de vue dominant et assujétissant du traducteur. Ce n'est qu'après coup, au moment de traduire l'échange à partir de l'enregistrement en tamoul, que j'ai pris conscience de cette dérive. Le choix de prendre appui sur cet incident s'inscrit dans la volonté de tirer parti des erreurs méthodologiques, suivant la proposition de Christine Guionnet et Sophie Rétif (Guionnet, Rétif, 2015). En effet, un regard sur cet échange permet de mettre en lumière la manière dont se construit et se renforce la domination dans la dynamique de l'interaction. Le traducteur, Jaghan, est un jeune étudiant à la *Crescent School of Architecture*, habitant d'un quartier aisé à Anna Nagar, recommandé par une collègue architecte pour sa sociabilité. En dépit des instructions fournies en amont quant à la conduite de l'entretien, notamment sur le fait de laisser de côté tout jugement moral, l'interaction dévoile la manière dont Jaghan a recours à un discours moralisateur et culpabilisateur envers la répondante, Krithika. Le fait qu'il s'adresse à une fille, de surcroît plus jeune et issue d'un milieu populaire, influence fortmeent le ton condescendant qu'il arbore dans la discussion. Ainsi, alors que l'entretien s'articule autour de la question de l'inondation et du relogement, Jaghan amène Krithika à avouer malgré elle son tort, à elle et ses anciens voisins, et leur part de responsabilité dans le désastre qu'ils ont subi :

- Après l'inondation, les gens ont une opinion générale sur les gens d'ici. S'il y a une rivière, il y aura des inondations... Donc la seule raison pour laquelle vous avez été affectés, c'est parce que vous n'avez laissé aucune zone tampon avec la rivière. Que ressentez-vous à ce sujet ? Qu'allez-vous dire ? Est-ce que vous réalisez l'erreur ou allez-vous dire : nous vivons ici depuis longtemps alors cela ne peut pas être appelé un empiétement ?

[1] Extrait d'entretien 84 : Manee Magalai, le 22/03/2016 (cf. annexe page 505)

- *Je suis d'accord que ce n'est pas bien, le tort est de notre côté, mais ce n'est pas entièrement de notre faute... Nous sommes environ 1 250 familles, alors imaginez le nombre de personnes qui y vivent... et le gouvernement n'a pas été en mesure de fournir un logement à tous.*
- Alors vous dites donc que le gouvernement ne vous a pas attribué un logement à tous? C'est pour ça que vous vous êtes rapprochés de la rivière ?
- *(Embarrassée) Non, le gouvernement a autorisé suffisamment de maisons pour nous tous. En plus de 50 maisons supplémentaires pour ceux qui ont loué les maisons à Saidapet... alors oui, c'est uniquement de notre faute...* [1]

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Dans la manière de formuler ses questions, Jaghan se place comme porte-parole de l'État pour justifier les actions de relogement. Ainsi lorsqu'il indique que « *les gens ont une opinion générale sur les gens d'ici* », cela sous-entend qu'il ne parle pas en son seul nom, mais au nom de ces gens. Sa posture révèle la manière dont il incorpore le discours de l'État sur l'empiétement, et, en persuadant Krithika de son erreur, il cherche à lui faire intégrer ce discours comme une *vérité*, au sens de Michel Foucault. Dans son cours au Collège de France intitulé « du gouvernement des vivants » Michel Foucault énonce que « si la vérité peut arriver à constituer le climat et la lumière communs aux gouvernants et aux gouvernés, l'exercice du pouvoir ne sera donc jamais qu'indicateur de la vérité » (Foucault, 2012 [1980] :16). Cet échange renseigne donc la manière dont Jaghan, qui, dans ce contexte d'interaction adopte la posture du gouvernant, a intégré ce « régime de vérité » et cherche à le propager et le faire accepter par Krithika, ici gouvernée. En outre, il use d'un ton condescendant et moralisateur vis-à-vis des interrogées. L'échange avec Priyanka en donne un autre exemple :

- *Quand j'étais là-bas, je me sentais vraiment mal pendant la saison des pluies. Mais maintenant, je me rends compte que cet endroit là-bas était probablement mieux que celui-ci.*
- L'herbe est toujours plus verte de l'autre côté, n'est-ce pas? Ici vous avez une belle maison. [2]

Le recours à cette expression moralisatrice a pour effet de décrédibiliser les propos de Priyanka, et de couper court à ses revendications. Avant tout, cet incident montre la manière dont l'État se prolonge, finalement, dans l'interaction, au sens où chacun peut « voir comme l'État », selon le titre de l'ouvrage de James Scott (1998). Les formes de rationalisation de la pauvreté et de moralisation du vécu des relogés dans les interactions sont autant de procédés de domination qui contribuent à justifier leur mise à l'écart, et à ce titre, on peut y voir un reflet du dispositif de l'État. L'analyse croisée du regard des habitants qui vivent, ou subissent, cet espace avec celui des autorités, ou des habitants aisés, qui le justifient renseigne l'ampleur de l'écart entre l'hétérotopie vécue et celle produite.

Le site de Kannagi Nagar concentre donc les atours de l'hétérotopie de déviation telle que la conçoit Michel Foucault (2001 [1984]). L'existence de ce quartier de réinstallation, enclavé et isolé en périphérie, est l'expression la plus tangible du phénomène de marginalisation des marges. Associé à un imaginaire de la violence, de l'insécurité et de la relégation sociale pour les habitants qui y sont déplacés, Kannagi Nagar continue de représenter l'ordre et le succès de la planification aux yeux des autorités. Surtout, la création de cette hétérotopie reste la condition permettant la concrétisation d'une utopie urbaine, celle d'aménager un fleuve de « classe mondiale ». En ce sens, le relogement joue une double fonction de « gestion des

[1] Extrait d'entretien 85 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul) (cf. annexe page 505)

[2] « *When I was there I felt really bad to stay during rainy season. But, now I realize that that place was probably better than this one.* The grass is always greener on the other side, isn't it? Here you've got a nice house. »

indésirables » (Agier, 2008) en les déplaçant dans une hétérotopie de déviation, tout en permettant la conquête du « front écologique » (Guyot, 2017) par les classes aisées, dont les intérêts convergent avec ceux de l'État.

Conclusion

Les récits altérisant des pauvres dans les discours sont le revers des mesures ségrégatives, qui culminent en la production d'un ailleurs, d'une enclave, d'un « lieu autre ». L'hétérotopie de déviation, dont Kannagi Nagar est ici le symptôme, devient la réponse au problème de la « gestion des indésirables », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Michel Agier (2008). En s'appuyant sur le concept de « sans-État » de Hannah Arendt (1982) recoupant ceux de « surnuméraires » chez Mike Davis (2006), de « déchets humains » chez Zygmunt Bauman (2006), de « vie nue » chez Walter Benjamin ou encore de « parias » chez Eleni Varikas et Loïc Wacquant (2006), Michel Agier problématise la réalité multiforme et multi-située des « indésirables » pour tenter de rendre compte de la convergence entre processus d'exclusion sociologique et de mise à l'écart spatiale (Bernardot, 2009). Inspirée de cette démarche, j'ai cherché à montrer, dans ce chapitre, l'intrication du discours sur l'empiétement et de l'exclusion spatiale des pauvres habitant les *slums* riverains dans un contexte post-catastrophe. À travers les mesures de « réhabilitation » des populations riveraines sur les sites en périphérie, les habitants des *slums* ne sont pas seulement relogés, ils sont replacés - en termes sociaux, politiques et moraux. Ce replacement va de pair avec la production d'un site de réinstallation fonctionnant comme un « lieu radicalement autre », telle l'hétérotopie dont parle Michel Foucault (2001). L'appelation « *Kannagi Theevu* », qui signifie « île de Kannagi » traduit la pluralité d'isolements auxquels font face les habitants relogés sur ce site. On peut même voir le site de Kannagi Nagar comme une hétérotopie de déviation et de transformation, un lieu permettant de contenir les pauvres - désignés par le substantif d'empiéteurs - en dehors de la ville, et qui nourrit en même temps l'espoir de leur transformation en citoyen citadin.

Conclusion de la troisième partie

De frontière morale, la rivière Adyar devient, à la suite de la catastrophe, l'instrument de la mise à distance des pauvres. La remise en ordre sociale et spatiale est soutenue par un discours dominant sur l'empiètement de la rivière qui permet la redéfinition des légitimités citadines. Le déguerpissement des *slums*, le relogement des habitants en périphérie, et le renforcement de l'ordre moral à travers l'argument de l'« empiètement » illustrent différentes facettes d'un même dispositif concourant à la « politisation de l'habiter ». Tandis que le déguerpissement des *slums* « fait place » sur les rives pour la réalisation de projets d'élargissement, d'embellissement de la rivière et de développement d'immeubles *de standing*, le relogement des pauvres en périphérie conduit à la production de ghettos, d'enclaves isolées fonctionnant à la manière d'« hétérotopies de déviation » (Foucault, 2001 [1984]). Composante des plus manifestes du « désastre après la catastrophe » (Schuller, 2008), cette logique du déplacement, qui plus est sur une ancienne zone humide, renforce les inégalités socio-spatiales, en même temps qu'elle accroît les vulnérabilités écologiques et sociales à l'échelle de la ville. Les politiques de réhabilitation après la catastrophe contribuent en ce sens à l'imposition d'un pouvoir dominant qui consolide le système de domination à l'égard des populations pauvres. Au-delà de l'exceptionnalité de la catastrophe, ces mesures semblent plutôt s'inscrire dans une continuité des politiques engagées de longue date par les autorités étatiques. En provoquant la destruction des habitations dans les quartiers des *slums* riverains, l'inondation entraîne une situation d'urgence en matière de réhabilitation des sinistrés. Compte tenu de la disponibilité de logements déjà construits sur les sites de relogement, l'option du déplacement des habitants sur ces sites s'impose par sa praticité. Dans ce contexte, la catastrophe apparaît presque comme une aubaine pour les autorités, dont les objectifs affichés de « nettoyer » les rives - et plus largement l'espace urbain - des *slums* et celui de rentabiliser les logements construits en périphérie figurent en premier rang dans les projets urbains.

Si la politisation de l'habiter permet l'accaparement du foncier urbain par la dépossession des pauvres de leurs droits de citoyenneté, ce phénomène atteste d'une volonté de mise en ordre, mais aussi de mise aux normes de la ville selon un ordre moral. Dès lors, il ne s'agit pas seulement de faire place en ville pour les projets d'embellissement, mais également de maintenir les populations pauvres à distance, dans une approche séparatiste fondée sur des valeurs discriminantes. À cet égard, les habitants de classes supérieures prennent part à cette politisation de l'habiter, jouant un rôle de véhicule du pouvoir lorsqu'ils adhèrent au discours moralisateur sur l'empiètement. En mettant en perspective les mesures prises par les autorités, les discours de justification et les points de vue des classes supérieures, cette partie a permis de dévoiler l'intrication des discours sur l'empiètement basés sur un ordre moral, les mécanismes de la tryptique discriminatoire ainsi que les politiques d'exclusion.

En s'inspirant de réflexions anthropologiques, on peut interpréter les discriminations et la production d'une hétérotopie comme l'expression de la constitution, par la société, d'une « catégorie sacrifiable » dont dépendrait le bien-être des citadins. Si, selon René Girard, la désignation d'un *bouc-émissaire* n'aurait d'autre objectif que de détourner la violence autodestructrice de la société, Colette Pétonnet (2002) évoque, par transposition, qu'un principe sacrificiel, désacralisé, serait ainsi au fondement d'une société urbaine incapable d'assumer sa diversité, source de frustrations. Elle conclut que « si les structures sociales doivent être un jour changées au bénéfice de tous, il faudra d'abord regarder en face le problème du principe sacrificiel, le regarder et le résoudre, au lieu de le nier » (Pétonnet, 2002 :379).

CONCLUSION

Ensemble, les dynamiques appréhendées dans cette thèse concourent à éclairer les logiques de la politisation de l'habiter, qui reposent sur une pluralité de dispositifs continuellement renouvelés. Ceux-ci apparaissent étroitement liés aux territorialités et aux représentations que les habitants se font de la rivière. L'invention du fleuve par les élites compte parmi l'une des composantes du dispositif de l'environnementalité qui tend à normer les relations habitantes au cours d'eau. Dans un contexte où les cours d'eau ne sont globalement pas considérés comme des fleuves par les habitants, la désignation de l'Adyar comme rivière témoigne d'une volonté d'introduire un rapport spécifique envers elle et entraîne une série d'actions et d'interventions visant à mettre cet espace en ordre et aux normes. Sous l'effet des fortes pluies et de l'inondation, ce fleuve inventé se matérialise. L'approche par la catastrophe permet en particulier de saisir la recomposition des logiques du pouvoir en portant l'accent sur leurs temporalités. Dans un contexte de pression croissante sur le foncier urbain et de quête d'espace de « nature » de la part des classes supérieures, la rivière Adyar à Chennai constitue un terrain privilégié pour l'analyse des luttes pour l'appropriation de l'espace en ville. Ce travail a la particularité de souligner la manière dont les rapports de pouvoir entre les classes sociales s'articulent avec les relations des habitants au territoire, pour rendre compte de l'intrication entre ces deux dimensions. Tandis que l'inondation de décembre 2015 est instrumentalisée pour redéfinir les légitimités citadines, cette re-spatialisation du pouvoir s'appuie notamment sur le basculement des représentations que les habitants portent sur la rivière, conséquence de la catastrophe. Paradoxalement, l'inondation est une rupture d'intelligibilité qui, en provoquant l'action, rend ces logiques intelligibles. En renversant les cadres établis, ce moment particulier de l'enquête donne à voir la complexité des dynamiques à l'œuvre dans la réattribution des places en ville, en termes d'emplacement, mais également dans l'espace social. Le discours dominant sur « l'empiètement » émerge alors comme une problématisation de l'occupation de l'espace public urbain. Loin de représenter un nouveau paradigme dans le débat urbain, l'argument de l'empiétement apparaît plutôt comme la résurgence d'une lutte des classes qui se cristallise autour de l'appropriation de l'espace en ville et d'une redéfinition de la *place* des populations pauvres. L'essor du discours sur l'empiètement à l'issue de l'inondation est alors renforcé par les injonctions liées à la résilience urbaine et à la bonne gouvernance, autant de dispositifs de la « gouvernementalité néolibérale » (Fletcher, 2010). La redéfinition des légitimités citadines à travers le discours sur l'empiétement s'inscrit également dans la continuité de l'appropriation « écologisante » de la rivière Adyar par des groupes d'élites environnementalistes.

La première partie de cette thèse rend compte des territorialités concurrentes qui caractérisent la rivière Adyar et met en lumière les mécanismes de l'environnementalité qui sont associés à l'appropriation « écologisante » de cet espace par une élite. En concentrant les enjeux esthétiques, paysagers et fonciers de la ville, l'Adyar est le lieu privilégié de l'expression d'un environnementalisme élitiste. La coprésence des *slums* et des quartiers résidentiels huppés sur ses rives est le reflet des forts contrastes sociaux qui caractérisent cet espace. Frontière morale entre les élites et les pauvres, l'Adyar est érigée comme un « front écologique » par les groupes environnementalistes et les institutions transnationales. Ces derniers se positionnent comme porte-parole du fleuve, engagés dans l'action environnementale, ou à l'initiative de programmes de sensibilisation à la préservation de l'environnement. La mobilisation de cet argument écologique est alors instrumentalisée par les autorités étatiques pour la mise en œuvre de projets d'embellissement de la rivière, en vue de produire un front d'eau urbain répondant à l'esthétique de « classe mondiale » (Ghertner, 2011b). Sous la pression des groupes environnementalistes et d'ONGs (Exnora, le groupe WAMP) dans les années 2000, l'agence gouvernementale responsable de la conduite de projets de restauration des rivières, la *Chennai River Restauration Trust* est instaurée. Mais le développement du quartier

d'affaire MRC Nagar sur l'estuaire de l'Adyar, de manière concomitante à la création de l'éco-parc Adyar Poonga, témoigne des contradictions inhérentes à l'action publique environnementale. L'informalité et le flou qui entourent l'opérationnalisation de la législation environnementale et le traitement des *slums* constituent le « régime de planification urbaine » (Roy, 2005) des rives. Le gouvernement de la rivière et des populations sur ses rives se déploie à travers des dispositifs de régulation et de contrôle des usages de la rivière, en fonction de leur supposée acceptabilité sur le plan environnemental. Or, ce critère repose sur un ordre moral institué qui recouvre un ensemble de valeurs associées aux notions de propreté, saleté, pureté et impureté. Cette distribution des légitimités spatiales en fonction de valeurs morales masquées par l'argument environnemental contribue alors à la production de l'« illégitimité écologique » (Rademacher, 2011) des résidents des *slums* riverains. Partant, les actions entreprises par les élites du Boat Club, les initiatives menées par le Goethe-Institut qui visent la restauration écologique de la rivière s'appuient sur cet ordre moral, en même temps qu'ils le renforcent. Dans un contexte où l'Adyar est dépréciée, ou tout du moins n'est pas perçue comme un fleuve aux yeux d'une majorité d'habitants, l'invention du fleuve par une élite représente un enjeu de pouvoir, participant à la redéfinition des légitimités citadines à travers l'argument environnemental. Les actions de sensibilisation témoignent d'une volonté de diffuser des valeurs environnementales parmi la population, en particulier d'éduquer les populations pauvres à un comportement approprié sur le plan environnemental. L'enjeu consiste alors à de façonner les représentations des habitants sur la rivière afin qu'elle soit considérée, et surtout *pratiquée*, comme un fleuve. À travers la volonté de restaurer la rivière sur le plan écologique, les membres de la CAI, mais aussi les autorités étatiques (CRRT) insistent sur la nécessité de réguler les usages de ses rives. Au sein d'un ensemble de relations plurielles, singulières et circonstanciées que les habitants tissent avec la rivière au quotidien à Chennai, ces procédés tendent à normer la relation des habitants au cours d'eau. L'argument écologique, inscrit dans une approche essentiellement naturaliste (Descola, 2005) de la rivière, est alors un prétexte pour la redéfinition des relations au territoire, comme pour la conquête territoriale, ces deux processus allant de pair. C'est en ce sens que l'on peut parler de phénomène de « colonisation écologique », à la fois matérielle et idéelle, de la rivière par des élites.

L'inondation constitue le cœur de la deuxième partie de ce travail. Survenant telle une effraction dans le quotidien, la catastrophe bouscule le cours des choses, renverse les représentations des habitants sur la rivière, en même temps qu'elle entraîne une modification sensible des rapports de force. « Rupture de l'intelligibilité, la catastrophe est aussi un retour possible du sens » (Clavandier, 2009). L'évènement apparaît comme une brèche, une faille, dans l'espace social qui laisse place à un réordonnancement. Dans ce moment post-catastrophe, s'observent alors les logiques à l'œuvre dans la re-spatialisation et la recomposition du social. Aux mouvements de concentration sociale et de solidarités, succède une phase de rétablissement de frontières morales avec des distinctions identitaires marquées. Cette partie montre la manière dont différents « scénarios » (Revet, 2007) sont construits pour donner sens à l'évènement et orienter l'action. Les propos habitants et les discours médiatiques mettent au jour des ontologies que l'on pourrait qualifier d'analogistes (*sensus* Descola, 2005), mettant en scène la vengeance de la nature sur les humains. Véritable *épreuve* au sens que lui attribuent Luc Boltanski et Laurent Thévenot (1991), la catastrophe est un moment de redéfinition entre des états-être et des états-personnes. Avec l'inondation et les fortes pluies qui la précèdent, ce sont l'ensemble des représentations habitantes de la rivière qui sont bousculées : ruisseau ou égout, l'Adyar se révèle brutalement fleuve. Elément révélateur et déclencheur de l'action, l'inondation renforce le positionnement de groupes dominants, en particulier des groupes environnementalistes qui gagnent en

légitimité. La montée du discours environnemental s'appuie notamment sur les modifications des représentations habitantes. Tandis que l'Adyar est perçue comme fleuve, et ce, de manière partagée, les initiatives de restauration écologique ou de préservation environnementale à son égard se font plus prononcées. Parler de « faille » pour évoquer l'inondation reflète alors ce moment où les barrières deviennent plus perméables, celles entre les collectifs humains, d'une part, mais aussi celles entre les mondes humains et non-humains. C'est également un moment lors duquel fiction et réalité se confondent, où l'invention du fleuve par les élites, de l'ordre de l'idéel, prend soudainement forme dans le réel. Au-delà de la crise que provoque la catastrophe dans son temps circonscrit, l'évènement donne lieu à d'innombrables conséquences. En tant que rupture de l'ordre des choses et modification des rapports de force, l'inondation est problématisée et appelle à l'action. Cette thèse s'attache en particulier à montrer la manière dont les acteurs sur le terrain, les élites mais aussi les autorités étatiques, s'en saisissent pour légitimer un pouvoir dominant, et réorganiser l'espace socio-spatial.

Dans un dernier temps, la troisième partie analyse les répercussions de la catastrophe en termes de pouvoir à partir des logiques de redistribution des places en ville. Elle éclaire les logiques sous-jacentes au déguerpissement des *slums* visant à « faire place » en ville pour la mise en œuvre de projets d'embellissement, mais qui relèvent plus amplement d'une lutte sociale autour de l'espace urbain. La montée du discours sur l'empiètement sur la rivière est l'une des expressions les plus éloquentes du phénomène de politisation de l'habiter qui caractérise ce réordonnancement. La notion d'empiètement s'inscrit foncièrement dans un discours moraliste, en véhiculant l'idée de transgression, de déviance dans le fait de dépasser la limite ou de ne pas se trouver à sa bonne place. Dans ce contexte, l'éviction de près de 3 500 familles résidant dans les *slums* riverains le long de l'Adyar, déplacées en périphérie lointaine, atteste de la portée performative de ce discours. Ces opérations de réinstallation des habitants de *slums* sur des sites de relogement s'inscrivent dans la continuité des actions engagées par les autorités du TNSCB depuis les années 2000 et des politiques de relogement à grande échelle prônées par la Banque Mondiale. Les discours officiels montrent que l'empiétement est mobilisé comme un argument parmi d'autres, d'ordre économique voire strictement pratique : la disponibilité des logements, construits antérieurement, est évoquée comme justification de ces mesures. La catastrophe est alors saisie comme une aubaine par les pouvoirs publics pour concrétiser des actions envisagées préalablement, permettant de récupérer du foncier urbain tout en réordonnant l'espace selon des normes de la ville de « classe mondiale ». En (re)produisant des inégalités socio-spatiales, ces mesures participent à un phénomène de marginalisation des marges, privant les populations pauvres de la centralité urbaine. Enclaves soumises à de nouveaux rapports de forces et de formes de violences, ces sites de relogement fonctionnent à la manière d'« hétérotopies de déviation », pensées comme des lieux de transformation de l'empiéteur en citadin citoyen.

En restituant les réflexions développées dans ce travail au regard de la question de recherche posée en introduction de cette thèse, certaines pistes peuvent être esquissées en guise de réponse. La problématique était alors formulée de la manière suivante : *Comment la mise en environnementalité des usages de la rivière Adyar et de ces rives contribue-t-elle à la redéfinition des légitimités citadines à l'issue de l'inondation à Chennai ?* Tout d'abord, l'invention de l'Adyar comme fleuve par des élites et des institutions transnationales se révèle être l'un des principaux dispositifs contribuant à la mise en environnementalité des usages de la rivière Adyar et de ses

rives. Cette appropriation idéelle du cours d'eau à Chennai par des groupes dominants tend ainsi à valoriser un mode de relation, de représentation et d'action spécifique sur cet espace, défini selon un idéal du fleuve. À travers l'attribution du statut de fleuve, l'Adyar est essentiellement associée à la question environnementale et abordée comme un espace à nettoyer, valoriser et embellir. Concrètement, cette mise en environnementalité se manifeste par l'engagement de certains groupes d'élites dans l'action environnementale, comme dans l'exemple de la Clean Adyar Initiative (CAI). Les liens étroits que les membres de la CAI tissent avec les institutions dominantes de la ville (CRRT, Société Théosophique, Boat Club, etc.) et à l'étranger (Entreprises privées, universités, etc.) leur permet de renforcer cette vision et d'influer sur les projets de restauration de la rivière. L'action écologique s'inscrit alors dans une approche techniciste sur la rivière, qui témoigne plus essentiellement de la prévalence d'une ontologie naturaliste parmi ces groupes. La diffusion de la représentation de l'Adyar comme rivière *via* des procédés de sensibilisation à l'environnement tend à redéfinir le caractère approprié ou non des usages de ses rives. Il s'agit donc d'un façonnement des représentations sur la rivière avec une volonté d'inculquer des valeurs environnementales, en leur attribuant un sens moral. La mise en ordre de l'espace repose, en ce sens, sur une standardisation des pratiques des rives selon des critères moraux du « bon » usage de la rivière. Tandis que ces procédés étaient timidement menés à une échelle restreinte, l'inondation intensifie, exacerbe et concrétise cette mise en environnementalité de la rivière et de ses rives à travers l'émergence du discours sur l'empiètement. Si ce dernier apparaît moins directement lié à la question environnementale, il n'en résulte pas moins d'une vision spécifique de la rivière, avec des rives « nettoyées » des *slums* afin de permettre l'écoulement de l'eau. L'argument de l'empiétement est alors porté par les autorités étatiques et les habitants et repose sur un savoir expert sur la rivière. En outre, il met en jeu des légitimités plurielles, où les porteurs de ce discours se positionnent comme porte-parole et « défenseurs » de la rivière. Dès lors, l'adoption du discours dominant par les classes supérieures atteste d'une re-spatialisation du pouvoir de l'État. Concrètement, ce replacement des résidents de *slums* est la résultante d'interventions des autorités étatiques (TNSCB) qui s'inscrivent dans la continuité des opérations puisque les immeubles avaient été construits antérieurement. En amont de la catastrophe, on observe que l'environnement, en tant que construit social, sert au renforcement de l'ordre moral et à la mise en environnementalité des rives de l'Adyar ; en aval de l'inondation, la notion d'empiètement semble s'y substituer, tout en le renforçant dans le double objectif de récupérer du foncier urbain et de maintenir les populations pauvres à distance. Ces deux constructions discursives, l'environnement puis l'empiétement, concourent alors à redéfinir les légitimités citadines. Toutefois, l'environnement n'en demeure pas moins un construit social abstrait, difficile à appréhender, à la différence de l'empiètement, qui est une conception très concrète et spatialisable. En ce sens, la dimension plus tangible de l'empiétement, de surcroît matérialisée pendant l'inondation, a permis aux autorités de l'État de s'en saisir comme dispositif opérant dans la redistribution des places en ville.

D'un point de vue méthodologique, l'irruption de la catastrophe sur le terrain n'a fait que révéler, à la manière d'un conflit qui éclate ou d'une controverse qui se manifeste, ce qui était déjà présent mais latent et par conséquent, difficile à saisir. Les discours et actions qui ont émergé après l'inondation m'ont permis de voir et d'analyser ce qui jusqu'alors échappait à l'observation. Cette difficulté à observer les logiques à l'œuvre avant le drame peut s'expliquer d'une part par l'invisibilisation de la rivière, tant du côté des politiques publiques que du côté des habitants, par une faible médiatisation de la thématique, ou encore par des discours moins affichés sur la rivière et sur le déguerpissement des *slums*. L'inondation a ainsi contribué

à mettre au jour et ravivé l'ensemble de ces dynamiques autour du cours d'eau. L'évènement survenu par effraction, a bousculé non seulement le cours des choses sur le terrain mais également le cours de l'enquête.

Ces trois parties éclairent, depuis différentes perspectives et dans des moments particuliers, les procédés de redéfinition des légitimités citadines. Leur croisement montre comment les logiques de redistribution des places en ville s'appuient sur la modification des représentations de la rivière provoquée par l'inondation. Les discours et actions imbriqués sur la rivière, ses usages et les habitants de *slums* sont autant de facettes d'un même dispositif de politisation de l'habiter. Ce travail permet de rendre compte de l'intrication des valeurs morales et des déterminants économiques. Les critères de différenciation dans la relation à l'autre, observés en lien avec la question environnementale, subsistent à l'issue de la catastrophe, en se révélant sous des formes nouvelles. Dès lors, la catastrophe sert de légitimation de la redéfinition des places en villes. Mais les faits montrent que l'on a affaire moins à une instrumentalisation de l'évènement en lui-même, qu'à une instrumentalisation de ses effets, à savoir la faille qu'il suscite. La mise au jour des représentations latentes des habitants sur la rivière représente ainsi la partie immergée des bouleversements des ontologies (Descola, 2005). Fondamentalement, la (re)mise en cause d'un mode de relations aux milieux donne lieu à une « effervescence créatrice » sur le terrain. Les groupes dominants et les autorités étatiques s'emparent alors de ces représentations émergentes pour soutenir leurs actions. L'invention du fleuve, consolidée et rendue plus concrète pendant la catastrophe, devient la condition qui rend possible ces interventions d'embellissement du cours d'eau. Si la politisation de l'habiter s'inscrit dans la volonté d'accaparer du foncier urbain en ville pour la réalisation de « beaux » projets, elle ne semble pas en constituer l'objectif unique. Ce phénomène prend part au renforcement d'un ordre moral, qui justifie les mesures ségrégatives et de mise à distance des pauvres dans des hétérotopies.

En ce sens, l'approche par la catastrophe permet de penser les discontinuités et les continuités de ces procédés, et celles-ci sont étroitement liées à l'échelle temporelle d'observation. À l'échelle de l'évènement, on observe des ruptures et discontinuités, tandis qu'une analyse sur le temps long donne à voir une forme de continuité des processus ségrégatifs engagés, avec seulement des argumentaires et des discours qui sont remaniés, interprétés et transformés. En ce sens, les relations entre les humains et les milieux apparaissent comme produit et ancrage du pouvoir. Cela est particulièrement visible lors de la catastrophe, lorsque les « voiles » entre les différentes ontologies se font plus fins (Descola, 2005), aux contours plus malléables. Empruntant les méthodes de l'ethnographie de la catastrophe, la mise en perspective des récits sur l'inondation montre comment l'évènement est subi mais également socialement construit. Si l'on se place dans le courant de la sociologie pragmatique, lire la catastrophe comme une « épreuve » (Boltanski, Thévenot, 1991) permet de rendre compte de l'incertitude qui prévaut dans ce moment, et qui permet la redéfinition des états (états personne et états choses), avec une remise en cause plus ou moins accentuée. En outre, cette approche rompt avec le déterminisme social et permet de dépasser les dichotomies entre macro et micro, ce qui est particulièrement utile pour appréhender la catastrophe, à un moment lors duquel ces cadres analytiques ne font plus sens. Moment de profonde remise en cause, ce sont les ontologies, les conceptions même du rapport au monde, qui sont repensées. Ce travail rend ainsi compte de l'hybridation des logiques de la politisation de l'habiter, où la question environnementale apparaît comme un argument parmi d'autres, remplacé, ou couplé, à l'issue de la catastrophe, au discours sur l'empiètement. À partir des observations des dynamiques autour de la rivière à Chennai, c'est fondamentalement la question des rapports

humains à la nature, à l'autre et à soi-même qui est posée. La politisation de l'habiter révèle l'imbrication de ces rapports puisqu'elle permet de penser ensemble l'habiter, qui comprend le rapport au territoire et l'ontologie, ainsi que la question morale et les réflexions sur l'altérité.

Cette thèse contribue à la compréhension du gouvernement *de* et *par* la rivière, en abordant la construction de territorialités déployées dans un système de relations tissées entre les collectifs et les milieux. Ce faisant, elle participe à l'articulation de deux pans de littératures généralement mobilisés indépendamment : la territorialité et la théorie de l'habiter en sciences sociales, d'une part, et la gouvernementalité et la pensée foucaldienne du pouvoir, de l'autre, courant au sein duquel figurent les travaux anglophones sur l'environnementalité. Ainsi, ce travail propose de faire converger deux champs de recherche relativement éloignés par leurs approches, celui de la géographie critique anglophone et celui de la géographie sociale francophone. Comme le souligne Mariane Morange, « les convergences entre géographies critiques à la françaises et *critical geographies* semblent difficiles notamment du fait d'une forte dissymétrie institutionnelle » (Morange, Calbérac, 2012). L'analyse des rapports de pouvoir est développée dans une approche foucaldienne et en emprunte les concepts principaux, en particulier le gouvernement et la gouvernementalité, son dérivé l'environnementalité, ainsi que la notion de dispositif et d'hétérotopie. L'originalité de ce travail est d'éclairer les mécanismes de l'environnementalité en contexte urbain pour rendre compte de l'articulation des rapports entre les décideurs et les groupes d'élites. On observe que ce sont les représentations de la rivière des élites, dans une vision essentiellement naturaliste, qui motivent ces derniers à prendre part à l'action environnementale. La mise en œuvre de programmes axés sur la culture, sur la résilience en fait des dispositifs de « gouvernementalité néolibérale » à travers la sensibilisation. L'objectif est alors d'inculquer un savoir spécifique sur la rivière, en se plaçant dans le registre de la résilience urbaine et de la sensibilisation à l'environnement, caractéristiques des modes d'urbanisation néolibéraux. Si les intérêts convergent, il semble qu'il y ait toutefois une re-spatialisation de l'État à travers ces organisations transnationales qui reposent sur l'engagement des élites dominantes dans l'action environnementale. Les observations dans ce travail invitent alors à rejoindre le constat dressé par Robert Fletcher (2010) quant au déploiement d'une environnementalité néolibérale, qui ne serait non plus concentrée dans la sphère restreinte de l'État mais associée à l'intervention d'institutions transnationales. Les travaux sur les dynamiques dans les villes indiennes menés par ailleurs renseignent d'autres facteurs qui participent à ces mêmes procédés de gentrification de l'espace urbain par l'exclusion des populations pauvres : les logiques de redéfinition des légitimités citadines pénètrent l'arène judiciaire (Bhan, 2016) ou opèrent au niveau politique à travers la gentrification des canaux de participation (Ghertner, 2011c ; Coelho et al., 2013). Ici, on s'est attaché à montrer comment ces procédés de mise à distance sont fortement associés à l'instrumentalisation des relations aux milieux et à la question environnementale.

Ce travail permet en outre de renouveler les perspectives sur l'environnementalité, en proposant une approche territorialisée des rapports de pouvoir autour de l'environnement et au prisme d'un évènement majeur qui bouscule les représentations et rapports de force, la catastrophe. L'application de cette clé de lecture en contexte urbain, notamment, a permis de montrer certaines limites de cette théorie. Pour compléter les travaux d'Arun Agrawal sur l'environnementalité (2005a), les observations dans ce travail attestent d'une mise en environnementalité de l'espace de la rivière dans un double sens : si l'environnementalité, tel que mobilisé par Arun Agrawal (2005a), renvoie à la construction de vérités sur

l'environnement pour gouverner les populations, les dynamiques observées ici montrent également comment les élites et l'État s'appuient, en retour, sur les représentations que les habitants se font du milieu pour gouverner les populations sur les rives. Aussi, si la question environnementale est un dispositif central dans la gouvernementalité autour de la rivière, l'environnement comme construit social est indissociable des ontologies (Descola, 2005) qui traduisent les relations des collectifs humains aux milieux. L'approche par la catastrophe a permis de mettre au jour ces liens étroits entre les ontologies, les représentations de la rivière et la problématique environnementale. En ce sens, il semble qu'une théorie de l'environnementalité qui considérerait la problématique de la gestion environnementale seule s'avère réductrice au vu de la complexité des rapports tissés entre les collectifs humains et les milieux, et de la manière dont ceux-ci sont instrumentalisés dans les procédés de gouvernement des populations. Les dynamiques mises en relief dans ce travail ouvrent alors la possibilité de considérer l'instrumentalisation des relations entre collectifs et milieux comme un pan de la recherche sur l'environnementalité.

Cette thèse s'est attachée à rendre compte de l'articulation entre les rapports de pouvoir et les représentations habitantes dans le contexte de la catastrophe. Ce faisant, elle propose une lecture des dynamiques sociales à partir de l'espace et des relations tissées avec cet espace. Néanmoins, d'autres grilles de lecture auraient pu être retenues pour appréhender ces phénomènes à la croisée de logiques complexes et étroitement enchevêtrées. Deux aspects ont été particulièrement présents tout au long de ce travail de recherche, sans toutefois en constituer le fil conducteur pour la rédaction : la question de l'altérité, d'une part, et celle du rapport au temps, de l'autre. Je propose ici de développer ces deux approches qui m'ont semblé apporter des regards contrastés sur ce travail, tout en ouvrant des perspectives de poursuite de cette recherche.

Dans une approche socio-anthropologique, la question du rapport à l'autre pourrait constituer un point d'entrée fécond pour saisir les logiques discriminatoires et de mise à distance des populations pauvres dont il est question dans cette thèse. Cette dimension transparaît notablement dans les interactions avec les habitants de classes supérieures, et met en jeu la construction et le renforcement d'un ordre moral. La figure de l'empiéteur est particulièrement illustrative et représentative des mécanismes de désignation des populations pauvres comme bouc émissaire à l'issue de l'inondation. Les interactions quotidiennes révèlent, de manière certes moins prononcée que dans la période post-catastrophe, mais néanmoins tangible, la constance du discours discriminatoire envers ces populations pauvres. Dès lors, les procédés d'identification de soi en opposition à l'autre, considéré comme une menace pour l'ordre social, sont donnés à voir, plus ou moins tangiblement, à plusieurs moments de l'enquête et auprès de différents groupes sociaux. La réaction d'un membre du Boat Club à la proposition émise d'inviter des jeunes résidents du quartier *slum* voisin à pratiquer l'aviron au sein du club est un exemple de la peur d'un désordre social : « *ils ne sont pas clubbable* », a-t-il évoqué comme argument. Outre la question de la notoriété du club qui semble être mise en péril par la proposition de faire entrer des jeunes de quartiers populaires dans le club, cette remarque dénote une stratégie de reproduction du social reposant sur le maintien d'un entre-soi parmi les élites. Ces mécanismes de mise à distance à travers la construction de frontières morales se retrouvent au sein des classes moyennes ; Devarajan, résidente à proximité de la Cooum tient des propos similaires, voire d'autant plus affirmés, soulignant que les « *résidents de slums gâchent la ville* », ils « *occupent la Cooum* » et il faudrait, selon elle, que le « *gouvernement soit strict* » pour les faire déguerpir. Son discours exemplifie la manière dont l'autre est produit, et désigné comme bouc émissaire, responsable des maux de la ville. Ainsi, cette fabrique de frontières morales est un phénomène constant parmi la majorité des interrogés, y compris parmi les classes populaires,

bien qu'il revête des formes multiples. Ainsi, Krithika, résidente d'un *slum* à Saidapet déplacée à la suite de la catastrophe, fait part de sa méfiance vis-à-vis des résidents de Kannagi Nagar : « *il y a des casseurs* », explique-t-elle. De surcroît, l'un des principaux arguments évoqués quant à leur refus d'être relogés, elle et ses voisins du quartier à Saidapet, reste celui de l'insécurité, allant de pair avec la peur de briser l'entre-soi, en étant à la fois assimilé à l'autre et contraint de vivre en sa coprésence. Approfondir l'examen de la définition de soi par rapport à l'autre pourrait alors apporter une clé de compréhension supplémentaire sur les ressorts de la (re)production des barrières morales dans la relation à l'autre. Comment l'autre est-il défini ? Quels sont les mécanismes de protection établis pour ne pas « tomber » dans l'autre ? Comment se construit et se maintient la distance, sociale et spatiale, à l'autre ? L'examen de cette relation à l'autre permet d'éclairer les logiques relationnelles de production du social, dont la traduction spatiale peut conduire à la fabrique d'une hétérotopie, un lieu *autre* où l'on tient l'*autre* à distance. Sous cet angle, il est possible de lire la figure de l'indésirable, qui prend ici la forme de l' « empiéteur », comme une construction sociale qui s'appuie sur les procédés d'identification de soi et de différenciation par rapport à l'autre. Nourrie par ces enjeux relationnels, la production d'un discours dominant discriminatoire va de pair avec la désignation d'un bouc émissaire, jouant le rôle de dispositif du pouvoir. Cette relecture de la présente thèse au prisme de la relation à l'autre laisse ainsi entrevoir les rapports de pouvoir qui sous-tendent, ou produisent la relation à l'autre.

Une seconde relecture de ce travail est possible sous l'angle de la dimension temporelle. En effet, la catastrophe fait irruption dans cette recherche avec son temps singulier, ni continu, ni régulier, et marqué par les discontinuités. Les dynamiques observées mettent en jeu des temporalités variées dont les acteurs s'emparent de manière différenciée. Tandis que l'inondation est d'abord un moment de crise caractérisé par l'imprévisibilité, l'immédiateté et la brutalité, le déguerpissement des *slums* sur les rives de Saidapet, à l'issue de l'évènement, se poursuit dans cette même temporalité dominée par la précipitation et la rapidité des actions. Dans ce contexte, le temps très court sur lequel se déploient les interventions prend part à la violence symbolique et physique envers les populations déplacées. À l'inverse, le temps long, en particulier lorsqu'il n'est pas justifié, constitue également un moyen de contrôle et de domination envers celui qui subit l'attente. Cela fait écho aux procédés de mise en attente au sein de l'organisation bureaucratique et hiérarchisée comme l'université indienne ou les institutions gouvernementales, où l'expression « *faites-la attendre* » sert à rappeler l'ordre social. Au-delà de leurs singularités, ces exemples rappellent la manière dont l'emprise sur le temps constitue un enjeu de domination au sein des relations : imposer le rythme et la cadence de l'action se révèle être un dispositif du pouvoir. À cet égard, il est intéressant de noter que le temps accéléré du déguerpissement des *slums* contraste fortement avec celui de la planification de ce relogement en périphérie, anticipé depuis une dizaine d'années à travers la construction préalable des immeubles par les autorités du TNSCB. De surcroît, les répercussions négatives de ces mesures de relogement sur les résidents semblent « diluées » dans les discours des autorités, qui invoquent alors la nécessité de penser ces opérations sur le temps long : « *Vous pouvez voir que la première année, ils ne seront pas heureux. Après environ un an, ils seront heureux. Le temps nécessaire pour s'adapter...* », affirme l'urbaniste du TNSCB. L'argument de la temporalité déplace ainsi la question de la responsabilité de l'État vis-à-vis des conséquences de ces programmes, en portant le regard sur la capacité des résidents à s'adapter. Intriquée à la question du temps, la portée expérimentale attribuée à ces projets de relogement en périphérie contribue, de même, à minimiser la responsabilité de l'État. L'approche de ces dynamiques spatiales au regard de leurs temporalités donne à voir une instrumentalisation du temps par l'État et l'élite dirigeante, qui alternent entre des interventions immédiates, enrayant de fait

l'organisation des résistances, et des modes de planification territoriale sur le temps long[1], qui font fi de l'actualisation de dynamiques pourtant extrêmement évolutives. En pensant les sites de relogement sur le temps long, ces lieux se rapprochent de l'hétérotopie de déviation, visant l'adaptation et la transformation d'un individu, ici, d'un bidonvillois en citadin. L'hétérotopie, le lieu autre, est alors pensé dans un temps autre, l'hétérochronie. En effet, après la précipitation du relogement, les populations se retrouvent marginalisées et laissées pour compte sur des sites lointains où le temps semble s'écouler de manière résolument autre. En marge de la ville avec des infrastructures et services encore en cours de développement et d'installation, ces espaces sont marqués par un temps contrasté : en matière d'accès à l'emploi et aux services urbains, le temps paraît ralenti, impliquant des déplacements coûteux notamment en temps pour rejoindre la centralité urbaine. Par conséquent, depuis leur relogement sur ces sites, les résidents déplorent « *manquer de temps* » pour leurs relations sociales, pour les activités de loisirs ou toute autre occupation qui ne soit pas directement liée à la subsistance. En ce sens, le temps apparaît, au même titre que l'espace, comme une ressource convoitée. Si le « *temps est le nouveau luxe* »[2], pour reprendre la formulation de Prakash, résident d'un quartier huppé à Nungambakkam, il n'est alors pas surprenant de constater que son appropriation par les dominants devienne un enjeu de pouvoir. La relecture des dynamiques abordées dans cette thèse à la lumière de la variable temporelle met au jour la résonance intime entre temps et espace, puisque l'accaparement foncier au profit des dominants suscite d'un même élan une accumulation temporelle aux dépens des plus pauvres qui voient leur temps de déplacement s'allonger avec leur replacement en périphérie.

[1] Le Plan directeur, outil principal de l'aménagement urbain, est élaboré pour une durée de 18 ans ; le second Plan directeur de Chennai a été préparé en 2008 et oriente le développement jusqu'en 2026.

[2] « *Time is new luxury* », Prakash, Carnet de terrain, avril 2015

Bibliographie

ADAM, Matthieu. *La production de l'urbain durable. L'enrôlement des concepteurs et des habitants par l'intégration des contradictions*. Thèse de doctorat en aménagement de l'espace et urbanisme, Université François-Rabelais de Tours, 14 juin 2016, 534p.

ADGER, Neil W., BENJAMINSEN, Tor A., BROWN, Katrina et SVASTAD, Hanne. Advancing a political ecology of global environmental discources. *Devlopment and Change*, 2001, vol.32, n°4, pp.681-715

AGAR, Michael H. *The Professional Stranger: An Informal Introduction to Etnography*. New York : Academic Press, 1996 [1980], 276p.

AGIER, Michel. *Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire*. Paris : Flammarion, 2008, 350p.

AGIER, Michel. *Un monde de camps*. Paris : La Découverte, 2014, 350 p.

AGNEW, John A. The territorial trap: the geographical assuptions of international relations theory. *Review of International Political Economy*, 1994, vol.1, n°1, pp.53-80

AGNEW, John A. Territory. In : GREGORY, Derek, JOHNSTON, Ron, PRATT, Geraldine, WATTS, Michael et WHATMORE, Sarah (éds.), *The dictionary of human geography*. Oxford : Wiley-Blackwell, 2009a, pp.746-747

AGNEW, John A. Territoriality. In : GREGORY, Derek, JOHNSTON, Ron, PRATT, Geraldine, WATTS, Michael et WHATMORE, Sarah (éds.), *The dictionary of human geography*. Oxford : Wiley-Blackwell, 2009b, pp.744-745

AGRAWAL, Arun. *Environmentality: technologies of government and the making of subjects*. Durgam, N.C: Duke University Press, 2005a, 352p.

AGRAWAL, Arun. Environmentality: Community, intimate government, and the making of environmental subjects in Kumaon, India. *Current anthropology*, 2005b, vol.46, pp. 161-190

AÏT-AOUDIA, Myriam, BARGEL, Lucie, ETHUIN, Nathalie, MASSICARD, Elise et PETITFILS, Anne-Sophie. Franchir les seuils des partis. Accès au terrain et dynamiques d'enquête. *Revue internationale de politique comparée*, 2010, vol.17, n°4, pp. 15- 30

ALDHUY, Julien. Au-delà du territoire, la territorialité ?. *Géodoc*, 2008, pp.35-42

APPASAMY, Paul. Managing pollution in the waterways of Madras City: an initial assessment. *Madras Institute of Development Studies Working Paper, Madras Institute of Development Studies*, Chennai, n°88, 1989, 175p.

APPADURAI, Arjun. *Géographie de la colère : La violence à l'âge de la globalisation*. Paris : Payot, 2009, 207p.

ARABINDOO, Pushpa. Falling Apart at the Margins? Neighbourhood Transformations. In Peri-Urban Chennai. *Development and Change*, 2009, vol.40, n°5, pp. 879-901

ARABINDOO, Pushpa. Isolated by elitism: The pitfalls of recent heritage and conservation attempts in Chennai. In: PRASHAD, Deependra (éd.) *New architecture and urbanism: Development of Indian traditions*. New Delhi: INTBAU, 2010, pp. 155-160

ARABINDOO, Pushpa. 'City of sand': Stately Re-Imagination of Marina Beach in Chennai: Stately re-imagination of Marina Beach in Chennai. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol.35, n°2, 2011a, pp.379-401

ARABINDOO, Pushpa. Mobilising for water: hydro-politics of rainwater harvesting in Chennai. *International Journal of Urban Sustainable Development*, 2011b, vol.3, n°1, pp.106-126

ARABINDOO, Pushpa. The spatial (il)logic of slum resettlement sites in Chennai. Communication au congrès '*The city in urban poverty', University College London, 10-11 novembre 2011,* (non publié) *2011c*

ARABINDOO, Pushpa. Constructed ecologies imagined communities: The politics of Adyar Poonga in Chennai. Communication au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud, *Équipe de recherche stakes: Politiques socio-économiques et restructurations territoriales, CEIAS, Paris, décembre 2011d*

ARABINDOO, Pushpa. Unprecedented natures? : An anatomy of the Chennai floods. *City*, 2017, pp.1-22

ARBORIO, Anne-Marie et FOURNIER Pierre. *L'Enquête et ses méthodes : l'observation directe*. Paris : Armand Colin, 2005, 127p.

ARBORIO, Anne-Marie. L'observation directe en sociologie : quelques réflexions méthodologiques à propos de travaux de recherches sur le terrain hospitalier. *Recherche en soins infirmiers*, 2007, vol.3, n°90, pp.26- 34

ARENDT, Hannah. *Les Origines du totalitarisme. II – L'impérialisme.* Paris : Fayard, 1982 [1951], 352p.

ARNAUD, Lionel et GUIONNET, Christine. Introduction. Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et dépolitisation. In : ARNAUD, Lionel et GUIONNET, Christine (éds.), *Les frontières du politique : Enquêtes sur les processus de politisation et de dépolitisation.* Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2005, pp.11-25

ARNOULD, Paul et GLON, Éric. *La nature a-t-elle encore une place dans les milieux géographiques ?*. Paris: Publications de la Sorbonne, 2005, 276p.

AUGÉ, Marc. *Non-Lieux. Introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris : Seuil, 1992, 160p.

BACHELARD, Gaston. *L'eau et les rêves. Essai sur l'imagination de la matière.* Paris : Librairie José Corti, 2013 [1942], 221p

BAUMAN, Zygmunt. *Wasted Lives. Modernity and its outcasts.* Cambridge : Polity Press, 2004, 152p.

BAVISKAR, Amita. Between Violence and Desire : Space, Power and Identity in the Making of Metropolitan Delhi. *International Social Science Journal*, 2003, vol.175, n°55, 2003, pp.89–98

BAVISKAR, Amita. What the Eye Does Not See: The Yamuna in the Imagination of Delhi. *Economic & Political Weekly*, 2011a, vol.46, n°50, pp.45-53

BAVISKAR, Amita. Cows cars and cycle-rickshaws: bourgeois environmentalists and the battle for Delhi's streets. In: BAVISKAR, Amita et RAY Raka (éds.), *Elite and Everyman: The cultural politics of the indian middle classes*. New Delhi: Routledge, 2011b, pp.391-418

BAZIN, Jean. *Des Clous dans la Joconde*, Paris : Anacharsis, 2008, 599p.

BEAUD, Stéphane, WEBER, Florence. *Guide de l'enquête de terrain : produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte, 2003, 356p.

BECK, Ulrich. *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*. Paris : Flammarion, 2001 [1986], 521p.

BECKER, Howard Saul. *Les ficelles du métier : comment conduire sa recherche en sciences sociales*. Paris : La Découverte, 2002, 360p.

BECKER, Howard Saul. Inférence et preuve en observation participante. Sur la fiabilité des données et la validité des hypothèses. In : CÉFAI, Daniel (éd.), *L'enquête de terrain*. Paris : La Découverte, 2003 [1958], pp.350-362

BÉDARD, Mario. Les vertus identitaire, relationnelle et heuristique de la territorialité – D'une conception culturelle à une conceptualisation tripartite, *Cybergeo : European Journal of Geography*, [en ligne], document 838, 2017, [consulté le 20 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/28853

BENABOU, Sarah. *Conserver la nature par l'exclusion des humains ? La lutte pour l'accès et l'usage des ressources dans la réserve de biosphère de Nanda Devi, Uttarakhand (Inde)*. Thèse de doctorat en anthropologie sociale. École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Centre d'Études de l'Inde et de l'Asie du Sud (CEIAS), 2012, 464p.

BENJAMINSEN, Tor A., SVARSTAD, Hanne. Qu'est-ce que la « political ecology ?. *Natures Sciences Sociétés*, 2009, vol.17, n°1, pp.3-11

BENSA, Alban. De la relation ethnographique. *Enquête,* [en ligne], 1995, [consulté le 16 janvier 2019]. URL : http://journals.openedition.org/enquete/268

BENSA, Alban. Ethnographie et engagement politique en Nouvelle-Calédonie. In : NAUDIER, Delphine et SIMONET, Maud (éds.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. Paris : La Découverte, 2011, pp.44-61

BENSA, Alban et FASSIN, Éric. Les sciences sociales face à l'événement. *Terrain*, 2002, n°38, pp.5-20

BERARD, Yann. Quand l'événement structure. *La vie des idées*, 2010, [consulté le 16 janvier 2019]. URL: http://www.laviedesidees.fr/Quand-l-evenement-structure.html

BERGSTROM, John Clark, GOETZ, Stephan Juergen et SHORTLE, James S (éds.). *Land Use Problems and Conflicts: Causes, Consequences and Solutions*. Londres : Routledge, 2004, 384p.

BERNARDOT, Marc. Autour d'un livre. Michel Agier, Gérer les indésirables. Des camps de réfugiés au gouvernement humanitaire. Paris : Flammarion, 2008, 350p. *Politique africaine*, 2009, vol.114, n°2, pp.171-187

BERQUE, Augustin. *Écoumène : introduction à l'étude des milieux humains*. Paris : Belin, 2000, 276p.

BESSE, Jean-Marc. *Habiter un monde à mon image*. Paris : Flammarion, 2013, 250p.

BESSIN, Marc, BIDART, Claire et GROSSETTI, Michel (éds.). *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*. Paris: La Découverte, 2010, 397p.

BHAN, Gautam. This is no longer the city I once knew". Evictions, the urban poor, and the right to the city in millennial Delhi. *Environment & Urbanisation,* 2009, vol. 29, n°1, pp.127-142

BHAN, Gautam. Planned Illegalities: Housing and the 'Failure' of Planning in Delhi: 1947-2010. *Economic and Political Weekly,* vol.48, n°24, 2013, pp.58–70

BHAN, Gautam. The impoverishment of poverty: reflections on urban citizenship and inequality in contemporary Delhi. *Environment & Urbanization*, 2014, vol.26, n°2, pp.547-560

BHAN, Gautam. *In the Public's Interest: Evictions, Citizenship, and Inequality in Contemporary Delhi*. Hyderabad: Orient BlackSwan, 2016, 290p.

BIZEUL, Daniel. Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance de cause. *Revue française de sociologie*, vol.39, n°4, 1998, pp.751-787

BIZEUL, Daniel. Faire avec les déconvenues. Une enquête en milieu nomade. *Sociétés contemporaines*, vol. 33-34, n°1- 2, 1999, pp.111-137

BIZEUL, Daniel. L'expérience du sociologue comme voie d'accès au monde des autres. In : NAUDIER, Delphine et SIMONET, Maud (éds.). *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. Paris : La Découverte, 2011, pp.169-185

BLÁSQUEZ MARTÍNEZ, Lidia. Deux fronts écologiques dans la ville : enjeux fonciers et arrangements territoriaux autour de la conservation des terres rurales comme valeurs écologiques à Mexico. *L'Espace Politique,* [en ligne], 2009, n°9, [consulté le 19 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/1463

BLOOR, David. *Sociologie de la logique ou les limites de l'épistémologie*. Paris : Pandore, 1982 [1976], 190p.

BLOT, Julie et SPIRE, Amandine. Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud. *L'Espace Politique* [en ligne], 2014, n°22, [consulté le 05 février 2019]. URL: http://journals.openedition.org/espacepolitique/2893

BLOMLEY, Nicholas. Flowers in the bathtub: Boundary crossings at the public-private divide. *Geoforum* [en ligne], 2005, vol. 36, n°3, [consulté le 10 février 2019]. URL : http://privet-sosed.org/wp-content/uploads/2017/11/geoforum-flowers-bathtub.pdf

BOLTANSKI, Luc. *De la critique : précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard, 2009, 294p.

BOLTANSKI, Luc et THÉVENOT, Laurent. *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard, 1991, 485p.

BONIN, Sophie. Fleuves en ville : enjeux écologiques et projets urbains. *Strates* [en ligne], 2007, n°13, [consulté le 05 février 2019]. URL : http://strates.revues.org/5963

BOURDIEU, Pierre. *Penser la politique. Actes de la recherche en sciences sociales,* 1988, vol.71-72, pp.2-4

BOURDIEU, Pierre. *La Misère du monde*. Paris : Éditions du Seuil, 1993, 1468p.

BOURDIEU, Pierre. *Raisons pratiques : sur la théorie de l'action*. Paris : Éditions du seuil, 1994, 245p.

BOURDIEU, Pierre. *Esquisse d'une théorie de la pratique*. Paris : Éditions du seuil, 2000, 429p.

BOURDIEU, Pierre. *Science de la science et réflexivité*, Paris : Raisons d'agir, 2001, 200p.

BOURHIS Marion. *Analyse des processus d'engagement dans un projet de territoire : exemple de l'« économie turquoise » dans les Côtes-d'Armor*. Thèse de doctorat en géographie, aménagement, Université de Bretagne Sud, 12 juillet 2016, pp.313-340

BOUVIER, Pierre. *La socio-anthropologie*. Paris: Armand Colin, 2000, 222p.

BRENNER, Neil et THEODORE Nik. Cities and the geographies of 'actually existing neoliberalism'. *Antipode*, 2002, vol.34, n°3, pp.349–379

BRENNER, Neil, MARCUSE Peter, MAYER Margit. *Cities for people, not for profit. Criticial urban theory and the right to the city*. London: Routledge, 2012, 296p.

BRESSON, Maryse. La pauvreté est-elle encore une question sociologique d'actualité ? Un enjeu de définition, de méthode et de théorie. *Pensée plurielle*, 2007, vol.16, n°3, pp.9-17.

BUNCH, Martin Joseph. *An Adaptive Ecosystem Approach to Rehabilitation and Management of the Cooum River Environmental System in Chennai, India*. Thèse de doctorat en géographie. Université de Waterloo, Ontario, Canada, 2000, 404p.

BUNCH, Martin Joseph. Soft Systems Methodology and the Ecosystem Approach: A System Study of the Cooum River and Environs in Chennai, India. *Environmental Management*, 2003, vol.31, n°2, pp. 182–197

BUÉ, Nicolas. Gérer les relations d'enquête en terrains imbriqués. Risque d'enclicage et distances aux enquêtés dans une recherche sur une coalition partisane locale. *Revue internationale de politique comparée*, 2010, vol.17, pp.77-91

CABALION, Joël. La question sociale de la dépossession. *Mouvements*, 2014, vol.77, n°1, pp.25-33

CABANE, Lydie et REVET, Sandrine. La cause des catastrophes. Concurrences scientifiques et actions politiques dans un monde transnational. *Politix*, 2015, vol.111, n°3, pp. 47-67.

CALLON, Michel. Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'année sociologique*, 1986, n°36, pp.169-208

CALLON, Michel et LAW, John. L'irruption des non-humains dans les sciences humaines : quelques leçons tirées de la sociologie des sciences et des techniques. In : DUPUY, Jean-Pierre et LIVET Pierre, *Les limites de la rationalité. Tome 1*. Paris : La Découverte, 1997, pp.99-118

CARATINI, Sophie. *Les non-dits de l'anthropologie.* Paris : Presses Universitaires de France*,* 2004, 127p.

CARATINI, Sophie. *Les non-dits de l'anthropologie : suivi de, Dialogue avec Maurice Godelier.* Vincennes: Thierry Marchaisse, 2012, 187p.

CASTONGUAY, Stéphane, EVENDEN, Matthew D (éds.). *Urban rivers: remaking rivers, cities, and space in Europe and North America*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press, 2012, 302p.

CASTREE, Noel. From neoliberalism to neoliberalisation: consolations, confusions, and necessary illusions. *Environment and Planning A*, 2006, vol.38, n°1, pp.1-6

CASTREE, Noel. Neoliberalism and the biophysical environment: a synthesis and evaluation of the research. *Environment and Society: Advances in Research*, 2010, vol.1, pp.5-45

CEFAÏ, Daniel et AMIRAUX, Valérie. Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales, Partie 1. *Cultures & Conflits,* [en ligne], 2002, vol.3, n°47, [consulté le : 25 avril 2018]. URL: http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=CC_047_0002

CEFAÏ, Daniel (éd.). *L'enquête de terrain*. Paris : La Découverte, 2003, 624p.

CEFAÏ, Daniel. *Pourquoi se mobilise-t-on ? Les théories de l'action collective*. Paris : La Découverte, 2007, 727p.

CEFAÏ, Daniel (éd.). *L'engagement ethnographique*. Paris : EHESS, 2010, 640p.

CEFAÏ, Daniel. Comment généralise-t-on ? : Chronique d'une ethnographie de l'urgence sociale. In : DESVEAUX Emmanuel et DE FORNEL Michel (éds.), *Faire des sciences sociales. Généraliser*. Paris : Éditions de l'EHESS, 2012, pp.31-57

CERTEAU, Michel de. *L'invention du quotidien. 1. Arts de faire*. Paris : Gallimard, 1990, 416p.

CHATTERJEE, Ipsita. *Displacement, revolution, and the new urban condition: theories and case studies*. Los Angeles : SAGE Publications India Pvt. Ltd, 2014, 180p.

CHATTERJEE, Partha. Les villes indiennes vont-elles enfin devenir bourgeoises ? Ou, si l'on préfère, les villes indiennes vont-elles hélas devenir bourgeoises ? In : CHATTERJEE, Partha et JAQUER, Christophe (éds.), *Politique des gouvernés : Réflexions sur la politique populaire dans la majeure partie du monde*. Paris: Éditions Amsterdam, 2009. pp. 161-177.

CHHOTRAY, Vasudha. The 'Anti-politics machine' in India: Depoliticisation through local institution building for participatory watershed development. *The Journal of Development Studies*, 2007, vol.43, n°6, pp.1037-1056

CLAEYS-MEKDADE, Cécilia. (éd.). *Mémoires, oublis, (ré)appropriations : le risque inondation dans la basse vallée du Rhône et l'agglomération marseillaise*. Rapport final, programme de recherche "Risque Décision Territoire" du MEEDDAT, 2009, 241p.

CLAVANDIER, Gaëlle. Un retour sur la catastrophe. *Le Portique* [en ligne], 2009, n°22, [consulté le 12 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/leportique/2073

CLAVANDIER, Gaëlle. Un retour de la catastrophe sur la scène scientifique ? Enjeux et débats. *Communications*, 2015, vol.96, n°1, pp.93-105

CLERVAL, Anne, FLEURY, Antoine, REBOTIER, Julien et WEBER, Serge (éds.). *Espace et rapports de domination*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015, 399p.

COANUS, Thierry. La catastrophe, entre fait brut, perturbation fonctionnelle et appel de sens. In : COANUS, Thierry (éd.), DUCHENE, François, MARTINAIS Emmanuel, *La ville inquiète. Développement urbain, gestion du danger et vie quotidienne sur trois sites « à risques » de la grande région lyonnaise (fin XIXème - fin XXème)*. Rapport financé par le Contrat de Plan État/ Région Rhône-Alpes, Laboratoire RIVES, École Nationale des Travaux Publics de l'État, 2000, pp. 145-163

COCHARD, Bertrand. L'espace urbain : un dispositif de la modernité ?. *Sens public* [en ligne], 2017, [consulté le 26 février 2019]. URL : http://sens-public.org/article1269.html

COELHO, Karen. The Slow Road to the Private: A Case Study of Neoliberal Water Reforms in Chennai. In : CULLET, Phillipe, GOWLLAND-GUALTIERI Alix, MADHAV, Roopa et RAMANATHAN, Usha (éds.), *Water Governance in Motion: Towards Socially and Environmentally Sustainable Water Laws*. Dehli : Cambridge University Press, 2010, 572p.

COELHO, Karen et RAMAN, Nithya. Salvaging and Scapegoating: Slum Evictions on Chennai's Waterways. *Economic & Political Weekly* [en ligne], 2010, [consulté le 17 mai 2018]. URL : http://www.indiaenvironmentportal.org.in/files/Salvaging%20and%20scapegoating.pdf

COELHO, Karen, VENKAT, T., CHANDRIKA, R. The spatial reproduction of urban poverty: labour and livelihoods in a slum resettlement colony. *Economic & political weekly* [en ligne], 2012, vol.47, n°47-48, [consulté le 17 mai 2018]. URL: http://environmentportal.in/files/file/The_Spatial_Reproduction_of_Urban_Poverty.pdf

COELHO, Karen, KAMATH, Lalitha et VIJAYABASKAR, M. (éds.). *Participolis: consent and contention in neoliberal urban India*. Delhi: Routledge, 2013, 332p.

COELHO, Karen et RAMAN, Nithya. From the Frying Pan to the Floodplain. Negotiating Land, Water, and Fire in Chennai's Development. In: SIVARAMAKRISHNAN K, RADMECHER, Anne (éds.), *Ecologies of Urbanism in India: Metropolitan Civility and Sustainability*. Hong Kong, China: Hong Kong University Press, 2013, pp.145–168

COELHO, Karen. Placing The Poor In The Flood Path: Post-Disaster Slum Resettlement In Chennai. *The Caravan,* [en ligne], 2016, [consulté le 17 mai 2018]. URL : http://www.caravanmagazine.in/vantage/placing-the-poor-in-the-flood-pathpost-disaster-slum-resettlement-in-chennai

COLLIER, John. Visual anthropology's contributions to the field of anthropology. *Visual Anthropology,* 1987, vol.1, n°1, pp.37–46.

COSER, Lewis A. *Les fonctions du conflit social*. Paris : Presses Universitaires de France, 1982 [1956], 183p.

CRAPANZANO, Vincent. Réflexions sur une anthropologie des émotions. *Terrain,* [en ligne], 1994, [consulté le 17 mai 2018]. URL : http://journals.openedition.org/terrain/3089

CROWLEY, John. Usages de la gouvernance et de la gouvernementalité. *Critique internationale*, 2003, vol. 21, n°4, pp.52- 61

DATTA, Ayona. *The Illegal City: Space, Law, and Gender in a Delhi Squatter Settlement*. London : Routledge, 2012, 210p.

DAVID, Victor. La nouvelle vague des droits de la nature. La personnalité juridique reconnue aux fleuves Whanganui, Gange et Yamuna. *Revue juridique de l'environnement*, 2017, vol. 42, pp.409-424

DAVIS, Mike. *City of Quartz : Excavating the Future in Los Angeles*. London : Verso, 2006 [1990], 441p.

DEBARBIEUX, Bernard. Le territoire : histoires en deux langues. A bilingual (his-) story of territory. In : CHIVALLON, Christine, RAGOUET, Pascal et SAMERS, Michael (éds.). *Discours Scientifiques et Contextes Culturels: Géographies Françaises et Britanniques à l'Épreuve Postmoderne*. Bordeaux : MSHA, 1999, pp.33-46

DELAGE, Rémi et ORTIS, Delphine. Les relations entre Sehwan Sharif et l'Indus dans le Sindh : histoire d'une mise à distance (Pakistan). In : JOSHI, Harit et VIGUIER, Anne (éds.), *Ville et fleuve en Asie du Sud : regards croisés*. Paris : Inalco, 2014, pp.59-81

DELEUZE, Gilles. *Logique du sens*. Paris : Éditions de Minuit, 1969, 392p.

DEPRAZ, Samuel. Notion à la une : protéger, préserver ou conserver la nature ? *Géoconfluences*, [en ligne], 2013, [consulté le 14 février 2019]. URL : http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/notion-a-la-une-proteger-preserver-ou-conserver-la-nature

DESCOLA, Philippe. *Par-delà nature et culture*. Paris : Gallimard, 2005, 640p.

DESHPANDE, Satish. *Contemporary India : A sociological view*. New Delhi : Viking, 2003, 213p.

DESHPANDE, Satish. Castes et inégalités sociales dans l'Inde contemporaine. Un impensé des sciences sociales. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2005, vol. 160, n° 5, pp.98-116

DÉSVEAUX, Emmanuel et FORNEL, Michel de. Généraliser : ou le perpétuel dépassement. In : DÉSVEAUX, Emmanuel et FORNEL, Michel de (éds.). *Faire des sciences sociales. Généraliser*. Paris : EHESS, 2012, pp.13-27

DEVEREUX, Georges. *De l'angoisse à la méthode dans les sciences du comportement*. Paris : Flammarion, 1980, 474p.

DI MÉO, Guy. *L'Homme, la Société, l'Espace*. Paris : Anthropos, 1991, 319p.

DI MÉO, Guy. Pour une approche compréhensive et complexe des objets géographiques. *Cahier géographique*, 2004, n°5, p.101

DI MÉO, Guy. Territorialité. In : LÉVY, Jacques et LUSSAULT, Michel (éds.), *Dictionnaire de la géographie,* Paris : Belin, 2013, p.1007

DODIER, Nicolas. Post-face : penser (par) les catastrophes. In : REVET, Sandrine et LANGUMIER, Julien (éds.), *Le gouvernement des catastrophes*. Paris : Éditions Karthala, 2013, 286p., pp.251-276

DONZE, Jacques. Langumier J., Revet S. (dir.), Le gouvernement des catastrophes. *Géocarrefour* [En ligne], 2018, vol. 92, n°1, [consulté le 10 mars 2019]. URL : http://journals.openedition.org.proxy.scd.univ-tours.fr/geocarrefour/9328

DORON Assa. *Life on the Ganga: boatmen and the ritual economy of Banaras*. Delhi : Foundation Books, 2013, 239 p.

DOSHI, Sapana. The politics of the evicted: redevelopment, subjectivity, and the difference in Mumbai's slum frontier. *Antipode*, 2013, vol. 45, n°4, pp.844-865

DOUGLAS, Mary. *Risk Acceptability Accordingto the Social Sciences*. Londres: Routledge and Kegan Paul. 1986, 128p.

DOUGLAS Mary. Postface. In : DOUGLAS Mary, *De la souillure. Essai sur les notions de pollution et de tabou.* Paris : Éditions La Découverte & Syros, 2001 [1971], pp.191-201

DUBY, George. *Histoire de la France urbaine Tome 3 : La ville classique, de la Renaissance aux Révolutions.* Paris : Seuil, 1981, 651p.

DUMEZ, Hervé. Qu'est-ce que l'abduction, et en quoi peut-elle avoir un rapport avec la recherche qualitative ?. *Le Libellio d'Aegis*, 2012, vol. 8, n°3, pp.3-9

DUPONT, Véronique. La place des slums. *Revue Urbanisme*, Dossier : Les villes indiennes, 2007, n°355

DUPONT, Véronique, HEUZÉ, Djallal G. (éds.). *La ville en Asie du Sud : analyse et mise en perspective*. Paris : EHESS, 2007, 435p.

DUPONT, Véronique et RAMANATHAN, Usha. Du Traitement des slums à Delhi. Politiques de 'nettoyage' et d'embellissement. In : DUPONT, Véronique, HEUZÉ, Djallal G. (éds.), *La ville en Asie du Sud : analyse et mise en perspective*. Paris : EHESS, 2007, pp.91-131

DUPONT, Véronique. Slum demolitions in Delhi since the 1990s: An appraisal. *Economic and Political Weekly*, 2008, vol. 43, n°28, pp.79-87

DUPONT, Véronique. Création de nomades urbains et appauvrissement. Impact des politiques d'éradication des camps de squatters à Delhi. *Revue Tiers Monde*, 2010, vol.1, n°201, pp.25-45

DUPONT, Véronique. Un défi majeur des villes indiennes : L'accès à un logement convenable. *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, vol. 94, n°1, 2017, pp. 23-39.

DUPONT, Véronique. Des camps de squatters au nettoyage urbain : processus et enjeux de catégorisation autour du slum à Delhi. *L'Année sociologique*, 2018, vol. 68, n°1, pp.39-66

DUPONT-FERRIER, Gustave. Le mot « Gouverner » et ses dérivés dans les institutions françaises du Moyen Âge. *Journal des savants*, 1938, pp.49-60

DUPUY, Jean-Pierre. *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*. Paris : Seuil, 2002, 214p.

DURAND, Gilbert. *Science de l'homme et tradition. Le nouvel esprit anthropologique*. Paris : Albin Michel, 1996, 239p.

DURAND, Séverine. *« Vivre avec la possibilité d'une inondation » ? : Ethnographie de l'habiter en milieu exposé... et prisé*. Thèse de doctorat en sociologie, Université d'Aix-Marseille, 2014, 487p.

DURKHEIM, Émile. *Les formes élémentaires de la vie religieuse. Le système totémique en Australie* (éd. électronique de J.-M. Tremblay, classiques. uqac.ca, 2001-2008), 1912, 594p.

DURKHEIM, Émile. *L'Education morale*. Paris : Presses Universitaires de France, 1974 [1925], 242p.

ECK, Diana L. Sacred Rivers. In : MIRCEA Eliade et.al. (éds.). *Encyclopédie de la religion*. New York : Macmillan, 1987.

ELANGO, Oviya. *Ecological urbanism - Adyar river*. Projet de master en architecture, Meenakshi college of engineering school of architecture, 2016. URL : https://www.archistart.net/portfolio-item/ecological-urbanism-adyar-river/

ELIADE, Mircea. *Traité d'histoire des religions*. Paris : Payot, 1949, 405p.

ELISSADE, Bernard. Une géographie des territoires. *L'Information géographique*, 2002, n°3, pp.193-205

ELSTER, Jon. *Proverbes, maximes, émotions*. Presses Universitaires de France, 2003, 186p.

FAURE, Jean-Michel et SUAUD Charles. Les enjeux du football. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1994, vol. 103, pp. 3-6

FAVRET-SAADA, Jeanne et CONTRERAS, Josée. *Corps pour corps : Enquête sur la sorcellerie dans le Bocage*. Paris : Gallimard, 1981, 372p.

FAVRET-SAADA, Jeanne. *Les mots, la mort, les sorts*. Paris : Gallimard, 1994 [1985], 427p.

FAVRET-SAADA, Jeanne. « Glissements de terrains », entretien réalisé par A. Esquerre, E. Gallienne, F. Jobard, A. Lalane & S. Zilberfarb. *Vacarme* [en ligne], 2004, [consulté le 04 avril 2017]. URL : http://www.vacarme.org/article449.html

FAVRET-SAADA, Jeanne. Être affecté. In : FAVRET-SAADA, Jeanne (éd.), *Désorceler*. Paris : Éditions de l'Olivier, 2009, pp.145-162

FELDHAUS Anne. *Water and womanhood: religious meanings of rivers in Maharashtra*. New York : Oxford University Press, 1995, 250p.

FELLI, Romain. Adaptation et résilience : critique de la nouvelle éthique de la politique environnementale internationale. *Éthique publique* [en ligne], 2014, vol. 16, n°1, [consulté le 16 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/ethiquepublique/1371

FEMENIAS, Damien et SIROST, Olivier. Fleuves, estuaires, cours d'eau : représentations et pratiques. *VertigO* [en ligne], 2011, n°10, [consulté le 26 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/vertigo/12079

FERILLI, Laura. Prendre le risque d'être affectée. *SociologieS* [en ligne], 2014, [consulté le 12 mai 2018]. URL : https://journals.openedition.org/sociologies/4751

FERNANDES, Leela. The Politics of Forgetting: Class Politics, State Power and the Restructuring of Urban Space in India. *Urban Studies*, 2004, vol.41, n°12, pp. 2415-2430

FERNANDES, Leela. Hegemony and Inequality : Theoretical Reflections on India's 'New' Middle Class. In : BAVISKAR, Amita et RAY Raka (éds.), *Elite and Everyman: The cultural politics of the indian middle classes*. New Delhi: Routledge, 2011, pp.59-82

FERGUSON, James et GUPTA, Akhil. Spatializing states: towards a ethnography of neoliberal governmentality. *American Ethnologist*, 2002, vol. 29, n°4, pp.918-1002

FERGUSON, James. The uses of neoliberalism. *Antipode*, 2009, vol. 41, pp.166-184

FESTINGER, Léon. *A theory of cognitive dissonance*. Stanford : Stanford university press, 1957, 291p.

FLETCHER, Robert. Neoliberal environmentality: Towards a poststructuralist political ecology of the conservation debate. *Conservation & Society*, 2010, vol.8, n°3, pp.171-281

FOGEL, Frédérique et RIVOAL, Isabelle. Introduction « La relation ethnographique, terrains et textes », Ateliers d'anthropologie. *LESC* [en ligne], 2009, n° 33, [consulté le 15 janvier 2018]. URL: https://journals.openedition.org/ateliers/8162

FOLLMANN, Alexander. Delhi's changing riverfront: bourgeois environnmentalism and the reclamation of Yamuna's floodplain for a world-class city in the making. In : JOSHI, Harit et VIGUIER, Anne (éds.), *Ville et fleuve en Asie du Sud : regards croisés*. Paris: Inalco, 2014, pp. 153-176

FOLLMANN, Alexander. Urban mega-projects for a 'world-class' riverfront – The interplay of informality, flexibility and exceptionality along the Yamuna in Delhi, India. *Habitat International*, 2015, vol. 45, pp.213-222

FOLLMANN, Alexander. The role of environmental activists in governing riverscapes. The case of the Yamuna in Delhi, India. *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* [en ligne], 2016, [consulté le 16 janvier 2019]. URL : http://journals.openedition.org/samaj/4184

FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir*. Paris: Gallimard, 1975, 360p.

FOUCAULT, Michel. *Histoire de la sexualité, tome I, La volonté de savoir*. Paris : Gallimard, 1976, pp.121-126

FOUCAULT, Michel. Le jeu de Michel Foucault. In : FOUCAULT, Michel. *Dits et écrits, Tome II*. Paris : Gallimard, 1994a [1977], pp.298-329

FOUCAULT, Michel. La Gouvernementalité. In : FOUCAULT, Michel. *Dits et écrits* 1976-1979*, Tome III*. Paris : Gallimard, 1994b, p.642

FOUCAULT, Michel. Des espaces autres. In : FOUCAULT, Michel. *Dits et écrits, Tome IV*, Gallimard, 2001 [1984], pp.1571-1581

FOUCAULT, Michel. *Sécurité, territoire, population*. Paris : Seuil, 2004, 448p.

FOUCAULT, Michel. *Du gouvernement des vivants. Cours au Collège de France, 1979-1980*. Paris : Gallimard, 2012, 400p.

FOX, Nick, J. Foucault, Foucauldians and sociology. *British journal of sociology*, 1998, vol.49, n°3, pp.415-433.

FRELAT-KAHN, Brigitte et LAZZAROTTI, Olivier (éds.). *Habiter : vers un nouveau concept ?* Paris : Armand Colin, 2012, 334p.

FRÉMONT Armand, *La région, espace vécu*. Paris : Flammarion, 1999 [1976], 288p.

FRIOUX, Stéphane. Fléau, ressource, exutoire : visions et usages des rivières urbaines (XVIIIe-XXIe s.). *Géocarrefour,* [en ligne], 2010, vol. 85, n°3, [consulté le 09 janvier 2019]. URL: http://journals.openedition.org/geocarrefour/7939

GAUCHER, Jacques. *De la maison à la ville en pays Tamoul, ou la diagonale interdite : Étude sur les formes urbaines de la ville-temple sud-indienne*. Paris : Ecole française d'Extrême-Orient, 2007, 509p.

GAUTIER, Denis, BENJAMINSEN, Tor A. *Environnement, pouvoir et discours : L'approche Political ecology*. Versailles : Éditions Quae, 2012, 256p.

GÉRARDOT, Claire. Les élus lyonnais et leurs fleuves : une reconquête en question. *Géocarrefour*, 2004, vol. 79, n°1, pp. 75-84.

GHERTNER, D. Asher. Green evictions: environmental discourses of a « slum-free » Delhi. In : PEET, Richard, ROBBINS, Paul, WATTS Michael (éds.), *Global Political Ecology*. New York: Routledge, 2011a, pp.145-165

GHERTNER, D. Asher. Rule by Aesthetics: World-Class City Making in Delhi. In : ROY, Ananya et ONG, Aihwa (éds.), *Worlding Cities: Asian Experiments and the Art of Being Global.* Oxford, UK : Wiley-Blackwell, 2011b, pp. 279-306

GHERTNER, D. Asher. *Gentrifying the State, Gentrifying Participation: Elite Governance Programs in Delhi. International Journal of Urban and Regional research*, vol. 35, n°3, 2011c, pp.504-532

GHIOTTI, Stéphane. La patrimonialisation des fleuves et des rivières.: Une comparaison France-Liban. *Mondes en développement,* 2009, vol. 145, n° 1, pp.73

GILBERT, Claude. *Le Pouvoir en situation extrême. Catastrophe et politique*. Paris : L'Harmattan, 1992, 268p.

GINGRAS, Yves. Un air de radicalisme : Sur quelques tendances récentes en sociologie de la science et de la technologie. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 1995, vol. 108, n°1, pp. 3-18

GIRAUT, Frédéric, ROCHEFORT, Michel. Discussion la marginalité socio-spatiale : une notion à déconstruire dans le contexte des villes du sud ?. *Revue Tiers Monde*, 2006, vol. 185, n°1, pp. 14-16.

GODELIER, Maurice. Briser le miroir du soi. In : GHASARIAN, Christian (éd.), *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive: Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris: Armand Colin, 2002, pp.193-212.

GODELIER, Maurice. *L'idéel et le matériel : pensée, économies, sociétés*. Paris : Flammarion, 2010, 348p.

GODELIER, Maurice. *L'imaginé, l'imaginaire & le symbolique*. Paris : CNRS éditions, 2015, 286p.

GOFFMAN, Erving. *La mise en scène de la vie quotidienne*. vol. 1 : *La présentation de soi*. Paris : Éditions de Minuit, 1973, 256p.

GOFFMAN, Erving. *Les rites d'interaction*, Paris : Éditions de Minuit, 1974, 240p.

GOFFMAN, Erving. *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*. Paris : Éditions de Minuit, 1975, 180p.

GOWRI, V. S., RAMACHANDRAN, S., RAMESH, R., PRAMILADEVI, I. R. R., KRISHNAVENI, K.. Application of GIS in the study of mass transport of pollutants by Adyar and Cooum Rivers in Chennai, Tamil Nadu. *Environmental monitoring and assessment*, 2008, n°138, pp.41-49

GRAVARI-BARBAS, Maria. *La mer retrouvée : Baltimore et autres reconquêtes de fronts d'eau urbains*. Thèse de doctorat en géogaphie et aménagement, Université Paris-IV Sorbonne, 1991, 893p.

GRAVARI-BARBAS, Maria. La conquête d'une nouvelle frontière : réinvestissement symbolique et requalification fonctionnelle des fronts de fleuve urbains. *Université d'Angers ESO*, n°22, 2004, pp. 31-39

GROSFOGUEL, Ramón. *The Epistemic Decolonial Turn. Cultural Studies*, 2007, vol. 21, pp.211–223.

GROSSETTI, Michel. Eléments de discussion pour une sociologie des bifurcations (contingences, événements, et niveaux d'action). *Anticipation*, 2003, 20p.

GUHA, Ramachandra et MARTINEZ-ALIER, Juan. *Varieties of Environmentalism: Essays North and South*. London: Earthscan, 1997, 230p.

GUIDOLIN, Monica. Narmada darshan : la vision divine du fleuve dans la ville d'Amarkantaka (Madhya Pradesh). In : JOSHI, Harit et VIGUIER, Anne (éds.), *Ville et fleuve en Asie du Sud : regards croisés*. Paris : Inalco, 2014, pp. 43-80

GUIONNET, Christine, RÉTIF, Sophie. *Exploiter les difficultés méthodologiques : une ressource pour l'analyse en sciences sociales*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2015, 175p.

GUNEWARDENA, Nandini, SCHULLER, Mark. *Capitalizing on catastrophe: neoliberal strategies in disaster reconstruction*. Lanham, Md : AltaMira Press, 2008, 273p.

GUYOT, Sylvain. Fronts écologiques et éco-conquérants : définitions et typologies. L'exemple des « ONG environnementales en quête de Côte Sauvage (Afrique du Sud) ». *Cybergeo* [en ligne], 2009, n°471, [Consulté le 07 octobre 2017]. URL : http://www.cybergeo.eu/index22651.html

GUYOT, Sylvain et RICHARD Frédéric. Les fronts écologiques - Une clef de lecture socio-territoriale des enjeux environnementaux ?. *L'Espace Politique* [en ligne], 2009, n°9, [consulté le 19 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/1422

GUYOT, Sylvain. *Lignes de front : l'art et la manière de protéger la nature*. Habilitation à diriger les recherches. Limoges : Université de Limoges, 2015, 528p.

GUYOT, Sylvain. *La nature, l'autre frontière : fronts écologiques au sud (Afrique du Sud, Argentine, Chili)*. Bruxelles : Peter Lang, 2017, 309p.

HAAG, Pascale et LEMIEUX, Cyril. *Faire des sciences sociales. Critiquer*. Paris : EHESS, 2012, 352p.

HALPERN, Charlotte, LASCOUMES, Pierre et LE GALÈS, Patrick. L'instrumentation et ses effets débats et mises en perspective théoriques. In : HALPERN, Charlotte, LASCOUMES, Pierre et LE GALÈS, Patrick (éds.), *L'instrumentation de l'action publique. Controverses, résistance, effets*. Paris : Presses de Sciences Po, 2014, pp.15-62

HARPER, Douglas. Meaning and Work: A Study in Photo Elicitation. *Current Sociology,* 1986, vol.34, n°3, pp.24- 46

HARPER, Douglas. Talking about pictures: A case for photo elicitation. *Visual Studies*, 2002, vol.17, n°1, pp.13-26

HARVEY, David. *The Urban Experience*. Oxford : Blackwell, 1989, 312p.

HARVEY, David. *Justice, Nature and the Geography of Difference*. Oxford (UK): Blackwell, 1996, 480p.

HARVEY, David. *A brief history of neoliberalism*. Oxford University Press, 2005, 256p.

HARVEY, David. The right of the city. *La revue internationale des livres et des idées*, 2009, n°5, pp.34-42

HARVEY, David. *Le capitalisme contre le droit à la ville. Néolibéralisme, urbanisation, résistances*. Paris : Éditions Amsterdam, 2011, 93p.

HAVARD-DUCLOS, Bénédicte. Les coûts subjectifs de l'enquête ethnographique. *SociologieS* [en ligne], 2007, [consulté le 23 avril 2016]. URL : http://sociologies.revues.org/182

HENRY, Emmanuel. *Un scandale improbable. Amiante : d'une maladie professionnelle à une « crise de santé publique »*. Thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université de technologie de Compiègne, 2000, 885p.

HÉRITIER, Stéphane, ARNAULD DE SARTRE, Xavier, LASLAZ, Lionel et GUYOT, Sylvain. Fronts écologiques : dynamiques spatiotemporelles et dominations multi-scalaires. Proposition d'une grille de lecture des processus de « colonisation écologique ». *L'Espace Politique* [en ligne], 2009, n°9, [consulté le 22 décembre 2018]. URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/1453

HERMITTE, Marie-Angèle. La nature, sujet de droit ?. *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2011, n°1, pp.173-212

HÉROUARD, Florent. Habiter et espace vécu : une approche transversale pour une géographie de l'habiter. In : PAQUOT Thierry, LUSSAULT Michel et YOUNES Chris. (éds). *Habiter, le propre de l'humain*. Paris : La Découverte, 2007, pp.159-170

HESS, Remi. *La pratique du journal - l'enquête au quotidien*. Paris : Téraèdre, [1998] 2010, 160p.

HIBOU, Béatrice. La « décharge », nouvel interventionnisme. *Politique africaine*, 1999, vol.73, n°1, pp.6-15

HOCHART, Karine. Une colonisation de l'imaginaire du fleuve ? Réflexions sur l'engagement de groupes « bourgeois » dans le devenir du cours d'eau à Chennai, en Inde du Sud. *Géocarrefour*, [en ligne], 2018, n°92/1, [consulté le 28 décembre 2018]. URL : http://journals.openedition.org/geocarrefour/10586

HOCHART, Karine, VERDELLI, Laura, CAMPOS Doris. O direito à cidade para quem? Olhares cruzados sobre projetos de revitalização das margens de rio urbano na França, no Brasil e na Índia. In: FERNANDES, Ana, CHAGAS, Mauricio (éds.), *O direito à cidade na França e no Brasil: uma nova agenda urbana? Questões para um debate necessário e fecundo*, *Diálogos França-Brasil 4, Salvador, Bahia, 27-30 juin 2016*. Salvador: UFBA, 2018, pp.413-436

HOLSTON, James. Insurgent citizenship in an era of global urban peripheries. *City and Society*, 2009, vol. 21, n° 2, pp. 245-267

HOUDART, Sophie et THIERY, Olivier (éds.). *Humains, non-humains: comment repeupler les sciences sociales*. Paris : La Découverte, 2011, 364p.

HOUSSAY-HOLZSCHUCH, Myriam. Préface. In : GUYOT, Sylvain, *La nature, l'autre frontière : fronts écologiques au sud (Afrique du Sud, Argentine, Chili)*. Bruxelles : Peter Lang, 2017, pp.11-14

HUNSMANN, Moritz et KAPP, Sébastien (éds.). *Devenir chercheur : Écrire une thèse en sciences sociales*. [en ligne], Paris : EHESS, 2013, [consulté le 01 janvier 2018]. URL : http://books.openedition.org/editionsehess/1277

INGOLD, Alice. Gouverner les eaux courantes en France au XIXe siècle, Administration, droits et savoirs. *Annales Histoire Sciences Sociales*, [en ligne], 2011, [consulté le 13 mars 2018]. URL : https://www.cairn.info/revue-annales-2011-1-page-69.htm

ISIN, Engin F. La ville comme lieu du social. *Rue Descartes*, [en ligne], 2009, vol. 63, n°1, [consulté le 14 janvier 2019]. URL : https://www.cairn.info/revue-rue-descartes-2009-1-page-52.htm

IYER, Ramaswamy. *Living rivers, dying rivers*. New Delhi : Oxford University Press, 2015, 475p.

JACQUOT, Sébastien, SIERRA, Alexis et TADIE, Jérôme. Informalité politique, pouvoirs et envers des espaces urbains. *L'Espace Politique*, [en ligne], 2016, n°29, [consulté le 19 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/3805

JALAIS, Savitri. Accéder à l'eau du Gange : les *ghat* de Bénarès (Uttar Pradesh). In : JOSHI, Harit et VIGUIER, Anne (éds.), *Ville et fleuve en Asie du Sud : regards croisés*. Paris : Inalco, 2014, pp.81-106

JARRIGE, François, LE COURANT, Stefan, PALOQUE-BERGÈS, Camille. Infrastructures, techniques et politiques. *Tracés*, [en ligne], 2018, [consulté le 28 janvier 2019]. URL : http://journals.openedition.org/traces/8171

JOSEPH, Jonathan. Resilience as embedded neoliberalism: a governmentality approach. *Resilience*, 2013, vol.1, n°1, pp. 38 - 52.

JOSHI, Harit et VIGUIER, Anne. *Ville et fleuve en Asie du Sud : regards croisés*. Paris : Inalco, 2014, 181p.

JOURNET, Nicolas. *Catastrophes et ordre du monde. Terrain* [En ligne], 2010, n°54, [consulté le 10 mars 2019]. URL : http://journals.openedition.org/terrain/13916

KALPANA, K., SCHIFFER, Frank. *Madras: the architectural heritage*. First edition. Chennai : Indian National Trust for Art & Cultural Heritage, Tamil Nadu Chapter, 2003, 348p.

KATZ, Jack. Du comment au pourquoi : description lumineuse et inférence causale en ethnographie. In : CEFAÏ, Daniel (éd.), *L'engagement ethnographique*. Paris : EHESS, 2010, pp.43-105

KATZ, Jack. A Theory of Qualitative Methodology : The Social System of Analytic Fieldwork. *Méthod(e)s: African Review of Social Sciences Methodology*, 2015, vol.1, n°1-2, pp.131-146

KAUFMANN, Laurence et KNEUBÜHLER Marine. Introduction du Dossier « Affecter, être affecté. Autour des travaux de Jeanne Favret-Saada ». *SociologieS* [en ligne], 2014, [consulté le 25 avril 2018]. URL : http://journals.openedition.org/sociologies/4707

KLAUSER, Fransisco R. Thinking through territoriality: introducing Claude Raffestin to Anglophone sociospatial theory. *Environment and Planning D*, 2012, vol.30, pp.106-120

KAVIRAJ, Sudipta. Filth and the public sphere: concepts and practices about space in Calcutta. *Public culture*, 1997, vol.10, n°1, pp.83-113

KENNEDY, Loraine.The politics and changing paradigm of megaproject development in metropolitan cities. *Habitat International*, vol.45, 2015a, pp.163-168

KENNEDY, Loraine. Stratégies spatiales de l'État en Inde. Le réétalonnage de l'État au travers de la politique des zones franches. *EchoGéo* [En ligne], 2015b, n°32, [consulté le 22 décembre 2018]. URL : http://journals.openedition.org/echogeo/14257

KENNEDY, Loraine, VARREL, Aurélie, DENIS, Eric, DUPONT, Véronique, DHANALAKSHMI, R., ROUMEAU, Samuel, BAUD, Isa, PFEFFER, Karin, SRIDHARAN, N., VIJAYABASKAR, M., SURESH BABU, M., SEIFELISLAM, Aicha, ROUANET, Hortense et SAHARAN, Tara. *Engaging with Sustainability Issues in Metropolitan Chennai. City report series (Chance2Sustain). Publication en ligne*, 2014, 63p. URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01061314/document

KLEIN, Naomi. *La Stratégie du choc. Montée d'un capitalisme du désastre*. Arles : Actes Sud, 2008, 669p.

LABORIER, Pascale. La gouvernementalité. In : BERT, Jean-François et LAMY Jérôme (éds.), *Michel Foucault. Un héritage critique*. Paris : Éditions du CNRS, 2014, pp.169-181

LAFITTE, Jérôme. Territoire et territorialité : quelles « prises » pour l'ERE ?. *Centr'ERE Repères théoriques,* 2014, document en ligne. URL : https://centrere.uqam.ca/wp-content/uploads/sites/12/2014/02/LAFITTE_Bibliographie.pdf

LAFFONT, Georges-Henry et MARTOUZET, Denis. L'affectif révélateur de l'« être-là » : éléments conceptuels, méthodologiques et empiriques. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, 2018, vol.13, n°2, pp.185-214

LAFLAMME, Simon. Sciences sociales et approche relationnelle. *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, vol.5, n°1, 2009, pp.79-85

LAGROYE, Jacques (éd.). *La politisation*. Paris : Belin, 2003, 576p.

LAHIRE, Bernard. *L'homme pluriel : les ressorts de l'action*. Paris : Pluriel, 2011, 372p.

LANGUMIER, Julien. *Survivre à la catastrophe : paroles et récits d'un territoire inondé. Contribution à une ethnologie de l'événement à partir de la crue de l'Aude de 1999*. Thèse de doctorat en ethnologie et anthropologie sociale, 19 septembre 2006, 353p. URL : http://www.theses.fr/2006EHES0255

LARRÈRE, Catherine et LARRÈRE, Raphaël. *Du bon usage de la nature. Pour une philosophie de l'environnement*. Paris : Flammarion, 2009, 355p.

LASCOUMES, Pierre. *L'éco-pouvoir : environnements et politiques*. Paris : La Découverte, 1994, 324p.

LASCOUMES, Pierre. La Gouvernementalité : de la critique de l'État aux technologies du pouvoir. *Le Portique,* [en ligne], 2004, [consulté le 11 juillet 2018]. URL : http://journals.openedition.org/leportique/625

LATOUR, Bruno. *Nous n'avons jamais été modernes : essai d'anthropologie symétrique*, Paris : La Découverte, 2006 [1991], 210p.

LATOUR, Bruno. *Le métier de chercheur regard d'un anthropologue*. Paris : INRA Éditions, 1995, 94p.

LATOUR, Bruno. *Politiques de la nature, comment faire entrer les sciences en démocratie* ?. Paris : La Découverte, 2004, 382p.

LATOUR, Bruno. *La science en action : introduction à la sociologie des sciences*. Paris : Gallimard, 2005, 663p.

LAUTIER Bruno. Notes d'un sociologue sur l'usage de la notion de "marge" dans les sciences sociales du développement. *Tiers-Monde*, 2006, tome 47, n°185, pp.17-20

LAVEDAN, Pierre. *Géographie des villes. Géographie humaine*. Paris : Gallimard, 1936, 344p.

LECA, Jean. Le repérage du politique. *Projet*, n°71, 1973, pp. 11-24

LECA, Jean, DUCHESNE, Sophie et HAEGEL Florence. Le politique comme fondation. *Espaces Temps*, 2001, vol. 76-77, pp. 27-36.

LECLERCQ, Romain. Le tournant néolibéral de la résilience ? Pratiques et formes politiques de l'opérationnalisation de la résilience à Dakar. *ISTE OpenScience,* [en ligne], 2017, [consulté le 19 novembre 2018]. URL: https://www.openscience.fr/IMG/pdf/iste_uris17v2n4.pdf

LEFEBVRE, Henri. *Le droit à la ville*. Paris : Anthropos, 1968, 164p.

LEFEBVRE, Henri. *La révolution urbaine*. Paris : Gallimard, 1970, 255p.

LEMKE, Thomas. Foucault, Governmentality, and Critique. Communication à la conférence *Rethinking Marxism, University of Amherst (Massachusetts), September 21-24, 2000*.

LENOIR, Rémi. L'habitus scientifique : Pierre Bourdieu et l'intellectuel collectif. *Regards sociologiques,* 2005, n°30, pp.119-130

LESTEL, Laurence et CARRÉ, Catherine (éds.). *Les rivières urbaines et leur pollution*. Versailles : Quae, 2017, 290p.

LÉVY, Jacques. De territoires et de réseaux. *Quaderni*, 1997, n°31, pp. 135-139.

LÉVY, Jacques et LUSSAULT, Michel. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris : Belin, 2013 [2003], 1033p.

LYNCH, Kevin. *The Image of the City*. Cambridge : The MIT Press, 1998, 208p.

LOUISET, Odette. *L'oubli des villes de l'Inde : pour une géographie culturelle de la ville*. Paris : Colin, 2011, 293p.

LOWENTHAL, David. Geography, experience and imagination: towards a geographical epistemology. *Annals of the Association of American Geographers*, 1961, vol.51, pp.241-260

LUKE, Timothy W. On Environmentality: Geo-Power and Eco-Knowledge in the Discourses of Contemporary Environmentalism. *Cultural Critique*, 1995, n°31, pp.57-81

LUSSAULT, Michel. *De la lutte des classes à la lutte des places*. Paris : Grasset, 2009, 220p.

MALINOWSKI, Bronisław. *Une théorie scientifique de la culture et autres essais*. Traduction française. Paris : François Maspero, 1968 [1944], 182p.

MANCEBO, François. *Le développement durable*. Paris : Armand Colin, 2006, 269p.

MARIUS-GNANOU, Kamala. Nouvelles activités économiques et dynamique métropolitaine : le cas de la périphérie Sud de Chennai. *Annales de géographie*, vol.1, n°671-672, 2010, pp. 28-51

MATHIEU, Lilian. *Les années 70, un âge d'or des luttes*. Paris : Textuel, 2010, 140p.

MATONTI, Frédérique. Lectures critiques. *Revue française de science politique*, [en ligne], 2004, vol. 54, n°4, [consulté le 24 février 2018]. URL : https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2004-4-page-715.htm

MAUSS, Marcel, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*. Paris : Presses Universitaires de France, 2007 [1925], 248p.

MAUSS, Marcel. *Sociologie et Anthropologie*, Paris : Presses Universitaires de France, 2013 [1950], 540p.

MAWDSLEY, Emma. India's Middle Classes and the Environment. *Development and Change*, 2004, vol. 35, n°1, pp.79-103

MAWDSLEY, Emma. Hindu nationalism, neo-traditionalism and environmental discourses in India. *Geoforum*, 37, 2006, pp. 380-390.

MAXIMY, René de. Les villages urbains : concept ou abus de langage ?. In : DUPONT, Véronique et HEUZÉ, Djallal G. (éds.), *La ville en Asie du Sud : analyse et mise en perspective*. Paris : EHESS, 2007, pp.201-210

MELÉ, Patrice. Introduction : conflits, territoires et action publique. In : MELÉ Patrice, LARRUE Corinne, ROSEMBERG Muriel, *Conflits et territoires*. Tours : Presses universitaires François Rabelais, 2003, 224p.

MELÉ, Patrice. Quels territoires pour l'action ? Mobilisations locales et régimes de territorialité. *Colloque Espaces de vie, espaces-enjeux : Entre investissements ordinaires et mobilisations politiques, Université de Rennes 2, 5-7 novembre 2008*. CRAPE, UMR ESO, 2008a

MELÉ, Patrice. Territoires d'action et qualifications de l'espace. In : MELÉ, Patrice et LARRUE, Corinne (éds.), *Territoires d'action*. Paris : L'Harmattan, 2008b, pp.15-45

MELÉ, Patrice. Identifier un régime de territorialité réflexive. In : VANIER, Martin (éd.), *Territoires, territorialité, territorialisation, controverses et perspectives*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2009, pp.45-55

MELÉ, Patrice. Conflit d'usage. In : *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation* [en ligne]. Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013. URL : http://www.dicopart.fr/es/dico/conflit-dusage

MOHIA, Nadia. *L'expérience de terrain. ¨Pour une approche relationnelle dans les sciences sociales*. Paris: La Découverte, 2008, 301p.

MORANGE, Marianne et SPIRE, Amandine. *Mise en ordre, mise aux normes et droit à la ville : perspectives croisées depuis les villes du Sud. Métropoles,* [en ligne], 2017, [consulté le 18 janvier 2019]. URL : http://journals.openedition.org/metropoles/5574

MORANGE Marianne, CALBÉRAC, Yann. Géographies critiques… « à la française ? ». *Carnets de géographes* [en ligne], 2012, n°4, [consulté le 18 août 2017]. URL : http://cdg.revues.org/976

MORANGE, Marianne, FOL, Sylvie. Ville, néolibéralisation et justice. *Justice spatiale | spatial justice,* [en ligne], 2014, n°6, [consulté le 3 mars 2019]. URL : http://www.jssj.org/article/neoliberalisation-ville-et-justice-spatiale

MOREL-BROCHET, Annabelle et ORTAR, Nathalie (éds.). *La fabrique des modes d'habiter : homme, lieux et milieux de vie*. Paris : L'Harmattan, 2012, 313p.

MORIN, Edgar. *La tête bien faite : repenser la réforme, réformer la pensée*. Paris : Seuil, 1999, 153p.

MORIN, Edgar. *Mes démons*. Paris : Stock, 2008, 331p.

MOSSE, David. The Symbolic Making of a Common Property Resource : History, Ecology and Locality in a Tank-irrigated Landscape in South India. *Development and Change*, 1997, vol.28, pp.467-504

MOSSE, David. *The Rule of Water: Statecraft, Ecology and Collective Action in South India*. New Delhi: Oxford University Press, 2003, 352p.

MOSSE, David. Caste and development : Contemporary perspectives on a structure of discrimination and advantage. *World Development*, 2018, vol.110, pp.422-436

MUKUNDAN, T. M. *The ery systems of South India.* Akash Ganga Trust*,* 2005, 32p.

MÜLLER, Hans-Peter. Société, morale et individualisme. La théorie morale d'Emile Durkheim. *Trivium*, [en ligne], 2013, [consulté le 26 janvier 2019]. URL : http://journals.openedition.org/trivium/4490

MÜLLER, Judith et DAME, Juliane. Small Town, Great Expectations : Urbanization and Beautification in Leh. *South Asia Multidisciplinary Academic Journal,* [en ligne], 2016, [consulté le 18 janvier 2019], URL : http://journals.openedition.org/samaj/4208

MUMFORD, Lewis. *The City in History: Its Origins, Its Transformations, and Its Prospects*. New York : Harcourt, Brace & World, 1961, 657p.

MURPHY, Alexander B. Entente territorial: Sack and Raffestin on territoriality. *Environment and Planning D: Society and Space*, 2012, vol.30, pp.159-172

MUSSET, Alain, VIDAL, Dominique, CORREA, Verónica. Faire avec l'espace, faire avec le temps. Peut-on habiter les territoires de l'attente ?. In : VIDAL, Laurent et MUSSET, Alain (éds.), *Les territoires de l'attente: Migrations et mobilités dans les Amériques (XIXe-XXIe siècle)*. Rennes: Presses universitaires de Rennes, 2015, pp.115-135

MUTHIAH, S. *Madras rediscovered: a historical guide to looking around : supplemented with tales of « Once upon a city »*, Delhi : EastWest, 2014 [1981], 516p.

NACHI, Mohamed. *Introduction à la sociologie pragmatique*. Paris : Armand Colin, 2006, 223p.

NAIR, Janaki. *The Promise of the Metropolis: Bangalore's Twentieth Century*. Oxford : Oxford University Press, 2005, 466p.

NAMBIAR Prithi. Framing sustainability: A case study analysis of the environment and sustainability discourse in the Indian English language press. *Global Media and Communication*, 2014, vol.10, n°1, pp.93-110.

NAUDIER, Delphine et SIMONET, Maud (éds.). *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. Paris : La Découverte, 2011, 256p.

NEILD, Susan M. Colonial Urbanism: The Development of Madras City. In the Eighteenth and Nineteenth Centuries. *Modern Asian Studies*, 1979, vol.13, n°2, pp.217-246

NICOLAS-ARTERO, Chloé. Une géographe engagée face aux rapports de pouvoir autour de l'eau : retour réflexif sur les situations d'enquête au Chili. *Carnets de géographes*, [en ligne], 2018, [consulté le 16 janvier 2019], URL : http://journals.openedition.org/cdg/1485

NIETZSCHE, Friedrich. *La Naissance de la philosophie à l'époque de la tragédie grecque*, traduit de l'allemand par Geneviève Bianquis. Paris : Gallimard, 1951 [1938], 177p.

NIRMALA, Thirumalaiah et ARAM, Arul I. How Online Indian Newspapers Frame Environmental Stories. *Journal of Global Communication*, 2016, n°9, pp. 5-13.

NORA, Pierre. Le retour de l'événement. In : LE GOFF Jacques, NORA, Pierre (éds.), *Faire de l'histoire, vol. I : Nouveaux problèmes*. Paris : Gallimard, 1974, pp. 210- 229

OFFERLÉ, Michel. *Sociologie des groupes d'intérêt*. Paris : Montchrestien, 1998, 160p.

OFFERLÉ, Michel. Groupes d'intérêt(s). In : FILLIEULE, Olivier (éd.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Paris : Presses de Sciences Po, 2009, pp. 279-286.

OGIEN, Albert. *Sociologie de la déviance*. Paris : Presses universitaires de France, 2012, 320p.

OLIVEAU, Sébastien. Etalement urbain et fragmentation. Chennai, un exemple en Inde du Sud. In : ZANINETTI, J.M., MARET, I., *Etalement urbain et ville fragmentée dans le monde, des théories aux faits* [en ligne]. Orléans : Presse Universitaire d'Orléans, 2007, [consulté le 03 mars 2018]. URL : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00186654

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre. *La rigueur du qualitatif : les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*. Louvain-La-Neuve : Academia-Bruylant, 2008, 365p.

OLIVER-SMITH, Anthony. What is a Disaster? Anthropological Perspectives on a Persistent Question. In: OLIVER-SMITH Anthony, HOFFMAN Susanna (éds.), *The Angry Earth. Disaster in Anthropological Perspective*. Londres: Routledge, 1999, pp.18-34

OSTROM, Elinor. *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press, 1990, 298p.

PAILLÉ, Pierre. *La méthodologie qualitative : postures de recherche et travail de terrain*. Paris : Armand Colin, 2010, 240p.

PAINTER, Joe. Territory and network, a false dichotomy ?. In : VANIER, Martin (éd.), *Territoires, territorialité, territorialisation, Controverses et perspectives*. Grenoble : UMR Pacte, 2008, pp. 30-36.

PAPINOT, Christian. La machine à café, l'atelier et la chaîne. Quelques réflexions sur l'usage de la photographie comme support d'entretien. *Images du travail Travail des images* [en ligne], 2016, n°3, [consulté le 12 septembre 2017]. URL: http://09.edel.univ-poitiers.fr/imagesdutravail/index.php?id=1215

PAQUOT, Thierry. Introduction. « Habitat », « habitation », « habiter », précisions sur trois termes parents. In : PAQUOT, Thierry, LUSSAULT Michel et YOUNÈS Chris (éds.), *Habiter, le propre de l'humain*. Paris : La Découverte, 2007, pp. 7-16.

PASUPATHAM, C. *Madras City—A Study of Evolution*. Thèse de Master (non publiée). School of planning and Architecture, Madras University, 1967

PATEL, Sheela, D'CRUZ, Celine et BURRA, Sundar. Beyond evictions in a global city: people-managed resettlement in Mumbai. *Environment&Urbanization*, 2002, vol.14, n°1 pp.159-172

PAUGAM, Serge, COUSIN, Bruno, GIORGETTI, Camila et NAUDET, Jules. *Ce que les riches pensent des pauvres*. Paris: Éditions du Seuil, 2017, 340p.

PECK, Jamie. Neoliberalizing states: thin policies/hard outcomes. *Progress in Human Geography*, 2001, vol.25, n°3, pp.445-455

PECK, Jamie. Countering Neoliberalism. *Urban Geography*, 2006, vol.27, n°8, pp.729–733.

PECK, Jamie, THEODORE, Nik, BRENNER, Neil. Neoliberal Urbanism: Models, Moments, Mutations. *SAIS Review of International Affairs*, 2009, vol.29, n°1, pp.49-66

PELISSE, Jérôme. Judiciarisation ou juridicisation ? Usages et réappropriations du droit dans les conflits du travail. *Politix* [en ligne], 2009, vol.22, n°86, [consulté le 12 février 2019]. URL : http://spire.sciencespo.fr/hdl:/2441/5pht7snvom99obo2fvcl8t2g84/resources/2009-pelisse-judiciarisation-ou-juridicisation.pdf

PERRIN, Jean Aristide. *Gouverner les cours d'eau par un concept : Etude critique de la continuité écologique des cours d'eau et de ses traductions*. Thèse de doctorat en géographie, Université de Limoges, 2018, 364p. URL : https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01778952/document

PESSINA, Gloria. Trying to be 'Sustainable' and 'Global': Ahmedabad and the Sabarmati River Front Development Project. *AESOP 26th Annual Congress*. Ankara: Association of European Schools of Planning, 2012.

PÉTONNET Colette. Le cercle de l'immondice. Post-face anthropologique. *Les Annales de la Recherche Urbaine*, 1992, pp.109-111

PÉTONNET, Colette. *On est tous dans le brouillard*. Paris : CTHS, 2002, 530p.

PITSEYS, John. Le concept de gouvernance. *Revue interdisciplinaire d'études juridiques*, 2010, vol.65, n°2, pp. 207-228.

POLLAK, Michael. La gestion de l'indicible. *Actes de la recherche en sciences sociales,* 1986, vol. 62-63, pp. 30-53.

PRAKASH, Gyan. The urban turn. In : VASUDEVAN, Ravi, BACCHI, Jeebesh, NARULA, Monica, SENGUPTA, Shuddhabrata, LOVINK, Geert (éds.), *Sarai Reader 02: The Cities of Everyday Life*. Delhi: Centre for the Study of Developing Societies, 2002, pp.2-7

PROST, Brigitte. Marge et dynamique territorial. *Géocarrefour*, 2004, vol. 79, n°2, pp.175-182

QUARANTELLI, Enrico. L. Images of withdrawal behavior in disasters: some basic misconceptions. *Social Problems*, 1960, n°9, pp.68-79

QUARANTELLI, Enrico. L, DYNES Russell R. Response to social crisis and disaster. *Annual Reviews Sociology*, 1977, n°3, pp.23-49

RACINE, Jean Bernard, RAFFESTIN, Claude. L'espace et la société dans la géographie sociale francophone. Pour une approche critique du quotidien. In : PAELINCK, Jean H.P. et SALLEZ, Alain, *Espace et localisation*. Paris : Economica, 1983, pp.304-330

RADEMACHER, Anne. *Reigning the river: urban ecologies and political transformation in Kathmandu*. Durham: Duke University Press, 2011, 264p.

RAFFESTIN, Claude. *Pour une géographie du pouvoir.* Paris : Librairies techniques, 1980, 249p.

RAFFESTIN, Claude. Écogénèse territoriale et territorialité. In : AURIAC, Franck et BRUNET, Roger (éds.), *L'espace. Jeux et enjeux*. Paris : Fayard, 1986a, pp.175-185

RAFFESTIN, Claude. Territorialité : concept ou paradigme de la géographie sociale ?. *Geographica helvetica,* 1986b, n°2, pp.91-96

RAFFESTIN, Claude. Repères pour une théorie de la territorialité humaine. *Flux, Cahiers scientifiques internationaux Réseaux et Territoires*, 1987, n°7, pp.2-22

RAMAN, Nithya. The Board and the Bank: Changing Policies towards Slums in Chennai. *Economic & Political Weekly* [en ligne], 2011. vol. 46, n° 31, [consulté le 28 janvier 2018]. URL : http://www.indiaenvironmentportal.org.in/files/file/slums%20in%20Chennai.pdf

RAMANATHAN, Usha. Illegality and Exclusion: Law in the lives of slum dwellers. *International Environmental Law Research Center*, Geneva, 2004 (non publié)

RANGANATHAN, Malini. Financialized and insurgent: The dialectics of participation in Bangalore's neoliberal water reforms. In : COELHO, Karen, KAMATH, Lalitha, VIJAYABASKAR M. (éds.), *Participolis: Consent and Contention in Neoliberal Urban Governance*. New Delhi: Routledge, 2013, pp.65-88

REMY, Catherine. Accepter de se perdre. Les leçons ethnographiques de Jeanne Favret-Saada. *SociologieS* [en ligne] 2014, [consulté le 12 mai 2018]. URL : https://journals.openedition.org/sociologies/4776

RENAHY, Nicolas et SORIGNET, Pierre Emmanuel. L'ethnographe et ses appartenances. In : PAILLÉ, Pierre (éd.), *La méthodologie qualitative. Postures de recherche et travail de terrain*. Paris : Armand Colin, 2006, pp. 9- 32

RENARD, Jean-Bruno. De l'intérêt des anecdotes. *Sociétés*, 2011, vol. 114, n°4, pp. 33-40

REVET, Sandrine. *Anthropologie d'une catastrophe. Les coulées de boue de 1999 au Venezuela*. Paris : Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2007, 366p.

REVET, Sandrine. Le sens du désastre, Les multiples interprétations d'une catastrophe "naturelle" au Venezuela. *Terrain* [en ligne], 2010, [consulté le 23 novembre 2013]. URL : http://terrain.revues.org/13936

REVET, Sandrine. Penser et affronter les désastres : un panorama des recherches en sciences sociales et des politiques internationales. *Critique internationale*, 2011a, vol. 52, n°3, pp.157-173

REVET, Sandrine. La rupture de l'événement. Une anthropologie des catastrophes. *Bulletin Amades* [en ligne], 2011b, n°84, [consulté le 12 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/amades/1307

REVET, Sandrine et LANGUMIER, Julien (éds.). *Le gouvernement des catastrophes*. Paris : Éditions Karthala, 2013, 286p.

RICHARD, Frédéric. La gentrification des « espaces naturels » en Angleterre : après le front écologique, l'occupation ?. *L'Espace Politique* [en ligne], 2009, n°9, [consulté le 14 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/1478

RICHARD-FERROUDJI, Audrey. Ambivalence des eaux souterraines dans le journal The Hindu : promouvoir leur préservation tout en accueillant des justifications de leur exploitation. *Développement durable et territoires,* [en ligne], 2017, vol. 8, n°1, [Consulté le 29 décembre 2017]. URL : http://journals.openedition.org/developpementdurable/11526

RODE, Sylvain. Reconquérir les cours d'eau pour aménager la ville. *Cybergeo : European Journal of Geography,* [en ligne], 2017, [consulté le 14 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/cybergeo/27933

ROE, Emery. *Narrative Policy Analysis: Theory and Practice.* Durham (NC), Duke University Press, 1994, 240p.

ROMAIN, Fanny. Le fleuve, porteur d'images urbaines : formes et enjeux. *Géocarrefour*, 2010, vol. 85, n°3, pp.253-260

ROMAIN, Fanny. L'imaginaire fluvial contemporain : un antidote urbain ? Le cas du Lez vert à Montpellier et de la Têt à Perpignan. *Projet de Paysage : revue scientifique sur la conception et l'aménagement de l'espace*, 2014, pp.1- 10.

ROSE, Nikolas. *Powers of freedom: Reframing Political Thought*. Cambridge: Cambridge University Press, 1999, 334p.

ROXANE DE FLORE, Émilie. *À la (con)quête des sols : micro-logiques et stratégies foncières dans la production des corridors industriels de Chennai, Inde*. Thèse de doctorat en architecture, aménagement de l'espace. Université Paris-Est, 2015, 451p.

ROY, Ananya. *City Requiem, Calcutta. Gender and the Politics of Poverty*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2002, 288p.

ROY, Ananya. Urban Informality: Toward an Epistemology of Planning. *Journal of the American Planning Association*, 2005, vol.71, n°2, pp.147-158.

ROY, Ananya. Why India cannot plan its cities: informality, insurgence and the idiom of urbanization. *Planning Theory*, 2009, vol.8, n°1, pp.76-87

ROY, Ananya. Slum-free Cities of the Asian Century: Postcolonial Government and the Project of Inclusive Growth. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 2014, n°35, pp.136–150

RUTHERFORD, Stephanie. Green governmentality: insights and opportunities in the study of nature's rule. *Progress in Human Geography*, 2007, vol.31, n°3, pp.291-307

SACK, Robert David. *Human territoriality: Its Theory and History*. Cambridge : Cambridge University Press, 1986, 256p.

SAGLIO-YATZIMIRSKY, Marie-Caroline. Village dans la ville ou village imaginaire ? Communautés migrantes de Mumbai. In : DUPONT, Véronique et HEUZÉ, Djallal G. (éds.), *La ville en Asie du Sud : analyse et mise en perspective*. Paris: EHESS, 2007, pp.175-199

SAGLIO-YATZIMIRSKY, Marie-Caroline et LANDY, Frederic (éds.). *Megacity slums, social exclusion, space and Urban Policies in Brazil and India, vol.1*. Londres : Imperial College press, 2013, 445p.

SAHARAN, Tara, PFEFFER, Karin et BAUD, Isa. Shifting approaches to slums in Chennai: Political coalitions, policy discourses and practices. *Singapore Journal of Tropical Geography*, 2018, vol.39, n°3, pp.454- 471

SALÈS, Lola. La gouvernance des espaces publics à l'épreuve de l'informalité. Conflits, corruption et pratiques du droit dans l'occupation des rues par les vendeurs informels à Mumbai. *L'Espace Politique*, [en ligne], 2016, n°29, [consulté le 19 février 2019]. URL : http://journals.openedition.org/espacepolitique/3827

SANKARAN UNNI, K.. *Ecology of Indian rivers: a review*. Dehradun, Uttaranchal, India : International Book Distributors, 2003, 312p.

SARAVANAN, S.P., AMBUJAM, N.K., GROSBOIS, Cécile, SARAVANAN, R., MANIKANDABHARATH, K., SHUMSKIKH, N., RUKKUMANY, R. H., DESMET, Marc. Spatial distribution of trace element into a fluvial urban system in Chennai, India. *International Journal of Ecology and Development*, 2019, vol. 34, n°2

SAYER, Andrew. *Realism and Social Science*. London: Sage Editions, 2000, 224p.

SCHERRER, Franck. La rive urbaine en Chine. Figures de la relation au fleuve dans l'urbanisme et l'aménagement des villes du bas Yangzi. *Géocarrefour*, [en ligne], 2004, vol. 79, n°1, [consulté le 2 décembre 2015]. URL : http://geocarrefour.revues.org/520

SCHERRER, Franck. Le contrepoint des études urbaines et de l'urbanisme : ou comment se détacher de l'évidence de leur utilité sociale. *Tracés* [en ligne], 2010, [consulté le 10 mars 2019]. URL : http://journals.openedition.org/traces/4805

SCHULLER, Mark. Deconstructing the disaster after the disaster. In: GUNEWARDENA, Nandini, SCHULLER, Mark (éds.), *Capitalizing on catastrophe: Neoliberal strategies in distaster reconstruction*. Lanham, Md : AltaMira Press, 2008, pp.17-28.

SCHÜTZ, Alfred. *L'étranger : un essai de psychologie sociale*. Paris : Allia, 2014 [1944, trad. Française 2003], 77p.

SCHWARTZ, Olivier. L'empirisme irréductible. In : ANDERSON, Nels et SCHWARTZ, Olivier (éds.), *Le Hobo, sociologie du sans-abri*. Paris: Nathan, 1993, pp. 265-308

SCOTT, James C. *Seeing like a state: how certain schemes to improve the human condition have failed*. New Haven : Yale University Press, 1998, 445p.

SEGALEN, Victor. *Essai sur l'Exotisme. Une Esthétique du Divers.* Montpellier : Fata Morgana, 1978, 91p.

SEGAUD, Marion. *Anthropologie de l'espace : habiter, fonder, distribuer, transformer*. Paris : Colin, 2010, 248p.

SEN, Sarbani et ALBERT G., Nicole. L'intérêt public en Inde : Contestation et confrontation devant la Cour suprême. *Diogène,* [en ligne], 2012, vol.239-240, n°3, [consulté le 15 janvier 2019]. URL: https://www.cairn.info/revue-diogene-2012-3-page-37.htm

SENGUPTA, Mitu. Modi Planning: What the NITI Aayog Suggests about the Aspirations and Practices of the Modi Government. *South Asia: Journal of South Asian Studies*, vol. 38, n°4, 2015, pp. 791-806.

SHARAN, Awadhendra. A river and the riverfront: Delhi's Yamuna as an in-between space. *City, Culture and Society*, 2016, vol.7, n°4, pp. 267-273.

SIBEUD, Emmanuelle. Post-Colonial et Colonial Studies: enjeux et débats. *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2004, vol.5, n°51-4bis, pp. 87-95.

SIROST, Olivier. Fleuves, estuaires et cours : essai de généalogie scientifique d'un objet à la marge des sciences humaines et sociales. *VertigO*, [en ligne], 2011, [consulté le 09 janvier 2019]. URL : http://journals.openedition.org/vertigo/12065

SMITH, Neil. Gentrification and uneven development. *Economic Geography*, 1982, vol. 58, n°2, pp.139-155

SMITH, Neil. *The new urban frontier: Gentrification and the revanchist city*. Londres: Routledge, 1996, 288p.

SMITH, Neil et HARVEY, David. *Uneven Development: Nature, Capital, and the Production of Space*. University of Georgia Press, 2008, 344p.

SOJA, Edward. W. *The political organization of space*. Washington: Association of American Geographers, 1971, 54p.

SORIGNET, Pierre-Emmanuel. Sociologue et danseur, quand la vocation se fait double. In : NAUDIER, Delphine et SIMONET, Maud (éds.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. Paris : La Découverte, 2011, pp. 222-240

SOULÉ, Bastien. Observation participante ou participation observante ? Usages et justifications de la notion de participation observante en sciences sociales. *Recherches qualitatives*, 2007, vol. 27, n°1, pp.127-140

STOCK, Mathis. Pratiques des lieux, modes d'habiter, régimes d'habiter : pour une analyse trialogique des dimensions spatiales des sociétés humaines. *Travaux de l'Institut de Géographie de Reims,* [en ligne], 2003, vol. 29-30, n°115-118, [consulté le 11 juillet 2018]. URL : https://www.persee.fr/doc/tigr_0048-7163_2003_num_29_115_1473

STOCK, Mathis. Faire avec l'espace : pour une approche de l'habiter par les pratiques. In : FRELAT-KHAN, Brigitte, LAZZAROTTI, Olivier (éds.), *Habiter. Vers un nouveau concept ?*. Paris : Armand Colin, 2012, 334p.

STOCK, Mathis. Habiter comme « faire avec l'espace ». Réflexions à partir des théories de la pratique ». *Annales de géographie*, 2015, vol. 704, n°4, pp.424-441

STASZAK, Jean-François (éd.). *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*. Paris : Belin, 2001, 313p.

SUNDAR, Aparna. From regulation to management and back again: Exploring governance shifts in India's coastal zone. *Conservation and Society*, vol. 12, n°4, 2014, pp.364-375

SWYNGEDOUW, Erik et HEYNEN, Nik. Urban Political Ecology, Justice and the Politics of Scale. In : BRIDGE, Gary et WATSON, Sophie, *The Blackwell City Reader*. MA : Wiley-Blackwell, 2010, pp.79–85

SWYNGEDOUW, Erik. *Social power and the urbanization of water: flows of power*. Oxford : Oxford University Press, 2004, 209p.

SWYNGEDOUW, Erik. The Political Economy and Political Ecology of the Hydro-Social Cycle. *Journal of Contemporary Water Research & Education*, 2009, n°142, pp.56–60

THÉVENOT, Laurent. *L'action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*. Paris : La Découverte, 2006, 312p.

TIZON, Philippe. Qu'est-ce que le territoire ?. In : DI MÉO, Guy (éd.), *Les territoires du quotidien*. Paris : L'Harmattan, 1996, pp.17-34

TRÉPOS, Jean-Yves. Des images pour faire surgir des mots : puissance sociologique de la photographie. *L'Année sociologique*, 2015, vol. 65, pp.191-224

TROPP, Håkan. *Patronage, Politics and Pollution- Precarious NGO-State Relationship : Urban Environmental Issues in South India*. Linköping : Linköping university Electronic Press, 1999, 247p.

VERDELLI, Laura. *Héritages fluviaux, des patrimoines en devenir. Processus d'identification, protection et valorisation des paysages culturels en France, Portugal et Italie : quelques exemples significatifs*. Thèse de doctorat en aménagement du territoire, Université de Tours et Universidade de Coimbra, 2008, 680p.

VERMA, Gita Dewan. *Slumming India: A chronicle of slums and their saviours*. New Delhi : Penguin Books India, 2002, 192p.

VIDAL, Bertrand. *Les représentations collectives de l'évenement-catastrophe. Etude sociologique sur les peurs contemporaines*. Thèse de doctorat en sociologie, Université Paul-Valery Montpellier III, 2012, 564p.

VIGUIER, Anne. Madurai et la Vaigai à l'époque coloniale : reconfiguration urbaine et usages citadins du fleuve (Tamil Nadu). In: JOSHI, Harit et VIGUIER, Anne (éds.), *Ville et fleuve en Asie du Sud : regards croisés*. Paris : Inalco, 2014, pp.107-132

VIJAYALAKSHMI, M.J. *History of water supply in Madras City 1872-1919*. Mémoire de Master en Histoire, Ethiraj College, 1989

VOUTAT, Bernard. La science politique ou le contournement de l'objet. *Espaces Temps*, 2001, vol. 76-77, pp.6-15

WACQUANT, Loïc. *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris : La Découverte, 2006, 332p.

WACQUANT, Loïc. La chair et le texte: l'ethnographie comme instrument de rupture et de construction. In : NAUDIER, Delphine et SIMONET, Maud (éds.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*. Paris : La Découverte, 2011, p201-221.

WEBER, Max. Essai sur le sens de la "neutralité axiologique" dans les sciences sociologiques et économiques. In : WEBER, Max, *Essais sur la théorie de la science*, traduit de l'allemand par Julien Freund. Paris : Plon, 1965 [1917], pp. 475-526

WEBER, Max. *Le savant et le politique*, traduit de l'allemand par Catherine Colliot-Thélène. Paris : La Découverte, 2003, [1919], 224p.

WEBER, Max. *La ville*, traduit de l'allemand et introduit par Aurélien Berlan. Paris : La Découverte, 2014 [1921], 269p.

WENDLING, Thierry. Us et abus de la notion de fait social total. *Turbulences critiques. Revue du MAUSS*, vol. 36, n°2, 2010, pp. 87-99

WOLCOTT, Harry. Criteria for an Ethnographic Approach to Research in Schools. *Human Organization*, 1975, vol. 34, n°2, pp.111-127

WOLFF, Kurt Heinrich. *Surrender and Catch: Experience and Inquiry Today*. Dordrecht : D. Reidl, 1976, 410p.

ZÉRAH, Marie-Hélène. *L'accès à l'eau dans les villes indiennes*. Paris: Anthropos, 1999, 192p.

ZÉRAH, Marie-Hélène. Middle class neighbourhood associations as political players in Mumbai. *Economic and Political Weekly*, 2007, vol. 42, n°47, pp.61-68

ZÉRAH, Marie Hélène, DUPONT, Véronique, LAMA REWAL Stéphanie et FAETANINI, Marina (éd.). *Urban policies and the right to the city in India : rights, responsibilities and citizenship*. New Delhi: Centre des Sciences Humaines, UNESCO Office, Centre de Sciences Humaines, 2011, 180p.

ZOLESIO, Emmanuelle. Anonymiser les enquêtés.*¿ Interrogations ?* [en ligne], 2011, n°12, [consulté le 31 décembre 2017]. URL : http://www.revue-interrogations.org/Anonymiser-les-enquetes

Rapports

Rapports officiels

Adyar Poonga Ecological Restoration Plan - Volume 2: Master Plan, 2008

Census of India, 2001. Government of India. URL: http://censusindia.gov.in

Census of India, 2011. Government of India. URL: http://censusindia.gov.in

CMDA, 2008 - Second Master Plan for Chennai Metropolitan Area 2026. Vision, Strategies and Action Plans.Chennai Metropolitan Development Authority, Vol. 3.

LKS, 2015 - Integrated Adyar river eco-restoration project. Master Plan for phase III Final report: Adyar River restoration from origin to mouth - LKS consultant, CRRT, TNUIFSL, October 2015

LKS, 2014 - Integrated Cooum river eco-restoration project. Social assessment report, final report - LKS consultant, CRRT, TNUIFSL, September 2014

RUSSELL, 1898 - History of the Buckingham canal project: with a descriptive account onf the canal and its principal works, and a guide to its future maintenance – compiled for the Government of Madras by A.S RUSSELL, Executive engineer, Madras: Printed by the Superintendent, Govt. Press.

Rapports ONG

Arappor Iyakkam, 2017 - *Why Chennai Stinks? Citizens' effort to understand and solve the Sewage problem* », Arappor Iyakkam, mai 2017, 72p. URL : https://arappor.org/public/Document/activites/waterbodies/Arappor-Citizens-Report-Sewage.pdf

Arappor Iyakkam, 2016 - *Audit of Chennai Waterways – A Citizen's Report : Is Chennai ready to face the upcoming monsoon?,* Arappor Iyakkam, août 2016, 40p. URL : https://arappor.org/public/Document/activites/waterbodies/audit-of-chennai-waterways-a-citizens-report.pdf

CSE, 2007 - *Sewage canal: how to clean the Yamuna*. Bharat Lal Seth & Suresh Babu S.V, Centre for Sciences and Environment (CSE), Delhi, 2007, 180p.

HLRN, 2014 - *Forced to the Fringes: Disasters of 'Resettlement' in India*. Report Two: Kannagi Nagar, Chennai. Housing and Land Rights Network, New Delhi: 2014. URL: http://www.hic-sarp.org/documents/Forced_to_the_Fringes_Complete.pdf

IRCDUC, 2017 - *From Deluge to Displacement: The Impact of Post-flood Evictions and Resettlement in Chennai*, Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities, and Housing and Land Rights Network, New Delhi, 2017, 96p. URL : http://hlrn.org.in/documents/Deluge_to_Displacement_Chennai.pdf

PUCL, 2010 - *Fact Finding Team on Forced Eviction and Rehabilitation of Slums Dwellers in Chennai*. Fact Finding Report – Tamil Nadu and Puducherry, rapport du People's Union for Civil Liberties (PUCL), 2010

SCBC, 2011 - *Robbing the Poor: Slum Housing and the Elite Environmentalism of Adyar Poonga*. K. Saravanan, Nityanand Jayaraman. Save Chennai Beaches Campaign. January 2011

SZYNKOWSKA, Magdalena. 2015 Flood in Tamil Nadu, India: Disaster-induced displacement. In: GEMENNE, François, ZICKGRAF, Caroline, IONESCO, Dina (ed.). *The State of Environmental Migration 2016: A review of 2015*, Presse Universitaires de Liège, [en ligne], 2015, pp. 152-172. URL :

http://labos.ulg.ac.be/hugo/wp-content/uploads/sites/38/2017/11/The-State-of-Environmental-Migration-2016-152-172.pdf

Rapports de travaux ARCUS

COLLÉ, Valentin. *Relation ville-fleuve : Adaptation au risque inondation. Cas d'étude de la ville de Chennai*. Projet de fin d'études, Polytech Tours, 2016, 75p.

CORNOU, Alice. *The environmental awareness and riverfront development projects. A case study of the Adyar river in Chennai, India*. Projet de fin d'études, Polytech Tours, 2015, 91p.

GILLIOT, Simon. *Les projets institutionnels face aux usages et à aux pratiques des berges de l'Adyar. Étude de cas de la rivière Adyar, Chennai, Tamil Nadu, Inde*. Projet de fin d'études, Polytech Tours, 2016, 96p.

GILLIOT, Simon. *Sociologie Visuelle : Illustration de visions des fleuves par les habitants de Chennai (Inde)*. Rapport de stage de fin d'études. Anna University, 2016, 77p.

HOCHART, Karine. *Perspective on slums and resettlement policies in India. The case of Kannagi Nagar Resettlement Colony, Chennai*. Projet de fin d'études, Polytech Tours, 2014, 100p.

SECHEPEE Yann. *Cartographie des initiatives de la société civile à Chennai*. Rapport de stage de fin d'études. Anna University, 2015, 11p.

Acronymes et abréviations

CAG	Citizen Action Group (ONG locale)
CAG	Comptroller and Auditor General of India (Contrôleur général des comptes)
CAI	Clean Adyar Initiative
CCM	Cooum : a cultural mapping (groupe d'intérêt à visée patrimoniale)
CCRCP	Chennai City River Conservation Project
CMA	Chennai Metropolitan Area (Aire métropolitaine de Chennai)
CMDA	Chennai Metropolitan Development Authority
CMWSSB	Chennai Metropolitan Water Supply and Sewerage Board
CNRTL	Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales
CPCB	Central Pollution Control Board (Département de contrôle de la pollution)
CRRT	Chennai River Restoration Trust (Agence étatique pour la restauration des rivières de Chennai)
CRZ	Coastal Regulation Zone (Zone de régulation côtière)
CSE	Center for Science and Environment (Centre des Sciences et de l'Environnement)
EFI	Environmentalism Foundation of India (ONG nationale)
ETRP	Emergency Tsunami Reconstruction Project (Projet de reconstruction d'urgence après le tsunami)
EWS	Economically Weaker Sections (Sections économiquement plus faibles)
HLRN	Housing and Land Rights Network (Réseau du logement et des droits fonciers ONG)
IRCDUC	Information and Resource Centre for the Deprived Urban Communities
IT	Information Technology (Technologie de l'information)
JNNURM	Jawaharlal Nehru National Urban Renewal Mission
MoEF ou MoEFCC	Ministère de l'Environnement, des Forêts et du Changement climatique
MRTS	Mass Rapid Transit System
NRCP	National River Conservation Plan
ONG	Organisation Non-Gouvernementale
PIL	Public Interest Litigation (pétitions d'intérêt public: outil introduit dans le système judiciare indien en 1986)

PUCL	People's Union for Civil Liberties (Union du peuple pour les libertés civiles – organisme de défense des droits humains fondé en Inde en 1976)
PWD	Public Work Department (Travaux publics)
RAY	Rajiv Awas Yojana
R&R	Resettlement and Rehabilitation
SC/ST	Scheduled Castes / Scheduled Tribes (castes répertoriées / tribus répertoriées)
SEZ	Zones économiques spéciales (zones franches)
TICs	Technologies de l'information et de la communication
TNPCB	Tamil Nadu Pollution Control Board
TNSUDP	Tamil Nadu Sustainable Urban Development Project
TNSCB	Tamil Nadu Slum Clearance Board (Autorités étatiques pour l'éradication des bidonvilles)
TNUFSL	Tamil Nadu Urban Finance Service Limited
WAMP	Association écologiste « Citizen Waterways Monitoring Programme »

Glossaire

Ce glossaire répertorie quelques termes d'origine tamoule (tml), hindie (hin), sanskrite (skt) ou anglaise (eng), issus du terrain.

Aaru, Are (tml)	Fleuve
Adyar (*Adayar*) (tml)	Nom de la rivière à Chennai et nom du quartier
Anicut (tml)	Barrage, structure de diversion d'un cours d'eau
Basti (hindi)	Quartiers informels, équivalent de *slum*
Brahmane (skt)	Caste sacerdotale regroupant traditionnellement les prêtres, les sacrificateurs, les professeurs et les hommes de loi
Chettiar, Chetti (skt)	Caste des marchands, prêteurs et propriétaires des terres, originaire du centre du Tamil-Nadu (aussi appelée Nagarathar)
Cooum (*Kooum*, *Cuvam* ou *Kuvam* en tamoul)	Nom de la rivière qui traverse Chennai au nord et qui trouve son origine dans le village Kooum. Le mot Cooum renvoie aussi communément à un écoulement d'eau usée, synonyme de sakaadai.
Eri, ery (tml)	Réservoir d'eau semi-artificiel contenant l'eau par des digues en terre sur une pente inclinée
Kaalvai (tml)	Ruisseau canalisé
Koyil (tml)	Temple
Kulam (tml)	Réservoir d'eau du temple en Inde du Sud
Kulam/kuttai (tml)	Étang
Kuppam (tml)	Désigne traditionnellement les quartiers de pêcheurs, et aujourd'hui un quartier informel (*slum*)
Kutcha (hin)	Désigne quelque chose à l'état brut ou inachevé. Le logement *kutcha* renvoie aux huttes (structures temporaires) généralement faites de matériaux légers : en terre, en bambou, en paille ou feuilles de bananier, ou matériaux de récupération
Nala, naala (hin)	Drain ou ruisseau
Nadhi (skt)	Fleuve
Oodai (tml)	Ruisseau, équivalent de *stream* en anglais
Poromboke, poramboke (tml)	Zone humide, dans le langage courant signifie « sans usage » et est devenu une insulte lorsque le terme est adressé à un individu

Pucca (hin)	Désigne quelque chose de bon, de solide ou de premier ordre. Le logement *pucca* fait référence à une habitation conçue dans des matériaux solides et permanents : en pierre, en brique, en ciment, en béton ou en bois
Puja (skt)	Offrande à une divinité
Purusa (skt)	Homme, le soi-individuel ; par extension homme cosmique
Saakkadai (tml)	Fossé, caniveau
Tank (eng)	Reservoir d'eau ou lac, equivalent du terme *eri* en tamoul
Vaaikaal (tml)	Ruisseau, canal

Table des matières

Remerciements....5
Résumé....7
Résumé en anglais....9
Sommaire....11
INTRODUCTION....13
Le terrain....20
Question de recherche....24
Méthodes....24
Positionnements théoriques....25
Organisation de la thèse....33
Note de lecture....35
Chapitre liminaire - De la rencontre du terrain à la définition de l'objet....40
Définition de l'objet....41
Construction de l'objet de recherche....41
Le programme ARCUS : les rapports entre fleuve et formes urbaines à Chennai....41
Retracer les moments de la réflexion....42
L'objet de recherche....45
Problématique et hypothèses de recherche....45
Méthodologie....48
Une démarche ethnographique....48
L'induction analytique....48
L'expérience par corps....52
Au-delà du singulier : comment généraliser ?....53
Le terrain à l'épreuve des aléas de l'enquête....55
Une focale sur l'Adyar....56
L'inondation comme évènement....57
Les gens : profils des groupes enquêtés....58
Les outils de l'enquête socio-anthropologique....61
Le carnet de terrain : outil de l'induction analytique....61
Les entretiens et la photo-élicitation....64

Les sources écrites : identifier les discours dominants 66
Complémentarité des méthodes, triangulation des données 68
L'analyse des données 69
Le déchiffrement ethnographique 70
Revue de presse 70
Regard réflexif sur mon engagement dans l'enquête 71
Le rapport à l'institution : circuler dans un milieu hiérarchisé 72
Des motivations à l'entre-définition des rôles 73
Hiérarchies et stratégies de circulation 75
Des conceptions divergentes de la recherche 77
Regards sur l'objet : le cours d'eau, un construit culturel 79
Le fleuve et la désillusion du terrain 80
L'approche environnementale : une réalité qui dérange 82
Projections occidentales et décolonialité 84
La relation d'enquête : jeu de ressemblances et de différences 86
Introduction, présentation et rites d'intégrations 87
L'étiquette de « *fille blanche* » 89
Être affectée en toute mesure ? 91
PREMIERE PARTIE : DU FLEUVE INVENTÉ AU FLEUVE GOUVERNÉ 95
Chapitre 1 – L'Adyar : des territorialités concurrentes 99
De la territorialité 102
De Madras à Chennai au fil de l'eau 107
Le cours d'eau à Chennai : une réalité plurielle et mouvante 107
Saisonnalité de la ressource en eau en pays tamoul 107
Dynamique et variations du cours d'eau 114
Hybridation d'imaginaires du fleuve 116
Aux origines de Madras : réflexions sur la ville indienne 116
L'empreinte de l'imaginaire colonial britannique 120
Des espaces et des enjeux différenciés 126
L'Adyar : une marge urbaine prisée 131
Une définition par la négative 131

Un espace en marge : discontinuités et ruptures 131
Des représentations en creux 135
De la souillure et du danger 139
Des territorialités concurrentes 142
Un lieu de contrastes sociaux 143
Des pratiques peu compatibles 149
Chapitre 2 – Gouverner la rivière et ses usages. La fabrique du front écologique 155
Préambule : Structure administrative du système décisionnel à Chennai 158
Le gouvernement de la rivière et de ses usages 163
L'entrée de la gouvernementalité dans la *political ecology* 163
La gouvernementalité : anatomie des micro pouvoirs 163
Le front écologique, une approche spatialisée de l'environnementalité 166
Gouverner par l'informalité : dérégulation, ambiguïté, exception(s) 169
Du traitement de la rivière : clôture et invisibilisation 170
Du traitement des *slums* : la prévalence du déguerpissement 174
L'informalité politique comme mode de gouvernement 177
L'environnement, un instrument politique 184
La question écologique des rivières : mesures et plans d'actions 184
Des plans d'action d'envergure nationale 184
A Chennai : le nettoyage des rivières par le déguerpissement des *slums* 186
La cristallisation du débat écologique autour de l'Adyar Poonga 189
L'essor de groupes écologistes 190
L'Adyar Poonga : parangon d'un projet élitiste 192
« *Elegant Adyar, Eloquent Chennai* » ou l'exclusion par l'embellissement 197
Une norme esthétique de classe mondiale 198
L'espace planifié : prévalence d'une approche par l'esthétique 198
Un front d'eau urbain de classe mondiale 201
Une logique de l'exclusion 204
Des procédés d'embellissement 204
De l'incompatibilité des *slums* avec le front de fleuve 208
Chapitre 3 – L'invention du fleuve, dispositif de l'environnementalité 212

De l'invention d'un fleuve ... 216
Entre *sakkadai* et fleuve : le grand écart ... 216
Fossé, drain, marigot : question de terminologie ... 217
Le fleuve, une nature hors la ville ? ... 222
La rivière urbaine comme allégorie de la société ... 226
Reconnaissance du fleuve et action écologique ... 229
Une proximité affective avec l'Adyar ... 229
La question environnementale ... 236
Une colonisation écologique ... 238
Discours moral et environnementalité ... 238
Un ordre moral institué : du « bon » usage de la rivière ... 238
Les contours de l'environnementalité néolibérale ... 243
Portraits d'« éco-conquérants » ... 248
Parler et agir au nom du fleuve ... 248
Le *Chennai Water Forum* : représentations divergentes ... 254
Entre préservationnisme et conservationnisme ... 256
DEUXIEME PARTIE : L'INONDATION, UNE BRÈCHE DANS L'ESPACE SOCIAL ... 263
Chapitre 4 – L'évènement comme mise à l'épreuve ... 266
Appréhender la catastrophe et les discontinuités ... 267
Récits, émotions et rationalités ... 271
Une effraction dans le quotidien ... 271
De la conjoncture de la catastrophe ... 272
L'indicible de l'expérience ... 275
Vivre avec la possibilité de l'inondation ... 278
La mise en scène d'une calamité naturelle sans précédent ... 281
Du catastrophisme dans les médias ... 281
Controverses et instrumentalisation politique de la crise ... 283
« *Are, da !* » Un renversement des représentations du cours d'eau ... 286
Du ruisseau au fleuve ... 286
Tropisme des eaux en mouvement ... 286
Purification et renouveau : la reconnaissance d'un fleuve ... 289

Une revanche de la nature ... 291
Une dualité nature - humains ... 292
Une leçon d'humilité : repenser les rapports des humains aux milieux ... 294
Chapitre 5 – Une re-spatialisation du pouvoir ... 296
Prémisses et écueils d'une action collective ... 297
Effets de concentration et de disparité sociale ... 297
Des logiques de solidarités ... 298
Dissolution des barrières sociales ... 300
La persistance de frontières morales ... 303
Émergence de la contestation ... 304
Mise en débat et remise en cause des modes d'urbanisation ... 304
L'action collective comme nécessité ... 308
Tactiques habitantes et critique des dispositifs ... 312
Une fenêtre d'opportunismes ... 314
L'inondation comme actant ... 315
Moment de concrétisation ... 315
Un regain d'intérêt pour la rivière ... 318
Repositionnement des acteurs ... 321
Convergences et rapprochement d'institutions élitistes ... 321
Des modes d'action divergents ... 324
TROISIEME PARTIE : UNE POLITISATION DE L'HABITER ... 331
Chapitre 6 – L'empiètement ou la problématisation de l'inondation ... 334
La politisation de l'habiter ... 341
Une cristallisation des luttes pour l'espace public ... 345
Polysémie de l'empiètement ... 345
Dépasser la limite : production de l'illégalité spatiale ... 345
Une dénonciation de la « *real estate mafia* » ... 348
Une problématisation de la catastrophe ... 350
L'essor médiatique de l'empiètement après la catastrophe ... 350
Construction de la figure de l'empiéteur ... 356
Les facettes de l'indésirable : pollution, désordre et invasion ... 357

De l'indésirable au perturbateur 362
Des citoyennetés différenciées 365
Chapitre 7 – La production d'une hétérotopie 369
L'éviction, dispositif du désastre après la catastrophe 370
La brutalité de l'action étatique 370
L'argument sécuritaire et l'intérêt général 371
De l'ordre moral à la ségrégation spatiale 383
Le relogement en périphérie : des marges à l'hétérotopie 388
Habiter une enclave : une pluralité d'isolements 390
Moraliser le vécu habitant 401
CONCLUSION 409
Bibliographie 421
Acronymes et abréviations 446
Glossaire 448
Table des matières 450
Liste des encadrés 456
Liste des figures 457
Liste des annexes 462
Annexes 463

Liste des encadrés

Encadré 1 : Les types de raisonnement logique 51
Encadré 2 : Pseudonymisation 70
Encadré 3 : Anecdote de terrain : choc des cultures sur les rives de l'Adyar à Kotturpuram 101
Encadré 4 : Saisonnalité et système de *eris* en Inde du Sud 112
Encadré 5 : Définition du *slum* en Inde 174
Encadré 6 : La régulation des zones côtières (CZR) 179
Encadré 7 : Historique des programmes de conservation des rivières en Inde et à Chennai 185
Encadré 8 : Les objectifs du CRRT 191
Encadré 9 : Portrait de Vidyadhar, co-fondateur du groupe « Cooum : a cultural mapping » 213
Encadré 10 : Portrait d'Aravind, co-fondateur de la *Clean Adyar Initiative* 215
Encadré 11 : Les mots du cours d'eau en tamoul 220
Encadré 12 : Extrait du film Mahanadi 226
Encadré 13 : Le workshop « smart waterfront », un exemple d'environnementalité néolibérale à Puducherry 246
Encadré 14 : Anecdote sur la politique du Boat Club : être *« clubbable »* 257
Encadré 15 : Portrait de Krithika, habitante d'un quartier riverain à Saidapet relogée à Kannagi Nagar .. 338
Encadré 16 : L'empiètement dans la législation 347

Liste des figures

Figure 1 : Carte de l'Inde politique : États et territoires 37
Figure 2 : Carte des principaux fleuves indiens 38
Figure 3 : Carte des fleuves du Tamil-Nadu 39
Figure 4 : Schéma de l'objet de recherche 47
Figure 5 : Carte des cours d'eau de Chennai 56
Figure 6 : Carte des quartiers aux abords de l'Adyar et des ponts la traversant 57
Figure 7 : Photo du groupe CCM à Kovur lors d'une sortie patrimoniale le long de l'Adyar 59
Figure 8 : Photo de la visite d'un temple situé à proximité de la rivière Cooum avec le groupe « Cooum : a cultural mapping » 59
Figure 9 : Carte situant mes quatre lieux de résidence à Chennai 62
Figure 10 : Tableau récapitulatif des documents écrits utilisés 67
Figure 11 : Les cours d'eau et étendues d'eau dans la région métropolitaine de Chennai 108
Figure 12 : Cartographie de la rivière Adyar de la source à l'embouchure 110
Figure 13 : Photo de l'Adyar, vue sur Kotturpuram depuis le pont Thiru-Vi-Ka 111
Figure 14 : Photo de l'Adyar depuis le pont Thiru-Vi-Ka pendant la mousson 111
Figure 15 : Schéma d'un *eri,* lac semi-artificiel 112
Figure 16 : Carte des bassins hydrographiques de la région de Chennai 113
Figure 17 : Photo de Kesavaram Anicut en amont du Cooum 113
Figure 18 : Photo du réservoir de Chembarambakkam 113
Figure 19 : Carte de l'évolution de l'Adyar 114
Figure 20 : Évolution de la population de Chennai (1971-2011) 118
Figure 21 : Photo du canal Buckingham en 1961 123
Figure 22 : Photo de rivière Adyar en 1959 123
Figure 23 : Carte des principales institutions aux abords de l'Adyar 124
Figure 24 : Carte du quartier de MRC Nagar 125
Figure 25 : Photo de l'hôtel Somerset 125
Figure 26 : Photo de l'hôtel Leela Palace 125
Figure 27: Photo du canal Buckingham se déversant dans la rivière Adyar à Kotturpuram 127
Figure 28 : Photo de l'Adyar recouverte de déchets à Burma Colony 127
Figure 29 : Photo de la rive de l'Adyar à Burma Colony 128

Figure 30 : Photo de la pollution visible sur la rive de la Cooum, près du centre commercial Skywalk, Anna Nagar 128

Figure 31 : Photo du terrain avec l'équipe ARCUS : analyse visuelle d'une carotte sédimentaire de l'Adyar, Meenampakkam 128

Figure 32: Photo de la collecte de sédiments de l'Adyar par l'équipe ARCUS, Meenampakkam 128

Figure 33 : Photo du canal Buckingham recouvert du MRTS, près de Mandaveli 129

Figure 34 : Vue sur le canal Buckingham depuis le train MRTS 129

Figure 35 : Carte de l'accessibilité de l'Adyar 133

Figure 36 : Carte des principaux epaces verts dans la ville 134

Figure 37 : Photo du quartier de Srinivasapuram avec l'hôtel Leela Palace en arrière-plan 143

Figure 38 : Photo de la crique de l'Adyar : Srinivasapuram face au quartier de MRC Nagar 143

Figure 39 : Carte de répartition des activités le long de l'Adyar 145

Figure 40 : Carte des pratiques quotidiennes sur la rivière et les rives 148

Figure 41 : Schéma du système d'administration en Inde 158

Figure 42 : Carte de la métropole de Chennai 159

Figure 43 : Schéma des relations entre agences publiques 162

Figure 44 : Carte extraite du 2ème Plan directeur, prévision de l'occupation des sols en 2026 171

Figure 45: Photo de la station de MRTS de Kotturpuram, construite sur le canal Buckingham 171

Figure 46 : Photo de la station de MRTS Lighthouse au dessus du canal Buckingham 171

Figure 47 : Photo de la construction d'un mur aux abords du canal Buckingham, Pughs Road 172

Figure 48 : Photo du mur le long de la Cooum, Anna Nagar 172

Figure 49 : Tableau de la répartition des ménages riverains 175

Figure 50 : Graphique de la répartition des familles habitant des *slums* riverains 176

Figure 51 : Carte des zones côtières le long de l'Adyar 180

Figure 52 : Image satellite de l'estuaire de l'Adyar 181

Figure 53 : Photographies satellites montrant l'évolution du quartier MRC Nagar 182

Figure 54: Photo de l'hôtel Leela Palace, vu depuis la Société Théosophique 183

Figure 55: Photo de l'opération de dragage à l'embouchure de l'Adyar 188

Figure 56: Photo du dragage de l'estuaire de l'Adyar depuis la rivière 188

Figure 57 : Carte des trois phases du projet de restauration écologique de l'Adyar 193

Figure 58 : Dessin du projet de restauration écologique sur le bras de l'estuaire 194

Figure 59 : Photo de l'Adyar Poonga, 2010 194

Figure 60 : Photo des aménagements dans le parc Adyar Poonga 196
Figure 61 : Photo du pont et des visiteurs dans le parc Adyar Poonga 196
Figure 62 : Projet de restauration de la crique de l'Adyar 199
Figure 63 : Le projet de restauration de la Cooum, l'espace planifié 199
Figure 64 : Une piste cyclable envisagée le long de la Cooum, projet de restauration 200
Figure 65 : Photo de la plage Marina vue depuis le phare 201
Figure 66 : Photo du quartier de Nochi kuppam en renovation par le TNSCB 201
Figure 67 : Carte de spatialisation des projets 202
Figure 68 : Photo d'une enseigne publicitaire annoncant un nouveau « *landmark* » à MRC Nagar 203
Figure 69: Immeuble de standing *One 74* avec vue sur l'estuaire de l'Adyar, MRC Nagar 203
Figure 70: "*Une vue que vous ne voudriez jamais manquer*", publicité immobilière à MRC Nagar 203
Figure 71 : Vue sur l'estuaire de l'Adyar depuis le restaurant de l'hotêl Leela Palace 204
Figure 72 : Photo d'une publicité immobilière valorisant la proximité avec l'estuaire de l'Adyar 206
Figure 73 : Photo du quartier MRC Nagar sur l'estuaire de l'Adyar 207
Figure 74 : Photo du quartier de Srinivasapuram à l'embouchure de l'Adyar 207
Figure 75 : Photo de l'hôtel Somerset, MRC Nagar 207
Figure 76: Photo de bureaux dans un immeuble de standing, MRC Nagar 207
Figure 77 : Carte des principaux *slums* menacés par le projet de restauration de l'Adyar 209
Figure 78 : Photo de Vidyadhar lors de sa présentation sur le patrimoine de la rivière Adyar au centre de convention Arkay, Mylapore 213
Figure 79: Le groupe CCM lors de la visite d'un temple 214
Figure 80: Photo d'une maison Chettiar traditionnelle, Karaikudi 214
Figure 81: Photo du Boat Club sur les rives de l'Adyar 230
Figure 82: Photo du jardin du Boat Club 231
Figure 83 : Photo de départ d'une régate d'aviron au Boat Club 231
Figure 84 : Vue sur le pont Thiru-vi-ka depuis la rivière Adyar 234
Figure 85 : Vue sur le Chettinad Palace depuis la rivière Adyar 234
Figure 86: L'ouverture du workshop Franco-indien "smart waterfront" à Puducherry 247
Figure 87: L'élaboration du plan d'aménagement de Puducherry lors du workshop "smart waterfront" . 247
Figure 89 : « *Saccagez-la ! Murez la !* », photo de l'Adyar par l'association EFI 250
Figure 90: « *Oh, ces humains !* » photo de l'Adyar par l'association EFI 251
Figure 91: « *Un ruisseau comme péché collectif de la ville* », photo de l'Adyar par l'association EFI 251

Figure 92 : Photo du pont de Saidapet submergé, peu après l'ouverture des vannes 273
Figure 93: Photo d'un regroupement lors de l'inondation à Kotturpuram..... 274
Figure 94 : Photo du quartier de MRC Nagar 274
Figure 95 : Photo de Kasturibai Nagar, Adyar 274
Figure 96 : Caricature publiée dans un journal 284
Figure 97 : Photo des prises de photographies sur le pont de Kotturpuram pendant les pluies de mousson 287
Figure 98 : Photo des arrêts sur le pont de Kotturpuram pendant les pluies de mousson 287
Figure 99 : Photo des passants observant les eaux agitées de l'Adyar depuis le pont Thiru-Vi-Ka..... 287
Figure 100 : Photo d'un rassemblement de passants curieux sur le pont Thiru-Vi-Ka 287
Figure 101: Photo d'un agent de sécurité s'attachant à maintenir les passants à distance de la rivière 288
Figure 102 : Photo de la rive pendant la mousson, Attur Nagar, Saidapet 289
Figure 103 : Photo de la pêche au filet dans l'Adyar à Attur Nagar, Saidapet 289
Figure 104 : Photographie des secours pendant l'inondation 299
Figure 105 : Carte d'analyse géo-spatiale diachronique de l'urbanisation de Chennai – 1980 et 2000..... 306
Figure 106 : Photo de la manifestation "Chennai Rally", Marina Beach..... 309
Figure 107 : Photo de l'évènement "Floods: remembering and questioning" organisé par l'association Ambedkar Periyar Study Circle 309
Figure 108 : « Restaurez les plans d'eau », manifestation à Marina Beach 310
Figure 109 : « L'Adyar et la Cooum sont des rivières, pas des caniveaux », manifestation à Marina Beach 310
Figure 110 : Photo du concert de TM Krishna, manifestation politique pour la préservation de la crique de Ennore..... 322
Figure 111 : Schéma des relations entre les acteurs 322
Figure 112 : Photo de Krithika et son amie Priyanka à Attur Nagar 338
Figure 113 : Photo des bonbonnes d'eau à Attur Nagar..... 339
Figure 114 : Photo de Krithika et ses voisins 339
Figure 115 : Photo des bâtiments de relogement, Kannagi Nagar..... 340
Figure 116 : Photo du site de relogement, Kannagi Nagar..... 340
Figure 117 : Mention des cours d'eau dans la presse avant l'inondation..... 351
Figure 118 : Mention des cours d'eau dans la presse après l'inondation..... 351
Figure 119 : Thématiques associées au cours d'eau avant l'inondation..... 352

Figure 120 : Thématiques associées au cours d'eau après l'inondation 353

Figure 121 : Dénombrement croisé des articles sur les projets d'éco-restauration et l'empiètement..... 354

Figure 122 : Dénombrement croisé des articles sur le dragage et l'empiètement 354

Figure 123 : Croisement des thèmes « projets sur la rivière » et « empiètement » 355

Figure 124 : Photo du *slum* d'Attur Nagar, Saidapet, depuis le pont Ekkattuthanghal 374

Figure 125 : Photo des travaux entrepris sur la rivière après le déguerpissement des résidents d'Attur Nagar 374

Figure 126 : Photo de la rive de l'Adyar à Saidapet, depuis le pont Ekkattuthanghal..... 375

Figure 127 : Photo des rives de l'Adyar après les travaux, Saidapet..... 375

Figure 128 : Photo de l'occupation des rives de l'Adyar à Saidapet avant la catastrophe..... 378

Figure 129 : Photo de l'annonce de la construction d'un immeuble de standing sur la rive à Saidapet, après la catastrophe 378

Figure 130 : Photo des travaux d'élargissement de l'Adyar depuis l'ancien quartier d'Attur Nagar, Saidapet 380

Figure 131 : Carte de la localisation du quartier Attur Nagar et des sites de relogement périphériques.... 391

Figure 132: Carte des sites de Kannagi Nagar et Ezhil Nagar, des espaces enclavés..... 393

Figure 133 : Photo des bâtiments construits en 2002 à Kannagi Nagar 394

Figure 134 : Photo des immeubles construits en 2010 à Kannagi Nagar..... 394

Figure 135: Photo du couloir du bâtiment de relogement à Ezhil Nagar 395

Liste des annexes

Annexe 1 - Profils des personnes interrogées 463
Annexe 2 – Guides d'entretiens 466
Guide d'entretien exploratoire 466
Guide d'entretien long 467
Guide de réactivation d'entretien 470
Supports photographiques 474
Questionnaire en ligne 480
Annexe 3 – Extraits d'entretiens cités 482
Extraits d'entretiens cités en première partie 482
Extraits d'entretiens cités en deuxième partie 491
Extraits d'entretiens cités en troisième partie 498
Annexe 4 - Extrait du film tamoul *Mahanadi*, traduit en anglais 506

Annexes

Annexe 1 - Profils des personnes interrogées

Le tableau ci-dessous regroupe l'ensemble des personnes interrogées ou rencontrées pendant l'enquête et renseigne quelques-unes de leurs caractéristiques sociologiques :

Ajit	52 ans, membre de la Société Théosophique, coordinateur de projets de gestion environnementale à la Société Théosophique
Anitha	42 ans, résidente à Kannagi Nagar
Aravind	22 ans, né à Chennai, résident à Alwarpet, étudiant en master de chimie, membre du Boat Club et co-fondateur de la *Clean Adyar Initiative ;* père banquier, mère auditrice de musique
Bartesh	60 ans, architecte, résident à Saidapet, ancien président de l'Académie d'Architecture MEASI, membre du Madras Club
Chandhar	75 ans, marié, retraité, ancien colonel, résident à *Riverview road*, Kotturpuram depuis 2000, il a fait construire sa maison en 1990 ; couple issu de familles travaillant dans l'administration publique
Devarajan	54 ans, mariée, femme au foyer, résidant à Chetpet ; mari responsable de chantiers de construction
Dhanam	38 ans, résident à Kannagi Nagar depuis 12 ans
Durganand	55 ans, architecte et professeur, directeur du studio Artes, responsable de la plateforme confluence TEN et habitant de Kilpauk
Gaurav	70 ans, membre du Boat Club
Jaghan	24 ans, étudiant en architecture à Crescent School of Architecture, habitant de Anna Nagar
Jaishree	17 ans, étudiante au lycée et résidant à Gandhi Nagar, pratique le yoga à Besant Nagar
Joe	32 ans, originaire du Kerala, employé dans une société informatique, habitant à Besant Nagar

John	26 ans, employé dans l'entreprise de construction Bhoomi and Buildings Adyar, a étudié le travail social au Madras Christian College
Joye	29 ans, doctorante en physique médicale à Anna University
Kannan	31 ans, originaire d'Andha Pradesh, habite à Kilpauk, entrepreneur ; père entrepreneur dans la construction, mère au foyer
Karunakar	60 ans, séparé, publicitaire, habite à Besant Nagar, membre du Boat Club et co-fondateur de la *Clean Adyar Initiative ;* filles aux USA
Krithika	21 ans, étudiante, ancienne résidente à Attur Nagar, Saidapet, relogée à la suite des inondations à Kannagi Nagar
Manee Megalai	43 ans, urbaniste, repésentante de l'agence étatique TNSCB, diplômée de Anna University
Minakshee	50 ans, mariée, originaire de Coimbatore, habite à Chennai depuis son mariage (25 ans), actuellement dans le quartier de Anna Nagar, développeuse informatique à Cognizant (IT), membre du CCM
Muthiah	70 ans, historien et écrivain, originaire du Sri Lanka
Nancy	31 ans, originaire de Puducherry, employée à Tata Consultant Service, habitant à Besant Nagar
Naveen	16 ans, étudiant en première, habitant à Neelangarai (ECR), membre du CCM ; père acteur/peintre et mère professeure
Nishta	39 ans, mariée, originaire de Tirunelveli, habite à Maduravoyal, journaliste indépendante, membre du CCM ; mari travaillant à Dubaï, père banquier et mère professeure
Praveen	52 ans, célibataire, habite à Mandaveli, publicitaire indépendant, scénariste, membre du Boat Club
Priyanka	20 ans, étudiante, ancienne résidente à Attur Nagar, Saidapet, relogée à la suite des inondations à Kannagi Nagar
Pudhuma	70 ans, ancienne résidente du quartier Attur Nagar, Saidapet, relogée à Kannagi Nagar, vendeuse de rue

Suhaila	25 ans, originaire de Metupalayyam, résidente à Besant Nagar, étudiante en architecture à Anna University ; père entrepreneur dans l'immobilier, mère au foyer
Sumedha	50 ans, journaliste, habite près de Chamiers Road, membre du CCM
Tanish	30 ans, célibataire, originaire de Chennai, travaille à l'ambassade britannique à Delhi, a étudié un an en France
Tarakeshwari	29 ans, célibataire, née dans le village Cooum, habite à Shenoy Nagar, architecte et urbaniste, membre du CCM, a séjourné en Angleterre et en France pour ses études ; père entrepreneur dans l'immobilier et mère au foyer
Vasundhara	57 ans, mariée, habite à Adyar, professeure de yoga ; mari docteur et professeur de yoga, père professeur de yoga et mère au foyer
Vidyadhar	56 ans, marié, originaire de Devakottai, Sivagangai District au Tamil Nadu, habite à Mylapore, écrivain et historien, co-fondateur du groupe CCM « *Cooum a Cultural Mapping* » ; épouse au foyer, père banquier et mère professeure
Vinay	41 ans, célibataire, habitant à Adambakkam, membre du CCM, développeur informatique, licence en informatique ; mère et père employés du gouvernement
Viswanathan	36 ans, docteur en sciences de l'environnement, représentant de l'agence étatique CRRT, diplômé de Anna University

Annexe 2 – Guides d'entretiens

Guide d'entretien exploratoire

1. Are you from Chennai? Since when are you in Chennai? Where do you stay?
   (if they stay close to the river) Why did you choose to live close to the river?

   Etes-vous de Chennai ? Depuis quand vivez-vous à Chennai ? Où habitez-vous ?

   (s'ils habitent près du fleuve) Pourquoi avez-vous choisi d'habiter près du fleuve ?

2. I would like you to tell me your personal experience about living in Chennai: what do you like the most in Chennai city? Would you say that Chennai is a good city to live in and why? What are your favorite places?

   Pourriez-vous me parler de votre expérience personnelle par rapport au fait d'habiter à Chennai : qu'est-ce que vous préférez à Chennai ? Diriez-vous que Chennai est une ville agréable à vivre ? Quels sont vos endroits préférés ?

3. Do you think Chennai is a cultural and artistic spot? How often do you go to shows or cultural events?

   Pensez-vous que Chennai est un lieu culturel et artistique ? A quelle fréquence vous rendez-vous à des spectacles, expositions ou évènements culturels ?

4. How would you define your relations to nature? Do you feel close to the nature? Do you feel surrounded by nature? Do you sometimes feel a lack of connection with nature and the need of going in parks and green spaces?

   Comment définiriez-vous vos relations à la nature ? Vous sentez-vous proche de la nature ? Entouré par la nature ? Sentez-vous parfois un manque de connexion avec la nature et un besoin de vous retrouver dans des parcs ou espaces verts ?

5. What is your opinion about pollution and environmental degradation in Chennai? How do you think we could improve the quality of the environment in Chennai?

   Quel est votre opinion sur la pollution et la dégradation de l'environnement à Chennai ? Comment pensez-vous que l'on puisse améliorer la qualité de l'environnement ?

6. Are you involved in any NGO or environmental movement? Is there something that you do/ or you could do in your everyday life to preserve the environment?

   Êtes-vous impliqué dans une ONG ou un mouvement environnemental ? Y-a-t-il quelque chose que vous faites/ ou pourriez faire dans votre vie quotidienne pour préserver l'environnement ?

7. What could you say about the rivers in Chennai? Do you think they can represent a potential for Chennai's future? How do you imagine the riversides of Chennai in 10 years? How would you like it to be?

   Que pourriez-vous dire des rivières à Chennai ? Pensez-vous qu'elles puissent représenter un potentiel pour le futur de Chennai ? Comment imaginez-vous les bords de fleuves dans 10 ans ? Comment aimeriez-vous qu'ils soient ?

8. Have you heard about the Cooum Art Festival happening in January? What do you think about the idea of organizing an artistic event along the Cooum?

   Avez-vous entendu parler du Cooum Art Festival qui va se tenir en Janvier? Que pensez-vous de l'idée d'organiser un événement artistique le long du Cooum ?

Guide d'entretien long

Introduction

Présentation de mon projet : « Je suis étudiante en France et à Anna University, je travaille sur la place du fleuve dans la ville. »

Raisons et objectifs de l'entretien : « Je m'intéresse aux activités en lien avec le fleuve, les usages mais aussi globalement aux impressions des habitants dans la ville de Chennai. Je souhaite discuter avec vous de vos centres d'intérêts, et de votre vie quotidienne à Chennai, de vos impressions et de vos projets. Mon étude a une visée uniquement académique, l'entretien ne sera pas divulgué, et en cas de citation votre anonymat sera préservé. Ce n'est pas un entretien formel mais plutôt une discussion, vous pouvez parler librement. »

Demande d'enregistrement : « Cela ne vous dérange pas si j'enregistre notre conversation »

Rapport à la ville de Chennai

Depuis combien de temps êtes-vous à Chennai ?

Dans quel quartier habitez-vous ? Où habitiez-vous avant ?

Comment vous sentez-vous à Chennai ?

Pourquoi aimez-vous Chennai ? / Pourquoi n'aimez-vous pas Chennai ?

Quels sont vos endroits préférés à Chennai/ ou en dehors de Chennai ?

Où est-ce que vous passez le plus de temps ?

Diriez-vous que la ville s'est améliorée ces dernières années ?

Comment décririez-vous votre quartier ?

Que feriez-vous visiter à quelqu'un qui ne connaît pas la ville ? Pourquoi cela ? Pourquoi pas autre chose ? Que pensez-vous qu'il en penserait ? Il y a dix ans, auriez-vous fait visiter un autre endroit ? Qu'est-ce qui a donc changé ? Pensez-vous que votre voisin (ou quelqu'un d'autre) aurait fait visiter la même chose ? Pourquoi ?

Espaces verts, espaces publics et bords de fleuves

Fréquentez-vous des espaces verts ou des parcs ? / Pourquoi ne fréquentez-vous pas d'espaces verts ou parcs ? Vous n'aimez pas les parcs en général ou bien seulement ceux qui sont à proximité, dans la ville ?

Que pensez-vous du quartier de MRC Nagar ? Y-allez-vous ? Pourquoi ? Pourquoi pas ? Trouvez-vous que c'est un espace agréable ? Pourquoi ?

Etes-vous allé à l'Adyar Poonga ? / Pourquoi ? Pour quoi faire ? Comment vous y êtes-vous senti(e) ? Que pensez-vous de cet endroit ?

Etes-vous allé(e) au lac de Chetpet après la restauration écologique ? Comment avez-vous trouvé l'endroit ? Que pensez-vous de cette initiative ? Faut-il la reproduire ailleurs, la généraliser ou pas ?

Que ressentez-vous lorsque vous voyez le fleuve ? Est-ce toujours la même chose ? Quand vous étiez jeune ? Il y a dix ans ?

Comment cela va-t-il évoluer ?

Comment pensez-vous que l'on puisse améliorer la qualité de l'eau du fleuve ?

Vous promenez-vous le long de fleuve ? Où ? Pourquoi ? Pourquoi ne le faites-vous pas plus souvent ?

Etes-vous déjà allé(e) au Boat Club ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ? Que pensez-vous de faire de l'aviron sur l'Adyar ?

Comment aimeriez-vous que soient les bords de fleuves ?

Comment imaginez-vous les bords de fleuve dans 10 ans ?

Passez-vous beaucoup de temps dans l'espace public ? Pourquoi ? Quels types d'espaces publics ? Est-ce parce que vous n'aimez pas votre espace privé ?

Quels sont pour vous les espaces publics qui comptent à Chennai ?

Les espaces publics sont-ils des espaces agréables ? des espaces à éviter ? Pourquoi ?

<u>Les médias, les discours politiques</u>

Vous informez-vous régulièrement ? Par quels moyens ? Quels sont les médias que vous suivez ? Quels journaux consultez-vous ? Quels sont ceux que vous ne consultez pas ?

Pensez-vous que les médias fournissent une information de qualité ? Dans quels domaines ? Cela peut-il contribuer à changer les comportements pour la préservation de l'environnement ?

Après les inondations, les médias ont beaucoup parlé d'« empiètement » sur le fleuve ou sur l'espace public : à quoi cela vous fait penser ? Qu'en pensez-vous ?

<u>Projets d'aménagement</u>

Quels projets d'aménagement pourriez-vous citer ? Que pensez-vous des projets d'aménagement de la ville ? Le métro, le port d'Ennore etc.

Le gouvernement prévoit de restaurer les fleuves Adyar et Cooum: savez-vous en quoi consiste ces projets ? Qu'en pensez-vous ? Pensez-vous que c'est connu par vos voisins (ou par d'autres) ?

Pensez-vous que le gouvernement fait davantage d'efforts pour préserver les cours d'eau depuis les dernières inondations ? Qu'est-ce qui vous permet de dire cela ?

Que pensez-vous des opérations de relogement des bidonvilles situés le long de l'Adyar (à Saidapet ou à côté du Boat Club etc.). Est-ce que ce sont selon vous aussi des opérations d'éviction ?

Est-il facile d'avoir accès au contenu des projets d'aménagement de la ville ? Avez-vous essayé ? Connaissez-vous des personnes qui ont essayé d'y avoir accès ? Quelles sont les difficultés rencontrées (ou prévisibles) ?

Avez-vous déjà assisté à des réunions de consultation/ participation citoyenne ? Pourquoi ? Pourquoi pas ? Connaissez-vous des gens qui y sont allés ? Qu'en disent-ils ? Qu'en pensez-vous ?

<u>Ecologie et militantisme</u>

Etes-vous intéressé(e) par la politique ? Soutenez-vous un parti politique ?

Etes-vous engagé(e) dans la politique ? Comment ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

Avez-vous modifié quelque chose dans votre vie quotidienne depuis les inondations ?

Que pensez-vous de l'écologie ?

Que pensez-vous de la situation environnementale à Chennai ?

Connaissez-vous des associations écologiques ? Lesquelles ? Que font-elles ?

Etes-vous impliqué(e) dans des actions environnementales ? / Pourquoi ? Pourquoi ne vous impliquez-vous pas dans des associations écologiques ?

Faites-vous quelque chose pour préserver l'environnement ? Quoi ? Que faites-vous au quotidien pour améliorer la qualité de l'environnement à Chennai ?

Portez-vous attention à vos modes de consommation ? Pourquoi ?

Triez-vous vos déchets ? / Pourquoi ? Pourquoi pas ?

Savez-vous si votre résidence est reliée à une station d'épuration ?

A quoi renvoie pour vous la notion de communauté ? Avez-vous des liens proches avec les membres de votre communauté ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

Relation à l'autre : famille, voisins, collègues

Avec qui habitez-vous ? Quelles sont vos relations avec les membres de votre famille ?

Quels sont vos rapports avec vos voisins ?

Vous entendez-vous bien avec vos collègues de travail ? Les voyez-vous hors contexte professionnel ?

Qui sont les personnes avec qui vous vous sentez le plus proche ? Pourquoi ?

Qui sont les personnes avec qui vous passez le plus de temps ?

Quelles sont vos relations avec les autres membres du groupe : « Cooum : a cultural mapping ? »

Rapport au temps : projets de vie

Depuis combien de temps êtes-vous à Chennai ? Depuis combien de génération ? Depuis combien de temps travaillez-vous dans votre entreprise / ou autre ?

Quels sont vos projets professionnels ?

Combien de temps souhaitez-vous habiter à Chennai ?

Quels sont vos projets personnels sur le long terme ?

Que faites-vous lors de votre temps libre ?

A quelle fréquence voyagez-vous ? Où ? En Inde, à l'étranger ?

Quels sont vos centres d'intérêts ? Avec qui les partagez-vous ?

Association

Racontez-moi comment a été votre découverte de l'association et votre participation dans ce groupe culturel

Pour quelles raisons faites-vous partie de l'association « Cooum cultural » ?

Guide de réactivation d'entretien

What does the word "river" evoke for you? What image that brings to your mind?

Qu'évoque pour vous le mot "rivière" ? Quelle image vous vient à l'esprit ?

Where can we see a proper river? In India? Abroad?

Où est-il possible de voir une rivière propre ? En Inde ? A l'étranger ?

Have you in mind any movie in which we can see proper rivers? Which ones? How are these rivers?

Connaissez-vous des films où l'on peut voir des rivières « digne de ce nom » ? Lesquels ? Comment sont ces rivières ?

Photos of different rivers

Photos de différentes rivières

- Which one for you correspond better to a proper river?

  Laquelle correspond le plus à une « vraie » rivière?
- Why did you choose this one?

  Pourquoi avez-vous choisi celle-là ?
- Which ones don't correspond to a proper river?

  Lesquelles ne correspondent pas à une « vraie » rivière ?

<u>Questions spécifiques au groupe CCM</u>

Could you tell me how you discovered and got into the Cooum Cultural Mapping group?

Pourriez-vous me dire comment vous avez découvert et comment vous êtes entré dans le groupe "Cooum Cultural Mapping" ?

What did you first think when you saw an association with the name "Cooum Cultural Mapping"?

Qu'avez-vous pensé au départ quand vous avez vu une association avec le nom "Cooum Cultural Mapping" ?

Were you expecting these kind of walks under the name « Cooum trip » / "Adyar trip"?

Vous attendiez-vous à ce genre de sorties sous le nom "Cooum trip" ou "Adyar trip" ?

Had you already heard about this type of activities (heritage walks) in Chennai? Or in other places? Where?

Aviez-vous déjà entendu parler de ce genre d'activités (sorties à caractère patrimoniale) à Chennai ? Dans d'autres endroits ? Où ?

What motivated you to join the group? What interests you the most in these trips? What do you like?

Qu'est-ce qui vous a motivé à rejoindre le groupe ? Qu'est-ce qui vous intéresse le plus dans ces balades ? Qu'aimez-vous ?

What is heritage for you ?

Qu'est-ce que le patrimoine pour vous ?

From where did you get this interest in heritage? in the river?

D'où vous vient cet intérêt pour le patrimoine ? pour la rivière ?

Do you know other cultural groups having interest in the rivers?

Connaissez-vous d'autres groupes culturels portant intérêt aux rivières ?

Can Adyar and Cooum rivers be considered as heritage? Why? Why not?

Les rivières Adyar et Cooum peuvent-elles être considérées comme un patrimoine ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

Are they rivers which can be considered as heritage? Which ones ? In India ? Abroad ? Why ?

Existe-t-il des rivières qui peuvent être considérées comme patrimoine ? Lesquelles ? En Inde ? A l'étranger ? Pourquoi ?

Do you think that your way of looking at rivers in Chennai changed since you participated in the heritage walks and trips?

Pensez-vous que votre regard sur les rivières de Chennai a changé depuis que vous participez à ces sorties à caractère patrimonial?

Do you think these activities can have an impact on the way people relate to rivers?

Pensez-vous que ces activités puissent avoir un impact sur les rapports que les gens ont avec les rivières ?

An impact at the political level? On the urban projects in the city? For example, to classify buildings or certain sites under heritage in order to preserve them? Maybe through INTACH?

Un impact au niveau politique ? Sur les projets urbains dans la ville ? Par exemple, pour classer certains bâtiments ou sites afin de les préserver ? Peut-être à travers INTACH ?

Would you say that the CCM is influent? At which level ? On whom ? Why?

Diriez-vous que le CCM a de l'influence ? A quel niveau ? Auprès de qui ? Pourquoi ?

How would you describe an influent group?

Comment décririez-vous un groupe influent ?

Do you think the group gained in popularity? Why?

Pensez-vous que le groupe a gagné en popularité ? Pourquoi ?

Should it gain in popularity in the coming years?

Devrait-il gagner en popularité dans les années à venir ?

What are your relationships with the other members of the group « Cooum : a cultural mapping » ? Did you know them before? Through which ways?

Quelles sont vos relations avec les autres membres du groupe « Cooum : a cultural mapping » ? Les connaissiez-vous avant ? Par quels moyens ?

<u>Relation to the West</u>

How often do you travel? Where? In India/ abroad?

À quelle fréquence voyagez-vous ? Où ? En Inde / à l'étranger ?

At this occasion, have you done sightseeing on sites related to water or rivers ? have you practiced activities on rivers: boating etc.? What did you think about the facilities/ landscaping? The valuation of the river?

A cette occasion, avez-vous visité des sites liés à l'eau ou aux rivières ? Avez-vous pratiqué des activités sur les rivières : navigation de plaisance, etc. ? Qu'avez-vous pensé des installations / de l'aménagement paysager ? La valorisation de la rivière ?

Did you think that could be also done in India?

Pensiez-vous que cela pourrait aussi être fait en Inde ?

Have you participated in the series of conferences organized by the Goethe-Institut about « urban waters » in Chennai? What did you think about it?

Avez-vous participé à la série de conférences organisées par le Goethe-Institut sur les «eaux urbaines» à Chennai ? Qu'en avez-vous pensé ?

Apart from -heritage-, what are your interests? With whom do you share them ?

En dehors du patrimoine, quels sont vos intérêts ? Avec qui les partagez-vous ?

Questions spécifiques au groupe CAI

Do you frequent any club in Chennai? Which clubs? Why?

Est-ce que vous fréquentez un club à Chennai ? Quels clubs ? Pourquoi ?

What do you like in these clubs?

Qu'aimez-vous dans ces clubs ?

Relation to the Boat Club / rowing

Since when do you practice rowing? In Chennai?

Depuis quand pratiquez-vous l'aviron ? À Chennai ?

Since when are you a member of the Boat Club?

Depuis quand es-tu membre du club d'aviron ?

Why did you decide to become a member? / to row? How did you hear about the boat club?

Pourquoi avez-vous décidé de devenir membre ? / de ramer ? Comment avez-vous entendu parler du club d'aviron ?

Apart from rowing, what do you like in the Club?

A part l'aviron, qu'est-ce que tu aimes dans le club ?

How many members are there in the Club?

Combien y a-t-il de membres dans le club ?

Do you have contacts with members of the other clubs in Chennai?

Avez-vous des contacts avec des membres d'autres clubs à Chennai ?

Relation to rivers

As a rower, you certainly have a different perspective on the river in Chennai, I would like to know more about the way you relate to it.

En tant que rameur, vous avez certainement un point de vue différent sur la rivière à Chennai, j'aimerais en savoir plus sur la façon dont vous tissez un lien avec elle.

How did your way of relating to rivers changed after you started rowing? I guess you don't look at the river in the same way as the common man does, you might look at the tide, the current etc.

Comment votre relation avec les rivières a-t-elle changé une fois que vous avez commencé à ramer ? Je suppose que vous ne regardez pas la rivière de la même manière que monsieur tout le monde, vous regardez sûrement la marée, le courant, etc.

What do you feel when you see/cross the rivers in Chennai? Is it always the same feeling? And when you were young? 10 years ago?

Que ressentez-vous lorsque vous voyez / traversez les rivières à Chennai ? Est-ce toujours le même sentiment ? Et quand tu étais jeune ? Il ya 10 ans ?

Do you have memories associated with rivers?

Avez-vous des souvenirs associés aux rivières ?

Do you consider the river as an empty space in the city? Why ? Why not ?

Considérez-vous la rivière comme un espace vide dans la ville ? Pourquoi ? Pourquoi pas ?

Some people say that Adyar and Cooum are not "proper" rivers: why that?

Certaines personnes disent qu'Adyar et Cooum ne sont pas des «vraies» rivières : pourquoi cela ?

According to you, what is a proper river? / Where can we see a proper river? In India? Abroad?

Selon vous, qu'est-ce qu'une «vraie» rivière ? / Où pouvons-nous voir une «vraie» rivière ? En Inde ? À l'étranger ?

How do you imagine the river in 10 years?

Comment imaginez-vous la rivière dans 10 ans ?

How would you like the riverbanks to be?

Comment voudriez-vous que les rives soient ?

<u>About the Clean Adyar Initiative</u>

Could you tell me more about the context of emerging of the Clean Adyar Initiative ?

Pourriez-vous m'en dire plus sur le contexte d'émergence de la Clean Adyar Initiative ?

What was the objective?

Quel en était l'objectif?

Did you already have the will of taking actions to restore the river?

Aviez-vous déjà la volonté de prendre des mesures pour restaurer le fleuve ?

Do you think the last year flood helped in starting the initiative?

Pensez-vous que l'inondation de l'année dernière a aidé à lancer l'initiative ?

Is it affiliated with the Boat Club? Did you get help from the Boat Club?

Est-ce affilié au club d'aviron? Avez-vous reçu de l'aide du club d'aviron ?

Are most of the members of the Clean Adyar Initiative rowers?

La plupart des membres de l'initiative Clean Adyar sont-ils des rameurs ?

What motivated you to be part of the initiative?

Qu'est-ce qui vous a motivé à faire partie de l'initiative ?

Do the initiative work in collaboration with other NGOs?

L'initiative fonctionne-t-elle en collaboration avec d'autres ONG ?

If I understood well, a collaboration has already started with an Israeli company and the government (from PWD)?

Si j'ai bien compris, une collaboration a déjà été initiée avec une société israélienne et le gouvernement (le département des travaux publiques) ?

Do you think the Clean Adyar Initiative could have an impact at the political level? On the river restoration projects? Do you think it is influent to change the locked/rusted decision processes?

Pensez-vous que l'initiative Clean Adyar pourrait avoir un impact au niveau politique ? Sur les projets de restauration du fleuve ? Pensez-vous que l'initiative peut influencer ou déverrouiller la prise de décision ?

Do you think the initiative became more active? Gained in popularity? Why?

Pensez-vous que l'initiative est devenue plus active ? A gagné en popularité ? Pourquoi ?

Should it gain in popularity in the coming years?

Devrait-elle gagner en popularité dans les années à venir ?

Supports photographiques

Une série de photographies a été présentée (par ensemble de deux à quatre photographies sur une même page) lors des entretiens avec photo-élicitation. Seules les photographies des rivières de Chennai dont je suis auteure sont annexées. À l'ensemble de photographies ci-dessous, 12 photographies de fleuve ont été présentées : le fleuve Capibaribe à Recife au Brésil, le Nil, l'Amazone, la Seine à Paris, la Kaveri dans le Tamil Nadu, la Tamise à Londres, un paysage semblable aux fjords en Norvège, Paris-plage sur les rives de la Seine, la rivière South Platte à Denver aux États-Unis, le Gange à Varanasi, la Sabarmati aménagée à Ahmedabad. Les résultats obtenus à partir de ces photographies n'ont pas été directement exploités dans la thèse, par conséquent, ils ne sont pas exposés ici.

SÉRIE 1 : Fleuves de Chennai (Qu'est-ce que ces photos vous évoquent ? Pourquoi ?)









SÉRIE 2









SÉRIE 3









SÉRIE 4





SÉRIE 5 : Fleuves de Chennai (Quelle photo illustre le mieux votre vision du fleuve de Chennai ?)







Questionnaire en ligne

Nom ou pseudonyme :

Age :

Genre :

Quel est votre lieu de naissance ?

Quand êtes-vous arrivé(e) à Chennai ?

Où habitez-vous à Chennai ?

Sur une échelle de 1 (très mauvais) à 10 (excellent), comment évaluez-vous la qualité de vie à Chennai ?

- Transport
- Infrastructure urbaine
- Environnement (espaces verts)
- Espaces publics / ouverts
- Propreté
- Activités économiques
- Vie sociale
- Activités culturelles

Commentaires sur la qualité de vie à Chennai :

Statut professionnel

Quelle est votre profession /activité ?

Quelle est votre formation académique ?

Statut familial :

Religion :

Critère de réservation[1] :

Quelle est la profession de votre père ?

Quelle est la profession de votre mère ?

Avez-vous des enfants ? Combien ?

Quelle est la profession de votre fils / fille ?

Avez-vous habité à l'étranger ? Si oui, où ?

Avez-vous de la famille qui habite à l'étranger ? Si oui, où ?

Comment avez-vous découvert le groupe « Cooum : a cultural mapping » ?

Qu'aimez-vous dans les activités du « Cooum : a cultural mapping » ?

Que signifie le « patrimoine » pour vous ?

Que signifient la Cooum ou l'Adyar pour vous ?

[1] Cette question renvoie au système de réservation en Inde (principe de quotas pour la discrimination positive) et permet de renseigner l'homogénéité ou hétérogénéité sociale du groupe.

Que pensez-vous que sont les rivières Cooum et Adyar pour la ville de Chennai ?

- Une arrière-cour
- Une opportunité
- Une frontière
- Un espace convoité
- Un obstacle / un problème
- Autre :

Annexe 3 – Extraits d'entretiens cités

Cette annexe rassemble les versions originales (en anglais ou traduites en anglais pour les entretiens réalisés en tamoul) des extraits d'entretiens cités dans la thèse.

Sauf mention contraire, les entretiens sont conduits par moi-même, en anglais.

Les entretiens réalisés en tamoul ont été retranscrits en anglais à l'aide d'un traducteur.

Extraits d'entretiens cités en première partie

Extrait d'entretien 1 : Vinay, 22/01/2017

- Do you sometimes go along the river or walk, or just, have a view?
- *(laughs) I appreciate your... optimism in asking me these questions... Any sane person wouldn't risk doing that, that's my answer !*

[Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 2 : Vinay, le 22/01/2017

- *Everybody will call... they use the word Cooum, but they don't even realise Cooum is the name of a river. In their mind when they tell the word Cooum, basically they tell the word Cooum both for Adyar and Cooum. Adyar for them is the name of a locality, it is not a river for them, first thing. Second, they use the word Cooum and third, the word Cooum in their mind doesn't refer to a river, it is just a stream of pure, pure, or impure drainage, that's it! For them it is not a river!*

[Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 3 : Sumedha, le 13/04/2016

- *I think if the rivers are kept clean, then, you know, people would go. Now we have to search for the rivers. The Cooum is like out of question!*
- It's even not accessible, we can't see it.
- *Yeah, and what you see is dirty.*

[Sumedha, 50 ans, journaliste, membre du CCM]

Extrait d'entretien 4 : Devarajan, le 07/12/2015

- What do you think about the idea of organizing some artistic event, some artistic show along the Cooum?
- *No, no, no… (spontaneously) Nothing! Not good idea! (she keeps silent)*
- Why?
- *Mosquitoes!*
- But… okay, maybe now it is not a good idea, but if the river is clean?
- *If the river is clean also, if we put that, no, somebody will fall down the Cooum… very danger! (silent) If you put the stage also, very risk!"*

[Devarajan, 54 ans, femme au foyer]

Extrait d'entretien 5 : Minakshee, le 29/04/2016

- *See, it is very repulsive! I don't even look into… I used to hate, when I used to come from Coimbatore. Coimbatore is such a green city, Western Ghats, water, Siruvani water… everything, it's like everywhere greenery! And the moment it goes to come to Chennai… dead ! When it crosses that basin bridge. I used to hate because it's dirty, that basin bridge… If Cooum comes then stink will come. So, it's like, you know, it's very repulsive for me.*

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 6 : Suhaila, le 01/01/2016

- *We always used to cross the river, most of the times, whenever we go! But whenever I've crossed it, I've always felt some… sad feeling, I've always had a sad feeling inside my heart! Because I have known, that I've read that it used to be a flourishing river which used to give water to many villages. But now it's because it is because of the drainage system it has become a sewage… a sewage canal type and hum…I feel so sad for that always! That is the mood which is created when I see the river.*

[Suhaila, 25 ans, étudiante en architecture]

Extrait d'entretien 7 : Vidyadhar, le 18/04/2017

- Boat Club*? How, if you have money, you... this is a real psychological thing ! The Adyar and Cooum are full of drainage. When anybody else crosses Cooum bridge, he tries to close his nose or... make a smuck. You can't see a single person in* Boat Club *doing that: they drink, they read, they play, they even boat on this river, they fall into the river, come and have a bath... But, this is a way of... let's say legitimize the river, and make (he doesn't finish) everything is in mind! The same person a member of the* boat club *he goes there, you can see his face smuck, he'll complain about the river, he'll complain about the stink, but here he won't! He won't! Because he is paying for it! They market it well!*
- Even with the mosquitoes
- *All the clubs in Madras are on the banks of the river, the most snobbish characters, they always complain about amenities: they play, they drink, they eat! They socialize on the bank of these rivers*
- So it's a social distinction?
- *No, it's a social... double face! You can see people... the faces on the same person, when he does the biggest party in here, but normally he wouldn't stand next to it... That's because they haven't brand it. That means internally we are ready for this dirt, mentally, we are ready for this garbage and sewage, but it should be marketed properly! This is one good reason why it can be really marketed as a water... in park or something*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 8 : Ajit, le 19/04/2017

- *Adyar poonga was done because the people living around Adyar poonga area, the MRC nagar wanted their area well. And once they got the area well, they killed the idea of further development. That's why the next phase of development didn't happen. They used their power to stop the rest of the project. Because they don't want we people coming up. They just want their area good.*

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Extrait d'entretien 9 : Minakshee, le 29/04/2016

- For you Cooum and Adyar are not rivers?
- *No… no !*
- Buckingham canal?

- *Nothing (laughing) I have never seen… I have never seen only! (laughing)*
- Even before, you didn't see the river?
- *(small laughs) Never!*
- To play in the river and all that?
- *Nothing! In Chennai? No way !!! (laughs) River… river was..where? the only river I've seen is in…last time was the river coming into Chennai, in that filth (laughs)"*

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 10 : Vasundhara, le 19/11/2015

- *Parks sometimes I go. Park, beach and then sometimes (she thinks) to river also I'll go*
- In Chennai?
- *In Chennai? (surprised) (laughing) In Chennai, no river… That is only spoiled river"*

[Vasundhara, 57 ans, professeure de yoga, résidant à Adyar]

Extrait d'entretien 11 : Minakshee, le 29/04/2016

- But why people say it's not a river? It's a river no?
- *Yeah it's a river. I think… (clicking her tongue) see, Adyar as a river if you're Chennaite you'll never get to see it... only if you're in the old times, no? and Buckingham canal… for us, it's just not a river at all…*

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 12 : John, le 16/12/2015

- *Because it is not a river right now! It was a drainage system where everybody dump their, you know, water to, sup....like… you know to push the... drainage water in the... Because of the drainage system which is not maintained well and which is not constructed in a way that it can disposed in a different way, that it can go to reservoirs and... you know? That is why.*

[John, 26 ans, employé dans une entreprise de construction]

Extrait d'entretien 13 : Vinay, le 22/01/2017

- *I have not even realized that they are rivers. The concept of river in Chennai… I have always seen them as streams... drainage streams. I have never considered them as real rivers until, maybe, five years back […] For me being from an educated background, I know Adyar is separated from Cooum, but again I didn't visualize Adyar as a rivers. I just thought it's a stream. I never even knew Adyar goes beyond Saidapet through, you know, those Manapakkam then Manimangalam. I never connected, from its source to destination. For me Adyar is from Saidapet to the sea!*

[Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 14 : Nishta, le 22/02/2017

- *You see lot of temples along the Cooum river, until this, you know, until the river enters Chennai, it's all protected, it's all fine, the water will be flowing and will be clean, but once that enters Chennai, it stagnates and, you know, they start putting filth inside the river, and the flow is spoiled.*
- And there are not many temples inside the city...

- *That might be one reason why the river gets more polluted. Because once there are temples, people have this kind of, you know, they feel that it's a sacrilege to dump waste into the river. So, maybe, I think, we should construct more temples! (laughs)*

[Nishta, 39 ans, journaliste indépendante, membre du CCM]

Extrait d'entretien 15 : Vinay, le 24/04/2017

- *I can tell you the reason being born and brought in Chennai you think that it is impossible a situation to have a river in a city, we have almost resigned to that, to that thought. So we think river is something you have to go in woods amazon or somewhere. Because even in other rivers Kauvery or others, there is no water! We think a river with flowing water is something far away like magical land! Only out of my other travels in Europe, I have seen rivers in the middle of city. Otherwise, there have never been a chance where I can see this! Even after seeing, it doesn't sink in... because, they are flipping views. I have not lived in middle of, you know, this tower for a year... So, I am not used to see this view every morning or every evening, so maybe for a day I would have seen... So it doesn't sink in.*

[Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 16 : Nishta, 22/05/2017

- *A river means something which is very fertile [...] I always think that my life has been a kind of a river. It flows, it goes by the tide. I've never planned my life. Like "I should be like this, I should do this, I should do that". I never had any concrete plans, I just went with the tide. So, whenever I think of a river, I think of my life. It's a beautiful image. And that is why the article was entitle "a river, a life! " Yes, it is a life. No one can stop a river ! You can't stop a river. You can, temporarily, you can block a river, but you can never stop it, it will keep flowing.*

[Nishta, 39 ans, journaliste indépendante, membre du CCM]

Extrait d'entretien 17 : Sumedha, 26/04/2017

- *A lot happens in Varanasi! We took a long boat ride. I felt very connected, there is water, the sky, it's sort of, I felt, I was linked to my soul! [...] For example in Varanasi, the mood is different! There is something about that city! So much of culture, I really like it, very, very much! [...] It sort of... you know when you see a body burning there, you see the sky, you see the water flowing [...] it makes you realize how life is so impermanent. I mean, somebody is just passing on, moving to another world, but life goes on... which is what you learn from the water.*

[Sumedha, 50 ans, journaliste, membre du CCM]

Extrait d'entretien 18 : Vidyadhar, le 18/04/2016

- So maybe by stopping the sewage dumping?
- *You can never stop it! I'll tell you, all cities in the world which are on riversides came there because of, not because of drinking water, but because of drainage! Drainage is very valuable for human settlements, if drainage stops, diseases starts coming in! So, people could survive, only next to the rivers! Not where their waste got locked! Water… But people lived always, even where there were not rivers. Most civilizations developed because the waste was going away! Any rivers in the world is made like that! Even it's lower.*
- *So, Cooum is a typical example of how we stopped the river through a decade and we took the dirty water this side... Most rivers are that way! In Delhi they get the water from Yamuna, at hill of the town, and then again they're bringing it. (time) So, it's a wonderful shortcut to kill… clean the river, and you have that dirty water who kill the river!*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 19 : Karunakar, 08/03/2017

- *To begin with you see the city from a point of view that almost nobody else sees it! And then you begin to realize that you are actually siting on a treasure, and very few people see it like that. Like I said earlier, most people here want to stay away from the river. In every other city in the world, a riverfront property would be prime property, right? But, for us it's just the other way round, for us it means mosquito, smell, you know, dirt, garbage all of that! But, once I started rowing... to give an example, even my sense of smell has changed, I don't smell it anymore!*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 20 : Karunakar, le 08/03/2017

- *And I love the river, I mean, nowhere else in the city you get a view of the river like this! Madras club have decided that this is not a river, it's a drain, so...*
- Even the Madras Club?
- *Madras Club mean, I'm saying, they have not used the river the way we have used it! For them it's something keep away from rather than being a part of."*

  […]
- *So which are the city in the world, where you have a river where you want to hide it from the rest of the people? And they're doing it with every bridge! So, they are trying... They are so ashamed of it, they're trying to hide it! If you go to Harrington road also, you barely see it.*
- You think it's because they are ashamed of it or they don't see the value of it?
- *It begins with... Yeah, they don't want people to see it! Because, that's the mindset! They don't even see it as a river!"*

  [...]
- *"Ya, because most of them in their lifetimes here would have only see the river as a sewer... as a huge sewer into which the city just dumps the stuff. So they don't really see them as rivers but in fact they are!"*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 21 : Praveen, le 09/03/2017

- *They are invisible spaces! Is what I would say. I wish there was… could be considered empty beautiful public space, it's not! It's invisible space, or it's, it's largely space that… people are embarrassed about! See, if you're embarrassed about something you don't want to see them !*

  Yes, they are ashamed of it...

  Yeah? I would think they are very invisible! In fact, having said that, probably the most beautiful space to me in the city is… the end of the river! the end of the river where the river meets the ocean, that one-and-a-half-kilometer stretch, pass the Adyar bridge until you hit the ocean is around 1.7 kilometers.
- Between the Theosophical society and the Whales Island…
- *Yeah! And even the other side, meaning, even though there are some apartment buildings that have come up! Originally there were only two spaces that is the Music College, and then there was, hum, what we called the Chettinad Palace. There were just these two structures! There was nothing else, there was just the estuary after that!"*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Extrait d'entretien 22 : Praveen, le 09/03/2017

- *I don't think it should matter! Yeah, it's true, compared to major rivers of even this country... but how, why should that matter? Meaning... it's a beautiful thing going through your city, this is the size of your city. How*

does it matter whether the river has come through a thousand kilometers before, or it's got another thousand kilometers to go?

- Maybe because of the pollution...
- *Very possibly... because it's short and there is just one city it's going through, both rivers*
- Kaveri is refered to as a proper river
- *Also, it's a river which is going through multiple cities, that is the source of lot of agriculture... And let's face it, meaning, there is the civilization that sprawled out along the river, those are all rivers that sprawled the civilization, these rivers have not!*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Extrait d'entretien 23 : Praveen, le 09/03/2017

- *Largely I didn't even notice these rivers, before... Now, I would think... 30% of my time is spent along the river, so (laughing) you know, that automatically changes your perspective I would think! You… at some level, you're a lot closer to the river... it also means, therefore, you have a lot more angst about the river (laughs) (he guesses that I have not understood the word) Angst is basically... not very happy with what is happening to the river […] That is angst, you know, I mean… whether it is a natural progression of unplanned development, or industrialization, or whether specific things are happening… I mean, for example, in a lot of cities across the world, industrial pollution in the river has become ridiculously high and then they all pulled back... In many parts of the world, not more that 30- 40 years back, right? meaning, 30 to 40 years back, the Thames and the Seine were sewers as well! Really bad!*
- People were turning their back to the river...
- *Exactly! Like in a lot of things, the city behaves the way Europe did 25 years back and therefore it's horrible! And it's not a very pleasant thing to be part of, when that really nasty turn is happening to it! I'm sure 20 35 years back nobody needed to take care of the river and the river took care of itself... Suddenly, unless you consciously do something about it, it's gonna die!"*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Extrait d'entretien 24 : Karunakar, le 08/03/2017

- *On my own I've been trying to do something about the river, largely because everytime I go in a boat until the old Adyar bridge it is complete different world Karine... Unbelievable! You know the whales island are there. Sometimes when we row that side, there are the birds, the fox from the Theosophical Society cross up to the island, so you see them there! So it's a completely different world. And I keep saying that.... you know, actually the rest of this river can really be like this, if only we take care of it!*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 25 : Praveen, le 09/03/2017

- *It's the proximity to the river that you have in life. It's not just, if people can clean up the heart of the Seine in Paris, why not Adyar river? I don't think that is it... It's just coming to this river everyday, and suddenly to smell the stink, or to see the debris from construction, or some idiots coming and chopping off trees along rivers etcetera... It bothers you! Because of the amount of time you spend next to it, and interacting with it !*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Extrait d'entretien 26 : Karunakar, le 08/03/2017

- *One of my early memories when I was in Harrington road if I walked barely 500 meters from where I lived, was the Coovam river. And in those days the Coovam was not bad, we actually went, as kids, we went and caught fishes in the river. So, it has never been as bad as other people made it out to be... but definitely my perspective of Coovam versus Adyar, is that the Adyar was far far better river and whatever reason I've always*

been close to it, so from Harrington road to Kalaksheetra, once I got married, we were living right next to the Adyar river in defence colony. So I've always been associated to the river!

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 27 : Praveen, le 09/03/2017

- *And, in fact, even people like us, who have so much interaction with this river, we tend to be completely blind to the other river! We want to ignore it, as much as possible... Ask anybody talking about Adyar river, do they ever mention the Couvam? It's as much a river in the city, it's as long, and it's probably going through a lot more of densely populated Madras, than Adyar river is...*
- True... I was wandering why the Clean Adyar Initiative was focusing on the Adyar
- *They are all very happy, people associated with this river, they're all very happy to... not ever think about the Cooum because they are embarrassed about it!*
- So they make the differentiation...
- *And they think... in fact, a lot of people, when they don't know the city or don't know this river, you talk to an outsider and you say you row... and he says "where do you row?", you say "on the Adyar river". He'll be saying "in that gutter???" and you say "No, no, you are thinking of the Cooum, the Adyar river is better ! (laughs) That's not true! That's what everybody... everybody promptly jumps to the defense of this river"*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Extrait d'entretien 28 : Viswanathan, le 13/04/2017

- From the field, I have noticed that most of the people in Chennai don't consider Adyar and Cooum as a river; they told me that it is not a "proper" river: why this?
- *Because of the sewage flowing, because they are not using it*
- What is your personal idea of a proper river?
- *A proper river, is when the river is used! Whether for leisure, or cultural activities.*

[Viswanathan, spécialiste en environnement, agence étatique CRRT]

Extrait d'entretien 29 : Ajit, le 19/04/2017

- *There was actually a path where you could walk along the river. There is actually a bollard. That was actuall the pier. There were boats coming here. You could go ut and come back. You came here actually for theosophy and you took a boat out into the river. You rowed out and came back. So this was really idyllic. It was picture perfect. Then we started having all these ghettos on either side. When they needed firewood, they would come here in groups of 6 and 7. It then became worse, because we had some sandalwood trees out here. Very expensive and highly piratable. So they used to come, attack, take the trees and go out. So, when we started having all these security issues, the TS made it inconvenient to come that way. That's why they put all that thorny bushes. We had a different plan with the security company. They have things like bericables. So we can now use technology. But we first want to clean that place up and then revitalise it.*

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Extrait d'entretien 30 : Viswanathan, le 13/04/2017

- Is the CRRT involved in any type of sensitization program or awareness about rivers? And how?
- *Yes, we have a social expert. We conducted many awareness programs, in schools, with teachers we talk about the river, the projects. Inviting school to sensitize the project.*

- The Goethe-Institut have initiated since 2015 a series of programs and activities about rivers. What is their objective?
- *They want to embrace… Their objective is to sensitize about the importance of rivers in Chennai. The name of their project is "embrace our rivers", did you see it? Did you meet them? Helmut Shipert? We work closely with the Goethe-Institut*
- What are the relations between CRRT and the Goethe-Institut? Is there a form of collaboration? Currently they have an "Urban water" photo exhibition which they have made in collaboration with EFI Environmentalism Foundation of India…
- *Yes, there is a collaboration. We implement the plans to restore the rivers and they promote the rivers and the government actions to restore them. They initiated the Cooum Art Festival and then they contacted us to be partner. So we are partner, there is no funding but we give permissions, we help in coordination to take up the program successfully.*

[Viswanathan, spécialiste en environnement, agence étatique CRRT]

Extrait d'entretien 31 : Aravind, le 14/04/2016

- *So, the… even if the Clean Adyar Initiative is pretty simple: we want to restore the river, that's about it… to its pristine best. But the thing is… we are not an environmentally activists group… we are not putting banners and posters against the government saying… hum… do this, do that!*
- Hum (approving) but you are along the government
- *Exactly, rather we want to work in confluence with the government… to see what can be done. We really want to help… because at the end of the day, you know, we want to see the river at his best, and we for sure know that without the government's help we cannot do it! If it's a lake… if it's a pond… yes! It can be done… residents around it can change it, there have been success stories. But a river, it's impossible…*

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 32 : Karunakar, le 08/03/2017

- *In fact, our very... our still objective to begin with, is that we are not an activist group! We want to help make things happen!*
- A facilitator?
- *Yeah, we want to facilitate. And, we also want to raise awareness of the fact that the government... It's not as if the governement is doing wrong things all the time, you know, you go and spend some time with these guys and you realise that, there is a huge amount of work that is happening that we just take for granted! And we don't care, every time we... I have seen so many people throw plastic bottles out of their cars, little bits of paper... they don't care! But the government does do a good job and CRRT and Poonga I think is a great example of what can happen, if, you know, there is some participation from citizens through NGOs or whatever!"*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 33 : Karunakar, le 08/03/2017

- *But, this could be beautiful city! You know? I mean you have 3 waterways running through it, and it's not so difficult to... You know we have been talking to this Isreal company called Hyaala. You know? Abhishek must have told you. And, they have the technology to help us treat the sewage, and they are saying look, it's a nodrainer, you treat that is coming in and the river will regenerate itself. The will is missing. because, for most people in Chennai, the river is a drain, it's not even in their mindset ! And that's what, you know, we are trying to do with the Clean Aday Initiative, to try rise the awareness for, for the fact that there is a river in a first place, and that you can actually clean it !*

  […]

- *So, until we created a problem, there were lorries coming here dumping stuff on this stretch as well. So, there a vested interest, obviously for them it's a dumpyard! So, I think for the Clean adyar initiative we need a lot more support, but it has the potential to make a difference and to help the government in its initiative to do something relevant because we also know that you know everything has been cleared! Both the waterways and the Buckingham Canal, the DPI are in place, the funds are in place... So, it just needs public pressure and involvement to say look, we want a more beautiful river, and it will happen, you know!*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 34 : Vidyadhar, le 18/04/2017

- *They said you can talk whatever you want, but touch a lot about the cultural significance, but I went one step higher and told them reviving these rivers in next to impossible, because they are not perennial. Not one of these organizations or movements to clean these rivers or making-up front, ever deal with the word perenniality. Rivers cannot be cleaned without being perennial, whatever money you invest, it will not work out. So, I brought that concept, people were really chocked when I said "you can't revive it"! Because, so many billions have been sent to this. The civil society by trying to clean these rivers and mentionning it again and again you are giving opportunities for the politicians to make more money! You are not going to end up cleaning it!*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 35 : Vidyadhar, le 18/04/2017

- *They were chocked first! They were chocked because they hadn't listen to... Some other speaker told me: "this is not how we should speak, not that brutally franc", she said. That lady... after I said that. Then they called me here, and I repeated the same thing! But the point is... I was speaking on a very important aspect of the river, see how to revive it, or how it can't be revived, it's a political question perhaps... They clocked me with an artist an Padmapriya. The artist was again talking only about water, and how water affects society and all these stuffs, and Padmapriya was talking about the temples. The real aspect of how looking at the river or whether it can survive or not got lost that day. I wasn't vert happy with the lecture that day. Because all that got lost ! You were not happy because it was too much towards water and… People don't give importance to the real thing ! People don't give importance to what these rivers will be in ten years ! It will be worst, it can't be better ! […] Still, most of the guys have not even traveled five kilometers on this river. Some of them would have seen it on a day or so ! And they talk about…*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 36 : Vidyadhar, le 18/04/2017

- *First one was a in-house, a one day conference in Goethe-Institut. And next time just twenty of them were there. And they built up towards this program, and they had a three day program with TM Krishna singing... all of this disctracts you from the main issue! It distracts you because you want to package it well, you want the crowds to come. See, the most well attended in the program were TM Krishna's lecture. Mine was the second main attended because people wanted to catch seats for the TM Krishna which came after me (laughs) So, as simple as that!*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 37 : Praveen, le 09/03/2017

- *I'd like a clean river, everybody would like a clean river. But I also would like a space, even if you're not on the water, you have some kind of interaction with the river. It's not just building one park is some one place, somewhere close to the river, it's actually getting life !! See, I don't believe in this: let us buid one jogging track, let us build one garden kind of nonsense. I mean, people live in the cities! People are moving around in the cities on a daily basis. It's not just a picnic spot. I would like a river that is actually weaved in the fabric of life... rather it becoming this sacred thing which need protection, you know, that's rubbish ! Yes it has to be clean, but, it's equally if not more important for people to feel proud of the river, and people feel joy when they interact with the river on a daily basis!*

[Praveen, 52 ans, publicitaire et scénariste]

Extrait d'entretien 38 : Karunakar, le 08/03/2017

- *Well, we are fortunate to have the beach. But unfortunately, Eliot's beach for example, is just taking over by the hawkers. You know, I've been trying to tell Nity that, gently, because, you know, Nity is far left*
- And he is very attached to the beach also
- *Yeah... But he is not protecting the beach ! In this case*
- Yes
- *So I told him, I said, Nity, I'm not saying "remove it", I'm saying regulate it... Because now it's full with those... So there is no... The empty space that he is fighting for so much, is actually getting filled up with this. And I said look, I know there is a livelihood attached... because there are people making... obviously, people fisher folks or other poor people who set up their stall and, that's their living, and we shouldn't try and get in their way, but in the same time, it is an open space, it is a public space, we can't let them take it over, you know*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extraits d'entretiens cités en deuxième partie

Extrait d'entretien 39 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul)

- So you are from Adyar, Saidapet?... what happened to your houses there?
- *Few of our houses got washed away, they [the government] demolished… and now they are extending the river*
- How did you escape when the river got flooded?
- *Water rises and goes off every time, not for the normal rains but when it rains heavily the water level raises and gradually it reduces. Exactly like how it happened now, it happened when my mom shifted to Saidapet*
- How long?
- *Before even I was born… approximately 20, 25 years before. During the ruling period of Dr. MGR.*
- Oh ok, during MGR period they were building walls and bridges…
- *Yes… It happened very long time back… that was the last time it was heavily flooded, after that, the water level raises and it goes off, this is what we know.*
- So you haven't had the need to shift your houses when it was flooded?
- *No*
- Where were you staying when it was raining?
- *There is a school here, whenever the water level raises we stay in the school… but this time, even the school got flooded [laughs]*
- So before coming here, where were you staying?
- *We were staying in the school only. Once the water got drained, we were living near the houses. Half of the population were staying in the school.*
- You were living inside your house?
- *No, we made temporary structures near to the houses and after that we got shifted here [in Kannagi Nagar].*

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Extrait d'entretien 40 : Chandhar (K : Karine, V : Vinay), 26/01/2017

- K: Here were you affected during the floods?
- *I was very much affected. I lost my both cars. In this house itself, the water was, you know, more than that [he shows 1.5 meters height on the wall] I lived in first floor.*
- K: That was the first time since 1990s or it happened before?
- *Yes! Otherwise it would come up until this level only, but this time! [he doesn't finish his sentence] but it is throughout the city, it's not I am the only one, ille-a (isn't it?)? [looking at Venkat] First night, not second night, 2 o'clock alarm, 4 o'clock it was full! I was here, my grandson, my wife, my daughter, we were four of us here! My son is in Delhi. So, we four of us were here, it started raising, raising, my wife was worried. [he tells few words in Tamil- then continues in English] So, boat, we got the boat! Boat came and we all went by boat! But I stayed boat, you know, safety, everything is there. But, when we returned!*
- V: The water drained, the second day after the floods
- *No! One day only! The drama was only for one day!*
- K: It must have been scary?
- *I have seen many! [laughs] Orissa floods, West Bengal floods… I am from engineers, I am a technical man, so our job is this only, we operate boats, we construct floating bridges…*
- K: And what about this year? Did you expect another flood?
- *This year, there were no water at all!*
- V: It means to save the life, you'll have to drop the property and all the sofa, the TV?
- *That, what can you do? You can't take it, anywhere. You can't take it to the upstairs… In this floor, we didn't take anything! At that time, you don't think of these things broadly. And secondly, it came at 2 o clock, I am a good sleeper, I was sleeping. But, she [his wife] got up, it [the water] got here and there, and appedi appedi appedi (like this) it raised fast. I used to see it only at the steps!*

[Chandhar, 75 ans, retraité, ancien colonel]

Extrait d'entretien 41 : Krithika (questionnée par Jaghan en tamoul)

- Since you were near the banks; you would have expected this, right?
- *Yes, in spite of that - of all these years, it never happened. We believed it would not happen*
- You believed it won't have such impact?
- *Yes. Earlier, every year during the rains, it would have impact; we would have to search for a new house, but this time, everything was gone including all the houses. Water level rose above the bridge.*
- Has there been a flood of this intensity before?
- *Not flood as such. There would be water flowing below the flood, that's all. The flood of this intensity I have not seen in all these years.*

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Extrait d'entretien 42 : Chandhar, 26/01/2017

- *I will be the last person to say that "I am looking for a river" [sardonic]... but, my astrologer, he said in which year I will construct it, where I will construct it also he said. He said you will construct your house next to a waterline, that's what he said, no river name... He said next to a waterline, and it's all coincidence, but I have never planned, as such! See, when I purchased it got very worried… frightening, because 7 feet deep I have brought sand and raised level, and also the architect, she intelligently raised it 6 feet, but still the water has come inside!*

[Chandhar, 75 ans, retraité, ancien colonel]

Extrait d'entretien 43 : Sumedha, le 13/04/2016

- *For instance, there is one of the lakes I saw, the Sithilapakkam lake, people started moving in there because they thought water is available at 10 feet, so they thought this was the best place to be because Madras was going through lot of water shortage and they never thought it would rain… ever like this! (laughs) […] In fact, in Avedi, I saw a lady who lives just by the bank of the river. And when I asked her I said hum… don't you feel afraid or at risk living so close? She said no I've always lived here and this is where I will continue to stay. So she said 'I made my life here and where will I go?*

[Sumedha, 50 ans, journaliste, membre du CCM]

Extrait d'entretien 44 : Minakshee, le 29/04/2016

- *I think no one is prepared… like when the tsunami came, we never knew what the tsunami was… my sister was watching from Tiruvanmayur she used to stay in seaward junction, right? From the top of her thing, they went into the beach to see the sea had receded. But nothing hit them, they didn't know why the sea has gone inside, because no one knew… If it would had hit back, it would have been a disaster. But they didn't know why the sea has gone down about 20 feet. See, one is you don't know what kind of disaster awaits you… unless you're there, you know you've been through a tsunami or something… now you know what a tsunami is.*

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 45 : Vinay, le 22/01/2017

- *It showed "Are, da"! You know that Kabali dialogue? No… In the movie that Rajinikanth did, about 6 months back... the idol of Tamil Nadu is Rajinikanth I think you would have heard of him? Rajinikanth, yes, of course! He had a release named Kabali where he remains, he tells his opponent "did you think of me as a very normal person? No, it's not that, guy! I am like super guy!" So, the same way, Adyar told: "did you think that I am just a small stream taking all your shit to sea? No, I am river, da !*

[Vinay, 41 ans, développeur informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 46 : Minakshee, le 29/04/2016

- *In fact, I think, one good thing is, we spoke to the neighbors! (big laughs) In fact, not our own neighbors, but we actually step out into the street (laughing) in order to give some… you know (seriously) People were really on the pavements and all that, so what would I do? I just cooked and had it over from dabbah and spoke to them. Or else you would have done…*

  That's true, it's in time of crisis…

  Ah [meaning yes], it was like pushed (laughs), very pushed! So, that's all! (laughs)

- Otherwise between neighbors you don't talk much?

- *No, no! I think here, so many activities to keep you busy… And other thing we don't want to go and see some… (searching for the word) guys! So, I think random milkman and all, now they are more friendly, you know (laughs)*

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 47 : Karunakar, le 08/03/2017

- *For the first time we really saw it happening during the floods, suddenly everybody came together, and I don't know how that happened because it's not in our DNA*

[Karunakar, 60 ans, publicitaire, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 48 : Vasundhara, le 19/11/2015

- *Lot of people got stuck... their houses are flooded. For the poor it is okay, they will find another place, they can adjust… but the rich where will they go? They say, "no one can help us, not the government… only God can save us". They are upstairs crying.*

[Vasundhara, 57 ans, professeure de yoga, résidant à Adyar]

Extrait d'entretien 49 : Tarakeshwari, le 25/11/2015

- *I think the recent flood showed us, wherever the problem was more, they were actually river bodies. And the problem is where the classification of land in Chennai I would say is a problem. Because, there is, there are two rivers, and they will, that those are classified in our records. There is an ocean it is classified. But the rivers have to go in a particular path. That path has a lot of names: it is called a canal, it's called a pond… if you take in tamil there are 17 to 18 names for this : Kutai, Kenni, Kenara and all that…*
- To designate the canal or the pond? Which type of waterbodies?
- *Yes! There are a lot of them. Even for stagnant water, there is a name, even for moving water, there is a name. But, we are not using that classification. We are using a classification - not sure about the name - I think Yann Mundrow or someone. That classification just talk about broadly rivers, ponds, lakes. But actually, the path is more important. How does the water go out? All that is classified as a waste land in Chennai. I think that is it the problem… Because when you have a river you should have a let out. You should have a path for it to go. All that path have now been built, so where will the let out of the river go. I think, that's why, even if it is classified as waste land, people built apartments there... When it is classified as a part of a waterbody no one will touch it. I think we should reclassify or use the traditional classification of water bodies, which are, when the British or modern classification has only four types, this is more than 18 types. If that to be followed, I think people will recognize it more. I think that answered your question.*

[Tarakeshwari, 29 ans, architecte et urbaniste, membre du CCM]

Extrait d'entretien 50 : Minakshee, le 29/04/2016

- *But, problem is there is no transition in this people, right? Whatever you learn, you retire and go, your experience goes away with you. […] the particular experience of this guy, okay, will it be useful after 10 years? Will he be here? No! Unless it is properly documented or done something, I wouldn't know.*

[Minakshee, 50 ans, développeuse informatique, membre du CCM]

Extrait d'entretien 51 : Vidyadhar, le 18/04/2016

- *Do you think that after the floods people will be more aware? They have forgotten… they have forgotten the floods. They are… literally, nobody... Just in three-four days, people are just normal, they're talking about other things. I thought it would have a lifelong impact! Because, for those people who were stranded or lost their close one, it will be… but the majority is… I have a friend who lives in Velachery, (in a low voice) five days the water come for 5 feet inside his house, he has a first-floor house. Actually, when I ask him he said "five days we go in a boat!" We can't see any hope! [...] No… I think (hesitating), ground-floor flats they won't stay. Everybody is talking about a hundred-year flood so… But… It doesn't happen that way, no? It doesn't wait for 90 years to appear?*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 52 : Tarakeshwari, le 25/11/2015

- *I think we have been lethargic for a very long time. We have been very quiet for a long time. We have been waiting for lot of people to do lot of things. Even now, due to the floods there has been only complains. They didn't do it, they didn't do it... But what is your part? What did you do to them? So that is what is… will have a more efficient meaning.*
- *We are also stakeholders, government is also a stakeholder, nature is also a stakeholder, even street dog is a stakeholder. When I talk about the city every part, movable and immovable, everything is a stakeholder. So I*

think, as being a responsible person... I have seen people, even in spite of having problems with the government they do wonderful work. So you have to have that interest within you, which will make you work. So I think it should come from within!

[Tarakeshwari, 29 ans, architecte et urbaniste, membre du CCM]

Extrait d'entretien 53 : Aravind, le 14/04/2016

- When has it been started actually?
- *Right when I came back from Delft… we started brainstorming with a couple of interested people and… hum… officially, we launched on March 22nd, the world water day*
- Of this year?
- *Yeah, this year… but then, you know, it's been floating around for… since September last year. We've been contacting individual people and asking them how they can help… but, to the public it just launched*
- So it's pretty recent actually?
- *Yeah, it's very recent, yes! (smiling)*
- So you felt that after the floods there were more people also ready to get involved?
- *Yes! So… in my opinion the only good thing the flood did was sensitize people about the… deplorable condition the river is in. So more people are aware that… hey, we have a river! The Adyar river! (laughs) During the flood it seemed like it flowed pretty well! (smiling) … maybe we should do something about it…"*

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 54 : Viadyadhar, le 18/04/2016

- And about the media and all this, do you think they are giving relevant information about environmental concerns for example?
- *Oh, we were very surprised, actually, no? when we did this Cooum project… when we started this Cooum project, we didn't expect it become so big! Suddenly we were approached by Hindu, approached by Times of India. Everybody wants to do a week line feature! People were waiting for an opportunity like this! I think… as individuals we want to clean, but as a group we are not able to! It's an inability! Where will the sewage go? Where will the fresh water comes from? We will have to kill the river somewhere…*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 55 : Vidyadhar, le 18/04/2016

- What was the idea of the Cooum Cultural mapping association? From where does it come?
- *We just wanted to… oh, I started it, basically. We were trying to do some projects for Madras day, and then we thought we will do something new. And, we identified a place where we could map the History. It had nothing to do with the river then! Those people who were interested in the river came in later. And then we tagged the saying "if you know it better, you'll treat it better" … so, we changed it halfway… but basically, it was just to learn about what has happened on the river.*
- Okay, heritage and history, but not much directly linked to the river
- *We didn't want to get in that, because there is lot of politics and corruption. If you get in the wrong side you know… [phone ringing]*
- When did you start the Cooum association?
- *August before last… so 2014 august we start*
- And that has been growing…

- *A lot… it has been terrible! […]*
- And basically, how did you get all this knowledge about Chennai? You conducted researches?
- *Various reasons. I'll tell you, I have been very lucky in this. I was in the Cholla history and… more in description! I've written four novels. More on History and older stuffs. People here have been slogging on heritage. That time it was not really… so encouraging and people were not so encouraging. For example, Muthiah has been doing on temples for ten years… 10 years he has been reading on temples, Karthik has been working on for years, and finally… I land up one day (slightly amused) doing the Cooum Project and it shoots up ! (laughing) So little I have been lucky!*
- There is a question of time also, people were more ready to talk about heritage now than then
- *That's year before last… You were here in the correct time, and that helped us! (smiling)*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 56 : Vidyadhar, le 08/03/2017

- And do you think the floods have helped the notoriety, the popularity of the CCM group?
- *The floods definitely did! But the point is, we were running the Cooum group before the floods! The instantaneous.. we were very well received because most of all of this is -- and go. The maximum prize they work on a project is one month in Madras, for heritage ! We were talking of a year project or two year project, getting people together ! That was really, we were connecting people. It's a long term project ! We really gained on that. Because it takes times for you to learn about the other person » […] I think the biggest advantage of this Cooum or Adyar projet was we created a lot of future for heritage in Madras.*

  [...]
- Do you think it has changed perception people had on the rivers?
- *Perception, not! But people are very interested that such a bad… something which they considered very bad all their life got so much of history. It is still a dirty river, that doesn't change.*

  [...]
- *We developed an interest. We didn't want anything to run. We didn't want to clean the river or we didn't want to do anything. We wanted to know ourselves first what history was on these rivers and tell it to as many people as possible, which we achieved. I am very happy with what happened in Adyar and Cooum [group].We learnt a lot, we taught a lot. Someday it might help you.*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 57 : Ajit, le 19/04/2017

- Boat club *specifically got involved because my intension was to drag them here because they were very well funded. It belongs to the rich and famous of the city. The old elite of Chennai. I got them involved and now they are actively participating in the clean-up. But the next step for me to get the TS to accept them as a donor. They have the money. And let them have berthing rights on the river. They are coming up here anyway. SO they can berth their boats here, take a walk…. This is my next phase. There is nearly 3 KM from the* boat club. *So why not give them a break point here. It becomes an activity with the* Boat Club. *Once that's done, they can place their security guys there. The boats are there. Lots of possibilities.*
- It becomes a mutual benefit action
- *And it will sustain itself. Because the club and the society will possibly remain forever. That way 2 powerful institutions can work together so that at least one section of the river can be taken care of. And then to connect it to the Adyar Poonga which is on the other side of the river. So these 3 can work together, can connect. Then the river restoration or whatever that is looking at it; they need to prevent this garbage from going into the river in the early 2nd phase. But that leaves the communities on the sides of the river. They need to see a benefit in it. If we can't create a place for them, like a riviera for them - every place in the world you have poor people and*

those people, and it is going to happen till the end of time. Nothing is going to change. Getty had the best statement on this. You take all the money that there is and divide it equally among all of the people, I will tell you within 10 minutes one guy will have more than the other. We are greedy and that is not going to go. So you take that reality (that there will be poor people and communities along the river) into the plan, create a place for them and make it possible for them to fish there for example, they will try to keep it clean as well.

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Extrait d'entretien 58 : Ajit, 19/04/2017

- *I've been a hiker and climber, though not anymore. I spent time a lot with the nature and it's very valuable. We need to leave it for generation next and it is very sad that we are doing this to ourselves. I've been dealing with the construction industry for a long time. So I've been party to the chaos and making the mess. Large buildings, airports…all adding to the collapse (of nature) M- so all big part of the mess* R- *so this is something I can do to make up, for I've caused the chaos in some distant land*
- That's how you came to the TS. After the floods…
- *Yeah, after the floods… In the wake of the floods when I'm return, I met some people, they said there was so much garbage. I went and had a look at it and I had a shock. So that's when I started egging people, finding people, I started landscaping… I used to come here long ago for the theosophical side because I am a theosophist at heart. So I am theosophically attached with this place in any case. I don't believe in religion. Different messengers, different times. Mine is better than yours is a sad story. So theosophy was always in line with how I thought.*

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Extrait d'entretien 59 : Viadyadhar, 18/04/2017

- Here is more an activist.
- *It's not right, no! Activists never get things accross! I am a two-fore activist. In today's world Karine, spreading the information can get things more done than being an activist. Those days we didn't have the internet, this activist culture was there.*

[Vidyadhar, 56 ans, écrivain et historien]

Extrait d'entretien 60 : Ajit, le 19/04/2017

- *So, in reality the only thing that can work is to form small bands of cohesive people. People tend to huddle together. People of similar liking. So the way rich guys, 20 of them have 20 big houses here, the slightly poorer they have 300 houses here. They all have one kind of work life, one kind of lifestyle…*
- They have a common interest also…
- *No, their behavioral pattern is related to their economic cycle. What time they wake up, when they crap, when they do this, when they dump garbage, how they do it… how many people in the house have to work to make life happen? it does make a difference in socio-economics. So, I'm saying, now this community needs to be isolated like that. Why do you have to link that guy and this guy if they don't want to sit at the same table. The classism will never go. Human being would like to feel better than the other human being. That's why we've had kings, and we've had queens… The hierarchy of life is never going to go. It is human predator nature. It predates on its own kind. Including one country to the other. That how I came up with this model for TS. I am not looking at the whole river. I want to take care of my section. One section, 1.5 KM if I can do that properly, then I can go to other sections and say I am doing my part, why don't you do your part. This is your part.*

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Extrait d'entretien 61 : Ajit, le 19/04/2017

- *So the long and short of it is, in terms of planning for reviving spaces, first the socio economics has to change. So there has to be a benefit for keeping the river that way. Sad, but that is the truth. Life is such a struggle in India, that for most people, they just don't care. They literally don't want to take the time to do that otherwise.*

[Ajit, 52 ans, membre de la Société Théosophique]

Extrait d'entretien 62 : Bartesh, le 07/03/2017

- *It [floods] has changed the way people look, but not the way governement look. They don't seem to be perturb about it. They have not taken any drastic step towards that… You see, they should be desilting the lakes, reservoirs, inceasing the depts so the storage is more, and then when it comes to a certain level, they can keep the [water flowing]. They have not desilted, they have not deepened the river. Nothing has happened ! Quiet a lot of budget has been put, but that's it.*

[Bartesh, 60 ans, architecte]

Extraits d'entretiens cités en troisième partie

Extrait d'entretien 63 : Devarajan, le 5/04/2015

- *In the here also, because the rotary people are there, no? clubs and there are lots of club peoples are there, no? so they are interested and they will take up the maintenance, and they will tell everything… But whatever you tell, you go inside the slum, and you see the slum side, you see… whatever, they will like that only, people are like that only, nobody can change that people!*
- No?
- *They also not change! But if awareness is there, they can change? More discussion about these issues?*
- *Yes, more restrictions, government restrictions! And they will have educated, and whatever they told the plastic is not good for health, so don't throw these bottles… But it will take lot of years! They are not educated, no? »*

[Devarajan, 54 ans, femme au foyer]

Extrait d'entretien 64 : Vasundhara, le 19/11/2015

- How do you think the riverside will be in ten years?
- *(Spontaneously) It will be fully crowded with people living on the banks of the river only… (kind of disgusted)*
- [...] But it will be what kind of place?
- *People will go…The government allow or not, they will go and put their huts there… on their own. Everybody who is going to come in Chennai they keep some huts near the Cooum River and they can live. The government must take care and they should not allow to put hut near the river.*
- But, you don't think there could be a project?
- *No… Hereafter they are going to, because of this… calamity, no? you see everywhere water, so after they are going to… if they do that only it will be better! If they take care means it will be better, if they don't bother means it will get worst*

[Vasundhara, 57 ans, professeure de yoga, résidant à Adyar]

Extrait d'entretien 65 : Gaurav, le 28/03/2017

- *And we have found that over the years, the story became worse and worse, because of the settlements coming on the riverside, people are dumping garbage and waste without treatment into the river directly, sometimes the government clears them out, and for sometimes there is improvement, but they all come back again. And, there's*

two things. One is, the river, their interest, it is all vain. The banks are all crowded, so there is nowhere (for the water) to go. So, that's when the floods take place. Settlements is there, so the river is narrowed. Otherwise the river has a space to flow this much. But with all these things coming up, with all these settlements as well, the place for it (the water) is to go high. So this is what has been happening to the river over the years.

[Gaurav, 70 ans, membre du Boat Club]

Extrait d'entretien 66 : Devarajan, le 07/12/2015

- Have you heard about any association to clean the river, clean the place?
- *Not like that. Everything undertaken government only, but government is not working properly, nowadays… After I think this flood will come no, the government will be now… think!*
- They will do something?
- *Because in the Cooum no, all poor peoples are occupying the Cooum! This is the reason for the flood! Main reason for the flood! Because they are occupying the Cooum, the poor people are occupying the Cooum, the water is not going frequently. All dust… they are putting all dust, waste things everything in the Cooum only! This is the reason for now Chennai's flood… main reason!*
- Okay… so you think the government will remove them?
- *Yes, remove from and the government will give quarters for some…from out of the city, far away from the city, but that people, people, people will giving the house for rent… again they will come into the Cooum only!*
- Why?
- *Is humm… They are cheating little… Sometime they are cheating government also. People, that poor people are like that only! Nobody will…*
- Maybe because of their work also?
- *Work also... because 50 years they are staying in the city, so don't… they are not like to go out of the city*
- *Hum hum*
- *If they are staying in the city, they are occupying the Cooum only, because no place for…a house, no? So they put like hut and they are staying in the Cooum only, that is the main problem. Government will take the action… from the starting onwards*
- Because of the floods ?
- *Yes, yes! after then now, this flood is coming no, already they are vacating, this is… they will continue then, Cooum will be okay!*
- Do you think that if they vacate the Cooum will be okay ?
- *Will be okay (she repeats)*
- And about the rivers also, how could be the rivers in 10 years? For you…
- *They are staying, I think for 30 years, 40 years*
- Oh…
- *Yes! They are staying 30 years, 40 years in the Cooum only*
- But now, from now, in ten years, in the future… how will be the river?
- *If government will be strict they have not come again (she keeps silent)*
- [...] So how would you like it to be? You would like to… have space to walk?

- *Yes! (she promptly replies) Space to walk, I only… I like that only, not occupying the Cooum, I don't like! (a bit irritated) [silence] Because very danger for that people also! Sometimes flood is coming, no? Very danger to that people also…*

[Devarajan, 54 ans, femme au foyer]

Extrait d'entretien 67 : Aravind, le 14/04/2016

- *Yes! So… in my opinion the only good thing the flood did was sensitize people about the… deplorable condition the river is in. So, more people are aware that… hey, we have a river! The Adyar river! (laughs) During the flood it seemed like it flowed pretty well! (smiling)… maybe we should do something about it… And, since it costs, a huge devastation… maybe now is the time of, you know, the slum clearance board can work better. Because even those people living along the slums know what devastation it could potentially cause... so, they might be a little more willing to move to a safer place…*

  […]

- *I hope it does, I hope it does! It has definitely sensitized the sane half… probably the slightly educated half of the city… and also inculcated a sense of…hum (looking for the word) what to say… fear is not the right word but you know… tell them… sense of insecurity probably? -it can happen -that it can happen, the possibility… to all the slums or people who have encroached knowingly… tell them okay, something can happen… but hum…. - a kind of warning… -yeah…. So I really hope the government actually takes some stern actions on this, try to move people to safer places and build better housing.*

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 68 : Nishta, le 22/02/2017

- *That thing is also there, you know, the slums along the Adyar and Cooum, unless otherwise those people are rehabilitated in some other places you can never find the river tidy! Because, a part of the pollution is being made by those slums also. They don't have proper drainage facility, it is not an approved layout kind of thing, so, they're adding to the dirt of the river... They have nowhere to go, that's true!*
- And there is no garbage collection
- *Garbage collection, yeah! That service is not there because obviously it is not a part of the approved city. So, the city and the planners, you know, they will not do any work!*

[Nishta, 39 ans, membre du CCM, journaliste indépendante]

Extrait d'entretien 69 : Naveen, le 10/03/2017

- *Appartments, slums everyting? That will be very tough! Slums at least you can find a clear space and move their huts there, but big houses, right? You got to demolish it, and for that you'll need to build somewhere, and they demand compensation, and government only pays in money, which they feel it's not enough, and they want land! It's a big thing! Even road widening of 2 feet, it's a years long process, so… That I know, I've seen.*

[Naveen, 16 ans, membre du CCM]

Extrait d'entretien 70 : Manee Megalai, le 22/03/2016

- *The objective of the project itself was to rehabilitate the people who are along the waterways only, so the construction was started earlier. It was planned to re-accommodate them through Corporation. Corporation only takes the survey of the people and when the list is given by Corporation, the tenements will be allocated by TNSCB. (she stops for a while, then continues) See, it so happened because of the flood, people were not having houses, immediately we were able to give them. Not for all, but maybe for around 10 000 or something we were able to accommodate immediately.*

[Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Extrait d'entretien 71 : Viswanathan, le 13/04/17

- *After the floods, yes, people wanted to restore the river. Like after Vardha, people started giving advice on which tree to plant etc. The work has started. After the floods, desilting and widening of the river, and bund building also were done from Thiruneermalai. "You could show pictures before and after, that would be interesting. Focus on the positive actions."*

[Viswanathan, spécialiste en environnement, agence étatique CRRT]

Extrait d'entretien 72 : Sumedha, le 13/04/2016

- And do you know what is the project about?
- *(she continues on the previous topic) I think it will also involve a lot of dislocations. Now if they start doing this, I think they will have to relocate the people who live along those… banks. And today you have all the vote bank politics. So I think they are afraid, that if they start moving people out they are going to lose all their support*
- Yes, that could be one of the reasons
- *Yes, the floods were a good excuse! Because they can now tell people "you're not safe here"*
- Exactly! That's what happened actually along the Adyar. Did you see what happened in Saidapet?
- *Yes*
- They have relocated everyone
- *But there are still people living there*
- And do you think this is eviction?
- *It's not! I think…if you, if you… you shouldn't have allowed it in the first place, then you wouldn't have to evict! But having done it and having seen the city go through this, I think now somebody will have to do something not in the interest of power but in the interest of the city*

[Sumedha, 50 ans, journaliste, membre du CCM]

Extrait d'entretien 73 : Sumedha, le 13/04/2016

- *I think we should! we should… start cleaning up the rivers, and do whatever is necessary. But what the human's rights people are saying is relocate them not very far away from where they live, because then that would mean finding a new job, and new schools and whole change would happen. Like if you are going to send people from here to Semenchery, it's a total… you know, relocation.*

[Sumedha, 50 ans, journaliste, membre du CCM]

Extrait d'entretien 74 : Aravind, le 14/04/2016

- *So even the eviction, when I spoke to you… along the Adyar river there is this part of this… there is this slum close to the Kotturpuram bridge, which was asked to clear… but there were some political reasons because of which they didn't… Because they were vote bank for a particular party. [...] So that party will not let these people clear… So, there is a lot of complex… So generally, I think, I've never really seen anyone discussed politics, in my circle.*

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 75 : Aravind, le 14/04/2016

- *See, this comes under something called the slum clearance board. So, regardless of whether the floods happened or not, regardless of whether the Adyar River is being restored or not, these people are supposed to be given safer*

better housing at complexes built by the government. Since there is lack of space, they are trying to move them slightly outside the city, like Kelambakkam Medavakam, places like that. [...] But, I heard one common problem was… even if… the government is trying to battle is that… you go giving the people living in a slum a good house, what they do is they let it out for rent… and get the money !

- And they come back?
- *No, and they stay in where they are staying, they still stay in the slum. They give it out for rent! This is a problem that even the government is trying to deal with…*
- And what could be the solution for that?
- *So, it is very hard! Unless you go door to door and find out if this is allotted for the right person… it's really hard.*
- *But why don't they want to stay also?*
- *So why they… I heard… So, when I had my personal interaction with these people, what they told me was... So, at the moment they are being transferred even a little far off, like Kelambakkam which is 20 kilometers from where they are, like Adyar. So, they tell me that "my school is right here, my kids go here, my work is right here… why should I move unnecessarily?" So again! So, the thing comes that they think that they own the land! They think that... this is theirs! And as much as that's a nice thing to say, it's… it's really not their… because… it is A. not a safe place, B. it's really not theirs (laughing but with a bit of exasperation). So clear, it is a public space which is meant… (he doesn't finish his sentence)*
  That's a very complicated issue… And maybe also sometimes they live there since generations, so they have this feeling of belonging…
  Exactly, they have a belonging personal attachment here… yeah. And what also comes along here is the cost of living… so in the slum they don't have to pay for water, they use the river, they don't have to…really, you know... there is not any additional cost, they just stay in one room, everything is there. When they move to a new house, although the house is given for very minimal price or for nothing… there are some hidden cost or attached costs that comes along… if think for electricity they have to pay, for water some taxes they have to pay etcetera… things like that. So even that way I don't think they are ready. Even though it is a better standard of living, I'm not sure if it's economically feasible for them. So, things like that… I think it's a very very complicated issue, that… anthropologist and people like you should battle.

[Aravind, 22 ans, étudiant en chimie, co-fondateur de la CAI]

Extrait d'entretien 76 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul)

- Are you feeling safe here? Are you able to move out of your own anytime, anywhere?
- *No, in Saidapet we were able to room around freely anytime anywhere but that's not the case here. It is like our area we belong there, we feel more comfortable there. There was no question safety because the whole place is like home*
- *Here there are lot of different people living... people from all over Chennai are put up here... so we are little scared to move out freely. Plus, people have told us it is not safe*

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Extrait d'entretien 77 : Priyanka, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul)

- Wherever you go you can make comfortable that place as you like
- *Yes, but my brother will scold me not to go outside*
- Why he will scold? he will not scold when you play there.
- *There also he used to scold, but later, he was okay.*
- Because, you all thinking that this place is new.

- *There were many guys who takes alcohol and sitting, chatting with each other*
- Do you think it was not safe?
- *Yes.*

[Priyanka, 20 ans, étudiante, relogée à Kannagi Nagar]

Extrait d'entretien 78 : Krithika, le 10/04/2016

- What do you miss here, in your lifestyle, your friends, your neighbors… apart from fun, what essentials things do you miss here?
- *We are missing the connection with our neighbors, our neighbors were like family…. We used to live at their place when my mom is out of town... they used to eat at our place, when their parents are not home. They care for us in case of anything.*
- Do you still meet your neighbors?
- *It's been 4 months since I have come [to Kannagi Nagar] but haven't met any of them yet. We are not meeting at all. I am not able to find time. Time is lacking, I go to college 7 in the morning and be back by 7 in the evening. I am not finding time to meet people*

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Extrait d'entretien 79 : Pudhuma, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul)

- So, how is it here? There is a house for you?
- *What if there is a house? Does the house feed us?*
- Yes, you need work or job?
- *Yeah, exactly – we need income. What can we do without income?*
- You have to go far, if there is anything or want anything?
- *Yes, we have to. Without income, we are not able to manage; even if I need Rs.10, there is no one to ask? I have to earn, right?*
- What are you doing here?
- *I have set a small shop near a school here; chocolates etc. But it does not generate much income, nothing much. Nothing stays; it's a product and cash on rotation. The things sold being - Lolly pop, chocolate, ice cream etc. Even my house rent and current bill is pending. I paid for one month, later I didn't have enough income to pay…*
- What do you think is needed here? May be facilities to work?
- *If we get some work that will be nice. But, what work will they give me?*
- What work you were doing there?
- *I was working in YMCA for daily chores; I will go by 9:00 am, I will be back by 1:00 pm – Rs.3000 /per month*
- So, you need to do some work similar here, right? But, not getting right?
- *Who is ready to give a job here, not even for household chores? The thing is, if it's a familiar place and people know us, we can go and ask them. But how can we do it in a place, we are not known, and we are not familiar. We are forced to go around the same place in search of work, without knowing anybody or place.*
- When you moved in, how was the river?

- *It used to be cleaner and people will come there for washing clothes. We used to sleep in the banks, children used to play. For the past 4 to 5 years only the river became like this; [...] Now it's completely closed, we are not able to even go back and see the place which we lived and made a living. Not even able to get a glimpse of the place where we lived.*

[Pudhuma, 70 ans, vendeuse de rue]

Extrait d'entretien 80 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul)

- Now the government is more concerned about the ecology and environment, they are creating new norms not to construct houses on cultivation lands, along the banks of the rivers, planting more trees for the betterment of our living…
- *(she interrupts)…Even this place is built over a lake*
- Really, it is built over a lake? How is the water table here? (surprised)
- *You will find the water if you dig few feet… approximately 5 feets*
- [Jaghan explains to me: "It was a lake before"]
- How do you know that it was a lake before?
- *We heard stories about this place and once there was a fault in the electric line and when they digged the ground water came. And there is an existing small lake across a few buildings*

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Extrait d'entretien 81 : Priyanka, le 10/04/2016

- When comparing to that place what do you feel which is not here in this place. Tell me what all is there I will write it down. You like that place or this place. Your house seems to be good, you don't seem to have water problem is here…
- *I like the house and it is good*
- Anything else is there which you don't like?
- *I don't like to stay downstairs. Bad smell is coming, it would be good if we stay upstairs. Once it starts raining, I think it will be a disaster..*
- What else is good to have here? What of what you used to have there do you wish it were available here? You didn't have a house like this there. But the environment, the people etc you liked it there.
- *When I was there I felt really bad to stay during rainy season. But, now I realize that that place was probably better than this one.*

[Priyanka, 20 ans, étudiante, relogée à Kannagi Nagar]

Extrait d'entretien 82 : Manee Magalai, le 22/03/2016

- *Objection will be there but they can't totally object to it because it is a government land on which we are doing it, it is not their land. Acceptance will not be there… they will tell that already we have this kind of infrastructure problem. Even for Kannagi Nagar we had lot of objections from the village people who are surrounding. They said the village characteristics were affected by these people coming into it. But we didn't have any other way. It has to be done. On the long run, we will change the people way of living and you will really integrate with them and we convinced our Community Development Wing there, so there were lot of discussions which went on to that.*

[Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Extrait d'entretien 83 : Manee Magalai, le 22/03/2016

- *It keeps on changing also, we can't say it is the same strategy which we are following up… but slowly we are trying to reduce the concentration on construction itself. Because nowadays construction has become a major burden for us, we have to see what else can be done to improve their livelihood, in addition to the construction. Something more integrated and self… like they themselves can construct instead of us constructing and then giving it to them.*

[Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Extrait d'entretien 84 : Manee Magalai, le 22/03/2016

- *Desilting widening of the riverways and landscaping, some green belt. And some of the areas, they might plan it for a tourist purpose also. But at present that cannot be done because the cleaning of waterways itself has to be done. It Chetpet they have done it like that. I have not been there… but it is a good idea what they have done. I am dreaming about to see a clean waterways in Chennai. Whenever I go to other cities, other countries also, we are really long for this clear waterways. We have 4 waterways in Chennai, but all the four are polluted.*

[Manee Megalai, 43 ans, urbaniste, agence étatique TNSCB]

Extrait d'entretien 85 : Krithika, le 10/04/2016 (questionnée par Jaghan en tamoul)

- After the flood, generally people have an opinion about people here. If there is a river, there will be flood. So that's the only reason you people get affected because you didn't leave any buffer from the river. What do you feel about it? What are you going to say? Do you realize the mistake or are you going to say that we are living here for a long time so this cannot be called an encroachment?
- *I agree it is wrong the mistake is in our part, but not on us entirely…It is only because of those few people who constructed houses closer to the river illegally. We have around 1250 families so imagine the amount of people living there… and the government was not able to provide accommodation for all of us*
- So you say that the government didn't allot houses for all of you? That's you moved closer to the river?
- *(embarrassed) No, the government has allowed enough houses for all of us, In addition of extra 50 houses for those who have rented the houses in Saidapet… so yes it is our mistake only…*

[Krithika, 21 ans, étudiante]

Annexe 4 - Extrait du film tamoul *Mahanadi*, traduit en anglais

(off voice) Because you badly want to see a film, you would have bought a ticket in black… You would have bribed a TTR to get a reserved seat allotted in a train…These days there cannot be a single person in this country who does not comprehend black money. Which means virtually everyone here is a person who ends up abetting a thief. Still everyone in India only curses politicians and cops. What if someone turns around and asks the citizens of this country 'what right do you have to take offence to their behavior considering virtually all of you are happy to take dhotis and sarees as bribes for voting the same bastards in?'

(walking along the Napiers bridge) It is only possible to take revenge on people like dhanush in stories. Not in real life. It is we should move away and ensure that filthy water from drains/gutters does not splash on our shirt (idiomatic expression in tamil: sakkadai tanni sathi […]- basically to say if you don't want to be filthy, don't blame the water, it is your responsibility to move away – saying: do not go after Danush if you don't want to get hurt). Stop wanting to get into the gutter in an attempt to clean it. (if you get in, you will get dirty, and you won't clean the water)

Krishna: 'but my shirt is already dirty'! (what the hero is muttering to himself)

Iyer: what?

Krishna: Nothing. Iyer… how many years does a life imprisonment involve? (he means he wants to kill Danush)

Iyer: Why do you ask? Shit… Krishna! Why do you have such crooked thoughts? You should never let such thoughts grow and take hold of you. You have just got out of jail! I am really getting worried. Let's go to the temple and cleanse our minds. Such thoughts should never enter you head.

Krishna: Why?

Iyer: Because…if everyone starts committing murder in anger and start calculating that 12 years minus 4 years for remission is just 8 years in jail, then all the river in the country will only have blood flowing in them. You need to find peace Krishna…

Krishna: If I find peace and don't get upset, you think the rivers will become clean? Only because good people of this country don't get upset these beautiful rivers run like gutters.

Iyer: Gutters are just sewers. But if blood starts flowing in these rivers it will be a complete mess! What the hell is this… let's go away from here. The stink is making me want to throw up.

Krishna: Why, why do you want to go away, Iyer. As if this stink is new! (the society has always been dirty)

Iyer: But what do you care about the filth (he doesn't explain what does filth refer to: in society / in this river) though. You will move away, forget about this river / society and go do your puja in your own private pristine temple… and the skies will open up and shower you with all the good things you personally need!

You shouldn't look at one man (about Danush) and make fun of everybody. A society …

Krishna: Shouldn't you keep this society (and this river) as pure as your puja room? It is because you keep it like a gutter that every passerby thinks 'what's wrong if I also piss in it, I also spit in it' and keeps doing it. Now onwards, I also plan to behave exactly like that.

Iyer: I see… what about the future then?

Krishna: Where the hell is it, Iyer…

Karine HOCHART

L'ADYAR N'EST PAS UN LONG FLEUVE TRANQUILLE

Politisation de l'habiter au prisme de l'inondation à Chennai, Inde du Sud

Résumé

L'invention du fleuve, un instrument de pouvoir ? Dans le champ des études urbaines, empruntant à la géographie politique de l'environnement (*political ecology*), cette thèse s'attache à éclairer les dynamiques d'appropriation « écologisante » d'un espace urbain, la rivière Adyar à Chennai, en Inde du Sud, au prisme de l'inondation de décembre 2015. Brèche dans l'espace social, la catastrophe est un moment de re-spatialisation du pouvoir, où la montée du discours sur l'empiètement (*encroachment*) du cours d'eau apparaît comme un des dispositifs majeurs du réordonnancement socio-spatial urbain. De frontière morale entre les élites et les résidents de *slums*, la rivière devient l'instrument de leur mise à distance, reléguant alors les populations pauvres aux confins de l'urbain. Ce replacement va de pair avec la production de sites de relogement périphériques fonctionnant à la manière d'une hétérotopie, selon une logique qui rejoint celle de l'encampement. Afin de rendre compte de ce phénomène de politisation de l'habiter après la catastrophe, deux pans de littérature sont ici rapprochés : celui sur la territorialité et l'habiter, d'une part, et celui sur la gouvernementalité, d'autre part. Cette recherche propose ainsi une lecture spatialisée et urbaine des rapports de pouvoir qui s'exercent autour de l'environnement. En examinant les représentations et modes d'actions d'élites envers, ou au nom de la rivière, ce travail éclaire l'instrumentalisation des relations à la rivière visant la mise en ordre et aux normes des rives urbaines.

Mots-clés : appropriation, rivière, empiètement, inondation, Chennai, Inde, ethnographie, environnementalité

Résumé en anglais

The invention of the river, an instrument of power? In the field of urban studies, borrowing from political ecology, this thesis aims to shed lights on the "ecologizing" appropriation dynamics of an urban space, the Adyar river in Chennai, southern India, through the prism of December 2015 floods. As a breach in the social space, the disaster is a moment of respatialization of power, where the rise of the discourse on the encroachment on the river appears as one of the major "apparatus" in socio-spatial reordering. From a moral frontier between the elite and the slums' residents, the river becomes an instrument of their distancing, relegating the poor to the confines of the urban. This replacement induces the production of peripheral relocation sites, operating as heterotopies, involving a similar logic to that of encampment. In order to account for this phenomenon of politicization of inhabiting after the disaster, two pieces of literature are brought together here: that on territoriality and inhabiting, on the one hand, and that on governmentality, on the other hand. This research thus proposes a spatial and urban reading of the power relations that are exercised around the environment. By examining the representations and modes of action of elites towards, or in the name of the river, this work highlights the instrumentalization of relations with the river aiming at the ordering and the standardization of te riverbanks.

Keywords: appropriation, river, encroachment, flood, Chennai, India, ethnography, environmentality